MARCELLE CHABOT

DE LA PRODUCTION DOMESTIQUE AU MARCHÉ: L'ÉCONOMIE CONTEMPORAINE DES FAMILLES INUIT DU NUNAVIK

Thèse
présentée
à la Faculté des études supérieures
de l'Université Laval
pour l'obtention
du grade de Philosophiae Doctor (Ph. D.)

Département de sociologie
FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES
UNIVERSITÉ LAVAL
QUÉBEC

JUIN 2001

© Marcelle Chabot, 2001

National Library of Canada
Bibliothèque nationale du Canada

Acquisitions and Bibliographic Services
Acquisitions et services bibliographiques

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence

Our file Notre référence

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-61219-8

Canada

RÉSUMÉ

Cette étude s'intéresse aux transformations récentes des pratiques économiques des ménages inuit. Les comportements de consommation de ces derniers sont examinés dans le but de comprendre la rationalité qui fonde leurs actions. L'étude repose sur une estimation et une caractérisation de leurs transactions monétaires et non monétaires annuelles, dont les données sont tirées d'une enquête originale réalisée en 1995 auprès d'un échantillon de 47 ménages dans deux villages du Nunavik (Québec, Canada). L'analyse montre que l'économie vivrière conserve une place significative au plan social, culturel et économique, bien que la marchandisation de la vie quotidienne et la monétisation des ressources caractérisent aussi l'économie de ces ménages. De plus, les Inuit sont économiquement rationnels et appliquent couramment le calcul monétaire. Cependant les valeurs et normes traditionnelles influencent largement leurs pratiques de consommation. L'analyse permet de conclure que la société contemporaine au Nunavik, bien qu'elle participe au marché, ne peut être assimilée à la culture de consommation.

RÉSUMÉ

Cette étude exploratoire s'intéresse aux transformations récentes des pratiques économiques des ménages inuit. Les comportements de consommation de ces derniers sont examinés dans le but de comprendre la rationalité qui fonde leurs actions dans la sphère économique. L'analyse des comportements des Inuit et leurs fondements cherche à vérifier dans quelle mesure ils se comparent aux manières d'agir et de penser caractéristiques de la culture de consommation qui définit généralement la culture des sociétés contemporaines en Occident. La culture de consommation se distingue, notamment, au plan symbolique par la croyance que le bonheur passe par une quête individuelle de l'abondance matérielle, et au plan matériel par l'importance des relations marchandes.

L'étude repose sur une estimation et une caractérisation des transactions monétaires et non monétaires des ménages inuit, pendant une année, dont les données sont tirées d'une enquête originale réalisée en 1995 auprès d'un échantillon de 47 ménages dans deux villages du Nunavik (Québec, Canada). La recherche comprend d'une part une description et une analyse des données relatives à l'économie vivrière, celle-ci étant aujourd'hui presque exclusivement centrée sur l'alimentation, en fonction des trois composantes économiques habituelles: la production domestique en terme de coûts de production et de quantités de nourriture produite; la distribution selon deux réseaux de circulation: le réseau social d'échange et le réseau formel des institutions modernes; et la consommation représentée par le volume de nourriture utilisée. D'autre part, elle comprend un portrait du budget des ménages composé de leurs revenus monétaires et de leurs dépenses de consommation, incluant les transactions liées à l'économie vivrière.

L'analyse montre que l'économie vivrière conserve une place significative au plan social, culturel et économique mais qu'elle est loin d'être synonyme d'autarcie économique. En effet, la marchandisation de la vie quotidienne et la monétisation des ressources caractérisent aussi l'économie de ces ménages. De plus, les Inuit

sont économiquement rationnels et appliquent couramment le calcul monétaire. Cependant les valeurs et les normes traditionnelles de comportement influencent largement leurs pratiques de consommation. L'analyse permet de conclure que la société contemporaine au Nunavik, bien qu'elle participe au marché, ne peut être assimilée à la culture de consommation.

AVANT-PROPOS

Cette traversée n'a pas été réalisée en solo, en dépit du fait qu'il n'y ait qu'un membre d'équipage à l'arrivée au port. J'adresse en premier lieu mes remerciements à Gérard Duhaime, mon directeur de recherche. Son rôle fut capital à maints égards. D'abord parce qu'il m'a fourni une occasion exceptionnelle de réaliser ma recherche au sein d'une équipe internationale de chercheurs chevronnés et d'apprendre les rudiments de la recherche universitaire, ses rites et ses exigences. Et, dans la foulée de mon mémoire de maîtrise, il m'a permis de parachever ma démarche de *désenchantement*. J'adresse aussi mes remerciements à Simon Langlois, mon codirecteur pour sa disponibilité et ses précieux conseils, ainsi qu'aux autres membres de mon jury: MM. Louis-Jacques Dorais, Pierre Fréchette, Ludger Müller-Wille qui m'ont gardée en haleine jusqu'à la toute fin et dont les commentaires ont permis de parfaire les versions finales du manuscrit.

Je voudrais témoigner ma plus sincère reconnaissance aux Nunavimiut des deux villages où j'ai réalisé ma recherche: les participants aux entrevues qui ont généreusement donné leur temps, dont les familles des camps Kagiararjuk, Tupirvikallak, Naulilaqvik et Uqvik qui ont offert leur hospitalité. Je voudrais souligner le travail exceptionnel des interprètes et tout particulièrement la participation d'Alacie Pov et de sa famille qui furent bien plus que des guides et des interprètes. Je veux exprimer ma gratitude à tous ceux et celles qui ont accepté de collaborer à l'enquête de 1995: représentants des administrations locales et régionales, représentants des comités de santé et les agents locaux d'emploi. Je voudrais également remercier tout particulièrement M. Denis Lefevbre de l'Administration régionale Kativik, MM. Georges Filotas et Yves Michaud de la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, ainsi que M. Serge Pageau, autrefois de la Société d'habitation du Québec, qui ont fourni des données inestimables.

Il y en a bien sûr quelques-uns qui, dans l'ombre de la salle des machines, ont participé à diverses tâches durant la navigation et à qui je veux adresser des remerciements spéciaux: M. Nick Bernard, qui fut un formidable compagnon d'équipage sur le terrain et un collègue compétent et patient, M. Marco Gaudreault qui a tenté de m'initier aux statistiques, je le remercie aussi pour sa patience, M. Dominique Saint-Pierre qui a courageusement retranscrit et classé les 2000 fiches d'entrevue, enfin, Mme Geneviève Mativat et M. Daniel Mativat qui ont corrigé la version finale du texte. Il y a ceux dont les commentaires et conseils m'ont parfois évité de dévier de ma route, tout particulièrement MM. Jean-Jacques Simard et Daniel Tremblay.

Je remercie également les membres du programme de recherche Avatuvut/ Ilusivut, plus particulièrement mes collègues du Centre de recherche du CHUL, ainsi que le personnel et les étudiants du GÉTIC/Études Inuit Studies, dont Lise Fortin et Micheline Lavoie. J'adresse aussi des remerciements spéciaux à Murielle «Mumu» Nagy, avec qui je complète ma formation de marin d'eau douce, pour son support moral et intellectuel surtout durant les moments les plus troubles de mon périple. Je voudrais mentionner l'escale du PhD-Network qui fut l'occasion de faire le plein de rencontres mémorables et fécondes: merci à Rasmus Rasmussen de m'y avoir conduit.

Enfin, je n'aurais jamais pu garder le cap sans le support irremplaçable de ma famille à qui je voudrais exprimer ma plus profonde gratitude: à Julien puis à Faye qui ont été de véritables phares dans cet océan brumeux, à mes parents, mon frère et sa famille, mes tantes et oncles, ainsi qu'à mes amis et amies qui furent des balises lumineuses jusqu'à bon port.

Cette étude aurait difficilement vu le jour sans l'appui financier du fonds pour la Formation de chercheurs et l'aide à la recherche, du Programme de formation scientifique dans le Nord du Ministère des Affaires indiennes et du Nord du Canada, ainsi que du Secrétariat Tri-Conseils.

À toi Julien,
je dédie ce travail,
simplement parce que je t'aime.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ ii

RÉSUMÉ iii

AVANT-PROPOS v

TABLE DES MATIÈRES vii

LISTE DES TABLEAUX xi

LISTE DES FIGURES xiv

INTRODUCTION 15

PARTIE UN: LE PROBLÈME DE RECHERCHE 22

CHAPITRE 1 — ACTION SOCIALE, DÉTERMINISME ET CULTURE DE CONSOMMATION 23
Introduction 23
1.1 Déterminants sociaux de l'action sociale 24
1.1.1 L'action sociale 24
1.1.2 Les cadres sociaux de l'action 27
1.1.3 Interprétation et validité 34
1.2 Acteur et changement social 37
1.3 Modernisation et culture de consommation 42
1.3.1 Modernisation, économie et solidarité 42
1.3.2 La culture de consommation 46
1.4 Culture de consommation et alimentation 49
Dévoiler les «bonnes raisons» 55

CHAPITRE 2 — MÉTHODE GÉNÉRALE 57
Introduction 57
2.1 La cueillette de données 59
2.1.1 Les instruments de l'enquête sur le terrain 60
2.1.2 Le plan d'échantillonnage 61
2.1.3 Le déroulement de l'enquête sur le terrain 65
2.1.4 Les données recueillies 67
2.2 Le traitement des données 70
2.2.1 La méthode générale 70

2.2.2 Les limites 76
2.2.3 La terminologie 78
2.3 Le Nunavik: quelques traits sociodémographiques 79
2.3.1 Méthode 79
2.3.2 Limites 81
2.3.3 Résultats pour le Nunavik 82
2.3.4 Résultats pour les villages échantillons 84

PARTIE DEUX: L'ÉCONOMIE VIVRIÈRE 91

CHAPITRE 3 — LA PRODUCTION VIVRIÈRE 95
Introduction 95
3.1 L'état des connaissances 99
3.1.1 Les ressources matérielles et les dépenses de production 99
3.1.2 Le produit de la production vivrière 101
3.2 L'estimation des dépenses de production 110
3.2.1 Les conditions de production au Nunavik 110
3.2.2 Le calcul des dépenses de production 116
3.2.3 Limites 121
3.2.4 Résultats pour le Nunavik 123
3.2.5 Les intrants alimentaires: une analyse des donnée qualitatives 127
3.3 L'estimation de la récolte 132
3.3.1 Méthode 132
3.3.2 Limites 136
3.3.3 Résultats pour le Nunavik 138
3.4 Dépenses monétaires et production vivrière 143
3.4.1 Les dépenses de production et la récolte: quelques traits 143
3.4.2 Dépenses de production et niveau de récolte 147
Production vivrière et pluralité des pratiques 163

CHAPITRE 4 — LA DISTRIBUTION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE 167
Introduction 167
4.1 La distribution de nourriture et les effets du marché 173
4.1.1 La distribution hors marché 173
4.1.2 La distribution marchande 176
4.2 L'estimation de la circulation formelle de la production vivrière 181
4.2.1 Le réseau formel au Nunavik 181
4.2.2 Le calcul des quantités de nourriture vendues 189
4.2.3 Limites 192
4.2.4 La distribution formelle: résultats pour le Nunavik 193
4.2.5 Les revenus tirés de la vente de la production vivrière 199
4.3 La circulation informelle de la production vivrière 204
4.3.1 La circulation informelle de la production au Nunavik 204
4.3.2 Le calcul de la circulation informelle de la production 208
4.3.3 Résultat pour le Nunavik 209
4.3.4 La valeur monétaire de la production non marchande 210
4.4 Un réseau formel: le Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage 216
4.4.1 Le taux de participation 216
4.4.2 Les revenus 217
4.4.3 La quantité vendue 222

4.5 L'échange formel et informel 229
4.5.1 Méthode et limites 229
4.5.2 Résultats 230
Réseaux de distribution et sens du partage 238

CHAPITRE 5 — LA CONSOMMATION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE 242
Introduction 242
5.1 État des connaissances 246
5.1.1 La mesure et les quantités consommées 246
5.1.2 Facteurs de consommation alimentaire 248
5.2 L'estimation de la consommation de la production vivrière 257
5.2.1 L'approvisionnement alimentaire au Nunavik 257
5.2.2 Le calcul de la consommation alimentaire 263
5.2.3 Limites 267
5.2.4 Résultats pour le Nunavik 269
5.3 L'utilisation de la production vivrière 278
5.3.1 Les problèmes associés à la détermination de la consommation 278
5.3.2 Correction de l'estimation de l'utilisation de la récolte 280
5.3.3 Estimation de la valeur marchande de la nourriture du pays 285
5.3.4 L'utilisation des ressources en tendances 290
Consommation de la production vivrière et choix des consommateurs 295

PARTIE TROIS: LE BUDGET DOMESTIQUE 298

CHAPITRE 6 — LE REVENU 301
Introduction 301
6.1 État des connaissance 302
6.1.1 Évolution du revenu des Inuit 302
6.1.2 Revenus monétaires, salaires et activités de production 306
6.2 L'estimation du revenu monétaire 311
6.2.1 Les activités économiques au Nunavik 311
6.2.2 Le calcul du revenu monétaire 315
6.2.3 Limites 319
6.2.4 Résultats 320
6.2.5 Le revenu total et le revenu disponible 326
6.2.6 Le revenu monétaire en tendances 334
6.3 Revenus monétaires et occupations des chefs de ménage 339
6.3.1 Portrait du revenu monétaire des ménages 340
6.3.2 Revenus et production vivrière 349
Travail, production et rationalités 360

CHAPITRE 7 — L'EMPLOI DU REVENU 364
Introduction 364
7.1 État des connaissances 366
7.1.1 Évolution des dépenses de consommation des familles inuit 366
7.1.2 Les dépenses alimentaires 371
7.2 L'estimation des dépenses 376
7.2.1 Conditions de vie, besoins et dépenses 376
7.2.2 Le calcul de l'emploi du revenu 383
7.2.3 Limites 387
7.2.4 Résultats 388

7.2.5 Comparaison avec la moyenne canadienne..... 396
7.2.6 Les dépenses en tendance 399
7.3 Dépenses monétaires et alimentation 403
7.3.1 Portrait général des dépenses pour l'achat d'aliments importés 403
7.3.2 Caractéristiques des ménages et variation des dépenses alimentaires 408
Dépenses monétaires et marchandisation de la vie quotidienne..... 425

CONCLUSION GÉNÉRALE 427

BIBLIOGRAPHIE 441

ANNEXES 460

LISTE DES TABLEAUX

CHAPITRE 2

Tableau 2.1- Typologie des ménages pour fin d'échantillonnage 64
Tableau 2.2- Taille des échantillons 65
Tableau 2.3- Typologie des ménages 72
Tableau 2.4- Taille des échantillons selon la typologie, par village 75
Tableau 2.5- Quelques caractéristiques sociodémographiques de la population inuit, Nunavik 1995 83
Tableau 2.6- Quelques caractéristiques sociodémographiques de la population inuit, villages échantillons 1995 85
Tableau 2.7- Distribution des ménages des villages échantillons selon leur taille, 1995 (N et %) 86
Tableau 2.8- Quelques caractéristiques des ménages selon leur composition, villages échantillons 1995 87
Tableau 2.9- Quelques caractéristiques sociodémographiques de la population des 40 ménages échantillons 1995 89

CHAPITRE 3

Tableau 3.1- Liste des équipements utilisés le plus couramment pour la production vivrière 112
Tableau 3.2- Estimation des achats de biens pour les activités de production vivrière dans les commerces locaux par les Inuit, Nunavik 1995 ($ et %) 124
Tableau 3.3- Liste des principales ressources exploitées retenues pour l'enquête 133
Tableau 3.4- Répartition moyenne annuelle de la récolte inuit, en poids comestible, par ressource, Nunavik 1995 (kg et %) 139
Tableau 3.5- Poids de la récolte des principales espèces, comparaison entre 1976-1980 et 1995, Nunavik (kg et %) 140
Tableau 3.6- Distribution des ménages échantillons selon leurs dépenses de production vivrière, 1995 (N et %) 145
Tableau 3.7- Distribution des ménages échantillons selon leur récolte (en poids comestible), 1995 (N et %) 146
Tableau 3.8- Regroupement des ménages échantillons selon leurs dépenses de production et leur récolte en poids comestible, 1995 156

CHAPITRE 4

Tableau 4.1- Vente de produits alimentaires selon l'entreprise, Nunavik 1995 194

Tableau 4.2- Revenus monétaires tirés de la vente de produits des activités de production vivrière selon la source, Nunavik 1995 ($ et %) 201
Tableau 4.3- Comparaison entre les revenus monétaires tirés de la vente de produits et les coûts de production, Nunavik 1995 ($ et %) 203
Tableau 4.4- Ventes réalisées par les ménages dans le cadre du programme de soutien aux chasseurs, selon la catégorie de produits, villages échantillons 1995 ($ et %) 218
Tableau 4.5- Répartition des ménages participants au programme de soutien aux chasseurs selon les revenus gagnés, villages échantillons 1995 (N et %) 220
Tableau 4.6- Quantité et valeur de la production vendue par les ménages au programme de soutien aux chasseurs selon l'espèce, villages échantillons 1995 222
Tableau 4.7- Répartition des ménages participants au programme de soutien aux chasseurs selon la quantité de gibier vendu, villages échantillons 1995 (N et %)..... 227

CHAPITRE 5

Tableau 5.1- Consommation de la production vivrière par les Inuit, Nunavik 1995 (kg et %)..... 270
Tableau 5.2- Consommation moyenne de nourriture locale, selon l'âge et le genre (gr et %) 272
Tableau 5.3- Correction de la consommation de la production vivrière par les Inuit, Nunavik 1995 (kg et %)..... 282
Tableau 5.4- Calcul de la valeur marchande de la de la production vivrière consommée à des fins alimentaires, Nunavik 1995..... 288
Tableau 5.5- Pourcentage des principaux aliments du pays consommés, Nunavik 1976-1980 et 1995 (kg et %)..... 291

CHAPITRE 6

Tableau 6.1- Nombre d'emplois, selon le statut de l'emploi, Nunavik 1995 (N et %) 312
Tableau 6.2- Répartition moyenne des sources de revenus monétaires des Inuit, Nunavik 1995 ($ et %)..... 320
Tableau 6.3- Salaires bruts selon le statut de l'emploi, Nunavik 1995..... 322
Tableau 6.4- Revenu total et revenu disponible des Inuit, Nunavik 1995 ($ et %) 329
Tableau 6.5- Structure du revenu monétaire au Nunavik de 1950 à 1995..... 334
Tableau 6.6- Distribution des ménages selon leurs revenus, villages échantillons 1995..... 340
Tableau 6.7 - Revenu monétaire moyen des ménages, selon l'occupation des chefs de ménage, villages échantillons 1995..... 342
Tableau 6.8- Répartition moyenne de certaines sources de revenus monétaires des ménages dont au moins un des chefs de ménage occupe un emploi régulier («ménages salariés»), villages échantillons 1995 343

Tableau 6.9- Répartition moyenne de certaines sources de revenus monétaires des ménages dont aucun des chefs de ménage occupe un emploi régulier («ménages non salariés»), villages échantillons 1995 345
Tableau 6.10- Caractéristiques des ménages échantillons selon trois classes de revenu 350
Tableau 6.11- Caractéristiques des ménages échantillons selon leur récolte en poids comestible 352

CHAPITRE 7
Tableau 7.1- Répartition des dépenses annuelles, Nunavik 1995 ($ et %) 390
Tableau 7.2- Emploi du revenu disponible des ménages: comparaison entre le Nunavik 1995 et le Canada 1992 ($ et %) 396
Tableau 7.3- Dépenses mensuelles des ménages, Salluit 1959 et Nunavik 1995 ($ et %) 400
Tableau 7.4- Dépenses pour l'achat d'aliments importés, Nunavik 1995 ($ et %) 404
Tableau 7.5- Estimation de la consommation de nourriture importée par les Inuit, Nunavik 1995 (poids et %) 407
Tableau 7.6- Distribution des ménages échantillons selon le nombre d'unités de consommation et leurs dépenses pour l'achat d'aliments importés 411
Tableau 7.7- Distribution des ménages échantillons selon leur revenu et leurs dépenses pour l'achat d'aliments importés 414
Tableau 7.8- Distribution des ménages échantillons selon leur revenu et leurs dépenses alimentaires totales 420
Tableau 7.9- Dépenses alimentaires moyennes des ménages échantillons selon leur niveau de récolte 422

LISTE DES FIGURES

INTRODUCTION

Figure A- Le territoire à l'étude 21

CHAPITRE 3

Figure 3.1- Distribution des ménages selon leurs dépenses de production (en excluant les véhicules) et leur récolte en poids comestible, ménages échantillons 1995 ($ et kg) 148

Figure 3.2- Distribution des ménages selon leurs dépenses de production et leur récolte en poids comestible, ménages échantillons 1995 ($ et kg) 155

CHAPITRE 4

Figure 4.1- Modèle économique de la distribution de la production vivrière moyenne des ménages du Nunavik 1995 210

Figure 4.2- Distribution des ménages échantillons selon la quantité de nourriture vendue au programme de soutien aux chasseurs et leur récolte, en poids comestible, 1995 231

Figure 4.3- Distribution des ménages échantillons selon la quantité de nourriture vendue au programme de soutien aux chasseurs et leurs dépenses de production, 1995 ($ et kg) 232

CHAPITRE 5

Figure 5.1- Modèle économique de la consommation de la production vivrière moyenne des ménages du Nunavik 1995 283

Figure 5.2- Sources d'approvisionnement alimentaire en considérant la totalité de l'alimentation des Inuit, Nunavik 1995 (%) 284

CHAPITRE 6

Figure 6.1- Proportion des principales sources de revenus des Inuit, Nunavik 1995 333

CHAPITRE 7

Figure 7.1- Proportion des aliments (excluant les liquides) consommés par les Inuit, Nunavik 1995 408

Figure 7.2- Distribution des ménages échantillons selon la part des dépenses consacrées à la production vivrière et l'épicerie 421

INTRODUCTION

La présente étude porte sur le changement social saisi à travers les comportements des individus. Pour ce faire, nous examinerons un cas précis dans l'espace et le temps: les comportements des Inuit[1] à l'époque contemporaine où domine dans les pays dit occidentaux la *culture de consommation*.

Juxtaposer les termes *Inuit* et *culture de consommation* pourrait paraître singulier. En effet, les représentations popularisées des Inuit, nomades, mangeurs de viande crue, chasseurs de grands mammifères sillonnant les eaux glacées de la mer arctique dans leur *qajaq*[2] de peau, cadrent mal avec les images de la culture de consommation qui évoque la vie commerciale urbaine, la publicité, les objets fabriqués en série, etc. Pourtant, les Inuit ne sont plus nomades et ne vivent plus dans des igloos. Si plusieurs d'entre eux chassent toujours les grands mammifères et raffolent de viande crue, ils sont aussi travailleurs, possèdent des cartes de crédit, mangent du boeuf de l'Ouest cuit à la poêle sur une cuisinière, écoutent les sports à la télévision, comme tant d'autres Canadiens, et certains vont en vacance en Jamaïque. *Les Inuit sont-ils pour autant des acteurs de la culture de la société de consommation?* C'est à cette question que nous tenterons de répondre.

---

1 Mettons tout de suite au clair l'orthographe du mot *inuit*. Selon l'Office de la langue française du Québec (OLFQ), ce terme, à la fois nom et adjectif, s'accorde en genre et en nombre. Dans le dictionnaire Robert, le terme est invariable en genre seulement. Nous adopterons la position prise par les participants à l'assemblée générale au 9e congrès d'Études Inuit Studies à Iqaluit en 1994 qui condamnent la norme de l'OLFQ. Une résolution de l'organisme propose de suivre la norme énoncée dans Dorais (1974) et qui suggère la graphie suivante: *inuk* pour le nom au singulier, *inuit* pour le pluriel et de garder ces mots invariables. Quant au mot *inuktitut* (la langue des Inuit), il s'applique, contrairement à ce que l'OLFQ propose, au dialecte du Nunavut. Pour le Nunavik, le terme s'écrit *inuttitut* (Dorais, comm. pers.).

2 L'orthographe est celle du dictionnaire inuktitut-anglais de Schneider (1985). Voir le point 2.2.3 pour la terminologie en langue inuttitut.

L'étude des sociétés précapitalistes telles que les Inuit du Nunavik fournit une matière riche pour l'étude du changement social et plus particulièrement sur les transformations du mode de vie des groupes humains: comment, par exemple, les individus intègrent-ils, rejettent ou se réapproprient les pratiques ou les valeurs des sociétés voisines? En Amérique du Nord, des groupes de chasseurs-cueilleurs ont été encerclés par des populations européennes. Le cas des Inuit est très intéressant puisque les contacts intenses avec l'Occident moderne sont récents et que ces populations, malgré une intégration au pays, demeurent relativement isolées géographiquement.

L'établissement du commerce des pelleteries a eu un certain nombre de conséquences sur l'économie des Inuit du Nord canadien caractérisée par la quasi autarcie des groupes familiaux jusqu'au XIX^{e} ou au début du XX^{e} siècle selon les régions. En effet, une partie de leurs activités s'est progressivement orientée vers la production à des fins marchandes. Par exemple, sur le plan de la production, une portion substantielle des ressources exploitées était investie dans l'organisation de la production marchande. Une autre partie était transformée en moyens d'échange. Sur le plan des échanges, la participation des familles au commerce des fourrures a brisé leur relative autarcie économique en soudant une partie de leurs activités économiques au marché. Enfin, sur le plan de la consommation, le commerce des fourrures a contribué à la diffusion de marchandises diverses qui peu à peu se substituèrent à des biens jadis autoproduits. Ces phénomènes sont associés à la *marchandisation de la vie quotidienne*. La marchandisation est un processus par lequel un groupe d'individus produit pour échanger et acquiert des biens de consommation grâce aux gains monétaires obtenus par l'échange. En Occident, ce processus, qui caractérise tout particulièrement la société de consommation, a contribué à transformer progressivement les manières d'agir et de penser des individus. De nos jours, les Inuit pratiquent toujours la chasse et la pêche mais ces activités ne sont plus des conditions essentielles de leur subsistance. Il existe aujourd'hui d'autres moyens qui permettent de réunir les ressources matérielles nécessaires à la vie. L'économie vivrière, qui auparavant définissait l'économie tout entière des Inuit et qui est inséparable de l'idée qu'un observateur moderne se fait de cette société, ne concerne plus

aujourd'hui qu'une portion de l'économie des ménages inuit dont les besoins sont en grande partie comblés par le marché. Or quel sens alors les Inuit donnent-ils à la production vivrière et pourquoi poursuivre cette activité?

Dans cette étude, nous nous proposons d'examiner les motifs qui sous-tendent les comportements des individus et tout particulièrement les comportements qui associent des transactions économiques. Par transactions économiques nous entendons les échanges monétaires et non monétaires, ceux qui ont lieu dans le marché tout comme ceux qui s'accomplissent en vertu d'autres règles. Les transactions qui nous intéressent sont celles qui sont effectuées par les ménages inuit: d'où tirent-ils leurs ressources et qu'en font-ils? Nous savons que les Inuit à la fois produisent et achètent ce qu'ils consomment. Nous étudierons donc leurs pratiques économiques à l'intérieur de deux cadres de référence: l'*économie vivrière* d'une part, et le *budget domestique* d'autre part. Notre projet vise précisément à sonder les comportements des ménages dans la sphère économique dans le but de comprendre la rationalité qui fonde leurs actions en cernant la place de l'économie vivrière dans le budget. Une attention particulière sera portée à l'alimentation; cette ressource étant la principale production domestique, elle représente un sujet d'étude privilégié pour saisir le rapport des individus aux ressources économiques.

Le problème de recherche revêt une importance à plus d'un égard car on sait actuellement peu de choses sur l'économie des ménages inuit du Nunavik. Les enquêtes statistiques courantes ne fournissent aucun chiffre sur les dépenses des consommateurs Inuit ni sur leurs finances. Les données disponibles sur les revenus sont par ailleurs incomplètes et leur validité est contestable. En outre, le secteur informel (don, autoproduction et autoconsommation) n'est jamais traité, laissant ainsi de côté un pan important de la réalité économique au Nunavik. La mesure des transactions informelles nécessite en effet une attention particulière et des méthodes appropriées. En conséquence, une grande partie de notre étude sera consacrée à la mesure et à la caractérisation des transactions économiques des ménages. Soulignons les travaux de Simard (1982), Simard *et al.* (1996) et de Duhaime (1987) qui, bien qu'ils aient porté principalement sur

l'économie formelle à l'échelle régionale, ont jeté les bases pour un examen plus spécifique des comportements des ménages au Nunavik à l'époque contemporaine. Notre étude s'inscrit dans le prolongement de leurs efforts pour produire, le plus rigoureusement possible, des données chiffrées sur l'économie du Nunavik et les rendre disponibles dans un but de comparaison.

Notre étude se veut avant tout exploratoire et repose sur des données empiriques sur les ressources des ménages. Une partie des travaux de la présente enquête a été réalisée dans le cadre d'une étude sur les effets de la contamination de l'écosystème dans l'Arctique canadien, et plus précisément sur l'impact de la contamination de la chaîne alimentaire sur l'économie des Inuit du Nunavik[3]. Les données, principalement quantitatives, recueillies dans le cadre de cette recherche portaient sur les ressources et les coûts associés à la production et la consommation alimentaire des ménages inuit. Ainsi, plusieurs aspects qui touchent de très près l'économie des ménages, et qui présentent un intérêt pour la compréhension des comportements individuels, n'ont pu être étudiés. Cependant, nous avons tiré le plus possible partie de toutes les informations recueillies, notamment une masse importante de données qualitatives, de manière à fournir un portrait le plus complet possible de l'économie domestique des Inuit.

Le document est divisé en trois parties. Dans la première partie, nous exposerons les outils conceptuels qui serviront à interpréter les phénomènes mesurés, ainsi que la méthode utilisée pour recueillir et traiter les données empiriques. Ensuite, dans la deuxième partie, nous tenterons de dresser un portrait de l'organisation de l'économie vivrière des ménages. Enfin, la troisième et dernière partie portera sur le budget des ménages, c'est-à-dire l'ensemble des ressources monétaires des ménages.

---

3 Projet Avativut/Ilusivut, financé par le programme inter-conseils Éco-Recherche (CRM, CRSNG, CRSH), 1995-1998. Les résultats des travaux portant sur l'enquête sur l'économie des ménages sont rassemblés dans DUHAIME G. (éd.), 1998. *La contamination de l'écosystème arctique de l'Est canadien. Programme Éco-Recherche Avativut/ Ilusivut. Les impacts socio-économiques de la contamination de la chaîne alimentaire au Nunavik*, Québec, GÉTIC.

La source des tableaux et des figures présentés dans ce chapitre découle de la présente étude, à moins que cela soit précisé.

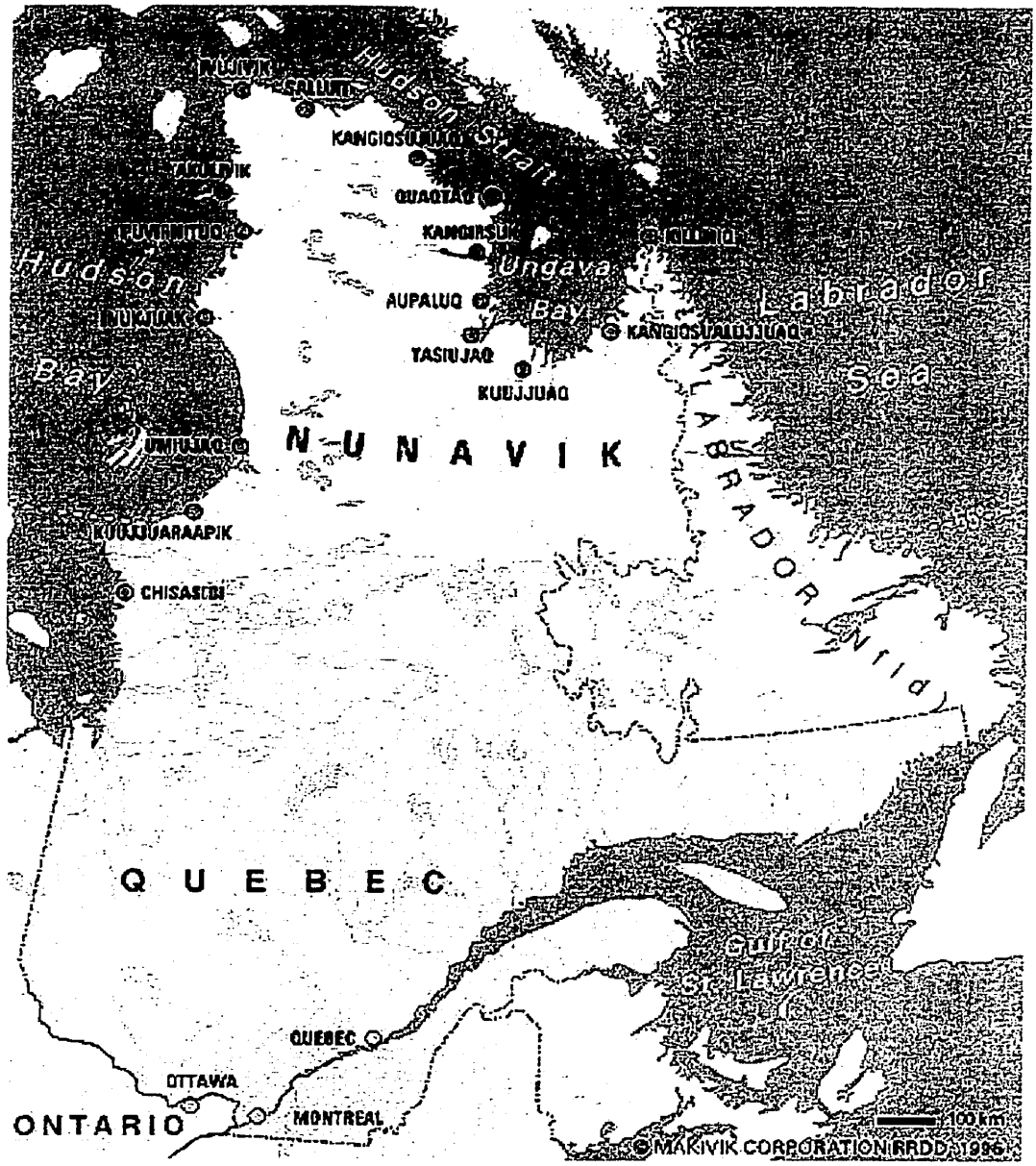
Le territoire à l'étude

Le Nunavik est une immense région qui couvre plus de 500 000 km^2, ce qui représente plus du tiers de la superficie totale de la province de Québec (figure A). Elle s'étend à partir du 55^e degré de latitude nord, ce qui lui confère toutes les caractéristiques des milieux nordiques; la majeure partie du territoire appartient à la zone écologique de l'Arctique (Côté et Dufour 1984).

Les caractéristiques de son environnement ont sans doute contribué à limiter son développement économique et à freiner son expansion démographique. Le Nunavik est en effet très peu développé; il est depuis les premiers échanges avec les Eurocanadiens confiné à l'exploitation des ressources primaires renouvelables (pelleterie, hydroélectricité, chasse et pêche) et non renouvelables (extraction minière). La population y est demeurée assez réduite, et en 1991 elle n'atteignait que 7 693 personnes, ce qui représente 0,01 habitant par kilomètre carré (Sénécal *et al.* 1996). La population est concentrée dans quatorze villages disséminés le long du littoral la baie d'Ungava, du détroit d'Hudson, de la baie d'Hudson et de la baie James qui s'étire sur plus de 2 000 km. En 1991, six villages avaient une population supérieure à 500 personnes et la moitié de la population résidait dans une agglomération de plus de 1 000 personnes. La population est constituée en majorité d'Inuit (91 %). Le village de Kuujjuaq se démarque en tant que centre administratif régional et par sa population qui se chiffrait à 1 400 personnes en 1991 (Sénécal *et al.* 1996). Les villages se différencient très peu les uns des autres sur le plan des infrastructures; on y trouve notamment des habitations, une école, un dispensaire, des bureaux administratifs locaux, un ou deux magasins, une piste d'atterrissage et des infrastructures sanitaires. L'économie de ces villages repose principalement sur les services aux citoyens. En 1991, la structure industrielle du Nunavik reposait sur l'administration publique à 51 %, accaparant près de 70 % des emplois (Duhaime *et al.* [à paraître]).

Le Nunavik est un territoire isolé des centres urbains du Canada méridional. Kuujjuaq est à plus de 1 000 km de Montréal et aucune agglomération n'est reliée par voie terrestre. Les villages sont accessibles par bateau de juillet à octobre et par avion toute l'année. Cette situation géographique réduit les échanges économiques avec le reste du Québec et du Canada. Cependant, l'importation et, dans une moindre mesure, l'exportation des biens prennent une grande importance, en dépit des barrières géographiques et, comme nous l'avons souligné précédemment, malgré la persistance des activités d'autoproduction.

Figure A- Le territoire à l'étude



Source: Makivik RRDD (1996) *Nunavik*. Document en ligne. Consulté le 20 décembre 2000 <http://www.makivik.org/Maps/Maps/QueNunavik.jpeg>

PARTIE UN

LE PROBLÈME DE RECHERCHE

CHAPITRE 1

ACTION SOCIALE, DÉTERMINISME ET CULTURE DE CONSOMMATION

Très ancien et toujours vivant, un passé multiséculaire débouche sur le temps présent comme l'Amazone projette dans l'Atlantique l'énorme masse de ses eaux troubles.
(Braudel 1985: 13)

Introduction

Qu'est-ce qui fait que les individus agissent d'une certaine manière. Qu'est-ce qui motive leurs actions, leurs choix? Ces motivations changent-elles dans le temps et dans l'espace? La réponse à ces deux questions fondamentales pour comprendre le comportement des Inuit fera l'objet de ce premier chapitre qui expose les outils conceptuels qui seront utiles à l'analyse et à l'interprétation des données présentées dans les prochains chapitres.

Nous tenterons de comprendre ce qui influence les comportements des individus, tout particulièrement les comportements dans la sphère économique, à une époque caractérisée par un ensemble de traits dominants et que nous désignons par le concept de *culture de consommation*, c'est-à-dire la culture qui est née des changements qui ont bouleversé les sociétés européennes et qui semble se répandre à la surface du globe.

1.1 Déterminants sociaux de l'action sociale

1.1.1 L'action sociale

D'entrée de jeu, nous adoptons la perspective selon laquelle les individus sont, de tout temps et en tout lieu, des sujets actifs, qu'ils ont une marge de manoeuvre et que cette marge de manoeuvre détermine le champ des possibilités pour son action. Le travail du sociologue consiste à mettre en évidence les déterminismes sociaux qui restreignent l'autonomie des individus (Boudon 1979).

L'analyse repose sur le postulat que l'acteur a la possibilité de faire des choix. Cette approche théorique, élaborée par Weber et développée plus tard notamment par Boudon, s'oppose à toute théorie qui conçoit l'action comme le résultat mécanique du conditionnement des individus produit par les structures sociales de socialisation. Selon ce type d'analyse, le contexte la socialisation des individus représente une information, parfois indispensable, pour comprendre un comportement. Il ne s'agit pas non plus, comme le refusait Durkheim (1992), de réduire les faits sociaux aux états de conscience individuelle. L'individu n'est ni totalement déterminé ni totalement libre.

Le sujet est une entité sociale dont les comportements sont orientés vers une finalité. L'action individuelle se développe toujours à l'intérieur d'un système de contraintes, plus ou moins claires et plus ou moins rigides pour l'individu, et n'ont de sens que pour lui. Ces contraintes sont diverses; elles comprennent les ressources dont il dispose, l'environnement institutionnel, les rapports qu'il entretient avec autrui, etc. Les contraintes ne déterminent pas l'action; elles délimitent le champ des possibles et non le réel. En d'autres termes, son action est orientée en fonction des contraintes subjectives qui sont rattachées à une situation et des raisons qui motivent son action. Pour pouvoir interpréter l'action, il faut par conséquent pouvoir cerner les intentions de l'acteur, les moyens dont il dispose, ou croit

disposer. L'évaluation qu'il fait de ses moyens détermine l'étendue de ses possibilités (Boudon et Bourricaud 1994).

Dans les limites autorisées par le système de contraintes, l'individu est un sujet actif dont l'action révèle une *rationalité*. L'analyse des comportements individuels consiste à saisir les «bonnes raisons» qui poussent un acteur à agir d'une certaine manière (Boudon 1995). Examinons quelles sont ces «bonnes raisons».

Weber (1971a) a proposé quatre types de finalité ou *rationalité* de l'action sociale. La première, l'action rationnelle en finalité ou rationalité formelle, décrit une action conforme aux buts fixés et aux moyens dont l'acteur dispose. L'action peut en second lieu être déterminée par les valeurs, c'est-à-dire par la croyance à un comportement convenable indépendamment de son résultat. L'action peut être déterminée par des passions ou des sentiments; il s'agit de la rationalité affectuelle ou émotionnelle. Enfin, on dira que les actions qui sont orientées par l'attachement au passé, les coutumes transmises comme héritage de génération en génération, procèdent de la rationalité traditionnelle.

Boudon (1993) a élargi la typologie des types de rationalité élaborée par Weber à d'autres types de rationalité: utilitaire, téléologique, axiologique (en valeur), cognitive, psychologique et traditionnelle. La rationalité téléologique correspond à une forme de la rationalité instrumentale wébérienne: c'est-à-dire des fins adaptées aux moyens. Nous appliquerons ce modèle aux actions économiques individuelles que nous analyserons ultérieurement.

L'action économique

Notre étude étant centrée en grande partie sur les actions économiques, examinons ce qu'en dit la littérature. Les économistes définissent l'action économique comme une activité associée à la production, à l'échange et à la consommation de ressources limitées (Smelser 1976). L'analyse économique classique postule que les comportements sont le résultat

d'actions isolées où chacun poursuit librement son intérêt personnel. Ses choix sont effectués rationnellement après avoir tenu compte des coûts et des bénéfices. Il s'agirait même d'une propension psychologique de l'être humain. De plus, l'échange de produits constitue la seule forme de relations entre les individus (Smelser et Swedberg 1994). En somme, selon la théorie économique, il n'y aurait qu'une seule forme de rationalité qui déterminerait les actions économiques: la rationalité formelle ou instrumentale de Weber.

La théorie économique ne saurait expliquer toutes les conduites individuelles. En examinant simplement quelques-uns de nos comportements, nous constatons que nous agissons très souvent d'une manière qui pourrait être jugée *irrationnelle*. Par exemple, il arrive que nous achetions un produit en dépit du fait qu'un calcul des coûts et des bénéfices suggère l'achat d'un autre produit. Combien de fois, l'*homo œconomicus* que Adam Smith a décrit comme étant matérialiste et centré sur son intérêt personnel, agit-il de façon contraire à ces postulats? Comment interpréter tous ces comportements qui n'appartiennent pas à la rationalité formelle? Ces questions fondamentales, qui semblent opposer perspective économique et sociologique, ont occupé une partie des débats en sciences sociales depuis Auguste Comte (Swedberg et Granovetter 1992).

Selon Weber (1971a), une action a une orientation économique lorsqu'elle vise dans son intention à aller au-devant d'un désir d'utilité (une utilité étant un bien ou un service désirés par un agent économique). L'action économique n'est pas en soi une action sociale; elle est sociale d'après le sens visé par l'individu.

Weber (1971a) a proposé trois principaux mobiles de l'action économique. La rationalité formelle détermine une action dont la fin est la poursuite de l'intérêt individuel. Elle implique le calcul et la logique comptable. Les actions peuvent également être orientées par la rationalité substantive ou matérielle, et la rationalité traditionnelle. La rationalité substantive concerne la satisfaction matérielle des besoins. La rationalité traditionnelle se caractérise par l'attachement aux traditions dans les comportements. Nous savons par exemple que certaines choses ne se vendent pas. Prenons un cas: la plupart des gens trouvent qu'il est déplacé de vendre des biens

ayant appartenu à un être cher ou encore des objets reçus en cadeau, même s'ils sont futiles ou encombrants. Dans cet exemple, l'acteur social n'est pas motivé par la rationalité formelle et le fait d'adopter une telle orientation dans son action serait probablement socialement réprimé. Ces comportements sont néanmoins loin d'être *irrationnels*. Ils apparaissent très rationnels mais procèdent d'une rationalité autre. En somme, pour l'économiste, la rationalité est une donnée et une propension des humains alors que, pour Weber, il s'agit d'une variable de l'action économique et non un universel psychologique.

Tout bien considéré, l'action économique individuelle pouvant être sociale, elle pourrait suivre la typologie des rationalités établie pour l'action sociale. Elle est par conséquent toujours rationnelle mais procède de différents types de rationalité. Les types de rationalité décrits précédemment définissent autant de «bonnes raisons» qui influencent le comportement de l'acteur que le travail du sociologue consiste à découvrir.

Le sujet rationnel dans son intention d'agir est, comme nous l'avons dit précédemment, contraint puisqu'il agit dans un cadre social déterminé où ils sera influencé par le système d'interactions et de représentations. Cette question fera l'objet des prochaines pages.

1.1.2 Les cadres sociaux de l'action

Les individus ne sont pas des particules libres dans l'espace. Ils entrent constamment dans des systèmes d'interactions qui contraignent leurs actions. Ils agissent également en fonction de croyances. Ces deux éléments construisent un cadre d'action. Ils seront, comme nous le verrons, essentiels à l'analyse du changement.

Le système d'interactions

De manière générale, les individus sont influencés par les rapports qu'ils entretiennent avec autrui et qui leur imposent de faire toutes sortes de compromis. La relation peut, selon Weber (1971a), être fondée sur le sentiment subjectif d'appartenance à une communauté (communalisation), lui-même basé sur la rationalité affective ou traditionnelle. Le lien social peut également être établi sur un compromis d'intérêts motivé rationnellement (sociation). Dans ce cas, la relation peut reposer sur une entente basée sur la loyauté mutuelle, donc rationnelle en valeur. On reconnaîtra ici les types de solidarité décrits par Durkheim (1992), l'une mécanique, dominante dans les sociétés traditionnelles, et l'autre organique, associée aux sociétés modernes. Dans les sociétés à réseaux plus serrés et mécaniques, les choix individuels sont plutôt déterminés par les structures sociales de la parenté, fondement de l'organisation sociale. Par contre, dans les sociétés modernes, plus individualistes, c'est-à-dire les sociétés dont les structures sociales sont plus différenciées et moins denses, la marge de manoeuvre de l'individu est plus grande et son action est moins déterminée par les structures sociales.

Examinons cette question avec un exemple intéressant pour l'analyse économique: le *don*.

Il est généralement admis que le don consiste en un échange sans contrepartie financière. Le don était la principale relation économique dans les sociétés précapitalistes ou disons traditionnelles. Malgré son caractère volontaire et apparemment désintéressé, le don pour Mauss (1924) est en réalité fondé sur l'obligation. Il y aurait en effet une obligation de donner et même de recevoir. L'activité du don n'est qu'un des termes d'un contrat plus général: refuser de donner ou de recevoir ou de rendre, c'est rejeter une relation. Le don est une prestation sociale totale (Mauss 1924).

Sahlins (1974) a mis en relation le degré de réciprocité dans les échanges et la qualité des liens sociaux entre les partenaires dans les sociétés traditionnelles. La circulation des dons par exemple dépend étroitement des liens sociaux. La réciprocité généralisée est au plus fort entre parents et

voisins. La réciprocité est négative lorsqu'une grande distance sociale sépare les partenaires. Dans ce cas, les transactions sont réalisées de manière purement utilitaire, sans espoir de retour. Les liens sociaux ne représentent néanmoins pas l'unique déterminant. Par exemple, l'obligation de partager dans la société inuit traditionnelle dépendait des conditions relatives d'abondance de nourriture. Dans les cas de pénurie, l'obligation était formelle: le non respect de cette obligation était sanctionnée par la mort. La situation était très différente lorsque la nourriture était abondante (Saladin d'Anglure 1967).

Aujourd'hui, la société n'est plus dominée par les relations de don, bien que cette forme d'échange soit demeurée très fréquente. Le don est en effet encore largement pratiqué entre parents et amis. Dans son étude sur le sujet menée dans la société québécoise contemporaine, Godbout (1992) suggère lui aussi que le don est un système de circulation des choses immanentes aux liens sociaux. Or il ne correspondrait pas au modèle de réciprocité obligatoire de Mauss qui créerait un état de subordination contraire à la valeur moderne de liberté individuelle. Les dons aux étrangers (don de sang, charité) sont caractéristiques de la modernité, une situation impensable dans les sociétés traditionnelles. Godbout (1995) conclut que la liberté est une bonne raison fondamentale du don à l'époque actuelle, une conclusion qui désavoue la théorie de Mauss pour les sociétés contemporaines. Pour Cheal (1988), la pratique du don à l'époque actuelle constituerait une stratégie utilisée par les acteurs dans un monde anonyme à solidarité organique. Selon l'auteur, ces petits mondes à solidarité mécanique, constitués d'autruis significatifs, sont construits et maintenus grâce à ces rituels. En somme, le don à l'époque contemporaine procède d'une rationalité étrangère à la tradition ou à la rationalité utilitaire. On pourrait dire qu'elle serait affectuelle, selon la typologie de Weber ou Boudon, ou encore rationnelle en valeur.

Il se dégage de cet exemple du don quelques points majeurs sur la méthode analytique et sur certaines prémisses théoriques. Premièrement, cette question permet de faire ressortir l'influence du système d'interactions sur les actions individuelles: c'est que le don, en tant que système d'interactions complexes, comme la *kula* mélanésienne, le *potlatch* des

Kwakiutls, ou encore un simple échange de cadeaux à Noël, suggère des modèles normatifs de comportement. Deuxièmement, le lien ne détermine pas implicitement et obligatoirement un comportement, qu'il touche des acteurs membres d'une communauté traditionnelle ou des citadins du XX^{e} siècle. L'action individuelle est influencée par la logique d'une situation qui dicte certains modèles de comportements auxquels l'individu est libre de se soumettre ou non. Le marché suggère d'adopter une rationalité de type utilitaire alors que la famille appelle l'entraide. Troisièmement, il n'existe pas de rationalité exclusive à un état de la société; on pourrait tout au plus dire que certaines formes de rationalité dominent ici et sont plus rares ailleurs. Par exemple, les sociétés traditionnelles étudiées par Sahlins (1974) connaissaient la rationalité instrumentale, comme le croyait Weber (1971a). Nous reviendrons sur cet aspect ultérieurement. En somme, l'analyse sociologique adoptée ici se refuse à traiter les individus comme totalement déterminés par les structures sociales.

Boudon identifie deux types de systèmes d'interactions: les systèmes fonctionnels et les systèmes d'interdépendance. Brièvement, dans le premier système, la décision des individus ne peut avoir lieu sans échange social. La notion de rôle est importante dans ce type de système d'interactions puisqu'elle fonde les attentes réciproques des acteurs en relation. Il est important de souligner que les rôles ainsi que les normes de comportement ne sont pas définis de telle sorte qu'ils ne laissent aucune place à l'interprétation par les individus: rôles et normes ne peuvent pas être considérés comme des modes d'emploi rédigés sous une forme immédiatement intelligible. L'acteur les découvre à la suite d'un long et laborieux processus d'apprentissage au cours duquel il doit se baser sur des informations tronquées et ambiguës (Boudon 1979: 90). On pourrait qualifier les systèmes fonctionnels d'*institution* au sens large, c'est-à-dire des systèmes normatifs qui établissent des liens d'interdépendance entre des activités disparates et des comportements prescrits par des contrats formels (lois, règles écrites) ou par l'usage et les moeurs; ce sont des systèmes qui exposent l'individu au risque de sanction. Il s'agit d'un lieu de socialisation où les participants apprennent les bons comportement, les valeurs et les pratiques communes. Les systèmes normatifs ne fournissent pas des modèles inculqués une fois pour toutes mais plutôt des règles du

jeu qui permettent certaines performances de l'acteur dont les unes sont licites et les autres ne le sont pas, et où l'évaluation et l'interprétation des performances sont aussi importantes que la performance elle-même (Boudon et Bourricaud 1994: 333).

Dans le second type de systèmes d'interactions, qualifié de système d'interdépendance, l'action des individus est déterminée indépendamment des attentes et de l'approbation d'autrui. En raison de leur structure, ces systèmes créent des effets inattendus, non voulus par les acteurs mais qui résultent de leur situation d'interdépendance. Boudon les appelle *effets d'agrégation* ou émergents (Boudon 1979: 119). L'exemple classique nous est donnée par les embouteillages à l'heure de pointe: les individus, chacun motivé par une bonne raison d'arriver à une heure convenable pour souper, se retrouvent prisonniers dans un bouchon interminable. La surexploitation des ressources du territoire environnant les villages du Nunavik après la sédentarisation est un autre effet d'agrégation typique. Ce résultat non voulu par les individus a des répercussions majeures pour l'ensemble des Inuit qui doivent s'aventurer toujours plus loin pour trouver leur nourriture. Les effets d'agrégation constituent une notion centrale dans l'analyse du changement social chez Boudon. Nous en discuterons dans une prochaine section.

En ce qui concerne plus précisément l'action économique, nous obtenons deux cas de figure à partir des énoncés précédents. Dans le premier cas, l'action est orientée selon l'un des cinq types de rationalité décrits à la section précédente — même dans les tâches les plus routinières et même lorsque nous laissons au hasard le soin de *choisir* pour nous —, ainsi que par une évaluation que fait l'acteur du contexte dans lequel se déroule son action. La rationalité instrumentale ne représente qu'une des formes possibles de l'orientation du comportement. Le second cas de figure est celui où le système d'interactions produit des effets inattendus qui interfèrent avec la rationalité. Dans le domaine économique, les tenants de la théorie du choix rationnel postulent que, dans une situation où chaque participant tente de maximiser ses gains, les actions individuelles peuvent conduire les acteurs à faire des choix *irrationnels*. Notre position est toute autre puisque nous considérons l'action individuelle comme étant toujours

rationnelle. Partant, notre travail consiste à reconstruire l'événement de manière à mettre en évidence la rationalité de départ du sujet, dans le cas présent la poursuite de son intérêt, et de montrer comment le système de contraintes l'a conduit à dévier de son but.

Granovetter (1990, 1992) propose un modèle fort utile pour analyser l'action économique et qui résume les principes énoncés précédemment. Il distingue trois niveaux d'intégration («*embededness*») de l'action économique. D'abord, au niveau des actions individuelles, l'action est encadrée par les réseaux de relations interpersonnelles à partir desquelles les acteurs sociaux déterminent des objectifs et des stratégies. À un second niveau, les actions individuelles peuvent s'agréger et produire des effets qui influencent l'action individuelle. En s'agrégeant, un ensemble d'actions peuvent aussi produire des phénomènes macrosociologiques qui peuvent donner naissance à des institutions. Enfin, à un troisième niveau, les institutions opèrent comme des modèles de relations sociales qui prescrivent les comportements. Granovetter conçoit ces institutions — tel que le marché — comme transcendant les actions individuelles; elles représentent plus que des modèles normatifs: elles seraient *des formes cognitives* extérieures aux individus, à partir desquelles l'individu interprète une situation (DiMaggio 1994, Granovetter 1992).

Le système de représentations: les valeurs et les croyances

Le système de représentations, c'est-à-dire les valeurs et les croyances influencent l'action; il s'agit même d'une forme de rationalité selon Weber et Boudon. Que sont les valeurs? Comment se forment-elles? Et comment l'individu y adhère-t-il?

Selon Weber,

> l'activité rationnelle en valeur consiste toujours en une activité conforme à des «impératifs» ou à des «exigences» dont l'agent croit qu'ils lui sont imposés. (Weber 1971a: 56)

Expliquer ces «impératifs dont l'agent croit qu'ils lui sont imposés», ou ces *croyances*, c'est saisir le sens de ladite croyance pour l'acteur. Que les

croyances soient normatives ou positives, qu'elles soient erronées ou justes, elles résultent de ce qu'un individu a des bonnes raisons de les endosser personnellement. Il s'agit d'un sentiment subjectif de conviction plutôt que d'intériorisation. Si nous croyons que X est bon, juste ou vrai, ce n'est pas parce que «cela sert notre intérêt» ni parce qu'agir autrement a des conséquences Y. La croyance qu'il est mal de voler n'est pas fondée sur les conséquences du vol pour l'individu: «je ne vole pas pour ne pas être volé». Cette croyance tire sa force de ce qu'elle résulte de «raisons fortes» et solides — qu'elles soient démontrables ou non — de ne pas voler, parce l'équité sociale est valorisée et que le vol brise ce principe (Boudon 1999).

Certaines de ces raisons dépassent la seule subjectivité individuelle; Boudon les appelle raisons *transubjectives* ou convaincantes; ce sont des raisons qui ont la capacité d'être endossées par un ensemble de personnes (Boudon 1995). Si certaines s'imposent en quelque sorte aux individus (p. ex. ne pas tuer, ne pas voler), il y a également des croyances que Boudon et Bourricaud (1994) appellent «variantes» qui laissent une marge de manoeuvre aux individus, et par la même occasion témoignent de la relative indétermination du système de valeurs. À ce propos, les valeurs sont objectives, bien que cette objectivité soit contextuelle: ce qui fait sens ici n'a pas le même sens ailleurs ou n'a pas de sens du tout (Boudon 1995).

Les valeurs doivent être analysées comme une combinaison complexe de croyances et de préférences collectives qui apparaissent dans un contexte institutionnel et qui, par la manière dont elles se forment, contribuent à la régulation de ce contexte. Il ne faut pas croire qu'elles sont des principes évidents, univoques et explicites à partir desquels on pourrait déduire des arrangements normatifs particuliers. Les valeurs se donnent toujours en composition: à chacune d'elles correspond une orientation propre de l'action. L'individualisme en tant que valeur suprême de la modernité selon Durkheim n'existe pas à l'état pur; il se retrouve incarné dans une multitude de pratiques et d'institutions. Les valeurs et les croyances ne sont pas réductibles aux préférences individuelles puisque leur formation procède de discussions, de conflits et de compromis entre une panoplie d'acteurs (Boudon et Bourricaud 1994).

1.1.3 Interprétation et validité

La perspective qui est la nôtre est celle élaborée par Weber, quoique largement développée par Boudon, et connue sous le nom d'*individualisme méthodologique*. Selon Boudon (1979: 51-52), l'analyse se résume en trois propositions. D'abord, les phénomènes auxquels le sociologue s'intéresse, qu'ils s'agissent de faits singuliers, de régularités statistiques, ou de relations générales entre deux facteurs, sont conçus comme explicables par la structure du système d'interactions à l'intérieur duquel ces phénomènes émergent. Ensuite, l'atome logique de l'analyse est l'acteur individuel, y compris des entités collectives, et il n'agit pas dans un vide social: l'action se déroule, comme nous l'avons dit, en relation avec un système de contraintes qui constitue un des éléments permettant de la comprendre. De plus, la compréhension de la relation de causalité qui est décelée entre les propriétés du système d'interactions et l'action individuelle n'est possible que si les acteurs ont des raisons d'agir. Enfin, le sociologue doit utiliser des schémas d'analyse plus complexes que ceux de l'économiste.

Pour comprendre l'action individuelle, d'après Weber qui a mis au point la méthode, il s'agit pour l'observateur de se *mettre à la place* de l'acteur auquel il s'intéresse, de revivre par introspection le sens que peut avoir pour lui une activité. La *compréhension* de l'action n'est pas immédiatement donnée; cette approche implique un travail d'information de la part de l'observateur, ainsi que de distanciation. Elle suppose également que le sociologue puisse recourir à une psychologie universaliste, à des éléments invariants chez l'être humain, «à ces sortes d'erreurs» (y compris la «confusion des problèmes») que nous sommes nous-mêmes portés à commettre» (Weber 1971a: 30). Ainsi, l'observateur, à condition d'avoir recueilli l'information nécessaire sur les conditions dans lesquelles se développe l'action, peut en principe rendre compte de l'action, quelque soit la distance culturelle ou historique qui le sépare de l'acteur. Il se peut toutefois qu'il ait l'impression de *comprendre* un comportement mais que l'interprétation qu'il en donne soit fausse. Il se peut en effet que l'observateur projette sur celle-ci sa propre subjectivité ou qu'il ne soit pas suffisamment informé (Boudon et Bourricaud 1994).

L'applicabilité de cette méthode repose sur le postulat que l'observateur puisse légitimement se substituer à l'observé. La particularité de la situation et du contexte de l'acteur ne peut affecter sa psychologie au point que son comportement soit inintelligible à l'observateur (Boudon 1979). Cette méthode refuse donc un relativisme culturel qui fait des pratiques et modes de pensée le propre d'une culture, et que la psychologie individuelle se développe dans des contextes culturels irréductibles et spécifiques (Boudon 1998).

La validité de l'interprétation est assurée à deux conditions. Premièrement, il faut que la reconstruction soit compatible avec les données d'observation dont on dispose. Ensuite, il faut que l'énoncé conduise à des conséquences compatibles avec les données d'observation (Boudon et Bourricaud 1994).

Prenons un exemple. Plusieurs observateurs ont rapporté qu'il arrivait, chez les Inuit qui vivaient à l'époque précédant le contact avec les Européens, d'abandonner certains membres du groupe durant les périodes de famine. On en a conclu qu'il s'agissait d'une action parfaitement rationnelle. L'interprétation la plus courante de ce phénomène est qu'il s'agissait d'une mesure extrême pour assurer la survie du groupe (Saladin d'Anglure 1967). L'auteur qui n'a probablement jamais pu témoigner lui-même du phénomène, et qui provient d'une société où un tel comportement serait jugé déviant, en a pourtant fourni une explication qui paraît valable et que nous formulons ainsi: il a cherché les «bonnes raisons» qui conduisaient les Inuit à agir de la sorte dans le fait que les circonstances, définies par le manque critique de ressources alimentaires dans un environnement d'une extrême rudesse, rendaient cette solution envisageable.

Cet exemple illustre de manière simplifiée qu'il est possible de comprendre par empathie des phénomènes même si nous n'en avons jamais fait l'expérience, et d'en fournir une interprétation plausible. Par ailleurs, la disparition de la pratique de l'abandon des vieillards, ou l'infanticide en période de famine dans la société inuit contemporaine est manifeste d'un changement important: non seulement cette pratique n'apparaît plus comme une possibilité, mais il est probable qu'elle soit vue comme étant un acte immoral de cruauté. Comment expliquer cette transformation qui

touche les manières d'agir et de penser de toute une population? Cette question fera l'objet de la prochaine section.

1.2 Acteur et changement social

Selon Boudon, expliquer un phénomène social c'est le ramener aux actions individuelles. Rendre compte du changement, en tant que phénomène social, «c'est repérer la logique du changement dans des systèmes d'interactions de dimension suffisamment restreinte pour être abordables» (Boudon 1979: 162).

Une modification des propriétés du système d'interactions, tel qu'un changement introduit dans une organisation ou une institution (p. ex. la mise en place de nouvelles règles), ou l'apparition d'une innovation technologique, modifie le champ d'action des acteurs, de leur rationalité et, partant, leur comportement. L'adoption d'un nouveau comportement par quelques individus peut avoir un effet d'entraînement sur d'autres individus et ainsi de suite. Le nouveau comportement représente alors une option qui apparaît dans le champ des possibilités pour l'action individuelle. À l'échelle d'un groupe humain, un comportement est abandonné et un autre émerge fondé sur des motifs distincts.

Reprenons l'exemple de la pratique d'abandonner les vieillards chez les Inuit[1]. L'établissement de missions chrétiennes au Nunavik a eu un effet sur les croyances individuelles. La christianisation a contribué à inculquer aux individus de nouvelles normes sociales et valeurs religieuses, notamment celle de l'interdiction forte du gérontocide en toute circonstance sous peine du châtiment divin. En termes d'individualisme méthodologique, l'interprétation qu'on pourrait en faire se présente ainsi: un ensemble d'acteurs *de plus en plus* convaincus de l'existence de Dieu ont eu *de moins en moins* de bonnes raisons d'abandonner leurs grands-parents. Autrement dit, cette pratique ancestrale de survie s'est avérée de moins en moins envisageable jusqu'à ce qu'elle soit considérée comme insupportable. Cet exemple rend compte de l'effet de l'introduction d'un agent de changement dans un système social. Ses effets globaux, c'est-à-dire le changement en tant que phénomène social, n'étaient pas *voulus* par les Inuit mais résultent

---

1 En l'absence d'information sur le phénomène, l'interprétation que nous en donnons est faite à titre d'exemple seulement afin d'illustrer la méthode.

de ce que plusieurs individus ont adopté un nouveau comportement reposant sur une rationalité distincte de celle qui fondait le comportement précédent.

L'accumulation des comportements individuels peut, comme dans cet exemple, modifier la structure des rapports interpersonnels et créer de nouvelles normes sociales de comportement. Parfois, d'un ensemble d'actions naissent des institutions et s'ensuivent des transformations profondes dans un groupe social donné. Cette situation correspond plus ou moins au type de processus modélisé par Boudon (1979) pour étudier le changement et qu'il appelle *processus cumulatif* ou *processus de transformation*. Lorsque l'accumulation des comportements n'a aucun effet sur le système d'interactions, le processus est dit *processus reproductif* ou *bloqué*. Sans entrer dans les détails du modèle, nous retiendrons simplement que certaines innovations ou événements créent des conditions qui ont la capacité de modifier le fondement de l'action individuelle — les «bonnes raisons» — chez plusieurs personnes, concourant à changer les manières de vivre et de penser, alors que certaines n'ont pas véritablement d'effets, comme si les individus ne pouvaient leur attribuer de *sens*.

Qu'est-ce qui fait qu'une idée, une façon de faire ou un objet font sens pour les individus? D'abord, ils doivent être connus. Rogers a élaboré un modèle de diffusion des innovations que nous croyons utile d'expliquer brièvement. Les biens doivent avoir les caractéristiques suivantes: ils doivent apporter des avantages par rapport à une situation antérieure, être compatibles avec les activités et se prêter à l'essai, enfin les avantages doivent être observables (Mendras et Forsé 1983). Une étude menée auprès de paysans nigériens sur l'implantation de nouvelles méthodes de culture, utilisant le modèle de Rogers, a montré que les comportements novateurs sont jugés déviants et que les fermiers sont plus enclins à prendre des risques lorsque leurs ressources sont suffisantes. Ces individus innovateurs ne sont par ailleurs pas contre la tradition mais sont prêts à adopter des méthodes pour être plus efficaces à l'intérieur de celle-ci (Goldthorpe 1985). Si une pratique est traditionnelle en finalité, c'est-à-dire que le sens qu'un individu donne à son action est de servir la tradition, elle peut entraîner des effets non

prévisibles pour les acteurs qui, en bout de ligne, s'en éloignent au lieu de la perpétuer.

Prenons l'exemple de la généralisation de l'usage des armes à feu chez les Inuit. Il apparaît plausible d'avancer que ce phénomène s'explique par la très grande efficacité de cette nouvelle technologie comme moyen de production pour la subsistance. Autrement dit, les chasseurs avaient de très bonnes raisons d'adopter les armes à feu et d'abandonner la lance, l'arc et les flèches pour la chasse. Néanmoins, l'usage du fusil, comme l'a montré Balikci (1964), a contribué à l'abandon de certaines chasses collectives et réduit la coopération entre les groupes qui formaient les camps d'hiver. L'adoption du fusil a donc eu un effet sur la structure du système d'interactions. Les individus, en utilisant ce moyen de production, n'avaient pas prévu cette conséquence sur les pratiques. Au contraire, une telle innovation s'intégrait parfaitement au départ à ces activités et participait à l'organisation traditionnelle. Il s'agit là d'un exemple d'effet d'agrégation ayant conduit à un changement dans le système d'interactions.

En somme, le changement social peut être la conséquence de *facteurs exogènes*, comme dans l'exemple précédent (facteur technique) ou dans le cas de christianisation des Inuit (facteur institutionnel) ou du déclin des caribous (facteur naturel). Il peut également résulter de *facteurs endogènes* c'est-à-dire de tensions puis d'ajustements au niveau du système d'interactions.

La provenance d'un facteur de changement est un aspect de moindre importance comparativement à la force de celui-ci car une innovation n'entraîne pas nécessairement une modification dans la société simplement parce qu'elle existe. Pour être porteuse de changement une nouveauté doit pouvoir faire sens pour les acteurs qui la reçoivent et elle doit être diffusée par l'entremise d'agents susceptibles d'en faire sa promotion. Soulignons la possibilité de réappropriation ou de conversion (ou *recontextualisation*) du sens des objets (p. ex. Howes 1996, Miller 1987). Par exemple, le métal, provenant de biens manufacturés, tels que des clous ou des scies, était déjà connu et utilisé par la majorité des Inuit du nord québécois depuis fort longtemps. Pour le cas inuit, on raconte qu'au XIXe siècle, le métal,

provenant d'objets manufacturés tels que des clous ou des scies et obtenu des navigateurs grâce à des échanges avec des groupes autochtones habitant plus près des zones de contact avec les Eurocanadiens, était transformé en d'autres objets, tels que des couteaux à neige, des aiguilles à coudre. Façonné, le métal remplaçait la pointe d'un harpon ou la lame d'un couteau. Certains objets comme des cuillères étaient même utilisés tels quels comme ornement vestimentaire (Graburn 1969).

Le changement dans les représentations sociales et les croyances suit-il un modèle similaire? Comment les valeurs se développent-elles et prennent-elles racine au point d'orienter les comportements? Autrement dit, comment finissent-elles par faire *sens* pour les acteurs? Boudon (1998:7) tire des *Formes élémentaires de la vie religieuse* de Durkheim la proposition suivante: les vérités morales sont adoptées en premier lieu parce qu'elles sont collectives et ensuite parce qu'elles sont *vraies*. Le sentiment d'évidence qui se produit dans l'esprit des individus, qu'il provienne d'une croyance normative ou positive: par exemple la croyance en la validité de la science, est le résultat d'un long processus historique durant lequel les idées proposées sont évaluées et sélectionnées. Lorsqu'un consensus apparaît à propos d'une manière d'agir ou de penser, celui-ci ne peut être expliqué autrement que parce qu'il est le produit de raisons perçues comme étant objectivement solides par une majorité d'individus. L'idée d'un consensus implique que les représentations ne sont pas endossées par tout le monde: elles ne font pas l'unanimité.

À ce titre, il ne faut donc pas, comme le font remarquer Boudon et Bourricaud (1994), exagérer la cohérence du système de valeurs. Si ce principe est peu fondé, certaines idées semblent toutefois s'exclure mutuellement: la croyance collective en la démocratie permettrait difficilement le culte de la personnalité. Un système de valeurs aurait une certaine logique — «un noyau dur» — quoique peu exigeante, et n'admet pas toutes sortes de combinaisons au risque de provoquer des tensions dans un système d'interactions. Les «décalages culturels», un concept mis de l'avant par Ogburn (1964) et qui repose sur un supposé principe d'adéquation entre une technologie et une mentalité, s'expliquerait en fait par la rationalité des acteurs. En effet, ce concept ne fait qu'illustrer la force

des croyances apparemment dépassées qui, en fait, sont toujours efficaces pour donner un sens aux comportements. La méconnaissance du «comportement approprié», lorsque survient une modification dans les cadres institutionnels par exemple, peut expliquer ces décalages. L'attachement pur et simple aux valeurs traditionnelles est une autre interprétation possible, tout comme la force d'habitudes bien ancrées. Les idées naissent, circulent, changent, se maintiennent disparaissent.

Les vieilles idées subsistent à côté des nouvelles parce qu'elles font sens pour les acteurs, quelle que soit leur origine ethnique ou l'époque où ils vivent. Parfois la cohabitation de certains comportements ou valeurs peut entraîner des tensions sociales qui engendrent le changement. Elle peut aussi créer des contradictions qui ne sont pas nécessairement perçues comme telles par les acteurs ou encore qui vont les amener à modifier leur façon de faire ou de penser.

1.3 Modernisation et culture de consommation

1.3.1 Modernisation, économie et solidarité

Boudon et Bourricaud (1994) appellent *modernisation*, l'ensemble des changements qui affectent de manière inégale toute société, depuis le seizième siècle. La modernisation se présente comme un processus très complexe de changement social, économique, politique et culturel qui affecte les acteurs sociaux dans leurs manières d'agir et de penser.

La modernisation est apparue dans les pays européens, où elle a pris naissance et s'est développée à un moment donné de leur histoire, comme un processus de mobilisation qui a entraîné un décloisonnement de l'espace social. D'abord, on a observé un déplacement de population vers des agglomérations urbaines. Les individus étaient de moins en moins confinés à la communauté et ce fait a eu des conséquences importantes sur le système d'interactions. La communauté et plus particulièrement la parenté cessa d'être le fondement de l'organisation sociale, du pouvoir et de l'économie, et ne joua plus qu'un rôle secondaire en regard de la détermination de la place de l'individu dans la société. Une partie de la socialisation des individus fut progressivement assumée par d'autres institutions: l'école et l'entreprise prirent en charge la formation des travailleurs ainsi qu'une partie de l'acquisition des normes et règles de vie. Les individus, le plus souvent étrangers les uns par rapport aux autres, s'organisaient autour d'une pluralité de réseaux et d'institutions où ils s'intégraient de façon libre et provisoire. D'une solidarité mécanique fondée sur les similitudes et les rôles transmis de génération en génération, la société passa à une solidarité organique ou contractuelle fondée sur la complémentarité et définissant des rapports fonctionnels et impersonnels.

On assista également à un décloisonnement de l'espace économique, c'est-à-dire à l'intensification des échanges et de la circulation des biens. L'autoconsommation fit place à la production par la grande industrie et la consommation marchande, qui représente de nos jours la forme de

production la plus courante. Premièrement, le travail y est systématiquement et rationnellement organisé, basé sur une division très complexe du travail, sur la mise en application des connaissances scientifiques, sur une concentration et une mobilité très grande de la main-d'oeuvre. L'objectif des nouveaux acteurs de ce système de production, les industriels, était d'accroître indéfiniment des capitaux, dont une partie était réinvestie dans le système de production. Grâce aux progrès scientifiques et technologiques et à une production orientée vers le profit, un niveau d'abondance continuel était maintenu. Deuxièmement, la production étant séparée de la sphère domestique, celle-ci devint le lieu de la consommation. Afin de répondre à ses besoins et ceux de sa famille, l'individu fut poussé à vendre sa force de travail contre un salaire. Le travail salarié rythmait désormais la vie quotidienne. L'entreprise transmettait de nouvelles valeurs, telles que le rendement, la réussite individuelle et la discipline industrielle essentiels au système de production (Ewen 1983). L'organisation de la production imposait la création de cycles de vie nouveaux (Myles 1990). Le marché se développa comme une institution où s'effectuaient de plus en plus d'échanges économiques.

Le décloisonnement de l'espace économique et social eut des conséquences déterminantes pour les individus et leurs familles. D'abord, l'usage de la monnaie dans les transactions libérait les échanges de biens du lien social. La rationalité instrumentale fondait le comportement adéquat dans l'espace du marché. Elle fut rendue possible grâce à l'application du calcul dans les échanges marchands et facilitée par la valeur des biens exprimée sous forme monétaire donc comptable. Le recours au marché et l'usage de plus en plus fréquent de monnaie a notamment entraîné pour les individus l'application du principe de la rationalité instrumentale et du calcul monétaire aux échanges hors-marché et la possibilité de chiffrer la valeur de n'importe quel bien ou relation, en termes de monnaie (Weber 1971a). Ensuite, en perdant son rôle de lieu de production, le lien de dépendance matériel entre la communauté d'appartenance et l'individu se rompit progressivement. La communauté ne se portant plus garante de la sécurité de ses membres, ces derniers finirent par recourir à d'autres institutions telles que l'État et le marché qui se substituèrent progressivement aux réseaux d'entraide communautaire. Les membres ayant perdu tout intérêt à s'insérer dans une

grande unité à organisation communautaire, il s'est par conséquent opéré un changement dans le rôle fonctionnel de la communauté (Weber 1971b). La mobilité devint individuelle et la stratification désormais basée sur les avoirs monétaires plutôt que l'origine familiale. Si l'ont suit Weber, les comportements qui dénotent une attitude *individualiste,* c'est-à-dire reposant sur la croyance en la liberté individuelle, se développèrent à mesure que l'individu cessa de dépendre de sa communauté d'appartenance du point de vue matériel. Selon Durkheim (1992), l'individualisme s'est aussi incrusté avec l'augmentation de la densité démographique dans les zones urbaines où les individus étaient soustraits du regard de leur communauté d'appartenance. Pour Braudel (1985), ville et monnaie ont été ensemble des éléments fondamentaux des transformations de la société européenne. Elles ont créé des conditions qui ont modifié le champ d'action des individus et par conséquent l'orientation de leurs comportements. Elles furent ensemble à la source de la transformation du lien social et du développement d'un esprit plus individuel et rationnel en finalité.

Si ces facteurs ont été des éléments de transformation de la société européenne, on a observé les mêmes relations dans des sociétés non européennes. Balandier (1985), dans ses travaux sur la société congolaise dans les années cinquante, a bien montré les conséquences de l'exode vers les villes sur les individus. Les motifs qui poussaient l'indigène à quitter son village étaient d'abord économiques. L'accès direct au marché du travail et à celui des marchandises permettait à l'individu notamment d'acquérir divers objets dans le but de sceller des alliances traditionnelles. L'indigène n'aspirait ensuite qu'à une chose: capitaliser suffisamment pour retourner au village et s'engager dans des activités payantes, tel que le commerce qui satisfaisait à la fois les besoins matériels, certaines obligations sociales et le *désir de liberté.* Ces remarques montrent qu'avec la colonisation, les individus ont été mis en présence de facteurs exogènes puissants dont ils ont su tirer profit, contribuant par la même occasion à modifier leurs manières d'agir et de penser. Cet amalgame de pratiques en apparence contradictoires est en réalité parfaitement rationnel: dans des sociétés en changement, comme celle que décrit Balandier, les individus ont toujours de bonnes raisons d'agir comme ils le font. Elles témoignent plutôt de l'état des transformations

sociales: ces pratiques dévoilent des systèmes d'interactions et de valeurs plus résistants aux changements et d'autres qui y sont plus perméables.

Scardigli (1983), tout comme Rostow (1963) a tenté de le faire auparavant[2], propose un modèle de développement des sociétés qui suit un certain nombre d'étapes. Brièvement, les sociétés traditionnelles qui s'engagent petit à petit dans une activité marchande deviennent duelles: ce sont les sociétés duelles qui se caractérisent par la coexistence des secteurs économiques informels et formels. La majorité de la population reste rurale et les salaires sont bas. Le secteur formel se superpose aux mentalités et aux structures locales mais commence à transformer la société. Sur le plan des dépenses des ménages, les besoins de base accaparent une très grande partie du budget et le niveau de monétisation demeure faible. Ensuite, les sociétés passent à un état qu'il appelle industriel. Celles-ci ont abandonné les valeurs et structures traditionnelles pour celles de l'ordre qu'il nomme économique, basé sur le progrès technique et la production. Dans ce type de société, une majorité de besoins ne peut plus être satisfaite par l'autoconsommation et doit passer par les mécanismes du marché. Le niveau de monétisation est élevé et le ménage consacre une part croissante de ses avoirs à autre chose que le strict minimum. La France de 1950 appartient à ce type de société. À la dernière étape, les sociétés évoluent vers un type de sociétés dans lesquelles les vestiges de la société traditionnelle ont pratiquement disparu: ce sont les sociétés de la culture de consommation.

Si l'on assimile le cas des Inuit du Nunavik à celui des groupes des pays en développement, Scardigli est formel: les pays en développement n'y échappent pas. Marchandisation et urbanisation déstabilisent les structures sociales établies. La transformation structurelle favorise une mutation des mentalités qui s'exprime par le désir du *développement* et le développement du désir sur un mode occidental. Le décollage économique de plusieurs pays d'Amérique du Sud ou d'Asie conduit vers des modèles de société qui ne

---

2 Les analyses bien connues de Rostow (1963) se concentrent sur les mécanismes économiques et n'abordent aucunement les transformations concomitantes dans le système de valeurs, comme le fait Scardigli (1983).

sont pas véritablement différents de ceux expérimentés en Europe et dans les autres pays développés. En fait, la généralisation du modèle à l'échelle planétaire, selon Scardigli et d'autres, semble inéluctable.

1.3.2 La culture de consommation

Le processus de modernisation aurait donné naissance à une nouvelle *culture* dont le développement a débuté avec la révolution industrielle (Slater 1997), et de manière significative au début du siècle pour se généraliser après la seconde guerre mondiale (Ewen 1983). Par *culture*, nous entendons un ensemble de traits spécifiques et dominants qui décrivent des manières d'agir et de penser qui font sens à une majorité d'individus appartenant à une unité sociale déterminée. Elle représenterait un développement particulier du processus de modernisation dont nous venons d'exposer les particularités et les effets.

Slater (1997: 8) décrit ainsi la culture de consommation:

> Consumer culture denotes a social arrangement in which relation between lived culture and social resources, between meaningful ways of life and the symbolic and material resources on which they depend, is mediated throught markets. Consumer culture marks out a system in which consumption is dominated by the consumption of commodities, and in which cultural reproduction is largely understood to be carried out through the excercice of free personal choice in the private sphere of everyday life (Slater 1997: 8).

La culture de consommation est caractérisée par l'importance des relations marchandes de consommation. Le marché prend en effet le relais des institutions traditionnelles pour résoudre une large part des problèmes de la vie quotidienne, qu'ils soient matériels ou symboliques, sur un mode technique-marchand (Scardigli 1983).

Sur le plan matériel, la culture de consommation s'est installée dans les pays occidentaux grâce au maintien des conditions d'abondance matérielle généralisée et garantie par un système de production efficace. L'augmentation de l'offre aurait été sans effet sans une organisation concomitante de la demande pour des produits de consommation. Celle-ci a

été accomplie grâce à au moins trois conditions: d'abord, l'accroissement des revenus monétaires (le salaire, le crédit, les politiques sociales) et l'apparition d'un revenu discrétionnaire, c'est-à-dire une portion du revenu qui peut être utilisée à des fins autres que les besoins de base (Katona 1966); la généralisation du mode de vie urbain qui anéantit les possibilités d'autarcie économique de l'unité domestique; la publicité qui, en orientant les désirs et en informant sur les propriétés des nouveaux produits, contribue à maintenir un niveau de consommation élevée (Rostow 1963, Galbraith 1968, Ewen 1983).

Sur le plan des représentations, le progrès est la valeur suprême de la culture de consommation, et la croyance que le bonheur passe par une quête de l'abondance matérielle est largement partagée (Scardigli 1983). La culture de consommation présuppose la conviction que chacun puisse se procurer les biens qu'il désire, et que l'accès, en principe libre, à ces biens est uniquement contrôlé par les ressources monétaires. Le désir étant libéré des normes traditionnelles, l'envie d'acquérir des biens est provoquée et maintenue. L'individualisme définit les nouveaux contours de la consommation qui expriment la préséance de l'individu sur la communauté: la satisfaction immédiate des besoins, la recherche du bien-être individualisé, assuré par l'acquisition de marchandises qui incorporent l'expertise technique, et l'affirmation de soi dans les comportements de consommation. Dans un monde dominé par le mythe de l'égalité individuelle et par le nivellement des modes de vie et des statuts, la consommation devient le médium privilégié pour négocier son identité (Slater 1997). Pour toutes ces raisons, les individus en viennent à acquérir de plus en plus de biens.

Soulignons que certains auteurs ont montré que la société de consommation peut naître même lorsque les conditions de l'abondance ne sont pas réunies, et que les valeurs de la culture de la société de consommation peuvent précéder les objets. Par exemple, malgré des politiques visant à limiter l'importation de biens en provenance des pays occidentaux dans certaines contrées comme la Chine, l'importation de biens durables y était en croissance et on y avait observé l'apparition d'un *esprit de consommateur* (Sklair 1997). D'autres ont signalé que la culture de consommation pouvait

se développer dans des sociétés où les besoins de base n'étaient pas satisfaits, comme dans certains pays en développement. L'abondance, dans ces conditions, ne serait pas un trait de la culture de consommation mais une conséquence du mode de production capitaliste (Belk 1997, Janus 1997).

Explorons un thème particulier qui fera l'objet d'une grande partie des données de cette étude: l'alimentation.

1.4 Culture de consommation et alimentation

L'alimentation est un aspect fondamental de notre vie qui associe des catégories de biens que l'on peut considérer comme essentiels à l'existence. S'alimenter, c'est fournir à l'organisme les éléments essentiels qui permettent la croissance et le maintien de ses processus vitaux. Le besoin physiologique de s'alimenter se manifeste par la *faim*, une réaction du corps qu'accompagnent des signes physiologiques. L'*appétit* est un état d'esprit qui supporte la faim. Les *goûts* impliquent la discrimination des aliments; cette sélection prend de l'importance lorsque la nourriture est abondante et variée (Mennell 1985). Mais ce n'est pas tout. L'alimentation repose aussi sur les croyances alimentaires qui déterminent ce qui est mangeable, quand, comment et pourquoi manger tel aliment. D'autre part, les facteurs matériels définissent la disponibilité des ressources alimentaires, la technologie qui détermine les conditions de l'approvisionnement, de la conservation, du transport, de la préparation et de la consommation des aliments. Le système alimentaire, qui en résulte, apparaît comme un ensemble de possibilités à partir desquelles les individus peuvent choisir (Pelto et Vargas 1992). Selon leur position sur le globe, les groupes humains ont élaboré leur propre cuisine, chacune étant caractérisée par des ingrédients sélectionnés, une façon particulière de les apprêter et de les consommer. Elles forment, en quelque sorte, un noyau durable d'une culture à cause de cette relation intime avec le corps acquise dès la naissance.

Les populations du globe font l'expérience, selon une intensité variable, d'une transformation irréversible de leurs pratiques alimentaires. Les changements alimentaires ne sont pas nouveaux et il en est souvent résulté une appropriation par la culture d'accueil (Goody 1984). Le rapport qu'ont les Français avec le vin, un produit autrefois étranger à ce peuple, confirme l'influence de certaines institutions — dans ce cas l'Église — et les possibilités d'appropriation d'un produit allochtone par une société qui en a fait un symbole de son identité (Montanari 1994).

Mintz, qui a longuement étudié les modifications de la diète, affirme que la nourriture exerce, en quelque sorte, un pouvoir. Ce pouvoir symbolique d'attraction tire sa substance du sens de la nourriture. Pour paraphraser Douglas et Isherwood (1979), les aliments ne sont pas simplement bons dans leur usage, ils sont «bons à penser». Le sucre, par exemple, un aliment rare avant le XVI^{e} siècle et réservé aux classes supérieures comme médicament, est devenu un bien de consommation de masse. Son introduction massive dans la sphère domestique résulte, en partie, des stratégies du système colonial et, en partie, de l'émulation des classes inférieures. L'attrait symbolique d'un aliment doit, par conséquent, être analysé en tenant compte de l'économie politique (Mintz 1985).

Conditions matérielles et alimentation

L'alimentation ne peut être comprise sans référence au processus de modernisation (Mennell 1985). L'industrialisation de l'agriculture est un phénomène majeur qui a contribué aux changements alimentaires et son développement s'est fait en parallèle avec celui du système de production capitaliste. Ce type de production a presque totalement remplacé la production domestique dans les pays occidentaux (Fine *et al.* 1996). L'utilisation de techniques permet d'offrir un produit uniforme en très grande quantité et plus ou moins détaché des conditions naturelles. L'alimentation est de nos jours largement *délocalisée*, c'est-à-dire qu'elle est caractérisée par une plus grande variété d'aliments bruts de provenances diverses, par une réduction des produits cultivés localement, une plus grande standardisation des aliments dans les différentes régions, le tout assuré par un réseau d'interdépendances économiques et politiques (Pelto et Pelto 1985, Pelto et Vargas 1992).

L'élasticité limitée des dépenses de consommation alimentaire exige que l'industrie agroalimentaire innove sans cesse afin de maximiser ses profits. La mise en marché de nouveaux produits permet d'offrir une gamme toujours plus variée de produits rejoignant une infinité de préférences, de modes de vie. L'offre d'aliments toujours de plus en plus transformés permet d'augmenter la valeur du produit. Ces mesures ne sont que

quelques-unes des stratégies utilisées par l'industrie pour maintenir ses profits qui affectent les comportements de consommation (Warde 1997).

Le développement de l'industrie agroalimentaire s'est réalisé en concomitance avec la généralisation du mode de vie urbain et l'accroissement du travail salarié. Ces conditions se sont traduites par une dépendance au marché pour s'alimenter. Les transformations du rôle de la famille dans le domaine alimentaire tel que le déclin de l'autoconsommation, la participation active des femmes au marché du travail, ont eu des conséquences importantes sur les pratiques alimentaires. La préparation des repas implique l'achat d'appareils durables et de mets préparés qui transforment le travail de préparation des repas (McIntosh 1996). Dans une étude sur les changements alimentaires dans la campagne mexicaine, l'adoption d'une alimentation industrielle et l'augmentation de la quantité totale de nourriture consommée est fortement liée au revenu des ménages. Les pratiques alimentaires suggèrent en effet une relation importante avec un mode de vie urbain dominé par le travail salarié des hommes et des femmes (Allen 1992). De plus, la dépendance envers le marché exige l'accès à des ressources monétaires qui vont influencer les comportements dans le domaine économique. Les variations du pouvoir d'achat ont un effet sur les dépenses alimentaires. On observe par exemple un fléchissement des dépenses alimentaires lorsque le revenu s'accroît. De cette régularité statistique, observée dans de nombreuses sociétés, est née une loi connue sous le nom de *Loi de Engel.* Elle stipule que la part des dépenses consacrée à l'alimentation diminue avec l'accroissement du revenu, car ce type de dépense est plus facilement saturable comparativement à d'autres postes budgétaires. Le revenu influence également la sélection des aliments (Fine *et al.* 1996, Tagermann 1986, Herpin 1980, 1984).

En dépit de la généralisation de la vie en ville et du travail salarié, l'autoconsommation alimentaire demeure une pratique économique et sociale durable. En France un ménage sur trois cultive des légumes pour la consommation familiale. Cette pratique, loin d'être la survivance de l'économie paysanne, procure à la fois des aliments frais et combine rationalité économique, affirmation de soi et loisir. Si l'autoconsommation

répond toujours à des besoins liés à la subsistance, elle revêt d'autres significations aujourd'hui (Gojard et Weber 1995).

Alimentation et représentations

Culture et alimentation sont intimement liées. Les individus entrent dans un monde sensoriel qui s'impose à eux dès la petite enfance (Douglas 1984). Les préférences ou les goûts sont par conséquent durables et socialement contrôlés (Mennell *et al.* 1992). Les préférences alimentaires ne se résument pas à de simples habitudes; elles reposent sur des notions de ce que sont une alimentation ou un repas appropriés et sont associées aux croyances culturelles et aux valeurs morales (Murcott 1986, 1992).

L'adhésion aux règles d'un système alimentaire renvoie aux croyances et aux valeurs sociales. Les croyances religieuses ont longtemps déterminé l'alimentation et les manières de manger. Dans la société occidentale, de plus en plus sécularisée, ces croyances jouent un rôle secondaire même si certains aliments sont encore associés à des rituels religieux. Ce qui ne veut pas dire que les individus ne font plus sens de leur alimentation; en fait, d'autres croyances ont pris la place de la religion. Par exemple, les sciences de la diète proposent un nouveau discours sur l'alimentation basé sur les attributs nutritionnels de tel aliment et ses effets sur la santé. L'absence de règles alimentaires et l'abondance sans discrimination — la *gastroanomie* — provoquerait l'angoisse, résolue par une nouvelle discipline du corps, professée par les experts de la nutrition, à laquelle de nombreuses personnes se livrent d'emblée (Fichler 1993). Ces croyances fournissent des modèles de régime alimentaire où les solutions techniques-marchandes tiennent une place importante. Certains modèles alimentaires reposent sur les valeurs morales d'une société: citons le végétarisme pratiqué par de nombreux adeptes dans les pays occidentaux et qui s'est constitué en opposition aux modes de vie industriels et reflète des valeurs morales basées sur le retour à la nature, l'opposition au matérialisme de la société occidentale et le respect des droits des animaux (Murcott 1986). En outre, la signification des aliments s'est également modifiée à la suite du développement de l'industrie agro-alimentaire et des représentations des

conditions de production. Elles rendent socialement insupportables, par exemple, les pénuries alimentaires et la suralimentation, des problèmes autrefois fréquents et jugés normaux (Mead 1970).

Les aliments renvoient également aux structures sociales et à la place des individus dans la société. Le repas du soir, composé d'un repas chaud préparé par les mères, reflète la structure des rôles des hommes et des femmes dans la société britannique actuelle (Murcott 1986). Les choix et les préférences alimentaires d'une personne sont également liés aux classes sociales. Le principe véritable qui sous-tend ces préférences est basé sur le goût et n'est pas le simple effet des revenus. Les goûts sont l'expression de différenciations sociales et sont entendus comme systèmes de classement, socialement construits et reproduits indéfiniment. Le choix des aliments, selon la hiérarchie sociale, traduit les valeurs de classe, telles que les différentes conceptions du rôle de la femme dans la sphère domestique. Ainsi les aliments faibles en calories et nutritifs sont davantage recherchés par la femme des milieux aisés. Par contre, les aliments nourrissants et économiques correspondent à l'image de la femme des couches inférieures. Les «goûts de luxe» révèlent les conditions d'existence de ceux qui sont libérés par leurs revenus et ils s'opposent aux goûts de nécessités des autres. Ces principales caractéristiques ne se démentent pas même lorsqu'un individu a un revenu différent (Bourdieu 1979). D'autres auteurs observent plutôt une diminution globale des contrastes entre les riches et les pauvres, un déclin de l'ostentation et une uniformisation des pratiques alimentaires: le développement d'une *World Cuisine* (Mennell 1985). Warde (1997) constate plutôt un éclatement des tendances et une augmentation des contrastes selon le sexe, la profession, la région et de l'individualisation des pratiques alimentaires. Nous suggérons que la globalisation grandissante des pratiques alimentaires s'accompagnerait d'une volonté individuelle de se démarquer de ses voisins; la nourriture constitue, dans ce contexte, un support symbolique à l'identité individuelle. La nourriture a de tout temps été un marqueur d'identité. Or elle prend une forme singulière aujourd'hui en s'associant à la fois à une identité globale, représentée par les produits de consommation de masse, et à une valorisation des différences, une tendance illustrée par un engouement pour la cuisine régionale et les mets exotiques (James 1994).

En somme, les choix alimentaires reposent sur des croyances et sont également définis en relation avec l'infrastructure économique et matérielle. Ces conditions fournissent à l'individu un cadre à partir duquel il fonde les «bonnes raisons» qui orienteront son comportement.

Dévoiler les «bonnes raisons»

Pour résumer, les phénomènes sociaux que nous nous proposons d'étudier seront analysés à partir des individus. Selon l'approche exposée précédemment, les individus sont considérés comme étant rationnels et libres mais contraints dans leur autonomie. Notre travail consistera à comprendre les phénomènes macrosociologiques observés en les ramenant aux comportements individuels, puis d'en fournir une interprétation en fonction des contraintes perçues par le sujet et des motifs possibles de son action.

Les phénomènes sociaux qui nous intéressent sont de deux ordres. Le premier concerne la caractérisation de l'économie domestique des ménages inuit aujourd'hui: de quoi sont faites les ressources des ménages? De quelle manière les obtiennent-ils et comment les utilisent-ils? Quel sens les individus donnent-ils à leurs comportements: quelles sont les bonnes raisons qui les motivent à agir d'une certaine manière? Or nous savons que les familles inuit tirent leurs ressources en partie de la production vivrière et de ressources monétaires. À partir de ces indices, nous proposons un découpage de l'économie domestique qui nous est apparu logique: d'un côté, l'économie vivrière que nous avons subdivisée en trois phases: la production, le distribution et la consommation; de l'autre l'ensemble des ressources monétaires qui comprennent les revenus et les dépenses de consommation. Ce découpage de l'économie des ménages inuit formera le cadre opératoire adopté.

Le second phénomène porte sur les transformations de l'économie domestique, selon le cadre opératoire et les indicateurs retenus, par rapport à l'époque traditionnelle. Notre but est de montrer le passage nécessairement inachevé d'un ordre sociétal à un autre à l'aide d'un cliché de l'économie des ménages inuit en 1995. Notre projet consiste d'une part à décrire les facteurs de changement, possiblement associés à la modernisation, et leurs effets sur les manières individuelles et collectives d'agir et de penser, sur le système d'interactions et les institutions. D'autre

part nous ferons ressortir les indicateurs du changement en regard des manières individuelles et collectives d'agir et de penser, au système d'interactions ainsi qu'aux institutions. Enfin, nous tenterons de voir si ces manières d'agir et de penser peuvent être assimilées à l'émergence d'une culture de consommation telle que nous l'avons définie.

L'approche analytique choisie, c'est-à-dire l'individualisme méthodologique, a le mérite d'éviter l'écueil évolutionniste du changement très souvent associé à l'étude des *sociétés primitives* comme elles furent longtemps appelées. Elle offre une vision ouverte dans laquelle l'individu interprète son monde et agit. Il est vrai que certaines conditions propres au phénomène de la modernisation, telles que l'urbanisation et la marchandisation du mode de vie, représentent des forces indéniables qui influencent les individus. Il apparaît évident que l'exposition à des institutions exogènes, à la suite d'une révolution ou par la colonisation, a changé le mode de vie des groupes sociaux, y compris celui des Inuit du Nunavik. Cette étude vise à rendre compte des transformations et des continuités, en préjugeant que la culture de consommation n'est peut-être pas un passage obligé.

En terminant, l'individualisme méthodologique, comme tout cadre d'analyse, offre des outils précieux mais fait aussi l'objet de critiques. On lui reproche par exemple d'entretenir des rapports avec la notion d'individualisme comme objet d'étude sociologique: «Il existe probablement une connexion entre l'individualisme méthodologique comme méthode et l'individualisme sociologique comme climat favorable à cette méthode». (Leca 1986 cité dans Durand et Weil 1999: 182). De plus, l'approche analytique proposée par Boudon concevrait les individus comme non constitués historiquement, identiques et interchangeables (Durand et Weil 1999). Pour sa part, Boudon refuse toute explication qui fait appel aux forces mystérieuses de l'inconscient ou à celles des *superstructures* qui gouverneraient les comportements individuels, une perspective théorique très répandue pour l'étude des sociétés à forte base traditionnelle. En réponse à ces critiques, nous proposons de tester la pertinence de cette méthode dite *individualiste* pour analyser une société qui selon Mendras (1989) requerrait une perspective *holiste*.

CHAPITRE 2

MÉTHODE GÉNÉRALE

Introduction

Mesurer et caractériser l'économie de ménages dont une partie repose sur l'autoproduction et les échanges hors-marché pose de nombreux problèmes, principalement parce qu'une portion de l'économie échappe aux statistiques officielles. L'utilisation des statistiques sur les finances des consommateurs, telles que celles produites par Statistique Canada ne peut rendre compte des nombreuses transactions non monétaires associées à l'économie vivrière. La raison principale de cette lacune est que l'estimation des transactions non marchandes requiert des travaux spécifiques qui écartent l'emploi des questionnaires standards conçus pour ce genre d'enquête. C'est le défi que nous tenterons de relever ici: produire des données sur l'économie des ménages inuit en s'appuyant sur une méthode non standard, adaptée au contexte culturel, social et économique en pays inuit.

Les données et les résultats présentés dans cette étude proviennent d'une enquête originale qui a débuté en 1995. Dans ce chapitre, nous décrirons la méthode générale employée pour la collecte des informations, ainsi que le traitement de celles-ci. La méthode qui a servi à produire des données plus spécifiques est exposée en détail dans chacun des chapitres des parties 2 et 3 de cette étude. Lorsque nécessaire, le lecteur sera renvoyé à la méthode générale du présent chapitre.

Nous présenterons, à la fin de ce chapitre, quelques caractéristiques sociodémographiques, auxquelles sont liées les données de notre enquête. Le lecteur sera invité à s'y référer de temps à autre pour comprendre certaines interprétations proposées lors de l'analyse.

2.1 La cueillette de données

Les informations de la présente étude ont été recueillies en 1995 et 1996. Une grande partie des données provient d'une enquête sur le terrain réalisée dans deux villages du Nunavik durant l'été 1995. L'objectif de cette cueillette consistait à rassembler le plus d'informations possible sur les transactions monétaires et non monétaires des *ménages inuit,* touchant principalement l'alimentation, dans le but de dresser un portrait de l'économie domestique. Afin de répondre aux besoins de la présente étude, nous avons élargi la cueillette de données à d'autres domaine de l'économie des ménages inuit.

L'unité d'analyse de la présente recherche est le *ménage inuit.* Un *ménage*, ou une *maisonnée,* comprend toutes les personnes, généralement apparentées, vivant sous le même toit. Un *ménage inuit* est composé des personnes habitant un logement à loyer modique appartenant à la Société d'habitation du Québec (SHQ), selon la liste des locataires qui nous a été fournie par la municipalité et qui était en vigueur au moment de l'enquête sur le terrain[1].

Les données sur les ménages inuit du Nunavik proviennent en partie d'un échantillon de ménages sélectionnés dans deux villages. La plupart des informations ont été obtenues auprès d'un ou de plusieurs répondants par ménage qui ont longuement été interrogés, notamment, sur les habitudes de consommation des membres de la maisonnée. De nombreuses données complémentaires ont également été ramassées auprès d'organismes publics et d'entreprises privées. Les pages qui suivent décrivent de façon détaillée les opérations relatives à la collecte des informations.

---

1 Le programme de logement s'adresse exclusivement aux *bénéficiaires* de la Convention de la Baie James et du Nord québécois donc, *aux Inuit* au sens de ladite Convention (section 3.2 de la Convention).

2.1.1 Les instruments de l'enquête sur le terrain

Notre approche est inspirée de celle utilisée par les Associations coopératives d'économie familiale (ACEF), dont une partie du travail consiste à tracer le portrait de la situation financière familiale ou individuelle des personnes qui les consultent. Sur la base des instruments utilisés par les ACEF (ACEF [s.d.]), nous avons préparé un guide d'entrevue devant permettre de recueillir, de manière assez précise, des informations quantitatives et qualitatives sur les dépenses et les revenus monétaires et non monétaires des ménages inuit (annexe 1). Contrairement au questionnaire comportant des réponses fermées, le guide d'entrevue permet d'ajuster les questions aux caractéristiques des sujets interrogés. Aussi, il est apparu comme étant un outil efficace pour décrire les achats et les revenus annuels d'un participant et des membres de sa famille.

Outre le guide préparé par l'ACEF de Québec, d'autres instruments ont été utilisés pour assembler notre questionnaire. Les questionnaires conçus par Statistique Canada sur les dépenses et les finances des consommateurs (Statistique Canada 1992) ainsi que les questionnaires sur des populations dont une partie du budget est non monétaire (Cheysson et Toqué 1984, Le Play 1856) ont été employés. De plus, nous avons tenu compte des particularités économiques du Nunavik, notamment en ce qui a trait aux transactions associées à l'économie vivrière.

Tout comme pour le guide d'entrevue des ACEF, notre guide d'entrevue tient compte de l'ordre des thèmes à explorer durant les entrevues. Nous avons pris en considération le fait que les informateurs se sentent souvent mal à l'aise de parler de leur revenu. Par conséquent, les questions sur le revenu ont été regroupées à la fin de l'entrevue.

Les entrevues réalisées auprès de représentants de l'entreprise privée ou de l'administration publique ont été orientées selon les besoins de notre enquête.

2.1.2 Le plan d'échantillonnage

L'enquête sur le terrain repose sur un échantillonnage non probabiliste. Nous avons utilisé l'*échantillonnage stratifié par quotas*. Cette méthode consiste à obtenir une représentativité suffisante des unités d'échantillonnage, en cherchant à reproduire la distribution de caractéristiques ou de variables pertinentes au problème de recherche. Il s'agit de sélectionner des unités à être interrogées au sein de strates déterminées en fonction d'un certain nombre de critères. Afin de corriger les problèmes liés au fait que certaines catégories de la population sont plus accessibles que d'autres, il est nécessaire de contrôler le nombre d'unités retenues par strate en fixant des quotas. L'utilisation de cette méthode pose certains problèmes. Elle peut introduire des erreurs, dû au fait qu'elle suppose une répartition uniforme ou aléatoire des caractéristiques de la population, une condition qui, par définition, ne peut être contrôlée par une méthode non probabiliste. De plus, la détermination des critères et des unités fait appel au jugement du chercheur. En outre, à cause des circonstances de l'enquête, il peut être très difficile de respecter les quotas fixés, ce qui peut conduire à la sur-représentation de certaines strates et la sous-représentation de certaines autres. Toutefois, cette méthode d'échantillonnage, comme toutes les méthodes d'échantillonnage non probabiliste, se prête bien aux enquêtes exploratoires et présente l'avantage de permettre aux chercheurs une sélection rapide des unités et à moindre coût (Satin et Shasty 1983, Ghiglione et Matalon 1992).

La présente étude repose sur deux niveaux d'échantillonnage des ménages. Au premier niveau, nous avons choisi deux villages représentatifs des autres villages où nous avons sélectionné, au second niveau, des ménages. Cette méthode nous permettait d'éviter de sélectionner des ménages parmi les 14 villages de la région étudiée.

L'échantillonnage des villages

Nous avons d'abord établi une typologie des villages à partir de variables pouvant influencer les revenus et les dépenses des ménages. Nous avons retenu les variables suivantes:

- la taille de la population des villages;
- les caractéristiques liées à l'emploi telles que le nombre de personnes sans emploi ou le nombre d'emplois disponibles, d'après les informations fournies par le département de l'emploi de l'Administration régionale Kativik;
- l'accessibilité locale aux biens de consommation: la présence et le nombre de commerces d'alimentation, la fréquence de la liaison aérienne avec les grands centres urbains;
- la productivité en gibier d'un village, d'après les données du Comité de recherche sur la récolte autochtone (Juniper 1988)[2].

Ensuite, l'analyse de ces variables nous a permis de regrouper les villages en deux types:

- les villages de grande taille soit: Inukjuak, Kuujjuaq, Kuujjuarapik, Puvirnituq et Salluit;
- les villages de petite et de moyenne taille soit: Akulivik, Aupaluk, Ivujivik, Kangiqsualujjuaq, Kangiqsujuaq, Kangirsuk, Quaqtaq, Umiujaq, Tasiujaq.

Un seul village considéré comme étant représentatif des villages de sa catégorie a été choisi dans chaque type. Nous avons également tenu compte du fait que ces deux villages doivent se distinguer au plan des ressources récoltées. L'identité des villages ne peut être révélée à cause de la faible taille de leur population qui pourrait compromettre l'anonymat des informateurs clés. Pour les besoins de cette étude, nous avons surnommé le village de grande taille *Nunalik* (qui signifie «village» en *inuttitut*, la langue

---

2 Cette étude découlant de la Convention de la Baie James et du Nord québécois n'incluait que les villages signataires de cette entente. Par conséquent, elle ne contient aucune donnée pour les villages de Puvirnituq et d'Ivujivik dont la population n'a pas entériné le document. Ils n'ont donc pu être évalués à ce titre.

inuit) et le village de petite taille *Nunaliapik* (qui veut dire «petit village» en inuttitut).

L'échantillonnage des ménages

Afin de procéder à notre échantillonnage, nous avons construit une typologie. Pour ce faire, nous avons utilisé les informations sociodémographiques de la liste des bénéficiaires de la localité (*liste de population*), obtenue à la corporation foncière locale ou à la municipalité, ainsi que la liste des locataires de logements de la Société d'habitation du Québec. À partir de ces listes, nous avons élaboré notre propre liste de population de manière à rendre compte de la situation des ménages au moment de l'enquête. Nous avons tenu compte de la taille et la composition du ménage, l'âge des individus ainsi que leur lien de parenté.

Auprès de l'administration municipale nous avons également obtenu des données sur la quantité de gibier vendue et les revenus tirés dans le cadre du Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage. Le fait de participer ou non au programme de soutien aux chasseurs a été retenu comme un indice important de la participation des ménages aux activités de chasse et de pêche.

L'agent local du département de l'emploi de l'Administration régionale Kativik ou celui du ministère de la Sécurité du revenu du Québec nous a fourni des informations sur l'occupation des membres de chaque maisonnée selon la liste de population. L'occupation des chefs de la famille principale a été considérée comme un indicateur de revenu du ménage. Une *famille* est définie comme un couple marié ou non (famille biparentale) ou un parent seul (famille monoparentale) vivant avec leurs enfants célibataires. Par *famille principale* nous entendons: la famille dont semblent dépendre les autres familles ou personnes composant le ménage. Nous avons défini la relation de dépendance en fonction de la capacité de certains membres à orienter les décisions relatives à la consommation. Cette capacité est fonction de l'âge des membres du ménage, de leur statut dans la famille et dans le ménage (père, mère, enfant) ainsi que de leur revenu.

L'analyse de ces caractéristiques a conduit à l'élaboration d'une typologie composée de six types de ménage que nous présentons au tableau 2.1.

Tableau 2.1: Typologie des ménages pour fin d'échantillonnage

Types	Définitions
Au moins un membre du ménage participe au programme de soutien aux chasseurs	
Type 1A	Ménage dont au moins un des chefs de la famille principale a un travail salarié à temps plein.
Type 2A	Ménage dont au moins un des chefs de la famille principale a un travail salarié à temps partiel, saisonnier ou occasionnel.
Type 3A	Ménage dont aucun des chefs de la famille principale n'occupe un emploi.
Aucun membre du ménage participe au programme de soutien aux chasseurs	
Type 1B	Ménage dont au moins un des chefs de la famille principale a un travail salarié à temps plein.
Type 2B	Ménage dont au moins un des chefs de la famille principale a un travail salarié à temps partiel, saisonnier ou occasionnel.
Type 3B	Ménage dont aucun des chefs de la famille principale n'occupe un emploi.

Nous avons ensuite sélectionné un certain nombre de ménages dans chaque type. Afin de rendre compte de la diversité des situations, nous avons choisi, à l'intérieur des six types de ménages, des ménages aux caractéristiques variées. Nous avons, par exemple, tenu compte de leur taille, du nombre de familles dans le ménage, de l'âge des chefs de famille, de la présence ou non d'un chef de famille de sexe masculin, des montants reçus du programme de soutien aux chasseurs. Nous avons également tenu compte de la présence de chasseurs reconnus comme étant particulièrement productifs. Le tableau 2.3 présente la taille des échantillons selon la typologie.

Soulignons que le suréchantillonnage pour le type 3A du village de Nunaliapik résulte d'une sélection délibérée dans ce village de chasseurs

reconnus, afin d'obtenir le plus d'informations possible sur les activités de chasse et de pêche.

Tableau 2.2: Taille des échantillons

Villages et types de ménage	Ménages*		Unités Sélectionnées		Refus de participer
	N	%	N	%	N
Nunalik					
Type 1A	26	12	3	11	
Type 2A	10	4	1	4	1
Type 3A	25	11	4	15	
Type 1B	84	37	10	37	
Type 2B	28	12	3	11	1
Type 3B	52	23	6	22	
Total	225	100	27	100	2
Nunaliapik					
Type 1A	26	29	5	25	
Type 2A	8	9	1	5	1
Type 3A	23	25	8	40	4
Type 1B	19	21	4	20	
Type 2B	4	4	1	5	
Type 3B	11	12	1	5	2
Total	91	100	20**	100	7

* Le nombre de ménages correspond à la liste de population non corrigée.
** Nous avons rencontré les membres de 21 ménages à Nunaliapik, cependant une des entrevues étant incomplète, elle a été rejetée.

2.1.3 Le déroulement de l'enquête sur le terrain

L'enquête sur le terrain s'est déroulée durant les mois de juillet et d'août 1995, dans les deux villages par deux enquêteurs dont l'auteure de ces lignes.

Nous avons d'abord rencontré des représentants de certains organismes locaux (municipalité, corporation foncière, comité de santé) afin de présenter le projet et l'organisation de la collecte des données. Une présentation du projet, suivie d'une tribune téléphonique, a également été

faite par l'entremise de la radio communautaire locale. Cette première prise de contact a permis de recueillir des commentaires sur les préoccupations des autorités locales concernant l'alimentation, la pollution et le coût de la vie, de cibler des personnes ressources pouvant guider notre recherche, et a permis d'aborder des participants potentiels.

Dans chacun des villages, une interprète a été embauchée. Son travail consistait à contacter un participant potentiel d'un ménage et de prendre les rendez-vous. Durant les entrevues, elle était responsable de la traduction de l'inuttitut vers l'anglais ou le français. Plusieurs entrevues principalement celles réalisées avec les répondants de moins de 40 ans ont pu être faites sans le concours de l'interprète.

Les entrevues duraient généralement entre trente minutes et deux heures, selon l'intérêt du ou des répondants, leur aptitude à répondre ou leur disponibilité. À ce propos, les hommes répondaient avec aisance aux questions relatives à la chasse et la pêche, alors que les femmes étaient plus volubiles au sujet de l'alimentation et l'achat de nourriture. De plus, durant l'enquête, nous avons également constaté que les personnes plus âgées avaient de la difficulté à estimer leurs achats ou leurs gains. Cette situation nous a forcée à recourir à des répondants plus jeunes pour certaines questions ou à utiliser un support visuel pour certains postes budgétaires. Après un certain nombre d'entrevues, il nous est également apparu que les questions, surtout celles qui concernaient la récolte, devaient être orientées en fonction du cycle annuel des activités de la récolte plutôt qu'en fonction des postes budgétaires. Il a fallu, par conséquent, modifier la structure du guide d'entrevue. Pour ce faire, nous avons obtenu, auprès d'informateurs locaux, des données sur les activités selon la saison et les espèces, pour chacun des deux villages. Cela a considérablement amélioré l'efficacité des entrevues subséquentes.

Notre séjour dans les deux villages nous a également permis d'amasser de nombreuses données d'observation sur la vie quotidienne au village, sur la fréquentation des commerces, sur l'approvisionnement, sur la circulation et l'utilisation de la nourriture traditionnelle, etc. Un certain nombre d'entrevues ont également été réalisées dans quatre camps d'été, dont trois où nous

avons séjourné pendant plusieurs jours accompagnés de notre interprète. Ces séjours nous ont permis de recueillir des données sur les budgets de ces ménages et de noter le déroulement des activités de chasse et de pêche et de l'organisation de celles-ci, les opérations liées à la transformation des produits de récolte, la préparation et l'organisation des repas, l'alimentation, le partage, les allers et venues des personnes, etc.

En plus des entrevues et observations réalisées auprès des ménages, nous avons fait plusieurs entrevues avec des responsables d'entreprises privées et publiques locales: gérants de commerce de vente au détail (coopérative, Northern Stores, entreprises de vente de véhicules, de restauration), représentants d'organismes locaux ou régionaux sur place ou à l'extérieur de la région. De plus, nous avons contacté certaines personnes afin d'obtenir des renseignements sur des questions particulières.

Bref, toutes ces entrevues et notes d'observation nous ont permis de recueillir des informations complémentaires d'une grande utilité.

2.1.4 Les données recueillies

Les données recueillies sont de nature variée (listes informatisées, rapports d'organismes, comptes-rendus d'entrevues et de réunions, etc.). Les données d'entrevues auprès des ménages, des informateurs clés, ainsi que celles tirées de nos observations sur le terrain au cours de l'été 1995, ont été compilées sur plus de 1 700 fiches. Un fichier informatisé a également été conçu.

Les informations sont organisées selon deux sources: les données d'entrevues obtenues auprès des ménages, et les autres données qui comprennent les données de sources secondaires, ainsi que les données résultant d'entrevues auprès d'informateurs clés durant notre séjour sur le terrain.

Les données provenant des entrevues auprès des ménages

Nous avons recueilli des données pour 27 ménages à Nunalik, le village représentant les villages de grande taille, et pour 20 ménages à Nunaliapik, le village représentant les villages de petite et de moyenne taille. Les entrevues ont été transcrites sur fiches en français. Elles contiennent de nombreuses données quantitatives (en nombre, en argent), ainsi que des opinions sur un ou plusieurs sujets. Les entrevues faites auprès des ménages renferment:

- des données démographiques (nom, âge, sexe, lien de parenté);
- des notes sur le contexte de l'entrevue;
- des données quantitatives et qualitatives sur les dépenses et les activités liées à la récolte de gibier (achat d'équipement, fréquence d'utilisation de l'équipement, quantité récoltée pour une espèce, organisation des activités, etc.) et l'alimentation en général (préparation des repas, ingrédients, achat de nourriture à l'épicerie, diète, etc.);
- des informations quantitatives et qualitatives sur plusieurs thèmes liés aux activités traditionnelles comme la fréquentation de camps, le partage de la nourriture, la participation aux activités de récolte;
- des informations sur les revenus et sur l'emploi du temps des membres de la maisonnée.

Il a été difficile d'obtenir des informations sur les comportements de tous les membres de la maisonnée — par exemple, pour les enfants adultes qui vivent avec leurs parents et qui gèrent souvent leur propre budget — lorsque ceux-ci étaient absents ou ne voulaient pas participer à l'entrevue.

Les données de source secondaire

Les données secondaires viennent compléter les informations sur les ménages et permettent de contrôler les données des entrevues, ainsi que de recueillir des informations indispensables sur la grande majorité des ménages qui ne faisaient pas partie de notre échantillon et pour lesquels

nous devions également calculer le budget. L'annexe 2 présente la liste des sources consultées.

2.2 Le traitement des données

Dans cette section, nous exposerons la méthode générale ayant trait au traitement des informations recueillies ainsi qu'à leurs limites. La méthode spécifique au problème posé et les limites qu'elle impose seront présentées et discutées dans chaque chapitre.

L'objectif du traitement des données est double: d'une part, dresser un portrait régional des caractéristiques budgétaires des ménages inuit, d'autre part, permettre l'exploration de certaines variables économiques à l'échelle des ménages.

2.2.1 La méthode générale

De manière générale, le traitement des données a été réalisé en cinq étapes.

1- Définition d'une typologie de ménages;
2- Établissement d'un portrait budgétaire et sociodémographique des ménages échantillons;
3- Établissement d'un portrait budgétaire et sociodémographique des autres ménages des deux villages échantillons;
4- Contrôle des données par village;
5- Attribution, selon la typologie de ménage, des données des ménages échantillons aux ménages des autres villages pour lesquels nous ne possédons aucune information, et contrôle des données par village.

Une typologie de ménages

Premièrement, une typologie composée de 13 types de ménages a été construite. Elle est décrite dans le tableau 2.3.

La typologie repose sur certaines variables sociodémographiques reconnues comme ayant une influence sur les comportements des familles inuit dans la sphère économique (Condon *et al.* 1995, Kruse 1991, Smith et Wright 1989, Mackey et Orr 1987). Ces variables sont: *l'occupation*, *l'âge* et le *sexe* des *chefs de ménage*, ainsi que la *composition du ménage*. La présence d'un chef de la famille principale de sexe masculin et son occupation ont été retenues comme indicateurs valables de disponibilité pour les activités de récolte. Ce choix s'appuie sur l'hypothèse suivante: étant donné la persistance d'une division traditionnelle des tâches chez les Inuit du Nunavik — les activités de récolte étant principalement effectuées par les hommes adultes — la présence d'un chef de famille principale désigné comme *chasseur*, c'est-à-dire un homme valide âgé entre 17 à 70 ans, peut influencer les comportements des membres du ménage. Évidemment, il s'agit d'un *chasseur potentiel* puisque plusieurs hommes ne chassent pour ainsi dire pas; de plus, plusieurs femmes et adolescents s'adonnent aux activités de récolte. L'âge des chefs de famille a été considéré comme un indicateur de *style de vie*. En effet, plusieurs auteurs ont montré que les personnes plus âgées s'adonneraient davantage aux activités de chasse et de pêche (*p. ex.* Condon *et al.* 1995, Kruse 1991, Smith et Wright 1989). L'âge limite à été fixé à 45 ans, en partie, afin que les données puissent être combinées avec d'autres données existantes fondées sur ce seuil. De plus, cet âge nous est apparu comme étant acceptable[3].

---

3 La mise en place des écoles et la généralisation de la vie dans un village, des phénomènes potentiels de changement socioculturel et économique, varient d'une communauté à l'autre. Ils se sont étendus de 1949 à environ 1969 (Duhaime 1985). Il est plausible qu'un grand nombre de personnes nées après 1950 aient passé la très grande majorité de leur vie dans des villages et aient reçu une instruction.

Tableau 2.3- Typologie des ménages

Types	Définitions
Type 1 — A	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale (ou monoparentale dont le parent est un homme) dont au moins le père a moins de 45 ans et occupe un emploi (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier*).
Type 1 — B	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale (ou monoparentale dont le parent est un homme) dont au moins le père a 45 ans et plus et occupe un emploi (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier*).
Type 2 — A	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale dont le père a moins de 45 ans et n'a pas d'emploi mais dont la mère seule occupe un emploi (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier*).
Type 2 — B	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale dont le père a 45 ans et plus et n'a pas d'emploi mais dont la mère seule occupe un emploi (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier*).
Type 3 — A	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale (ou monoparentale dont le parent est un homme) dont le père a moins de 45 ans et dont ni lui et ni son épouse n'ont d'emploi.
Type 3 — B	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale (ou monoparentale dont le parent est un homme) dont le père a 45 ans et plus et dont ni lui et ni son épouse n'ont d'emploi.
Type 4	Ménage dont la famille principale est une famille monoparentale dont la mère occupe un emploi (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier*).
Type 5	Ménage dont la famille principale est une famille monoparentale dont la mère n'a pas d'emploi.
Type 6	Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis dont le locataire principal est un célibataire de sexe masculin occupant un emploi (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier*).
Type 7 — A	Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis dont le locataire principal est un célibataire de sexe masculin, de moins de 45 ans et n'a pas d'emploi.
Type 7 — B	Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis dont le locataire principal est un célibataire de sexe masculin, a 45 ans et plus et n'a pas d'emploi.
Type 8	Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis dont le locataire principal est une personne célibataire de sexe féminin ayant un emploi (à temps plein, à temps partiel ou saisonnier*).
Type 9	Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis dont le locataire principal est une célibataire de sexe féminin n'ayant pas d'emploi.

* Il s'agit d'emplois réguliers.

Portrait budgétaire des ménages échantillons (n=40)

Deuxièmement, nous avons traité les données des ménages de l'échantillon afin de dresser leur portrait budgétaire. D'abord, le budget de chacun d'eux a été calculé la plupart du temps à partir des informations fournies par son ou ses répondants. Pour certains postes budgétaires, nous avons utilisé des données secondaires ou encore les données tirées d'autres entrevues.

Il a toutefois été impossible, dans certains cas, d'estimer les revenus et les dépenses de tous les membres de la maisonnée. Nous avons pu reconstituer le budget de la plupart des ménages rencontrés (n=40/47). Sept entrevues ont été rejetées à cause de la difficulté qu'elles posaient pour produire des données valides. Les informations budgétaires ont été traduites en 75 variables et rendent compte sous une forme chiffrée des caractéristiques démographiques du ménage, des revenus, des dépenses, de l'alimentation et de la production vivrière.

Portrait budgétaire des ménages des villages échantillons (n=316)

Afin d'établir le budget de tous les ménages des deux villages échantillons, nous avons d'abord sélectionné parmi notre échantillon des maisonnées dont certaines portions du budget (c'est le cas des données de récolte et les dépenses pour les activités de production vivrière) seraient imputées aux autres maisonnées, selon la typologie décrite précédemment. L'utilisation de cette méthode repose sur le postulat que des comportements similaires peuvent se retrouver dans des unités ayant des caractéristiques semblables.

La sélection de ces ménages a été effectuée selon la qualité des entrevues, qualité que nous avons définie selon deux critères: a) les entrevues dont les dépenses mensuelles courantes (logement, épicerie, carburant) ne dépassaient pas outre mesure le revenu mensuel — en supposant un crédit limité à environ 600 $ pour les achats courants (300 $ dans chacun des deux principaux magasins présents dans les villages), en excluant le crédit lié à l'achat de véhicules; b) les entrevues dont l'estimation des dépenses ainsi que de la récolte n'avait pas fait l'objet d'une transformation trop

importante. Nous avons ainsi retenu 23 entrevues (14 dans à Nunalik et 9 à Nunaliapik). Le tableau 2.4 présente le nombre de ménages sélectionnés selon le village, le type et le nombre de ménages. Pour chaque type, nous avons indiqué le nombre de ménages interrogés et le nombre de ménages sélectionnés dont les données avaient été utilisées pour établir le budget des autres ménages. Lorsqu'un seul ménage échantillon pour un type particulier avait été retenu, nous avons attribué aux autres ménages du même type certaines données du ménage sélectionné en les ajustant aux caractéristiques des autres ménages. Lorsque nous avions retenu plus d'un ménage échantillon pour un même type, nous avons jumelé les données des ménages ayant des caractéristiques semblables, par exemple selon le genre d'emploi qu'occupent les chefs de famille ou selon la taille du ménage. Enfin, lorsqu'aucun ménage échantillon n'avait été sélectionné pour représenter les ménages non échantillonnés du même type, nous leur avons attribué les données d'un autre type de ménages ayant des caractéristiques sociodémographiques similaires. Quant aux données des ménages qui n'ont pas été choisis pour représenter d'autres ménages, mais dont le budget a été constitué (n= 18), elles ont été insérées telles quelles dans le chiffrier.

Des données secondaires ont également été utilisées pour estimer certaines données manquantes du budget; c'est le cas de l'âge, du sexe, des revenus, de la consommation alimentaire, des quantités de nourriture échangées sur le marché.

Ces données sont rassemblées dans deux chiffriers électroniques (environ 24 000 cellules au total). Mises à part les données sociodémographiques, chaque cellule est elle-même le fruit de nombreux calculs, dont le résultat découle d'autres chiffriers électroniques organisés de manière systématique.

Tableau 2.4- Taille des échantillons selon la typologie, par village

Villages et types de ménage	Ménages							
	Total*		Interrogés		Budget fait		Choisis	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Nunalik								
Type 1 — A	44	19	6	22	5	19	4	29
Type 1 — B	18	8	2	7	2	8	1	7
Type 2 — A	7	3	1	4	1	4	1	7
Type 2 — B	12	5	0	0	0	0	0	0
Type 3 — A	27	12	1	4	1	4	1	7
Type 3 — B	30	13	9	33	9	35	2	14
Type 4	16	7	1	4	1	4	1	7
Type 5	34	15	3	11	3	12	2	14
Type 6	15	7	0	0	0	0	0	0
Type 7 — A	11	5	0	0	0	0	0	0
Type 7 — B	5	2	3	11	3	12	2	14
Type 8	3	1	0	0	0	0	0	0
Type 9	6	3	1	4	1	4	0	0
Total	228	100	27	100	26	100	14	100
Nunaliapik								
Type 1 — A	24	27	4	20	2	14	1	11
Type 1 — B	7	8	2	10	1	7	1	11
Type 2 — A	5	6	1	5	1	7	1	11
Type 2 — B	3	3	3	15	2	14	1	11
Type 3 — A	8	9	2	10	2	14	1	11
Type 3 — B	7	8	3	15	2	14	2	22
Type 4	5	6	1	5	1	7	1	11
Type 5	16	18	3	15	2	14	1	11
Type 6	6	7	0	0	0	0	0	0
Type 7 — A	5	6	0	0	0	0	0	0
Type 7 — B	1	1	0	0	0	0	0	0
Type 8	1	1	1	5	1	7	0	0
Type 9	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	88	100	20	100	14	100	9	100
Total	316		47		40		23	100

* Le nombre de ménages correspond à la liste de population corrigées.

Le contrôle des données

Les données des ménages des deux villages échantillons ont ensuite été contrôlées de la manière suivante. D'abord, pour chacune des variables, la somme totale des données (revenus, dépenses, production, etc.) des

ménages d'un village a été, lorsque cela était possible, comparée avec des données secondaires. Elles ont été corrigées lorsque nécessaire. Cette procédure a donné lieu à des ajustements qui ont touché chaque ménage des villages échantillons. Par exemple, le nombre total de bélugas tués à Nunalik, que nous avions estimé à partir de l'attribution des données d'entrevues, a été comparé avec les chiffres officiels fournis par Pêches et Océans Canada et corrigé. La correction a également été appliquée à chacun des ménages de ce village.

Portrait budgétaire des ménages du Nunavik (n=1 691)

Enfin, les données obtenues auprès des ménages des villages échantillons ont été utilisées pour dresser un portrait budgétaire de tous les ménages inuit du Nunavik. Pour ce faire, la valeur moyenne obtenue pour chaque variable, selon la typologie de ménage, a été retenue pour exprimer la donnée budgétaire des ménages de même type dans les autres villages, selon la typologie de village. Chaque valeur a été attribuée aux autres types de ménages au prorata du nombre de ménages dans un village. Par exemple, le revenu moyen des ménages de type 1A à Nunaliapik a été imputé aux ménages de type 1A à Quaqtaq, au prorata du nombre de ménages estimé dans ce village.

2.2.2 Limites

La collecte et le traitement des données imposent une série de choix et d'hypothèses. Ces choix n'affaiblissent pas la validité des résultats qui seront présentés plus loin. Cependant, ces présupposés doivent être exposés clairement afin d'en tirer des conclusions appropriées. Dans cette section, nous discuterons des principales limites aux résultats qui seront présentés et analysés tout au long de ce document.

Une des principales limites de notre étude concerne la méthode d'échantillonnage privilégiée. Elle pose deux problèmes importants. Le

premier problème a trait à la représentativité des unités échantillonnées. Dans notre étude, nous avons présumé que les ménages ont des comportements relativement similaires lorsque l'on tient compte de certaines caractéristiques. Les nombreuses similitudes d'une entrevue à l'autre justifieraient en effet l'utilisation de cette généralisation. En ce qui a trait aux villages échantillons, notre méthode suppose que les données de base de ces villages s'appliquent aux villages de même taille. Nous croyons toutefois que le village de Kuujjuaq aurait pu faire l'objet d'une catégorie à part. En effet, ce village semble à plusieurs égards un village différent des autres villages de grande taille. Par exemple, l'approvisionnement y est plus sûr et plus varié, le nombre de travailleurs salariés est plus important, etc. Cela dit, il est possible que les données provenant de Nunalik, qui ont été utilisées pour représenter la situation économique des ménages de Kuujjuaq, s'appliquent plus difficilement. Nous avons toutefois tenté d'utiliser les données disponibles sur chacun des villages, y compris pour Kuujjuaq, lorsque cela était possible.

Enfin, nous voudrions souligner le problème soulevé par l'emploi du concept de *ménage* comme unité d'analyse. Les familles inuit vivent dans des maisons modernes et fixes depuis une trentaine d'années, ce qui est tout de même récent. Il est pensable que la construction des maisons et, à plus forte raison, le développement et la gestion d'un parc domiciliaire, dont les normes d'habitabilité ont été mises en place par des agents extérieurs, aient eu un impact sur la composition et la taille des ménages inuit. D'après les données rassemblées par Saladin d'Anglure (1967), l'unité habituelle de cohabitation et de coopération des familles de la région de Kangiqsujuaq à l'époque traditionnelle était la famille domestique. Dotée d'une relative autonomie et d'une permanence dans le temps, elle comprenait une famille nucléaire à laquelle s'ajoutait un ou des parents (enfant marié et sa progéniture, germains). La famille polygame était également une formule d'organisation possible. Lors du passage de Willmott (1961) à Inukjuak à la fin des années 1950, l'anthropologue constatait que le ménage [*household*] était l'unité de base de l'organisation sociale. Elle n'était pas synonyme de famille nucléaire, bien que les deux tiers des ménages fussent ainsi composés. Il notait toutefois que les liens sont plus fluides et moins déterminés entre les ménages qui vivent dans les camps, comparativement

à ceux du village dont les échanges étaient davantage confinés à l'espace domestique. Un peu plus tard en 1966, Guédon (1967) observait l'importance de la maisonnée à Ivujivik sur le plan économique et social et que celle-ci tendait à coïncider avec la famille nucléaire. En somme, notre unité d'analyse est loin d'être inopérante puisque la maisonnée détermine une série de relations économiques particulières à l'intérieur comme à l'extérieur de la maison. Le ménage a par conséquent, et tout comme par le passé, une pertinence pour l'analyse sociologique de l'étude des comportements dans le présent.

2.2.3 La terminologie

Dans le texte, plus particulièrement dans les citations tirées des entrevues, nous avons parfois utilisé des termes en anglais ainsi que des expression tirées de l'*inuttitut*, la langue inuit. Ce procédé nous permet de rendre dans leur forme originale des concepts couramment en usage au Nunavik. Chacun des termes a cependant été traduit par un équivalent en français et placé à la suite entre crochets. La source des traductions des mots en *inuttitut* a été puisée dans Dorais (1983) et Schneider (1985).

2.3 Le Nunavik: quelques caractéristiques sociodémographiques

Cette section porte sur la cueillette et le traitement des données démographiques des deux villages échantillons. En premier lieu, la méthode utilisée pour rassembler et organiser ces données sera exposée. En second lieu, les résultats pour le Nunavik ainsi que pour les deux villages échantillons seront analysés et discutés.

2.3.1 Méthode

Les données sociodémographiques pour lesquelles nous avons obtenu des informations sont:

- le nombre de ménages par village;
- le nombre de personnes par village;
- le nombre de familles dans le ménage;
- le nombre de personnes dans le ménage;
- le sexe de chaque personne du ménage;
- l'âge de chaque personne du ménage;
- l'occupation de chaque personne du ménage.

Les données de base proviennent en grande partie de la liste de population des deux villages échantillons. La méthode générale, telle que décrite à la section précédente, a été suivie.

Calcul pour les ménages des villages échantillons

Les informations sociodémographiques recueillies lors des entrevues ont la plupart du temps été conservées telles quelles. Le nom, l'âge, le sexe, le lien de parenté de chaque membre du ménage proviennent des entrevues mais ont été comparés avec les données de la liste de population. Dans les cas litigieux — qui concernaient principalement l'âge — le chiffre de la liste

de population a été retenu. Les données de la liste de population ont été utilisées telles quelles pour les ménages ne faisant pas partie de notre échantillon.

En ce qui concerne l'occupation de chacun des membres du ménage, les informations recueillies lors des entrevues ont été conservées. Pour tous les autres ménages, les renseignements fournis par l'agent d'emploi ont été utilisés. Dans certains cas, nous avons dû recourir aux listes des employés d'organismes (municipalité ou école par exemple) pour compléter les informations manquantes.

Les informations obtenues auprès d'informateurs clés, ainsi qu'auprès des participants à nos entrevues nous ont permis d'établir une *liste de population corrigée*.

Calcul pour tous les ménages inuit du Nunavik

La population de chaque village a été estimée pour 1995, d'après les données provenant des pronostics faits par la Société d'habitation du Québec (SHQ) en 1992. Le nombre total de ménages correspond au nombre de logements dans chaque village en juillet 1995, selon les données de la SHQ sur le parc de logements locatifs. Toutefois, à Kuujjuaq, un nombre significatif de ménages n'habitent pas un logement de la SHQ. Nous avons donc ajusté la taille de la population ainsi que le nombre de ménages à Kuujjuaq, en tenant compte des estimations du département de l'emploi de l'Administration régionale Kativik sur le nombre de bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois à Kuujjuaq en 1994 et en 1996. Les données de population pour les deux villages échantillons ont également été ajustées, d'après la liste de la SHQ. La population et le nombre de ménages par village peuvent être consultés à l'annexe 3.

En l'absence de données démographiques détaillées sur le sexe, l'âge et sur l'occupation des chefs de la famille principale pour les ménages des villages qui n'ont pas été échantillonnés, nous avons utilisé la valeur moyenne calculée pour chacun des types de ménages dans les villages échantillons

que nous avons appliquée aux ménages de même type dans les autres villages. Ainsi, la proportion de ménages de type 3A à Nunalik, établie à 11,8 %, a été attribuée aux villages d'Inukjuak, de Kuujjuaq, de Kuujjuarapik, de Puvirnituq et de Salluit. Les proportions de ménages, selon la typologie qui a servi à de nombreux calculs tout au long de cette étude, est présentée à l'annexe 4.

2.3.2 Limites

Un des principaux problèmes rencontrés touche le dénombrement de la population des villages du Nunavik sur lequel repose l'ensemble de nos calculs. En effet, en dépit de l'abondance des sources de données, certaines n'offrent qu'un portrait fragmentaire de la réalité ou encore renferment des erreurs majeures (*p. ex.* les données des recensements publiées par Statistique Canada avant 1991). Les données produites par la Société d'habitation du Québec (SHQ) seraient les plus fiables, mais ne concernent que les locataires des logements publics (Sénécal *et al.* 1995). Le nombre d'Inuit et de ménages serait par conséquent un peu plus élevé que le suggèrent les données de la SHQ, puisque certains individus sont logés par d'autres organismes ou sont propriétaires de leur habitation. Cependant, selon un informateur clé à la SHQ, leur nombre est très réduit dans chaque village, sauf à Kuujjuaq où nous avons porté une attention spéciale à cette situation. Nous supposons que l'écart probable entre nos données et la réalité est minime et aurait un impact négligeable sur les résultats d'ensemble. Par ailleurs, bien que les données de population que nous avons utilisées soient basées sur des probabilités statistiques produites par la SHQ, l'écart entre l'estimation du nombre de locataires de logements publics par probabilité, et celui par dénombrement, serait infime, toujours selon un informateur clé à la SHQ.

Une seconde limite a trait à notre méthode de calcul qui s'appuie sur l'attribution de données de deux villages échantillons aux autres villages. En effet, le nombre de personnes dans les villages inuit du Nunavik étant relativement petit, les risques d'erreurs seraient, par conséquent, plus

grands. Dans le but d'évaluer, en quelque sorte, nos résultats, nous les avons comparés avec des données provenant de sources fiables, pour 1995 (Duhaime *et al.* 1998b). Par exemple, en ce qui concerne le nombre de femmes et d'hommes, nous aurions surestimé d'environ 0,8% le nombre de femmes par rapport à ces données. Quant aux données sur la structure des âges en trois classes, nous aurions surestimé les moins de 15 ans de 2,6 % et sous-estimé le nombre des 15 à 64 ans de 2,7 %[4]. Si l'on compare nos chiffres régionaux avec les données de population provenant de la Société d'habitation du Québec (1992), qui reposent sur une méthode de dénombrement différente, nos chiffres seraient également légèrement plus élevés pour les mêmes variables. Ces exemples nous permettent toutefois de croire que notre méthode aurait produit des résultats plausibles et comparables avec d'autres sources démographiques.

2.3.3 Résultats pour le Nunavik

Le tableau 2.5 présente quelques caractéristiques démographiques de la population du Nunavik pour 1995, selon les données de notre enquête.

La population inuit totale au Nunavik en 1995 est évaluée à 7 853 personnes, répartie en 1 691 ménages. Un ménage moyen compte 4,6 personnes. On trouve une situation similaire à celle du Nunavik pour la population inuit des Territoires du Nord-Ouest (NWT Bureau of Statistics 1994). En comparaison, les ménages canadiens sont formés de 2,6 personnes en moyenne (Statistique Canada 1997b). Le nombre de personne a également doublé en vingt ans. De plus on comptait 5,3 personnes en moyenne par ménage en 1975 (Simard *et al.* 1996).

---

[4] Les données officielles, dont le registre des bénéficiaires du ministère de la Santé utilisé dans la source mentionnée, comportent également des erreurs. Par exemple, les auteurs de ce rapport (Duhaime, Garneau et Godmaire 1998b) et du rapport précédent (Sénécal *et al.* 1995) ont constaté un sous-dénombrement des 0-4 ans et ont effectué des corrections aux données de la source originale.

Le nombre de personnes par ménage varie grandement d'un village à l'autre. Les données par village présentées à l'annexe 3 montrent que ce nombre passe de 4,2 personnes par maisonnée à Kuujjuaq à 5,3 personnes à Salluit. D'ailleurs, en moyenne, les ménages des villages de petite taille comprennent plus de personnes. Ces différences peuvent être attribuables à diverses causes dont l'influence du programme de logement social sur les individus ou les effets de migration entre les villages.

Tableau 2.5- Quelques caractéristiques sociodémographiques de la population inuit, Nunavik 1995

Variables démographiques	Nunavik		
	N	%	Personnes par ménage N
Ménages	1 691	100,0	—
Nombre de ménages familiaux*	1 412	83,5	5,3
Nombre de familles** par ménage familiaux	1,2		
Personnes	7 853	100,0	4,6
Personnes de moins de 15 ans	3 425	43,6	2,0
Personnes entre 15 et 64 ans	4 182	53,3	2,5
Personnes de 65 ans et plus	246	3,1	0,1
Femmes	3 857	49,1	2,3
Hommes	3 996	50,9	2,3
Travailleurs salariés	2 069	26,3	1,2
Chasseurs (hommes 17-70 ans)	2 060	26,2	1,2

* Ménage familial: ménage formé d'au moins un couple marié ou non, ou un parent seul, vivant avec leurs enfants non mariés. En est exclu, les ménages composés d'une ou de plusieurs personnes vivant seules.
** Famille: unité composée d'un couple marié ou non, ou un parent seul, vivant avec leurs enfants non mariés.

Les personnes de moins de 15 ans représentent 44 % de la population totale et les personnes de 65 ans et plus ne comptent que pour 3 % de la population. La population du Nunavik est, par conséquent, une population jeune comparativement à la moyenne canadienne où ces groupes d'âge comptent respectivement pour 20 % et 12 % en moyenne (Statistique Canada 1996a). Le nombre d'hommes (51 %) est plus élevé que celui des

femmes (49 %). Le Nunavik se démarque également ici de la tendance nationale où les femmes sont habituellement plus nombreuses que les hommes. On retrouve cependant cette particularité dans la région de Baffin dans les Territoires du Nord-Ouest (NWT Bureau of Statistics 1997, Statistique Canada 1997c).

La population en âge de travailler (15-64 ans) représente 53 % de la population inuit totale. Selon cette estimation, le taux de dépendance est évalué à 0,88[5]. Cela signifie que chaque personne a à sa charge une autre personne (ou presque). Ce résultat se rapproche du taux calculé par Lamothe et Lemire (1994) soit 0,78 en 1991. Ce taux est bien supérieur à celui de la moyenne québécoise évalué à 0,45. Environ la moitié de la population en âge de travailler détient un emploi. Ainsi, dans chaque ménage, on trouve en moyenne un travailleur salarié. Par ailleurs, la persistance des activités de production vivrière au Nunavik justifie l'utilisation d'un indice d'activité autre que celui de la population en âge de travailler. Le nombre de *chasseurs potentiels,* c'est-à-dire les hommes de 17 à 70 ans, peut être considéré comme un indicateur de productivité alimentaire. En 1995, ils forment un peu plus du quart des individus capables de pourvoir à une partie des besoins alimentaires de la population.

2.3.4 Résultats pour les villages échantillons

Dans le tableau 2.6, nous avons réuni divers indicateurs sociodémographiques pour les deux villages échantillons.

Dans ces deux villages, le nombre de personnes par ménage y est comparable.

Le nombre de jeunes est proportionnellement plus élevé à Nunaliapik et on y trouve moins de personnes âgées. Cela expliquerait pourquoi l'âge moyen

---

[5] Le taux de dépendance a été calculé en additionnant le nombre des moins de 15 ans et les plus de 65 ans, divisé par le nombre des personnes en âge de travailler (15-64 ans).

est plus bas dans ce village. Le ratio hommes/ femmes est comparable. Le lecteur trouvera à l'annexe 5 la distribution des individus pour les deux villages par strates d'âge et selon le sexe.

Tableau 2.6- Quelques caractéristiques sociodémographiques de la population inuit, villages échantillons, 1995

	Nunalik		Nunaliapik	
Variables démographiques	N	%	N	%
Ménages	228	100,0	88	100,0
Nombre de ménages familiaux*	188	82,5	75	85,2
Nombre de ménages multifamiliaux**	29	12,7	11	12,5
Personnes	1018	100,0	402	100,0
Personnes de moins de 15 ans	435	42,7	181	45,0
Personnes entre 15 et 64 ans	547	53,7	211	52,5
Personnes de 65 ans et plus	36	3,5	101	2,5
Nombre de personnes par ménage	4,5		4,6	
Femmes	483	47,4	194	48,3
Hommes	535	52,6	208	51,7
Travailleurs salariés	184	18,1	86	21,4
Chasseurs (hommes 17-70 ans)	279	27,4	98	24,4
Âge moyen	25,9		22,4	

* Ménage familial: ménage formé d'au moins un couple marié ou non, ou un parent seul, vivant avec leurs enfants non mariés. En sont exclus, les ménages composés d'une ou de plusieurs personnes seules.
** Ménage multifamilial: ménage comprenant plus d'une famille.

Il y a davantage de chasseurs potentiels, c'est-à-dire des hommes entre 17 et 70 ans, à Nunalik. Cela est peut-être attribuable au fait que la population est, de manière générale, beaucoup plus jeune à Nunaliapik. Il y a également plus de travailleurs salariés dans ce village. Cette situation s'expliquerait par un plus grand nombre d'emplois disponibles à Nunaliapik, tout comme dans tous les villages de petite et de moyenne taille.

Au tableau 2.7 nous avons représenté la distribution des ménages selon leur taille. On remarque une distribution assez uniforme des ménages selon la taille. En fait, la moyenne évaluée entre 4 et 5 personnes ne correspond

qu'à 30 % des ménages. Les ménages de grande taille, par exemple ceux composés de plus de huit personnes, ne sont pas rares. Mentionnons que le cinquième de la population y vit. Les maisonnées formées d'une ou de deux personnes représentent également une situation assez courante.

Tableau 2.7- Distribution des ménages des villages échantillons selon leur taille, 1995 (N et %)

	Nunalik		Nunaliapik	
Taille	N	%	N	%
8 personne et plus	25	11,0	10	11,4
7 personnes	21	9,2	13	14,8
6 personnes	27	11,8	6	6,8
5 personnes	33	14,5	13	14,8
4 personnes	37	16,2	17	19,3
3 personnes	28	12,3	11	12,5
2 personnes	23	10,1	6	6,8
1 personnes	34	14,9	12	13,6
Total	228	100,0	88	100,0

Selon le tableau 2.6, une grande partie des ménages sont formés d'une famille nucléaire. En effet, seulement 13 % des ménages dans les deux villages sont des ménages multifamiliaux et on trouve encore très peu de ménages non familiaux (1 %) comme le montre le prochain tableau. Au tableau 2.8 nous avons réparti les ménages selon leur composition: les ménages ayant à leur tête une femme et un homme ou encore un homme seulement, les ménages monoparentaux ayant à leur tête une femme et les ménages composés d'une ou de plusieurs personnes célibataires. Le tableau qui suit examine chacune de ces catégories.

Tableau 2.8- Quelques caractéristiques des ménages selon leur composition, villages échantillons, 1995

Catégories de ménages	Nunalik		Nunallapik	
	%	Personnes par ménage N	%	Personnes par ménage N
Bifamiliaux (types 1,2,3)	60,5	5,3	61,3	5,7
Monoparentaux (types 4,5)	21,9	4,8	23,9	3,9
Célibataires (types 6,7,8,9)	17,5	1,2	14,8	1,1
Total	100,0	4,5	100,0	4,6

D'après ces estimations, les ménages familiaux comprennent 84 % de tous les ménages et 96 % des Inuit y vivent. Ils comptent en moyenne cinq personnes, alors qu'ils sont composés de trois personnes en moyenne au Canada (Statistique Canada 1997d). Au Nunavik, la majorité des ménages sont des *ménages biparentaux* (60 %), c'est-à-dire des ménages où les chefs de la famille principale forment un couple marié ou non[6], et autour des trois quarts des individus y vivent. Ces ménages comptent en moyenne entre cinq et six personnes, dont près de trois personnes sont des jeunes de moins de 15 ans. Ces ménages rassemblent plus des trois quarts des chasseurs potentiels. Parmi ces ménages, 60 % ont à leur tête des personnes de moins de 45 ans.

Toujours d'après le tableau 2.8, les ménages composés d'une famille monoparentale ayant à leur tête une femme comptent pour près du quart des ménages inuit du Nunavik et plus de 20 % des individus y vivent. Ces ménages sont composés d'environ quatre à cinq personnes, dont près de la moitié a moins de 15 ans. Dans ces ménages, le taux de dépendance serait donc très élevé et atteint 1,1. Autrement dit, chaque personne aurait à sa charge au moins une autre personne. De plus, dans bien des cas, on n'y trouve aucun homme de 17 à 70 ans.

---

[6] Comprend également les ménages composés d'une famille monoparentale ayant à leur tête un homme, et dont le nombre est inférieur à 6 % en moyenne dans les deux villages.

Enfin, les ménages non familiaux sont généralement composés d'une seule personne. Leur nombre demeure assez réduit (17 % des ménages pour 4 % de la population) et il est possible que certains de ces ménages soient en réalité formés d'un couple de jeunes gens, plus ou moins stable. Est remarquable l'apparition de personnes âgées vivant seules, un phénomène qui semble toucher Nunalik (huit ménages dans ce village échantillon). À ce propos, mentionnons qu'à Nunalik, on trouve trois ménages composés de personnes âgées seulement (un couple et deux ménages de personnes seules, dont une femme), alors qu'à Nunaliapik, toutes les personnes âgées partagent leur logement avec un parent, généralement un de leurs enfants.

En terminant, il est utile de mentionner quelques faits importants concernant notre échantillon de 40 ménages puisque plusieurs analyses reposent sur les données de ces ménages. Le lecteur pourra d'ailleurs s'y référer à l'occasion. Le portrait démographique de ces ménages est présenté au tableau 2.9. Dans l'ensemble, notre échantillonnage a produit une sur-représentation, dans une proportion d'environ 10 %, des ménages bifamiliaux, et plus particulièrement ceux dont les chefs de famille sont plus âgés et n'ont pas d'emploi. Ces ménages sont par ailleurs de taille supérieure à la moyenne et sont composés de plus d'une famille.

La représentation exagérée de ce type de ménage est attribuable à leur suréchantillonnage volontaire. Ce procédé devait nous permettre de rejoindre un nombre maximal de chasseurs afin de recueillir la plus grande quantité possible d'informations sur les activités de chasse, en tenant compte des limites de notre étude. En conséquence, les analyses portant sur les comportements de ces ménages ne proposeront jamais de tracer un portrait des ménages du Nunavik. Par contre, l'utilisation des données servira à vérifier l'existence de relations entre des comportements ou des états.

Tableau 2.9- Quelques caractéristiques sociodémographiques de la population des 40 ménages échantillons, 1995

Variables démographiques	Nunavik		
	N	%	Personnes par ménage N
Ménages	40	100,0	5,6
Bifamiliaux	28	70,0	6,5
Monoparentaux	7	17,5	5,1
Célibataires	5	12,5	1,0
Nombre de ménages familiaux*	35	87,5	6,2
Nombre de ménages multifamiliaux**	11	27,5	7,5
Personnes	223	100,0	5,6
Personnes de moins de 15 ans	100	44,8	2,5
Personnes entre 15 et 64 ans	117	52,5	3,1
Personnes de 65 ans et plus	6	2,7	0,2
Femmes	107	48,0	2,7
Hommes	116	52,0	2,9
Travailleurs salariés	33	14,8	0,8
Chasseurs (hommes 17-70 ans)	53	23,8	1,3
Âge moyen	27,0		

* Ménages familiaux: ménage formé d'au moins un couple marié ou non, ou un parent seul, vivant avec leurs enfants non mariés. En sont exclus, les ménages composés d'une ou de plusieurs personnes seules.
** Ménages multifamiliaux: ménages comprenant plus d'une familles.

*

* *

Un ménage typique chez la population étudiée est un ménage biparental de six personnes formant une famille nucléaire. Ce ménage est composé de trois personnes âgées entre 15 et 65 ans, dont deux hommes de 17 à 70 ans et de trois personnes de moins de 15 ans. On y trouve un nombre à peu près égal de femmes et d'hommes. De plus, on y compte environ deux travailleurs salariés.

Les ménages inuit sont principalement composés d'une famille nucléaire. Cette situation pourrait être le résultat des politiques gouvernementales

concernant le logement. Cependant, elle pourrait tout aussi bien être interprétée comme le fait que la famille nucléaire, en tant qu'unité de base, a une fonction sociale et économique, tout comme c'était le cas dans le passé, ce qui n'exclut en rien les transactions économiques avec les autres maisonnées et le reste du monde.

On observe des différences intéressantes entre les caractéristiques démographiques de Nunalik et celles de Nunaliapik. Selon nos résultats, la taille moyenne des ménages est plus petite dans le gros village, la moyenne d'âge y est plus élevée, on trouve un nombre inférieur de personnes âgées entre 0 et 4 ans, ainsi que des maisonnées composées de personnes vivant seules qui peuvent être âgées. Il est toutefois difficile d'en tirer des conclusions solides. Ces indicateurs pourraient-ils révéler à Nunalik par exemple un changement de comportements liés à l'influence des sociétés urbanisées? Une analyse plus poussée réalisée avec des données sociodémographiques plus complètes pourrait permettre de répondre à cette question. Les résultats mis au jour dans les prochains chapitres pourraient néanmoins fournir des pistes d'interprétation renforçant cette conclusion préliminaire.

Pour la présente analyse, nous retiendrons que les villages du Nunavik se distinguent dans l'ensemble de la moyenne nationale par une population jeune et des ménages de taille importante.

PARTIE DEUX

L'ÉCONOMIE VIVRIÈRE

Dans cette partie, nous examinerons l'économie vivrière. Cette dernière communément connue sous le terme d'*économie de subsistance* réfère à:

> those economic activities which are relatively self-contained within a community or a region, which are not conducted primarily for profit-maximization, which aim primarily for present consumption, and which are governed by traditionel patterns rather than market conditions or immediate needs [...] Subsistence is, in this way, a system of production for both use and exchange. Its objective is not total sufficiency nor capital formation but an endless flow of goods, services, and other products (Lonner 1986: 15).

En théorie, les pratiques associées à l'économie vivrière sont régies par des modèles de comportements traditionnels qui excluent la notion d'accumulation de capital ou de profit et visent la consommation immédiate. En tant que système, l'économie vivrière est organisée selon trois groupes d'activités particulières dont l'objectif est la circulation de biens, de services et d'autres produits. Selon Sahlins (1976), les communautés qui ont adopté un *mode de production domestique* ou de subsistance, ne produisent pas tout ce dont elles ont besoin et n'ont pas besoin de tout ce qu'elles produisent. Cela implique donc l'échange. L'échange étant lié à des fins de consommation, la production tend à prendre une valeur d'usage. Même si la production est échangée sur le marché, celle-ci a pour objectif l'acquisition de marchandises, selon la formule de la *circulation simple de marchandises* proposée par Marx. Elle s'oppose à la *formule générale du capital* où la production est destinée à être échangée dans le seul but d'obtenir un profit monétaire. Dans une économie axée sur la subsistance, les bonnes choses sont produites en quantité limitée et ont un caractère d'utilité correspondant aux besoins culturels des producteurs. En somme,

> Le système domestique s'assigne des objectifs économiques limités, définis qualitativement, comme mode de vie, plutôt que quantitativement, comme richesse abstraite. (Sahlins 1976: 130)

La production vivrière est encore aujourd'hui une ressource importante des familles Inuit au Nunavik et ailleurs dans l'Arctique. Elle forme avec les ressources de l'économie formelle la base de leur économie, d'ailleurs qualifiée d'économie mixte[1] ou de *mixed subsistence-market economy*, c'est-à-dire une économie basée sur la chasse et la pêche de groupes domestiques

---

[1] À dissocier de l'expression «économie mixte» en économie qui s'applique aux économies occidentales où le secteur privé coexiste avec le secteur public.

restreints qui, grâce à l'utilisation de moyens technologiques modernes, maintiennent une production principalement orientée vers la satisfaction des besoins familiaux et communautaires. Ces activités sont réalisées grâce à la participation d'un ou de plusieurs membres de l'unité domestique à un travail salarié, à l'exploitation commerciale intensive (pêcheries) ou extensive (fourrure) des ressources, ou à la participation à des programmes d'aide gouvernementale. Ces revenus sont notamment réinvestis dans l'achat et l'opération des moyens de production (p. ex. Wolfe et Walker 1987).

Cette mixité, qui semble définir l'économie contemporaine des Inuit, serait-elle transitoire? Ne représenterait-elle qu'un reliquat en voie de disparition? La réponse à ces questions engendre des perspectives assez divergentes. Un premier point de vue suggère que, bien que l'économie vivrière joue un rôle important, elle n'est plus une composante matérielle essentielle à la vie; elle ne représente plus qu'une portion, somme toute assez réduite, de l'économie (Duhaime *et al.* [à paraître], Simard *et al.* 1996, Simard 1994, Myers 1982, Bliss 1977, cité dans Cox). Les activités liées à l'exploitation du milieu pour l'alimentation et l'artisanat, à des fins de subsistance ou de commerce, comptent pour 10 % des revenus d'emploi dans les Territoires du Nord-Ouest (Environnement Canada 1991). Au Groenland, 5 % de la population y participe (Lyck et Taagholt 1987).

La seconde perspective est tout autre. Dahl (1989) suggère que la viabilité de l'économie marchande et vivrière repose sur leur intégration structurelle réciproque, assurant une flexibilité indispensable aux conditions de vie dans une région caractérisée par la fluctuation des ressources, du travail salarié et du marché mondial pour les produits primaires. Les deux économies seraient par conséquent complémentaires et s'interpénétreraient sans perdre leurs caractéristiques distinctives (Lonner 1986).

En dépit de l'existence d'autres sources de revenus, la production vivrière demeure, selon Usher (1981), importante en soi et joue, et devrait jouer encore, un rôle clé dans la vie sociale, culturelle et économique des Autochtones. Cependant, pour un grand nombre d'entre eux qui tirent leur subsistance d'autres occupations, telles que l'entrepreneuriat ou le travail

professionnel, les mobiles de la pratique de la chasse et la pêche s'orienteraient vers la récréation. La réduction de la production des uns pourrait, toujours selon Usher (1981), contribuer à accroître la production des autres, et favoriser la mise en marché de produits principalement destinés aux agglomérations de plus grande taille où l'on retrouve une majorité de salariés. Ce pronostic serait un fait accompli en ce qui concerne certaines denrées au Nunavut (Reeves 1993) et au Groenland (Marquardt et Caulfield 1996).

Dans les prochains chapitres, nous tenterons de mesurer et de caractériser certains aspects de l'économie vivrière. Notre objectif est de montrer ce que les phénomènes macrosociologiques nous permettent de dire sur la place de l'économie vivrière dans l'économie des ménages et d'en dégager une interprétation des comportements des individus.

Les données collectées et traitées sur l'économie vivrière seront insérées dans un modèle général de l'économie qui repose sur une définition très large de celle-ci, à savoir: un *processus* composé d'un processus de *production*, qui consiste à recueillir et transformer des ressources, un mécanisme de *distribution* des produits et un processus de *consommation* qui vise l'utilisation du résultat du processus de production (Smelser 1976). Chaque terme du processus économique constituera un des trois chapitres de la présente partie.

CHAPITRE 3

LA PRODUCTION VIVRIÈRE

Introduction

La *production vivrière* est comprise comme étant une production visant la subsistance, c'est-à-dire dont le produit sert à assurer les besoins matériels plus ou moins immédiats et limités. Par *production*, nous entendons le passage d'une matière première à un produit par le travail. Le processus de production implique des facteurs de production: travail, outils, ressources, etc., organisés d'une certaine manière et générant des rapports particuliers entre les individus, les outils, les ressources. Très brièvement, la production vivrière est caractérisée par une division du travail limitée, une force de travail restreinte, une technologie simple, l'absence d'uniformité dans le travail et la production. On oppose ce mode de production au mode capitaliste dont le but est le profit matériel *per se* et non pas le besoin à combler (Sahlins 1976).

La production vivrière des Inuit à l'époque traditionnelle, d'après Saladin d'Anglure (1967, 1984), était fonction de la combinaison de trois grandes classes de facteurs. Les *facteurs naturels* faisaient varier l'abondance relative des ressources selon les saisons et selon des cycles écologiques. Les aléas du climat à l'intérieur des saisons déterminaient aussi les activités de production. Les *facteurs matériels* comprenaient les outils de production ainsi que les aménagements fixes façonnés individuellement ou collectivement avec les ressources du milieu, selon une division des tâches immuable et

basée sur le sexe des individus, selon des méthodes connues et éprouvées depuis des générations. Enfin, la production vivrière était fonction des *facteurs humains*, c'est-à-dire de l'organisation d'une population nomade dont les membres se regroupaient selon le type d'activités ou le temps de l'année.

Au cours du XX^{e} siècle, le processus de production vivrière a connu de nombreuses transformations, dont les premières sont liées à la traite des fourrures. Parmi ces premiers changements, sur le plan matériel, les armes à feu et les filets ont remplacé assez rapidement le harpon, l'arc et les flèches. L'appareillage jadis fabriqué par les membres de l'unité domestique a pratiquement été complètement remplacé par de l'équipement manufacturé et acheté dans des commerces. Les véhicules motorisés se sont substitués à la force animale. Graburn (1969) rapporte la disparition des *umiaq* [grand bateau en peau] entre 1914 et 1920 à Kangiqsujuaq, supplantés par des schooners, communément appelés baleinières, dont le coût d'achat était estimé à ce moment à 2 000 $. Le traditionnel *qajaq* ne fut pas abandonné mais de plus en plus d'individus qui ne pouvaient s'offrir une baleinière achetaient des canots en toile. Les activités de production vivrière et commerciale dominaient le mode de vie de la population inuit, cependant, elles étaient fortement tributaires des revenus monétaires. À Salluit, la première motoneige fut acquise par un Inuk en 1963. À l'hiver 1967-1968, on en comptait 25 dans le village. Leur coût d'achat variait de 600 $ à 1 200 $, alors que les coûts d'opération étaient estimés entre 200 $ et 1 000 $ annuellement (Graburn 1969). Le remplacement de la technologie traditionnelle autoproduite, par des moyens de production modernes achetés et individuels, accroissait la dépendance des Inuit aux marchés des biens mais aussi aux sources de revenus monétaires. En ce qui a trait aux facteurs humains, la traite des fourrures a contribué à modifier l'organisation des activités de production qui sont devenues plus individuelles ou effectuées en groupe restreint (Graburn 1969, Balikci 1964). Par exemple, à Quaqtaq en 1966, Dorais (1984) constate l'usage domestique de plus en plus répandu d'un canot et observe une tendance à la chasse en solitaire. La fixation de la population dans des villages et la participation occasionnelle ou permanente au travail salarié a influencé la manière de réaliser ces activités: la coopération de personnes non

apparentées, l'organisation des moyens de production par des agents non inuit, comme le curé, le commis de la compagnie de traite et par la suite, l'État, sont autant de phénomènes qui ont provoqué des changements dans l'organisation de la production (Dorais 1984). Malgré l'utilisation répandue d'une technologie plus efficace dans l'organisation de la production, la ressource est cependant encore pourchassée sur le terrain. Le succès de la récolte serait en grande partie liée au milieu naturel, auquel s'ajoute l'expérience du chasseur, sa connaissance relative des mouvements de la ressource, ses habilités à manier des armes, et sans doute une bonne part de chance. En somme, ces activités auraient conservé leur caractère extensif, saisonnier et seraient toujours influencées par les cycles migratoires des animaux, ainsi que par les conditions écologiques et climatiques.

Notre objectif n'est pas d'analyser l'ensemble du processus de production vivrière ni de rendre compte des transformations qu'il a connues. Nous nous concentrerons sur les deux aspects fondamentaux de ce processus: les ressources nécessaires à la production, les *intrants*, et le fruit de ces activités, les *extrants*. De manière générale, le processus de production vivrière contemporain implique, en plus des intrants en nature (le travail, les outils fabriqués), des intrants en argent, c'est-à-dire des sommes d'argent qui seront consacrées à l'achat de moyens de production. Ces deux facteurs mis en rapport permettent de produire une certaine quantité de produits: de la venaison, du poisson, des fruits. Nous tenterons de mesurer les dépenses monétaires associées à la production vivrière et de caractériser un certain nombre d'autres intrants à la production. Ensuite, nous quantifierons et caractériserons la production utilisée à des fins domestiques, plus particulièrement pour l'alimentation humaine. Nous cherchons à comprendre comment la production vivrière est pratiquée aujourd'hui en relation avec les dépenses monétaires et la récolte, et de quelle manière l'accès à des ressources monétaires influence cette production.

Le chapitre sera organisé en quatre sections. Dans la première section, nous ferons un bref état des connaissances sur les dépenses monétaires associées à la production vivrière des populations inuit, ainsi que sur la

récolte[2], c'est-à-dire le produit du processus de production vivrière. Les deux sections suivantes seront respectivement consacrées à la quantification des dépenses monétaires et de la récolte. Enfin, nous explorerons un certain nombre de relations entre ces deux aspects du processus de production vivrière.

---

2 Le terme récolte ou *harvesting* s'applique généralement à la moisson. Il semble toutefois avoir été consacré dans la recherche sur les populations inuit au Canada et ailleurs pour désigner la production. Par conséquent, il sera employé ici dans ce sens.

3.1 L'état des connaissances

Les activités de production vivrière ne semblent plus pouvoir permettre d'assurer, à elles seules, la subsistance des individus qui doivent aujourd'hui compter sur un apport monétaire pour maintenir leurs activités de production vivrière. Dans cette section, nous examinerons dans un premier temps les conclusions d'études récentes concernant l'influence du facteur *capital* sur les activités de production vivrière. Ensuite, nous ferons état des principales tendances en ce qui a trait à la récolte.

3.1.1 Les ressources matérielles et les dépenses de production

Les activités de production exigent aujourd'hui l'achat d'outils et d'équipement. Certains biens, tels que les véhicules, impliqueraient des investissements en capital très importants. À Clyde River (Nunavut) en 1984-85, les coûts d'achat et d'entretien de l'équipement nécessaire aux activités de chasse et pêche étaient estimés à près de 13 000 $ (Wenzel 1991). À Holman (T.N.-O.) en 1984, l'acquisition de l'équipement représente plus de 21 000 $ (incluant une perte de valeur annuelle évaluée à 28 %) (Smith et Wright 1989). Caulfield (1993) estimait, en 1990, le coût moyen de l'équipement d'un ménage groenlandais pour la chasse à la grosse baleine à environ 17 000 $US. Dans les villages du delta de la rivière Mackenzie, on a évalué qu'un ménage inuit, qui compte en moyenne 1,3 chasseurs, devrait dépenser 10 000 $ par année pour participer activement à la récolte (Ames *et al.* 1989). Bref, l'investissement nécessaire à l'acquisition, à l'entretien et au renouvellement de ces biens montre l'importance du facteur monétaire dans l'économie vivrière.

La disponibilité des ressources financières apparaît par conséquent comme un facteur critique à la productivité, mais aussi à la poursuite des activités productives. En effet, chez les Inuit de Holman âgés de 20 à 35 ans, le manque d'argent est une des raisons invoquées pour justifier le fait qu'ils ne

chassent pas. D'ailleurs, selon les auteurs de cette étude, les chasseurs les plus actifs sont ceux qui, grâce à un emploi régulier bien payé, ont investi davantage dans l'équipement de chasse et pêche (Condon *et al.* 1995). Mackey et Orr (1987) sont arrivés à des conclusions similaires au Labrador: les ménages à bas revenus y sont même près de deux fois moins productifs que les ménages dont les revenus sont plus élevés. En somme, les activités de production vivrière ne se suffisent plus à elles-mêmes et sont devenues dispendieuses.

Ceux qui veulent s'y engager doivent donc avoir accès à des ressources monétaires: emploi salarié, production à des fins marchandes, etc. Dans certains cas, ces activités, appelons-les complémentaires à la production vivrière, ont un effet sur la production. Par exemple, les activités liées à l'exploitation des ressources à des fins commerciales supportent la production vivrière un peu partout dans l'Arctique (Reeves 1993, Caulfield 1993, Langdon 1991, Dahl 1989, Wolfe 1984). En l'absence d'un marché pour ces ressources, la participation au marché du travail permet de ramasser le capital nécessaire au financement des activités de production vivrière (Wenzel 1991, Hobart 1981). L'effet positif des revenus sur les activités de production est renforcé lorsque le travail salarié permet de combiner les deux occupations (Kruse 1991, Langdon 1991, Smith et Wright 1989, Wolfe 1984, Wenzel 1983, Hobart 1982ab). Par contre, au-delà d'un certain seuil, lorsque le travail accapare trop de temps, les avantages tirés d'un revenu ne compensent plus pour le temps perdu pour la chasse au profit d'un travail salarié (Condon *et al.* 1995, Kruse 1986, Hobart 1982a, Myers 1982). Par exemple, dans l'étude de Smith et Wright (1989) à Holman, la production de ceux qui occupent un emploi régulier et se disent chasseurs à temps partiel est deux fois moindre que ceux qui se disent chasseurs à temps plein. De plus, les auteurs constatent que les coûts de production des premiers sont cinq fois plus élevés que ceux des seconds. Ces conclusions permettent de suggérer que l'acquisition de moyens de production coûteux et efficaces contrebalancerait dans une certaine mesure les désavantages liés aux conditions de salarié, comme le fait de ne pas pouvoir disposer de son temps librement. C'est à tout le moins l'explication proposée par certains chercheurs comme Wenzel (1991) et Nowak (1975a).

En plus de participer à des activités génératrices de revenu monétaire, le partage des équipements apparaît comme une stratégie adoptée par ceux qui ne peuvent se procurer ou entretenir un équipement adéquat. Au Labrador, la perte de revenu causée par la baisse draconienne des prix des peaux de phoque semble avoir été en partie compensée par un plus grand partage entre les individus. Cette pratique aurait touché non seulement le matériel de chasse, mais aussi la nourriture (Richling 1989). Le partage de l'équipement est une pratique très courante ailleurs dans l'Arctique (Kishigami 2000, Wenzel 1995, Langdon 1991, Kruse *et al.* 1982). Selon Wenzel (1995), l'emprunt d'équipement et de véhicules serait même un phénomène récent.

Bref, il faut retenir que la réalisation des activités de récolte semble aujourd'hui impossible sans l'usage de biens manufacturés. Le fait de pouvoir jouir de ressources financières suffisantes est un facteur déterminant pouvant même compromettre la pratique des activités de récolte. De plus, les modalités d'accès aux sources de revenu monétaire influencent l'organisation des facteurs de production pour la récolte vivrière.

3.1.2 Le produit de la production vivrière

Malgré les transformations technologiques, sociales ou économiques qui ont touché les Inuit depuis les dernières décennies, la production vivrière principalement pour l'alimentation est toujours de manière générale une activité importante et significative des Inuit. En effet, selon une compilation récente des niveaux de production, la récolte moyenne annuelle des populations de l'Arctique canadien varie entre 84 kilogrammes et 284 kilogrammes (en poids comestible) par personne, selon les régions (Gilman *et al.* 1997, Berkes 1990, Usher et Wenzel 1987, Wolfe et Walker 1987). Le Nunavik est la région où l'on retrouve en moyenne les niveaux les plus élevés avec 284 kilogrammes par personne annuellement. Ces chiffres suggèrent qu'un ménage inuit moyen de cinq personnes récolterait près d'une tonne et demie de venaison par année, soit l'équivalent de la portion qui autrefois constituait son régime alimentaire annuel. De ce qui précède,

se dégage un premier constat: malgré l'introduction de moyens de production permettant d'augmenter l'efficacité des activités de récolte et la productivité, celle-ci semble s'être ajustée à la baisse aux besoins économiques actuels plus ou moins limités à l'alimentation humaine.

Les données des enquêtes ayant servi à établir ces niveaux pour le Nunavik ont été recueillies entre 1976 et 1980 (Juniper 1988). Il y a lieu de se demander si ces données reflètent toujours la réalité car plusieurs facteurs sont susceptibles d'avoir influencé les niveaux de récolte depuis les vingt dernières années dans cette région. En effet, durant la dernière décennie, la mise en oeuvre des dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois s'est accompagnée de changements majeurs dans le mode de vie général des individus et il est plausible que ces mesures aient influencé la pratique des activités vivrières déjà passablement transformées. Par exemple, l'établissement de plusieurs organismes gouvernementaux et l'amélioration des infrastructures communautaires a entraîné notamment la création de plusieurs emplois salariés (Simard *et al.* 1996, Duhaime 1991a). Or nous avons vu que les emplois salariés peuvent avoir un effet positif sur la récolte, à cause de l'apport de ressources monétaires, mais peuvent aussi la contraindre.

De nombreux autres facteurs sont susceptibles d'influencer les niveaux de récolte. Le mode de vie des populations inupiat[3] du nord de l'Alaska a été grandement influencé par la mise en oeuvre de politiques de gestion du territoire ainsi que par le développement des ressources pétrolifères (Knapp et Morehouse 1991). Des recherches menées auprès de cette population ont montré que, malgré la croissance importante du nombre des emplois salariés, celle-ci a continué à pratiquer ses activités de récolte. L'accès aux revenus monétaires a même contribué à accroître et à diversifier la récolte (Kruse *et al.* 1982). Des recherches dans le Nord du Canada ont démontré des tendances comparables. Par exemple, l'accès à des emplois n'a pas entraîné le déclin des activités de récolte qui, au contraire, ont connu une hausse, notamment parce que les revenus gagnés ont permis aux individus d'investir dans des moyens de production efficaces (Hobart 1981). Les

---

3 Appellation régionale que se donnent les Inuit du nord-ouest de l'Alaska.

occasions de décrocher un travail salarié créées par les projets de développement peuvent donc profiter aux activités de récolte.

Cependant, le fait d'occuper un emploi a un effet sur l'organisation des activités de récolte et la sélection des ressources. Certains auteurs affirment à ce propos que les salariés orientent de plus en plus leurs activités de récolte vers des espèces qui sont faciles à chasser et qui accaparent moins de temps. Le phoque par exemple apparaît comme une espèce qui se prête moins aux expéditions rapides, contrairement à d'autres espèces comme le caribou ou la baleine boréale qui, bien qu'elles exigent des déplacements sur des distances plus longues, sont abondantes, relativement faciles à tuer, et procurent beaucoup de nourriture (Kruse 1991, Wenzel 1991). Condon *et al.* (1995) arrivent à des conclusions similaires pour les individus âgés entre 20 et 35 ans de Holman (Territoires du Nord-Ouest). Par exemple, la chasse aux phoques, le piégeage, la chasse à l'ours polaire, activités qui demandent du temps et des habilités particulières, seraient uniquement pratiquées par les individus qui s'adonnent à temps plein aux activités de production vivrière. La chasse à la sauvagine et la pêche à la ligne, tout particulièrement durant la saison chaude, sont pratiquées même par les individus qui ne chassent à peu près pas. En somme, la participation varierait selon l'emploi du temps; néanmoins les conditions climatiques seraient un déterminant majeur chez ceux qui ne pratiquent la chasse qu'occasionnellement.

Les projets de développement ont également eu d'autres impacts positifs sur les activités de chasse et de pêche. Grâce à la construction de routes, l'accès au territoire s'est accru et les activités de récolte sont devenues plus productives et moins coûteuses. De plus, même s'il dispose de moins de temps, un chasseur pourvu d'un véhicule approprié peut accéder à son territoire de chasse plus rapidement qu'autrefois (Salisbury 1986, Waldram 1985). Les infrastructures de transport et de production d'électricité, l'exploitation des ressources non renouvelables, les activités militaires et autres activités et ouvrages ont d'autres conséquences sur les activités vivrières. Ces installations affectent les conditions de production et peuvent engendrer des baisses de revenu, de productivité et de consommation des aliments locaux (Waldram 1985, Bone 1989). Les craintes associées à la

contamination de la viande par des métaux lourds à la suite de l'inondation des réservoirs hydroélectriques, ou provenant de résidus de l'extraction minière, ont également affecté l'exploitation des ressources par les Autochtones. Ces craintes ont conduit beaucoup de résidants des régions nordiques et subarctiques à diminuer ou à cesser de consommer de la nourriture locale et à se tourner vers la nourriture industrielle, du moins pendant quelque temps (Poirier et Brooke 1997, Bégin et Parent 1995, Usher 1992, Wheatley et Wheatley 1981). Par exemple, la contamination par le mercure des bassins hydroélectriques dans la région de la Baie James aurait, selon Simard *et al.* (1996), modifié la récolte totale de ressources piscicoles chez les Cris du Québec, à tout le moins, pendant un certain temps.

La Convention de la Baie James renferme des dispositions particulières visant à garantir l'approvisionnement en produits locaux et à encourager les activités de chasse, de pêche et de piégeage. Parmi les dispositifs mis en place on retrouve le *Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage*. Quels sont les effets de ce programme sur la pratique de ces activités et sur les niveaux de récolte? En l'absence de données pour les Inuit, examinons la situation chez les Cris du Québec qui bénéficient d'un programme similaire en vertu de la même convention: le *Programme de sécurité du revenu des chasseurs-piégeurs cris*. Dès la mise en oeuvre du programme, le nombre de jours passés dans les camps de chasse a augmenté substantiellement. De plus, le programme a permis à bon nombre d'individus de s'adonner à la récolte alors qu'ils en étaient auparavant empêchés faute de moyens financiers (Feit 1982). Par contre, sur le plan de la quantité de venaison récoltée, on a observé une stabilisation des niveaux moyens entre 1976 et 1981 (Salisbury 1986). Des chiffres plus récents pour les Cris rendent compte des revenus tirés de la récolte et du nombre de participants au programme. Les données montrent une baisse tendancielle du taux de participation au programme chez les Cris par rapport à la croissance de la population. Les données suggèrent également une augmentation de la participation du nombre de jeunes et de personnes âgées au programme, ainsi qu'une polarisation des chasseurs en deux groupes distincts: ceux qui retirent un revenu des activités de production et ceux qui ne chassent qu'occasionnellement; les premiers

récolteraient trois fois plus de gibier que les seconds (Simard *et al.* 1996). Il est difficile de tirer de ces observations une conclusion sur les tendances concernant la récolte. Par contre, selon Simard *et al.* (1996), les mesures d'aide aux chasseurs conjuguées aux autres programmes auraient à tout le moins permis aux participants actifs au programme de maintenir leurs activités, tout comme l'auraient permis le travail salarié temporaire ou l'exploitation commerciale de certaines ressources.

Soulignons que d'autres événements ont contribué à modifier la récolte. Les enjeux environnementaux ont eu leurs échos dans l'Arctique. Les effets principaux des mouvements des groupes environnementalistes sur l'économie autochtone sont bien documentés, notamment en ce qui concerne le boycott des peaux de phoques par la communauté économique européenne en 1983 (Wenzel 1991, Lynge 1992, Hovelsrud-Broda 1997). Wenzel (1991) a observé que cette politique a eu comme effet de réorienter la récolte vers d'autres espèces comme l'omble de l'arctique et le caribou. À Quaqtaq, Dorais (1997) avance que depuis l'effondrement du marché des peaux de phoques dans les années 1980, la récolte serait principalement destinée à l'alimentation. Les mouvements environnementaux ont, par ailleurs, souvent donné lieu à l'élaboration de politiques de gestion des ressources. L'application de mesures visant la protection des animaux menacés par exemple aurait modifié les modèles d'exploitation de certaines espèces par les Autochtones (Freeman *et al.* 1992, Feldman 1986). Les quotas relativement à la chasse aux bélugas sont en vigueur dans les eaux fréquentées par les Inuit du Nunavik depuis 1985, cette chasse est même interdite dans certaines zones. Il est possible que ces mesures aient entraîné la baisse du nombre des prises de béluga depuis 1984 (Dorais 1997, Reeves 1993).

En outre, les impératifs liés au financement des activités de production, qui imposent au producteur un apport constant de capital, ont également pu conduire certains chasseurs à orienter leur production vers des espèces profitables sur le plan monétaire. Par exemple, les besoins en capital pourraient, selon Myers (1982), pousser certains producteurs vers une production ayant une valeur marchande accrue. De telles motivations peuvent avoir des répercussions sur la faune. Elles peuvent, par exemple,

entraîner la surexploitation de certaines espèces — comme la chasse au morse pour la récolte d'ivoire ou l'ours polaire pour la peau (Reeves 1993).

Enfin, de nombreux autres facteurs influenceraient la productivité, tels que certains facteurs sociodémographiques comme le sexe, l'âge et l'occupation du chef de famille masculin. En effet, les activités de production vivrière sont encore de nos jours influencées par la division traditionnelle des tâches entre hommes et femmes. La chasse et la pêche sont principalement effectuées par les hommes, bien que les femmes contribuent largement à la pêche et la cueillette de moules, en plus de procéder au ramassage des fruits sauvages (p.ex. Dorais 1997). Les ménages qui comptent plusieurs adultes de sexe masculin ont une production de nourriture supérieure aux ménages qui n'en ont pas (Mackey et Orr 1987). L'âge est un autre facteur qui affecte la productivité. Il est aujourd'hui reconnu que les jeunes abandonnent progressivement la chasse ou seraient plus sélectifs (Condon *et al.* 1995, Kruse 1991). Si l'on assume que la moitié de la population inuit a un âge inférieur à 20 ans et que ces individus sont généralement plus instruits et moins impliqués dans la récolte que ne l'étaient leurs prédécesseurs, il est raisonnable de se demander si les membres de cette génération poursuivront ces activités. Selon une enquête de Lamothe et Lemire (1994) sur l'emploi au Nunavik en 1991, les jeunes auraient beaucoup moins tendance à pratiquer les activités traditionnelles de façon intensive et, selon les propos des auteurs, «les jeunes auraient de toute évidence renoncé, partiellement du moins, à suivre la trace des aînés» (p. 569). Néanmoins, dans leur enquête sur les 20 à 35 ans à Holman (Territoires du Nord-Ouest), Condon *et al.* (1995) suggèrent que «[t]he same high motivation that contributes to a young person's success at a high-paying job may also contribute to his desire to be a productive hunter» (Condon *et al.* 1995: 37). De plus, une analyse récente des données de cette enquête montre que les chasseurs actifs travaillent davantage alors que ceux qui ne chassent qu'occasionnellement non seulement sont employés moins longtemps mais ont recours plus souvent à l'aide sociale (Stern 2000). Si la motivation semble jouer un grand rôle, comme le suggèrent ces auteurs, l'habileté des individus favorise leur engagement dans la production vivrière et influencerait leur productivité (Langdon 1991,

Wolfe 1984). Chez les Yupiit[4] d'Alaska, l'influence de ce facteur serait même plus grande que celle du revenu monétaire, selon Langdon (1991).

En somme, il y aurait, d'un côté, ceux qui sont généralement plus actifs dans le domaine de la production vivrière et, de l'autre, ceux qui ne le sont pas. Cette conclusion est intéressante à plusieurs égards. Elle renseigne sur la pluralité des pratiques et nuance par conséquent l'affirmation selon laquelle les activités de récolte sont appelées à disparaître. Toutefois, d'autres auteurs ont montré de fortes corrélations entre une participation moindre à des activités de production vivrière et l'âge des individus, une scolarité élevée, le fait de détenir un emploi salarié (Stabler 1989). Il s'agit de caractéristiques présentes chez les jeunes du Nunavik. D'après une enquête récente sur l'emploi et les activités économiques au Nunavik, 10 % seulement des répondants[5] à l'enquête affirmaient pratiquer la chasse et la pêche régulièrement (Lamothe et Lemire 1992). À Quaqtaq, Dorais (1997) a constaté que tous les hommes valides profitaient des occasions possibles pour aller chasser ou pêcher, cependant, il estimait qu'en 1990, huit hommes sur un total de 51 hommes âgés de plus de 19 ans se consacraient activement aux activités de production vivrière, soit le même nombre que celui enregistré dix ans auparavant. En somme, bien que ces activités soient encore valorisées, elles ne seraient plus l'occupation principale de la plupart des hommes.

Mentionnons, comme autre facteur pouvant influencer la récolte, l'effet des changements dans l'utilisation des produits de la récolte. À ce propos, Dorais (1997) a observé une réorientation de la production vers le caribou et le poisson à Quaqtaq qui est une communauté traditionnellement tournée vers la chasse aux mammifères marins. Cet auteur, qui a suivi les transformations sociales de cette communauté depuis 1967, associe cet engouement pour ces espèces à des changements dans les préférences alimentaires des individus. Ce facteur a également été mentionné pour expliquer la baisse de récolte du morse (Portnoff 1994). Par ailleurs,

---

4 Groupe apparenté aux populations de langue inuit.

5 L'enquête porte sur un échantillon touchant 86,1 % de la population active inuit au Nunavik, soit les 15-64 ans.

l'exposition à la nourriture importée, tout comme les changements dans les préférences alimentaires, ont été identifiés comme des facteurs de diminution de la récolte de certaines espèces à Mekoryuk (Alaska) (Nowak 1988). Toutefois, pour les participants actifs sur le plan de la récolte vivrière, à l'enquête de Condon *et al.* (1995), le désir de se procurer de la nourriture fraîche et de meilleure qualité est une raison invoquée pour justifier le fait de maintenir une production élevée. Bien sûr, il faudrait mentionner, en terminant, l'abandon de certains usages, tels que l'utilisation de traîneaux à chien, l'éclairage à l'aide d'huile de mammifère marin, comme facteurs ayant pu modifier la récolte de certaines espèces au fil des ans, tel que le morse, utilisé comme nourriture pour les chiens (Smith 1991).

*

* *

Les Inuit ont été mis en présence d'agents de changement depuis quelques décennies à peine: les grands projets de développement, la mise en place de mesures de gestion des ressources, ou encore de programmes d'aide gouvernementale ont contribué à transformer les pratiques individuelles associées à la production vivrière. Leurs effets ne semblent pas avoir contribué à éradiquer les pratiques traditionnelles, même si, dans l'ensemble, on observe une baisse du nombre d'individus engagés activement dans la production et une élévation de l'âge des chasseurs. L'accroissement du revenu familial grâce notamment aux salaires aurait favorisé le maintien de la production à des niveaux élevés. Cette conclusion révèle par ailleurs l'importance des ressources monétaires comme facteur clé dans l'organisation de la production vivrière. L'adoption d'un travail salarié comme principale occupation n'exclut pas la possibilité de chasser ou de pêcher; un tel emploi serait même un atout lorsqu'il s'harmonise aux activités de production. Pour certains individus, le fait d'occuper un tel emploi apparaît comme un comportement rationnel visant à maintenir les activités vivrières.

Au Nunavik, tout indique que les activités de récolte ont conservé une grande importance dans la vie quotidienne. Elles auraient bénéficié des innovations technologiques tout comme de l'injection de revenus monétaires dans la région. Cependant, qu'en est-il exactement? De quelle manière ces activités sont-elles réalisées aujourd'hui et qu'est-ce qui influence les pratiques individuelles et familiales? C'est ce que nous tenterons de voir dans les prochaines pages

3.2 L'estimation des dépenses de production

Cette section porte sur la mesure des coûts associés à la production vivrière. Tout d'abord, nous décrirons brièvement, à partir de témoignages et observations tirés de notre enquête sur le terrain, les principaux facteurs économiques de production. Ensuite, nous exposerons la méthode qui nous a permis d'estimer les dépenses monétaires de production vivrière, ainsi que les limites de nos résultats, lesquels seront ensuite décrits et analysés.

3.2.1 Les conditions de production au Nunavik

Les facteurs humains

De manière générale, d'après les informations recueillies localement, l'organisation de la production vivrière implique le travail d'individus, seuls ou en groupe, et dans la plupart des cas, le travail des hommes. Certains chassent en solitaire (ménage n° 60[6]), alors que d'autres chassent à deux ou en petits groupes et partagent leurs dépenses (ménages n° 54, 06). Les activités de production vivrière ont lieu plus ou moins loin de la périphérie des villages. Certaines expéditions peuvent nécessiter des séjours prolongés: de quelques heures à quelques jours ou quelques semaines. La durée de ces voyages peut varier en fonction d'une multitude de facteurs tels que les conditions climatiques, l'espèce pourchassée, la durée de l'ensoleillement, le temps disponible, etc. La récolte peut avoir lieu autour d'un *camp*[7] parfois éloigné, ou bien le long d'itinéraires connus. Par exemple, la chasse au béluga, pratiquée par des groupes de familles, donne souvent lieu à de longs séjours dans des camps (ménage n° 71, 57).

---

6 Nous avons attrubué à chacun des ménages échantillonés un code d'entrevue (Cf. l'annexe 16).

7 Ici, le terme *camp* réfère à un endroit fréquenté de manière régulière ou non, où des abris (tentes ou cabanes) sont installés plus ou moins en permanence. Plusieurs de ces lieux sont connus et fréquentés depuis l'époque traditionnelle.

Outre les individus, l'administration municipale par l'entremise du programme de soutien aux chasseurs organise et finance des expéditions de chasse, notamment aux grands mammifères marins. Ces activités sont réalisées par des d'individus rémunérés par le programme (fiches n° 04/08-A53, 328-F16).

Les facteurs matériels

Une grande partie du travail est réalisée grâce à l'usage de matériel que le producteur se procure sur le marché ou qu'il fabrique lui-même. Dans les villages, on trouve généralement au moins un des deux principaux commerces de détail: la coopérative ou le magasin Northern de la compagnie Northwest. Très souvent, il existe de petites entreprises locales spécialisées dans la vente de matériel de chasse et pêche. Plusieurs personnes ont également recours à l'achat par catalogue, alors que d'autres commandent auprès d'entreprises spécialisées situées dans un autre village. Il est également possible d'acheter à la municipalité (au programme de soutien aux chasseurs), à prix avantageux, des moyens de production modernes mais aussi des outils de chasse traditionnels (harpon, écran, hameçons) fabriqués localement de manière artisanale. Le prix des marchandises et l'accessibilité des produits varient d'un commerce à l'autre et d'un village à l'autre. Par exemple, dans un des villages visités, le prix du kérosène est réduit de moitié lorsque acheté au bureau municipal comparativement au même produit offert dans un des commerces locaux (fiche n° 63-C28).

La récupération de matériel (par exemple le bois de construction) est une pratique très courante. Le partage de l'équipement est également fréquent entre les individus. De plus, dans les villages visités, le ministère de la Défense nationale fournit gracieusement aux Inuit membres des *Rangers* une arme de fort calibre (303), avec une grande quantité de munitions (35 boîtes selon le répondant du ménage n° 06).

D'après nos entrevues et nos observations, la liste des équipements utilisés le plus souvent comprend[8]:

Tableau 3.1- Liste des équipements utilisés le plus couramment pour la production vivrière

Catégories d'équipement	Produits
Véhicules	- motoneige - canot (22 pieds) - moteur (entre 30 et 55 forces) - véhicule tout terrain à quatre roues - *qamutik* [traîneau sur skis] (incluant le matériel servant à sa fabrication: contre-plaqué, quincaillerie, bandes de téflon) - remorque - camion - bateau
Entretien des véhicules	- pièces de rechange pour véhicule - carburant et bidons d'essence (23 litres ou 5 gallons impérial) - lubrifiant - bougies d'allumage - matériel pour la réparation: outils, peinture, fibre de verre...
Camping	- combustible kérosène ou *naphta* (bidons de 3,8 litres) - tente et matériel pour sa fabrication (canevas...) - ustensiles et batterie de cuisine - glacière - poêle au kérosène de type *Coleman* - sacs de couchage et matelas de caoutchouc mousse, peaux de caribou (matelas) - morceaux de bois servant à divers usages (lits, piquets de tente, murs pour abris rigide) - poêle à l'huile ou à bois (pour le chauffage)
Communication	- émetteur radio (*CB*) et piles
Chasse	- munitions - armes à feu (fusil et carabine) de divers calibres - pièces de rechange - télescope, jumelles
Pêche	- filet - canne à pêche et moulinet - hameçons et leurres divers - perceuse à glace - couteaux
Vêtements	- bottes cuissardes, bottes pour les saisons froides (importées ou fabriqués: *kamipaq* pour l'hiver, ou *ipirausiik* botte imperméable) - manteau, pantalon d'hiver - mitaines et gants

8 La liste n'est pas exhaustive mais inclut les principaux produits qui semblent être les plus fréquemment utilisés par les participants à nos entrevues dans les deux villages visités ainsi que d'après nos observations.

Tableau 3.1- Liste des équipements utilisés le plus couramment pour la production vivrière (suite)

Catégories d'équipement	Produits
Nourriture	- nourriture importée: ingrédients pour la fabrication de la *paniqtitaq* ou bannique [sorte de pain fait de farine, lard, poudre à lever, sel], thé, et une foule de produits qui varient selon les ménages; - nourriture locale: généralement produite sur place; - moyen de conservation, tel que congélateur.

L'emploi de moyens de production autrefois en usage, tels que: *qajaq*, tente en peaux, igloo, arc, flèches, etc., a pratiquement disparu. On utilise encore la foëne (*kakivak*) pour la pêche, le harpon ou lance (*anguvigaq*) et les flottes (*avataq*) qu'on accroche aux mammifères marins. Certains se servent encore d'un attelage de chiens pour la chasse[9].

En outre, une certaine partie de la production est réalisée avec les moyens de production collectifs du programme de soutien aux chasseurs. Cette récolte est généralement réalisée au moyen de grandes embarcations à moteur de type *Peterhead*. À partir des chiffres du programme de soutien aux chasseurs, il est possible d'estimer grossièrement les dépenses associées à ces activités pour les 14 villages du Nunavik. Si l'on considère l'achat d'équipement et le paiement d'honoraires (service de chasseurs), la production collective représenterait 1 312 444 $ en 1995 (Duhaime *et al.* 1998b). Cependant, ces coûts ne seront pas considérés dans notre étude puisque nous n'avons pu estimer la production qui en aurait découlé. Néanmoins, un ancien représentant municipal de Nunalik nous dit à ce propos:

> Le *Hunter Support Program* peut acheter de la viande des chasseurs ou engager de bons chasseurs et les payer à taux fixe. C'est d'ailleurs plus

---

9 Selon un informateur clé de Nunalik, il y aurait huit ménages qui possèdent un attelage de chiens de traîneaux, ce qui correspond à 4 % des ménages dans ce village (fiche n° 292-VE11). Nous ne savons pas si cette proportion est applicable ailleurs puisque à Nunaliapik il ne semble pas y avoir de chasseurs qui se servent de chiens pour la chasse. Un seul ménage de notre échantillon (ménage n° 17) affirme avoir utilisé un attelage pour la chasse. Néanmoins, on trouve énormément de chiens dans les villages (errants ou qui appartiennent à quelqu'un) et tout indique qu'ils seraient nourris à même la production vivrière. Par exemple, des participants à nos entrevues nous ont mentionné qu'ils nourrissent leurs chiens avec du caribou, bien qu'ils ne s'en servent pas pour chasser (ménages n° 12 et 66).

> rentable pour le *Hunter Support Program* et la communauté d'engager les chasseurs à salaire. Par exemple avec 5 000 $, le programme peut acheter 5 000 livres de viande de la part des chasseurs; avec le même 5 000 $, nous recevons environ 10 000 livres des chasseurs engagés à taux fixes. De plus, les chasseurs doivent donner entièrement au programme la viande qu'ils ont chassée (fiche n° 328-F18).

Il est possible que l'organisation de la production par l'entremise de cette agence soit, comme l'affirme cet informateur, très profitable sur le plan de la récolte en rapport avec les coûts investis. Cependant, une étude plus approfondie serait nécessaire pour évaluer l'efficacité de ce type de production[10].

Les facteurs naturels

Les facteurs associés aux caractéristiques du milieu naturel jouent un rôle capital dans la pratique des activités. D'après nos entrevues, elles suivent un cycle les répartissant sur six saisons: *préprintemps*, printemps, été, *préautomne* (ou fin de l'été), automne et hiver. La durée et la période de ces saisons diffèrent dans les deux villages échantillons qui sont situés à des latitudes distinctes (cf. le tableau de l'annexe 6; les présaisons sont en italique). Plusieurs espèces animales importantes pour l'alimentation sont migratrices (p. ex. canards, oies, baleines, caribous, salmonidés) et sont par conséquent absentes de la région durant certaines périodes de l'année. La poursuite du gibier implique des techniques de chasse ou de pêche différentes selon les conditions climatiques ou géographiques.

Bien que nous n'ayons pas mesuré l'influence spécifique de ces facteurs sur les coûts de production, nous avons recueilli plusieurs témoignages à ce sujet. Tout d'abord, les facteurs climatiques telles que les saisons joueraient un rôle important dans les coûts de production. Par exemple, l'utilisation d'une embarcation à moteur serait plus onéreuse qu'une motoneige (fiche n° 284-4-C7). La chasse au phoque sur la banquise au printemps suppose un équipement approprié et des manoeuvres particulières, alors que l'été un

---

10 Il serait intéressant de pouvoir calculer le rendement des individus comparativement à la production financée par programme.

phoque peut être tué à portée de main à partir d'un canot (ménage n° 24; fiche n° 71-C18). En outre, les conditions de neige font augmenter la quantité requise d'essence (fiche n° 200-C14).

Ensuite, les facteurs liés à la localisation géographique des villages et des camps (relief, conditions météorologiques, embâcle, débâcle, exposition au vent, présence de cours d'eau, etc.) déterminent les conditions de transport et l'organisation des expéditions. Les conditions de navigation sur la mer feraient varier les dépenses de carburant ou encore la durée du séjour (ménages n° 09, 12). La localisation géographique a également un très grand effet sur les espèces disponibles et par conséquent sur le type de chasse et les moyens en jeu. Dans les villages visités, certaines espèces très appréciées pour la consommation alimentaire, tel que le caribou, exigent parfois de s'aventurer très loin du village durant certaines saisons (ménage n° 22).

Tous ces facteurs ainsi que leur combinaison jouent un rôle dans l'organisation des activités de production et plus particulièrement en ce qui a trait aux intrants nécessaires à leur réalisation. Les saisons, les moyens utilisés et l'espèce pourchassée impliquent des opérations et des ressources distinctes. Smith (1991) a tenté de calculer l'effort nécessaire à chaque type de chasse en argent et en énergie, à Inukjuak à la fin des années 1970. Par exemple, un béluga qui donne près de 300 kilogrammes de venaison peut avoir nécessité une expédition longue et coûteuse. Parfois comme nous l'avons observé, la chasse au béluga s'accomplit dans des lieux où cette espèce est facile à prendre (fiche n° 10/07-F10). Un chasseur nous a même dit en attraper au filet (ménage n° 56). L'usage d'un filet sous la glace exige moins d'effort que l'usage d'un palan en hiver, et permet de capturer des quantités exceptionnelles de poissons. En outre, les viandes ne se valent pas toutes: certaines ont une valeur alimentaire et calorique plus élevée. Bien qu'elles demeurent importantes, ces questions ne seront pas traitées ici.

Dans la prochaine section, nous décrirons la méthode employée pour déterminer les intrants retenus pour l'établissement des coûts de production totaux annuels pour la région.

3.2.2 Le calcul des dépenses de production

Les dépenses pour les activités de production consistent en dépenses effectuées par les individus entre le 1er juillet 1994 et le 30 juin 1995. Elles s'appliquent aux marchandises nécessaires à la pratique de ces activités, d'après les renseignements obtenus auprès des informateurs clés et les participants aux entrevues. Les dépenses retenues concernent les moyens de production parmi les six premières catégories de produits du tableau 3.1, c'est-à-dire: véhicules, entretien des véhicules, camping, chasse et pêche. Le calcul a été effectué en quatre étapes.

Calcul pour les ménages échantillons

Les données d'entrevues ont d'abord été saisies sur une grille où les dépenses encourues, pour chacun des ménages selon le type de produit, ont été colligées. Le traitement a été effectué comme suit. Le répondant du ménage n° 51 de Nunallapik affirme avoir dépensé 1 000 $ pour l'entretien de sa motoneige et de son canot entre 1994 et 1995. Il a également acheté un poêle de camping pour 190 $, quatre hameçons pour 28 $ (c'est-à-dire 7 $ chacun en considérant le prix moyen chez Northern qui oscille entre 4 $ et 10 $)[11], etc. Ces montants ont ensuite été insérés dans une colonne appropriée du chiffrier électronique. Le montant total des biens durables a été considéré et non pas l'amortissement[12].

Dans l'exemple précédent, les données d'entrevue sont claires et relativement simples à traiter. Il n'en est pas de même pour toutes les données recueillies sur les dépenses de production. En effet, les dépenses pour les biens achetés fréquemment, tels que l'essence pour les véhicules

---

11 Les prix utilisés sont ceux qui ont été fournis par le répondant lorsque mentionnés. Néanmoins, le plus souvent nous avons retenu le prix de vente à la coopérative locale ou à la compagnie *Northern Stores* en dollars de 1995 (dans certains cas le participant pouvait mentionner l'endroit où il avait acheté son matériel). Lorsqu'exceptionnellement nous n'avions aucune information sur le prix, comme cela est arrivé pour les munitions de certains calibres, nous avons obtenu des prix auprès de marchands de la région de Québec.

12 Même si cette méthode est discutable, notre choix s'appuie sur le fait qu'il y ait peu de chance que tous les ménages d'un village aient décidé d'acheter un véhicule en même temps.

et le combustible pour camping, sont plus difficiles à estimer. Dans ces cas, le traitement a nécessité des opérations plus complexes. Afin de pouvoir transformer ces données d'entrevue pour qu'elles soient insérées au budget annuel du ménage, un *modèle d'utilisation du territoire et des ressources* a été élaboré pour chacun des villages échantillons (cf. annexe 6). Il s'agit d'un modèle qui présente un certain nombre de variables différentes renseignant sur le nombre de semaines d'utilisation des véhicules et les contraintes à leur utilisation (brouillard, vent, éclairement...), sur les saisons et sur la présence des principales espèces. Le modèle a été conçu à partir de plusieurs sources documentaires et d'entrevues avec des informateurs clés. De manière générale, nous avons utilisé les informations relatives à la fréquence d'utilisation des équipements selon les saisons. Chaque information a été traitée en combinant toutes les variables utiles à nos estimations. Dans certains cas seulement, il a été difficile d'appliquer le modèle général. Les deux exemples suivants illustrent la méthode mise au point.

Un participant de Nunaliapik (ménage n° 63) mentionne avoir consommé durant l'été en moyenne 20 gallons de carburant par semaine lorsqu'il utilisait son canot pour chasser. Le modèle a permis de calculer sa consommation comme suit: 9 semaines d'utilisation d'un canot en été à Nunaliapik (cf. annexe 6), multipliées par le prix du carburant (incluant l'huile et la taxe), multipliées par le nombre de gallons, soit 916 $. En additionnant les autres informations recueillies sur les dépenses pour le carburant, nous avons obtenu le montant annuel de dépenses de carburant pour ce ménage que nous avons inscrit dans le chiffrier électronique présentant le budget des ménages des villages échantillons.

Dans d'autres cas, il a fallu faire des transformations plus importantes. Par exemple, un répondant de Nunalik (ménage n° 2) affirme qu'il prend son canot tous les jours «lorsque cela est possible» et utilisait en moyenne 30 gallons de carburant à chaque fois. Le calcul a été effectué de la manière suivante: 105,5 jours d'utilisation d'un canot à Nunalik (annexe 6), multipliés par le prix du carburant (incluant l'huile et les taxes), multipliés par 30 gallons, pour un total annuel de 18 294 $. En considérant le revenu du ménage et les possibilités de crédit au Nunavik, nous avons jugé que des

corrections s'avéraient nécessaires. Pour ce faire, nous avons utilisé deux méthodes que nous avons parfois combinées. La première méthode consiste à prendre en considération le revenu mensuel du ménage, en supposant que chaque ménage assumait seul ses dépenses. Dans le cas présent, comme le répondant et son épouse sont bénéficiaires de l'aide sociale, le revenu mensuel du ménage ne dépasse pas 1 100 $. Si son canot consomme 30 gallons à chaque fois, nous pouvons conclure qu'il ne pourrait l'utiliser très souvent. En supposant qu'il puisse disposer de 1 100 $ au début du mois et qu'il ne partage pas ses dépenses, nous avons déduit qu'il utilisait son canot deux fois la première semaine et une seule fois durant les trois semaines suivantes, pour un total mensuel de 867 $. La seconde méthode consiste à utiliser les informations d'autres entrevues, en postulant que les ménages ont des habitudes analogues lorsqu'ils présentent des caractéristiques similaires. Par exemple, un autre participant de Nunalik (ménage n° 09) mentionne avoir acheté 30 gallons de carburant deux fois par semaine l'été, et que son fils qui travaille à l'école partage la moitié des dépenses avec lui. Leurs dépenses de carburant s'élèveraient ici à 1 387 $. Le ménage n° 11 de Nunalik compte également un fils détenant un emploi régulier, mais nous ne possédons aucune donnée sur ses dépenses. En tenant compte du fait que l'achat de carburant pour le canot est considéré comme très onéreux et que le partage entre pères et fils est assez fréquent selon nos informateurs, l'utilisation de données provenant de ménages similaires semble justifiée. Ainsi, le montant trouvé pour le ménage n° 09 a été imputé au ménage n° 11, en supposant qu'ils ont des comportements similaires. Dans les deux scénarios, cette méthode nous a permis de déduire les comportements des individus à partir d'informations sur le contexte.

Calcul pour les ménages des villages échantillons

Une fois les opérations précédentes terminées, nous avons imputé aux ménages des villages échantillons les données des 23 ménages retenus selon la méthode générale exposée au chapitre 2 (cf. 2.2.1).

Contrôle des données

Les sommes totales obtenues pour chaque variable de dépenses, pour les deux villages échantillons, ont été contrôlées avec des données secondaires disponibles. Dans le cas présent, il aurait fallu obtenir le montant des achats faits par les Inuit dans les commerces locaux et à l'extérieur de la région; cette solution idéale s'est avérée irréalisable. Nous avons toutefois obtenu des chiffres sur les ventes réalisées par trois entreprises locales: la coopérative, FCNQ-Pétro et les concessionnaires locaux de véhicules.

En ce qui concerne les coopératives, des données ont été fournies par la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ) sur les achats annuels, par catégorie de produits, faits par chacune des coopératives locales auprès de leurs fournisseurs. En l'absence de chiffres pour les dépenses effectuées au magasin Northern qui accaparent une part importante du marché, nous avons utilisé les données fournies par la FCNQ pour estimer toutes les dépenses faites dans les deux principaux magasins, incluant ceux faits chez Northern, en supposant que les achats faits à l'extérieur soient réduits. Voici comment nous avons procédé. Tout d'abord, selon nos informateurs clés à la FCNQ, Ivujivik est un village où l'on trouve un seul magasin et où peu de produits seraient importés de l'extérieur par les particuliers à cause des frais de transport élevés. Nous avons donc cherché à déterminer un montant de dépenses annuelles *per capita* à Ivujivik que nous pourrions ensuite multiplier par la population de chaque village. Ce montant a été estimé à partir des achats faits par la coopérative d'Ivujivik entre juillet 1994 et juin 1995 dont les données sont disponibles pour seize catégories de produits («Purchase Budget/ Actual»), en supposant que les achats faits par les Inuit à la coopérative d'Ivujivik durant cette période sont représentatifs de l'ensemble des achats faits par les Inuit dans chacun des villages. Nous avons ensuite calculé une proportion des achats effectués par la coopérative d'Ivujivik pour quelques 70 produits — dont une douzaine touchent les activités de récolte —, répartis selon les seize catégories. Les données détaillées disponibles au moment de l'enquête s'appliquent aux mois de janvier à juillet 1996 («Detail Budget Report 7/26/96»). Ensuite, pour chaque produit, nous avons utilisé l'indice de marge de profit utilisé par la FCNQ et multiplié cet indice par le montant

déterminé pour les 70 produits, dont 12 qui se rapportent à la récolte, auquel nous avons ajouté les taxes de vente lorsqu'elles s'appliquent. Enfin, la somme totale de ces montants a été utilisée comme dépense annuelle de production et imputée aux autres villages en fonction de la taille de leur population respective.

Pour le carburant, nous avons utilisé les chiffres des ventes de carburant de la compagnie *FCNQ-Pétro*. Pour les villages où la FCNQ ne vend pas de carburant, nous avons utilisé la moyenne des ventes de carburant dans les autres villages au prorata de la population inuit. Nous avons soustrait les achats effectués par les entreprises qui représenteraient selon nos informateurs clés 5 % du montant total des ventes. Le chiffre *per capita* obtenu pour chaque produit a été multiplié par la population inuit de chacun des villages.

Enfin, les chiffres obtenus auprès des concessionnaires locaux de véhicules nous ont permis d'estimer un montant de dépenses pour l'achat de véhicules.

Ces opérations nous ont permis de comparer ces nouveaux chiffres avec la somme totale des dépenses obtenue à partir des entrevues et de corriger les anciens montants. Par exemple, dans le cas du carburant, le résultat total obtenu, à partir de notre échantillon de ménages pour les dépenses de carburant à Nunalik, était près de deux fois plus élevé que l'estimation faite à partir des données secondaires. Par conséquent, nous avons réduit les dépenses de carburant estimées par ménage d'environ 55 %, afin que la somme totale des dépenses de carburant pour Nunalik soit égale au montant calculé d'après les sources secondaires. Nous avons procédé ainsi pour toutes les catégories d'achat[13].

Mentionnons que, selon les registres du programme de soutien aux chasseurs à Nunaliapik, environ 10 000 $ de biens divers utilisés dans le

---

[13] Notre méthode aurait également conduit à une surestimation des dépenses pour le combustible à camping, grandement utilisé par les personnes interrogées. Dans ce cas, le montant trouvé à partir des entrevues a été réduit de 13 % ou 24 % selon le village. Mentionnons que dans le cas des véhicules, le résultat des estimations par ménage sous-évaluait les dépenses.

processus de production ont été achetés par des individus: il s'agit de harpons, kérosène, huile à moteur, pièces pour traîneau, matériel pour la fabrication de tentes, munitions, filets, etc. Pour plusieurs raisons, nous n'avons pas tenu compte de ces chiffres dans le contrôle des dépenses. Premièrement, nous n'avons pas obtenu de chiffres pour Nunalik; selon le gérant du programme dans ce village on y vend peu de matériel de chasse et de pêche (fiche n° 329-C19). Deuxièmement, nous ne savons pas dans quelle mesure la vente de produits est une pratique courante dans les autres villages ni si les chiffres de Nunaliapik s'appliquent ailleurs. Quoi qu'il en soit, le montant dont il est question est relativement faible et tout indique qu'il aurait peu d'effets sur l'ensemble des résultats.

Calcul pour tous les ménages du Nunavik

Enfin, la valeur moyenne obtenue par type de ménage dans les villages échantillons a été imputée aux ménages de même type dans les autres villages, au prorata du nombre de ménages par village selon la typologie de ménages. Autrement dit, le chiffre moyen des dépenses pour les ménages de type 2B à Nunalik a été imputé aux ménages de type 2B à Inukjuak, Kuujjuaq, Kuujjuarapik, Puvirnituq et Salluit, au prorata du nombre de ménages de type 2B dans chacun de ces villages, et ainsi de suite pour les 13 types de ménages.

3.2.3 Limites

Nos estimations comportent un certain nombre de limites qu'il est nécessaire de mentionner pour comprendre la portée des résultats qui seront présentés. Les limites s'appliquent tout d'abord à la collecte de données. Par exemple, les dépenses de tous les membres d'un ménage n'ont pu être recueillies et traitées. Les dépenses enregistrées concernent par conséquent principalement les dépenses des chefs de ménage et plus particulièrement celles du père. Toutefois, nous avons remarqué que dans beaucoup de cas, seul le père chasse ou chasse en compagnie d'un fils, et assez souvent,

nous avons pu obtenir des informations sur les dépenses de ce dernier. Dans d'autres cas, les dépenses des autres *chasseurs potentiels* (i.e. hommes âgés de 17 à 70 ans) ont été estimées à partir des données d'une autre entrevue. Dans certains cas elles n'ont pas été considérées, de sorte que les dépenses de production de certains ménages seraient sous-évaluées.

Nous avons exclu de la liste des moyens de production un certain nombre de produits. L'énergie déployée pour la pratique de ces activités, pour la fabrication et l'entretien des moyens de production n'a pas été mesurée. Cet aspect nécessiterait une étude particulière qui dépasse nos objectifs et nos moyens. Par ailleurs, certains produits de consommation, tels que la nourriture et les vêtements, ont également été exclus. Nous avons supposé ici que, mis à part des vêtements très particuliers (bottes cuissardes par exemple), les activités de production vivrière n'impliquent aucune modification importante des dépenses courantes pour ces deux catégories de produits.

Une limite importante concerne la méthode utilisée pour quantifier les données d'entrevues. Nous avons tenté de minimiser notre subjectivité en développant des modèles généraux de traitement des données tel que le *modèle d'utilisation du territoire*. Cependant, la manipulation des données a quand même fait appel à notre jugement. C'est principalement le cas des données sur les dépenses de production. Par contre, les nombreuses corrélations entre les entrevues nous permettent de croire que notre méthode est valable. Par ailleurs, certaines situations jugées illogiques ou incohérentes par les chercheurs peuvent dissimuler des aspects importants de la réalité. Par exemple, la sélection des entrevues que nous avons basée sur une rationalité comptable, c'est-à-dire le fait que les dépenses mensuelles courantes ne doivent pas dépasser *outre mesure* le revenu mensuel, exclut le don et le partage des dépenses entre les ménages. Nous croyons savoir que ces pratiques sont fréquentes au Nunavik. Par conséquent, il est nécessaire de poser l'hypothèse selon laquelle le don d'argent et de biens manufacturés entre les ménages est relativement limité, ou encore que leur circulation est noyée dans les chiffres globaux pour la région.

Mentionnons que l'utilisation des données de quelques ménages de deux villages échantillons pourraient gommer les variations associées à des environnements géographiques particuliers, des facteurs qui ont possiblement un impact sur les dépenses. Nous avons cependant tenu compte de cet aspect lors de la sélection des deux villages échantillons, afin d'obtenir dans la mesure du possible deux villages dont les caractéristiques géographiques sont assez distinctes.

3.2.4 Résultats pour le Nunavik

Le tableau 3.2 présente les principales dépenses relatives à l'achat de matériel pour les activités de production vivrière pour les six catégories de biens retenus.

D'après nos estimations, les ménages inuit ont dépensé 3 900 $ en moyenne pour les activités de production vivrière en 1995. Un bref examen de la structure des dépenses de production révèle que l'achat, l'opération et l'entretien des véhicules accaparent la plus grande portion de ces dépenses, soit 86 %. Les sommes consacrées sont en effet très importantes. D'après les informations recueillies, le prix d'une motoneige achetée chez le concessionnaire local de véhicules à Nunaliapik varie entre 5 000 $ et 9 000 $ (fiche n° 86-VE10). La plupart des ménages rencontrés en possèdent au moins une. Plusieurs achètent également des véhicules tout terrain à quatre roues *four-wheelers* dont le coût s'élève à environ 5 000 $ chez le concessionnaire local de Nunalik. D'après nos entrevues, la durée de vie de ces équipements varie selon l'usage. Une motoneige, un bien considéré indispensable, durerait trois ans lorsqu'elle est utilisée de manière intensive, et jusqu'à six ans si l'on en fait usage modéré (fiche n° 328-VE3). Un moteur hors-bord de 30 à 45 forces coûte entre 3 000 $ et 4 000 $ chez Northern et le prix du type de canot le plus utilisé (22 pieds) est d'environ 4 000 $ (fiche n° Northern-VE29). Leur durée de vie oscillerait entre quatre et dix ans pour le moteur et dix ans pour le canot (ménages n° 32, 292).

Tableau 3.2- Estimation des achats des dépenses pour les activités de production vivrière dans les commerces locaux par les Inuit, Nunavik 1995 ($ et %)

Produits	Dépenses annuelles*		
	Nunavik $	Par ménage $	%
Véhicule			
Motoneige	1 169 026 $	691 $	17,7
Canot/moteur hors-bord	913 286 $	540 $	13,8
Véhicule tout terrain	1 032 511 $	611 $	15,6
Autres	12 190 $	7 $	0,2
Total	3 127 013 $	1 849 $	47,3
Carburant			
Essence	1 942 068 $	1 148 $	29,4
Huile	194 416 $	115 $	2,9
Total	2 136 484 $	1 263 $	32,3
Entretien des véhicules			
Motoneige	381 366 $	226 $	5,8
Canot/moteur hors-bord	16 138 $	10 $	0,2
Véhicule tout terrain	32 233 $	19 $	0,5
Total	429 737 $	254 $	6,5
Matériel de chasse			
Armes et accessoires	99 891 $	59 $	1,5
Munitions	275 432 $	163 $	4,2
Total	375 323 $	222 $	5,7
Équipement de camping			
Kérosène	91 110 $	54 $	1,4
Autre (ustensile, tente, etc.)	249 457 $	148 $	3,8
Total	340 567 $	201 $	5,2
Matériel de pêche			
Total	197 169 $	117 $	3,0
Total	6 606 293 $	3 907 $	100,0

* Le calcul comprend les deux taxes de vente (le multiplicateur est 0,1396).

L'entretien annuel des motoneiges (courroies, bougies, roulements à billes, skis, suspension, etc.) nécessite un investissement annuel d'au moins 500 $, selon l'état du véhicule et de l'assiduité de l'entretien (fiche n° 328-VE2). Certaines pièces coûteuses, telles qu'un pont (*track)* de motoneige dont le prix s'élève à 800 $ chez le concessionnaire local de véhicules de Nunaliapik, doivent d'après les répondants être remplacées régulièrement (après un ou deux ans selon l'usage) (fiche n° 86-VE8).

Les véhicules, les pièces et l'équipement de chasse et pêche peuvent être achetés à crédit et plusieurs ont utilisé cette méthode de paiement (ménages n° 09, 15, 11, 18, 21). Ce qui n'est pas le cas du carburant qui doit être payé comptant à la pompe dans les deux villages échantillons (fiches n° 28-C5, 284-4-C4). Le manque d'argent pour l'achat de carburant serait un obstacle majeur à la pratique des activités (fiche n° 300-C13). Cet Inuk nous dit:

> Nous n'avons pas de cabane. Nous avons une tente. Nous n'y allons pas souvent car l'essence coûte très cher. D'ailleurs, nous avons peu mangé [de nourriture du pays[14]] cet été. (ménage n° 17).

En somme, les chiffres mis au jour ainsi que les témoignages recueillis nous permettent de dire que la *production vivrière est toujours* une activité valorisée par les individus qui y consacrent en moyenne des sommes annuelles très importantes. La production n'est toutefois plus pratiquée comme autrefois. D'un côté, bien que notre enquête ne nous ait pas permis de les quantifier, le processus de production implique encore des *intrants en nature:* capital humain c'est-à-dire le travail des individus sous la forme d'énergie, de la nourriture puisée à même les ressources du milieu, ainsi que des moyens de production autoproduits. À ce travail et ces moyens de production, s'ajoutent des *intrants monétaires* qui s'élèvent à plus de 6,6 millions $ pour l'achat de biens durables et non durables, soit près de 4 000$ par ménage en moyenne. Le mouvement de marchandisation du processus de production vivrière qui a débuté avec la traite des fourrures se poursuit donc de nos jours.

La production vivrière a toutefois gardé certaines caractéristiques du passé: elle semble encore réalisée par des membres de l'unité domestique ou par des petits groupes d'individus, selon une division des tâches relativement restreinte. Une très grande partie des activités est réalisée de manière

---

14 Nous supposons que ce participant réfère à la nourriture locale plutôt qu'à toute son alimentation. Il se peut que cette façon de parler soit le résultat d'un problème de traduction de l'inuttitut à l'anglais. En effet, *niqi* veut dire la nourriture en général. Autrefois, ce mot s'appliquait à la viande seulement (la viande entendue comme viande du pays). Aujourd'hui, la nourriture du pays se dit *niqituinnaq* [la véritable nourriture], une transformation qui, par ailleurs, illustre sans contredit le changement dans les habitudes alimentaires et le rapport aux aliments. Nous avons retrouvé dans nos entrevues plusieurs commentaires analogues. Il est nécessaire de porter attention à leur interprétation puisque «l'absence de nourriture» ne signifie pas toujours qu'il n'y a rien à manger, mais plutôt qu'il n'y a pas de gibier ou de nourriture du pays.

artisanale et les produits sont uniques et très peu transformés. Elles reposent sur des ressources sur lesquelles le producteur a un contrôle très limité. La production est différentielle et, malgré l'usage d'une technologie développée et adaptée à diverses conditions, le processus de production est encore assujetti aux facteurs naturels. De plus, les activités de production vivrière exigent beaucoup de temps, d'énergie, ainsi que l'emploi de techniques souvent traditionnelles utilisant des moyens parfois rudimentaires. En outre, ces moyens de production appartiennent au producteur lui-même. Ce mode de production nous apparaît très loin de l'entreprise capitaliste moderne qui vise la rationalisation de la production, c'est-à-dire la systématisation de la division des tâches et l'application de connaissances scientifiques, quoique les Inuit font abondamment usage d'une technologie de pointe.

Les Inuit poursuivent comme autrefois le gibier sur le terrain et l'abondance relative des espèces animales varie. La mobilité, tout comme à l'époque où les Inuit étaient nomades, est un facteur déterminant la production vivrière aujourd'hui. La structure des dépenses de production révèle en effet l'importance de pouvoir se déplacer. Aujourd'hui, cette indispensable mobilité est tout particulièrement associée à l'achat de biens. L'achat, l'opération et l'entretien individuel ou familial d'un véhicule motorisé, par exemple, entraînent de nombreuses transactions monétaires qui, à toutes fins utiles, lient de plus en plus les individus au marché. En effet, la sélection d'un moyen de production implique à sa suite une série d'autres choix, qui dirigent les individus un peu plus vers la voie marchande car une grande partie des moyens de production couramment utilisés au Nunavik n'ont pas d'équivalents même pour ceux qui emploient des techniques artisanales. Le simple usage d'un poêle au kérosène si populaire au Nunavik implique l'achat de ce type de combustible qui ne peut être remplacé par un équivalent, tel l'huile de phoque. Il en va de même pour le carburant ou les pièces des véhicules. De plus, contrairement à l'époque du nomadisme, la poursuite du gibier se fait principalement à partir d'un lieu fixe: le village. Il s'agit d'un facteur très important qui a sans doute influencé l'organisation de la production vivrière à partir du moment où les Inuit ont commencé à se sédentariser. Les déplacements entre le village et les lieux riches en ressources, ceux-ci étant de plus en plus éloignés à cause

de la surexploitation des territoires limitrophes, auraient contribué à hausser les dépenses d'opération et d'entretien des véhicules.

Dans ces conditions, l'accès à des revenus monétaires est indispensable à la perpétuation des activités de production vivrière au Nunavik en 1995. Cette condition essentielle au processus de production entraîne une dépendance toujours plus grande envers le système économique mondial; il est *délocalisé*. De plus, comme nous le verrons dans une prochaine section, la nécessité de se procurer des ressources monétaires a des effets sur la production elle-même.

Une certaine portion de la production repose sur des moyens de production collectifs. En effet, un montant de plus de 1,3 millions $, représentant l'équivalent de 20 % des investissements effectués par les ménages pour la production vivrière, est financé par le programme de soutien aux chasseurs. Bien que nous n'ayons pu mesurer la récolte découlant de cette production communautaire, il est possible qu'elle soit beaucoup plus réduite que la récolte des individus. Si cela est le cas, les individus assumeraient par conséquent la plus grande part des investissements annuels pour la production de nourriture et nous pouvons conclure que la production vivrière est encore largement l'affaire de la maisonnée plutôt que celle de l'État.

De manière générale, il ressort de l'analyse des comportements de consommation par rapport à la production vivrière que celle-ci aurait toujours un sens pour les individus qui en moyenne y consacrent annuellement des sommes substantielles.

3.2.5 Les intrants alimentaires: une analyse des données qualitatives

La nourriture est un moyen de production aussi essentiel que les armes ou les moyens de transport. En effet, durant les activités de production vivrière, particulièrement lors des expéditions de longue durée, le producteur apporte aussi des provisions. Il peut s'agir de nourriture locale transformée pour être conservée (p.ex. aliments séchés). Or la plupart des participants à nos

entrevues nous ont signalé que l'achat de denrées importées s'ajoutait à la liste des moyens de production vivrière. Déjà, dans les années 1970 en Alaska, Nowak (1975ab) a observé que dans les camps de chasse, l'utilisation de la nourriture industrielle allait bien au-delà des réserves d'urgence. Waldram (1985) rapporte que, chez un groupe d'Amérindiens du nord du Manitoba, les chasseurs-piégeurs qui passent une grande partie de leur temps dans la nature font des aller-retour réguliers entre le camp et le village pour se procurer des denrées importées. La nourriture importée est un élément important des activités de production vivrière. L'estimation de leur coût à partir des entrevues est par contre difficile parce que nos données sont dispersées et incomplètes. Toutefois, il est possible de tirer quelques conclusions à partir des témoignages recueillis à ce sujet.

D'après nos entrevues, l'achat de nourriture importée pour les activités de production semble toucher tous les types de ménage, quels que soient l'occupation, l'âge ou le revenu des chefs de ménage. Deux tendances semblent se dessiner.

D'un côté, l'achat de nourriture est associé au séjour dans les camps plus ou moins permanents. Ce participant dans la cinquantaine, sculpteur et sans emploi, raconte comment cela se passe:

> [À ce camp], nous y allons généralement six personnes. Nous mangeons de la nourriture achetée au magasin: de la bannique[15], du riz, de la soupe, de la nourriture en conserve. [...] L'été, lorsqu'il n'y a plus de nourriture, je reviens au village à chaque semaine pour me ravitailler. Ça coûte 600 $ à l'épicerie pour trois semaines au camp. Des fois, il y en a assez, parfois, il n'y en a pas assez. Par exemple, [...], s'il y a moins de nourriture locale, nous mangeons plus de nourriture achetée au magasin. (ménage n° 19)

La nourriture importée est une composante essentielle lors des séjours à l'extérieur du village de cette famille dont le mode de vie rappelle la vie traditionnelle. De plus, l'achat de denrées importées semble dicter les aller-retour entre le camp et le village. Les pratiques de ce participant, chasseur reconnu de Nunalik, en témoignent également:

> Durant l'été, quand nous sommes au camp, j'achète 200 $ d'épicerie à toutes les deux semaines quand je retourne à Nunalik. Ce montant inclut tout ce qui ne se mange pas comme les sacs de vidange, le

---

15 La bannique n'est pas un aliment habituellement vendu dans les commerces cependant les ingrédients servant à sa fabrication le sont.

> papier de toilette, etc. Et si c'était juste de moi et si j'avais beaucoup d'argent, ça me coûterait 1 000 $ pour les deux semaines au camp! (ménage n° 12)

Pour les plus nantis comme pour ceux dont les ressources monétaires sont limitées, les activités de chasse et de pêche impliquent des voyages spécifiquement destinés à l'approvisionnement au magasin. Un homme de Nunaliapik nous dit encore:

> Le [second] camp est situé à 50 milles du village au nord. Nous avons une cabane 20 pieds par 20 pieds. Le second camp est utilisé intensément de mai à juin, et j'y vais avec toute ma famille durant quatre à cinq semaines. Je ne reviens au village que pour m'approvisionner, à tous les 3 ou 4 jours. (ménage n° 51)

Pour les séjours de courte durée dans les camps, on remarque une tendance similaire, comme l'explique cet Inuk salarié de 59 ans:

> Lorsque nous venons au camp la fin de semaine, nous achetons pour 200 $ d'épicerie. La fin de semaine, nous allons camper trois ou quatre personnes. L'été, lorsque nous allons au camp, ça nous coûte 200 $ à 300 $, sans le *naphta* [kérosène]. C'est Mary[16] [sa femme] qui achète la nourriture. (ménage n° 16)

La fréquentation d'un camp à des fins de récolte ou non implique des dépenses de nourriture. Il est possible que ces achats pallient une mauvaise récolte. Or une mauvaise récolte n'explique pas tout. En effet, malgré leur caractère de lieux privilégiés pour la production, les camps sont également des points de rencontre familiale. Un participant ayant un camp à 50 kilomètres de Nunalik explique:

> [...] Au camp, nous mangeons de la nourriture locale tous les jours. Lorsque nous sommes au village, nous mangeons peu de nourriture locale.

Cependant, il ajoute:

> L'hiver, nous achetons moins de nourriture que l'été, période durant laquelle nous devons dépenser beaucoup d'argent. [...] L'été, nous sommes ici presque toute la saison. [...] Si la température n'est pas bonne, nous resterons au camp trois semaines. Nous ne savons pas combien de temps nous resterons au village pour nous approvisionner; cela dépendra de la température. Au camp, nous sommes la plupart du temps cinq personnes mais nous avons beaucoup de visiteurs. (ménage n°08)

---

16 Les noms de personne et de lieu ont été modifiés pour préserver l'anonymat des individus.

Un autre exemple semble corroborer cette tendance. Dans la cabane d'un couple de grands-parents de Nunaliapik et dont le camp est éloigné du village, nous avons inventorié les produits suivants: ingrédients pour fabriquer la bannique, céréales *Corn Flakes*, conserves diverses incluant fruits, thé, sucre, lard *Tenderflake*, beurre d'arachide, craquelins, friandises *Bits&Bites* et lait évaporé *Carnation*. Il y avait également une glacière et une boîte de carton remplie de victuailles non périssables. Ce n'était pas par manque de ressources alimentaires locales car, dehors, il y avait de la viande de baleine séchée, des intestins de phoque, ainsi que du *mattaq* [peau de baleine] (fiche n° 08/07-A4). Cette cabane est toutefois le lieu de rencontre des enfants et de toutes les familles du camp.

Une seconde tendance se présente comme suit. Les individus qui partent seuls ou accompagnés d'un ou deux partenaires, pour des expéditions de courte ou de longue durée dont l'objectif est de rapporter du gibier, consommeraient moins de nourriture importée. Comme en témoigne ce participant à nos entrevues, chasseur réputé de près de 70 ans:

> Quand je pars à la chasse une journée, j'apporte du poisson, du caribou, de la bannique. Si la température est mauvaise, j'apporte de la bannique et du thé. Si j'ai tué des animaux, j'en mange. (ménage n° 60)

Il en est de même pour un jeune travailleur salarié qui apporte principalement du thé et de la bannique et qui affirme dépenser, pour une fin de semaine de chasse en solitaire, environ 35 $ en nourriture importée (ménage n° 05). Il ne s'agirait toutefois pas d'une pratique généralisée parmi les chasseurs puisque d'autres participants nous ont mentionné qu'ils transportent de la nourriture importée lors de leurs expéditions. L'épouse d'un de ces individus décrit les bagages de son mari âgé de 32 ans, travailleur saisonnier:

> Lorsqu'il [son mari] part pour une semaine, il apporte une tente et il apporte de la nourriture: une grosse boîte de nourriture. Il apporte des biscuits, des craquelins, du thé, du sel, des boissons gazeuses, des ingrédients pour préparer la bannique, du *Klik* [jambon salé en conserve], des conserves. Il ne mange pas beaucoup ce qu'il chasse. (ménage n° 55)

Si l'on tient compte des coûts importants associés à l'achat de denrées importées, les coûts de production vivrière sont plus élevés que les chiffres du tableau 3.2. Une estimation rapide de ces dépenses, à partir des chiffres

annuels pour l'achat d'épicerie, suggère qu'un montant de 1 940 $ pourrait être consacré à l'achat de denrées importées pour la production vivrière[17]. Ce chiffre se compare d'ailleurs assez bien avec les estimations que nous avons faites pour les ménages qui nous ont fourni des montants, soient entre 1 100 $ et 2 500 $ annuellement (ménages n° 12, 19, 26).

Les informations recueillies sur l'achat d'aliments dans le cadre des activités de production sont très intéressantes. D'abord, le phénomène n'est pas nouveau; la bannique selon Graburn (1969) était apportée dans les bagages des trappeurs. Elle représentait une réserve de nourriture dans l'éventualité où le gibier manquait lors des expéditions vers les territoires de piégeage qui pouvaient durer très longtemps. Les informations recueillies sur l'achat de nourriture traduiraient encore de nos jours cette contrainte. Elles témoignent également de la disponibilité et de la variété actuelle des denrées importées qui s'ajoutent à l'attirail des chasseurs. L'efficacité des déplacements demeure toutefois une variable importante qui impose de réduire la quantité de nourriture ou de se procurer des aliments sous forme compacte et transportable. Les comportements d'achat de nourriture lors de séjours prolongés offrent une perspective tout autre. L'organisation de la production à partir de camps fixes suppose une certaine immobilité qui rappelle plus ou moins la vie au village ou celle des grands camps d'hiver à l'époque traditionnelle. Les séjours au camp, surtout lorsqu'ils sont longs comme en été, apparaissent davantage comme des événements, des occasions de cueillette festive au cours desquelles se rassemblent parents, grands-parents et amis. L'importance des denrées importées révèle d'une part les tendances alimentaires qui ont cours durant le reste de l'année, comme nous le verrons au chapitre 5, et qui sont transposées à la vie au camp, d'autre part l'usage de moyens de transport puissants dont les capacités de charge sont grandes et qui permettent un approvisionnement régulier des camps malgré leur éloignement.

---

17 La méthode utilisée est la suivante: le montant moyen pour l'épicerie pendant 2 mois (juillet et août), auquel nous avons soustrait les dépenses pour l'achat de denrées périssables (viande et fruits) qui seraient théoriquement fournies par le milieu naturel durant l'été. Les montants utilisés sont décrits au chapitre 7.

3.3 L'estimation de la récolte

Cette section porte sur le résultat du processus de production vivrière des ménages inuit: les extrants. Par extrant, nous entendons la quantité de ressources produites principalement à des fins alimentaires et qu'il est convenu d'appeler: la récolte. Les extrants monétaires, c'est-à-dire les revenus qui sont tirés de l'échange de la production vivrière, seront traités dans le prochain chapitre portant sur la distribution.

Dans les pages qui vont suivre, nous décrirons la méthode employée pour établir la quantité de gibier et de ressources locales produites par l'ensemble des ménages inuit en 1995.

3.3.1 Méthode

Les ressources pour lesquelles nous avons évalué les quantités récoltées sont présentées au tableau 3.3. D'après les données de l'enquête du Comité sur la récolte autochtone (CRRA) ces ressources correspondent à environ 94 % de la quantité de gibier récoltée en moyenne dans les deux villages échantillons entre 1976 et 1980[18].

La production est exprimée en *poids comestible* humide. Le poids comestible retenu est celui qui a été utilisé par le CRRA lors de la recherche pour établir les niveaux d'exploitation par les Inuit réalisée entre 1976 et 1980 (Juniper 1988, CRRA 1982) (cf. annexe 7). Par ailleurs, la mesure de la récolte en poids comestible n'exclut pas les produits autres que la nourriture, tels que les peaux qui sont utilisées à des fins domestiques ou commerciales. Bien que ces produits n'aient pas été comptabilisés dans le poids total, ils sont

---

[18] Les chiffres utilisés sont les chiffres de la récolte moyenne pour les années 1976 à 1980 (Juniper 1988, repris et analysés par Simard *et al.* 1996)

implicitement compris dans l'ensemble de la récolte[19]. L'emploi d'une telle mesure ne vise que des fins comparatives.

Tableau 3.3- Liste des principales ressources exploitées retenues pour l'enquête

Nom vernaculaire français	Nom inuit	Nom latin
Béluga	*Qilalugaq*	*Delphinapterus leucas*
Bernache canadienne	*Nirliq*	*Brenta canadensis*
Canards (surtout eider)	*Mitiq*	*Somateria mollissima*
Caribou	*Tuttu*	*Rangifer tarandus caribou*
Corégone	*Kapisilik*	*Coregonus clupeiformis*
Crustacés (surtout moules)	*Uviluk*	
Fruits sauvages divers*		
Lagopèdes des Rochers/ L. des saules	*Agiggivik ou Agiggiq*	*Lagopus mutus/ Lagopus lagopus*
Lièvre arctique/ L. d'Amérique	*Ukaliq/ Ukaliatsiaq*	*Lepus arcticus/ Lepus americanus*
Morse	*Aiviq*	*Odebenus rosmarus*
Morue	*Uugaq*	*Boreogadus saida*
Narval	*Allanguaq*	*Monodon monoceros*
Oie des neiges	*Kanguq*	*Chen caerulescens*
Omble de fontaine	*Aanakik*	*Salvelinus fontinalis*
Omble de l'arctique/ anadrome	*Iqaluppik*	*Salvelinus alpinus*
Ours polaire	*Nanuq*	*Thalarctos maritimus*
Phoque annelé	*Natsiq*	*Phoca hispida*
Phoque barbu	*Ujjuk*	*Erignathus barbatus*
Touladi ou truite grise	*Isiuralittaaq*	*Salvelinus namaycush*

Source: orthographe des noms en inuttitut et en latin Schneider (1985) et Hydro-Québec (1993b).
* Non spécifié. Pour les fruits voir la note 24 pour les fruits les plus populaires

Le calcul a été effectué en quatre étapes.

Calcul pour les ménages échantillons

Premièrement, nous avons estimé la récolte annuelle des ménages échantillons. Pour ce faire, nous nous sommes servie du modèle d'utilisation du territoire et des ressources (annexe 6) que nous avons appliqué de la

19 Par exemple, un caribou fournit 58,1 kilogrammes de viande et autres produits comestibles plus la peau, les bois, etc.

même manière que pour estimer les dépenses de production, c'est-à-dire en considérant les données sur la fréquence des captures. Quelques exemples illustrent la procédure. Un chasseur affirme qu'il a pris deux phoques par semaine en hiver. Le nombre de semaines en hiver dans ce village étant de 16 semaines, selon le modèle d'utilisation du territoire à Nunalik (annexe 6), nous avons multiplié ce chiffre par deux phoques annelés en poids comestible (14,3 kg), pour un total de 457,6 kilogrammes de phoque. Parfois les informations recueillies lors des entrevues ne fournissent que des indices et nous avons dû effectuer un plus grand nombre d'opérations nécessitant parfois de faire appel à notre jugement. Par exemple, un participant évalue sa récolte de poissons entre deux et 50 poissons par jour en été. Dans ce cas, nous avons estimé qu'il prenait en moyenne entre cinq et dix poissons à chaque fois qu'il vérifiait ses filets. Selon cette hypothèse qui est basée sur nos observations, un pêcheur peut vérifier ses filets environ une fois par jour s'il réside dans un camp durant l'été ou si ses filets sont tendus près du village. Nous avons assumé qu'il arrive seulement une fois par mois qu'il en prenne 50 d'un seul coup, ce qui arrive de temps en temps notamment lors des migrations. Comme l'été compte 77 jours à Nunalik (annexe 6), nous avons multiplié 7,5 poissons par jour, plus 50 poissons trois fois durant l'été. Le tout a été multiplié par la moyenne du poids comestible pour les trois espèces de poissons les plus fréquemment consommées (sauf si le participant l'avait précisé), c'est-à-dire: l'omble de l'arctique, le corégone et le touladi (1,97 kg). Cette procédure nous a permis d'estimer la récolte de ce répondant à 1 433 kilogrammes de produits comestibles de poisson. Il a été impossible d'estimer la récolte de certains ménages dont les données d'entrevues étaient fragmentaires.

Calcul pour les ménages des villages échantillons

Dans un deuxième temps, nous avons imputé aux ménages des villages échantillons les résultats obtenus pour les 23 ménages retenus selon la méthode générale exposée au chapitre 3 (cf. 3.2.1).

Contrôle des données

Ensuite, la somme totale obtenue pour chaque variable relative à la récolte pour les villages échantillons a été contrôlée avec les données secondaires disponibles. Les seules données officielles disponibles sur le nombre de prises en 1994-1995 concernent cinq espèces fauniques: le béluga, le morse, l'ours polaire, le renard arctique et le loup. En ce qui concerne les mammifères marins, les chiffres officiels de Pêches et des Océans Canada ont été utilisés (Brooke [s.d.]). Les chiffres des captures ont été convertis en poids comestible et ont été comparés avec les résultats des entrevues. Nous n'avons pas tenu compte du nombre de renards et de loups dans le total de la récolte, puisque ces animaux sont presque exclusivement chassés pour leur fourrure. Ils seront pris en considération dans un chapitre ultérieur (cf. section 4.2.3 chapitre 4).

Par ailleurs, dans tous les cas, la récolte de tous les ménages a également été comparée et ajustée avec les quantités de produits vendus au programme de soutien aux chasseurs, incluant certaines espèces sur lesquelles nous n'avons pu obtenir d'information, tels que les crustacés (cf. section 4.2.2 et 4.4.3 du chapitre 4).

En ce qui concerne la récolte des fruits sauvages, du lièvre et du narval, des espèces dont il a été impossible d'estimer le poids de la récolte à partir des informations recueillies sur le terrain, nous avons utilisé les données sur la consommation de nourriture du pays (cf. chapitre 5), auxquelles nous avons ajouté 25 %, ce qui correspond aux pertes potentielles occasionnées lors de la préparation des aliments.

La récolte, estimée pour certaines espèces (caribous, poissons, sauvagines, phoque) à partir des entrevues pour lesquelles nous n'avons pu obtenir de données officielles, n'a pas pu être contrôlée.

Calcul pour tous les ménages du Nunavik

La valeur moyenne obtenue par type de ménage dans les villages échantillons a été imputée aux ménages de même type dans les autres ménages, au prorata du nombre de ménages par village, selon la typologie de ménages.

3.3.2 Limites

En l'absence de renseignements suffisants sur la récolte de tous les membres de la maisonnée, celle-ci n'a pu être estimée; c'est le cas des femmes dont la récolte de poisson, de crustacés et de fruits sauvages serait non négligeable. Dans certains cas, nous nous sommes servie des données des autres entrevues; ailleurs elles n'ont pas été comptabilisées. Nos estimations concernant la récolte seraient à ce titre sous-évaluées.

D'autre part, la limite exposée dans la section précédente concernant le recours au jugement pour traduire en chiffre les données imprécises fournies par un répondant s'applique également à l'estimation de la production vivrière. Toutefois, bien que nos résultats s'appuient encore une fois sur la compétence des répondants, les risques d'erreurs seraient plus grands ici étant donné que les données d'entrevues sont encore plus difficiles à interpréter. De plus, les corrélations entre les entrevues sont plus délicates car la quantité et le type de gibier récolté font aussi appel aux habiletés des chasseurs. Nous avons tenté de réduire ces contraintes en utilisant des données secondaires; par contre elles ne sont pas accessibles pour toutes les ressources fauniques.

L'emploi d'une mesure telle que le poids comestible pose d'innombrables problèmes. En effet, le poids des espèces varie d'une étude à l'autre, selon la saison, l'âge des animaux, etc. Par exemple, la partie comestible du phoque annelé peut atteindre 5,8 kilogrammes en été, selon les observations de Smith (1991) lors de son étude à Inukjuak. Le poids comestible du même phoque dans la région de l'île de Baffin (Nunavut) a

été estimé à 58 kilogrammes[20] (Pattimore 1985, cité dans Quigley et McBride 1987). Usher (1971) a estimé le poids comestible du caribou, récolté en abondance au Nunavik à 36 kilogrammes comparativement à 58 kilogrammes selon le CRRA. En outre, d'après les estimations de Smith (1991), la portion comestible du béluga et du phoque barbu, des espèces récoltées au Nunavik, serait deux fois moindre que celle calculée par le Comité de recherche sur la récolte autochtone (CRRA). En ce qui nous concerne, l'adoption des standards établis par le CRRA a été déterminée par un souci de pouvoir comparer nos chiffres avec des données antérieures pour le Nunavik.

Par ailleurs, nos estimations de la récolte totale à partir des pratiques de quelques ménages de deux villages pourraient oblitérer les variations liées aux facteurs écologiques qui déterminent l'abondance relative des espèces. Par exemple, est-il justifié d'attribuer la récolte calculée pour Nunaliapik à un ensemble de villages qui appartiennent à des aires géographiques aussi différentes qu'Umiujaq, Quaqtaq et Kangiqsualujjuaq? Nous avons tenté de contrebalancer ce problème en sélectionnant deux villages où le milieu écologique et la présence potentielle des espèces nous sont apparus comme étant assez dissemblables. Comme nous le verrons, nos entrevues montrent cependant que certaines ressources sont généralement de moins en moins récoltées, alors que d'autres sont exploitées en abondance dans les deux villages. Toutefois, il est raisonnable de s'interroger sur le fait que la confirmation de ces perceptions puisse être liée à la méthode elle-même.

Enfin, il est utile de rappeler que nous n'avons pas tenu compte de la production réalisée par les groupes de chasseurs employés par le programme de soutien aux chasseurs. Il s'agit d'une récolte collective dont les moyens de production sont en partie ou totalement fournis par le programme. Les chasseurs obtiennent généralement une rétribution monétaire journalière pour leur participation et peuvent conserver une part de la récolte. Dans les meilleurs cas, il a été possible de retracer, grâce aux données du programme de soutien aux chasseurs, l'espèce principale

---

20 Ce chiffre est excessif. Il a d'ailleurs été corrigé par la suite lors de l'étude sur les niveaux de récolte dans les Territoires du Nord-Ouest (cf. Ames *et al.* 1989 poids évalué à 18,2 kg).

rapportée — surtout du morse et du béluga — et de croiser ces données avec nos entrevues. Toutefois, si d'autres animaux ont été rapportés durant ces chasses, ou lorsqu'une expédition a été organisée pour rapporter d'autres types de venaison et de poisson, ceux-ci n'ont pu être comptabilisés[21]. Il est néanmoins possible que cette production soit déjà incluse dans la production des chasseurs estimée à partir des entrevues. Cependant, nous n'en avons pas la certitude.

3.3.3 Résultats pour le Nunavik

Les résultats de notre traitement de données sont exposés au tableau 3.4. Tout d'abord, l'analyse de ces résultats permet de suggérer que les activités de récolte rapportent des quantités substantielles de nourriture. En effet, nous estimons la production vivrière au Nunavik en 1995 à près de 2 000 tonnes de gibier, de poisson et de fruits sauvages, ce qui représente en moyenne plus d'une tonne de nourriture par ménage. Le caribou semble de loin la ressource la plus chassée, du moins en terme de poids comestible. Cette espèce compte pour 43 % du poids total des captures. Elle est suivie par les poissons (27 %) et les phoques (17 %).

---

21 Il est à peu près impossible d'estimer le volume des ressources produites lors des excursions de chasse et pêche financées par le programme de soutien aux chasseurs. Un inventaire rapide des données du programme nous permet seulement de dire que pour Nunalik environ dix séjours ont été financés. Les équipes de production sont composées de deux à 16 personnes pour une durée variant de un à dix jours. À Nunaliapik environ 20 séjours ont été organisés. Les excursions, d'une durée d'un jour à huit jours comprennent des équipages d'une à 12 personnes. Les ressources recherchées sont variées. À Nunalik, nous avons pu estimer le coût d'une expédition de chasse au morse organisée par le programme en septembre 1994, vers une région située à environ 150 km du village. Deux bateaux ont été affrétés et 18 chasseurs ont été engagés. D'après nos calculs, le montant de cette chasse s'élèverait à plus de 13 000 $. Ce montant comprend: le salaire des membres des deux équipages, la réparation des bateaux, et le carburant. Le montant exclut l'amortissement des deux bateaux. Deux morses, soit l'équivalent de 370 kg de produits comestibles, ont été ramenés (et probablement d'autres denrées dont nous ne pouvons évaluer le poids). Un bateau d'un autre village s'étant joint à la chasse, ils ont dû partager les prises (ménages n° 03, 13, 24). Toutefois, ces chasses peuvent être beaucoup plus profitables. Par exemple, lors de notre passage, huit bélugas avaient été pris par un seul bateau (à 300 km du village avec moins d'une demi-douzaine de membres d'équipage), totalisant 2 275 kg de viande et autres produits (fiches n° 04/08-A53 à A55).

Tableau 3.4- Répartition moyenne annuelle de la récolte inuit, en poids comestible par ressource, Nunavik 1995 (kg et %)

Ressources	Récolte[22]			
	Nunavik kg/an	Par ménage kg/an	Par personne kg/an	%
Caribou				
Total	855 024	505,6	108,9	43,0
Poisson				
Total	534 493	316,1	68,1	26,9
Mammifères marins				
Phoque	331 784	196,2	42,2	16,7
Béluga	86 173	51,0	11,0	4,3
Morse	14 994	8,9	1,9	0,8
Ours polaire	4 446	2,6	0,6	0,2
Narval	855	0,5	0,1	0,0
Total	438 252	259,2	55,8	22,1
Sauvagine et petits gibiers				
Canard, oie, lagopède	80 777	47,8	10,3	4,1
Lièvre	80	0,0	0,0	0,0
Total	80 857	47,8	10,3	4,1
Fruits sauvages				
Total	60 014	35,5	7,6	3,0
Crustacés				
Total	18 218	10,8	2,3	0,9
Total	1 986 859	1175,0	253,0	100,0

Chaque ménage récolterait en moyenne un peu plus d'une tonne de nourriture par année. Si l'on prend comme base les normes alimentaires minimum traditionnelles suggérées par Sandell et Sandell (1991 cité par Nagy 1997), un ménage inuit moyen, aujourd'hui composé de trois adultes et de deux enfants, aurait besoin d'une tonne et demie de nourriture annuellement. Ainsi, les chiffres montrent que chaque ménage comblerait à peu près ses besoins alimentaires avec les ressources du pays.

Comparons brièvement ces résultats avec ceux de l'enquête du Comité de recherche sur la récolte autochtone (CRRA) réalisée entre 1976 et 1980. Le

22 Des corrections ont été apportées par rapport à nos estimations présentées dans Duhaime *et al.* (1998a), dont une partie des travaux est à l'origine de certains résultats présentés ici.

tableau 3.5 présente les principales espèces capturées regroupées pour fin de comparaison[23]. Les niveaux moyens pour les quatre années étaient estimées à 271 kilogrammes par personne. Les niveaux moyens trouvés en 1995 montrent une légère baisse de la récolte *per capita* avec une production annuelle régionale estimée à 244 kilogrammes. Mise à part le caribou, toutes les autres espèces ont connu une baisse. Il est difficile de dire si cette baisse est significative ou non; les méthodes qui ont été utilisées pour l'enquête du CRRA sont différentes des nôtres. De plus, notre étude ne porte que sur une seule année alors que celle du CRRA est basée sur une moyenne de récolte pour quatre années. Tout compte fait, nos estimations suggèrent que la récolte de denrées alimentaires est encore importante et qu'elle se serait à peu près maintenue comparativement aux niveaux mesurés dans les années 1970.

Tableau 3.5- Poids de la récolte des principales espèces, comparaison entre 1976-1980 et 1995, Nunavik (kg et %)

	Récolte			
	Moyenne 1976-1980 (n=3 922)		1995 (n=6 549)	
Espèces	kg/ per capita	%	kg/ per capita	%
Poisson	85,7	31,6	68,3	28,0
Phoque annelé et barbu	66,9	24,7	43,5	17,8
Caribou	66,6	24,6	108,9	44,7
Béluga	33,6	12,4	10,5	4,3
Sauvagine	13,4	4,9	10,4	4,3
Morse	2,7	1,0	1,6	0,7
Ours polaire	2,1	0,8	0,6	0,2
Total	271,2	100,0	243,8	100,0

Source pour 1976-1980: Juniper 1988 pour la récolte et Simard *et al.* 1996 pour la population. 1995: tableau 3.4

23 Nous avons exclu des données de 1976-1980 les espèces dont nous n'avons pas estimé le poids; ces espèces représentent environ 5 % de la récolte totale. De plus, les données pour 1976-1980 excluent Puvirnituq et Ivujivik qui n'ont pas participé à l'enquête, et comprennent Killiniq et Kiggalik que nous avons exclu du total pour 1976-1980.

Examinons les résultats pour deux espèces au sujet desquelles nous possédons des données officielles: le béluga et le morse. Les chiffres révèlent une baisse de la récolte pour ces deux espèces. Les résultats pour le béluga sont probablement en partie attribuables à l'adoption de mesures de protection du béluga et à l'imposition de quotas depuis 1985[24]. Quant au morse, son poids était déjà relativement négligeable dans les années 1970, ce qui témoigne d'un désintéressement pour cette espèce qui servait surtout auparavant à nourrir les chiens de traîneau. De plus, il semble que la viande de cet animal soit de plus en plus impopulaire auprès de la jeune génération d'Inuit qui exècre son goût très prononcé (Portnoff 1994). Les données sur le nombre de prises de morses, entre 1975 et 1995, indiquent en effet une certaine stabilisation de la récolte pour cette espèce (Brooke [s.d.]).

Le résultat le plus intéressant concerne le glissement qui s'est opéré dans la récolte de certaines espèces. D'un côté, la récolte *per capita* de mammifères marins a chuté de moitié, passant de 103 à 56 kilogrammes en 20 ans. De l'autre côté, le volume de la récolte de caribou a presque doublé passant de 67 à 109 kilogrammes *per capita*. Cette espèce représente à elle seule presque la moitié de la récolte totale en poids comestible[25]. C'est cette hausse des niveaux de récolte de caribous qui aurait permis de maintenir la récolte. Si nos chiffres sont corrects, plusieurs hypothèses peuvent être retenues pour expliquer les différences marquées depuis 20 ans. Dans cette étude, nous en discuterons trois. Une première explication du volume actuel de caribou repose sur les caractéristiques de l'espèce. Le caribou est un animal très abondant aujourd'hui: selon les études les plus récentes (178 100 de têtes selon Hydro-Québec (1993c) ou entre 600 000 et 1 million selon des sources non officielles). Il est également présent, à peu

---

24 Les quotas par village, établis pour 1995, sont respectivement de 18 bélugas par village pour les villages de la Baie d'Hudson, 25 pour les villages du détroit d'Hudson et 10 bélugas pour les villages de la baie d'Ungava. En ce qui concerne les villages bordant la baie d'Ungava, la chasse au béluga est prohibée dans la baie. La chasse est également interdite dans d'autres zones durant certaines périodes de l'année (Brooke, [s.d.]).

25 La répartition de la récolte diffère toutefois dans les deux villages échantillons. À Nunaliapik, le phoque constitue la principale ressource produite, tout comme c'était le cas à la fin des années 1970.

près toute l'année, sur le territoire (Hydro-Québec 1993c)[26]. Le caribou apparaît par conséquent comme une espèce *facile à tuer* même auprès de ceux qui chassent sur une base irrégulière comparativement, par exemple au phoque. Le phoque implique souvent l'usage d'une embarcation, un bien qui n'est pas accessible à tous. Le caribou est très souvent poursuivi en motoneige, un véhicule répandu dans beaucoup de ménages. Cette proposition concorde avec celle émise par d'autres chercheurs (Wenzel 1991 et Condon *et al.* 1995). D'autres hypothèses seront discutées ultérieurement, notamment en ce qui a trait au revenu qu'il est possible de tirer de la vente du caribou et l'effet des préférences alimentaires.

En résumé, la production vivrière n'est pas chose du passé; elle persiste au-delà des transformations de la société. Les chiffres présentés dans cette section démontrent que la finalité des activités de chasse et pêche est orientée vers la production de nourriture. Celle-ci est encore très importante aujourd'hui: plus d'une tonne de venaison, fruits et poisson est récoltée par ménage en moyenne. Les chiffres suggèrent que dans l'ensemble il apparaît rationnel aux ménages de consacrer 4 000 $ pour produire toutes ces denrées qui satisfont une partie de leurs besoins alimentaires, soit théoriquement plus d'un demi-kilogramme par personne par jour.

La production semble être demeurée à des niveaux comparables à ceux qui avaient été enregistrés il y a vingt ans. Néanmoins, certaines espèces sont moins récoltées, une situation qui peut notamment découler des politiques de protection des espèces. L'augmentation considérable du volume de venaison de caribou récolté par rapport à celui qu'on trouvait à la fin des années 1970 pourrait en partie s'expliquer par les caractéristiques de cette ressource plus accessible durant toute l'année ainsi qu'à l'accès généralisé à des moyens de production appropriés.

---

26 Une analyse des registres du programme de soutien aux chasseurs dans les deux villages échantillons montre que le gibier de caribou est acheté en janvier et février à Nunalik et toute l'année (mais surtout entre octobre et avril) à Nunaliapik. Ces résultats semblent s'accorder avec les données disponibles sur le cycle migratoire de l'espèce ainsi que nos entrevues (fiche n° 329-F27 pour Nunalik). La corrélation trouvée pour Nunaliapik est plus délicate en ce qui concerne la chasse hivernale. Une étude plus approfondie serait cependant nécessaire pour établir les liens.

3.4 Dépenses monétaires et production vivrière

Nous avons vu que plusieurs facteurs peuvent influencer le processus de production vivrière. Le sexe est sans aucun doute un facteur déterminant dans une société où la récolte est surtout l'affaire des hommes adultes, même si les femmes y contribuent rondement[27]. Le temps disponible ainsi que le revenu ont également été signalés comme déterminants de la production vivrière. Dans cette section nous voudrions explorer les liens entre le niveau de récolte des ménages et leurs dépenses de production.

3.4.1 Les dépenses de production et la récolte: quelques traits

Les résultats des tableaux précédents représentent des moyennes régionales. Les chiffres englobent des ménages dont les comportements sont néanmoins fort diversifiés. Quelles sont ces variations et que nous permettent-elles de comprendre?

Méthode

L'analyse qui suit repose sur les données d'entrevues de 40 ménages qui ont été interrogés et dont le budget a été calculé (cf. 2.2.1 et tableau 2.4). La méthode ainsi que les limites décrites précédemment, en ce qui a trait

---

27 Selon nos données, la quantité de fruits sauvages, une ressource généralement recueillies par les femmes, serait supérieure à celle de plusieurs espèces d'animaux, tel que le morse. Elle est néanmoins rarement mesurée. Par exemple, la cueillette des fruits, le *berry picking*, n'a pas été retenue comme une activité de récolte par Smith (1991) qui a décrit en détail une foule d'activités de production de nourriture. De même, le CRRA n'a pas considéré les fruits sauvages comme faisant partie de la récolte des Inuit. Selon une informatrice clé, la cueillette d'une femme adulte de Kuujjuaq, durant les mois d'août et de septembre, peut remplir jusqu'à deux barils de 45 gallons de baies sauvages. Ailleurs, plus au nord, une femme peut remplir l'équivalent d'un demi-baril de 45 gallons de petits fruits. Les principales baies sauvages cueillies sont: la plaquebière (*aqpik*; *Rubus chamaemorus*), le bleuet (*kigutangina*; *Vaccinium uliginosum*), la canneberge (*kimminaq*, *Vaccinium vitis-idaea*), la camarine noire (*paurngaq*; *Empretrum negrum)*, la framboise (Aqpiliqaq; ?) (source fiche n° 191-08-99).

aux dépenses de production ainsi qu'à la récolte, s'appliquent ici intégralement.

Il est utile de rappeler que les montants des dépenses de production n'ont pas été ajustés en fonction du prix des produits vendus localement qui diffère d'un village à l'autre[28]. En outre, rappelons que nous n'avons pas considéré le montant de l'amortissement des biens durables (véhicules, armes à feu, etc.), mais bien le montant total des achats (en incluant les taxes de vente) effectués par ces ménages en 1995.

En ce qui concerne la récolte, les données sur la récolte des espèces suivantes: le lièvre, le narval et les fruits ont été exclues puisque qu'elles proviennent de sources secondaires.

Résultats

Examinons en premier lieu les dépenses monétaires pour l'achat de biens associés aux activités de production des 40 ménages échantillons. Les résultats pour 1995 sont présentés au tableau 3.6. Les dépenses monétaires des ménages ont été regroupées selon six classes de dépenses. Nous avons indiqué la moyenne qui atteint près de 6 400 $ (incluant seulement ceux qui ont enregistré une production). Les dépenses monétaires de production varient entre 0 $ à plus de 24 000 $. La plupart des ménages (88 %) ont effectué des achats pour des moyens de production. La distribution des ménages montre qu'une majorité d'entre eux (53 %) a dépensé moins de 4 000 $ pour les activités de production vivrière, alors qu'une minorité a acheté pour plus de 10 000 $ en biens durables et non durables pour ces activités.

---

28 Par exemple le prix du carburant s'élève à 0,8868 $ le litre à Nunalik et à 0,9039 $ le litre à Nunaliapik. De plus, à l'annexe 13, qui présente un indice des prix à la consommation, le lecteur pourra constater les différences de coût de la vie d'un village à l'autre.

Tableau 3.6- Distribution des ménages échantillons selon leurs dépenses de production vivrière, 1995 (N et %)

Dépenses*	N	%
Plus de 10 000 $	12	30,0
8 000 $ à 9 999$	1	2,5
6 000 $ à 7 999$	1	2,5
4 000 $ à 5 999$	5	12,5
2 000$ à 3 999$	9	22,5
1 $ à 1 999$	7	17,5
0 $	5	12,5
Total	40	100,0
Moyenne de ceux qui récoltent (n=37)	*6 379 $*	

* Le calcul comprend les deux taxes de vente.

Ces chiffres révèlent que la plupart des ménages consacrent une certaine partie de leurs ressources monétaires à l'achat de moyen de production, cependant, un petit nombre dépensent des sommes très importantes.

En ce qui concerne la récolte totale des 40 ménages échantillons pour 1995, les résultats de nos estimations sont présentés au tableau 3.7. Rappelons que les chiffres sont exprimés en poids comestible. On remarque qu'une majorité de ménages, soit 92 %, a produit une certaine quantité de venaison et de poisson. Leur récolte oscille entre 16 kilogrammes et plus de 6 900 kilogrammes, pour une récolte moyenne de 2 000 kilogrammes. Le regroupement par classe selon le volume récolté montre une répartition des ménages en deux groupes distincts. Tout en haut du tableau, on trouve une minorité de ménages (15 %) dont la production annuelle, que l'on peut qualifier de très importante, s'élève à plus de 4 tonnes de produits. À l'autre bout de l'échelle, on rencontre une majorité de ménages (70 %) dont la récolte est inférieure à la moyenne estimée à 2 000 kilogrammes de denrée comestible ou carrément nulle.

Tableau 3.7- Distribution des ménages échantillons selon leur récolte (en poids comestible), 1995 (N et %)

Récolte	N	%
Plus de 6 000 kg	4	10
4 000 kg à 5 999 kg	2	5
2 000 kg à 3 999 kg	6	15
1 kg à 1 999 kg	25	62
0 kg	3	8
Total	40	100
Moyenne de ceux qui récoltent (n=37)	*2 017 kg*	

Si l'on prend la norme de 1 500 kilogrammes nécessaires pour combler les besoins alimentaires d'une famille inuit moyenne, on constate d'une part qu'il se trouve plusieurs ménages qui ne peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires, et d'autre part que la récolte de certains ménages va bien au-delà de ce qu'ils peuvent utiliser. Le nombre de personnes dans le ménage ou le sexe des chefs de ménage sont des facteurs qui influenceraient en partie les quantités récoltées. Cependant, il y a tout lieu de croire que la taille des ménages n'explique pas une récolte de 4 000 kilogrammes (qui répondrait en principe aux besoins d'un ménage composé de 10 adultes, une situation exceptionnelle au Nunavik). De toute évidence, ces ménages ne conservent pas la totalité cette production; ils distribuent vraisemblablement une grande partie.

En résumé, la majorité des ménages échantillons ont des dépenses monétaires et récoltent une certaine quantité de produits. Si nous considérons les investissements et le volume de la récolte comme des indicateurs de pratique des activités de production, les résultats obtenus indiquent que les activités de chasse et de pêche sont répandues dans l'ensemble des ménages échantillons mais qu'une minorité s'y adonne de manière très intensive. Afin de s'assurer de la pertinence de ce premier résultat, examinons le lien entre dépenses de production et le niveau de récolte.

3.4.2 Dépenses de production et niveau de récolte

Méthode

L'analyse qui suit est basée sur les données des 40 ménages dont nous avons établi le budget selon la méthode exposée à la section précédente.

Nous avons cependant apporté une modification aux dépenses de production. Vu l'importance des sommes pour l'achat de véhicules ainsi que la durée de vie de ces équipements, il est probable que l'acquisition d'une nouvelle motoneige en 1995 par exemple soit le fruit d'une coïncidence. Afin de pouvoir comparer les ménages entre eux, nous avons neutralisé l'effet de l'achat de véhicules en soustrayant cette catégorie des dépenses totales de production.

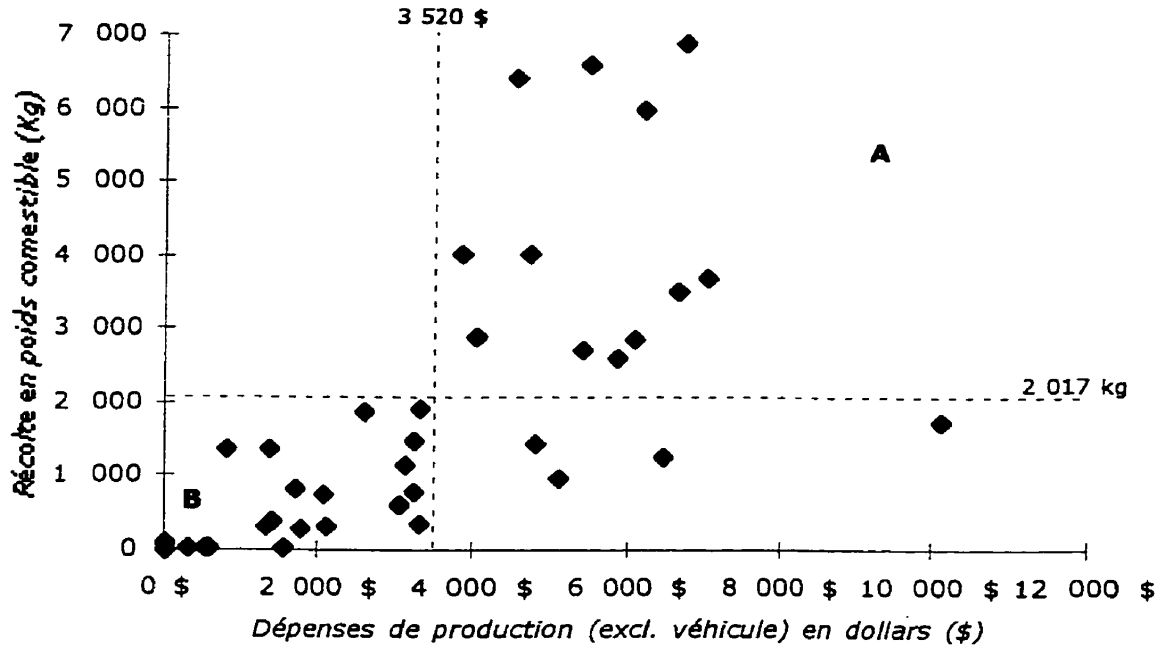
Résultats

Sur la figure 3.1 nous avons reproduit la répartition des ménages de notre échantillon selon leurs dépenses monétaires de production ainsi que le volume de leur récolte. Nous avons indiqué, par un trait pointillé horizontal, le volume moyen de la récolte des ménages qui ont enregistré une récolte, estimé à 2 017 kilogrammes. La ligne pointillée verticale marque la moyenne des dépenses de production de tous les ménages qui ont récolté de la nourriture qui s'établit à 3 520 $ en excluant l'achat de véhicules.

Premièrement, la distribution des ménages suggère une relation entre la variation du niveau de récolte et les dépenses monétaires de production des ménages. Elle nous permet en second lieu de faire ressortir deux principaux groupes de ménages: d'un côté les ménages (n=12) ayant une récolte ainsi que des dépenses supérieures à la moyenne, de l'autre côté les ménages dont la récolte et les dépenses de production sont inférieures à la moyenne (n=25) incluant un certain nombre qui n'ont pas de récolte (n=3). Nous avons identifié par la lettre A les ménages du premier groupe qui semblent

émerger de cette distribution, et par la lettre B les ménages du second groupe. Examinons ce qui caractérise chacun des ces deux groupes.

Figure 3.1- Distribution des ménages selon leurs dépenses de production (en excluant les véhicules) et leur récolte en poids comestible, ménages échantillons, 1995 ($ et kg)



Groupe A

Les ménages du groupe A récoltent en moyenne 4,6 tonnes de nourriture par an et dépensent en moyenne 5 500 $ pour l'achat de moyens de production en excluant l'achat de véhicules. Dans la majorité de ces ménages (11/12), les chefs de ménage masculins sont sans travail salarié régulier au moment de l'enquête. De plus, d'après les informations recueillies ils contribuent à la plus grande partie du volume de nourriture produit par le ménage. Ces caractéristiques suggèrent par conséquent que la production vivrière constitue l'activité principale des chefs de ménage.

Si l'on tient compte des investissements réalisés pour la production, il est raisonnable de penser que ces ménages ont accès à une source de revenu monétaire. Ils peuvent en effet tous compter sur des revenus de diverses sources telles que les prestations gouvernementales, les salaires tirés d'un emploi temporaire ou encore le revenu d'un membre de la maisonnée. En outre, la plupart (10/12) tire également des revenus du programme de soutien aux chasseurs. La participation financière des membres du ménage est une pratique courante. Dans plusieurs cas, la contribution d'un fils ou d'un corésident adulte de sexe masculin nous a été explicitement mentionnée (ménages n° 13, 17, 19, 52, 60). De plus, cet homme nous dit:

> Ça fait quatre ans que j'ai mon moteur de canot et je n'ai pas eu à le réparer depuis. Je partage les outils nécessaires à la réparation avec mon fils qui vit dans une autre maison. Il travaille à [cette entreprise] et utilise ma motoneige. Mon fils a demandé à [cette entreprise] de lui rembourser le coût des pièces qu'il achète mais on a refusé. [...] C'est mon fils qui m'a donné l'argent. (ménage n° 17)

Ce témoignage révèle que le partage des ressources matérielles dépasse même les frontières du ménage. Le don d'argent est également une pratique très courante. Cette jeune femme raconte:

> Deux fois par année, je donne 400 $ à Johnny [son beau-frère] pour l'effort de chasse et l'entretien de sa motoneige. Je ne paye pas les réparations du véhicule mais je contribue quand même. Je leur donne généralement 20 $ et ça arrive entre cinq et sept fois par année. Je partage l'essence avec Johnny et Elijah [son neveu qui habite avec elle, et qui est le fils de Johnny et de sa soeur]. Ça me coûte 60 $ par mois. (ménage n° 10)

La situation décrite par cette répondante est très intéressante. Elle présente un cas de partage des dépenses entre individus qui n'habitent pas la même maison mais qui sont unis par un lien parenté. La contribution de cette femme au processus de production vivrière permet de maintenir la production des membres de sa famille qui en retour lui rapportent du gibier, alors qu'elle ne peut chasser ou ne désire pas le faire. Cet exemple révèle par ailleurs les liens de réciprocité entre producteur et consommateur.

L'emprunt d'équipement est très fréquent (ménages n° 03, 21, 27, 39, 58, 64, 65, 67). Le partage des coûts d'essence et des outils pour la réparation avec un partenaire de chasse a également été rapporté (ménages n° 06, 09, 12, 23, 55, 57, 58, 63, 64, 67). De plus, un certain nombre de ménages, plus particulièrement parmi les ménages dont les dépenses de

production sont relativement basses, emploient différentes stratégies pour minimiser leurs coûts. Par exemple, certains avaient recours à de l'équipement usagé ou obtenu gratuitement (ménages n° 12, 17, 19, 23). Par exemple, cet Inuk de 60 ans habitant à Nunalik raconte:

> [c]ette année, j'ai dû réparer mon moteur hors-bord. Par contre, un de mes amis m'a donné la pièce à réparer et j'ai fait le travail moi-même. Je n'ai rien payé pour les réparations. (ménage n° 12)

La réparation ou même la fabrication de son propre équipement contribuerait à maintenir un niveau minimal de dépenses. Ce participant affirme se déplacer souvent à pied et se servir d'un traîneau à chien:

> C'est beaucoup mieux qu'un *ski-doo* quand on ne va pas trop loin. (ménage n° 17)

Il nous dit également:

> Nous avons un canot; c'est un des plus vieux. Nous avons acheté l'an passé du canevas pour ce canot. J'ai dû travailler très fort et très longtemps pour réparer mon canot. (ménage n° 17)

Malgré ces stratégies, aucun des ménages du groupe A n'a investi moins de 3 900 $ en moyens de production (en excluant les véhicules). Lorsqu'on ajoute l'achat de véhicules, en incluant l'amortissement d'après la durée de vie probable de chacun d'eux en considérant un usage intensif[29], la production vivrière de ces ménages nécessiterait un investissement minimum annuel d'environ 9 300 $, auquel s'ajouterait un fort volume de ressources non marchandes provenant de l'échange informel de matériel, du temps et de l'effort pour la réparation et la fabrication de l'équipement et la récolte comme telle, ainsi qu'entre 1 100 $ et 2 400 $ de denrées importées.

---

29 Nous avons fait le calcul suivant: une motoneige 9 000 $ à l'achat (incluant les taxes), amortie sur 3 ans; un véhicule tout terrain 6 000 $ amorti sur 5 ans et un canot avec moteur 8 000 $ amorti sur 6 ans. La durée de vie de ces équipements provient de nos entrevues. Le total serait de 5 500 $ environ par année.

Soulignons au passage que 11 ménages sur 12 des ménages de ce groupe possèdent un canot alors que seulement le tiers des ménages qui récoltent moins que la moyenne (ceux du groupe B que nous décrirons dans un moment) possèdent un canot. Il est vrai que son utilisation sur une base annuelle est limitée. De plus, son prix est élevé (un ensemble moteur et canot coûte entre 8 000 $ et 10 000 $ en moyenne). Toutefois, il n'est pas certain que ces deux facteurs expliquent à eux seuls la possession d'un canot. Se pourrait-il que l'on puisse associer à une récolte importante le fait de posséder un canot? Car le canot permet d'accéder à des territoires assez éloignés, de tendre des filets et de rapporter beaucoup de gibier dont des mammifères marins.

En résumé, une production vivrière élevée implique une certaine disponibilité de la part des producteurs. Cette situation oblige les individus à recourir à différentes stratégies pour obtenir les ressources matérielles requises afin de maintenir un niveau de récolte désirable. Parmi ces stratégies, citons l'accès à des ressources monétaires grâce à la combinaison de différentes sources de revenu, le partage des ressources monétaires et matérielles entre les membres du ménage mais aussi avec les membres du réseau de solidarité. L'accès à des ressources monétaires apparaît comme un facteur clé du processus de production vivrière. Néanmoins, la circulation des ressources par l'entremise d'un réseau informel solidaire serait un atout non négligeable pour ces producteurs et pourrait pallier dans une certaine mesure les difficultés rencontrées par les producteurs pour réunir les ressources nécessaires à la production. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que les chefs appartenant à ce groupe de ménages soient tout à fait rationnels et ont la capacité d'estimer sous forme comptable leurs besoins en ressources monétaires et les manières d'y répondre.

Groupe B

Le groupe B forme une majorité de ménages. Leur récolte moyenne est sept fois moindre que celle des ménages précédents. Leurs dépenses monétaires pour la production, sans l'achat de véhicules, sont évaluées à 1 700 $. La composition, la taille ainsi que l'occupation des chefs de ménages de ce groupe sont assez diversifiées. On y trouve plusieurs ménages ayant à leur tête une femme ou une personne très âgée (8/21) dont la récolte serait faible[30]. Toutefois, la majorité ont a leur tête un homme de moins de 70 ans (13/21). Comment expliquer leur faible récolte?

Dans ce groupe, on trouve généralement un seul homme âgé de 17 à 70 ans (i.e. un chasseur potentiel), ce qui pourrait expliquer la plus faible

---

30 Les femmes interrogées ont fourni peu d'informations quantifiables sur leur production alimentaire. Ce problème commun à toutes les femmes rencontrées s'explique possiblement par une sorte de pudeur à dévoiler leurs exploits devant leur conjoint ou parce qu'elles ne considèrent pas que leur récolte est importante. En outre, leur production, effectuée sporadiquement lors de multiples activités de cueillette, de pêche ou de chasse au petit gibier, est sans doute difficile à évaluer, alors qu'il est plus facile à un homme de compter les bélugas ou les caribous qu'il a capturés.

production comparativement aux ménages du groupe A où l'on trouve généralement plus d'un chasseur. Pour certains, le manque de ressources monétaires a été invoqué pour expliquer une faible récolte. Cet homme explique:

> L'hiver passé, je n'ai pas chassé car mon ski-doo était brisé. Il était brisé depuis l'automne. [...] Comme mon ski-doo était brisé, l'automne dernier, je n'ai pu chasser qu'avec mon canot, donc, jusqu'à ce que la glace se forme. (ménage n° 25)

D'après nos entrevues, ce facteur ne serait pas toujours déterminant puisque, parmi ces ménages, certains ont accès à des sources de revenu monétaire. Par exemple, ce travailleur salarié à temps plein relate ses saisons de chasse:

> Je vais à la chasse une fois par mois durant les mois où je peux utiliser mon *ski-doo*. [...] Au printemps, je me sers de mon *ski-doo* et de mon *four-wheelers* pour aller à la chasse. Généralement, j'y vais la fin de semaine ou le soir après le travail. Je reviens coucher au village. [...] L'été dernier, je suis allé à la chasse en canot avec ma belle-famille une ou deux fois. (ménage n° 21)

Dans ce cas, il s'agit d'un chasseur occasionnel qui semble choisir de limiter sa participation à la production vivrière ainsi que ses dépenses pour ces activités. Cette situation est peut-être attribuable au fait que cet individu, tout comme une proportion non négligeable des chefs de ménage du groupe B (5/21) sont des travailleurs salariés réguliers. Leur faible production pourrait s'expliquer du fait que ces travailleurs salariés disposeraient de trop peu de temps pour chasser, soit en dehors de la fin de semaine et des vacances. La participation à un travail salarié ne justifierait pas tous les cas. Elle n'expliquerait pas pourquoi certains individus récoltent peu même s'ils disposent de tout leur temps. Un Inuk de Nunaliapik âgé de 59 ans, sans travail expose son emploi du temps durant l'année:

> Je suis arrivé au camp le 8 mai et j'y demeure tout le temps. [...] Je compte partir le 27 juillet. Je fais toujours ça. [...] Tout le monde qui habite le camp l'été s'en va à la fin juillet, en même temps que moi. Certains reviennent, mais pas moi. Après [cette période], je reste à la maison et j'écoute la télévision. (ménage n° 64)

Dans cet exemple, le répondant, pour des raisons que nous ne pouvons éclaircir, semble préférer restreindre ses activités de production. Bien que le revenu de ce ménage soit, d'après nos estimations, très limité, le manque de ressources matérielles ou la disponibilité pour ces activités n'apparaissent

pas comme pouvant justifier sa faible participation aux activités de production.

En somme, les ménages du groupe B ont une faible récolte ainsi que des dépenses de production réduites. Les facteurs en jeu sont multiples et touchent le temps et les ressources disponibles. Il semble également que les membres de ces ménages soient moins enclins à participer intensivement à la récolte. Ils ne sont donc pas moins économiquement rationnels que les ménages du groupe A mais ils allouent leurs ressources monétaires à d'autres fins que l'autoconsommation.

Il est toutefois impossible d'affirmer, d'après l'analyse des comportements des ménages du groupe B, qu'à une récolte peu élevée correspondent des dépenses comparables. En effet, la distribution des ménages de la figure 3.1 montre un petit groupe de ménages (n=4) qui ont investi des sommes importantes pour la production, mais qui enregistrent une faible récolte. Plusieurs facteurs expliqueraient ces résultats. Tout d'abord, il semble que la participation à un travail salarié puisse générer une augmentation des dépenses de production. Ce participant travailleur salarié explique sa situation:

> L'été, je viens à [ce camp]. Le reste de l'année, je chasse un peu partout. Comme je travaille à temps plein, je viens au camp seulement la fin de semaine. [...] Il arrive que, lorsque les jours rallongent, j'aille à la chasse après le travail. [...] Je demeure à mon camp durant mes vacances estivales. Nous y restons trois semaines. Nous devons, cependant, retourner souvent au village car ma fille est secrétaire à [cet établissement]; nous faisons l'aller-retour assez souvent. (ménage n° 16)

Le temps disponible apparaît chez ce participant comme étant une contrainte à la pratique des activités de production vivrière qui se trouve limitée à certaines périodes. De plus, les déplacements fréquents entre le village et les lieux de production impliquent des moyens de transport efficaces et l'achat de carburant. Un autre participant également travailleur salarié, dont les dépenses pour l'entretien de ces véhicules sont particulièrement élevées, nous dit:

> [q]uand j'ai un problème majeur à réparer sur mon ski-doo, je vais chez [cette entreprise]. Par contre, quand c'est un problème mineur, je me procure la pièce à changer et je fais la réparation moi-même. (ménage n° 05)

Ainsi, le manque de temps et de connaissance pourrait être comblé par des dépenses supplémentaires en marchandises ou en services. La possession de moyens de production efficaces mais coûteux permettrait de mitiger les obligations associées à un emploi du temps structuré par le travail. Leurs comportements sont par conséquent économiquement rationnels car les sommes qu'ils y consacrent leur permettent de maintenir un niveau désiré de récolte qu'ils ne pourraient avoir sans l'usage d'une technologie appropriée. Or elles entraîneraient d'autres coûts et une dépendance encore plus grande envers le marché, faisant s'accroître les investissements monétaires. En outre, malgré ces investissements, ces ménages n'arrivent pas à atteindre les niveaux de récolte comparables aux ménages du groupe A.

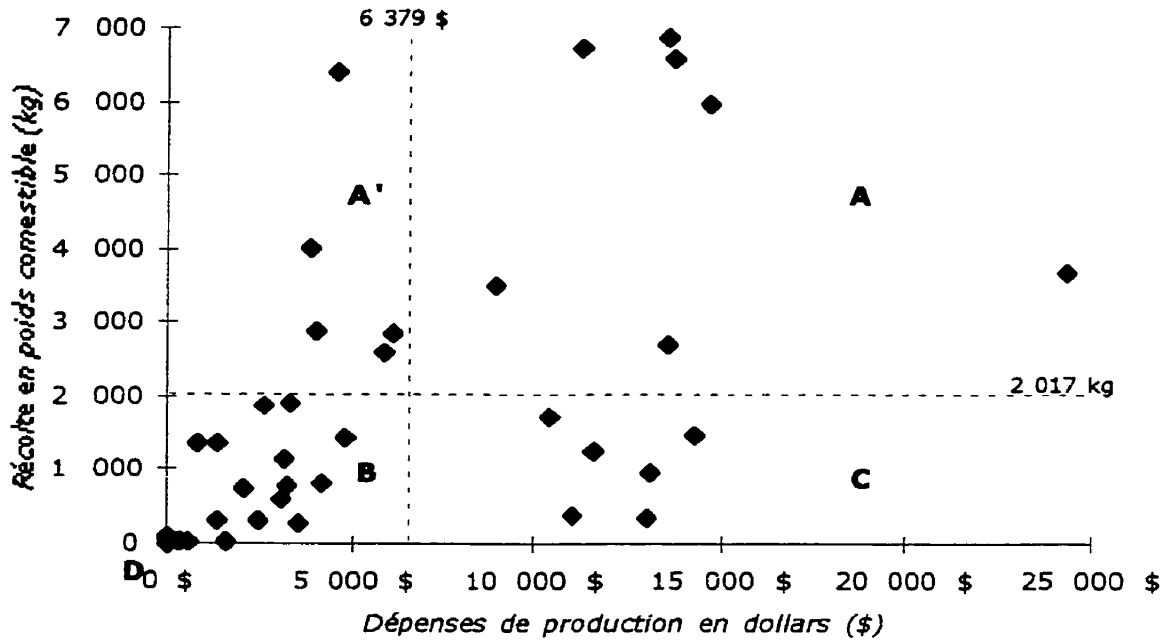
En somme, une maigre récolte peut-être associée à la fois à des investissements réduits ou considérables. Il est impossible à partir de cette analyse de définir tous les facteurs responsables de la variation dans les sommes consacrées à ces activités. Cependant, il semble que la condition de salarié influence les intrants et les extrants de ceux qui souhaitent, malgré une occupation du temps restreinte pour la production vivrière, chasser et pêcher. Dans ces cas, l'accès à des ressources monétaires détermine largement les comportements de ces ménages. Au surplus, dans tous les cas, les comportements associés aux dépenses de production montrent que les choix individuels sont parfaitement rationnels sur le plan économique.

L'analyse des dépenses monétaires de production des ménages en fonction de leur récolte a donc permis de confirmer le premier résultat qui montre une répartition des ménages en deux pôles: d'un côté une minorité qui se consacre intensivement à la production vivrière, et de l'autre une majorité qui s'y adonne à l'occasion. Cependant, elle semble toutefois faire émerger une subdivision à l'intérieur des blocs selon quelques particularités des ménages.

Un nouveau regroupement apparaît assez clairement lorsque la totalité des dépenses de production est prise en compte. La figure 3.2 montre une nouvelle distribution des ménages en fonction de la récolte, cette fois en

tenant compte de l'ensemble des dépenses de production (incluant l'achat de véhicules). Tout comme dans le graphique précédent, nous avons indiqué par une ligne brisée la récolte moyenne (ligne horizontale) ainsi que les dépenses totales moyennes (ligne verticale) pour ceux qui ont produit de la nourriture.

Figure 3.2- Distribution des ménages selon leurs dépenses de production et leur récolte en poids comestible, ménages échantillons, 1995 ($ et kg)



Nous pouvons distinguer cinq groupes de ménages:

- le *groupe A* est composé des ménages dont la récolte est importante et qui ont effectué des dépenses plus élevées que la moyenne;
- le *groupe A'* comprend les ménages ayant une récolte élevée mais dont les dépenses de production sont inférieures à la moyenne;
- le *groupe B* est composé des ménages ayant une récolte inférieure avec peu de dépenses;
- le *groupe C* comprend des ménages dont la récolte est inférieure mais qui ont des dépenses élevées;
- le *groupe D* comprend des ménages qui n'ont aucune récolte.

Pour chacun de ces regroupements nous avons calculé la moyenne des dépenses de production ainsi que le volume de la récolte. Les résultats sont présentés au tableau 3.8. Examinons chacun des groupes.

Tableau 3.8- Regroupement des ménages échantillons selon leurs dépenses de production et leur récolte en poids comestible, 1995

	Récolte et dépenses moyennes des ménages (N=40)			
	Nombre de ménages	Dépenses	Récolte	Coûts de production au kilogramme
Regroupement des ménages	N	$	kg	$
Groupe A	7	14 241 $	5 174	2,75 $
Groupe A'	5	4 867 $	3 758	1,30 $
Groupe B	19	2 039 $	705	2,89 $
Groupe C	6	12 212 $	1 037	11,78 $
Groupe D	3	0 $	0	0,00 $
*Moyenne (n=37)**	*40*	*6 379 $*	*2 140*	*3,16 $*

* Seulement ceux qui ont enregistré une récolte

Les ménages du groupe A, c'est à dire les ménages dont la récolte et les dépenses sont très élevées, ont consacré en moyenne plus de 14 000 $ pour la production en 1995. Plus de la moitié de ces dépenses est consacrée à l'achat de véhicules (58 %) et à l'achat de carburant (22 %). Ces ménages ont produit en moyenne près de 5,2 tonnes de nourriture. Leur production est constituée de caribou (41 %), de poisson (26 %) et de phoque (20 %).

Les ménages du groupe A' ont également une récolte très élevée, toutefois ils se distinguent des ménages du groupe A par trois aspects. Premièrement, ils ont consacré beaucoup moins d'argent que les premiers pour la production, soit moins de 5 000 $. Ensuite, l'absence de dépenses pour l'achat de véhicule représente une différence notable par rapport aux ménages du premier groupe. Enfin, chez ces ménages, l'achat de carburant

constitue la grande partie des dépenses (56 %) et l'entretien des véhicules arrive en seconde place avec 22 %.

L'achat de carburant étant un facteur clé, les ménages du groupe A' auraient recours, d'après nos entrevues, à davantage de ressources non monétaires pour les autres moyens de production, comparativement aux ménages du groupe A. En effet, un examen de leur revenu montre que le revenu du ménage est deux fois moindre que le revenu du groupe A; il s'agit d'un seconde distinction. Enfin, leur récolte est également inférieure aux ménages du groupe A d'environ une tonne. Elle comprend en moyenne du caribou (33 %), du poisson (31 %) et du béluga (25%). Bref, il est possible que le niveau plus faible de la récolte soit attribuable au manque de ressources monétaires. Nous concluons que ces ménages sont très rationnels sur le plan économique et leurs comportements montrent qu'ils sont en mesure de gérer des ressources monétaires limitées afin de parvenir à leurs fins.

Les ménages du groupe B ont une faible récolte avec peu de dépenses. L'achat de carburant constitue leur principale dépense (56 %). Ici, les moyennes sont peu révélatrices des comportements; il faut par conséquent se référer aux données de base. Sur un total de 19 ménages, six seulement possèdent à la fois une motoneige et un canot. Au moins huit des chefs de ménages empruntent périodiquement un véhicule pour aller à la chasse ou à la pêche ou partagent les dépenses avec une autre personne. Les quelques véhicules qui ont été achetés sont des véhicules usagés. Il est possible que l'accès limité à un véhicule soit à l'origine d'une maigre récolte; il est également vraisemblable que le fait de ne pas avoir de véhicule révèle aussi un intérêt plus faible pour les activités de production vivrière. Le caribou et le poisson sont les principaux animaux récoltés, soit respectivement 40 % et 39 % de la production des ménages du groupe B. La récolte de mammifères marins est de plus négligeable.

Le groupe C comprend des ménages qui investissent des sommes très importantes pour l'achat et l'entretien d'équipement avec une récolte réduite mais plus importante que ce que nous avons estimé pour le groupe précédent. Chaque kilogramme produit par les six ménages du groupe C

coûte près de 12 $, comparativement à moins de 3 $ pour les ménages des groupes précédents. L'achat de véhicules est de loin la principale dépense de production (60 %). L'achat de carburant occupe la seconde place en importance (15 %) mais les montants investis sont deux fois moindres que ceux consentis par les ménages qui produisent le plus, c'est-à-dire ceux du groupe A. Il est possible que les dépenses de carburant, comparativement à celles du groupe A, traduisent en partie le manque de temps pour les activités de production. En effet, les producteurs des ménages du groupe C sont en très large majorité (5/6) des travailleurs salariés réguliers. Il est probable que parmi ces ménages plusieurs ne soient que très occasionnellement engagés dans des activités de production vivrière. De plus, la chasse et la pêche ne seraient pas les seules activités contribuant à l'augmentation des dépenses reliées aux moyens de production. Un répondant, travailleur salarié, nous dit:

> J'utilise mon *ski-doo* l'hiver pour faire des promenades. J'achète environ 15 à 20 gallons d'essence par semaine. Cela n'inclut pas l'essence que j'achète pour aller dans mes camps. [...] Le [premier] camp est surtout fréquenté par ma femme qui y va la fin de semaine avec les enfants. Elle l'utilise toute l'année, mais n'y va que de temps en temps. Elle ne pêche pas et n'y va que pour se changer les idées. (ménage n° 51)

Dans cette citation les moyens de production, principalement ceux liés au transport, ne servent pas exclusivement aux activités de récolte comme telles. D'ailleurs, la plupart des ménages rencontrés possèdent un ou deux véhicules — véhicules tout terrain et motoneige surtout — qui pour plusieurs sont employés comme moyen de déplacement à l'intérieur du village, faisant ainsi grimper les dépenses pour l'entretien et l'opération de ces machines. En somme, dans cet extrait d'entrevue, l'équipement de production a d'autres usages, telle que la récréation. Mentionnons que le caribou est l'espèce la plus chassée par ces ménages, représentant 61 % de leur production. Nous constatons ici, tout comme dans le cas des ménages du groupe précédent, que les espèces dont la capture implique un investissement important en temps et en effort, tels que le béluga et le phoque, sont très peu récoltées par ces individus.

Enfin, les trois ménages dont la récolte est négative[31] sont des ménages ayant à leur tête une femme (groupe D). Elles n'ont enregistré aucune dépense de production.

La production vivrière est donc accomplie selon une intensité qui varie grandement d'un ménage à l'autre. L'analyse des dépenses et du niveau de récolte des ménages permet de faire ressortir un lien entre le degré de participation des chefs de ménage à la production vivrière, définie ici par le volume de la récolte de nourriture, et les dépenses monétaires qu'on y consacre. La relation est cependant unidirectionnelle: une récolte substantielle implique un investissement en capital minimum annuel relativement important, alors que des dépenses élevées n'impliquent pas une récolte importante. Il s'agit d'un résultat majeur. Les individus qui souhaitent consacrer temps et énergie à cette activité doivent dépenser beaucoup d'argent. Le montant de cet investissement peut varier lorsqu'un producteur y incorpore des ressources non marchandes, telles que l'accès à des marchandises et des services gratuits, le partage des dépenses, la fabrication, l'emploi de moyens de production traditionnels, etc. Cependant, une portion indispensable des intrants à la production demeure exclusivement offerte sur le marché. Pour ces individus, l'accès à des ressources monétaires ou matérielles représente par conséquent un facteur déterminant. La pénurie de moyens monétaires est d'ailleurs une contrainte importante à la pratique de ces activités et aurait des conséquences non négligeables sur les niveaux de production. Ceci laisse croire que les chefs de ménage doivent effectuer une évaluation de leurs ressources en fonction des autres besoins du ménage. Étant donné les coûts et l'énergie que ces individus mettent en oeuvre, quelles sont les raisons qui les motivent à chasser pour la communauté? Selon Hawkes (1993), la réciprocité indirecte n'est pas une raison pour chasser pour la collectivité, ni la valeur d'usage. Ce sont les bénéfices sociaux qu'ils en tirent qui motivent ces individus, ainsi que les membres du ménage qui investissent leurs ressources, à maintenir une récolte très élevée destinée à la collectivité. Ainsi, ces

---

31 Rappelons que ce résultat découle d'une sous-évaluation de la récolte des répondantes à nos entrevues. Cependant, il y a tout lieu de croire qu'elle ne serait pas très grande. Cf. note précédente.

bénéfices sociaux fonderaient leurs comportements, plutôt qu'une rationalité utilitaire fondée sur un intérêt purement pécuniaire.

Les dépenses des individus qui produisent peu de nourriture sont généralement réduites mais peuvent atteindre des montants très élevés. En effet, dans le cas de ceux qui désirent participer davantage à la production vivrière sans y consacrer tout leur temps, l'achat de moyens efficaces, le recours à des services plutôt que la fabrication ou la réparation de l'équipement par le producteur, permettrait d'atténuer dans une certaine mesure le peu de temps dont ils disposent, plus particulièrement lorsqu'ils occupent un emploi salarié. La participation à un travail salarié permet d'accéder à un ensemble de moyens de production qui permet de mitiger en partie les répercussions négatives de l'occupation d'un emploi sur les activités de production. Le travail salarié influencerait par conséquent l'organisation de la production, entraînant des comportements de consommation particuliers. Pour ces ménages, les ressources monétaires créées grâce à un travail salarié ou autrement deviennent les principaux intrants à l'organisation de la production de ces producteurs; ils seraient donc plus dépendants du marché pour leurs activités.

En somme, la production vivrière est une activité diffusée dans l'ensemble des ménages de la société inuit contemporaine. L'analyse précédente nous a permis de déduire une typologie de ménages qui met en lumière la pluralité des pratiques individuelles et familiales permettant d'apporter des nuances aux chiffres moyens estimés globalement pour la région et que nous avons présentés dans les sections précédentes. Si nous appliquons la proportion de ménages selon les groupes de ménages A et B à l'ensemble des ménages du Nunavik, une participation occasionnelle à la production s'applique à une majorité. Quelques caractéristiques sociodémographiques semblent déterminer une faible participation aux activités de chasse et de pêche. Le fait d'être une femme, un enfant ou un vieillard est lié encore aujourd'hui à une production moindre. Dans le passé, ces caractéristiques déterminaient également le degré de participation à la production vivrière et il semble bien que cela soit encore le cas aujourd'hui, quoique en ce qui concerne les femmes, la question mériterait une attention particulière. Pour ces individus, le fait de participer occasionnellement à la production vivrière

est un comportement rationnel qui témoignerait de la persistance des rôles traditionnels en ce qui a trait à ces activités. Le fait d'occuper un emploi fait obstacle à une récolte abondante. Cette condition apparaît comme étant l'expression d'un mode de vie peu influencé par l'autoconsommation bien que plusieurs travailleurs soient animés par le désir de maintenir leurs activités de production. Il s'agirait également d'un comportement rationnel puisque les ménages ne sont plus obligés de produire eux-mêmes leur nourriture: ils peuvent, comme nous le verrons, l'acheter ou l'obtenir par l'entremise de leurs parents et amis. Or il n'est pas impossible que plusieurs d'entre eux aient considéré l'effort et les moyens qui doivent être déployés pour produire eux-mêmes leur nourriture en comparaison de ce qu'ils pourraient retirer d'un emploi rémunéré. Leur choix serait ici motivé par la rationalité instrumentale ou utilitaire. Enfin, ceux dont les ressources matérielles sont réduites produisent également très peu. Autrement dit, un individu peut être motivé par le désir rationnel de pratiquer la chasse et la pêche de manière intensive, tout en étant incapable de le faire. Bien que cet obstacle puisse être en partie réduit par l'emprunt d'équipement, l'accès à des ressources monétaires est un facteur clé dont l'influence sera examinée en détail dans un chapitre ultérieur.

L'importance des dépenses n'est pas un indice d'une participation importante aux activités de production car celles-ci ont d'autres fonctions sociales et culturelles qui n'ont parfois rien à voir avec le besoin alimentaire. Aujourd'hui, les véhicules motorisés, tels que les motoneiges et les véhicules tout terrain, sont largement utilisés pour les déplacements dans le village ou pour la récréation. L'usage de ces véhicules implique néanmoins une consommation d'essence et des dépenses pour leur entretien, sans retour de gibier. La possession d'un équipement répond à des besoins existants, cependant elle contribue à en créer de nouveaux. Ceci pourrait résulter en partie de l'apparition d'un revenu discrétionnaire, c'est-à-dire que les ressources monétaires pouvant être utilisées à des fins autres que le minimum vital, comme acheter de l'essence pour se distraire et non pas uniquement pour manger. Cette hypothèse sera examinée dans un autre chapitre. En outre, le matériel de chasse: armes, filets, hameçons, tente, véhicules et même les chiens apparaît comme un ensemble d'objets

essentiels bien ancrés dans la culture inuit, dont la possession symbolise en quelque sorte l'appartenance à cette culture.

Les individus qui souhaitent s'engager activement dans ces activités assument des coûts de production considérables, ce qui implique l'emploi de stratégies diversifiées pour obtenir les ressources monétaires nécessaires. S'ils persistent dans cette activité, c'est qu'ils possèdent peut-être de meilleures aptitudes et connaissances que d'autres, ou proviennent d'une famille qui tire son prestige de ces activités, mais surtout, comme l'ont signalé Condon *et al.* (1995), ils sont déterminés à être des chasseurs. Le comportement de ces individus est par conséquent tout aussi rationnel que ceux qui récoltent peu de nourriture. Ils en tirent possiblement un très grand prestige dans la communauté, ce qui témoignerait de leur attachement à la tradition. Or certains ménages peuvent tirer de ces activités des revenus importants provenant de la vente de la nourriture. Se pourrait-il que leurs motivations soient rationnelles en finalité? C'est ce que nous verrons au prochain chapitre.

Production vivrière et pluralité des pratiques

La production vivrière est toujours une pratique économique durable au Nunavik quoiqu'elle ne soit plus synonyme d'autarcie puisqu'elle se limite désormais à la production de nourriture. Cependant, elle constitue un apport important aux ressources matérielles des ménages.

Les institutions de la modernité ont joué un certain rôle en ce qui concerne la production de nourriture du pays, mais ne s'en sont pas emparées. La production de nourriture du pays est encore pratiquée de manière artisanale. Les innovations technologiques semblent avoir plutôt soutenu un mode de production qui est demeuré traditionnel à plusieurs égards et qui se distingue de l'entreprise industrielle. Il faut toutefois souligner l'apport indéniable du marché au processus de production par l'usage de marchandises. Ce n'est néanmoins pas un fait nouveau, car les biens marchands sont intégrés dans le processus de production domestique depuis très longtemps. En somme, sur le plan du mode général de production, mis à part l'ajout de moyens de production à la fine pointe de la technologie, la situation actuelle se différencie peu de celle qu'on trouvait à la fin des années cinquante. De plus, ce sont toujours les individus plutôt que l'État ou les entreprises qui se chargent des besoins de la collectivité en nourriture du pays.

Cependant, on observe une multiplicité de pratiques associées à la subsistance. Elles témoignent de la pluralité des rationalités. De manière générale, les raisons qui fondent la pratique de la chasse et de la pêche aujourd'hui sont variées. Elles reposent en partie sur le calcul monétaire. Notre méthode de cueillette des données s'appuie d'ailleurs sur les connaissances des individus relativement aux prix des marchandises, ainsi qu'aux ressources monétaires qu'ils doivent engager pour se livrer à leurs activités. Le calcul monétaire est un aspect important de la pratique actuelle de la chasse et la pêche et il influence les stratégies individuelles. Ce n'est toutefois pas le seul motif sur lequel se fondent les actions individuelles, puisque le besoin de nourriture du pays, besoin qu'il est impossible de

combler autrement que par l'autoconsommation et comme nous le verrons l'échange, pousse les individus à maintenir une certaine récolte alimentaire. Le besoin n'est pas la seule bonne raison de chasser puisque les quantités récoltées vont bien au-delà des besoins immédiats de la famille, et sont destinées à la collectivité. Pour certains, leur rôle de chasseur et le statut qu'ils confèrent au sein de la communauté justifient la poursuite des activités de chasse et de pêche, peu importe le profit monétaire qu'ils en tirent. Ces individus perpétuent une tradition qui accorde une certaine renommée aux chasseurs et possiblement pour ceux qui se consacrent entièrement à cette activité une influence à certains niveaux de l'organisation communautaire. La tradition apparaît ici comme un vecteur durable des actions individuelles. Dans certains cas, les représentations de la tradition fournissent un sens, mais la finalité de la chasse et de la pêche apparaît comme étant autre: elle relève du désir de se récréer ou de socialiser entre amis et parents ou d'être Inuit. C'est que ces activités ont aussi d'autres fonctions sociales. Toutes ces raisons combinées contribuent à la survivance de la production vivrière. Il est possible que la rationalité formelle ou utilitaire oriente aussi les comportements: c'est-à-dire qu'on produise pour vendre ou qu'on maintienne son statut de producteur parce qu'il est lié à des revenus élevés. Cet aspect sera exploré dans un chapitre ultérieur.

Conséquence d'un ensemble de choix individuels et des modifications des conditions de subsistance, la récolte se serait maintenue depuis la fin des années 1970 grâce au travail d'un nombre vraisemblablement de plus en plus réduit d'individus, utilisant des moyens plus efficaces, plutôt que par une participation constante et uniforme d'une majorité. Le fait que la production vivrière intensive ne concerne véritablement qu'une minorité de producteurs de denrées alimentaires indiquerait aussi un renoncement à faire de la chasse et de la pêche leur occupation principale. Comment expliquer ce phénomène? Dans un article traitant des motivations des chasseurs-cueilleurs relatives au maintien de leurs activités de production, Hawkes (1993) avance que la production à des fins collectives sera sous-approvisionnée s'il n'y a pas d'incitations autres que la valeur d'usage des produits ou la réciprocité indirecte. Seules des sanctions ou les bénéfices sociaux qu'ils peuvent en retirer motivent les individus qui poursuivent leur

intérêt à produire pour la communauté. Le fait de vivre en petite communauté impose constamment un compromis entre production à des fins collectives ou privées. Au Nunavik, sur le plan des bénéfices sociaux, le statut d'*Inutuinnaq*, les vrais Inuit, est encore grandement valorisé. De plus, il conduit les bons pourvoyeurs et leurs descendants à occuper des positions officielles importantes dans la communauté. Sur le plan des sanctions, nous ne pouvons dire si le non respect de l'obligation coutumière de partager entraîne le rejet social par exemple. Cependant, il est possible que l'exigence sociale de produire de la nourriture soit aujourd'hui interprétée par les individus en regard des conditions actuelles d'abondance théorique généralisée représentée par des sources alternatives de nourriture disponibles dans les magasins. Ainsi, l'obligation de produire et de partager demeure mais serait relative à ces nouvelles conditions. En résumé, les individus n'abandonnent pas la chasse comme activité principale parce qu'elle est dévalorisée. Par contre, tout porte à croire qu'une majorité ressentent moins fortement l'obligation de s'y consacrer à plein temps.

L'abandon progressif de la production vivrière comme activité principale des individus ou des ménages dénoterait un intérêt pour d'autres occupations en lien avec un travail salarié. Celui-ci procure des ressources matérielles nécessaires à la vie de tous les jours, on lui confère une valeur sociale et il n'interdit aucunement la pratique de la chasse et de la pêche. Les bénéfices économiques de la production vivrière peuvent-ils nous permettre de mieux cerner les bonnes raisons qui motivent des individus à chasser et pêcher à temps plein, ou à ne pas le faire? C'est ce que nous verrons au prochain chapitre. Pour le moment, le délaissement de la chasse et la pêche comme activité principale marquerait le développement d'une spécialisation au sein de la population et d'une dépréciation de l'occupation de pourvoyeur, un phénomène qui évoque le déclin du nombre d'agriculteurs caractéristique de la modernisation des sociétés occidentales.

La multiplicité des rationalités résulte des transformations du mode de vie des Inuit et elle les nourrit. Elle signale l'existence de choix: de nos jours, la subsistance peut être assurée de différentes manières, en occupant un travail, en chassant ou en faisant les deux. Personne ne vit uniquement de chasse et de pêche, et la nécessité de pouvoir disposer de ressources

monétaires pour vivre est inéluctable. Ces conditions font contraste avec le contexte traditionnel. Cependant, tout comme à l'époque ancienne, la production domestique se maintient dans la vie quotidienne et est hautement valorisée parce qu'elle procure du prestige social, engage les ressources du ménage et même d'un réseau hors de la sphère domestique, et est exercée par les hommes.

CHAPITRE 4

LA DISTRIBUTION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE

Quand Simon vit que l'Esprit était donné aux croyants au moment où les apôtres posaient les mains sur eux, il offrit de l'argent à Pierre et Jean et dit: "Donnez-moi aussi ce pouvoir, afin que celui sur qui je poserai les mains reçoive le Saint-Esprit." Mais Pierre lui répondit: "Que ton argent soit détruit avec toi, puisque tu as pensé que le don de Dieu peut s'acheter avec de l'argent! Tu n'as aucune part ni aucun droit en cette affaire, car ton coeur n'est pas honnête devant Dieu. Détourne-toi donc de ta mauvaise intention et prie le Seigneur pour que, si possible, il te pardonne d'avoir eu une telle pensée. (Actes 8, 18-23).

Introduction

Les activités de production vivrière procurent des produits qui sont ensuite consommés immédiatement ou peuvent être distribués. Dans un contexte traditionnel, l'échange matériel est un moment qui s'inscrit dans un système de relations sociales continues; il est immanent aux liens de sociabilité. Les flux de biens attestent ou établissent des liens entre les individus. Selon Sahlins (1976), les transactions dans un type d'échange qu'il appelle *primitif* constituent une fin en soi. La distribution peut viser la mise en commun de ressources, par exemple, suivant le principe que les produits sont le fruit d'un effort collectif. La distribution peut sous-tendre un droit de préemption sur une portion de la production et l'obligation de se montrer généreux. La générosité est d'ailleurs généralement valorisée et peut donner accès au

statut de chef. Contrairement à l'échange primitif qui n'est pas directement intégré au procès de production, l'échange de type marchand sert à accumuler du capital dans le but d'acquérir des moyens de production; l'échange est un moyen et non une fin.

La nature des biens affecte l'échange. Étant liée au fondement de la vie, la nourriture apparaît comme un produit particulier comparativement à d'autres produits. Selon les termes de Sahlins (1976), la nourriture est un baromètre particulièrement sensible qui reflète les relations sociales et peut d'autant plus servir à instaurer, maintenir ou suspendre les mécanismes de sociabilité. La nourriture est fortement liée à la communauté d'intérêts mais est offerte dans un esprit de réciprocité généralisée, de manière beaucoup plus étendue, comparativement à d'autres biens. L'échange de nourriture interdit la plupart du temps toute forme de réciprocité immédiate et directe entre parents et amis. De plus, la nourriture est généralement tenue à l'écart des échanges marchands, étant donné la valeur d'usage éminemment élevée qui lui est attribuée; ce type de transaction peut briser les liens. Ces principes qui gouvernent l'échange de nourriture à des fins de sociabilité seraient relativement universels dans le monde, selon Sahlins (1976).

À l'époque traditionnelle, la distribution de la nourriture chez les populations inuit était déterminante pour la survie de tous les individus. D'après Saladin d'Anglure (1967), elle était la plupart du temps réalisée au sein d'une communauté de personnes généralement apparentées: les *Ila*. La distribution de la nourriture suivait des règles très particulières. À un premier niveau, la distribution était effectuée parmi des personnes ayant pris part à l'activité de production, selon le degré de participation de chacun: d'abord, celui qui avait tué l'animal s'appropriait un morceau de choix, ensuite, les autres membres de l'équipe prenaient leur part selon leur rôle dans le processus de production: celui qui avait fourni les moyens de production, celui qui avait organisé la chasse, celui qui avait vu l'animal en premier, celui qui avait tiré le premier harpon (pour les chasses collectives), etc., même ceux qui avaient collaboré au dépeçage. Lorsqu'un animal était tué près du camp, tout le monde pouvait obtenir un morceau. L'animal, ainsi divisé entre les coproducteurs, était autoconsommé ou encore faisait, tout

comme ce qui restait de la bête, l'objet d'un second niveau de distribution. Les morceaux étaient alors partagés avec les membres de la communauté selon les liens de solidarité: d'abord aux membres de l'unité domestique des *ilagiit*, c'est-à-dire les parents corésidents, ensuite la part aux voisins, aux amis et aux familles dans le besoin. La distribution faisait très souvent l'objet de rituels très particuliers, faisant par exemple appel au lien entre le donneur et le receveur. La distribution prenait aussi d'autres formes, telles que la commensalité organisée (invitation) ou imprévue (règle de l'hospitalité), la commensalité entre des parents de l'unité domestique et enfin les banquets communautaires. La distribution, qui faisait l'objet de rituels particuliers, était obligatoire et on ne pouvait pas refuser un don de nourriture de la part d'inconnus. La distribution était en effet le plus souvent subordonnée au principe de la réciprocité (immédiate ou indéfinie) ou à l'obligation coutumière de partager avec les autres. L'absence de générosité était par conséquent vigoureusement sanctionnée. Les surplus étaient tolérés lorsque les besoins de tous étaient comblés. Toutes ces règles étaient toutefois inopérantes durant les périodes de famine où la survie de chacun l'emportait. Le système de distribution de nourriture permettait d'assurer la survie des familles indigentes et contribuait à équilibrer les inégalités dans la production (Saladin d'Anglure 1984, 1967). Bref, le «don-contre-don» était le type d'échange dominant dans ces petites sociétés où la proximité de sang et de voisinage liait les individus entre eux. Ce système de réciprocité assurait une certaine permanence aux relations entre *Ila* et plus particulièrement lorsque celles-ci avaient un caractère fonctionnel et temporaire. Le troc était également pratiqué, toutefois les unités familiales tendaient à vivre en autarcie économique.

Le piégeage commercial a instauré une nouvelle forme d'échange: l'échange marchand. Une partie de la production domestique était destinée à être échangée contre des biens auprès des marchands de fourrures. Le piégeage commercial instituait, selon Graburn (1969), une nouvelle forme d'appropriation de la production domestique, où la distribution coutumière n'était pas une pratique attendue et aurait introduit une différenciation dans les activités économiques du ménage: une partie de la production n'était ni autoconsommée ni distribuée au sein de la communauté des *Ila*, elle n'était plus régie par les règles de la réciprocité et ne concernait plus la survie du

groupe. Le piégeage a introduit une nouvelle contrainte modifiant le champ des possibilités pour les individus. À la suite de l'établissement des comptoirs de traite au Nunavik, on a observé des modifications dans l'organisation traditionnelle de la distribution des produits de la récolte. À Puvirnituq, Balikci (1964) a noté l'abandon de la distribution généralisée en faveur du réseau des proches parents, la prépondérance de la famille nucléaire comme unité de commensalité, ainsi que le relâchement des règles relatives au partage des parties des animaux. Il se pourrait que ce changement résulte d'une moins grande nécessité de sceller des liens pour garantir la survie des individus; celle-ci étant en partie assurée grâce à l'acquisition de marchandises découlant de la vente de fourrures. La participation au piégeage commercial aurait par conséquent contribué à modifier le système d'interactions.

Contrairement à la fourrure, les denrées alimentaires issues des activités de production vivrière ont été peu commercialisées au Nunavik. Dans le passé, la compagnie de la Baie d'Hudson avait organisé des activités de pêche commerciale, qui ont été abandonnées après quelques années d'opération. Les coopératives, la compagnie de la Baie d'Hudson et même des petites entreprises familiales se sont lancées également dans des activités de pêche commerciale à l'omble et au saumon. Par exemple, en 1977 les pêcheurs de Kuujjuaq avaient vendu 46 % de leur production de saumon. La vente d'autres espèces était toutefois réduite (Kemp 1977). En outre, la commercialisation de ces produits est demeurée une activité marginale des coopératives (Simard 1982). De plus, tout comme c'était le cas pour la fourrure, les produits étaient principalement destinés à des marchés extérieurs. Balikci (1959) signale, par ailleurs, dans les années cinquante, l'existence d'un marché local de denrées alimentaires créé à la suite d'un besoin exprimé par les familles sédentarisées qui ne consacraient presque plus de temps aux activités de production vivrière. Ce marché n'aurait pas fait long feu. Il semble que contrairement aux fourrures, au duvet d'eider ou au bois de caribou, la commercialisation de nourriture destinée à la population locale ou pour l'exportation est demeurée limitée au Nunavik. Récemment, un projet de commercialisation de gibier a avorté après quelques années d'opération.

Un autre canal de distribution a vu le jour en 1982: le programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage[1]. Très brièvement, son objectif est, d'un côté d'assurer un approvisionnement en nourriture locale destinée à la population des villages qui y a accès gratuitement, tout en procurant d'un autre côté un revenu aux producteurs. Le programme de soutien aux chasseurs représente une formule d'échange hybride qui n'est pas tout à fait un marché mais qui ne procède pas du don. Elle créerait néanmoins de nouvelles possibilités pour les individus, influençant par conséquent leur motivation en regard de la distribution de nourriture.

Malgré les modifications dans la distribution traditionnelle de la nourriture et l'addition de nouvelles institutions pour la distribution, le don de nourriture est, de nos jours, une pratique encore répandue. Au Nunavik, une partie de la production est autoconsommée ou circule directement entre le producteur et le consommateur en empruntant les réseaux sociaux de solidarité; il s'agit de la voie informelle[2]. Cependant, la nourriture produite qui circule du producteur vers le consommateur peut emprunter d'autres voies: elle peut suivre la voie formelle. Dans ce cas, la circulation des produits est médiatisée par la monnaie. Dans ce type d'échange, le lien entre le producteur et le consommateur serait plus flou, et dans certains cas, effacé. Au Nunavik, la voie formelle comprend la coopérative et la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik. La troisième voie est représentée par le programme de soutien au chasseur.

Dans ce chapitre, nous tenterons de quantifier et qualifier la circulation de la production de nourriture selon les principaux réseaux. Nous explorerons certains facteurs qui influencent le choix d'un canal dans le but de comprendre les comportements des individus et les raisons qui sous-tendent

---

1 Il s'agit d'un programme issu des dispositions de la Convention de la Baie James (cf. chapitre 29 de la Convention, pp. 453 et ss). Il a démarré à la suite de l'adoption d'une loi en décembre 1982. Le lecteur pourra se référer à l'article de Duhaime 1990 qui expose, notamment, les objectifs et l'administration de ce programme.

2 Par informel, il n'est pas ici entendu le marché noir ou l'économie souterraine, mais plutôt ce qui échappe à des transactions monétaires. Cela ne veut pas dire, non plus, que quelque chose n'est pas donné en échange; s'il y a contrepartie, celle-ci serait en nature (Fréchette 1984).

le fait de vendre ou de donner de la nourriture. Pour ce faire, nous dresserons d'abord un inventaire des facteurs pouvant influencer le choix d'un réseau de distribution de la nourriture. Ensuite, nous exposerons la méthode qui nous a permis de quantifier la production échangée selon le réseau. Les résultats seront présentés et discutés par la suite. Enfin, nous examinerons quelques caractéristiques des principales voies de distribution de nourriture au Nunavik.

4.1 La distribution de nourriture et les effets du marché

Le produit de la production vivrière circule entre producteurs et consommateurs. Dans les prochaines pages, nous explorerons l'état des modes de distribution traditionnels de la nourriture, ainsi que l'échange de type commercial et leurs effets sur le système de distribution précédent.

4.1.1 La distribution hors marché

Le don de nourriture est une pratique généralisée dans les sociétés inuit contemporaines d'un bout à l'autre de l'Arctique et résiste toujours aux changements (Freeman 1996, 1988). Par exemple, dans une étude récente, effectuée dans trois communautés du l'est de la baie d'Hudson au Nunavik (Lévesque 1991), la nourriture est non seulement partagée au sein des membres de la maisonnée, mais elle est également distribuée aux membres de la famille proche, étendue et même à des personnes non parentes, tout spécialement à ceux qui ne peuvent s'en procurer eux-mêmes. La distribution dépasse même les frontières du village. De plus, les producteurs eux-mêmes reçoivent de la nourriture.

Toutefois, le système de distribution traditionnel se serait érodé. Certaines règles se seraient transformées sous la pression exercée par les nouvelles conditions de vie des Inuit. Premièrement, la vie dans des agglomérations de taille relativement importante, où sont regroupés des individus souvent non apparentés et parfois de provenance diverse, pourrait expliquer, en partie, les modifications dans le système de partage des vivres. En effet, l'ensemble des résidants des villages ne forme plus la communauté parentale, laquelle déterminait jadis le système de distribution (Wenzel 1995). Cette situation a eu plusieurs conséquences importantes sur le mode de distribution traditionnel. Une distribution plus sélective, principalement réservée aux personnes les plus proches serait un des principaux indices des changements dans les manières de distribuer les produits (Collings *et*

al. 1998, Oakes et Riewe 1997, Caulfield 1993, Nuttall 1991). À ce propos, Caulfield (1993), sur le cas du Groenland, rapporte que 98 % des personnes ayant participé à son étude avaient reçu de la nourriture locale d'un parent immédiat. De plus, la moitié de ces individus n'en recevaient qu'à l'occasion ou encore jamais. En outre, la commensalité serait de plus en plus limitée à la famille nucléaire ainsi qu'aux proches parents (Collings *et al.* 1998). De plus, Collings *et al.* (1998) ont remarqué que le libre accès à la nourriture produite par un donneur serait plus restreint et, parfois même, contrôlé grâce à différents moyens tels que l'invitation par téléphone ou la livraison directe de la nourriture à des personnes en particulier. Enfin, le partage serait moins formalisé: par exemple, la distribution peut avoir lieu à la suite d'un appel fait par l'entremise de la radio communautaire. Il s'agit là d'un acte de partage généralisé. Ce type de partage persiste; selon Freeman (1988), il s'exprimerait tout particulièrement à l'occasion de fêtes spéciales où tous les membres du village sont invités.

La vie dans des villages a toutefois favorisé l'apparition de nouvelles règles. Par exemple, est apparu le partage entre étrangers, non parents, une forme de distribution à peu près inexistante auparavant dans plusieurs régions de l'Arctique (Collings *et al.* 1998, Wenzel 1995, Nuttall 1991, Dorais 1984). Selon Collings *et al.* (1998) qui se sont penchés sur les transformations du système de distribution traditionnel à Holman dans les Territoires du Nord-Ouest, le partage avec des inconnus existait auparavant, cependant il procédait du partage obligatoire. Aujourd'hui, le partage entre étrangers reposerait sur le principe de la réciprocité indéfinie, représentant une forme de garantie d'assistance mutuelle moins formalisée et réalisée entre personnes de même génération (Collings *et al.* 1998). Nuttall (1991) a fait des observations similaires au Groenland.

Somme toute, le fait de vivre en groupe très important formé de personnes non apparentées influencerait le don de nourriture, ou encore donnerait lieu à des échanges selon des règles inédites. Cependant, cette situation ne serait pas la seule explication aux changements de comportement à l'égard du partage de nourriture. Les épiceries dans les villages représentent une source d'approvisionnement permanente. Il est possible que l'accès

théoriquement continuel à de la nourriture rende inopérant le principe d'obligation de secourir ceux qui n'ont pas de nourriture.

À ce second facteur, s'ajoute le fait que les communautés comptent de plus en plus de producteurs occasionnels dont la récolte est faible. Collings *et al.* (1998) suggéraient que cette situation pouvait entraîner un effet sur la distribution de la nourriture, se traduisant notamment par une distribution se limitant aux proches, plutôt qu'une distribution généralisée.

La vie dans les villages, la présence de magasins d'alimentation et la réduction de la récolte des individus induisent progressivement un changement dans les rapports sociaux et, par la même occasion, affectent la pratique du don et du partage de denrées. Par exemple, chez les individus âgés entre 20 à 35 ans résidants de Holman (Nunavut), Condon *et al.* (1995) relatent un certains nombre de motifs qui favorisent ou non le don de nourriture: la disponibilité de nourriture, la nourriture reçu par le producteur, le volume de récolte prévisible, le nombre de parents, ainsi que le niveau de générosité du producteur. Ainsi, il est possible que se développe au sein des jeunes générations un rapport différent à l'échange traditionnel et aux règles d'obligation.

Il n'en demeure pas moins que le don et le partage de nourriture sont des pratiques courantes, en dépit des limites dont nous venons de parler. Ils représentent des comportements attendus et valorisés. Certaines règles semblent persister plus ou moins encore de nos jours selon le contexte. Par exemple, certaines pratiques de distribution semblent toujours assujetties à des normes sociales telles que la subordination selon l'âge, l'obligation de partager dans certaines circonstances, tout particulièrement lorsqu'il y a inégalité des richesses matérielles, ou encore l'obligation de venir en aide aux démunis et à ceux qui demandent de la nourriture. L'existence de ces pratiques révélerait, selon Nuttall (1991), la survivance de valeurs notamment associées à la générosité, la compassion et à l'absence de la notion de propriété quant aux ressources.

Certains donnent davantage, sans retour, même à ceux qui, par exemple ne chassent à peu près pas et qui, souvent, sont ceux qui occupent un

emploi rémunéré et qui sont mieux nantis ou qui pourraient satisfaire leurs besoins sur le marché. Pourquoi continuer de donner de la nourriture? Pour Wenzel (1995), il s'agirait d'un acte de réciprocité indéfinie. Le don de nourriture permettrait donc de maintenir les réseaux de solidarité (Oakes et Riewe 1997, Nuttall 1991, Freeman 1988). Mais ce n'est pas toujours le cas: le partage serait aussi une façon de mettre à la disposition des individus une nourriture encore considérée comme supérieure à la nourriture importée, et plus économique (Collings *et al.* 1998). Il s'agit donc d'un acte encore largement valorisé en soi. Cet usage serait également associé au désir de continuité culturelle et d'identification à la vie *inuttitut*, c'est-à-dire à la manière des Inuit, et conférerait encore beaucoup de prestige au donneur (Nuttall 1991, Freeman 1988). Nuttall (1991) note, à ce propos, que la pratique du don au Groenland révélait une dichotomie symbolique entre la vie dans de petits villages, par rapport à la vie dans des grandes villes. Freeman (1988) va plus loin: selon lui, l'erreur est de considérer le partage de nourriture comme étant un système isolé, alors qu'il s'insère comme une composante du système de production vivrière.

4.1.2 La distribution marchande

Une partie de la nourriture produite transite par un autre réseau: le marché. L'état du réseau varie beaucoup d'une région à l'autre. En Alaska, par exemple, une partie de la production écoulée sur le marché est associée à l'exploitation commerciale intensive des ressources piscicoles pour l'exportation (Betts et Wolfe 1992, Wolfe 1984). Au Groenland, en plus d'une industrie des pêcheries assez développée, dont les produits sont destinés à un marché intérieur et l'exportation, les Autochtones peuvent échanger une partie de leur production dans des espaces commerciaux aménagés à cette fin ou même directement auprès des consommateurs (Marquardt et Caulfield 1996). L'échange marchand de produits de personne à personne est une pratique exceptionnelle dans d'autres coins de l'Arctique, comme à Holman dans les Territoires du Nord-Ouest (Collings *et al.* 1998) et au Nunavik (Lévesque 1991). Dans cette région, tout comme au Nunavik et au Nunavut, des entreprises locales privées, privées à but non lucratif, ou

publiques subventionnées par l'État, forment un réseau marchand pour l'écoulement de la production vivrière (Kishigami 2000, Myers et Forrest 2000, Reeves 1993, Duhaime 1990).

La question à laquelle nous aimerions répondre est la suivante: pourquoi *vendre* la nourriture plutôt que de la *donner*. De nombreux auteurs affirment que la vente de production vise à maintenir les activités de production vivrière (e.g. Collings *et al.* 1998, Wenzel 1995, 1991, Caulfield 1993, Langdon 1991, Nuttall 1991, Dahl 1989, Wolfe et Walker 1987, Wolfe 1984, Myers, 1982). En effet, l'importance des coûts pour la production vivrière exige une source de revenus monétaires pouvant être obtenues grâce à la vente de produits alimentaires. Certains auteurs vont plus loin. Selon eux, la dichotomie entre un réseau marchand et non marchand serait même sans fondement puisque les deux systèmes seraient imbriqués dans un même système dynamique (Dahl 1989, Wenzel 1989, Lonner 1986).

Toutefois, dans plusieurs cas, les sommes obtenues grâce à la vente d'une partie de la production ne couvrent pas les frais encourus pour la production vivrière (Wenzel 1991, Duhaime 1991a, Smith et Wright 1989, Mackey et Orr 1987, Quigley et McBride 1987, Betts et Wolfe 1992, Myers 1982). À Clyde River (Nunavut), par exemple, la vente de nourriture ne couvrirait que 76% des dépenses monétaires pour la production. La portion restante est comblée par un apport de revenus monétaires provenant d'un travail salarié occasionnel ou régulier (Wenzel 1989). Dans la région du détroit de Lancaster, Myers (1982) est arrivée à des conclusions similaires. Cependant, elle note que les activités qui génèrent ces revenus, tel qu'un emploi rémunéré, peuvent restreindre considérablement les activités de production.

Dans ces conditions, il est possible que le besoin impérieux de ressources monétaires, pour pouvoir maintenir un certain niveau de production, oriente les individus productifs vers des produits alimentaires qui ont une valeur marchande importante. C'est la question sur laquelle s'est penchée Reeves (1993) pour la vente de *mattaq* [épiderme de béluga ou de narval]. Une bonne partie du *mattaq* est vendue par les producteurs d'Arctic Bay (Nunavut), ce qui procure des revenus substantiels. Selon cette étude, le prix du marché pour ce produit ne serait qu'un des déterminants. Chez les

Yupiit d'Alaska, pour qui la pêche commerciale au saumon est un gagne-pain monétaire important, la portion prélevée à des fins domestiques ne varierait pas simplement en fonction du prix du saumon: les producteurs yupiit tiennent également compte de leurs dépenses de production, des besoins monétaires et alimentaires du ménage ainsi que de la disponibilité relative d'autres sources de revenu. En somme, non seulement l'appât du gain n'apparaît pas comme un facteur déterminant, mais la pêche commerciale n'a pas remplacé la récolte vivrière dont les niveaux sont, par ailleurs, demeurés stables depuis de nombreuses années malgré une récolte commerciale substantielle (Wolfe 1984). Langdon (1991) observe des pratiques comparables dans d'autres communautés yupiit de l'Alaska, où le désir de profit n'apparaît pas comme étant la motivation principale à poursuivre ces activités. En outre, selon les chiffres de Wenzel (1991), en 1979-1980, alors que le marché des fourrures de phoque annelé était très bon, les Inuit de Clyde River (Nunavut) n'avaient vendu que la moitié des peaux de phoques qu'ils avaient tués, et ce, malgré un déficit d'opération. Toutefois, en ce qui a trait à la récolte de phoques celle-ci a quand même fléchi lorsque le marché de la fourrure de phoque s'est effondré en 1982. Dans les villages du détroit de Lancaster (Nunavut), le niveau de récolte d'animaux à fourrure ne fluctue pas toujours en fonction des prix, ce qui suggère que d'autres facteurs interviennent, tels que la disponibilité de la ressource (Myers 1982). Ces exemples révèlent que la recherche d'une rentabilité, ou d'un profit, ne serait pas la motivation principale des individus en ce qui a trait à la production vivrière. Autrement dit, la production de nourriture aurait une valeur inaliénable, séparée de la production à des fins marchandes. Cependant, les contraintes associées à cette activité influencent les comportements individuels.

Or l'appât du gain, comme unique motivation de la récolte de certains produits, existerait, comme le note Nuttall (1991) pour le Groenland, mais serait limité à la viande de baleine pour laquelle il existe un marché intérieur important. Cependant, comme l'explique Caulfield (1993), pour le cas d'une municipalité de l'Ouest du Groenland, 65 % de la production de baleine vendue est réinvestie dans l'achat de moyens de production extrêmement coûteux et le reste de la récolte, 35 % de la production est autoconsommé et distribué dans les réseaux informels. De plus, le *mattaq*

de béluga, bien qu'il soit un produit de grande valeur sur le marché, ne serait jamais vendu: «hunters are reluctant to treat whales as a mere commodity because of the prestige involved in carrying out all aspects of whaling» (p. 153).

L'exigence de pouvoir financer un équipement adéquat impose toutefois aux producteurs de vendre une partie de leur production. Dans plusieurs cas, la participation à une production commerciale représente un avantage pour la production vivrière. Elle permettrait à la fois de combler les besoins monétaires des ménages pour l'achat et l'opération de leur équipement, et d'accroître le volume de la production destinée au réseau non marchand (Caulfield 1993, Langdon 1991, Wolfe et Walker 1987, Wolfe 1984). En somme, l'exploitation commerciale des ressources n'entraîne pas systématiquement la destruction des activités de production vivrière; elle peut au contraire les soutenir.

Quels que soient les motifs qui poussent les producteurs à vendre une partie de leur production: maintien de leurs activités de production vivrière, écoulement de leurs surplus, la nourriture convertie en marchandise est coupée du lien inhérent au producteur. Qu'elle soit disponible gracieusement dans un réfrigérateur opéré par un organisme sans but lucratif, à l'épicerie du coin, l'effet est le même puisque la relation entre le producteur et le consommateur, médiatisée par une transaction anonyme, supprime l'élément du producteur-donneur, alors qu'elle est inséparable du produit lorsque celui-ci est offert directement au consommateur.

*

* *

Les transformations du cadre de vie et la pénétration du marché ont eu des effets sur les modes de l'échange des Inuit. Ils ont créé de nouvelles conditions qui modifient le champ d'action des individus. Les Inuit sont aujourd'hui confrontés à un nouveau dilemme: celui de vendre ou de donner la nourriture qu'ils ont produite. Pour ce faire, le chasseur peut prendre en

considération un certain nombre de facteurs. Dans certaines circonstances, le don est le comportement approprié puisque l'échange peut être motivé par les relations qu'entretient le producteur. L'échange peut être orienté par d'autres facteurs: l'abondance des ressources, les besoins alimentaires ou l'impératif de financement associé aux activités de production. Le financement serait d'ailleurs une contrainte importante pour les producteurs puisqu'il les amène à vendre une partie de leur production plutôt qu'à la partager. Néanmoins, d'après les études consultées, ce facteur n'a pas éliminé le système «don/contre-don» qui persiste malgré l'altération de certaines de ses règles. De plus, l'accroissement de la richesse ou le désir de rentabiliser sa production serait un déterminant mineur sinon rare du comportement des individus.

Dans les prochaines pages, nous examinerons ce qu'il advient de la production vivrière dont le volume a été estimé précédemment. La distribution de ces produits dans le réseau marchand fera l'objet de la prochaine section.

4.2 L'estimation de la circulation formelle de la production vivrière

Une partie de la production peut être vendue contre une rémunération avant d'être distribuée dans le réseau marchand. Dans cette section nous tenterons d'estimer la quantité de produits qui circule dans ce réseau. Dans un premier temps, nous décrirons l'organisation du réseau marchand au Nunavik, ensuite nous établirons le volume de la circulation marchande ainsi que les revenus que cette production génère pour les Inuit selon la méthode proposée.

4.2.1 Le réseau formel au Nunavik

En 1995, les produits peuvent être écoulés localement ou être vendus sur les marchés extérieurs. Le réseau formel local est divisé en deux réseaux distincts: le programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage et les magasins locaux, le plus souvent la coopérative. Enfin, le marché extérieur comprend quelques entreprises où la production peut être vendue par les producteurs.

Avant d'examiner chacun de ces points de vente, une précision s'impose. Le programme de soutien aux chasseurs est une institution formelle de distribution de nourriture mais n'est pas une institution marchande. Les activités du programme ne sont pas basées sur les règles qui régissent l'entreprise à but lucratif: elles ne visent ni profit ni à se maintenir sur le marché et les consommateurs ne paient pas les denrées qu'ils obtiennent. Ces caractéristiques qui le distinguent du marché sont fondamentales. Cependant, il agit comme un organe intermédiaire entre le producteur, qui gagne un revenu en vendant ses produits, et le consommateur, et met en place des règles particulières.

Programme de soutien aux chasseurs

Le programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, ou programme de soutien aux chasseurs (*Hunter Support Program*), est un programme public géré par l'administration municipale d'un village et entièrement financé par l'État québécois. Celui-ci alloue à chaque municipalité un montant pour favoriser la pratique des activités dites traditionnelles, et pour assurer un approvisionnement en viande et autres produits pour ceux qui n'ont pas la possibilité de chasser ou pêcher. Le montant de la subvention est calculé en fonction de la taille et du nombre de villages et est indexé annuellement. L'administration régionale Kativik (ARK) reçoit 15 % de la subvention pour les activités régionales (études, gestion, projets) et la portion restante est répartie entre les villages, au prorata de leur population respective (ARK, 1993). Les municipalités peuvent, notamment, acheter et réparer de l'équipement, construire des infrastructures, commercialiser des produits. Elles peuvent aussi verser aux individus une rétribution en échange de produits, tels que du gibier ou de l'artisanat, ou encore attribuer un salaire pour des services rendus. Ces services peuvent consister à rapporter de la venaison et du poisson qui seront ensuite distribués dans la communauté, à secourir des individus en danger, à participer à la construction d'infrastructures liées aux activités, etc.

D'après les données officielles sur le programme (compilées par Sénécal *et al.* 1995 et Duhaime *et al.* 1998b), en 1983, le montant de la subvention versée aux villages totalisait plus de 1,6 millions $ (en excluant la part payée aux Inuit de Chisasibi). En 1995, la subvention pour les 14 villages atteignait 3 984 140 $, soit une augmentation de 144 % entre 1983 et 1995. Durant cette période, une grande partie des sommes du programme octroyées aux villages (43 % en moyenne) ont été affectées à l'acquisition d'équipements. Le poste de dépenses «activités de chasse, pêche et piégeage»[3], dont une partie sert à l'achat de produits aux individus, est le second poste de dépenses le plus important, comptant pour

---

[3] Ce poste de dépenses sert à : «l'achat de nourriture des chasseurs, l'entretien de radios, l'échange de nourriture locale avec d'autres villages, la distribution de nourriture aux membres de la communauté, l'achat d'équipement de chasse, de pêche et de piégeage pour la vente, etc.» (source: traduction d'un document obtenu auprès de l'administration municipale de Nunaliapik).

31 % des dépenses en moyenne pendant ces 13 années. Le poste «services de chasseurs», dont les sommes servent à engager des individus pour rapporter du gibier, figure au troisième rang, totalisant en moyenne 9 % des dépenses. Depuis 1994, le poste «équipement» n'est plus la principale dépense au profit notamment du poste activités de chasse et pêche, ce qui pourrait indiquer que l'acquisition d'équipements est en voie d'être complétée.

L'allocation des ressources varie d'un village à l'autre. Par exemple, en 1995 à Ivujivik, 8 % des sommes sont réservées au poste «activités de chasse, pêche et piégeage» alors qu'elles comptent pour 69 % à Quaqtaq. L'engagement de chasseurs accapare 15 % de la subvention à Kuujjuaq, alors qu'elle est de moins de 1 % à Kangirsuk. Si l'on tient compte de ces chiffres, les municipalités auraient une assez grande marge de manoeuvre en ce qui a trait à la mise en oeuvre des dispositions du programme. C'est également la conclusion à laquelle est arrivé Duhaime (1990) pour l'année 1983.

En 1983, selon l'étude de Duhaime (1990), 60 % des familles comptaient au moins un membre participant. Les revenus tirés du programme d'aide aux chasseurs inuit rapportaient 1 200 $ annuellement en moyenne par famille. Seule une faible portion des participants à ce programme recevaient plus de 5 000 $. Il s'agissait par ailleurs surtout de personnes plus âgées. Dix ans plus tard, une étude interne réalisée par l'Administration régionale Kativik rapportait que les participants recevaient en moyenne 900 $ et que seulement six personnes avaient touché plus de 10 000 $ (Barrett 1994). L'étude mentionne également que les sommes reçues par les individus accusaient une baisse comparativement à 1983. Les raisons invoquées pour expliquer cette situation étaient liées à l'utilisation des fonds à d'autres fins.

En ce qui a trait plus particulièrement à l'échange de produits, le programme agit en quelque sorte comme une institution formelle de redistribution de la nourriture, tout en permettant aux producteurs d'être dédommagés pour les coûts qu'ils doivent assumer afin de produire cette nourriture. Voici comment cela se passe de manière générale: le producteur propose son produit à un agent de la municipalité et l'échange contre un montant d'argent fixe

déterminé par le Conseil municipal. Le produit est ensuite accessible gratuitement aux villageois dans les entrepôts frigorifiques.

Les règles d'achat et de distribution des produits sont conçues par les administrations municipales et varient d'un village à l'autre. Examinons quelques particularités du programme à Nunalik et Nunaliapik.

En ce qui concerne la valeur des produits échangés, les administrateurs de Nunalik paient 1 $ la livre (2,20 $ le kilogramme), quelle que soit l'espèce (fiche n° 328-F21). À Nunaliapik, le prix varie selon l'espèce[4] et, d'après les informations recueillies auprès de l'agent du programme, tiendrait compte du travail nécessaire ainsi que des coûts en carburant (fiche n° 63-R39). Par contre, selon un membre du conseil municipal, afin de déterminer la valeur de chaque espèce, on avait considéré le budget du programme, tout en cherchant à exercer un contrôle sur la ressource: plus une espèce est rare moins elle aurait de valeur (fiche n° 28-R38).

D'après nos informateurs, la quantité de venaison et de poisson pouvant être vendue à Nunalik serait contrôlée par les sommes disponibles sur une base mensuelle (fiche n° 328-F19). À Nunaliapik, les réserves de nourriture détermineraient les achats; lorsque les stocks du congélateur sont trop bas ou épuisés, les autorités municipales lancent un appel général à la population pour que ceux qui le désirent ramènent de la nourriture en échange d'un montant d'argent (fiche n° 11/07-A26). Cependant, les autorités municipales de Nunaliapik imposeraient un quota mensuel pour la vente de caribous et n'achèteraient qu'auprès des chefs de ménages (fiche n° 63-R9). Dans les deux villages, les espèces achetées sont la viande de caribou, de phoque barbu et annelé, du poisson (corégone, morue, omble chevalier, touladi), des moules, de la sauvagine (lagopèdes, oies), ainsi que de la viande d'ours polaire. Dans les deux villages, il est formellement interdit de vendre un produit du béluga et les prises de béluga et de morse doivent en tout temps être distribuées dans la communauté (fiches n° 328-F16; 31-1/2-M-22). Il est possible qu'il s'agisse d'une règle explicite en

---

[4] Par exemple, un individu peut obtenir 150 $ pour un caribou, 50 $ pour un phoque annelé et 75 $ pour un phoque barbu.

réponse à l'imposition de quotas sur l'abattage de ces mammifères. Toutefois, il est aussi possible que cette règle découle de la coutume traditionnelle relative à la distribution des gros mammifères qui jadis étaient partagés entre tous les membres de la communauté (Saladin d'Anglure 1967).

Mentionnons que de la nourriture préparée (viande ou poisson séchés, huile fermentée) est vendue par l'entremise du programme dans les deux villages.

L'engagement de chasseurs à honoraires est une pratique courante dans les deux villages visités. Cette pratique permet, d'une part d'assurer l'approvisionnement de nourriture et maintenir les stocks dans le congélateur. Pour ce faire, les administrateurs embauchent un seul ou plusieurs individus pour rapporter de la nourriture; les expéditions pouvant durer d'une journée à une semaine environ. À Nunaliapik, les personnes engagées doivent être d'abord habiles et, dans la mesure du possible, sans emploi (fiche n° 63-R19). De plus, dans ce village, les autorités municipales peuvent aider certains parmi les meilleurs chasseurs à acheter de l'équipement tels que véhicule et carburant (fiches n° 63-C26, 63-C2). Durant certaines périodes, le programme organise et finance des expéditions de chasse collectives. Par exemple, lors de notre enquête à Nunalik, nous avons assisté à l'arrivée d'un de ces bateaux qui rapportait notamment huit bélugas. Les animaux dépecés et entreposés dans des glacières ont été distribués dès l'accostage du bateau au quai du village. De nombreuses personnes se sont présentées avec un sac ou un contenant afin de recevoir un morceau de viande ou de *mattaq*. Lorsqu'ils sont engagés, les chasseurs peuvent conserver une certaine quantité de nourriture qu'ils rapportent et le reste de la production doit être distribué aux habitants du village, selon la politique adoptée par les administrateurs du programme (ménage n° 03). Toutefois, lorsqu'une vente est faite à la suite d'un appel à tous lancé par les administrateurs du programme, tout doit être redistribué aux membres de le communauté (fiche n° 328-F18).

Mentionnons que, selon nos registres, il arrive que des produits soient achetés aux particuliers pour des événements spéciaux (Noël,

rassemblement de membres d'associations, etc.) ou encore vendus dans un autre village.

La distribution des produits achetés aux particuliers est effectuée selon deux modes qui semblent comparables dans d'autres villages (p. ex.: à Akulivik, cf. Kishigami 2000). D'un côté, les chasseurs qui apportent leurs produits de leur plein gré ont d'abord partager leurs prises avec leurs partenaires de chasse, ils en ont ensuite donner aux membres de leur famille puis aux voisins, dans la plupart des cas, et il ont vendu le reste au programme. Les arrivages sont signalés à la radio communautaire. Les individus pourront alors se rendre librement chez le chasseur ou au congélateur communautaire où la nourriture sera accessible jusqu'à épuisement des stocks. Le deuxième mode de distribution concerne la nourriture rapportée par les chasseurs à la demande formelle des autorités locales. Dans ce cas, toutes les prises sont données à la municipalité, moins une petite part laissée au producteur, puis distribuées par un employé payé pour effectuer cette tâche; d'abord, selon une liste de personnes prioritaires composée de vieillards, de veuves et de «ceux qui ne peuvent chasser» (fiches n° 329-A61, 31-1/2-M-17). Selon Kishigami (2000), la liste de priorité à Akulivik comprend les travailleurs à temps plein. Le maire de ce village justifie cette mesure par le fait que ces personnes pourvoient financièrement aux activités de chasse et de pêche de leurs frères ou leur père, ce qui leur donne le droit d'obtenir de la nourriture par le programme. La portion restante est ensuite distribuée à tous les foyers lorsque les quantités le permettent. De plus, il arrive que les autorités municipales de Nunalik imposent une quantité quotidienne maximale de gibier pouvant être prélevée quotidiennement au congélateur (fiche n° 328-F15). Le système de distribution instauré par le programme semble calquer sur le mode traditionnel de distribution et, à première vue, semble peu affecter les modalités ou le réseau. On peut toutefois s'interroger sur l'impact du rôle de l'employé chargé notamment de la distribution des prises sur les femmes qui, jadis (et encore aujourd'hui), s'occupaient de la distribution et, de ce fait, consolidaient leurs propres réseaux.

Le marché local

Un individu peut également écouler sa production dans des commerces locaux. Dans les deux villages visités, seules les coopératives locales achètent des produits alimentaires aux chasseurs. On y vend également des aliments préparés (poisson ou viande séchée). Dans un des deux villages visités, il n'y aurait selon un informateur clé qu'un nombre très limité de personnes qui échangent des produits préparés:

> selon moi, il y a peut-être deux ou trois femmes qui en vendent [de la viande séchée], mais c'est surtout Suzie qui en vend le plus (fiche n° 292-R5).

Le marché extérieur

Enfin, une partie de la production peut être également vendue sur les marchés extérieurs. Nous excluons ici la production des entreprises qui emploient une main-d'oeuvre salariée inuit, telles que les Pêcheries Seaku et Unaaq.

En 1995, les individus pouvaient vendre une partie de leur production dans une des usines de transformation des produits de la récolte opérée par une entreprise subsidiaire de la société Makivik: la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik (mieux connue sous le nom de *Nunavik Arctic Food Inc*). Quatre usines de transformation ont été construites: à Quaqtaq, à Kangiqsujuaq, à Kangiqsualujjuaq et à Umiujaq entre 1993 et 1994. Mentionnons que les usines ont cessé leurs activités en 1996, toutefois, elles étaient en opération durant l'année de notre enquête, en 1995.

L'objectif de l'entreprise était de mettre sur le marché des aliments locaux destinés aux grands centres urbains du sud, comme Montréal et Québec, ainsi qu'aux villages du Nunavik. Les activités de mise en marché et de gestion des entreprises étaient réalisées par la société Makivik à Montréal. Selon le rapport annuel de la société pour 1994-1995, 3,4 millions $ ont été dépensés pour l'installation des équipements, l'embauche de personnel — quatre directeurs et 80 employés ont été engagés pour la période d'opération précommerciale qui s'est échelonnée de avril à juin 1994.

Certains ministères fédéraux et provinciaux ont également participé au financement, notamment pour la réalisation d'études pilotes (Makivik 1995).

L'approvisionnement des usines était fait sur une base volontaire. Les produits étaient apportés par des chasseurs qui étaient rémunérés selon le poids de l'animal. Celui-ci était ensuite débité, préparé, empaqueté puis entreposé dans des entrepôts frigorifiques en attendant d'être expédié. D'après une entrevue réalisée avec un des directeurs, très peu de chasseurs auraient participé à l'entreprise. En effet, dans son village, deux chasseurs ont apporté la plupart des caribous tués. Dans un autre village, un seul chasseur aurait approvisionné l'usine (fiches n° 17-R13 et 17-R2).

Durant la période d'opération précommerciale, une partie des produits transformés avait été achetée par certains magasins locaux, notamment les coopératives, afin d'être offerte aux consommateurs du Nunavik. Par exemple, dans un de ces villages où une usine était en opération, le directeur de l'usine nous a raconté que de la viande de caribou et de phoque avait été préparée et vendue localement (fiches n° 17-R10, 17-A35). De plus, des organismes locaux en avaient aussi acheté (fiche n° 17-VA16).

Il existerait d'autres canaux de vente de nourriture ayant échappé à notre inventaire. Nous savons, cependant, que plusieurs individus parviennent à vendre des produits transformés ou non. À Kuujjuaq, par exemple, il est possible pour les non-Inuit d'acheter du saumon directement des pêcheurs inuit. Il existe également un fumoir à poisson à Puvirnituq où les consommateurs peuvent acheter de l'omble de l'Arctique fumé.

Les entreprises publiques et privées achètent aussi des produits non alimentaires, tels qu'andouiller de caribou, fourrure et duvet. Ces produits, que nous avons ici considérés comme des sous-produits des activités de production vivrière, n'ont pas été pris en considération dans le calcul du volume de la production marchande. Ils seront toutefois inclus dans les revenus que ces produits rapportent aux ménages.

4.2.2 Le calcul des quantités de nourriture vendues

Les quantités de gibier qui circulent par le réseau marchand n'ont pu être déduites des entrevues auprès des membres des ménages échantillons. Par contre, il a été possible d'estimer la vente de la production des ménages des deux villages échantillons, à partir des registres de trois entreprises présentes au Nunavik en 1995: la municipalité, en ce qui concerne le programme de soutien aux chasseurs, la coopérative, la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik.

Les ventes au programme de soutien aux chasseurs

L'estimation des quantités de gibier et de poisson vendues dans le cadre du programme de soutien au chasseurs a été calculée à partir des informations nominales colligées sur les reçus des chèques émis aux participants[5] du programme entre le 1 juillet 1994 au 30 juin 1995, dont une copie est conservée à la municipalité. Les informations se présentent généralement de la manière suivante: la date de la transaction, le code du sous-programme[6], le nom du participant, le produit vendu, le volume ou le nombre de prises, le montant de la transaction. Lorsque nécessaire, comme à Nunaliapik, nous avons converti le nombre de prises en poids comestible, d'après le modèle utilisé par le Comité de recherche sur la récolte autochtone (CRRA) (cf. annexe 7), en supposant qu'elles aient été vendues selon ce poids[7]. À Nunalik, les quantités vendues en livres ont été transformées en kilogrammes. Les données en poids sec (viande ou

---

5 Les chèques émis aux vendeurs par la municipalité ne font aucune distinction entre le chasseur et celui qui vend le produit. Nous avons supposé que le vendeur était aussi le producteur. Nous savons par ailleurs que cela n'est pas toujours le cas.

6 Ce code réfère aux postes budgétaires (ou sous-programmes) du programme qui sont à peu près uniformes dans les villages.

7 Selon nos informateurs clés, les prises sont dépecées avant d'être vendues. Seule la partie comestible est achetée par la municipalité. Cependant, il est impossible de dire si ce poids correspond au modèle de *poids comestible* tel qu'élaboré par le CRRA.

poisson séché) ont été transformées en poids humide[8]. Les quantités obtenues ont été classées en sept produits: le phoque, le caribou, les poissons, les oiseaux, le morse, les crustacés et l'ours. Les quantités de nourriture estimées ne comprennent pas la production qui est rapportée par les chasseurs engagés à honoraires. Cette information n'est en effet aucunement disponible dans les registres.

Les informations obtenues sur chacun des participants ont été additionnées et classées par catégorie de produits vendus (aliment selon l'espèce). Le total par catégorie a ensuite été inscrit dans le budget de chaque ménage.

Enfin, les résultats obtenus pour les ménages des villages échantillons ont été attribués aux ménages des autres villages selon la méthode générale décrite au chapitre 2. Nous avons assumé que les résultats des villages échantillons pouvaient s'appliquer aux autres villages, bien que les politiques et les sommes disponibles aux individus diffèrent d'un village à l'autre.

Les ventes aux coopératives

Les quantités de nourriture achetées par les coopératives ont été estimées à partir des données budgétaires des coopératives locales pour 1994-1995. Nous avons utilisé le montant des achats de produits alimentaires faits par toutes les coopératives auprès des particuliers. Ces informations nous ont été fournies par la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ). Pour ce faire, nous avons tenu compte des renseignements obtenus auprès d'un informateur clé à la FCNQ, selon lesquels les coopératives offrent en moyenne au producteur 2,40 $ le kilogramme pour la nourriture. Le montant total en dollars inscrit sur les registres des coopératives a été divisé par le prix au kilogramme afin d'obtenir le poids des denrées achetées. En l'absence de données détaillées sur le type de produit, une proportion égale

---

[8] Nous avons multiplié les quantités de produits séchés selon le type de produit par les indices suivants: viande de béluga et de caribou: 1,33; viande d'oiseaux: 1,25; poisson: 2,5. Ces indices sont basés sur des informations recueillies auprès d'informateurs clés (fiche n° 071-11-96)

a été attribuée aux quatre principaux produits achetés par les coopératives soit: la viande de caribou, les produits du béluga (surtout le *mattaq* ou épiderme), d'oiseau et de poisson. Nous avons supposé que les produits ont été acquis auprès des producteurs locaux, bien qu'il ne soit pas rare que les coopératives importent des produits des autres villages de la région ou d'ailleurs.

Pour les coopératives qui ne sont pas membres de la FCNQ (les coopératives de Tasiujaq et d'Umiujaq) pour lesquelles nous n'avons pu obtenir d'information, les données moyennes des autres coopératives ont été utilisées et ajustées au prorata de la population de ces deux villages. À Kuujjuarapik, où la coopérative sert deux communautés (les Cris et les Inuit), nous avons adopté 80 % comme étant la proportion des achats faits auprès de producteurs inuit, tel que suggéré par un informateur clé.

Les résultats de nos calculs ne sont disponibles qu'à l'échelle des villages et aucune estimation n'a pu être faite pour les ménages.

Les ventes faites aux aliments arctiques du Nunavik,

En ce qui concerne les quantités de gibier vendues à la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik, nous avons utilisé les informations relatives à l'année d'opération 1994, dont nous possédons des données pour les quatre usines. Le nombre d'animaux vendus[9] a été converti en poids comestible selon le modèle utilisé plus haut.

De plus, nous avons distingué la production réalisée lors des opérations commerciales et précommerciales. En effet, les produits acquis auprès des producteurs durant les opérations précommerciales ont été vendus localement, tandis que ceux obtenus durant les opérations commerciales étaient destinés aux marchés extérieurs. La répartition des quantités de

---

9 C'est-à-dire: 600 caribous et 200 phoques et 124 lagopèdes (fiche n° 01-02-00, Makivik 1994).

denrées pour chacune des phases est basée sur les informations officielles ainsi que les données des entrevues[10].

4.2.3 Limites

Comme nous l'avons déjà signalé, l'utilisation des données de base des villages échantillons pose quelques problèmes. Dans le cas présent, l'attribution des données du programme de soutien aux chasseurs des deux villages aux autres villages peut fournir un portrait erroné de la circulation de denrées par ce canal. En effet, compte tenu des différences importantes entre les villages, en ce qui a trait à l'allocation des fonds du programme, il est difficile de dire, sans une enquête précise, si la situation des villages échantillons est représentative des autres villages de taille comparable. Toutefois, il est possible que les caractéristiques des deux villages traduisent, dans une certaine mesure, la diversité des pratiques administratives qui se refléterait dans le résultat moyen pour l'ensemble des villages de la région.

En ce qui concerne les ventes faites aux coopératives, la méthode de calcul est imprécise. Nous n'avons pu obtenir d'informations sur les quantités, mais seulement sur les prix par espèce qui peuvent varier d'un village à l'autre. Cependant, nous croyons que cette situation a peu de répercussions sur les résultats d'ensemble puisque la vente de produits aux coopératives ne compterait que pour une part négligeable du volume de nourriture qui circule dans le réseau marchand.

Les estimations faites concernant la production échangée à la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik sont très approximatives et se rapportent à l'année 1993-1994. De plus, il est possible que des quantités de nourriture locale transformées dans ces usines et vendues aux coopératives

---

10 Nous avons estimé que 25 caribous ont été vendus dans quatre coopératives locales, ainsi qu'un total de 124 lagopèdes et de 200 phoques annelés, que nous avons convertis en poids selon la table de poids comestible de l'annexe 7 (fiches n° 17-R10, 17-R11, Makivik 1994).

aient été comptabilisées deux fois. En effet, les chiffres des coopératives ne distinguent aucunement la provenance des denrées qu'elles achètent. Rappelons que les résultats présentés pour le Nunavik ne concernent, en réalité, que quatre villages.

Enfin, il a été impossible de mesurer la totalité de la production qui circule par les voies marchandes. Cette limite touche non seulement la production vendue par les Inuit, mais les ressources produites avec les moyens collectifs de production dans le cadre du programme de soutien aux chasseurs dont nous n'avons pu estimer l'importance (cf. chapitre 3, section 3.3.2). La portion de la production vivrière qui aurait passé par le réseau marchand serait, à ce titre, sous-estimée.

4.2.4 La distribution formelle: résultats pour le Nunavik

Selon nos estimations, dont les résultats sont présentés au tableau 4.1, 450 tonnes de nourriture ont été vendues au Nunavik en 1995. L'essentiel de la production est écoulée par l'entremise du programme de soutien aux chasseurs. Une portion assez faible est vendue aux coopératives, soit 5 % environ. Selon nos informateurs clés, la nourriture achetée aux producteurs par les coopératives comblerait la demande pour certains produits comme le *mattaq* et la sauvagine. Elle proviendrait la plupart du temps de l'extérieur du village ou même des Territoires du Nord-Ouest. Il est cependant impossible de distinguer la quantité de produits vendus qui provient de l'extérieur et celle qui est achetée des producteurs locaux; les résultats présentés présupposent que toute la venaison a été achetée localement.

Une portion non négligeable de la récolte vivrière a été vendue aux *Aliments arctiques du Nunavik*. Nous avons estimé que, durant les opérations précommerciales, près de 9 000 kilogrammes de viande de caribou, de phoque et de lagopède ont été vendus aux coopératives pour les consommateurs locaux, représentant 23 % de la production achetée et transformée par cette entreprise. Cependant, nous savons que de la viande a été achetée par des organismes locaux en vue d'occasions spéciales

(Noël) pour lesquelles nous ne possédons que des chiffres partiels (fiche n° 17-VA16), de sorte que le pourcentage de nourriture consommée localement serait quelque peu sous-estimé. La portion restante (77 % de la production) est destinée aux marchés du sud.

Tableau 4.1- Vente de produits alimentaires selon l'entreprise, Nunavik 1995 (kg et %)

	Poids vendu		
	Nunavik	Par ménage n=1 691	Total
Entreprises	kg	kg	%
Programme de soutien aux chasseurs			
Total	256 266	152	83,3
Les aliments arctiques du Nunavik inc.*			
Marché extérieur	29 050	17	9,4
Marché local	8 719	5	2,8
Total	37 769	22	12,3
Coopératives**			
Total	13 752	8	4,5
Total	307 787	182	100,0

* Ne concerne que quatre villages seulement: Kangiqsualujjuaq, Kangiqsujuaq, Quaqtaq et Umiujaq.
** Les résultats comprennent une estimation des achats faits par les coopératives de Tasiujaq et d'Umiujaq, pour lesquelles nous n'avons pas de données officielles.

Un premier résultat majeur émerge de cette analyse. Si l'on se reporte aux données sur la production, nos estimations suggèrent que 15 % de la production en poids comestible est écoulée sur le marché. Cela nous permet d'avancer que le plus gros volume de la production passe par le réseau informel. Tout comme la production, la distribution n'est pas l'affaire des institutions au Nunavik, mais des individus.

Cette situation résulte-t-elle de ce qu'il existe peu de possibilités pour écouler sa production au Nunavik? Autrement dit, les producteurs distribueraient-ils leur production par les voies informelles parce qu'ils ne peuvent la vendre? En 1995, ce secteur est représenté, d'une part par le

programme de soutien aux chasseurs, et d'autre part par deux entreprises privées: les coopératives et Les aliments arctiques du Nunavik. Le programme de soutien aux chasseurs représente en définitive une forme d'aide aux individus, ce qui neutralise les mécanismes habituels du marché: par exemple, l'enveloppe budgétaire est limitée et le profit n'apparaît pas comme un objectif poursuivi par le programme. En ce qui concerne les coopératives, il est possible que l'achat de denrées alimentaires auprès des producteurs soit également une sorte de service social à la communauté, comme l'a déjà suggéré Simard (1982). Les données budgétaires des coopératives témoigneraient en effet de la survivance de cette pratique. Par exemple, à la coopérative de Povungnituk, durant l'année financière de 1993-1994, le chiffre de vente pour la nourriture du pays s'élève à 14 586 $ et les producteurs ont reçu 12 918 $. Il s'agit d'un profit peu important pour la coopérative. À Ivujivik, durant la même période, la coopérative a payé les producteurs 3 652 $, un prix plus élevé que ce que les marchandises ont rapporté, soit 3 531 $. Ces chiffres montrent en outre le peu d'importance accordée à cette activité par les coopératives par rapport à l'ensemble de leurs opérations. En 1972, les chiffres de vente pour ces produits à la coopérative de Povungnituk étaient même deux fois plus élevés comparativement au chiffre actuel (Simard 1982), ce qui laisse supposer une stagnation ou une diminution des activités des coopératives dans ce domaine. En somme, ces deux organismes apparaissent comme des lieux de distribution limitée pour les producteurs. La compagnie Les aliments arctiques du Nunavik a établi durant quelque temps un troisième point de distribution dans certains villages. Le nombre de prises n'a jamais atteint les quotas prévus (3000 caribous en 1994 selon Makivik 1994) et, comme nous l'avons signalé plus haut, très peu d'individus ont vendu leur production auprès de ces entreprises[11]. Cette situation laisse croire que les individus n'auraient pas d'emblée tiré profit des possibilités de vendre leur production. L'état du marché n'expliquerait donc pas à lui seul le fait que la production est écoulée ailleurs que sur le marché. Autrement dit, l'existence de points

---

[11] D'après les informations que nous avons recueillies, dans un des villages où une usine a été installée, les principaux participants sont deux des meilleurs chasseurs du village, des personnes de plus de 60 ans qui retirent par ailleurs des sommes très importantes du programme de soutien aux chasseurs.

de distribution marchande n'impliquerait pas nécessairement que les producteurs soient intéressés à vendre leur production.

Quelques indices laissent entrevoir une réticence des individus à échanger leur production sur le marché privé. Cette situation résulte-t-elle d'un comportement irrationnel de la part des individus? D'un côté, il est possible que la vente de nourriture, à des fins explicitement marchandes, soit considérée comme un comportement inacceptable socialement, pour des raisons symboliques ou encore par crainte de voir s'affaiblir le potentiel à des fins domestiques. Cette hypothèse serait notamment retenue par ceux qui ont critiqué le projet. En effet, en 1996, des plaintes ont été adressées à la compagnie par des chasseurs de Kangiqsualujjuaq, où l'une des usines était en opération. Selon les plaignants, l'usine installée dans ce village où 600 caribous avaient été préparés en 1995, pouvait provoquer une diminution du troupeau de caribous dont la taille était estimée, selon les sources citées, à plus de 800 000 têtes. Un quota de 1 800 caribous était également en vigueur et imposé par l'État provincial[12]. Nous ne possédons toutefois aucun témoignage à ce sujet. Cet événement révélerait que, de manière générale, la valorisation de la production à des fins vivrières prévaudrait sur tout prélèvement à des fins marchandes. Les individus ont de bonnes raisons de ne pas participer à cette entreprise même s'ils peuvent en tirer des revenus complémentaires. Ils seraient influencés par leurs craintes de voir disparaître le troupeau de caribous (une éventualité puisque cela est déjà arrivé dans le passé). Ou bien, ils répugnent à traiter les animaux comme des marchandises.

D'un autre côté, il se peut que les individus n'aient pas perçu la présence de ces usines comme une occasion d'augmenter significativement leurs revenus. Dans cette perspective, les revenus qu'ils auraient pu en tirer ne sont pas apparus comme étant essentiels, parce que leurs dépenses sont couvertes par d'autres sources de revenus telles qu'un salaire, des prestations gouvernementales diverses ou les revenus provenant du programme d'aide aux chasseurs qui par ailleurs offre un prix plus élevé pour la production vendue. En somme, en considérant l'énergie, le temps et

---

12 Nunatsiaq News 15 novembre 1996.

les investissements nécessaires à cette récolte supplémentaire, seul un très petit nombre d'individus auraient considéré que l'entreprise valait les coûts énergétiques et économiques. Bref, cette seconde proposition suggère que les producteurs sont en réalité économiquement rationnels. Ils auraient de bonnes raisons de ne pas vendre leur production à cette entreprise alors qu'ils peuvent obtenir davantage ailleurs, ou encore de ne pas accroître leur effort pour un revenu médiocre. Il est par conséquent possible que le comportement des chasseurs ait été motivé par des considérations purement utilitaires.

Par ailleurs, la faible participation des individus au projet de commercialisation pourrait également refléter la diminution générale du nombre de producteurs à temps plein. Ceux qui exercent cette activité de manière intensive tireraient davantage profit des occasions offertes pour maintenir un niveau de récolte élevé. Autrement dit, les chiffres moyens présentés témoigneraient du faible nombre de producteurs plutôt que d'une résistance culturelle ou économique à participer à ce projet. L'analyse du programme de soutien aux chasseurs, que nous présenterons ultérieurement, pourrait fournir des indications à ce sujet. Il ne faudrait toutefois pas minimiser l'importance du volume de la production qui a été vendue à la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik. En effet, les chiffres du tableau 4.1 ne concernent que quatre villages. En supposant que tous les villages avaient pu participer, le volume échangé aurait pu atteindre des niveaux beaucoup plus importants. Or cette question demeure toutefois hypothétique. L'échec de l'entreprise pourrait justement être attribuable au fait qu'elle ne représente pas un moyen jugé acceptable de distribuer une partie de sa production.

En somme, la distribution est encore largement aux mains des individus. La présence d'institutions ne concourt pas automatiquement à transformer tous les rapports sociaux antérieurs. Ce qui peut être perçu comme un avantage dans un contexte social, peut être jugé de manière différente ailleurs.

Le programme de soutien aux chasseurs se distinguerait de l'entreprise privée, en ce qu'il n'agit pas comme un marché. Comme nous l'avons déjà dit, la nourriture est offerte gratuitement à la population locale et,

contrairement à la production échangée aux Aliments arctiques du Nunavik, elle est précisément destinée à la communauté. Cela explique sans doute le second résultat important trouvé: le programme de soutien aux chasseurs est le principal organe de distribution de la nourriture à l'extérieur des réseaux sociaux de solidarité. Le programme apparaît ainsi plutôt comme une forme acceptable de redistribution de la nourriture, comparativement aux autres centres d'échanges marchands.

À l'instar du marché privé, le programme de soutien aux chasseurs médiatise la relation entre le producteur et le consommateur, selon des règles élaborées par l'institution moderne de la municipalité, qui ont peu à voir avec les normes de distribution traditionnelles basées sur le lien social. Cependant, la relation entre la carcasse qui se trouve sur les tablettes de l'entrepôt frigorifique et le producteur est beaucoup moins floue que le marché puisque la nourriture est produite par «les chasseurs», comme ils sont souvent nommés, c'est-à-dire les individus du village qui participent au programme. Ces gens sont connus et reconnus par la population. Le fait que la nourriture soit distribuée gratuitement incite peut-être les chasseurs à participer au programme. Cette caractéristique évoque, dans une certaine mesure, une forme de partage au sein de laquelle à la fois le chasseur et le consommateur retirent un bénéfice matériel. L'effet de réciprocité est toutefois neutralisé par la rétribution monétaire qui est offerte non pas par ceux qui reçoivent un morceau de viande mais par une entité plus ou moins anonyme représentée par la municipalité. Cette forme de circulation des biens n'est donc pas un don, même si les denrées sont *données* aux consommateurs, car elle se fait dans un rapport situé à l'extérieur des liens sociaux. En fait, bien plus que la compagnie les Aliments de l'Arctique, le programme de soutien aux chasseurs, parce qu'il s'assimile mieux à la société inuit concourrait à influencer la rationalité des chasseurs et des consommateurs. Il ne faut néanmoins pas exagérer son rôle ou son influence puisqu'une faible partie de la nourriture y circule.

4.2.5 Les revenus tirés de la vente de la production vivrière

Examinons maintenant ce que la vente de nourriture rapporte en argent sonnant, ainsi que ce que nous considérons comme étant des sous-produits des activités vivrières (fourrure, duvet, andouiller). Nous n'avons pas inclus dans notre calcul l'artisanat (sculpture, vêtements, colifichets divers). Le calcul des revenus de la production artisanale se trouve au chapitre 6 sur les revenus.

Méthode

En ce qui concerne les revenus provenant de la vente de produits par les particuliers à Nunalik et à Nunaliapik, nous avons utilisé les données des administrations locales relatives au programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage, selon la méthode exposée à la section précédente.

Les revenus provenant du programme d'aide aux chasseurs pour les autres villages ont été estimés à partir d'une étude réalisée en 1993 par l'Administration régionale Kativik sur les caractéristiques démographiques des prestataires du programme (Barrett 1994)[13]. Cette étude comprend des données sur le nombre de participants par village ainsi que les revenus qu'ils ont tirés du programme. Les montants totaux ont été ajustés en fonction de la population des villages en 1995 (cf. annexe 3). Ensuite, nous avons imputé aux villages la proportion des types de produits vendus (nourriture, artisanat, service), d'après les estimations pour les deux villages échantillons.

En ce qui concerne les ventes de produits alimentaires et non alimentaires aux coopératives, les données budgétaires des coopératives locales pour 1994-1995 fournies par la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec ont été utilisées. Nous avons suivi la méthode employée à la section précédente.

---

13 Dans cette étude, nous avons pu retracer les villages, bien que leurs noms aient été dissimulés.

Enfin, les gains réalisés grâce à la vente potentielle de fourrures ont été estimés à partir des données officielles sur le nombre de captures par village en 1994 pour certaines espèces (loup, ours polaire, renard arctique), établies par le ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEF). Ce nombre a été multiplié par la valeur moyenne de la fourrure pour ces espèces en 1995, selon les données du MEF, en faisant l'hypothèse, d'une part que ces produits avaient été vendus à l'extérieur du réseau coopératif et du programme d'aide aux chasseurs, et d'autre part que le prix de vente était celui suggéré par le MEF[14].

En l'absence de données sur les revenus que procure la vente de produits à la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik, nous avons estimé la valeur de cette production. Pour ce faire, nous avons utilisé le prix moyen payé aux particuliers par l'entreprise, soit environ 1,15 $ par kilogramme[15]. Nous avons multiplié ce montant par le chiffre du volume de nourriture vendu par les Inuit à cette entreprise.

Limites

Les limites décrites à la section précédente s'appliquent ici. Nous ajouterons que nous n'avons pu calculer les revenus de vente de tous les produits et sous-produits vendus. De plus, nous n'avons aucune idée des ventes faites par les particuliers aux magasins Northern. Toutefois, il y a tout lieu de croire qu'elles sont limitées. Nos évaluations seraient par conséquent sous-

---

[14] Valeur moyenne des fourrures et nombre d'animaux capturés en 1993-1994 (Source: Ministère de l'Environnement du Québec [s.d.])

Espèces	Valeur moyenne	Nombre	Total
Ours polaire	1 347 $	28	37 716 $
Loup	124,63 $	58	7 2289 $
Renard arctique	26,21 $	2	52 $
Total			44 997 $

[15] D'après nos sources, dans un des villages visités, la viande est achetée pour 75 $ par caribou si le poids de l'animal est de 60 à 75 kg, 100 $ si le poids atteint 75 à 100 kg et 125 $ si le caribou pèse plus de 100 kg (fiche n° 1407-17-R1).

estimées. Par contre, les fourrures échangées ont pu être comptées deux fois, selon les deux sources: les données du Ministère de l'environnement et celles des coopératives. Tout porte à croire que, étant donné l'état du marché des fourrures, ces limites ne modifient pas véritablement les conclusions que nous pourrions en tirer.

Résultats

Le tableau 4.2 présente les revenus monétaires provenant de la vente de produits vivriers: nourriture et sous-produits, selon les principaux points de vente au Nunavik.

Tableau 4.2- Revenus monétaires tirés de la vente de produits des activités de production vivrière selon la source, Nunavik 1995 ($ et %)

	Revenus annuels bruts		
Points de vente	Total $	Par ménage (n=1 691) $	%
Programme d'aide aux chasseurs			
Nourriture	637 161 $	377 $	47,5
Honoraires	532 650 $	315 $	39,7
Total	1 169 811 $	692 $	87,3
Coopératives*			
Nourriture	33 005 $	20 $	2,5
Autre produits**	48 809 $	29 $	3,6
Total	81 814 $	48 $	6,1
Les aliments arctiques du Nunavik***			
Nourriture locale	10 027 $	6 $	0,7
Nourriture externe	33 408 $	20 $	2,5
Total	43 434 $	26 $	3,2
Autre			
Fourrures******	44 997 $	27 $	3,4
Total	44 997 $	27 $	3,4
Total	1 340 056 $	792 $	100,0

* Les résultats comprennent une estimation des achats faits par les coopératives de Tasiujaq et d'Umiujaq pour lesquels nous n'avons pas de données officielles.

** Comprend: andouiller de caribou, duvet de canard eider et fourrure

*** Ne concerne que quatre villages seulement: Kangiqsualujjuaq, Kangiqsujuaq, Quaqtaq et Umiujaq.

**** Estimation du revenu à partir de la valeur potentielle des peaux capturées d'après les données officielles du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEF).

D'après nos calculs, la production vivrière rapporte plus de 1,3 millions $ en revenus aux Inuit, soit près de 800 $ par ménage. Nous retiendrons trois résultats importants.

Premièrement, le programme de soutien aux chasseurs est de loin la principale source de revenus de production au Nunavik. Ce résultat témoigne d'une part, du niveau de participation à cette entreprise et, d'autre part, du prix payé aux producteurs qui est plus élevé que ce qu'ils reçoivent lorsqu'ils vendent leur production ailleurs. Or il est difficile de conclure que le prix payé soit un facteur influençant les comportements des producteurs. Cependant, il est possible que, comme l'ont suggéré certains auteurs (Reeves 1993, Langdon 1991, Wolfe 1984), ce facteur puisse influencer l'effort de production.

Cependant, il ne faudrait pas donner plus de poids à ce facteur. Comme le montre le tableau 4.3, les revenus monétaires tirés de la vente de nourriture ne couvrent que 20 % des dépenses monétaires nécessaires à la production de cette nourriture et des sous-produits. Il s'agit d'un second résultat important. La vente de produits des activités de chasse et de pêche ne serait pas profitable, ce qui implique que les individus doivent trouver d'autres sources de revenus monétaires pour pouvoir acheter du carburant, des munitions et rembourser un emprunt contracté pour l'achat d'un véhicule. Cela pourrait sous-entendre que ces sources de revenus alternatives existent et sont plus profitables — si l'on considère les coûts et les bénéfices en nature et en argent — et possiblement plus acceptables socialement que l'échange de nourriture contre monnaie sonnante.

Quelles sont les bonnes raisons qui motivent les individus et leur famille à accumuler un déficit d'opération? La réponse à cette question sera développée dans la prochaine section.

Tableau 4.3- Comparaison entre les revenus monétaires tirés de la vente de produits et les coûts de production, Nunavik 1995 ($ et %)

	Revenus annuels bruts		
	Total $	Par ménage (n=1 691) $	%
A- Coûts de production*	6 606 293 $	3 907 $	100,0
B- Revenu total**	1 340 056 $	792 $	20,3
C- Différence (A-B)	5 266 237 $	3 115 $	79,7

* Source: tableau 3.2
** Source: tableau 4.2

Un troisième et dernier résultat suggère que la nourriture est le principal produit vendu constituant un peu plus de la moitié des revenus. La vente des fourrures et autres sous-produits des activités de chasse et pêche procure des revenus très secondaires, reflétant l'état de ce marché qui jadis était une source de revenus dominante pour les chasseurs, et grâce à laquelle ils finançaient leurs activités de production. Les Inuit tirent toutefois 40 % de leur revenu de production d'honoraires pour la production de nourriture. Ce résultat indiquerait qu'une portion importante des ressources du programme de soutien aux chasseurs est allouée aux activités de production collective. Nous reviendrons sur ce point dans une prochaine section.

4.3 La circulation informelle de la production vivrière

Nous avons vu qu'une partie de la récolte était écoulée sur les marchés. Dans cette section nous examinerons la production qui demeure hors-marché. Nous verrons de manière générale comment la distribution s'effectue, à l'aide de témoignages et d'observations sur le terrain. Ensuite, nous tenterons de mesurer le volume de nourriture qui est ainsi distribué.

4.3.1 La circulation informelle de la production au Nunavik

Au Nunavik, une partie de la production n'est pas vendue et ne circule pas dans les réseaux marchands. Un bref examen de nos entrevues montre que la distribution du fruit de la production, auprès des membres de la famille, des amis ou des voisins, est une pratique généralisée dans la population inuit.

D'après nos entrevues, une partie de la production peut d'abord être partagée entre les individus qui ont pris part aux activités de production (ménages n° 09, 01). Le gibier rapporté est ensuite autoconsommé par les membres corésidents d'une maisonnée. La production peut également être partagée avec des personnes extérieures à la maisonnée tel qu'un invité (fiche n° 292-A2).

Une autre partie de la production peut être distribuée à l'extérieur du ménage. Dans beaucoup de cas, il s'agit de parents proches ou éloignés. Cependant, la distribution peut être beaucoup plus élargie, puisque, d'après nos entrevues, on semble souvent partager avec les voisins[16], les amis ou encore, comme plusieurs nous l'ont mentionné, «avec n'importe qui». Le partage entre locataires d'un édifice à logements multiples a même été

---

16 Une étude approfondie du voisinage pourrait toutefois faire émerger des liens de parenté, comme l'a fait Dorais (1984) pour Quaqtaq.

signalé par un des participants à nos entrevues (ménage n° 22). De plus, il ne semble pas rare que des produits soient acheminés ou reçus par des personnes vivant à l'extérieur du village ou même de la région.

Ces situations révèlent possiblement des cas de réciprocité ou même d'obligation de partager avec certaines personnes, dont les membres de sa famille proche. Dans les camps, par exemple, les prises semblent être partagées également entre toutes les familles installées (ménages n° 26, 57, 64). Le partage de la nourriture se fait dans ce cas parmi les coproducteurs entre lesquels la solidarité demeure essentielle.

Au village, la distribution semble opérer d'après nos entrevues selon des règles différentes. Il existe bien sûr le partage généralisé entre parents et amis, dont nous venons de parler. Cependant, il ne s'agit pas d'une norme. En effet, certains individus ne donnent leurs prises qu'à certaines personnes en particulier:

> Quand je vais à la chasse, je donne de la viande, mais pas énormément. Je garde la plupart de mes prises et en donne à mes parents seulement (ménage n° 15).

Un autre partage toujours avec les mêmes personnes (ménage n° 02). De plus, certains nous ont mentionné qu'ils gardent presque tout ce qu'ils récoltent (ménages n° 51, 54). D'autres répondants affirment même ne pas partager les captures entre les chasseurs lors d'une activité de production (ménage n° 19, 54). Ces comportements qui se démarquent largement de la norme coutumière peuvent être en partie attribuables à une récolte médiocre. Par exemple, cet homme travailleur salarié nous dit à ce sujet:

> Au deuxième camp, je prends environ deux caribous; nous les gardons pour nous. J'ai également tué environ deux phoques dans toute l'année et je n'en ai pas pris d'autres. Il y a beaucoup de phoques, mais ma famille n'en a pas besoin. Au second camp, je prends environ cinq poissons par jour. Je les garde pour ma famille et nous en mangeons sur place. Je pourrais en prendre davantage, mais je pêche seulement ce dont nous avons besoin. [...] Nous mangeons le gibier que je rapporte (ménage n° 51).

D'après ce témoignage, le répondant limiterait volontairement sa production aux besoins de sa maisonnée. Cet individu ne semble d'ailleurs pas préoccupé par le fait de donner de la nourriture, ni d'en recevoir.

L'autoproduction semble combler les besoins de ce ménage en matière de nourriture du pays.

La distribution peut, en outre, être moins sélective, comme le raconte ce participant à nos entrevues:

> Quand je tue du phoque, je demande à l'annoncer à la radio afin que les gens viennent en chercher chez moi. (ménage n° 60)

Cet autre participant nous dit:

> Sur les 20 caribous que j'ai tués l'automne dernier, nous en avons gardé à peu près 10 pour nous. Mais lorsque les gens du village savent que quelqu'un a de la nourriture, ils viennent en demander. (ménage n° 08)

Ces deux exemples illustrent le fait que la distribution n'est pas toujours confinée à la famille. Elle peut être élargie à la communauté. Il s'agit ici d'un acte de partage indéterminé qui pourrait répondre à l'obligation coutumière de partager les prises lorsque quelqu'un en a besoin. Ce type de distribution pourrait également être vu comme étant une manière efficace d'écouler ses surplus et, en retour, un moyen de gagner le prestige qui accompagne une récolte abondante.

Par ailleurs, certains animaux doivent faire l'objet d'une distribution générale dans le village. Voici un exemple éloquent qui illustre les modalités de distribution dans certaines circonstances. Lors de notre passage à Nunaliapik, un jeune homme de 14 ans avait tué son premier béluga. La toute première prise est un événement important dans la vie des Inuit dans le passé tout comme dans le présent. Une fois la baleine hissée sur la berge, des hommes plus âgés se sont joints au jeune chasseur et ont procédé au dépeçage et à la distribution de l'animal. «L'acquéreur du gibier», pour reprendre l'expression de Saladin d'Anglure (1967), a reçu la queue entière de l'animal. Ensuite, des parts à peu près égales ont été distribuées aux nombreuses personnes, jeunes, vieux, hommes, femmes, qui s'étaient attroupées autour de l'animal, chacune d'elles tendant un sac de plastique. Les premiers venus ont reçu les meilleures parts, le *mattaq* [épiderme], les derniers arrivés ont dû se contenter de la viande, dont les Inuit sont en général moins friands (fiche n° 07-MK-13/07-A8). Certains semblaient indiquer leur préférence pour le *mattaq*, d'autres pour la viande ou même le gras. Une scène analogue a été observée à Nunalik à l'arrivée

du bateau du programme de soutien aux chasseurs, où les morceaux de huit bélugas, dépecés et entreposés dans des glacières, ont été distribués selon l'ordre d'arrivée des individus (fiches n° 04/08-A53). Dans les deux cas, mis à part le morceau attribué à celui qui avait abattu les animaux, la distribution des morceaux a été effectuée selon la règle du premier arrivé premier servi, sans lien apparent entre la personne, le morceau et le chasseur comme c'était le cas à l'époque traditionnelle. Jadis, selon Graburn (1969), les gros mammifères devaient ainsi faire l'objet d'une distribution communautaire. Cependant ici, les règles de distribution établies par le programme de soutien aux chasseurs semblent avoir remplacé le principe de la réciprocité implicite au partage communautaire.

Il est utile de mentionner ici la persistance de certaines coutumes telle que la distribution rituelle de nourriture à l'accoucheuse. Dans le passé, la première prise était donnée à la sage-femme qui avait aidé la mère à accoucher. Aujourd'hui, comme les enfants naissent à l'hôpital, les parents invitent une amie de la famille pour jouer le rôle d'accoucheuse symbolique[17] (Dorais, comm. pers.).

Des participants à nos entrevues estiment qu'ils distribuent 50 % de leur récolte (ménages n° 60, 08, 17, 21), d'autres évaluent ce volume à 75 % (ménages n° 18, 05). Un répondant nous a mentionné qu'il donne la totalité de sa production (ménage n° 22) ou garde l'essentiel, «ce qu'il me faut» (ménage n° 24). Par contre, certains, comme nous l'avons mentionné, conservent la presque totalité de leurs prises pour la maisonnée. En somme, d'après les témoignages recueillis, le volume de la production vivrière distribué varierait selon les individus.

Enfin, nous avons noté que le partage de la nourriture suit encore certains rituels particuliers, bien qu'aucune question n'ait porté explicitement sur cet aspect. Toutefois, comme nous l'avons vu, la première prise de chaque animal est marquée par un morceau particulier. De plus, le rôle des femmes

---

[17] Il serait intéressant de voir si la présence de sages-femmes inuit à l'hôpital de Puvirnituq n'a pas réintroduit le rituel du premier gibier à l'accoucheuse. Par ailleurs, nous savons qu'à Kuujjuaq des médecins qui avaient accouché d'enfants ont reçu une part (peau, viande) de leur premier gibier.

(de la mère), en ce qui concerne la distribution des prises rapportées par le père, a été mentionné à quelques reprises (ménage n° 18, 23, 57, 60). Nous savons par ailleurs qu'il s'agit d'une tâche traditionnellement dévolue aux femmes et qui était largement inchangée à Ivujivik dans les années 1960 (Guédon 1967).

En résumé, même si cette question n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi dans le cadre de cette étude, nous pouvons d'emblée suggérer que malgré les modification qu'ont connues les modèles coutumiers de distribution plusieurs règles informelles ont toujours une fonction sociale, symbolique, économique et culturelle pour les individus.

4.3.2 Le calcul de la circulation informelle de la production

Méthode

Les informations recueillies lors de notre enquête ne nous permettent pas de mesurer la circulation non marchande de la production vivrière. Les données présentées découlent des résultats obtenus pour la production vendue. La production non marchande a été estimée en soustrayant, de la production totale, la part vendue.

Ce calcul, basé sur la différence entre la quantité de gibier récoltée par les membres d'un ménage et celle qui est vendue, repose sur l'hypothèse que la récolte détermine la quantité de gibier distribuée. Elle suppose également qu'une partie du résultat constitue la partie consommée dans le ménage (cf. chapitre 5) et l'autre portion serait vraisemblablement distribuée à l'extérieur du ménage. Si l'on suppose qu'une partie de la production non vendue sert en priorité à satisfaire les besoins du ménage, la portion restante devrait théoriquement être distribuée à l'extérieur du ménage (y compris la nourriture consommée par des invités).

Limites

Les résultats doivent être interprétés à la lumière des limites exposées dans les sections précédentes.

Il a été impossible de déterminer la part que les producteurs conservent pour eux-mêmes, ni de dissocier la part autoconsommée de celle qui serait partagée. En outre, nous n'avons pu mesurer le volume de nourriture qui a transité par le marché avant d'être partagé, ni toute nourriture qui se serait retrouvée dans la voie marchande après avoir été échangée de manière informelle. Autrement dit, notre méthode ne permet pas de mesurer l'ensemble des flux entre les maisonnées.

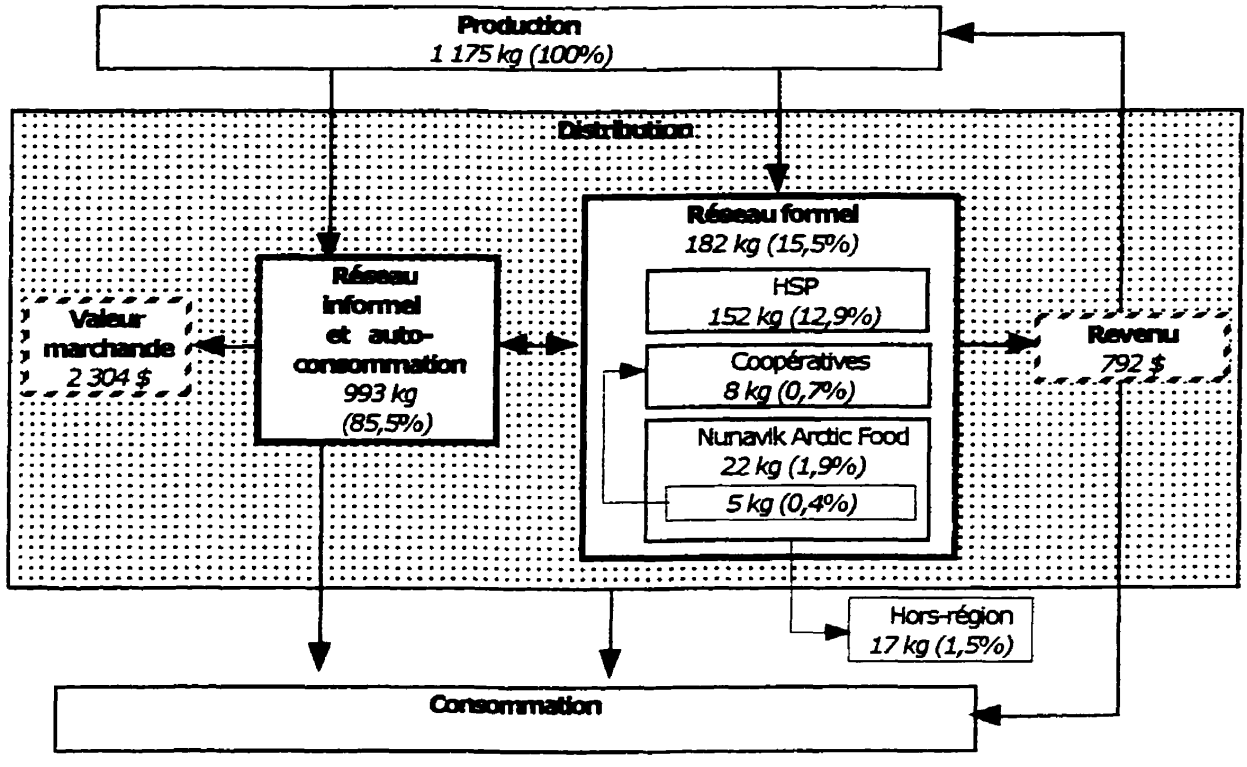
4.3.3 Résultat pour le Nunavik

D'après nos calculs, 1 679 072 kilogrammes de gibier, poisson et de fruits sauvages ne sont pas vendus, c'est-à-dire 993 kilogrammes par ménage, représentant 85 % de la récolte totale. En somme, la majorité de la production vivrière des Inuit du Nunavik n'aurait pas été vendue en 1995. La figure 4.1 résume le modèle économique général de circulation de la production vivrière, ainsi que les résultats de nos estimations.

Le graphique montre schématiquement de quelle manière la nourriture produite est distribuée avant d'être consommée. Une partie de la production prend le chemin de la sphère marchande et rapporte un certain revenu. La très grande majorité de ce qui est produit ne passe pas par le marché et se retrouve soit directement sur la table du producteur, soit du producteur au consommateur. Il s'agit de quantités substantielles de nourriture qui n'ont pas fait l'objet d'une médiation par le marché. Nous retiendrons également qu'en 1995, 99 % de la production serait demeurée dans la région. En conséquence, il est envisageable qu'une bonne partie de ce qui est consommé par les individus incorpore le lien social qui rattache d'une part, le produit au producteur et, d'autre part, le producteur au consommateur. Par ailleurs, il se peut que ces résultats soient différents si l'on devait inclure

la nourriture produite grâce aux moyens fournis par le programme de chasse et pêche et dont il nous a été impossible d'estimer le volume (cf. note 20 du chapitre 3).

Figure 4.1- Modèle théorique de la distribution de la production vivrière moyenne des ménages du Nunavik 1995



Nous avons également indiqué la valeur marchande de cette production. Cette question sera développée à l'instant.

4.3.4 La valeur monétaire de la production non marchande

Au plan matériel, la récolte fournit des quantités importantes de nourriture fraîche et nutritive. Ainsi, en considérant simplement les niveaux de récolte, tels qu'ils ont été calculés au chapitre précédent, un ménage moyen de cinq personnes au Nunavik peut théoriquement compter sur un apport journalier

de 3 kilogrammes de venaison, de poisson et de fruits sauvages. En vendant une partie de sa production, le ménage obtient une compensation sous forme monétaire dont le montant est déterminé par le marché, ou par d'autres mécanismes régulateurs tels que le programme de soutien aux chasseurs. La partie qui n'est pas vendue aurait également une valeur. Ce raisonnement s'appuie sur le fait que même si elle n'a pas de valeur marchande dans le système économique moderne, la nourriture autoconsommée ou distribuée par les chasseurs dans les réseaux informels aurait un poids économique qu'il est impossible de négliger (Usher 1976). Selon cette hypothèse, il est possible d'attribuer une valeur à cette production, ainsi qu'à la portion qui est échangée et consommée. L'estimation du revenu non monétaire est une question délicate qui pose des problèmes méthodologiques considérables, surtout, lorsqu'il s'agit de faire des comparaisons dans le temps.

Certains auteurs ont tenté de répondre à l'importance de comptabiliser l'économie non monétaire. À la fin des années quarante, Jenness (1964) estimait le revenu total des ménages inuit de Kuujjuaq à 1 000 $, dont la moitié aurait constitué la portion non monétaire. Sa méthode repose sur un *informed guess* sans plus. Arbess (1966) a tenté lui aussi d'estimer le revenu total à Kangiqsualujjuaq au début des années soixante, alors que les résidants autochtones étaient engagés dans l'industrie de la pêche commerciale et de la coupe de bois. L'auteur, dont la méthode était également basée sur son expérience, évaluait la production alimentaire à 50 % du revenu formel. Ces méthodes permettent tout au plus de rendre compte de la marchandisation de l'économie familiale inuit à certaines époques. D'autres auteurs ont calculé le revenu informel de manière beaucoup plus systématique et rigoureuse. Simard *et al.* (1996) ont estimé le revenu non monétaire qu'ils ont défini par la valeur marchande de la production autarcique ainsi que par la valeur des transferts indirects de l'État pour le logement. Selon cette méthode, la production autarcique entre 1968 et 1984, serait passée de 63 % du revenu total à 21 %. Duhaime (1987) et Simard (1982) sont arrivés à des chiffres différents en utilisant une autre méthode. Celle-ci est basée sur la valeur moyenne des dépenses consacrées à l'alimentation, à l'habillement et au transport, en tenant compte de l'occupation principale des individus. Selon cette méthode, qui

repose sur autant d'hypothèses, on estime la valeur de la production autarcique à 23 % du revenu total en 1973 et 10 % pour 1983. Duhaime (1987) a également fait d'autres estimations, en utilisant d'autres méthodes, et les résultats oscilleraient entre 14 % et 25 % du revenu total. En ajoutant le montant estimé relatif à la valeur de la production alimentaire au revenu des ménages, nous obtenons une structure de revenu différente: les revenus totaux augmentent et, dans certains cas, la hausse serait impressionnante. À Sanikiluaq en 1984, cette valeur aurait atteint 7 000 $ par personne, soit 57 % du revenu de la communauté (Quigley et McBride 1987). Tous ces cas, qui reposent sur des méthodes différentes, montrent bien les limites de cette entreprise, surtout pour la comparaison, bien qu'elle permette effectivement de rendre visible cette portion de l'économie.

Il existe donc plusieurs méthodes pour estimer la valeur de la nourriture, toutes discutables et imprécises. Quelle que soit la méthode choisie — coûts de production, coûts du marché, coûts d'opportunité, coûts de remplacement ou encore l'utilisation de la proportion des dépenses dans l'économie budgétaire des familles canadiennes (cf. Simard 1982) —, l'opération repose sur une série d'hypothèses et pose des problèmes de mesure importants. En effet, comment déterminer le volume de la production qui est effectivement utilisé? Comment évaluer, sous une forme monétaire, la consommation domestique hors marché? Faut-il simplement considérer sa valeur d'usage, et comment mesurer la valeur symbolique? Bien que le choix d'une méthode en particulier dépende des objectifs fixés par le chercheur, certains auteurs affirment, cependant, que la méthode basée sur les coûts de substitution ou de remplacement serait la meilleure (Smith 1991, Usher 1976).

C'est le choix que nous avons fait. Ainsi, la valeur de la production hors marché a été déterminée par sa valeur marchande sur les marchés du Nunavik. Cette méthode est basée sur la valeur potentielle de cette production si celle-ci avait été vendue. Au Nunavik, les canaux de vente étant limités, il n'est pas certain que cette méthode soit totalement rigoureuse. Quoi qu'il en soit, l'exercice consiste à prendre le volume de la production vivrière totale, duquel nous soustrayons la portion vendue. La différence est multipliée par 2,32 $ par kilogramme, c'est-à-dire le prix

moyen au Nunavik[18]. Cette méthode nous a permis d'estimer la valeur de la production non marchande à 2 304 $ par ménage, pour un total de 3,9 millions $ pour la région.

Le fait d'avoir imputé une valeur à cette portion de la production vivrière nous a permis d'attribuer une valeur économique à ce qui est rarement comptabilisé. Bien qu'il puisse apparaître comme étant un exercice théorique, notre calcul aurait un effet sur l'ensemble du budget des ménages. En considérant la valeur imputée à la nourriture, à laquelle nous ajoutons les revenus obtenus grâce à la vente de produits que nous avons estimés à 792 $, la distribution formelle et non formelle de la récolte vivrière rapporte potentiellement 3 096 $. Ces résultats indiquent qu'en moyenne, au Nunavik en 1995, les activités de production vivrière sont déficitaires d'environ 21 % plutôt que 80 % comme calculé précédemment (cf. tableau 4.3); il s'agit de la différence entre les dépenses de production et les revenus que la production vivrière génère en argent et en nature.

Comment expliquer l'écart entre les coûts de production et les revenus que les chasseurs en tirent? Autrement dit, quelles sont les bonnes raisons motivant les individus et leur famille à accumuler un déficit d'opération? Plusieurs propositions peuvent être soumises pour comprendre ce phénomène. Premièrement, les coûts de production peuvent apparaître assez diffus et difficiles à mesurer lorsqu'une comptabilité serrée des dépenses n'est pas effectuée. Le chasseur connaît le prix des biens dont il a besoin mais il y a tout lieu de croire qu'il ne connaît pas son véritable coût de production. À notre avis, il ne le compte pas. Toutefois, son principal problème est de trouver les ressources dont il a besoin au moment opportun. Pour ce faire, il peut en recevoir ou en emprunter. Dans ces circonstances, il peut porter sa requête auprès de ceux qui ont les moyens de lui fournir ce dont il a besoin et qui, en même temps, comptent sur lui pour recevoir de la nourriture du pays. De sorte que la circulation de biens et d'argent contribue à maintenir un système de réciprocité entre les individus qui permet aux producteurs de poursuivre leurs activités de récolte. Selon

---

[18] Le calcul est établi comme suit: 307 787 kg de produits vendus (cf. tableau 4.1) ayant rapporté 713 601 $ (cf. tableau 4.2 "nourriture"), soit 2,32 $ par kilogramme.

cette proposition, les individus sont économiquement rationnels puisqu'ils emploient des moyens appropriés pour obtenir de l'argent, mais ne sont nullement motivés par le profit qu'ils pourraient en tirer. En second lieu, un tel comportement peut s'expliquer par la valeur associée à ces activités et au produit de celles-ci. Ici, ce qui apparaît comme étant un déficit budgétaire est source de prestige pour les chasseurs; il est par conséquent socialement rationnel. Troisièmement, le don entre les individus raffermirait les liens sociaux entre les individus et peut également procéder d'obligations diverses. Enfin, cette production, malgré ses coûts et les pertes qu'elle encourt sur le plan fiscal, comble un besoin unique qui n'a pas d'équivalent sur le marché. En somme, l'analyse des résultats sur la distribution de nourriture nous permet d'avancer que les raisons qui motivent les chasseurs à donner procèdent de divers types de rationalité. Cependant, bien que les comportements des chasseurs se fondent aussi sur le désir de trouver les ressources pour parvenir à une fin, celle-ci n'est pas orientée vers le profit individuel. Enfin, la valorisation du partage serait associée à l'identité inuit. Sur ce point, une femme nous dit:

> Quand je prépare de la nourriture pour les autres, je ne suis pas payée parce que les Inuit essayent toujours d'aider les membres de leur famille (ménage n° 66).

En somme, le don de nourriture est sans aucune hésitation une pratique très vivace aujourd'hui. Les chiffres montrent que cette pratique domine largement la distribution effectuée par d'autres canaux. Le don de nourriture persiste malgré les coûts importants que la production entraîne pour les producteurs. La valeur de cette pratique va bien au-delà de sa valeur marchande, monétaire ou nutritionnelle. Les produits récoltés, lorsqu'ils sont partagés, sont une source de motivation, d'identité et de prestige pour celui qui chasse et qui donne (Gilman *et al.* 1997, Freeman 1996, 1988, Condon *et al.* 1995, Caulfield 1993, Kruse 1991, Wenzel 1991). Les activités entourant le processus de distribution informel demeurent une partie essentielle de la culture inuit. Elles contribuent à la socialisation des jeunes par l'acquisition de valeurs, d'attitudes et de comportements désirables (p. ex. Dahl 1989). Si elles apparaissent déficitaires sur le plan budgétaire, la valeur symbolique des produits et des liens sociaux qui sont confirmés par la distribution est très élevée. Ce déficit est donc socialement rationnel et les bénéfices qu'en tire le producteur sont parfois plus avantageux que ceux

qu'il pourrait retirer d'un emploi rémunéré (p. ex. Condon *et al.* 1995; Kruse, 1991).

4.4 Un réseau formel: le Programme d'aide aux Inuit pour leurs activités de chasse, de pêche et de piégeage

Nous avons vu que le programme de soutien aux chasseurs est le réseau privilégié par les producteurs inuit. Plus de 250 tonnes de produits comestibles y sont passées en 1995, soit 83 % de toute la production vivrière vendue. Dans la présente section nous décrirons plus en détail de quelle manière le programme profite aux producteurs et qui sont ceux qui en bénéficient le plus. Dans un premier temps, nous donnerons un aperçu de la participation des individus au programme. Ensuite, nous explorerons les revenus gagnés par les participants. Enfin, nous examinerons les caractéristiques de la récolte échangée.

Les résultats sont tirés des registres des administrations locales du programme dans les deux villages échantillons, selon la méthode décrite à la section 4.2.

4.4.1 Le taux de participation

D'après les registres consultés, les Inuit de Nunaliapik et de Nunalik ont effectué respectivement 597 transactions et 391 transactions entre le 1er juillet 1994 et le 30 juin 1995[19]. Ces transactions comprennent la vente de denrées alimentaires, d'artisanat, ainsi que des services rendus par les individus contre une rétribution monétaire.

Le taux de participation varie grandement d'un village à l'autre. À Nunalik, 38 % (n=87/228) des ménages ont au moins un membre participant. Ce taux s'élève à 84 % (n=75/88) à Nunaliapik. Il s'agit d'une différence très importante entre les deux villages.

---

[19] Nous avons exclu les transactions faites avec les compagnies ainsi que par les individus qui n'étaient pas sur la liste de population corrigée des villages.

Un bref examen des participants au programme de soutien aux chasseurs, en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques et économiques, révèle que le programme touche en effet une gamme étendue d'individus: personnes âgées, jeunes, femmes, hommes dont l'occupation principale et le niveau de vie sont également assez diversifiés. Le programme s'adresserait par conséquent à quiconque, non pas uniquement à ceux qui pratiquent la chasse et la pêche à temps plein, ni aux personnes dont le revenu est bas. Vu sous cet angle, le programme semble fidèle à ses objectifs, c'est-à-dire un programme d'accès universel pour les Inuit.

Cependant, nos données montrent que certaines catégories de la population y participent davantage. D'une part, les sommes sont, en moyenne, principalement versées aux chefs de ménages (homme et femme mais surtout les hommes) qui obtiennent plus de 80 % du montant distribué. Il est possible que ces chiffres indiquent une perte de popularité des activités de production auprès des jeunes, comme le constatent Lamothe et Lemire (1994). Cette situation pourrait résulter d'une politique interne qui vise à favoriser les chefs de famille plutôt que les enfants. D'autre part, les hommes reçoivent la plus grande partie des fonds puisque moins de 10 % des sommes sont attribuées aux femmes dans les deux villages. Ce résultat pourrait refléter le fait que les hommes vendent davantage que les femmes, ou encore résulter de la manière dont les données sont colligées dans les registres du programme et qui ne tient compte que des vendeurs et non pas des producteurs.

4.4.2 Les revenus

Le tableau 4.4 présente pour les deux villages échantillons les principaux produits échangés par le programme de soutien aux chasseurs, ainsi que les revenus qu'ils ont rapportés aux participants.

Tableau 4.4- Ventes réalisées par les ménages dans le cadre du programme de soutien aux chasseurs, selon la catégorie de produits, villages échantillons, 1995 ($ et %)

	Ventes			
	Nunalik		Nunaliapik	
Catégories de produits	$	%	$	%
Gibier	33 702 $	45,2	57 648 $	54,5
Services	40 250 $	54,0	36 548 $	34,6
Artisanat	590 $	0,8	11 535 $	10,9
Total	74 542 $	100,0	105 731 $	100,0
Moyenne par ménage participant	857 $		1 410 $	

Tout d'abord, le programme a rapporté 105 731 $ aux ménages de Nunaliapik et 74 542 $ à ceux de Nunalik. En moyenne, les ménages de Nunalik ont encaissé 857 $. Ce montant atteint 1 410 $ à Nunaliapik. L'écart relatif au taux de participation ainsi qu'aux sommes attribuées est frappant. Les différences sont attribuables à la façon dont chaque village gère le programme[20]. La vente de gibier procure la plus grande partie des revenus à Nunaliapik. Ce qui n'est pas le cas à Nunalik, où les administrateurs du programme dépensent davantage pour l'engagement de chasseurs plutôt que pour l'achat de nourriture directement des particuliers. Un ex-membre du conseil municipal justifie cette politique par le fait qu'il serait plus économique d'engager des chasseurs à salaires que d'acheter la production des particuliers (fiche n° 328-F18). Cependant, nous n'avons pu vérifier ces faits. Quoi qu'il en soit, il est clair que la part des honoraires est très importante, par rapport à l'achat direct auprès des producteurs inuit, ce qui tend à confirmer, du moins en partie, les affirmations ci-contre de l'ancien

20 Le cas de Nunalik est particulièrement singulier. En effet, lorsqu'on fait la moyenne des montants de la subvention pour 1994 et 1995 pour les deux sous-programmes qui s'adressent plus particulièrement à la population locale, c'est-à-dire les sous-programmes «service de chasseurs» et «chasse et pêche» (cf. Duhaime *et al.* 1998b), la somme obtenue pour Nunaliapik se rapproche grandement de nos calculs. Par contre, si l'on effectue la même opération pour Nunalik, notre résultat est plus de deux fois moindre. Quelques indices laissent croire que l'achat et l'opération d'équipement aurait été classé dans ces deux sous-programmes à Nunalik. Cependant, il est difficile de vérifier cette affirmation puisque, la plupart du temps, le code de sous-programme n'a pas été inscrit à côté de la transaction.

élu local. En outre, si l'on considère la moyenne de la subvention attribuée à ces deux villages pour 1994-1995, une bonne partie de celle-ci échappe aux individus dans les deux cas. Cependant, la situation est accentuée à Nunalik. En effet, si l'on compare les données obtenues pour les deux villages de notre échantillon, les participants de Nunalik ne s'accaparent que 17 % de la subvention totale pour ce village, en 1995. Cette proportion grimpe toutefois à 41 % dans le cas de Nunaliapik[21]. En somme, nos estimations tendraient à confirmer le fait qu'une grande partie de la subvention est utilisée à d'autres fins que l'achat de denrées aux individus, une tendance générale déjà rapportée par d'autres organismes (Barrett 1994), plus marquée à Nunalik.

Il est intéressant que le phénomène touche Nunalik, le gros village, et non pas Nunaliapik. Le fait qu'à Nunalik les gestionnaires locaux du programme aient choisi d'investir dans des moyens collectifs, préfèrent payer des honoraires et se sentent concernés par l'efficacité pourrait indiquer un glissement vers une prise en charge des besoins de la population par une institution étatique plutôt que par la communauté. À Nunaliapik, la subvention sert plutôt à rétribuer les chasseurs sur une base individuelle donc à maintenir des activités individuelles, alors qu'à Nunalik on semble davantage préoccupé par les besoins de consommation de la population. Un plus grand engagement de l'État dans ce village apparaît comme une solution aux problèmes de production et de distribution de la nourriture du pays. La dimension démographique explique peut-être les transformations du système d'interaction. Les mouvements de population entre ce village et d'autres régions ont également pu influer sur l'état de l'organisation informelle de la communauté de Nunalik comparativement à Nunaliapik où la population est plus homogène. Une étude de l'évolution de l'organisation

---

21 Il est possible que les chiffres présentés soient sous-évalués. Nos estimations pour 1994-1995 proviennent des données pour 1993, que nous avons ajustées au prorata de la population de chaque village en 1995. D'après les données disponibles, la population a augmenté de 6 % en moyenne. Or, d'après les données compilées par Duhaime *et al.* (1998b), la subvention totale pour ce programme est passée de 2 984 040 $ à 3 508 185 $ — en excluant Kiggalik (Chisasibi) et ce qui n'a pu être classé — soit un accroissement de 18 %. Si nous adoptons le taux de 18 % d'augmentation, nous obtiendrions 1 395 547 $, plutôt que 1 246 383 $ obtenu avec notre méthode. Il s'agit d'une différence de plus de 150 000 $. Cependant, cette méthode n'est apparue ni meilleure ni moins bonne pour estimer les revenus des participants au programme de soutien aux chasseurs. En effet, la proportion des sous-programmes, tels que celui de «chasse et pêche», semble changer d'une année à l'autre.

communautaire serait toutefois nécessaire pour mieux comprendre l'effet de ces facteurs sur le système d'interaction.

Les revenus d'artisanat ne seront pas discutés dans ce chapitre. Ils seront analysés au chapitre 6 qui porte sur les revenus.

Voyons, maintenant, comment les sommes sont réparties entre les ménages participants. Le tableau 4.5 montre les revenus gagnés par les ménages ayant participé au programme de soutien aux chasseurs dans les villages échantillons. En premier lieu, les sommes versées aux ménages varient de 10 $ à 7 372 $ selon le village. Un regroupement des ménages selon huit classes de revenu nous permet de montrer que plus de 80 % des ménages empochent moins de 2 000 $ dans les deux villages échantillons. Un très faible nombre a gagné plus de 5 000 $.

Tableau 4.5 - Répartition des ménages participants au programme de soutien aux chasseurs selon les revenus gagnés, villages échantillons 1995 (N et %)

	Ménages participants			
	Nunalik		Nunaliapik	
Classes de revenu	N	%	N	%
Plus de 7000$	—	—	1	1,3
6 000 $ à 6 999$	1	1,1	1	1,3
5 000 $ à 5 999 $	—	—	2	2,7
4 000 $ à 4 999 $	3	3,4	6	8,0
3 000 $ à 3 999 $	3	3,4	1	1,3
2 000 $ à 2 999 $	3	3,4	4	5,3
1 000 $ à 1 999 $	13	14,9	17	22,7
1 $ à 999 $	64	73,6	43	57,3
Total	87	100,0	75	100,0

Ces quelques résultats nous permettent de suggérer que le programme ne procure des revenus substantiels qu'à une minorité de participants. En effet, dans les deux villages échantillons, les dix ménages qui retirent le plus

d'argent du programme reçoivent entre 2 100 $ et 7 400 $ selon le village. De plus, ils accaparent près de la moitié des sommes totales versées aux participants, la moitié des revenus d'honoraires (p. ex. service de chasseurs) et environ 44 % de toutes les sommes pour la vente de nourriture. De plus, dans la majorité des cas, le principal participant au programme dans le ménage est un chef de ménage de sexe masculin qui n'a pas d'emploi régulier, respectivement 9/10 et 8/10 à Nunalik et à Nunaliapik. Ces caractéristiques peuvent suggérer que les participants les plus actifs seraient des individus qui se consacrent principalement à la production vivrière et pour qui le programme de soutien aux chasseurs est une source de revenu essentielle. Un des participants, chasseur de Nunalik nous dit:

> Les gens nécessiteux peuvent aller au *Hunter Support Program* [programme de soutien aux chasseurs]. Cependant, très souvent durant l'été, le *Hunter Support Program* manque d'argent et les responsables ne peuvent pas acheter de gibier. Certaines familles n'ont absolument rien et, par le fait même, n'ont rien à partager. (ménage n° 13)

Un autre chasseur réputé de Nunaliapik soutient:

> Je trouve que le *Hunter Support Program* n'aide pas les chasseurs pour acheter de l'essence. J'aimerais que le *Hunter Support Program* me verse un salaire pour chasser. Il y a d'autres chasseurs qui sont trop pauvres pour chasser et le *Hunter Support Program* devrait les aider davantage. (ménage n° 60)

Ces témoignages révèlent l'importance du programme pour certains ménages en ce qui concerne les revenus qu'ils peuvent en tirer tant pour soutenir leurs activités de production, que pour assurer un approvisionnement en nourriture. Les individus sont manifestement rationnels à tout point de vue dont sur le plan économique. En outre, l'État jouerait un rôle beaucoup plus important que nous le suggérions au chapitre précédent et, de ce fait, son intégration à l'organisation de l'économie vivrière de la collectivité montre que son rôle y est socialement accepté. Les rémunérations obtenues par les producteurs dans le cadre du programme procurent à la fois des intrants indispensables aux activités de production dans leur ensemble, et participent au maintien des réseaux formels mais aussi informels de distribution de la nourriture. Ainsi, même si la nourriture distribuée par le programme est quantitativement beaucoup plus faible comparativement au réseau informel, son importance n'est pas moins vitale. Il est possible que le réseau informel ne rejoigne pas l'ensemble de la population et certaines personnes ou ménages comptent donc sur le

programme de soutien aux chasseurs pour obtenir de la nourriture, à tout le moins durant certaines périodes de l'année.

En outre, ces témoignages illustrent le degré de dépendance aux ressources monétaires pour la production vivrière de sorte que si les producteurs ont de bonnes raisons de donner leurs produits, ils en ont tout autant de très bonnes de les vendre.

4.4.3 La quantité vendue

Examinons brièvement le volume de la production qui passe par le programme. Dans le tableau 4.6, nous avons indiqué la production vendue directement par les participants, en poids et en argent, selon les espèces. Mentionnons que ces résultats ne tiennent pas compte de la nourriture rapportée par les chasseurs engagés à honoraires.

Tableau 4.6- Quantité et valeur de la production vendue par les ménages au programme de soutien aux chasseurs selon l'espèce, villages échantillons, 1995

	Vente					
	Nunalik			Nunaliapik		
Espèces	kg	$	% poids total vendu	kg*	$	% poids total vendu
Caribou	7 624	16 710 $	57,2	13 761	34 758 $	62,5
Phoque	2 476	5 460 $	18,6	1 932	3 850 $	8,8
Poisson	1 816	4 005 $	13,6	5 723	14 310 $	26,0
Crustacé*	1 075	6 791 $	8,1	221	2 723 $	1,0
Sauvagine	—	—	—	371	2 007 $	1,7
Ours polaire	334	737 $	2,5	—	—	—
Total	13 327	33 702 $	100,0	22 006	57 648 $	100,0
Valeur moyenne au kilogramme		*2,53 $*			*2,62 $*	

* En poids comestible

Tout d'abord, nous remarquons que le caribou est de loin l'espèce la plus vendue dans les deux villages, malgré l'existence de différences importantes sur le plan écologique entre les deux régions. De plus, la répartition établie des espèces ne correspond pas non plus à la répartition moyenne établie entre 1976 et 1980 par le Comité de recherche sur la récolte autochtone dans ces deux villages. Ces chiffres expriment-ils un engouement pour la venaison de caribou? Le cas échéant, comment l'expliquer? Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, si l'on tient compte des tendances depuis la fin des années 1970, il semble que le caribou soit une espèce qui ait gagné en popularité auprès des chasseurs. Une première hypothèse pour expliquer l'importance des volumes de caribou vendus est liée à la récolte. En effet, si la récolte de caribou est plus élevée, il est possible que l'on cherche à écouler ce produit sur le marché. En somme, on trouverait une correspondance entre la récolte et la vente. Selon les données compilées pour les villages échantillons, on trouve, en effet, une telle correspondance à Nunalik pour les principales espèces. Or ce n'est pas le cas à Nunaliapik. Dans ce village, le phoque est une espèce encore abondamment récoltée. Cependant, la proportion écoulée dans le cadre du programme est négligeable et bien inférieure à la quantité de caribous qui est échangée dans le même cadre. En conséquence, l'adéquation entre récolte et vente ne semble pas expliquer tous les cas. En supposant que le volume de la récolte de phoque n'ait pas été surestimé, comment alors expliquer le fait qu'on vende davantage de caribous alors qu'on récolte beaucoup de phoques à Nunaliapik?

Cette question nous amène à notre seconde hypothèse: l'appât du gain. Le prix offert à Nunaliapik varie selon la ressource (50 $ pour un phoque annelé et 150 $ pour un caribou); à Nunalik le prix est homogène d'une espèce à l'autre (1 $ le kilo). Un caribou est un animal relativement *facile à tuer*, rapporte davantage au poids à Nunalik et en argent à Nunaliapik (une différence de 100 $) qu'un phoque annelé qui de surcroît est une ressource beaucoup plus difficile à chasser, nécessitant du temps et des habilités particulières, tout spécialement en hiver. Dans ces conditions, il est possible qu'un individu moyen voit un avantage à chasser le caribou plutôt que le phoque, et vendre plus de caribous que de phoques si le prix est avantageux. Dans ce cas, le désir d'obtenir une rétribution monétaire

influencerait à la fois la décision de vendre ou de donner, mais aussi l'orientation de la récolte vers des espèces plus rentables. En outre, la peau de phoque a également perdu une grande partie de sa valeur marchande à la suite de la chute du marché de cette fourrure au début des années 1982. En effet, selon Dorais (1997), la peau de phoque était achetée pour un prix dérisoire en 1993, soit 3 $. Il est possible que cet événement ait grandement contribué à réduire l'intérêt pour cette espèce et à augmenter la récolte de poisson et de caribou, comme le suggèrent certains (Wenzel 1991, Dorais 1997).

L'hypothèse du gain monétaire nous apparaît très séduisante. Toutefois, elle n'explique pas pourquoi on chasse toujours le phoque en grand nombre. Un des meilleurs chasseurs de Nunaliapik, dont la récolte consiste principalement en phoques annelés et barbus, nous dit:

> Je ne vends pas mes phoques au *Hunter Support Program*. Parfois, l'hiver, j'en vends, mais c'est plutôt rare. En général, ma famille consomme les phoques que je tue et j'en donne une grande partie. (ménage n° 63)

Cet individu qui par ailleurs tire un revenu élevé du programme de soutien aux chasseurs, échange principalement du caribou (il vend 35 % de sa production de caribou, ce qui lui rapporte près de 2 000 $). Une troisième hypothèse semble fournir une piste pour expliquer le comportement de cette personne. Le *natsiq* [phoque annelé] n'a jamais cessé d'être une ressource importante dans les villages du Nunavik, et tout particulièrement, à Nunaliapik, contrairement au caribou qui aurait presque disparu du territoire dans le courant du vingtième siècle[22]. Sa valeur nutritionnelle, notamment pour prévenir la maladie, ainsi que ses propriétés calorifiques sont hautement estimées par les Inuit (Poirier et Brooke 1997, Borré 1994, 1991). Les produits du phoque seraient d'autant plus valorisés qu'il s'agit aujourd'hui d'aliments moins accessibles — la récolte de phoques *per capita* à Nunaliapik est aujourd'hui près de deux fois moins élevée qu'en 1976-1980 —. Il est possible que la valeur attachée à la viande de phoque, à laquelle il

---

22 Il est possible que la disparition du caribou, durant de nombreuses décennies, ait entraîné la disparition des règles de distribution de cet animal, contrairement aux mammifères marins en général, où des règles complexes ont longtemps persisté (Vézinet 1980). L'impact de l'absence de règles de distribution, pour expliquer le fait que le caribou se prêterait plus facilement à la vente que le phoque ou le béluga, par exemple, nous apparaît comme étant une avenue intéressante. Cependant, l'examen d'une telle hypothèse va bien au-delà des limites fixées par la présente étude.

faut ajouter le niveau de difficulté associé à sa poursuite, procure aux chasseurs de phoque un prestige très élevé qui est amplifié lorsque le phoque est donné plutôt que vendu. Tout porte à croire que le prix payé aux chasseurs ne serait pas le seul déterminant favorisant ou non la vente de telles ressources. La valeur symbolique conférée à certains produits semble freiner dans une certaine mesure leur transformation en marchandise. Ainsi, le chasseur du ménage n° 63 serait deux fois gagnant: il vend ses caribous pour financer ses activités de production et donne ses phoques qui, s'ils étaient changés en marchandise, perdraient une partie de leur valeur; en les donnant le phoque garde sa valeur inestimable et permet au chasseur de conserver sa réputation. Les individus combinent par conséquent plusieurs rationalités selon la logique d'une situation.

Les chiffres du tableau 4.6 montrent aussi des différences entre les deux villages, en ce qui a trait à la quantité de nourriture rapportée. Par exemple, la population de Nunalik (n=1 028) dispose en moyenne d'environ 13 kilogrammes de denrées *per capita*, alors que cette quantité s'élève à 54 kilogrammes à Nunaliapik (n=458). L'explication à cette inégalité flagrante aurait au moins deux sources. D'une part, elle pourrait être attribuable au fait qu'à Nunalik, on consacre plus d'argent à l'embauche de chasseurs payés à honoraires employant les moyens collectifs de production. Cependant, la production générée par ce type d'organisation n'a pu être estimée. Il est donc possible que le volume de la production qui transite par le programme à Nunalik soit beaucoup plus élevé que semble le suggérer les chiffres du tableau 4.6. D'autre part, les différences pourraient également en partie s'expliquer par la méthode utilisée pour calculer la production vendue au programme de soutien aux chasseurs. Les opérations qui ont servi au calcul du volume de la récolte vendue sont en effet différentes: à Nunalik, les registres du programme indiquent le poids vendu, alors qu'à Nunaliapik nous avons déduit le volume vendu en multipliant le nombre d'animaux échangés par le poids comestible de l'annexe 7. Il est probable que la méthode basée sur le poids comestible tende à surestimer le volume des denrées échangées puisqu'il inclut des parties (comme les organes) qui ne sont peut-être pas vendues.

Enfin, selon les données des registres du programme, nous avons pu estimer le prix moyen payé pour ces produits à Nunalik et Nunaliapik, qui s'élève respectivement à 2,53 $ et 2,62 $ le kilogramme, en moyenne. Comparons cette valeur avec le coût moyen des dépenses selon le rendement des ménages (cf. section 3.4.2). Nos résultats suggèrent que le prix du marché pour les denrées locales serait ajusté au rendement moyen des ménages les plus productifs (Groupe A et A') dont les coûts de production sont estimés respectivement à 2,25 $ par kilogramme produit. Ce résultat pourrait indiquer que nos estimations ont une correspondance avec la réalité vécue. Il pourrait par ailleurs révéler que les administrateurs du programme ont une idée de l'investissement monétaire nécessaire à la production et ajustent la rémunération en fonction des coûts de production. En conséquence, ils annuleraient toute possibilité de profit individuel; le profit des chasseurs n'étant d'ailleurs pas un objectif visé par le programme. Cette question mériterait néanmoins d'être explorée davantage.

Examinons maintenant comment se répartissent les ménages lorsque l'on considère les quantités de gibier et de poisson vendues. Le tableau 4.7 présente la distribution des ménages selon la quantité de produits vendus directement par les particuliers dans le cadre du programme de soutien aux chasseurs. D'après ce tableau, entre 75 % et 85% des participants ont vendu de la nourriture. Tout comme pour les ventes en argent, plus de 60 % des ménages ont vendu moins de 400 kilogrammes de gibier, soit l'équivalent en poids comestible d'une demie douzaine de caribous par année. Un pourcentage relativement important de ménages n'a pas vendu de nourriture; leur participation au programme est associée à d'autres activités, telle que la vente d'artisanat ou l'occupation d'un emploi rémunéré.

Ici aussi comme dans le tableau 4.5, nous observons une répartition des ménages en deux groupes. D'un côté, une poignée de ménages qui participent intensément au programme, en accaparant la moitié des revenus, et à qui on attribue la moitié de la récolte vendue. D'un autre côté, une large majorité de ménages qui vont y échanger un produit à l'occasion, et dont les gains monétaires sont plus modestes sinon négligeables. Un examen plus attentif des transactions réalisées par les ménages des deux

villages échantillons révèlent que les dix ménages dont le volume de vente est le plus élevé ont échangé au moins la moitié de toutes les quantités qui transitent par le programme de soutien aux chasseurs. Ces ménages sont par ailleurs très souvent les mêmes ménages qui retirent les plus hauts revenus du programme. Ces résultats révéleraient, comme le suggérait Duhaime (1990) pour l'année 1983, un indice de pratique des activités de chasse et de pêche: à peu près tous les Inuit du Nunavik encore aujourd'hui chassent et pêchent, cependant une minorité d'individus seulement le font de manière intensive. Sur ce point, cette conclusion corrobore les chiffres sur les niveaux de récolte présentés au chapitre précédent.

Tableau 4.7- Répartition des ménages participants au programme de soutien aux chasseurs selon la quantité de gibier vendu, villages échantillons, 1995 (N et %)

	Ménages participants			
	Nunalik		Nunaliapik	
Gibier vendu en poids comestible	N	%	N	%
1 200 kg à 1 599 kg	—	—	3	4,0
800 kg à 1 199 kg	5	5,7	6	8,0
400 kg à 799 kg	6	6,9	10	13,3
1 kg à 399 kg	54	62,1	46	61,3
0 kg	22	25,3	10	13,3
Total	87	100,0	75	100,0

En outre, il est probable, comme le suggèrent Simard *et al.* (1996) pour les Cris de la baie James que le programme permette de garantir un certain revenu à ceux qui souhaitent poursuivre ces activités de manière intensive. Pour les chasseurs inuit, le programme constitue une source de revenu essentielle et, possiblement, il influencerait leur niveau de production de même que le volume de denrées qu'ils échangent au programme. Le programme de soutien aux chasseurs apparaît comme étant un agent non négligeable dans la production de nourriture locale, bien que les quantités

qui y transigent sont moins importantes que celles qui circulent par le réseau informel.

4.5 L'échange formel et informel

Nous avons vu que la distribution des produits vivriers, auprès des membres de la famille, des amis ou des voisins, est une pratique répandue dans la population inuit du Nunavik. Elle touche en moyenne 85 % de la production alimentaire. Nous avons également vu qu'une certaine portion de la production est vendue sur le marché. L'existence de ces deux réseaux distincts impliquerait que les individus doivent choisir de vendre ou encore de donner leurs prises.

Dans cette section, nous analyserons la circulation de la nourriture dans les réseaux informels et formels dans le but d'isoler des facteurs pouvant comprendre le choix des individus vers l'un ou l'autre réseau. Pour ce faire, nous nous proposons de mesurer et distinguer cette circulation en relation avec certaines caractéristiques des ménages.

4.5.1 Méthode et limites

Les données présentées reposent sur les données économiques des 40 ménages échantillons dont le budget a été calculé. La méthode, ses limites, ainsi que la portée des résultats ont été discutées précédemment.

Il est utile de rappeler que la distribution marchande de nourriture ne concerne que la production vivrière vendue dans le cadre du programme de soutien aux chasseurs. De plus, le calcul de la production vivrière qui ne circule pas dans les réseaux formels est basé sur la différence entre la quantité de gibier récoltée et celle qui est vendue au programme de soutien aux chasseurs. Le résultat inclut la partie consommée dans le ménage et l'autre portion est vraisemblablement distribuée à l'extérieur du ménage.

Il s'agit bien entendu d'une simplification grossière de la réalité puisque, comme nous l'avons mentionné, la plupart des ménages, même ceux dont

la récolte est très élevée, reçoivent de la nourriture. Nous savons aussi que la nourriture donnée peut être vendue par la suite. Toutefois, ce modèle théorique, auquel nous adjoindrons des témoignages tirés des entrevues, nous permettra de faire ressortir quelques caractéristiques de la distribution de nourriture.

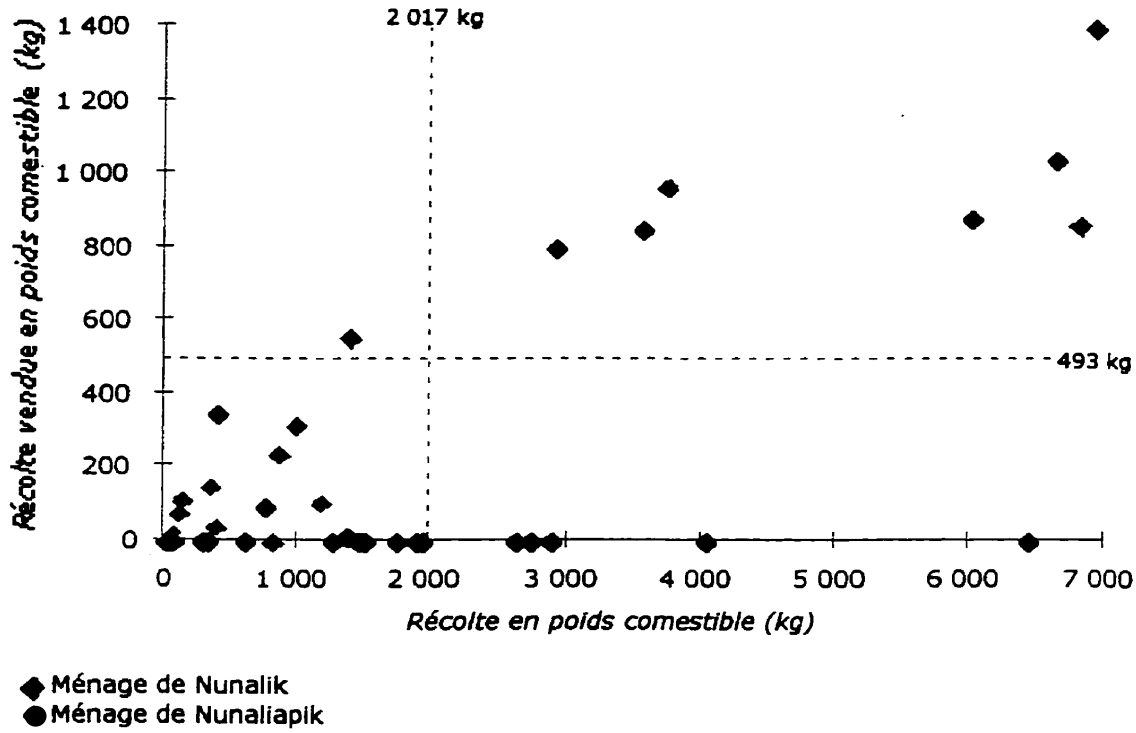
4.5.2 Résultats

Parmi les 40 ménages échantillons, 37 ménages produisent de la nourriture. De ce nombre, 18 ménages ont échangé de la nourriture directement au programme de soutien aux chasseurs et 24 ménages ont au moins un membre y ayant participé. Le volume moyen de leur production échangée s'élève à 493 kilogrammes de venaison et de poisson par ménage. Le caribou est, de loin, l'espèce la plus vendue (69 %), constituant 32 % de la production totale de caribou en poids comestible.

Nous avons distribué dans la figure 4.2 les ménages de notre échantillon selon la quantité de gibier échangée au programme de soutien aux chasseurs, en relation avec leur récolte totale. Nous avons indiqué par deux lignes brisées la récolte moyenne de tous les ménages (2 017 kg) à la verticale et la récolte moyenne vendue à l'horizontale (493 kg).

Que nous apprennent les données de distribution? Comme nous pouvions nous y attendre, le graphique permet de distinguer deux groupes de ménages. D'un côté il y a ceux dont le volume vendu est important; ils forment une minorité de ménages. De l'autre côté, une majorité de ménages qui vendent peu ou pas du tout de nourriture. Ceux qui vendent le plus de nourriture sont parmi ceux qui récoltent le plus de gibier. Il s'agirait des ménages qui se consacrent intensivement à la production vivrière et aussi qui y consacrent le plus d'argent.

Figure 4.2- Distribution des ménages échantillons selon la quantité de nourriture vendue au programme de soutien aux chasseurs et leur récolte, en poids comestible, 1995 (kg)

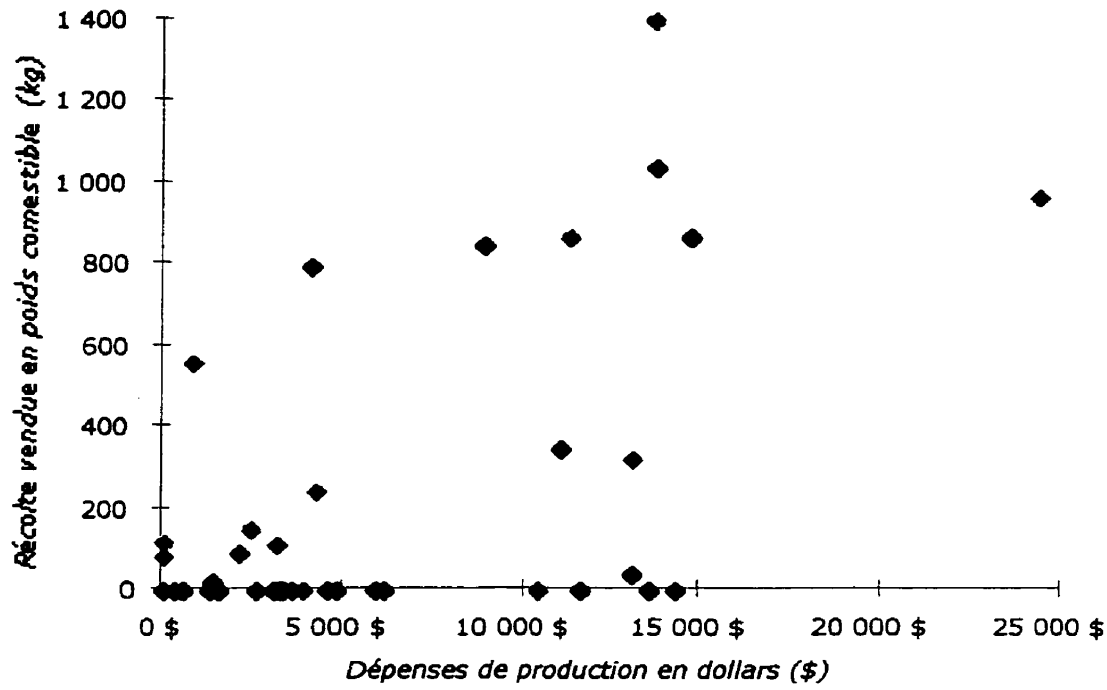


L'analyse de la distribution des ménages en fonction de leurs dépenses de production et du volume de nourriture vendu confirme cette hypothèse. En effet, d'après le schéma de la figure 4.3, on observe que les ménages dont les coûts de production sont les plus élevés sont également ceux qui vendent le plus de nourriture. La nécessité de pouvoir financer leurs activités de production est possiblement une motivation déterminant la vente d'une partie de leur production, tout comme le fait de participer activement, et de diverses manières, au programme de soutien aux chasseurs dont ils tirent une partie de leur revenu[23].

---

[23] Nous avons également trouvé un lien frappant entre les dépenses des ménages et les sommes qu'ils tirent du programme de soutien aux chasseurs. Nous n'avons toutefois pas inclus le schéma montrant la distribution des ménages.

Figure 4.3- Distribution des ménages échantillons selon la quantité de nourriture vendue au programme de soutien aux chasseurs et leurs dépenses de production, 1995 ($ et kg)



Néanmoins d'après nos calculs, même s'ils en vendent beaucoup, la portion de la production vivrière qui a fait l'objet d'une transaction monétaire ne dépasse pas 28 % de la production du ménage; tous ces ménages donnent et consomment donc la plus grande partie de leur récolte. Ce participant de Nunaliapik qui aurait vendu près de 1 400 kilogrammes de gibier au programme de soutien aux chasseurs, raconte comment cela se passe:

> J'apporte mes phoques au congélateur [municipal], mais j'en garde pour ma famille. Je mets les prises que je garde dans mon congélateur personnel. J'en donne à ma soeur, à ma famille, à ma fille et à d'autres personnes. [...] Je chasse et ma femme donne la viande! J'en garde en général l'équivalent de la moitié: des fois davantage, des fois moins. (ménage n° 60)

En somme, la nécessité de se procurer des revenus par la vente de la production vivrière, dans les cas examinés de ménages dont la récolte est très importante, n'est pas la seule motivation. Ce chasseur a autant de

bonnes raisons de partager ses prises car ce partage contribue à maintenir le système économique informel parce qu'il crée un lien de réciprocité entre donneur et receveur. Il se peut que son comportement repose aussi sur l'obligation de veiller aux besoins des membres de sa famille proche et de certains membres de sa famille étendue. Tout comme nous l'avions observé précédemment, la décision d'un chasseur de vendre ou de donner est basée sur l'évaluation de sa situation, par exemple des ressources dont il dispose, ses besoins, ceux des autres. Cette démarche l'amène à faire appel à différentes rationalités. Notons, du témoignage précédent (ménage n° 60), le rôle central de la femme en ce qui a trait à la distribution. La conjointe agit également en fonction de bonnes raisons qui peuvent à leur tour influencer les décisions de son mari.

En ce qui concerne les ménages dont la récolte est inférieure à la moyenne (moins de 2 017 kg d'après le schéma de la figure 4.2), leurs pratiques varient. Certains vendent une partie de leur récolte, d'autres partagent ou consomment entièrement leur production, tel ce travailleur salarié de 32 ans. Il nous dit à ce propos:

> Je donne de la viande à la famille de ma femme. Je donne plus de la moitié de ce que je rapporte parce que ma famille ne mange pas beaucoup de *country food*. [...] Je ne vends pas de viande au *Hunter Support Program* et ne vais jamais au congélateur municipal. (ménage n° 21)

Un autre ménage dont aucun des chefs de famille n'occupe un travail régulier, vend, selon nos estimations, une proportion presque égale (41 %) à ce qu'il donne. La femme nous raconte:

> Il [son mari] rapporte tout ce qu'il tue pour la maison. Parfois, il en donne. Cette semaine, il a pris un phoque. Il l'a rapporté et nous en avons mangé. Nous avons donné la moitié de la viande à ma famille. [...] Au printemps, il prend du caribou et ce printemps, il en a tué quatre. Il les a vendus au *Hunter Support Program*. Nous avons gardé un gigot. (ménage n° 54)

Ces deux témoignages proviennent de ménages dont les membres chassent sur une base occasionnelle et dont la récolte est par conséquent peu élevée. Le premier ne participe pas au programme alors que le second vend une bonne partie de sa récolte. Un examen attentif des registres du programme de soutien aux chasseurs révèle que les membres de ce ménage, tout comme plusieurs autres participants au programme, ne

vendent de la nourriture qu'à certains moments de l'année. Ces ventes périodiques seraient associées aux appels lancés par les gestionnaires du programme de soutien aux chasseurs dans le but d'approvisionner le congélateur municipal en denrées alimentaires (parce qu'il est vide ou lorsqu'une ressource est soudainement très abondante)[24]. Nous en déduisons que la vente de produits vivriers peut être suscitée par le désir de participer à une activité communautaire visant à accroître l'accès à la nourriture pour ceux qui ne peuvent s'en procurer eux-mêmes. Ces appels fourniraient par la même occasion la possibilité pour ces individus — et plus particulièrement ceux qui ne peuvent chasser par manque de ressources monétaires, comme c'est le cas du ménage n° 54 — de récolter pour eux-mêmes, grâce au revenu qu'ils tirent de la vente d'une partie de cette production. En somme, les producteurs occasionnels ont de bonnes raisons de ne pas vendre leurs prises étant donné leur faible récolte. Ils ont aussi de bonnes raisons de les vendre car une participation au programme de chasseurs permet de collaborer à une activité sociale valorisée et d'augmenter leur production.

Plusieurs gardent leurs prises pour des raisons de préférences alimentaires. Par exemple, cet individu nous dit:

> Les oies que j'ai tuées, je les ai entreposées au congélateur du *Hunter Support Program* avec leur permission. Les gens ne prennent pas mes oies. Nous les gardons pour nous, mais nous en donnons aussi. (ménage n° 25)

Bref, tous ces témoignages révèlent la marge de manoeuvre que possèdent les individus à l'époque contemporaine en ce qui a trait à la distribution de la nourriture. À l'époque traditionnelle, l'abondance des ressources était un facteur déterminant. Selon Saladin d'Anglure (1967), le partage communautaire correspondait à une situation de pénurie et n'avait pas de raison d'être en période d'abondance. Aujourd'hui, un individu peut décider de vendre, de donner ou de garder pour lui sa production ou une partie de celle-ci. De tels comportements s'avéraient exceptionnels dans le passé sauf durant les périodes d'abondance qui étaient plutôt rares (Saladin d'Anglure

---

[24] Les données des registres se présentent ainsi: durant certaines journées de l'année, un nombre important d'individus vendent un produit en particulier. Ce modèle a été trouvé dans les registres des deux villages échantillons.

1967). Il semble que le principe d'obligation qui régit l'échange de type traditionnel s'applique de moins en moins. Si ces pratiques sont relativement courantes aujourd'hui, c'est qu'elles répondent à la situation contemporaine caractérisée par l'abondance théorique permanente, considérant la présence de commerces d'alimentation dans les villages. De plus, les liens d'obligation qui fondent les relations entre les individus apparentés semblent se restreindre à la famille proche, quoique les relations économiques avec la famille étendue (oncle, tante et cousins du premier degré) soient très courantes. L'absence d'information précise sur la caractérisation du système de distribution au sein de la famille plus éloignée (parents du second, du troisième degré, etc.) est attribuable au fait que cette question a été abordée superficiellement dans le cadre de notre enquête. Nous n'avons pas cherché, par exemple, à bien cerner les distinctions parentales à partir de la terminologie inuit.

La figure 4.2 fait voir un autre résultat intéressant. On remarque un nombre élevé de ménages qui récoltent de la nourriture sans pour autant vendre un seul kilogramme de leur récolte. Le phénomène touche en particulier des ménages de Nunalik (17/19), gros ou petits producteurs; nous les avons représentés par un point noir. À Nunaliapik, presque tous les ménages échantillons, désignés par un point grisé, ont vendu une partie de leur production. Nous avons vu que le programme de soutien aux chasseurs à Nunalik profite moins directement aux individus. Le graphique suggère une participation accrue au programme lorsque celui-ci fournit aux individus la possibilité de vendre leur production. En somme, il existe un lien entre un volume élevé de nourriture vendue et un niveau de récolte élevé lorsque la possibilité de vendre est offerte aux individus, comme cela semble particulièrement le cas à Nunaliapik. La gestion du programme aurait par conséquent une influence sur le fait de vendre ou de donner de la nourriture.

Il s'agit toutefois d'une partie de l'explication car plusieurs ménages maintiennent une récolte très abondante à Nunalik et ne vendent pas ou très rarement leur production. Cet homme de 52 ans résident de Nunalik, dont la récolte a été estimée à plus de 6 tonnes, nous dit à ce sujet:

> Parfois, je vends du gibier au *Hunter Support Program*, mais cela est plutôt rare. Il paraît que les chasseurs ne peuvent vendre plus de deux

> fois dans l'année. [...] Je ne garde aucun gibier pour moi-même. Je donne tout ce que je prends à Annie, ma nièce. Comme elle connaît les gens qui sont dans le besoin, elle les redistribue; elle décide ce qu'elle veut faire avec ce que je lui rapporte. (ménage n° 23)

Enfin, il ressort de ces entrevues que le répondant pourrait vendre une partie de sa production si l'occasion lui était offerte, cependant l'absence d'une telle possibilité ne semble pas freiner ses activités de récolte ni son désir de partager son gibier; en fait, le don apparaît chez cet homme comme une finalité en soi, en dépit des coûts énormes qu'il doit assumer annuellement. Cette générosité sans borne apparaît comme étant irrationnelle à première vue. Néanmoins, quelques pistes peuvent nous permettre d'interpréter le comportement de cet homme ainsi que de plusieurs autres. Une première piste est qu'il obtient des ressources monétaires d'une autre manière: transferts gouvernementaux, dons d'argent, salaires occasionnels et que les revenus qu'il en tire lui apparaissent satisfaisants. Cette première hypothèse est toutefois insuffisante pour nous éclairer sur les comportements de cet individu, puisque ceux qui participent au programme tirent également des revenus de diverses sources. Pourquoi donc certains ont-ils recours au programme? À notre avis, il est possible que certains ménages soient davantage intégrés au réseau des institutions formelles, telle que le programme de soutien aux chasseurs, tout en demeurant des actifs sur le plan des activités dites traditionnelles. À l'opposé, d'autres chasseurs tout aussi productifs, dépendraient plutôt d'un réseau d'entraide et de solidarité dont ils tirent une partie des ressources dont ils ont besoin pour maintenir leur production. Il aurait fallu explorer l'histoire de chacun des individus et de leur famille pour comprendre les raisons qui expliquent leur plus grande participation au programme de soutien chasseurs. Il n'en demeure pas moins que certains y sont liés et d'autres pas; ce phénomène toucherait d'ailleurs Nunalik; tout se passe comme si cette population était, d'une certaine manière, moins unifiée et plus diversifiée. À Nunaliapik, le programme se superpose, en quelque sorte, à la communauté.

Nous tirerons deux conclusions majeures de cette brève analyse. Premièrement, les politiques de mise en oeuvre du programme de soutien aux chasseurs influencent les comportements mais elles seraient aussi le produit d'un état de cohésion sociale. Ensuite, les données officielles du

programme de soutien aux chasseurs ne représentent qu'une portion de la réalité des pourvoyeurs. Plusieurs n'y sont pas inscrits et demeurent dans l'ombre. Ils ne sont pas moins des producteurs reconnus dont la récolte se maintient à des niveaux élevés mais qui tirent une partie de leur revenu d'autres sources que le programme.

Réseaux de distribution de la production vivrière et logique de l'échange

Les données dont nous disposons nous permettent d'avancer que le don de nourriture est une pratique largement diffusée, et que cette forme de distribution est beaucoup plus fréquente que la vente de nourriture. Le don semble associé à toute production, alors que la vente de nourriture n'est pas systématique. La production vivrière est partout largement partagée dans les deux villages.

Les résultats trouvés montrent que la plus grande partie de la nourriture du pays est ainsi distribuée. À l'instar de la production, il s'agit d'un phénomène qui concerne principalement la sphère privée. Bien que nous n'ayons pu caractériser adéquatement ni le réseau informel ni les formes de distribution de nourriture, il apparaît que la distribution informelle est effectuée au sein des familles entre proches parents et aussi à l'intérieur de réseaux sociaux élargis, et qu'elle est encore l'objet de rituels et de règles coutumières. Soulignons qu'une étude plus poussée sur la caractérisation des réseaux d'échange au Nunavik est actuellement en cours (Lévesque et De Juriew 2000). En somme, les institutions formelles ne se sont pas encore appropriées ce secteur économique. Ceci révèle l'état de la solidarité sociale dans les villages inuit où les individus ont toujours la capacité de prendre en charge la distribution de la production vivrière.

Un producteur peut aujourd'hui décider de garder sa production ou encore de la vendre. Dans le premier cas, il peut choisir de la consommer à la maison, d'en donner aux personnes à qui il est apparenté de près ou de loin ou lié d'une manière ou d'une autre. Dans le second cas, il peut acheminer sa production au programme de soutien aux chasseurs ou à la coopérative. Ces alternatives institutionnelles représentent des contraintes ou des potentiels composant le cadre d'action à partir duquel l'individu agit.

D'un côté, les producteurs vendent leurs prises. Pourquoi le font-ils? D'abord, les rémunérations gagnées par plusieurs sont réinvesties dans les activités de production. Ailleurs, elles s'ajoutent aux ressources monétaires

du ménage dont une partie sert à l'achat et au maintien des moyens de production. L'analyse des transactions réalisées dans le cadre du programme de soutien aux chasseurs suggère que le désir d'accumuler du capital monétaire à des fins autres que l'entretien des moyens de production n'est pas une motivation apparente. Qui plus est, la vente ne couvre pas les dépenses encourues et les producteurs sont toujours déficitaires. La vente de nourriture est par conséquent un comportement économiquement rationnel basé sur la comptabilité monétaire, mais n'est aucunement orientée vers le profit. L'intérêt personnel du chasseur ne passe pas par sa richesse monétaire mais par la quête de prestige, l'acquisition ou le maintien de son statut de pourvoyeur auprès de la communauté.

Ensuite, ils ne vendent pas leur production n'importe où. Le programme de soutien aux chasseurs, par où transite la plus grande partie de la nourriture vendue, n'est pas une institution marchande. Bien qu'il médiatise, dans une certaine mesure, la relation entre producteur et consommateur, les produits disponibles sont distribués gratuitement aux consommateurs. Ainsi, l'effet «marchand» de l'échange est neutralisé. Cette particularité rend ce mode de distribution des denrées parfaitement acceptable aux yeux des Inuit puisqu'il ne transforme pas les produits en marchandises. En outre, la vente au programme de soutien aux chasseurs est aussi un moyen de répondre aux besoins de la collectivité et pour certaines personnes il s'agit de la principale façon d'obtenir de la nourriture du pays. Le programme se substitue donc en partie à la forme traditionnelle du don généralisé reposant sur le principe de l'obligation de secourir ceux qui sont dans le besoin. Par ailleurs, la vente, ou plus généralement la participation aux activités du programme de soutien aux chasseurs, procure un certain prestige et permet d'exercer une certaine influence sur le plan des décisions à l'échelle communautaire. Le programme reconduirait dans une certaine mesure le statut traditionnel du chef de groupe dans un statut institutionnalisé: «le chasseur».

La quasi absence de la distribution marchande est un autre résultat tout aussi significatif: elle montre que les Inuit ne cherchent pas à augmenter leurs gains même lorsque l'occasion leur est offerte. De plus, ce comportement apparemment irrationnel témoignerait de la très grande

valeur symbolique encore attachée au gibier et au lien entre le producteur et l'animal, un fait par ailleurs documenté (p. ex. Caulfield 1993, Wenzel 1991, Saladin d'Anglure 1984).

En somme, l'État et les institutions officielles jouent un rôle non négligeable dans la distribution de la production vivrière, même si les volumes de produits qui y transitent sont secondaires par rapport à ceux qui circulent dans les réseaux informels de distribution. La distribution formelle de la nourriture a par conséquent une grande pertinence sociale.

D'un autre côté, les chasseurs donnent largement leur production. Comment expliquer ce comportement? Les mobiles du partage sont variés. Celui-ci vise à combler les besoins en nourriture du pays, à écouler les surplus. Il procède d'obligations diverses, dont celles qui lient les coproducteurs entre eux, l'exigence d'aider ceux qui sont dans le besoin, et permet de raffermir des liens sociaux. Il est également motivé par la réciprocité, où le don appelle un contre-don en nature ou en argent, une relation qui représente une forme d'assurance sociale pour les individus. Le partage est également associé au fait d'être Inuit et s'oppose à l'idée du *Blanc* qui, comme certains nous l'ont mentionné, est perçu comme ne partageant jamais. Nous en concluons que la distribution de nourriture dans le réseau informel a toujours une très grande pertinence sociale.

Les Inuit partagent-ils moins de nos jours? Sur le plan des quantités, on trouve d'un côté une minorité de producteurs professionnels qui écoulent des volumes impressionnants de nourriture dans les réseaux informels; d'un autre côté, une majorité de ménages qui chassent et pêchent plus occasionnellement et qui, ayant moins à partager, distribueraient leurs prises à l'intérieur d'un cercle plus restreint de parents et d'amis. À notre avis, le don généralisé serait surtout pratiqué par un nombre limité de producteurs professionnels. Ceci n'exclut pas le fait que ceux qui chassent et pêchent moins régulièrement ne soient pas prêts à aider quelqu'un qui demande du gibier. Cependant, comme ils ont moins à donner, ils préféreraient partager avec certaines personnes. Par ailleurs, étant donné l'état de la technologie traditionnelle par rapport aux moyens actuels, on pourrait faire l'hypothèse que la production de masses considérables de

nourriture excédant largement les besoins de l'unité familiale était une situation exceptionnelle. Les ménages vivaient plutôt dans un état de pénurie relative, se suffisaient à eux-mêmes et redistribuaient leurs surplus lorsqu'il y en avait parmi les membres de leur famille. La chasse collective donnait beaucoup de gibier, mais la production était partagée entre tous les membres du groupe. En somme, les Inuit d'aujourd'hui ne partageraient pas moins de nourriture de pays qu'auparavant. Et si ils en viennent à restreindre leurs dons à un cercle plus étroit de personnes, ce comportement ne serait pas lié l'application du calcul monétaire et de la rationalité utilitaire aux échanges non marchands mais plutôt à une faible production.

CHAPITRE 5

LA CONSOMMATION DE LA PRODUCTION VIVRIÈRE

Introduction

La consommation est, en quelque sorte, la dernière étape du processus économique, durant laquelle le produit est détruit par l'usage qu'on en fait. Dans les sociétés à économie traditionnelle, les biens produits sont utilisés pour répondre à des besoins immédiats, généralement limités, et largement fonction de la disponibilité des ressources (Sahlins 1976). Les biens produits s'insèrent également dans l'organisation de pratiques magico-religieuses, comme offrandes, par exemple. La consommation, et tout particulièrement la consommation alimentaire, est fortement ritualisée. De plus, elle est orientée vers la survie du groupe et conséquemment est collectivisée, plutôt que circonscrite à l'unité familiale de base ou à l'individu. La forme prédominante de la consommation vivrière dans ces sociétés est l'autoconsommation et les lieux de consommation et de production sont la plupart du temps confondus.

Jadis, pour satisfaire ses besoins, un ménage inuit de cinq personnes (trois adultes, deux enfants) au Québec arctique devait pouvoir se procurer, selon Saladin d'Anglure (1984), 15 peaux de phoques barbus, 25 peaux de phoques annelés et 40 peaux de caribous, équivalant à plus de quatre

tonnes en poids comestible[1] par année. Un chien adulte consommait à lui seul 400 kilogrammes de viande annuellement et une famille moyenne en possédait entre deux et quatre. Avec les transformations du mode de vie des Inuit, la production vivrière ne serait à peu près plus utilisée qu'à des fins alimentaires; l'habillement, le logement et le reste sont autant de besoins aujourd'hui satisfaits en grande partie sur le marché. En outre, contrairement au Groenland, l'usage de chiens de traîneau est assez rare en Amérique du Nord, y compris au Nunavik (Caulfield 1993).

Auparavant, les Inuit ne mangeaient que des aliments produits localement. En supposant que chaque adulte ingérait environ un kilogramme de viande par jour et qu'un enfant en consommait la moitié, une famille inuit moyenne, comprenant trois adultes et deux enfants, devait donc consommer une tonne et demie de nourriture annuellement (Sandell et Sandell 1991, cité par Nagy 1997). Mises à part les périodes de famine, l'alimentation était apparemment équilibrée et les méthodes de préparation et de conservation permettaient de la varier (Wein 1986, Draper 1977). Le régime alimentaire était principalement composé de viande — *niqituinnaq*, littéralement: vraie nourriture — consommée presque à chaque repas et accompagnée d'un peu de gras (Saladin d'Anglure 1967). Les Autochtones amérindiens et inuit ont été exposés depuis fort longtemps à de nouveaux aliments qui se sont peu à peu ajoutés au régime traditionnel. Certains ingrédients importés — farine, poudre à pâte, sel, sucre, gruau — se sont si bien intégrés que la bannique, un aliment préparé composé presque essentiellement d'ingrédients importés, est considérée comme une nourriture traditionnelle. Ces produits importés dits de base ont même joué un rôle important durant les périodes où le gibier était plus difficile à récolter (Cox 1985, Honigmann 1951). Aujourd'hui, la liste des denrées importées va bien au-delà des produits de base, tant et si bien que l'alimentation s'est radicalement modifiée en deux générations tout au plus. En effet, les données nutritionnelles contemporaines font état d'une alimentation de plus en plus riche en sucres raffinés et en gras, alors que la diète d'autrefois

---

1 Les données fournies par Saladin d'Anglure (1984) ont été converties en poids comestible, d'après la grille présentée à l'annexe 7. Ce chiffre n'est donné ici qu'à titre indicatif. Il n'inclut pas le poids des parties non comestibles comme la peau qui était utilisée pour l'habillement, la fabrication des embarcations et des abris.

était basée sur un apport substantiel en protéines animales provenant du gibier prélevé localement. Chez les jeunes, par exemple, on observe une augmentation importante de la consommation d'aliments dits faibles en valeur nutritive ou *junk food* (Wein 1986).

Déjà, au début des années soixante-dix, la transformation de la diète des Autochtones du Nord canadien était bien enclenchée: l'enquête du ministère fédéral de la Santé et Bien-Être rapporte des déficiences alimentaires typiques des sociétés industrielles (Nutrition Canada 1977). Les facteurs ayant contribué à ces transformations sont variés, interreliés et associés à l'ensemble des phénomènes qui ont touché les populations nordiques. D'un côté, certains mettent en cause un apparent déclin de l'offre de nourriture locale imputable à la sédentarisation, à l'accroissement démographique, à l'imposition de quotas sur les espèces, aux emplois salariés, à la réduction du temps pour les activités de chasse, aux coûts monétaires de la production et aux projets de développement d'infrastructures. De l'autre côté, on observe une augmentation de l'offre de nourriture importée résultant de l'amélioration des infrastructures commerciales et de transport, de l'exposition par la publicité et par l'éducation et de l'accroissement du revenu monétaire (p. ex. Bégin et Parent 1995, Lawn et Langner 1994a, Kuhnlein 1989, 1990, Waldram 1985, Nowak 1975b). Malgré les transformations de la diète des populations du Nord du Canada, les niveaux d'absorption de protéines demeurent plus élevés chez les Inuit que chez les autres Canadiens et excèdent les apports recommandés. Au Nunavik, plus de 40 % de l'apport en protéines chez les personnes adultes provient du gibier local (Bégin et Parent 1995, Lawn et Langner 1994ab). Les mêmes niveaux ont été trouvés dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut (Lawn et Langner 1994ab). Nul ne peut, par conséquent, nier que les Inuit consomment toujours des quantités importantes d'aliments locaux.

Dans les chapitres précédents, nous avons vu que les activités de chasse et de pêche sont encore largement pratiquées et que des quantités appréciables de produits — plus d'une tonne de produits en moyenne par ménage — sont mis à la disposition de la population. Ils circulent directement ou indirectement du producteur vers le consommateur. Dans ce chapitre, nous allons explorer l'utilisation ou consommation de la production

vivrière. Notre objectif est plus particulièrement de quantifier et caractériser la consommation de la nourriture produite, que nous identifierons, tout au long du chapitre, par l'expression *nourriture* (ou *aliment*) *du pays* qui constitue une traduction du concept largement utilisé au Nunavik: *country food,* ou *niqituinnaq*[2]. Soulignons que toutes ces formules utilisées pour parler de la nourriture — par exemple, d'un côté la nourriture industrielle, importée ou le *Qallunaat food* ou *nourriture des Blancs*, et de l'autre la nourriture du terroir considérée comme étant traditionnelle et «vraie» de surcroît[3] — mettent en lumière une modification du rapport à l'alimentation. De plus, nous explorerons quelques facteurs influençant la consommation.

Le chapitre sera organisé de manière similaire aux deux chapitres sur l'économie vivrière. Nous présenterons, en premier lieu, un état des connaissances sur la question de la consommation alimentaire de nourriture du pays. Ensuite, nous exposerons les opérations qui nous ont permis de quantifier et caractériser la consommation alimentaire de la production vivrière, ainsi que leurs limites. Enfin, nous discuterons nos résultats.

---

2 En fait, le terme *niqituinnaq* réfère plus précisément à la viande au sens restreint, c'est-à-dire: le muscle (et l'épiderme du béluga) des grands mammifères; en sont exclu la chair de poisson, la viande des oiseaux, les mollusques, les baies, etc. Saladin d'Anglure (1967) traduit *niqituinnaq* par «vraie nourriture» et Dorais (comm. pers.) par «ce qui n'est que de la nourriture». Auparavant, la viande se disait niqi. Ce terme désigne aujourd'hui la nourriture en général (importée et locale). Un examen attentif de la terminologie contemporaine relative aux aliments serait très intéressant pour comprendre les transformations du rapport des Inuit du Nunavik à la nourriture.

3 Nous éviterons l'emploi de l'expression *nourriture traditionnelle*, qui pourrait bien inclure un certain nombre d'aliments importés comme le thé ou la farine.

5.1 État des connaissances

La diète des Inuit du Nunavik est aujourd'hui caractérisée par des apports de nourriture du pays et d'aliments industriels. Ces apports varient grandement d'une personne, d'un ménage et d'une région à l'autre. Dans les prochaines pages, nous examinerons ce que les différentes enquêtes révèlent au sujet de l'alimentation des populations autochtones des régions nordiques. Nous ferons d'abord état des connaissances sur les quantités de nourriture du pays consommées ainsi que sur les méthodes employées pour déterminer ces volumes. Ensuite, nous explorerons quelques facteurs dont l'influence sur l'alimentation est documentée pour les régions arctiques: les facteurs sociodémographiques, tels que l'âge, le genre, les facteurs associés à l'approvisionnement, c'est-à-dire les saisons, le réseau de distribution et le rôle du pourvoyeur, et le revenu.

5.1.1 La mesure et les quantités consommées

La consommation alimentaire des Inuit est souvent déduite des données sur la récolte (Simard *et al.* 1996, Mackey et Orr 1987, 1988, Duhaime 1987). Cette position présuppose au moins deux choses: d'abord, que l'alimentation est la seule fin à laquelle la production vivrière est destinée, ensuite que tout ce qui est récolté est consommé. Partant de ces hypothèses, les données dont nous disposons permettent de suggérer, par exemple, qu'au Canada, un Inuk consommerait quotidiennement de 238 grammes à 778 grammes de nourriture du pays en moyenne selon la localité (Gilman *et al.* 1997). Au Nunavik, les données tirées de l'Enquête sur les niveaux de récolte entre 1976 et 1980 permettent d'estimer la consommation moyenne à environ 780 grammes par jour par personne (Simard *et al.* 1996).

Bien qu'il fournisse une indication sur la consommation de nourriture du pays, le volume de la production récolté serait cependant loin d'être

équivalent à la quantité ingérée. En effet, sur le plan méthodologique, les données sur la récolte comportent des erreurs attribuables à la définition du concept de *récolte* lui-même, aux méthodes de cueillette des données, à la validité des réponses, à la définition du poids comestible, etc. (Usher et Wenzel 1987). En outre, les chiffres sur la récolte ne disent rien sur l'usage réel de la production convertie en poids comestible ou en nombre de prises. Par exemple, dans la vallée du Mackenzie, 68 % de la récolte est donnée aux chiens (Simard *et al.* 1996 citant Cox 1991). Bref, l'utilisation des données de récolte pour estimer l'alimentation est fortement critiquée parce qu'elle surestimerait la consommation de nourriture du pays (Freeman et Wein 1995, Kuhnlein et Soueida 1992, Wein *et al.* 1991).

Bref, tous ces facteurs nous amènent à considérer avec prudence les données sur la récolte lorsqu'utilisées pour estimer la consommation alimentaire.

Les enquêtes nutritionnelles sont une seconde source d'information sur la consommation alimentaire de nourriture du pays et ne portent que sur la nourriture ingérée. Les méthodes sont nombreuses et les données doivent être utilisées avec précaution, notamment, parce qu'elles se basent en grande partie sur des concepts de la culture occidentale, comme les portions et les repas (Duhaime et Lévesque 1991). Certaines méthodes, comme la méthode basée sur la composition des aliments ingérés pendant 24 heures (*Rappel de 24 heures*), permettent de mesurer avec précision la quantité de nourriture ingérée. Appliquée chez les Autochtones, cette méthode fournit un portrait adéquat de la réalité si elle est réalisée plus d'une fois dans l'année (Kuhnlein 1989). Les méthodes qui portent sur la fréquence de consommation ou sur les préférences alimentaires sont plus difficiles à utiliser pour quantifier les aliments ingérés mais fournissent des indices valables sur la diète annuelle (Bégin et Parent 1995). La méthode tend toutefois à surestimer les aliments jugés meilleurs (Dewailly *et al.* 1998).

Une enquête nutritionnelle a été réalisée au Nunavik en 1992 par le gouvernement du Québec (Santé Québec), rendant accessibles des données sur l'alimentation contemporaine des Inuit de cette région. D'après cette enquête, les *Nunavimiut* [les habitants du Nunavik] consomment entre 170

grammes et 365 grammes de nourriture locale par jour, selon l'âge et le sexe, ce qui représente entre 8 % et 13 % de l'alimentation, incluant les liquides (selon le rappel de 24 heures); la moyenne étant de 211 grammes. Le gibier compte pour 59 % de la totalité de la viande et du poisson consommé chez les personnes âgées de moins de 45 ans, et pour 77 % chez les plus de 45 ans (Lawn et Langner 1994b). Selon la même enquête, le caribou et l'omble de l'arctique sont les espèces les plus populaires (Delisle *et al.* 1994). La situation au Nunavik se compare aisément à celle que l'on retrouve ailleurs dans d'autres communautés inuit du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest (Dewailly *et al.* 1998). Les enquêtes produites dans le cadre du contrôle du programme de subvention au transport dans le Nord canadien montrent, en effet, que les Inuit de ces régions consomment en moyenne environ entre 200 grammes et 330 grammes par jour. Le gibier compte pour plus de 60 % de la viande et du poisson consommés chez les femmes âgées entre 15 et 44 ans. Ce chiffre atteint environ 80 % dans certains villages du Nunavut (Lawn et Langner 1994a). L'étude de Kuhnlein (1989) sur la population inuit de Broughton Island (Nunavut) estime la consommation journalière moyenne de nourriture du pays autour de 300 et 450 grammes selon l'âge.

5.1.2 Facteurs de consommation alimentaire

L'âge et le genre

De façon générale, selon les données quantitatives les plus récentes, la présence d'aliments produits localement dans la diète des habitants du Nunavik augmente avec l'âge, tant chez les hommes que chez les femmes. Cette situation reflète celle que l'on trouve tant chez les Inuit des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut (Kuhnlein *et al.* 1996, Bégin et Parent 1995, Kuhnlein *et al.* 1995, Lawn et Langner 1994a, Kinloch et Kuhnlein 1992, Wein et Freeman 1992, Moffatt *et al.* 1991), de l'Alaska (Nowak 1975b) ainsi que chez les Amérindiens du Nord canadien (Morrisson *et al.* 1995, Wein *et al.* 1991, Wein 1987). Au Nunavik, chez les moins de 45 ans, les aliments périssables (incluant la nourriture congelée) comptent trois fois plus dans la

diète que la nourriture locale (Lawn et Langner 1994b). De plus, même si l'apport des nutriments se maintient quels que soient l'âge et le sexe, les personnes plus jeunes ont tendance à remplacer la viande locale par de la viande importée (Bégin et Parent 1995, Lawn et Langner 1994b).

L'âge apparaît donc comme un facteur déterminant. Il influence non seulement la quantité selon le type de nourriture, mais également la manière de consommer les aliments. Selon une enquête faite dans les villages du sud de la Baie d'Hudson au Nunavik, les aînés consomment davantage de gibier et de poisson, les mangent crus et n'ont recours à de la viande importée qu'en cas de pénurie. Les adultes plus jeunes préfèrent varier leur alimentation et intègrent davantage les deux types d'aliments. Enfin, les plus jeunes consomment moins de gibier et le mangeraient plutôt cuit (Lévesque 1991). Sur le plan des préférences, celles-ci varient avec l'âge. Au Nunavik, les personnes plus âgées sont plus favorables à la nourriture du pays que les jeunes (Delisle *et al.* 1994). D'ailleurs, les auteurs de l'étude sur les préférences alimentaires, réalisée à Aklavik au début des années 1990, ont trouvé que les jeunes aiment autant la nourriture du pays que les plus vieux mais qu'ils apprécient davantage des aliments importés que leurs aînés. De plus, ils préfèrent des espèces qui ne sont pas traditionnelles à la diète des Inuit (comme l'orignal, une espèce consommée par les Amérindiens). Cette situation est expliquée par le fait que les jeunes seraient aujourd'hui davantage exposés en bas âge à des aliments nouveaux (Freeman *et al.* 1992, Wein et Freeman 1992).

Le genre semble également être un facteur important. Les données recueillies au Nunavut, tout comme celles pour le Nunavik, montrent une différence entre la consommation des hommes et des femmes. Les hommes mangent davantage de nourriture du pays (Kuhnlein *et al.* 1995, Lawn et Langner 1995b).

L'éducation

Le niveau d'éducation influencerait à la baisse la consommation de nourriture locale au Nunavik (Bégin et Parent 1995). C'est également la

conclusion à laquelle arrive l'équipe de Freeman pour le cas d'Aklavik (Freeman *et al.* 1992). Par contre, au Nunavik, plus le niveau d'éducation est élevé, plus les répondants sont favorables à la consommation de nourriture locale (Delisle *et al.* 1994). Mais le fait d'être favorable à un aliment ne veut pas dire qu'on le consomme davantage. Ceci indique que la nourriture locale demeure très valorisée, bien que cela ne se reflète pas dans la diète, et qu'elle peut être valorisée différemment selon les groupes sociodémographiques.

Les saisons

L'environnement de l'Arctique est caractérisé, notamment, par une variation saisonnière qui influence l'abondance ou la présence des espèces fauniques et floristiques. En outre, bien que les caractéristiques des écosystèmes de l'Arctique soient relativement similaires dans toute l'aire circumpolaire, les régions et les ressources sont diversifiées et les humains s'y sont adaptés. Cela dit, l'accès saisonnier aux ressources alimentaires du milieu est un facteur influençant substantiellement l'alimentation, selon l'équipe de Kuhnlein dont les enquêtes nutritionnelles au Nunavut couvrent toute une année (Kuhnlein 1990, 1989). Par exemple, durant le mois de septembre où la venaison est offerte en abondance, le pourcentage d'énergie provenant des aliments industriels décroît, comparativement à novembre, période durant laquelle le gibier est moins accessible (Kuhnlein *et al.* 1995). Cependant, bien que l'alimentation des Inuit varie d'une saison à l'autre, les auteurs de cette étude ont montré que les aliments industriels sont, tout particulièrement chez les personnes âgées de moins de 41 ans, toujours présents, et en plus grande quantité que les aliments du pays. Une tendance similaire a été observée sur la côte est de la baie d'Hudson (Lévesque 1991).

Il est toutefois possible que ce facteur ait beaucoup moins de poids aujourd'hui qu'auparavant. L'utilisation d'un congélateur permet par exemple de prolonger l'accès saisonnier à la nourriture locale. Au Nunavik, selon l'enquête de Santé Québec, 84 % des ménages possèdent un tel équipement (Bégin et Parent 1995). Par ailleurs, les données provenant de

régions aussi éloignées que l'Île de Baffin, le Nunavik et l'ouest des Territoires du Nord-Ouest révèlent une nette préférence des Inuit pour la viande de caribou. Or, de par les ressources récoltées, il s'agit de populations dont le régime alimentaire se distinguait davantage dans le passé (Bégin et Parent 1995, Freeman *et al.* 1992, Wenzel 1991, Kuhnlein 1989). Bref, l'uniformisation des modèles de récolte en fonction d'espèces faciles à chasser, comme discuté au chapitre 4, l'interdiction d'abattre certaines espèces menacées, ainsi que l'accès aux ressources grâce aux moyens modernes de conservation, sont des facteurs d'approvisionnement qui peuvent contribuer à influencer les goûts et à uniformiser davantage la consommation de nourriture du pays dans le temps et dans l'espace.

Le réseau de distribution

Les conditions du marché peuvent influencer la consommation alimentaire. Le manque de denrées importées dans les commerces d'Aklavik a été avancé pour expliquer les préférences alimentaires des Inuvialuit pour la nourriture du pays (Freeman *et al.* 1992). De même, il est possible qu'une plus grande offre des aliments produits localement ait un effet positif sur la part des aliments du pays consommés. Au Nunavik, le tiers des participants à l'enquête de Santé Québec déclarent manquer de venaison. Les auteurs du rapport suggèrent que le congélateur communautaire pourrait jouer un rôle plus grand pour assurer un meilleur approvisionnement (Delisle *et al.* 1994). Lévesque (1991) arrive à des conclusions similaires pour trois communautés de la côte Est de la baie d'Hudson. Dans son étude sur Qeqertarsuaq au Groenland, Caulfield (1993) rapporte que 35 % des gens qui ne peuvent se procurer de produits de rorqual (notamment parce que l'équipement pour ce type de chasse est extrêmement onéreux) l'obtiennent au marché local. Une distribution différente des aliments du pays pourrait expliquer pourquoi les trois quarts des individus de cette région se nourrissent principalement de viandes produites localement. De plus, à la suite des politiques du gouvernement du Groenland visant à encourager la consommation de ces produits locaux, l'importation de viande a été réduite de 12 % depuis 1992 (Marquardt et Caulfield 1996). Au Nunavut, un commerce intervillage de produits vivriers, tels que du *mattaq* [épiderme de

béluga ou de narval], notamment destinés aux centres urbains comme Iqaluit, permet de rendre accessibles sur le marché des produits qui ne sont pas à la portée de tous (Reeves 1993). Ces exemples fournissent sans aucun doute une piste pour analyser les effets de l'offre sur la consommation de produits locaux.

Une étude récente, basée sur les données de l'enquête de Santé Québec chez les Inuit du Nunavik (Duhaime *et al.* [à paraître]a), a montré que les femmes seules chefs de famille, chez qui on pouvait supposer qu'une quantité très réduite de nourriture était produite, mangeaient de la nourriture locale. Partant, il ne fait nul doute que la distribution de nourriture dans les réseaux formels et non formels permet à ceux qui ne peuvent produire eux-mêmes de nourriture d'en consommer. Toutefois, selon la même étude, les entrepôts frigorifiques communautaires du programme de soutien aux chasseurs, où les denrées sont obtenues gratuitement, sont utilisés par des personnes qui en général se nourrissent moins de gibier et autres produits locaux. Cette situation est peut-être attribuable, au Nunavik, au fait que ce moyen de distribution ne satisferait qu'en partie les besoins, comme nous venons de le mentionner, et qu'il s'adresserait tout particulièrement à ceux qui ne peuvent produire eux-mêmes leur alimentation.

Enfin, le partage de nourriture est, sans contredit, un moyen largement diffusé et efficace, partout dans l'Arctique comme au Nunavik, qui permet à ceux qui ne produisent pas eux-mêmes de nourriture, d'en obtenir (p. ex. Lévesque 1991, Freeman *et al.* 1992; Wenzel 1995; Freeman 1996).

Le rôle du producteur

L'occupation des chefs de ménage est un facteur sociodémographique qui contribue aux variations dans l'alimentation des Inuit. La présence ou l'absence d'un chasseur de sexe masculin dans le ménage influencerait l'approvisionnement en nourriture locale. Le fait de ne pas avoir de chasseur dans le ménage, ou encore le fait qu'il ne soit pas disponible pour chasser, sont des raisons invoquées par les participants de quatre villages des

Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut à l'enquête de Lawn et Langner (1994a) pour justifier leur faible consommation de nourriture du pays. Il s'agit d'un facteur important chez les Inuit de la baie d'Hudson, selon Lévesque (1991) qui a observé que l'apport en gibier varie selon l'occupation des hommes dans le ménage. Pour Wein *et al.* (1991), la présence d'un pourvoyeur masculin est la variable la plus significative chez les Cris, Chipewyans et Métis des Territoires du Nord-Ouest. Selon Condon *et al.* (1995), les individus qui chassent et pêchent de manière active mangent davantage de nourriture du pays à Holman (Territoires du Nord-Ouest).

Le revenu

Nous avons vu, dans le chapitre 4 sur la production, que le fait d'avoir un revenu suffisant avait des effets positifs sur les activités de récolte, notamment parce que cela permet d'acheter l'équipement indispensable à la pratique contemporaine de ces activités dont des véhicules. Par exemple, le fait de ne pas avoir de véhicule est une des raisons importantes mentionnées par les répondants de quatre communautés des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut pour expliquer le manque de gibier (Lawn et Langner 1994a). Il est donc pensable que le revenu ait une influence majeure sur le fait de consommer plus ou moins de nourriture du pays. Les liens entre ces phénomènes sont néanmoins très peu documentés pour le Nord canadien.

Selon l'étude de Duhaime *et al.* ([à paraître]a), le revenu a été identifié comme un facteur ayant une influence importante sur une consommation plus élevée de nourriture locale au Nunavik, lorsqu'il est combiné à la présence d'un homme disponible pour la production vivrière. Il semble, par conséquent, que le revenu ne puisse seul expliquer les variations de consommation. Par exemple, le fait d'avoir un revenu élevé a été identifié chez les Yupiit de Mekoryuk (Alaska) comme un moyen facilitant l'accès à la nourriture importée, surtout chez les plus jeunes, lorsque ces aliments sont offerts localement, et qu'ils ont été acceptés par la population (Nowak 1988). Ainsi, il est pensable que le revenu puisse être un facteur favorisant

la consommation de nourriture du pays lorsque celle-ci est accessible dans un ménage.

La contamination de la nourriture du pays

La méfiance des Inuit du Nunavik et des autres régions du Nord face à la contamination potentielle du gibier en a conduit plusieurs à modifier leur consommation de nourriture locale (Poirier et Brooke 1997, Dewailly *et al.* 1994, Lawn et Langner 1994a, Usher 1992, Wheatley et Wheatley 1981). Dans deux villages amérindiens du nord de l'Ontario, la consommation de poisson a décliné de 90 % entre 1970 et 1978 à cause de la contamination au mercure (Usher 1992). Au Nunavik, un participant sur sept à l'enquête de Santé Québec a affirmé avoir réduit ou interrompu sa consommation de poisson ou de produits de mammifères marins pour cette raison (Dewailly *et al.* 1994). Il s'agit d'une portion importante de la population. Pour ceux-là qui ont dû augmenter leurs achats de nourriture importée, les effets pourraient être considérables, notamment à cause du prix de ces aliments. Kosatsky et Dumont (1990) rapportent que les personnes hautement à risque chez les Cris du Québec sont celles qui ne semblent pas avoir modifié leurs habitudes. Il s'agit également de cette portion de la population constituée par des trappeurs, des participants au programme de sécurité du revenu pour les chasseurs-piégeurs cris, qui tirent leur subsistance des ressources du milieu. Par contre, comme le mentionnait à juste titre Usher (1992) les effets des risques de contamination, qu'ils soient réels ou perçus, suffisent à provoquer la peur et conséquemment la méfiance à l'égard de la nourriture du pays.

Toutefois, sur un plan strictement économique, une étude récente réalisée au Nunavik a montré que le remplacement de la portion de la nourriture potentiellement contaminée avait des effets assez limités sur le budget des ménages inuit (Fréchette *et al.* 1998). De plus, sur le plan nutritionnel, des recherches ont démontré les bénéfices tirés de la consommation de ces aliments malgré leur toxicité potentielle (Dewailly *et al.* 1996, Kuhnlein 1995, Kinloch et al. 1992). Au Nunavik et ailleurs au Canada, ces résultats ont donné lieu à des programmes de suivi de la consommation alimentaire et

de promotion des aliments du pays (Furgal *et al.* 1999, Gilman *et al.* 1997). Ces conclusions indiquent que, bien qu'il faille éviter de minimiser le problème de la pollution de l'environnement, de ses effets sur la diète et sur la santé des populations autochtones, la réalité nous impose de tenir compte d'au moins deux faits importants. D'abord, les personnes les plus exposées, et dont le nombre demeure important au Nunavik, sont celles dont l'organisation économique domestique s'appuie le plus fortement sur le système non marchand. Pour elles, les effets pourraient être plus significatifs. Ensuite, au Nunavik et ailleurs dans l'Arctique, la solution de rechange à la production alimentaire demeure encore l'importation de nourriture ce qui conduit à une plus grande dépendance économique, compte tenu de l'état embryonnaire de la commercialisation des espèces locales.

*

* *

Les faits présentés dans les pages précédentes révèlent les difficultés inhérentes à toute entreprise visant à définir le régime alimentaire des Inuit. Il est toutefois possible de tracer un certain portrait de la réalité, tout en sachant les limites qui s'imposent sur le plan méthodologique, et de saisir la valeur des aliments au-delà des apports nutritionnels et des questions économiques.

Les aliments du pays comptent pour une part importante de l'alimentation totale actuelle, bien que leur importance quantitative ait grandement diminué. En effet, en se rapportant à nos estimations, les Inuit du Nunavik consommeraient quatre fois moins d'aliments du pays que durant la période traditionnelle. L'alimentation des Inuit se modifie. Des aliments nouveaux s'insèrent dans la diète d'autrefois. Les comportements alimentaires ne sont cependant pas uniformes. Ils varient selon plusieurs facteurs socio-économiques et selon l'accessibilité des produits, ce qui témoigne ici encore des liens entre l'économie marchande et non marchande. Si la place des aliments traditionnels tend toutefois à être de plus en plus réduite, sa valeur

demeure importante tant sur le plan matériel que sur le plan symbolique. Sur cette question, Lonner (1986) suggère que:

> While the availability and use of certain nonsubsistence foodstuffs in local stores is of both economic and nutritional interest, it is clear that the continued high use of subsistence foods cannot be offset by wages and transferts payments (Lonner 1986: 17).

Les aliments du pays conserveraient donc leur importance sur le plan économique, social et culturel, malgré un engouement certain pour la nourriture industrielle. En plus de présenter une valeur économique et nutritionnelle certaine, les aliments du pays sont toujours associés à plusieurs autres aspects de la vie sociale. Ils conservent toujours une importance culturelle et symbolique (Borré, 1991, Freeman 1988ab, 1996, Poirier et Brooke 1997). De plus, la nourriture du pays serait préférée à la nourriture industrielle (Lévesque, 1991; Moffatt *et al.*, 1991; Freeman *et al.*, 1992; Kuhnlein and Soueida, 1992; Condon *et al.* 1995; Wein *et al.*, 1996). Elle serait également liée à un sentiment d'identité inuit (Freeman 1996).

Il ne faut cependant pas perdre de vue que la diète des populations inuit englobe d'autres produits qui sont également le fruit des interactions sociales et culturelles dont nous ne pouvons plus ignorer l'importance aujourd'hui. Pour l'heure, les prochaines sections seront consacrées à la consommation de la production vivrière. Nous exposerons la méthode ainsi que les résultats obtenus.

5.2 L'estimation de la consommation de la production vivrière

Quelle portion de la production vivrière est consommée et quelle est sa provenance? Dans cette section, nous décrirons, dans un premier temps, les principaux canaux d'approvisionnement en aliments du pays au Nunavik. Ensuite, nous exposerons la méthode qui nous a permis de mesurer la consommation de nourriture du pays et discuterons les résultats trouvés.

5.2.1 L'approvisionnement alimentaire au Nunavik

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que la nourriture peut être rapportée par un membre du ménage ayant participé à une activité de production puis consommée par les membres de la maisonnée; c'est ce que nous avons appelé l'autoconsommation. La nourriture peut aussi être partagée par le producteur ou distribuée par l'entremise d'entreprises de distribution, telles que le programme de soutien aux chasseurs ou encore les magasins. Examinons maintenant comment les individus s'approvisionnent selon chacune de ces trois sources.

L'autoconsommation et le réseau informel

L'autoconsommation est pratiquée par ceux qui participent au processus de production. D'après nos entrevues, lorsqu'au moins un des membres d'un ménage a pris part à ce type d'activités, il rapporte généralement une partie du produit à la maison. Dans plusieurs cas par contre, cette production est insuffisante et les individus ont recours à de la nourriture offerte par un ami, un parent, un voisin. Il s'agit d'une pratique courante qui touche même les ménages qui semblent pouvoir combler leurs besoins par l'autoproduction, bien que parmi ceux qui ont une production volumineuse certains nous ont mentionné qu'ils reçoivent «parfois» de la nourriture et consomment plutôt leur propre production (ménages n° 12, 19, 23, 60, 63).

Bref, les individus reçoivent de la nourriture de la part de personnes autres que les membres de leur maisonnée. Ce don de nourriture est le plus fréquemment spontané, c'est-à-dire que les individus reçoivent de la nourriture sans en avoir demandé, ou encore ils sont invités à partager un repas. Dans plusieurs cas, d'après nos entrevues, certaines personnes demanderaient de la nourriture directement aux producteurs. Cette sollicitation est faite tantôt auprès d'un parent ou un voisin (ménages n° 07, 10, 17), alors que d'autres se rendent tout simplement chez ceux qui ont de la nourriture du pays (ménages n° 14, 20, 21, 53, 61). Cette femme raconte comment cela se passe:

> Lorsqu'il n'y a plus de nourriture à la maison, je vais visiter des gens ou je me fais inviter chez eux. Mes soeurs sont celles qui m'aident le plus (ménage n° 14).

La demande est parfois faite auprès de la population en général par l'entremise de la radio. En effet,

> Nous recevons de la nourriture lorsque nous n'avons plus rien. On nous donne du *country food* [nourriture du pays] et de la nourriture de Blancs. Nous lançons un appel à la radio pour avoir de la nourriture. Nous en recevons toujours. (ménage n° 25).

Cet extrait d'entrevue indique que l'approvisionnement n'est pas toujours effectué auprès de personnes apparentées. Ainsi, l'entraide à l'échelle communautaire demeure une valeur importante. Soulignons par ailleurs la circulation d'aliments importés dans les réseaux informels. En effet, d'après nos entrevues, il s'agit d'une pratique très courante qui, selon les informations recueillies, touche certains produits alimentaires tels que de la bannique ou encore les ingrédients pour la fabrication de celles-ci: farine et saindoux (ménages n° 04, 13, 17). D'autres produits importés sont également partagés, soit sous la forme d'un don, mais aussi au cours d'un repas qui rassemble le plus souvent, selon nos entrevues, des personnes apparentées ou des amis (ménage n° 03, 04, 20, 23, 53, 57, 61, 71). Ceci témoignerait de la transposition de pratiques qui touchaient les aliments du pays aux aliments importés. Ce ne sont pas là des pratiques récentes puisque Honigmann (1951) en faisait mention à la fin des années 1940 dans la région de Kuujjuarapik. Le partage de nourriture achetée révèle la valeur d'usage de ces aliments. Cependant, si les individus partagent plus difficilement les aliments du commerce avec n'importe qui, c'est qu'ils ont de bonnes raisons d'agir ainsi. Ce comportement signalerait la valeur

particulière de cette nourriture: une valeur marchande donc comptable. À cet égard, les comportements associés au partage de la nourriture achetée apparaissent comme étant explicables par la rationalité utilitaire. La circulation informelle d'aliments importés sera traitée de manière plus approfondie dans un chapitre ultérieur.

Un réseau formel: le programme de soutien aux chasseurs

Le programme de soutien aux chasseurs est une source d'approvisionnement importante. La nourriture est accessible de plusieurs manières. On peut par ailleurs recevoir de la nourriture à la suite d'une expédition de chasse organisée par les administrateurs du programme, ou encore lorsqu'un béluga est tué. Par exemple, un participant de Nunaliapik nous explique ce qu'il en est lorsqu'un béluga est tué et que l'animal est dépecé pour être distribué:

> Lorsqu'il y a du béluga, nous faisons du *nikku* [viande séchée]. Il y a du *mattaq* [l'épiderme]: des morceaux d'environ deux pieds par deux pieds et de la viande un pied par un pied. C'est ce que je reçois l'automne, lorsque je suis au village à chaque fois qu'un béluga est tué. (ménage n° 64)

Il arrive aussi que les personnes intéressées à obtenir de la nourriture du pays se rendent chez le chasseur qui est engagé par la municipalité pour rapporter du gibier. Une femme raconte:

> J'obtiens parfois du *country food* des chasseurs. Par exemple, un gars comme Aipili fait une annonce au *F.M.* [la radio communautaire] et nous n'avons qu'à aller chercher la viande. (ménage n° 04)

Très souvent, une partie de la nourriture est entreposée dans un entrepôt frigorifique et est ensuite accessible à tout ceux qui le désirent. L'arrivage peut être signalé publiquement, généralement par l'entremise de la radio locale. La plupart des personnes que nous avons interrogées y ont recours, ce qui inclut les ménages qui produisent de la nourriture. Par contre, certains répondants nous ont mentionné ne jamais aller chercher de denrées au congélateur de la communauté ou le font très peu souvent (ménages n° 03, 13, 16, 18, 51, 61). Un homme nous dit à ce propos:

> Nous n'allons pas au congélateur communautaire. Nous n'y allons pas car plusieurs comptent beaucoup là-dessus pour se nourrir. (ménage n° 16)

Le programme de soutien aux chasseurs est un programme universel qui ne s'adresse pas uniquement aux nécessiteux, mais à toute la population. À notre avis, le commentaire précédent fait ressortir l'existence de rapports différenciés à l'égard du programme de soutien aux chasseurs: certains acceptent d'emblée les services offerts, d'autres considèrent qu'ils n'y ont pas droit, comme ce répondant qui croit être en mesure de combler lui-même ses besoins alimentaires, sachant que le congélateur municipal est une source essentielle d'approvisionnement pour d'autres personnes. Partant, nous soupçonnons que certains ménages n'ont d'autres choix que de se rabattre sur les institutions formelles pour manger de la nourriture du pays et, peut-être même, pour s'alimenter convenablement. Certains ménages auraient difficilement accès aux réseaux de solidarité qui seraient remplacés ici par la municipalité. Dans le passé, le comportement convenable était d'aider les personnes démunies. Pour le répondant du ménage n° 16, le fait de ne pas s'approvisionner au congélateur municipal serait une réponse adéquate à l'inégalité.

D'ailleurs, certaines personnes, parce qu'elles ne peuvent se procurer de nourriture du pays, sont mêmes considérées comme faisant partie d'une catégorie spéciale: ce sont les aînés et les veuves. Ces individus peuvent alors obtenir de la nourriture en vertu d'une liste de priorité établie par les administrateurs du programme. Une femme de Nunaliapik, veuve de surcroît, nous explique:

> La plus grande partie de la viande que je reçois provient du *CNV* [la municipalité]. Je vais au congélateur environ à toutes les trois semaines. Je vais surtout chercher du caribou. Je rapporte un très gros morceau à chaque fois [elle me montre: 2 pieds par 2 pieds par un pied]. [...] J'en reçois du *CNV*; ils viennent m'en porter chez moi. Les veuves reçoivent de la viande en priorité. (ménage n° 62)

Bref, le programme de soutien aux chasseurs joue un rôle important en ce qui a trait à l'approvisionnement car durant certaines saisons, plus particulièrement en hiver dans les deux villages échantillons, le programme demeure, pour beaucoup de gens qui ont difficilement accès aux réseaux informels ou qui ne produisent pas eux-mêmes leur nourriture, une source essentielle d'aliments.

Un second réseau formel: le marché

Le marché est une autre source d'approvisionnement. Une femme de Nunaliapik, chef de famille monoparentale, nous raconte à ce sujet:

> J'ai déjà acheté du *country food* à la coopérative: du caribou, du poisson. Je n'en achète pas souvent car ça coûte trop cher. La livre de caribou se vend entre 16 $ et 20 $. (ménage n° 62)

En effet, à Nunalik, lors d'une visite à la coopérative, nous avons noté qu'une de nos participantes avait acheté un sac de 390 grammes de caribou séché pour un montant de 12,27 $. Son mari nous a affirmé que ce genre d'achat était exceptionnel (fiche n° 292-R5).

L'achat de nourriture du pays existe, mais il ne nous a été mentionné qu'à de rares occasions et demeure une source d'approvisionnement peu importante. Nous avons recueilli quelques témoignages relativement à l'intérêt pour l'achat de ces produits, tout particulièrement à l'occasion de la brève période d'opération des usines des *Aliments arctiques du Nunavik inc* où les aliments du pays: steak haché, rôtis, demi-carcasses de caribou étaient vendus par les coopératives (fiches n° 17-R10, 17-A35). Le prix des produits à la coopérative variait selon le produit: entre 5 $ le kilogramme pour le steak haché et 7 $ à 8 $ le kilogramme pour la demi-carcasse (fiche n° 17-A34). De plus, des organismes locaux en ont aussi acheté (fiche n° 17-VA16). Une femme nous dit:

> Le phoque que j'ai acheté à la coopérative et qui avait été préparé à l'usine *Arctic Food inc.* ne goûtait pas très bon. Je crois que le goût a peut-être été altéré par le congélateur ou l'emballage. (fiche n° 17-A32)

Par contre, le gérant de l'une des quatre usines, un Inuk de 26 ans, nous dit:

> Les gens aiment beaucoup ça car c'est préparé et coupé. Au *Hunter Support Program*, la viande a du poil dessus. L'apparence de nos produits est meilleure et c'est plus facile à apprêter. Mon épouse a fait du spaghetti et j'ai beaucoup aimé. Toute la famille a aimé ça. Je crois que les gens vont aimer la viande et en acheter si les morceaux sont petits et coupés, car les gens ont déjà beaucoup apprécié. Les vieux aussi vont en acheter. (fiche n° 17-A30 et 17-A31)

Cette autre jeune consommatrice inuit nous dit encore:

> J'ai acheté du caribou à la *Coop* qui avait été préparé par *Arctic Food inc.* J'ai beaucoup apprécié car la viande est plus propre. Ça ne me dérange

> pas de payer pour du *country food*. Au congélateur du *Hunter Support Program*, il faut prendre une hache pour couper les morceaux et c'est moins hygiénique. (fiche n° LHC-W5).

Ces quelques citations concernent les caractéristiques des aliments proposés. Certaines personnes semblent apprécier ces produits pour des raisons de salubrité ou encore pour leur facilité d'utilisation, notamment pour cuisiner. La première participante semble plutôt déconsidérer certains produits pour des raisons de goût. Bien qu'une étude systématique soit nécessaire pour explorer ces aspects, nous avons cru bon d'insérer ces commentaires ici puisqu'ils semblent révéler à la fois des réticences des consommateurs à l'égard de la provenance de la nourriture, et un changement de perception qui manifeste l'existence d'une demande potentielle pour ces produits. Pour le moment, le faible volume de produits ainsi vendus indiquerait qu'une majorité de consommateurs ne voit pas d'avantages à acheter du gibier. Il est possible que leur hésitation repose, en fin de compte, sur des raisons économiques et pas simplement à cause du goût ou du caractère symbolique attaché aux pratiques de consommation de nourriture du pays.

Par ailleurs, les saisons, en tant que facteurs d'approvisionnement, déterminent en partie l'accès aux aliments du pays: «Du béluga, nous en avons jusqu'à l'automne, mais à Noël il n'y en a plus» (ménage n° 65). Cependant, les opinions divergent sur l'accès relatif à ces ressources. Dans un même village, par exemple à Nunaliapik, l'hiver est une saison où les ressources sont facilement accessibles (ménages n° 57, 58, 62, 64, 66, 71), pour d'autres ce n'est pas une saison propice à la consommation de nourriture du pays (ménages n° 54, 61). Pour certains individus, il y aurait peu de différences entre les saisons (ménage n° 52). À notre avis, l'état et l'efficacité du système d'approvisionnement expliqueraient mieux l'accès aux ressources que l'effet des saisons elles-mêmes. Sur ce point, un homme de Nunalik nous dit:

> L'été, je mange du *country food* à chaque jour. L'hiver, j'en mange encore plus car il y a davantage de gibier capturé. L'été, c'est la pire période pour le *country food*, si on demeure au village, car il est difficile de s'en procurer. (ménage n° 22)

L'action des saisons sur la disponibilité des ressources ressort clairement de ce témoignage. Mais ce n'est pas tout puisque l'effet du réseau de distribution sur l'alimentation est également souligné. En somme, les saisons font sans doute varier l'alimentation à cause des différentes ressources qu'on y trouve. Mais ce facteur n'est qu'un des nombreux facteurs en jeu, dont le réseau d'approvisionnement et les possibilités de participer à des activités de production.

Examinons maintenant quelle place les ressources alimentaires locales ont dans la diète des Inuit du Nunavik.

5.2.2 Le calcul de la consommation alimentaire

Les données sur la consommation de nourriture du pays provenant des entrevues ne nous permettent pas de tracer un portrait valable de la consommation alimentaire pour ces produits. Afin de contourner cette difficulté, nous avons utilisé les données d'une enquête alimentaire réalisée chez les Inuit du Nunavik en 1992 par Santé Québec. Voici de quelle manière nous avons traité les données de cette enquête.

Calcul de la consommation alimentaire des femmes

D'abord, la quantité de nourriture annuelle moyenne consommée pour 178 femmes, ayant répondu au *questionnaire de fréquence alimentaire*[4] de l'enquête de Santé Québec a été déterminée pour 22 aliments dits *naturels* (Annexe 15). L'enquête nutritionnelle ne fournit cependant aucune donnée sur certaines espèces qui étaient abondamment récoltées entre 1976 et 1980, selon l'enquête du Comité de recherche sur la récolte autochtone (CRRA) (Juniper 1988). Il s'agit de quatre espèces de poisson, représentant

---

[4] Il s'agit de femme âgées entre 15 et 78 ans, non enceintes et non allaitantes. Au total, 228 femmes ont participé aux questionnaires, mais seulement 178 femmes ont été retenues pour les fins de cette étude, soit une répondante par ménage.

10 % de la récolte totale moyenne entre 1976 et 1980: le touladi, l'omble de fontaine, le corégone et la morue[5]. Pour estimer la consommation de ces espèces, nous avons utilisé les données sur la récolte du CRRA. Cette méthode repose sur deux hypothèses: a) que les niveaux de récolte ont été maintenus pour ces espèces, et b) que la production est entièrement consommée. La consommation de viande d'ours polaire ainsi que de crustacés[6], des aliments également absents de l'enquête Santé Québec, a été déduite de nos données sur la récolte puisque ces ressources étaient absentes du questionnaire de fréquence alimentaire. Quant au renard arctique et au loup, ces viandes ne sont qu'exceptionnellement consommées et elles n'ont pas été considérées dans le calcul. Certains aliments séchés, dont les quantités sont tirées du questionnaire de fréquence alimentaire ont, de plus, été convertis en poids humide[7]. La liste des 28 aliments du pays retenus et les sources utilisées sont résumées à l'annexe 15.

Les 178 participantes à l'enquête retenues pour notre étude ont ensuite été classées d'après une typologie alimentaire des ménages présentée à l'annexe 8. Cette typologie est basée sur le sexe et l'occupation des chefs de ménage. Nous avons supposé que ces facteurs pouvaient déterminer la consommation de nourriture du pays compte tenu de la persistance des rôles traditionnels sur le plan de la production, et de l'effet de la disponibilité des chefs de ménage pour chasser. Nous reviendrons ultérieurement sur cette hypothèse. La typologie a été élaborée à partir de certaines variables fournies dans la base de données de Santé Québec, provenant du questionnaire *Household* et des *fiches d'identification* de

---

5 Il s'agit, à notre avis, d'une lacune très sérieuse de cette enquête. Elle est possiblement attribuable aux objectifs d'une partie de l'enquête qui concernait la contamination des aliments du pays. En effet, les contaminants se concentrent dans les tissus gras des animaux marins. Or le saumon et l'omble de l'Arctique anadrome sont des poissons très gras qui passent une partie de leur vie dans la mer. Ce qui explique l'intérêt pour le saumon, un poisson qui, à toutes fins utiles, est très peu consommé en général, sauf dans deux villages où on le trouve, soit à Kangiqsualujjuaq et à Kuujjuaq.

6 Le poids comestible des moules représente 0,33 du poids inscrit dans les listes consultées, c'est-à-dire qu'un kilogramme de moule égale 333 grammes en poids comestible (source: fiche n° 13-06-96).

7 Le poids humide pour la viande de caribou, de baleine et de phoque est obtenu en multipliant le poids sec par 1,33; pour les oiseaux, cet indice est de 1,25; pour le poisson, l'indice est de 2,5 (source: fiche n° 071-11-96).

l'enquête, de manière à obtenir des indications sur le genre de ménage auquel appartiennent les répondantes.

La valeur moyenne de la consommation alimentaire des 178 femmes, regroupées selon la typologie, a été établie en distinguant deux catégories d'âge:

- les femmes âgées de 15 à 44 ans;
- les femmes âgées de 45 à 78 ans.

Calcul de la consommation alimentaire des hommes et des enfants

La valeur moyenne de consommation de nourriture des femmes, selon la typologie, a ensuite été utilisée pour estimer la quantité de nourriture ingérée par les hommes ainsi que celle des enfants. Pour déterminer la consommation des hommes, nous avons établi un ratio de consommation de nourriture du pays, d'après la différence de consommation moyenne des hommes et des femmes, selon les deux catégories d'âge (15-44 ans et 45-78 ans). Les données de base utilisées proviennent du questionnaire *Rappel 24 heures* de la même enquête, laquelle incluait tous les membres des ménages de l'échantillon et non pas seulement les femmes. Nous avons utilisé les résultats du traitement de ces données qui a été fait pour l'enquête sur le contrôle du programme de subvention au transport dans le Nord canadien (Lawn et Langner 1994b). Pour les enfants nous avons utilisé un indice tiré de Duhaime et Lévesque (1991), basé sur la consommation des femmes âgées de 15 à 44 ans. La consommation des hommes et des enfants regroupés selon leur âge est établie comme suit:

- les hommes âgés de 15 à 44 ans: 1,0917 la consommation des femmes de 18 à 44 ans;
- les hommes âgés de plus de 45 ans: 1,6086 la consommation des femmes de 45 à 78 ans;
- les enfants (sans égard au sexe) âgés de 0 à 6 ans: 0,33 de la consommation moyenne des femmes de 15 à 44 ans;
- les enfants (sans égard au sexe) âgés de 7 à 14 ans: 0,67 de la consommation moyenne des femmes de 15 à 44 ans.

Cela nous a permis d'établir une consommation alimentaire typique pour 28 aliments du pays, selon 30 classes d'individus regroupés selon leur âge et leur sexe (6 classes) ainsi que leur type alimentaire (5 classes).

Calcul pour toute la population du Nunavik

Pour pouvoir estimer la consommation alimentaire de toute la population du Nunavik, nous avons procédé en deux étapes. Premièrement, nous avons regroupé tous les ménages des deux villages échantillons selon la typologie alimentaire de l'annexe 8.

Deuxièmement, nous avons multiplié la valeur moyenne de consommation des femmes selon cette typologie, pour chacun des aliments, par le nombre de personnes, selon leur catégorie d'âge et de sexe, dans chacun des villages échantillons. Par exemple, nous avons attribué à chacune des six femmes âgées entre 15 et 44 ans faisant partie du type alimentaire 4 et vivant à Nunaliapik, la quantité de viande de phoque estimée pour les femmes âgées entre 15 et 44 ans du type alimentaire 4, soit 1 179 grammes par année (1,2 kg ou 3,2 gr par jour). Nous avons procédé ainsi pour toutes les classes d'individus, selon leur âge leur sexe et leur type alimentaire pour les 28 aliments sélectionnés, à Nunaliapik puis à Nunalik. Cette procédure nous a permis d'estimer la quantité de nourriture totale consommée, par aliment et par type de ménage, dans les deux villages échantillons.

Troisièmement, la valeur moyenne obtenue par type de ménage dans les villages échantillons a été imputée aux ménages de même type dans les autres villages, selon la méthode générale décrite au chapitre 2.

5.2.3 Limites

Les résultats sur la consommation alimentaire des Inuit, qui seront présentés à l'instant, doivent être considérés dans le cadre des limites suivantes. Nous avons rencontré deux difficultés principales.

La première a trait à l'estimation de la consommation de nourriture à partir de celle d'un échantillon de femmes adultes. L'utilisation de ces données pose une série de problèmes que nous avons tenté de solutionner dans la mesure du possible. Le premier problème touche la consommation des hommes. Nous avons tenté de corriger cette situation par un indice construit à l'aide des données du questionnaire *Rappel 24 heures.* Bien qu'il s'agisse d'un outil efficace et valable, le questionnaire a été administré durant l'automne, une période où il est possible que les Inuit, dans l'ensemble, mangent moins de nourriture du pays. En effet, l'étude Santé Québec a été réalisée entre la fin septembre et la fin novembre, une période qui, d'après une étude réalisée à Broughton Island (Nunavut) sur l'île de Baffin, engloberait deux saisons différentes sur le plan de la consommation: septembre étant une période de grande consommation de nourriture du pays et novembre étant plutôt caractérisé par une plus grande consommation d'aliments achetés (Kuhnlein 1989, Kuhnlein *et al.* 1996). D'ailleurs, selon l'enquête Santé Québec, les résultats obtenus avec le questionnaire *Rappel 24 heures* montrent une consommation moins élevée de nourriture du pays que le questionnaire de *fréquence alimentaire* (Bégin et Parent 1995). Il est par conséquent possible que l'indice tende à sous-estimer la consommation des hommes. Par contre, pour certains produits, la consommation des hommes est peut-être surestimée; par exemple pour les fruits sauvages qui sont cueillis le plus souvent par les femmes. Un second problème concerne la consommation alimentaire des enfants. Nous avons supposé qu'elle suivait celle des femmes âgées entre 15 et 44 ans. Ce raisonnement est fondé sur le fait que ce sont les mères, donc les femmes âgées entre 15 et 44 ans, qui transmettent, en partie, les comportements alimentaires, bien que les comportements des jeunes soient influencés par d'autres facteurs. Par exemple, les très jeunes enfants consommeraient au moins autant de nourriture du pays que les mères, et même davantage (Grey et Dewailly comm. pers.). Les plus réticents à manger des aliments du

pays seraient les jeunes d'âge scolaire, partant, leur consommation de nourriture du pays serait possiblement surestimée. Un troisième problème concerne la taille de l'échantillon selon notre typologie. En effet, nous avons réparti les 178 femmes selon deux classes d'âge et une typologie comportant cinq types alimentaires, réduisant par le fait même le nombre de femmes dans chacune des catégories. Or les chances que la valeur moyenne, que nous avons utilisée pour estimer la consommation alimentaire, traduisent les préférences individuelles plutôt qu'une tendance générale de consommation sont par conséquent plus élevées (cf. annexe 8). Enfin, nos calculs reposent sur une distinction entre la consommation des plus vieux et des plus jeunes selon un âge charnière, établi à 45 ans, qui marquerait un changement de comportement alimentaire. Cette définition a été empruntée à Lawn et Langner (1994b). Cependant, il faut savoir que d'autres enquêtes situent la frontière un peu plus jeune. Par exemple, Lévesque (1991), utilise l'âge de 30 ans.

La seconde difficulté à laquelle nous avons été confrontée concerne les données alimentaires recueillies durant l'enquête Santé Québec. D'abord, parmi les 178 femmes sélectionnées pour notre étude, on trouve un très grand nombre de femmes de Kuujjuaq[8]. Or ce village est reconnu comme ayant une récolte moins abondante de mammifères marins et davantage de saumons et de caribous, comparativement à la moyenne, selon l'enquête sur les niveaux de récolte entre 1976 et 1980 (Juniper 1988). Ainsi, les résultats de notre enquête sous-estimeraient peut-être la consommation de certaines espèces au profit d'autres espèces. De plus, selon les enquêtes nutritionnelles récentes, l'apport des aliments du pays y serait moins important (Dewailly *et al.* 1998). Nos résultats pourraient par conséquent sous-estimer l'apport des aliments du pays par rapport aux aliments importés. Enfin, un certain nombre d'aliments n'ont pas été considérés par l'enquête de Santé Québec, tels que des espèces de poissons qui sont très importantes dans la diète. Nous avons tenté de remédier à ce manque en

---

8 L'échantillonnage a été pondéré en fonction du poids démographique de chaque village. En dépit du fait que le nom des villages ait été supprimé de la banque de données de Santé Québec, nous avons pu retracer, par déduction, les participantes de Kuujjuaq. Elles comprennent 55/178 femmes, soit 31 % de l'échantillon, alors que la population inuit de Kuujjuaq ne compte que pour 16 % de la population.

empruntant les données tirées de l'enquête sur la récolte qui datent de la fin des années 1970[9]. L'utilisation de ces données pose deux problèmes importants. D'abord, étant donné les changements qui ont eu cours depuis cette enquête, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'approvisionnement en denrées importées ou la mise en place du programme d'aide aux chasseurs, il est possible que les données ne reflètent plus la réalité contemporaine. Ensuite, nous avons utilisé les quantités de poisson récoltées et non pas celles qui ont été consommées, ce qui a pu occasionner une surestimation de la consommation de poissons. Mentionnons que certains aliments importés, d'une grande importance auprès des Inuit, n'ont pas été considérés dans l'enquête de Santé Québec. Par exemple, il n'a pas été tenu compte de la consommation de thé, une boisson très populaire auprès des personnes adultes qui est consommée substantiellement si l'on se fie à nos observations.

5.2.4 Résultats pour le Nunavik

Le tableau 5.1 présente la quantité de nourriture locale consommée. Nous avons regroupé les aliments du pays en 12 catégories. Les résultats montrent que les Inuit du Nunavik consommeraient près de 600 tonnes de gibiers, de poissons et de fruits sauvages annuellement. Ceci représente plus de 200 grammes net en moyenne par personne quotidiennement, soit pour le ménage tout près d'un kilogramme de nourriture produite localement. Ce résultat nous permet d'avancer que la consommation de nourriture locale est toujours importante.

---

9 Cette méthode a été utilisée dans l'étude de Dewailly *et al.* 1996 (cité dans Dewailly *et al.* 1998). Les auteurs ont également pris en considération des espèces de canard qui n'avaient pas été incluses dans l'enquête de Santé Québec. Nous les avons laissées de côté puisqu'elles représentent un poids négligeable dans la récolte.

Tableau 5.1- Consommation de la production vivrière par les Inuit, Nunavik 1995 (kg et %)

Ressources*	Quantité consommée			
	Nunavik kg/an	Par ménage kg/an	Par personne gr/jour	%
Poissons				
D'eau salée et anadrome**	132 938	78,6	46,4	22,9
D'eau douce***	43 414	25,7	15,1	7,5
Total	176 352	104,3	61,5	30,4
Caribou				
Total	134 159	79,3	46,8	23,1
Mammifères marins				
Béluga	60 505	35,8	21,1	10,4
Phoque	27 711	16,4	9,7	4,8
Ours	4 446	2,6	1,6	0,8
Morse	2 348	1,4	0,8	0,4
Narval	684	0,4	0,2	0,1
Total	95 694	56,6	33,4	16,5
Sauvagine et petits gibiers				
Oie, canard, lagopède	107 792	63,7	37,6	18,6
Lièvre	64	0,0	0,0	0,0
Total	107 856	63,8	37,6	18,6
Fruits sauvages				
Total	48 012	28,4	16,8	8,3
Crustacés				
Total	18 218	10,8	6,4	3,1
Total	580 291	343,2	202,4	100,0

* Liste complète des produits à l'annexe 15.
** Omble de l'arctique anadrome, saumon, corégone, morue.
*** Touladi, omble de fontaine.

Le poisson semble être la ressource préférée et représente 30 % de la quantité totale de nourriture locale consommée. L'omble de l'Arctique serait l'espèce de poisson la plus consommée (20 %) suivie du touladi (6 %). Ensuite, vient la viande de caribou (23 %) suivie de la sauvagine (19 %). Les mammifères marins comptent pour 17 %. Les produits du béluga constituent les deux tiers des aliments provenant des mammifères marins. La place des fruits sauvages, une ressource alimentaire dont on tient peu compte, n'est pourtant pas négligeable dans le régime alimentaire des Inuit, si elle est comparée par exemple avec des espèces comme le morse. En comparaison, l'enquête Santé Québec fait une plus grande place au

caribou. Bien qu'il soit possible que nos résultats pour la consommation de poisson soient surestimés (les données sont tirées de l'enquête sur la récolte réalisée en 1976-1980), il est parfaitement plausible que le poisson soit la ressource alimentaire la plus consommée. D'ailleurs, nos résultats concordent avec ceux d'autres études nutritionnelles utilisant les données de base de l'enquête Santé Québec, auxquelles ont été ajoutées des espèces de poisson qui n'avaient pas été considérées dans l'enquête originale (Dewailly *et al.* 1998).

Examinons la quantité moyenne de nourriture ingérée par jour par personne. Si l'on considère que l'âge moyen se situerait entre 22 et 25 ans (cf. chapitre 3), et qu'une personne adulte devrait consommer environ un kilogramme de nourriture (excluant les liquides) par jour, tout porte à croire que la production vivrière ne fournit qu'une portion relativement restreinte de l'alimentation. Par contre, le fait qu'environ 44 % de la population ait moins de 15 ans (cf. annexe 5), et que les quantités que cette population consomme correspondent à moins des deux tiers de celles des plus de 15 ans, nous permet de nuancer ces résultats. Dans le tableau suivant, nous avons indiqué les résultats moyens, selon l'âge et le sexe, sur lesquels reposent nos estimations.

Dans le tableau 5.2, on remarque que la quantité de nourriture du pays ingérée varie selon l'âge. Celle-ci représente en moyenne entre 14 % et 23 % de l'alimentation totale, en incluant les liquides. La consommation de nourriture du pays ne semble pas atteindre plus de 370 grammes par jour en moyenne. Toutefois, elle constitue plus des deux tiers de la consommation de viande et même les trois quarts de la viande consommée par les personnes de plus de 45 ans[10]. D'après ces chiffres, les Inuit ont une alimentation qui n'est pas seulement basée sur les produits de la récolte, mais sur une variété d'aliments. La viande consommée est toutefois principalement composée de gibier et poisson provenant du terroir. Nous

---

10 Ces résultats se comparent avec ceux trouvés à partir de l'enquête sur le contrôle de la subvention au transport aérien (Lawn et Lagner 1994b) dont les chiffres reposent sur le questionnaire Rappel 24 heures.

pouvons donc conclure que la production vivrière se maintient dans l'alimentation des Inuit et qu'elle occupe une place significative.

Tableau 5.2- Consommation moyenne de nourriture locale, selon l'âge et le genre (gr et %)

	Consommation alimentaire moyenne			
	Nourriture du pays	Tous les aliments (incluant les liquides)*	Nourriture du pays sur total	Nourriture du pays sur toute la viande
Âge et genre	gr/jour	gr/jour	%	%
0 à 6 ans	81	592	14	67
7 à 14 ans	161	1 169	14	67
Femmes de 15 à 44 ans	241	1 759	14	67
Hommes de 15 à 44 ans	268	2 050	13	66
Femmes de plus de 45 ans	218	1 339	16	72
Hommes de plus de 45 ans	368	1 579	23	77

* Tous les aliments liquides n'ont pas été inclus, comme le thé et le café largement consommés, d'après nos observations.

Selon une étude de Duhaime *et al.* ([à paraître]a) utilisant les mêmes sources de données, le régime alimentaire solide (excluant les liquides) de la très grande majorité (95 %) des répondantes à l'enquête alimentaire de Santé Québec est constitué pour au moins de la moitié d'aliments du pays. Autrement dit, la nourriture du pays se maintient dans l'alimentation des Inuit du Nunavik et n'a pas été complètement remplacée par la nourriture importée. Cependant, elle est un des nombreux aliments parmi une gamme étendue qui compose leur régime alimentaire actuel. Ces résultats indiquent que les Inuit ont donc de bonnes raisons de manger à la fois de la nourriture du pays et de la nourriture achetée. Quelles sont ces bonnes raisons?

Confrontons les chiffres moyens avec la réalité vécue des individus. D'après nos entrevues, aucun participant ne nous a mentionné ne consommer que

de la nourriture du pays ou que des aliments importés. La plupart ont déclaré manger du gibier ou du poisson «à chaque jour ou presque à chaque jour», ou encore «lorsque cela est possible» ou «s'il y en a». Tels sont les termes très souvent employés pour décrire la situation des répondants à notre enquête lorsqu'interrogés sur leur alimentation. Par contre, la situation varie d'un ménage à l'autre. Par exemple, certains, comme ce participant de 32 ans père de cinq enfants âgés entre 2 et 10 ans, affirment consommer moins régulièrement de nourriture du pays.

> Nous mangeons du *country food* [nourriture du pays] deux fois par semaine. C'est principalement du caribou. Le reste du temps, nous mangeons du *Qallunaat food* [nourriture importée]. (ménage n° 21)

D'autres en consomment beaucoup plus souvent. Certaines personnes affirment consommer une plus grande quantité de nourriture du pays, comme le rapporte cet homme de 62 ans chasseur reconnu de Nunalik, vivant avec son épouse et ses deux enfants adultes:

> Nous allons au magasin lorsqu'il n'y a plus de *country food*. Nous dépensons environ 50 $ pour l'achat d'épicerie par semaine. En fait, nous y allons rarement. Nous achetons presque uniquement des ingrédients pour faire de la bannique. (ménage n° 26)

Dans cette famille, le principal aliment importé consommé serait la bannique, un aliment intégré dans la diète depuis de nombreuses années et fabriqué à la maison. D'ailleurs, d'après nos données, la consommation de ce pain varie entre 32 grammes et 174 grammes par jour, selon l'âge et le sexe, représentant entre 5 % et 11 % de la diète totale.

Toutefois, le modèle qui nous est apparu le plus courant répond à la situation décrite par ce participant de 37 ans, travailleur salarié et père de cinq enfants âgés entre 4 à 13 ans:

> Nous mangeons surtout du *Qallunaat food* pour déjeuner. Pour le dîner et le souper, nous faisons souvent un mélange entre du *Qallunaat food* et du *country food*. Moi et ma famille aimons autant le *Qallunaat food* que le *country food*. (ménage n° 05)

L'alimentation semble ainsi être composée de deux types d'aliments définis clairement par: «nourriture des Blancs» et «nourriture du pays». Ces deux types d'aliments sont combinés quotidiennement. D'autre part, cette citation révèle que les aliments industriels ne font pas qu'accompagner les aliments du pays et ne constituent pas non plus un simple substitut lorsque la

nourriture du pays vient à manquer; ils sont appréciés en soi. Une femme de 61 ans, dont le mari est un des chasseurs reconnus de Nunaliapik, nous donne un aperçu des repas d'une journée typique:

> Le matin, nous mangeons de la bannique et buvons du thé. Parfois, nous mangeons des céréales. Le midi, nous mangeons le plus souvent du *country food*. Parfois, c'est de la soupe lorsqu'il n'y a pas de *country food*, ou du poulet, car nous n'avons pas toujours de *country food* pour dîner. Le soir, nous mangeons du *Qallunaat food*, surtout les enfants. Lorsque nous sommes au camp, je mange davantage de *country food*, presque à tous les jours. (ménage n° 70)

La situation décrite par cette personne suggère, premièrement, que la nourriture achetée dans les commerces apparaît comme étant un substitut lorsqu'il n'y a pas de gibier ou encore de poissons, car même pour ceux dont la chasse est l'occupation principale, les ressources ne sont pas toujours accessibles de manière continue tout au long de l'année. Dans ce cas, la nourriture importée comble certains besoins immédiats. Mais lorsque la participante du ménage 70 se trouve à son camp, elle consommerait plus de nourriture du pays souvent. Deuxièmement, les enfants mangeraient moins de venaison et de poisson, ce qui obligerait les parents à offrir de la nourriture importée. Cette situation a d'ailleurs été rapportée par plusieurs participants. Les enfants semblent en effet particulièrement apprécier la nourriture industrielle.

Ceux qui ne produisent pas de nourriture, comme cet Inuk de 72 ans, n'en sont pas privés. Il nous dit à ce sujet:

> Moi et ma famille pouvons manger du *country food* tous les jours. Nous en recevons principalement de Mary, Paulusi, Atami et Pita. Nous pouvons en manger durant tout l'hiver. Toute la famille en mange. Aujourd'hui, nous avons eu un morceau de caribou qui nous a été donné par Atami. Il s'agit de la moitié d'une carcasse de caribou. Ce morceau peut durer une semaine si nous ajoutons de la nourriture achetée au magasin. (ménage n° 27)

En somme, cet homme trop âgé pour chasser et sa famille obtiennent ce dont ils ont besoin grâce à leur réseau de solidarité. De plus, encore ici, on retrouve une mixité dans l'alimentation, malgré l'âge de cet individu qui pourrait laisser présager des comportements plus traditionnels face à son alimentation. La situation serait problématique pour ceux ou celles qui ne peuvent produire eux-mêmes leur nourriture, qui dépendent du réseau formel et informel pour leur alimentation, comme c'est le cas de quelques

familles monoparentales rencontrées. Cette femme de 50 ans, bénéficiaire de l'aide sociale, vivant avec six enfants et petits-enfants, nous raconte:

> Nous n'avons pas souvent de *country food*. Et parfois, nous n'avons rien à manger. Lorsqu'il n'y a rien à manger[11], nous mangeons du ragoût et de la soupe; c'est surtout les enfants. Parfois, il n'y a que de la bannique et du thé à manger.

Une autre femme nous dit encore:

> Nous achetons beaucoup de nourriture au magasin, la semaine. Cette semaine, nous n'avons pas pu aller au magasin. Parmi les enfants, certains refusent de manger de *country food*. Mais nous mangeons en général du *country food* à chaque jour. (ménage n° 17)

Dans le premier cas, le manque d'accessibilité à la nourriture du pays entraîne des conséquences sérieuses pour le ménage. Dans les deux cas, les pénuries de nourriture du pays peuvent difficilement être comblées par de la nourriture achetée lorsque les ressources monétaires sont manquantes. Ces propos suggèrent également que la nourriture du pays serait également consommée de préférence à des produits plus ou moins équivalents sur le marché parce qu'elle n'est pas achetée: qu'elle est obtenue pour rien. En somme, on aurait de bien bonnes raisons de manger de la nourriture du pays: non seulement elle n'a pas de véritable équivalent sur le marché mais, comme pour ces deux répondantes, elle est obtenue gratuitement. La rationalité économique peut aussi expliquer le comportement de plusieurs. Nous verrons ultérieurement si les producteurs obtiennent eux aussi un avantage supérieur en produisant eux-mêmes leur nourriture plutôt qu'en l'achetant.

L'achat de nourriture commerciale semble néanmoins inévitable dans le cas de la répondante du ménage précédent, qu'il y ait ou non du gibier sur la table. La pénurie de nourriture du pays ne serait donc pas le seul motif qui pousse les individus à se rabattre sur de la nourriture importée. Les préférences alimentaires des plus jeunes, tout comme celles des plus vieux, d'ailleurs, favorisent une combinaison des types d'aliments. Chez les adultes, les préférences alimentaires pour la nourriture du pays cuite ou pour la nourriture importée sont parfois justifiées par l'exposition précoce à

---

11 Ici, il ne s'agit pas d'une contradiction. Nous avons affaire au problème de traduction que nous avons évoqué précédemment (cf. note 11 du chapitre 3) où l'action de manger réfère au fait de manger du gibier ou de la nourriture du pays.

ces aliments, par exemple à la suite de la fréquentation des pensionnats dans les années cinquante (ménages n° 11, 18). Quelles que soient les raisons qui sous-tendent les préférences alimentaires, elles semblent de toute évidence influencer la diète. Par exemple, une membre du comité de santé de Nunaliapik, âgée de 64 ans, nous dit:

> Je suis en excellente santé parce que je mange beaucoup de *country food* depuis que je suis jeune. Cependant, j'ai besoin d'équilibrer mon alimentation avec de la nourriture des Blancs. Il y a également la question de la variété dans l'alimentation: manger du *country food* tous les jours devient lassant (ménage n° 57).

Ce propos révèle sans doute l'importance du degré d'exposition des Inuit aux aliments importés ainsi que le niveau d'acceptation de ces aliments qui en résulte. La bannique, par exemple, le thé, ainsi qu'une foule de produits ont été intégrés au régime alimentaire des Inuit depuis très longtemps. La combinaison des deux catégories d'aliments, une pratique généralisée dans la population, est sans doute une des conséquences les plus visible du niveau d'acceptation des aliments importés qui, par ailleurs, varie d'une personne à l'autre. La combinaison prend des formes variées. D'après nos entrevues et nos observations, les aliments importés peuvent représenter un simple condiment (du ketchup sur un morceau de caribou), accompagner un repas de gibier (des pommes de terres et des pois en conserve), ou encore être incorporés comme ingrédient dans un mets aux apparences traditionnelles tel que le *uujuq* — bouilli de viande auquel on ajoute des oignons, du riz, du sel — ou un mets plus ou moins exotique comme ce spaghetti à la viande de béluga que nous avons été invitée à goûter (ménage n° 62). Bref, il faut retenir que les aliments du pays sont toujours consommés, qu'ils ne constituent plus la seule et principale ressource alimentaire et que ce phénomène touche toutes les couches de la population.

Les individus ont de bonnes raisons de manger de la nourriture du pays puisqu'elle comble une partie de leurs besoins alimentaires et que cette nourriture est bonne: bonne au goût, bonne pour la santé aussi et qui plus est, plusieurs la reçoivent gratuitement. Il existe également de bonnes raisons de manger de la nourriture achetée. Lorsque la nourriture du pays vient à manquer, la nourriture achetée remplace le gibier. Elle est aussi bonne à manger, qu'on soit jeune ou vieux, et ce même lorsque le gibier et

le poisson sont abondants. À cet égard, le lien entre consommation et production est intéressant. Les individus ont de bonnes raisons de produire, comme nous l'avons vu. Or ces raisons ne sont pas toujours implicitement liées aux besoins puisqu'on peut chasser et pêcher pour le plaisir de l'art ou la valeur symbolique des produits récoltés. La production n'est donc qu'un des facteurs qui déterminent la consommation. L'état des réseaux d'approvisionnement est un autre facteur déterminant: le fait de pouvoir produire soi-même sa nourriture ou encore de participer à un réseau de circulation de nourriture, malgré l'existence d'institutions formelles qui suppléent ces lacunes, influencent l'alimentation. Les préférences influencent aussi l'alimentation et témoignent de l'offre de produits alternatifs sur le marché, du niveau atteint d'acceptation de ces produits dans l'alimentation et plus particulièrement chez la jeune génération, mais aussi de l'accès à des ressources monétaires. Bref, l'alimentation des Inuit témoigne aussi du degré de pénétration du marché dans la sphère de la consommation alimentaire, comme nous le verrons.

5.3 L'utilisation de la production vivrière

À la lumière des résultats présentés à la section précédente, la production vivrière utilisée à des fins alimentaires ne constitue qu'une portion de la production vivrière totale. En effet, selon le tableau 3.4, le poids comestible de la nourriture produite atteint près de 2 000 tonnes. Or les données sur la consommation alimentaire présentées au tableau 5.1 montrent que les Inuit du Nunavik consommeraient 600 tonnes de nourriture. Qu'advient-il des surplus?

5.3.1 Les problèmes associés à la détermination de la consommation

Tout d'abord, plusieurs études semblent être arrivées à un constat similaire, sans toutefois en explorer véritablement les causes (Kuhnlein 1989, Smith et Wright 1989, Gilman *et al.* 1997). Un certain nombre d'hypothèses peuvent être avancées pour expliquer ce qui apparaît, au premier regard, comme étant une anomalie.

Mentionnons, en premier lieu, les problèmes liés à la méthode. D'abord, les enquêtes nutritionnelles concourent à sous-estimer la consommation alimentaire, puisqu'elles ne tiennent compte que de la nourriture ingérée et non de la quantité de nourriture destinée à l'alimentation. En fait, la préparation et la transformation de la nourriture (débitage, dépeçage, séchage, cuisson...) occasionnent une perte potentielle évaluée à 25 % (Wein *et al.* 1991). Les difficultés relatives à l'évaluation de la récolte peuvent également expliquer en partie l'écart entre la production et la consommation. Par exemple, notre méthode, qui repose sur des entrevues réalisées avec un échantillon de répondants et non pas sur une comptabilité systématique des captures, a pu produire des résultats inexacts. Outre les problèmes relatifs à l'évaluation de la récolte, le poids comestible des animaux capturés ne correspond pas toujours à la réalité. Les tables de poids comestible par espèce varient selon les méthodes utilisées (cf. section

3.3.2). Le poids varie selon la saison, l'âge et le sexe des animaux, des informations très difficiles à obtenir. De plus, les habitudes alimentaires des Inuit du Nunavik se sont peut-être modifiées par rapport à ce qui était considéré comme étant comestible dans les années 1970[12]. Par exemple, si nous utilisons le poids comestible d'après la table de Smith (1991), nos résultats pour la récolte passent de 2 000 tonnes à 1 600 tonnes de nourriture, une différence d'environ 400 000 kilogrammes, soit 51 kg par personne.

Un autre problème concerne la perte de nourriture proprement dite. Ces pertes peuvent être causées par une distribution inefficace des produits. Cette situation peut se produire lorsqu'une ou des ressources sont particulièrement abondantes et que les moyens de conservation appropriés sont inexistants. En outre, selon Myers (1982), dans la région du détroit de Lancaster, une bonne partie de la viande des mammifères marins ne serait pas consommée et serait laissée aux animaux charognards. La sous-utilisation des produits de la récolte, principalement des mammifères marins, a déjà été dénoncée au Nunavut (Reeves 1993). Usher (1981) mentionnait que la chasse sélective orientée vers certaines espèces ou encore certaines parties des animaux était de plus en plus courante. Tobias et Kay (1994) rapportent qu'environ 25 % des poissons récoltés par les Cris de Pinehouse (Saskatchewan) sont rejetés pour des raisons liées aux préférences pour certaines espèces ou parties d'animal, ou encore à cause de leur rareté ou de leur abondance. Myers (1982) interprète par ailleurs la différence entre récolte et consommation par une surproduction. Cette situation résulte notamment de l'utilisation des armes à feu qui facilite l'abattage des animaux. L'auteur suggère que l'appât du gain peut également conduire à une surproduction. Il est aussi pensable que l'écart provienne d'un décalage entre les habitudes de chasse et les besoins réels, puisque les activités de chasse et de pêche ont d'autres fonctions sociales. En effet, en plus de leur importance économique pour l'unité domestique, elles confèrent respect, prestige, identité et sens du partage, comme nous

---

[12] Par exemple selon CRRA (1982), 61 % du poids moyen d'un caribou est considéré comme comestible. Il comprend: toute la viande, tout le gras et les os dans la viande ainsi que quelques organes: langue, lèvres, foie, coeur et autres organes mineurs.

l'avons déjà dit, en plus de constituer une forme de détente (p. ex. Condon *et al.* 1995). Ces hypothèses pourraient par ailleurs expliquer la raison pour laquelle ceux qui obtiennent leur nourriture uniquement dans les commerces, continuent de chasser quand même, comme cela a été rapporté à Arctic Bay (Verdier *et al.* 1987).

Mentionnons, en terminant, qu'une partie de la production peut servir à nourrir les chiens, même si les Inuit du Nunavik recourent rarement au traîneau pour la chasse.

5.3.2 Correction de l'estimation de l'utilisation de la récolte

En considérant quelques-uns des facteurs mentionnés plus haut, nous avons tenté de corriger les résultats présentés à la section précédente. Les calculs qui suivent s'appuient en partie sur nos observations et sur nos entrevues.

Pour ce faire, en premier lieu, nous avons inclus, dans le calcul, 25 % de perte associée à la préparation des aliments[13]. Ce nouveau calcul nous a permis d'estimer la consommation alimentaire à près de 720 000 kilogrammes au total, soit 426 kilogrammes par ménage en moyenne.

En second lieu, bien que leur présence soit fortement ressentie dans tous les villages, les chiens sont rarement utilisés pour les activités de production. Toutefois, nous avons considéré leur consommation, en supposant que certaines familles y avaient recours de temps à autre, ou gardaient des chiens par habitude ou pour leur plaisir. Le calcul de la consommation des chiens pose au moins deux problèmes: il faut établir leur nombre, d'une part, ainsi que leur consommation de nourriture, d'autre part. Tout d'abord, le nombre de chiens a été déterminé grâce aux informations recueillies pour Nunalik. Dans ce village, il y huit ménages qui posséderaient

---

[13] Sauf les chiffres de la consommation de crustacés et d'ours polaire estimés d'après les données sur la récolte.

un équipage de traîneau à chiens, soit 4 % des ménages de ce village. En imputant cette proportion à l'ensemble des ménages du Nunavik, il y aurait au total 68 ménages qui posséderaient des chiens. Ensuite, nous avons estimé le nombre de chiens par meute à sept chiens. Ce nombre est basé sur l'estimation faite par Smith (1991), ainsi que sur nos observations pour Nunalik[14]. Enfin, en ce qui concerne la quantité de nourriture qu'ils consomment, nous avons conservé le chiffre avancé par Saladin d'Anglure (1984), discuté et adopté par Smith (1991), c'est-à-dire 400 kilogrammes annuellement. Tout bien considéré, la consommation canine atteindrait 190 000 kilogrammes pour le Nunavik. Les participants à nos entrevues qui possédaient des chiens nous ont dit qu'ils les nourrissaient avec de la viande de caribou (ménages n° 13, 17, 66). D'après nos observations, les chiens sont aussi nourris avec du poisson.

Les résultats de nos estimations visant à déterminer l'utilisation potentielle de la récolte sont insérés dans le tableau 5.3. Tout d'abord, en dépit de nos efforts, sans aucun doute discutables, nous n'avons pu déterminer l'utilisation de près de la moitié de la production vivrière. Si nous appliquons la table de poids comestible de Smith (1991), le tiers seulement de la production n'a pu être établi. Il est possible que ce résultat soit attribuable en partie à une surestimation de la récolte et du volume comestible de celle-ci. Des travaux ultérieurs seraient nécessaires pour approfondir cette question. Par exemple, des recherches plus poussées sur l'usage actuel des parties d'animaux seraient nécessaires pour compléter le portrait de la consommation. Ce portrait devrait tenir compte des pratiques de toute une gamme d'individus et non pas uniquement de celles des chasseurs.

---

14 Cette estimation donnerait un total moyen d'une trentaine de chiens par village (476 chiens ÷ 14 villages). D'après notre expérience, ce chiffre nous apparaît acceptable sinon, conservateur. Si les chiens semblent peu utilisés comme moyen de production, il y a, par contre, beaucoup de chiens et tout porte à croire qu'ils ne sont pas nourris avec de la nourriture importée pour chien.

Tableau 5.3- Correction de la consommation de la production vivrière par les Inuit, Nunavik 1995 (kg et %)

	Quantité annuelle consommée			
	Nunavik kg	Par ménage kg	Par personne kg	%
A- Récolte (tableau 3.4)	1 986 859	1 175	253	100,0
B- Consommation alimentaire (tableau 5.1)	580 291	343	74	29,2
C- Usage indéterminé (A - B)	1 406 568	832	179	70,8
D- Consommation alimentaire (B + 25%)	719 697	426	92	36,2
E- Marché extérieur (tableau 4.1)	29 050	17	4	1,5
F- Nourriture pour chiens	190 400	113	24	9,6
G- Usage indéterminé (A - (D+E+F))	1 047 712	620	133	52,7
H- Récolte (Smith 1991)	1 589 459	940	202	100,0
I- Usage indéterminé (H - (D+E+F))	650 312	385	83	32,7

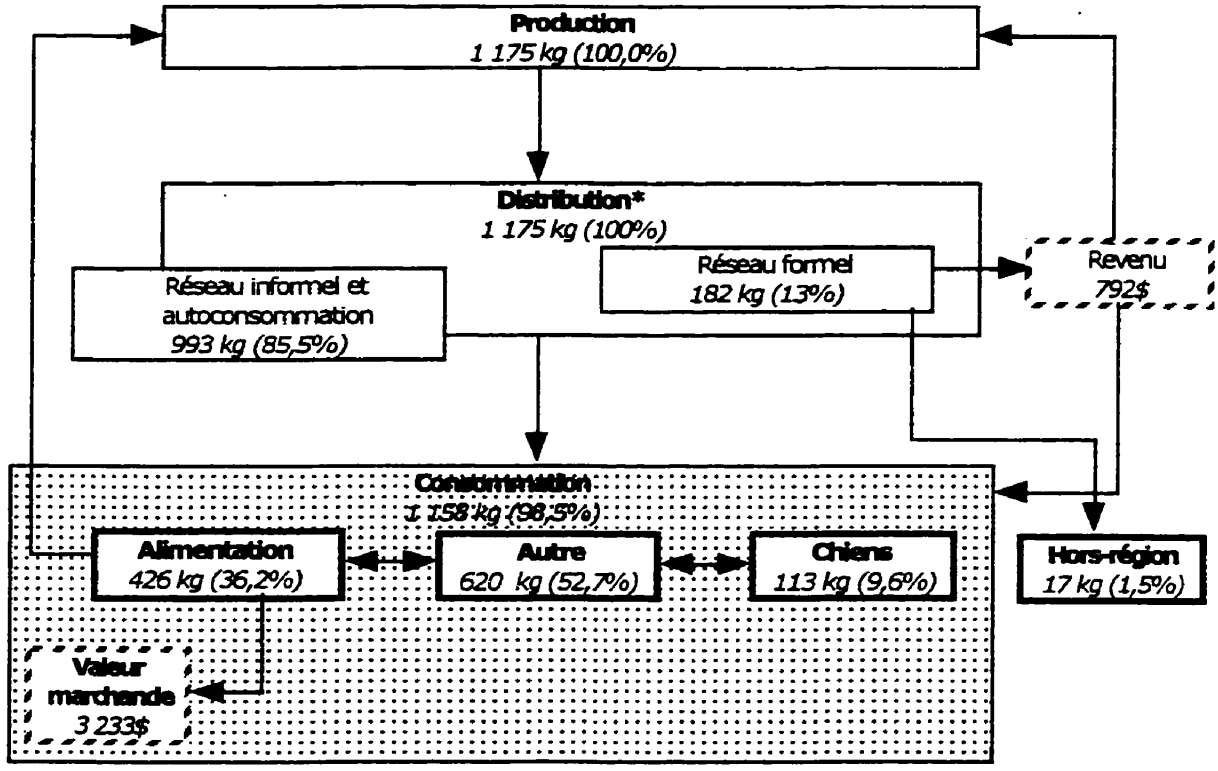
Il est toutefois probable qu'une partie de la production soit effectivement sous-utilisée dû à de nombreux facteurs, dont les conditions associées à la conservation des produits, l'efficacité des réseaux de distribution, l'abondance ou la rareté des produits. Ce gaspillage témoignerait du fait que, cantonnée à la maisonnée, l'organisation de la production, de la distribution et de la consommation n'est pas prise en charge par des institutions, telles que des entreprises commerciales qui, dans les sociétés capitalistes, contrôlent la production, la distribution et la consommation et tirent profit du moindre bout d'os de la carcasse d'un animal. Ces problèmes inhérents à une économie de subsistance pourraient permettre en même temps d'expliquer les pénuries de nourriture du pays durant certaines périodes de l'année malgré une surproduction apparente, ou encore les raisons pour lesquelles certaines personnes semblent souvent manquer de nourriture.

Lorsqu'on tient compte des pertes potentielles attribuables à la transformation de la nourriture et à l'alimentation des chiens, près de 46 % de la production vivrière est consommée localement. L'alimentation humaine serait l'usage principal de la production vivrière. La chasse pour la fourrure

demeure secondaire (78 peaux de loup, renard et ours polaire selon la note 14 du chapitre 4, et sans doute quelques peaux de phoque dont nous n'avons pu estimer le nombre). On emploie également la peau pour les litières dans les camps et la fabrication de vêtements (bottes surtout), cependant tout porte à croire que le produit des activités de subsistance sert principalement à l'alimentation domestique.

Le schéma de la figure 5.1 résume la circulation de la production vivrière d'après les estimations du tableau précédent et nous permet de suivre la production vivrière.

Figure 5.1- Modèle économique de la consommation de la production vivrière des ménages du Nunavik 1995



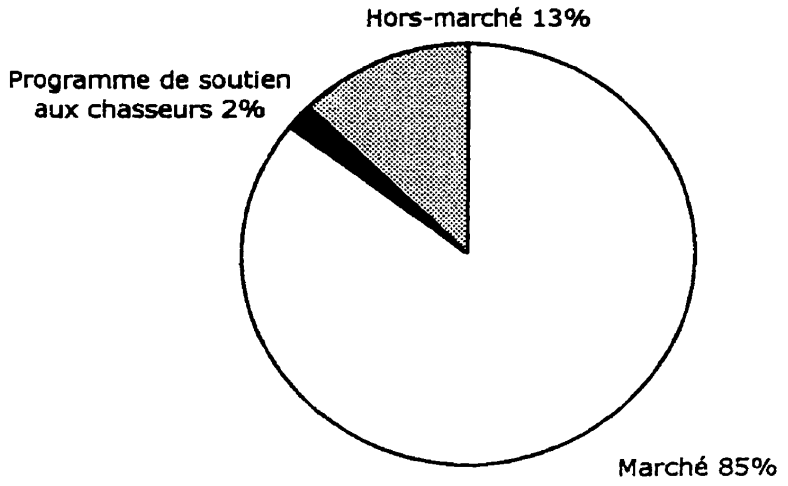
* Le détail de la distribution est présenté à la figure 4.1

Si l'on conserve les proportions trouvées en ce qui a trait à la distribution, la plus grande partie de la nourriture, c'est-à-dire 86 % de la production

consommée par les individus, a été acquise par le réseau informel ou a été autoproduite, et 14 % a été obtenu sur le réseau formel, dont une infime partie a été achetée (1 %). En somme, la portion de la diète associée aux aliments du terroir est satisfaite grâce aux réseaux informels et à l'autoproduction.

Néanmoins, sur le plan des quantités ingérées, la récolte ne comble qu'une partie de la diète. En effet, en considérant cette fois la totalité de l'alimentation, la production vivrière répond en moyenne à 14 % de l'alimentation totale (cf. tableau 5.2), le reste étant assuré par des aliments importés obtenus dans les commerces. On constate, comme le montre le schéma de la figure 5.2, que le marché est la principale source de nourriture des Inuit.

Figure 5.2- Sources d'approvisionnement alimentaire en considérant la totalité de l'alimentation, Nunavik 1995 (%)



Le marché est une source très importante de nourriture et par conséquent d'aliments fabriqués industriellement puisque les aliments du pays sont rarement vendus dans les commerces locaux. La nourriture importée répond à un besoin existant. Il ne fait cependant aucun doute que la production vivrière réponde également à un besoin tout aussi impérieux car une proportion tout de même significative de la diète provient de l'échange informel et l'autoconsommation et, sur le plan qualitatif, ces aliments ont

une valeur très élevée. En fait, bien que les aliments industriels soient largement consommés, leur importance quantitative apparaît cependant plus diffuse dans la réalité quotidienne, d'abord parce que certains produits ont été réappropriés et assimilés à la culture *traditionnelle* inuit. La bannique, un aliment toujours fabriqué à la maison, dont les ingrédients sont néanmoins tous importés, en est un exemple éloquent. Ensuite, malgré la combinaison des sortes de nourriture, la consommation de venaison (muscle ou chair) demeure un événement quotidien central. Par exemple, nous avons remarqué que, contrairement aux aliments industriels qui sont consommés à différents moments de la journée de manière souvent individuelle sur la table de la cuisine ou à l'extérieur de la maison, les aliments du pays sont consommés en groupe sur un carton étendu sur le plancher. En somme, même s'il côtoie une bouteille de ketchup ou une canette de *Pepsi*, l'aliment du pays occupe la place d'honneur sur le carton. De plus, il semble à la fois provoquer l'occasion d'un rassemblement familial et structurer l'acte de commensalité. Ces observations rejoignent les propos de Freeman (1988) à l'effet que les pratiques de commensalité demeurent très résistantes au changement.

La persistance de la nourriture du pays dans l'alimentation est attribuable à de nombreux facteurs comme nous l'avons vu: préférences, besoins, accessibilité, habitude. Serait-elle également liée à son coût plus avantageux pour le producteur et le consommateur, comparativement à la nourriture achetée? Dans les prochaines pages nous tenterons d'estimer sa valeur marchande.

5.3.3 Estimation de la valeur marchande de la nourriture du pays

L'estimation de la valeur marchande de la production non marchande a été discutée précédemment (cf. sous-section 4.3.3). À ce moment, nous avions tenu compte de la valeur potentielle de la production si celle-ci avait été vendue, sans considérer l'usage de cette production. L'examen de l'utilisation de la production vivrière que nous venons de faire nous a toutefois permis de montrer qu'une partie seulement est utilisée pour la

consommation humaine. Étant donnée la difficulté d'établir, avec précision, l'utilisation de la production totale, nous ne porterons notre attention que sur la production destinée à la consommation alimentaire[15].

Méthode et résultats

Notre méthode consiste à imputer, à un produit, le prix payé pour un produit équivalent dans les commerces locaux. Cette méthode qui repose sur la valeur de remplacement de la nourriture du pays, serait valable comme nous l'avons vu. Elle suppose qu'en l'absence de nourriture locale les membres du ménage se tournent vers un aliment importé. Cette méthode pose le problème du choix d'un produit substitut, d'où le fait que certains auteurs tiennent compte de la valeur nutritionnelle ou des préférences locales (p. ex. Tobias et Kay 1994). En ce qui nous concerne, nous avons sélectionné un certain nombre de viandes, poissons et fruits importés, frais et congelés, les plus populaires selon nos informateurs clés ainsi que d'après l'enquête de Santé Québec (Bégin et Parent 1995). Ce choix est discutable, mais nous est apparu comme étant le meilleur.

Pour établir la valeur, nous avons procédé comme suit. Le détail des calculs est exposé au tableau 5.4. Nous avons d'abord fait une moyenne des prix des produits équivalents sélectionnés et vendus dans les deux principaux commerces d'alimentation (coopérative et *Northern Stores inc.*) en 1995. Nous avons retenu l'équivalent de 10 $ par kilogramme pour la viande et 12 $ par kilogramme pour les fruits sauvages. Ensuite, nous avons ajouté à ces valeurs le taux d'imposition moyen estimé pour 1995 pour chaque type de ménage selon la méthode décrite à la section 6.3.2. Le taux d'imposition correspond au pourcentage moyen d'impôt payé selon le revenu moyen des ménages. Cette valeur correspond au montant réel que le consommateur devrait débourser. Le résultat de cette opération donne 11,67 $ pour chaque

---

15 Selon Usher (1976), la valeur de la production vivrière utilisée à des fins autres que l'alimentation, basée sur ses observations dans l'Ouest de l'Arctique canadien et dans le delta de la rivière Mackenzie dans les années 1960 et 1970, compterait pour moins de 10 % de celle de la nourriture. Compte tenu que les produits non comestibles sont marginalement employés, d'après nos observations ainsi que d'après la littérature, ils ne seront pas évalués ici.

kilogramme de viande et de poisson et 13,90 $ pour les fruits. Ensuite, la quantité totale de nourriture locale consommée dans les ménages, en incluant les pertes (719 697 kg), a été multipliée par sa valeur de remplacement, pour un total de 8 591 033 $.

Autrement dit, chaque ménage devrait dépenser près de 5 100 $ pour se procurer l'équivalent de sa consommation de nourriture du pays, telle que nous l'avons définie, en produits importés. Or nous avons vu que la nourriture du pays a été produite à un certain coût et qu'elle a rapporté un certain revenu. De plus, une partie a été achetée par les consommateurs. Les opérations suivantes nous ont permis d'établir la valeur marchande *nette* de la production vivrière, en tenant compte, cette fois, de ces trois facteurs. En premier lieu, d'après les résultats sur la récolte et les dépenses totales de production, un kilogramme de venaison, de fruits ou de poisson coûte en moyenne 3,32 $ (tableaux 3.2 et 3.4). Ce montant a été multiplié par le volume de nourriture consommé, pour un total de 2 389 394 $. Ce montant représente le coût de production de la nourriture du pays consommée. En second lieu, nous avons calculé le revenu gagné grâce à la vente de la nourriture. Nous avons utilisé le montant déjà estimé pour la vente de la nourriture, qui s'élève à 680 193 $ (cf. tableau 4.2). Troisièmement, nous avons évalué les ventes de nourriture du pays qui ont été faites aux coopératives. Cette information est tirée des registres budgétaires des coopératives locales pour 1994-1995. En supposant que les achats ont été faits par les Inuit, ces transactions s'élèvent à 54 419 $. Les trois montants ont été soustraits de la valeur brute de remplacement calculée plus haut. La valeur nette de remplacement de la production vivrière consommée s'élève donc à 5 467 027 $, soit un revenu par ménage équivalent à 3 233 $. Autrement dit, un ménage moyen aurait dû débourser cette somme supplémentaire, par année, pour compléter sa diète.

Tableau 5.4- Calcul de la valeur marchande de la de la production vivrière consommée à des fins alimentaires, Nunavik 1995

Étapes du calcul	Quantité kg	multiplicateur	Total Nunavik $	Total par ménage $
Calcul de la valeur brute:				
A - Gibier et poisson consommés	659 683	11,60$*	7 757 122 $	4 587$
B- Fruits sauvages consommés	60 014	13,92 $*	833 911 $	493 $
Total (A + B)	719 697		8 591 033 $	5 080 $
Calcul de la valeur net:				
C - Coût de production			2 389 394 $	1 413 $
D- Revenu			680 193 $	402 $
E- Achat de nourriture du pays			54 419 $	32 $
Total (C + D + E)			3 124 007 $	1 847$
Valeur net de remplacement				
Total (A+B) - (C+D+E)			5 467 027 $	3 233 $

* Il s'agit d'une moyenne seulement puisque le montant varie d'un ménage à l'autre en fonction de leur taux d'imposition respectif. En fait, le calcul est basé sur le montant brut estimé pour chacun des 13 types de ménage et sur leur consommation. Le résultat est la somme du produit de ces deux facteurs pour chacun des ménages.

Selon les chiffres de la figure 5.1, la valeur nette de remplacement de la production alimentaire, évaluée à 792 $ par ménage en moyenne, est supérieure au revenu tiré de la vente de la production vivrière. Nous pouvons donc conclure que les activités de production vivrière, malgré les dépenses qu'elles engagent, sont globalement moins dispendieuses que la nourriture importée. Chaque kilogramme de nourriture du pays est acquis pour la somme de 3,32 $, alors qu'il en coûte environ trois fois plus à l'épicerie pour obtenir une quantité similaire d'un produit plus ou moins équivalent. De plus, les activités de chasse et pêche apparaissent profitables sur le plan monétaire (4 025 $, figure 5.1), en comparaison de leur coût de production (3 907 $, tableau 3.2), lorsque sont considérés à la fois la valeur marchande de la production vivrière consommée et les revenus qu'elles rapportent. Tout porte à croire que les individus ne procèdent pas à des calculs aussi élaborés pour appuyer leur décision de chasser ou non. Cependant, il est possible qu'ils soient en mesure d'évaluer approximativement, d'un côté leurs dépenses totales en tenant compte de ce que le produit leur rapporte sur le plan symbolique, matériel, mais aussi monétaire; de l'autre côté ce

que cela leur coûte en effort et en argent et aussi en achat de nourriture. Le résultat de leur opération mentale peut les conduire à des conclusions similaires aux nôtres, c'est-à-dire qu'il est globalement plus avantageux de produire et de consommer les produits de la récolte. Un autre individu peut arriver à des conclusions complètement opposées, tel que cet individu de Nunalik. Il expose ainsi sa pensée:

> La chasse est plus dispendieuse que de se procurer du *white food*. Par contre, je pense que même si la chasse coûte plus cher, les Inuit doivent poursuivre cette activité parce que c'est dans leurs gènes. Par exemple, la valeur nutritive du phoque est sans égal, surtout en hiver. Les Inuit doivent continuer de manger ce que nos mères mangeaient lorsqu'elles étaient enceintes de nous: le *country food* est dans notre sang. (fiche n° 308-A20)

La rationalité utilitaire peut donc en partie expliquer les comportements de certains individus. Plusieurs ne feraient pas le calcul monétaire explicite. Il appert que la valeur attachée aux produits du terroir peut être telle qu'on s'engagera dans la production même si elle est déficitaire. Cette valeur est liée aux vertus nutritives des produits. Elle est également, comme le suggère ce répondant, associée à une sorte d'identité biologique des Inuit et à la nécessité de la transmettre de génération en génération. Le désir de se démarquer et d'appartenir à la communauté des Inuit et à la vie *inuttitut* orienterait donc aussi les comportements de consommation.

Le simple fait de combler ses besoins alimentaires apparaît comme une bonne raison parmi d'autres de consommer du gibier; les individus ont néanmoins bien d'autres raisons de manger de la nourriture du pays. Elle permet à certains de faire des économies. En effet, pour ceux dont les revenus monétaires sont limités, il est possible que cela soit un argument de poids, et plus particulièrement s'ils obtiennent cette nourriture gratuitement d'un parent, d'un ami ou du programme de soutien aux chasseurs. L'aspect économique ne serait toutefois pas le seul déterminant de l'alimentation. Les Inuit achètent aussi des denrées importées parce qu'ils aiment cette nourriture et qu'elle n'a pas d'équivalent dans la nature.

Tout compte fait, les résultats sur la consommation alimentaire nous permettent de mieux comprendre ceux trouvés au chapitre 3 sur la production vivrière. En effet, si la majorité des ménages se contentent d'une mince récolte, c'est qu'ils ne verraient pas la nécessité de chasser et pêcher

davantage et qu'ils arriveraient à combler leurs besoins en partie par une récolte occasionnelle, des dons et par des achats sur le marché. S'ils tiennent toutefois à chasser et pêcher, c'est qu'ils tirent du plaisir de cette pratique et qu'ils aiment cette nourriture fraîche sans égal dans les magasins. Toutes ces raisons justifient même de chasser à perte, comme le font les ménages dont les coûts de production sont exorbitants tels que les ménages du groupe C (tableau 3.8.).

5.3.4 L'utilisation des ressources en tendances

Dans les deux chapitres précédents, nous avons émis un certain nombre d'hypothèses pour expliquer le glissement intervenu dans la répartition des ressources récoltées depuis une vingtaine d'années. Nous suggérions que les changements dans l'abondance des espèces, en particulier du caribou, l'imposition de quotas, notamment pour le béluga, les prix offerts sur le marché pour le phoque et le caribou pouvaient expliquer ce phénomène. Qu'en est-il de l'influence de la demande provenant des consommateurs? Pour répondre à cette question, nous avons comparé les résultats trouvés sur la consommation alimentaire en 1995 avec les données moyennes sur la récolte calculées pour 1976-1980, en supposant que ces dernières pouvaient traduire les préférences alimentaires des Inuit, sans ignorer les limites de l'utilisation de cet outil pour la détermination de la consommation, tel que discuté au début du chapitre.

Le tableau 5.5 montre le pourcentage de la consommation de certaines espèces entre 1976-1980 et 1995.

Tableau 5.5- Pourcentage des principaux aliments du pays consommés, Nunavik 1976-1980 et 1995 (%)

	Consommation	
	1976-1980 (d'après la récolte)	1995
Espèces	%	%
Poisson	31,6	34,4
Phoque annelé et barbu	24,7	5,4
Caribou	24,6	26,1
Béluga	12,4	11,8
Sauvagine	4,9	21,0
Morse	1,0	0,5
Ours polaire	0,8	0,9
Total	100,0	100,0

Source pour 1976-1980: tableau 3.5; 1995: tableau 5.1

Tout comme en 1976-1980, le poisson est toujours la principale ressource consommée. Les deux espèces de phoque retenues prenaient la seconde place il y a vingt ans. En 1995, le phoque n'a plus l'importance qu'il avait dans l'alimentation, comparativement au caribou et à la sauvagine qui occupent aujourd'hui respectivement la deuxième et troisième place. Comment expliquer la dégringolade de la consommation de phoque en 20 ans? Selon Wenzel (1991), les Inuit se seraient tournés vers d'autres espèces que le phoque, telles que l'omble de l'arctique et le caribou, en réponse à la diminution de l'offre de phoques à la suite de la baisse de la valeur marchande de la fourrure de cet animal. En ce qui nous concerne, cet événement ne pourrait à lui seul expliquer les modifications qu'a connues la consommation (cf. tableau 3.4), puisque, à moins d'avoir surestimé son volume, la récolte de phoques au Nunavik est toujours substantielle. Le changement dans les préférences alimentaires des Inuit expliquerait à notre avis mieux la tendance observée. D'ailleurs, de notre point de vue, ces transformations étaient déjà bien enclenchées lors de l'enquête de 1976-1980, bien qu'on eût enregistré des niveaux élevés de récolte de phoques à ce moment; les chiffres de récolte pour cette espèce en 1976-1980 auraient

plutôt reflété les autres fonctions sociales et économiques du phoque (prestige, prix des peaux) que la demande pour ce produit. Un renversement aussi brusque des tendances alimentaires serait difficilement explicable autrement.

Le caribou, le poisson dominent aujourd'hui la récolte et la consommation des Inuit. Soulignons également la consommation non négligeable de canards et d'oies. Dans ce cas, il y a tout lieu de croire que les transformations de la technologie de chasse soient en grande partie responsables de la place actuelle de la sauvagine dans l'alimentation, alors qu'autrefois elle était peu consommée comparativement aux autres espèces. Il est possible que la disponibilité des ressources influence en partie les habitudes alimentaires, cependant, nous croyons que ce facteur n'explique pas tout. Selon Dorais (1997), les habitants de Quaqtaq tiraient auparavant une grande part de leur alimentation des produits marins, principalement du phoque et du béluga. Aujourd'hui, le poisson et le caribou constituent les principaux aliments du pays consommés. Plusieurs hypothèses peuvent être offertes pour interpréter ce phénomène. D'abord, une bonne partie de la population a été habituée très jeune aux aliments importés dont le goût (sucrés, salés) et la forme (mous, cuits) diffèrent passablement des produits de mammifères marins (viande et abats de phoques, béluga, morse) considérés comme ayant un goût trop prononcé. Ainsi, selon ce point de vue, les altérations dans les préférences alimentaires seraient attribuables au changement du mode de vie. Dorais attribue ce changement à l'influence de la culture alimentaire des *Qallunaat*, les Eurocanadiens, qui préfèrent justement le poisson et le caribou. En adoptant une perspective semblable à Dorais, nous voulons avancer que le caribou est une espèce associée tout particulièrement au village de Kuujjuaq, le centre administratif de la région d'où proviennent plusieurs représentants politiques et leaders inuit. Tout se passe comme si l'identité des Inuit du Nunavik est symboliquement liée à ceux qui en ont fait la promotion et qui sont plutôt des mangeurs de caribous et de poissons plutôt que de phoques ou de baleines. Quoiqu'il en soit, il importe de retenir que les préférences alimentaires seraient également déterminées par des facteurs d'ordre culturel ou psychosociologique, telle que l'émulation, qui ont

peu à voir avec l'offre de produits et qui, par ailleurs, contribuent à orienter la production alimentaire.

Jadis la consommation alimentaire était tributaire des conditions d'abondance relative des ressources, la technologie, et possiblement la présence d'un chasseur dans le ménage. Le régime alimentaire actuel traduirait la plus grande marge de manoeuvre des individus en situation d'abondance théorique permanente. Cette marge s'exprime dans le fait qu'il est possible de produire ou d'acheter sa nourriture, et de choisir les ressources que l'on souhaite manger. Elle rend possible l'expression des préférences alimentaires des individus et celles-ci peuvent influencer la production. Les préférences alimentaires existaient dans le passé, cependant on peut supposer que leur mise en oeuvre était contingente; aujourd'hui elles déterminent davantage les comportements. Cette liberté dans les choix alimentaires produit aussi du gaspillage qui indique que les Inuit ne vivent plus dans un état de pénurie relative.

Une certaine uniformisation semble caractériser la consommation alimentaire des Inuit, qu'ils proviennent de régions reconnues pour certaines ressources plutôt que d'autres. On observe, par ailleurs, une tendance similaire pour la production. Tout se passe comme si les contraintes du milieu naturel déterminaient moins la consommation alimentaire. Il est difficile d'expliquer ce phénomène d'homogénéisation des pratiques. Cependant, on sait que les modifications de préférences sont en effet, parfois liées à l'émulation de groupes sociaux perçus comme ayant un statut supérieur (Bourdieu 1979). Elles pourraient donc parfaitement être en partie le résultat de l'influence des Eurocanadiens ou des politiciens nés au sud de la baie d'Ungava, ou encore être liées à la symbolisation du caribou dans l'imaginaire collectif inuit, une espèce qui avait presque disparu à une certaine époque.

En ce qui concerne l'ensemble de l'alimentation, il y a fort à parier que les proportions estimées de nourriture du pays comparativement à celles d'aliments achetés varient peu d'un village à l'autre. Selon l'enquête Santé Québec, il y a, en effet, peu de différences entre les petits et les gros villages sur le plan des apports alimentaires. L'alimentation des résidents

semble toutefois un peu plus variée dans les gros villages, une situation que les auteurs attribuent à la plus grande accessibilité des produits importés (Bégin et Parent 1995). Nos observations corroborent par ailleurs ces conclusions et seront développées dans un chapitre ultérieur.

Consommation de la production vivrière et choix des consommateurs

Il ne fait aucun doute que les ressources du milieu font partie du quotidien alimentaire des Inuit du Nunavik. Elles se maintiennent parmi les pratiques alimentaires et occupent une place significative dans le régime.

Les Inuit ont de multiples bonnes raisons de continuer à consommer de la nourriture du pays. D'abord, le *country food*, les aliments du pays sont bons à manger. Les individus y ont été accoutumés dès la naissance. La fraîcheur du gibier et du poisson est unique dans une région où les aliments importés sont presque toujours transformés à des fins de conservation prolongée. Les aliments du pays sont aussi «bons à penser», pour citer Douglas et Isherwood (1979), c'est-à-dire qu'ils sont valorisés pour leur attrait symbolique: ils sont associés à des événements spéciaux et très souvent rassembleurs (cueillettes festives, repas principal de la journée, fêtes religieuses, célébration des prouesses techniques d'un membre de la famille) qui consolident les liens entre les individus ou renforcent le sentiment d'appartenir à la société des Inuit. Les aliments du pays comblent un besoin bien spécifique et leur circulation permet, à ceux dont les revenus sont insuffisants, de s'alimenter. Certains ont en effet de bonnes raisons de manger des aliments du pays car ils peuvent être obtenus gratuitement, grâce à la circulation, dans les réseaux informels et le programme de soutien aux chasseurs, et ils coûtent bien moins chers à produire que d'acheter un équivalent importé.

Les aliments importés, de leur côté, sont parfois consommés en l'absence de nourriture du pays. Cependant, ce ne serait pas la seule et principale raison qui pousse les individus vers ce type de nourriture. On mange du *Qallunaat food,* les aliments des «Blancs», pour les mêmes bonnes raisons que celles qui fondent la consommation de nourriture du pays: ils font partie de la vie quotidienne depuis très longtemps, ils sont bons au goût et ils sont incomparables. De plus, il ne faut pas minimiser l'importance sociale et culturelle des aliments industriels auprès des jeunes et des moins jeunes: ils ont leur place et, bien qu'ils engagent un rapport distinct de celui que les

Inuit maintiennent avec la nourriture du pays, ils sont aussi valorisés et sont tout autant «bons à penser». En outre, les individus peuvent avoir des raisons économiques de se les procurer compte tenu des investissements majeurs qu'implique l'achat des moyens de production. La circulation des aliments importés serait néanmoins plus restreinte, bien qu'elle ne soit pas nulle. Il est néanmoins plus rare que les individus l'obtiennent à titre gratuit, comparativement à la nourriture du pays. Cette situation témoigne d'un côté de la transposition de comportements associés à la nourriture du pays aux aliments importés. D'un autre côté, la valeur monétaire de ces aliments freinerait leur circulation, ce qui indiquerait un changement d'attitude par rapport aux marchandises et l'application de la rationalité instrumentale dans les échanges.

Il ne semble pas y avoir au Nunavik d'individus qui se nourrissent uniquement de nourriture du pays ou de nourriture achetée. La combinaison de ces deux types d'aliments est bien ancrée dans les pratiques alimentaires des Inuit, même si on attribue une valeur supérieure à la nourriture *du pays* par rapport à la nourriture qui vient *des Blancs*. L'importance vouée à ces deux types d'aliments, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, pourrait s'insérer, comme le suggère Warde (1997), dans le double mouvement de la mondialisation de l'alimentation qui s'accompagne d'une volonté d'identification dont la nourriture représente un support symbolique privilégié.

La part moyenne de l'alimentation qui provient du marché est tout de même frappante. Pour les ménages qui produisent eux-mêmes leur nourriture, on pourrait dire que le marché est au coeur de leur vie alimentaire: pour l'acquisition des articles nécessaires à la production vivrière et pour l'achat de denrées importées. L'alimentation des Inuit serait par conséquent fonction de l'accès à des ressources monétaires. Il ne s'agit pas du seul facteur puisque l'alimentation est en partie influencée par la disponibilité des aliments du pays. De plus, ceux qui ne produisent pas de nourriture peuvent la plupart du temps compter sur leur réseau d'entraide. D'ailleurs, le fait que les individus ne soient pas totalement dirigés vers les institutions modernes pour une bonne partie de leurs besoins alimentaires est un trait particulier de la société inuit. Cependant, celui qui dispose d'un revenu

monétaire peut laisser libre cours à ses préférences et ses valeurs, il peut également décider de produire lui-même ou d'aller au magasin. Celui qui dépend de ses voisins ou de sa famille est moins libre; ses désirs sont contraints par les circonstances et l'offre du moment, mais en aucun cas il ne mourra de faim. La sous-utilisation d'une portion substantielle de la production vivrière révèle en partie les conditions d'abondance permanentes théoriques qui prévalent à l'heure actuelle au Nunavik et qui déterminent une nouvelle marge de manoeuvre pour une majorité d'individus, marge qui ne peut se concrétiser sans revenu monétaire.

C'est dans cette perspective, dans la possibilité de choisir, que l'alimentation actuelle des Inuit se démarque le plus de la période traditionnelle. Auparavant, les comportements individuels étaient fortement déterminés et les individus avaient peu de latitude pour exprimer leurs préférences ou leurs choix alimentaires. Une longue liste d'obligations et de conditions, dont les cycles d'abondance relative et de pénurie, les contraignait à agir d'une certaine façon. On peut retracer encore aujourd'hui la survivance de certaines pratiques alimentaires coutumières associées, par exemple, au sexe des personnes ou à leur rôle dans la production. De nos jours, les individus seraient moins contraints par l'environnement naturel, social ou culturel. Cependant sans ressources monétaires, les comportements sont fortement restreints. En conséquence, bien que nous n'ayons pu comparer les ménages en fonction des caractéristiques de leur consommation alimentaire, il est possible que celles-ci révèlent une stratification sociale basée sur les ressources monétaires. Cette question demeure ouverte pour l'instant.

En somme, la très grande partie de l'alimentation des Inuit dépend de ressources monétaires. Ce qui veut dire, d'une part que leur alimentation, en plus de dépendre des facteurs liés à la production vivrière, est aussi influencée par les forces du marché sur lesquelles l'individu a autant de contrôle que sur le milieu naturel. D'autre part, les individus sont forcés de gagner un revenu monétaire en se soumettant au système de production dominant. La question du revenu fera l'objet du prochain chapitre.

PARTIE TROIS

LE BUDGET DOMESTIQUE

Un jour, un officier de l'armée américaine demande à ma mère: «Combien pour une paire de kamiks comme celles-ci?» Elle répondit spontanément: «Vingt-deux peaux». Ma mère avait l'habitude de raconter souvent cette histoire et la trouvait très drôle; pour elle, elle avait donné une réponse précise et unique à sa question [Traduction].
(Mesher 1995: 57)

L'économie domestique est un système de flux et de relations entre des personnes et des ressources. Les ressources sont obtenues et utilisées d'une certaine manière par les individus dont les comportements sont influencés par les autres membres de l'unité domestique et par l'extérieur. Weber (1971a) appelle *budget* l'utilisation et l'acquisition continues de biens pour assurer l'approvisionnement, dans ce cas ci, de la maisonnée. De plus, l'utilisation des ressources implique très souvent un *calcul monétaire* qui représente le moyen spécifique de l'approvisionnement rationnel en finalité.

Dans les sociétés traditionnelles, une grande partie des ressources étaient produites et consommées par l'unité domestique. La production était en partie circonscrite par les ressources disponibles et par des besoins matériels aisément satisfaits, selon les termes de Sahlins, relativement stables et socialement contrôlés. La consommation était plus ou moins fonction des besoins et des ressources offertes par le milieu. D'après Weber (1971a), l'économie de troc connaissait la notion de budget et même la pratique rationnelle de l'approvisionnement. L'économie de ces sociétés se fondait sur la possession de biens en nature et sur des rentrées concrètes résultant de la mise en oeuvre de capacités de travail et de ressources administrées en évaluant leur meilleur emploi en vue de couvrir les besoins. L'application du principe de rationalité instrumentale était néanmoins difficile. L'hétérogénéité des ressources dont les unités économiques disposaient se prêtait mal à la comparaison en vue de leur utilisation optimale.

Dans une économie de marché, monétisée de surcroît, l'utilisation du produit du travail est médiatisée par la monnaie. Le bien produit par le travail des individus ne vise pas à répondre à des besoins immédiats; il sert à percevoir une somme d'argent qui leur permettra ensuite de se procurer ce qu'ils

veulent sur le marché. La consommation implique donc l'échange de cet argent contre un bien fabriqué hors de la sphère domestique et accessible sur le marché. L'utilisation de la monnaie facilite l'application du calcul; les ressources monétaires étant homogènes par nature. L'utilisation des ressources monétaires implique une *dépense*, c'est-à-dire de soustraire une somme d'argent des *revenus*. À notre époque, à peu près tous les moyens de subsistance sont liés à ces gains et ces dépenses monétaires.

Les Inuit du Nunavik produisent toujours une partie de ce dont ils ont besoin. Cependant, leur subsistance n'en dépend plus entièrement. De plus, la production d'une partie des vivres est difficilement réalisable sans l'usage de ressources monétaires. En fait, la circulation d'argent entre les institutions et les individus est aujourd'hui un des traits fondamentaux de l'économie en pays inuit. Il est inséparable de l'acquisition d'un revenu monétaire et de la consommation de marchandises.

Dans la partie précédente de cette étude, nous avons étudié l'organisation de l'économie vivrière. Dans la partie qui suit, nous nous proposons de mesurer la circulation des ressources monétaires des ménages générée par l'économie formelle et son lien à l'économie vivrière. Notre objectif est de comprendre comment les Inuit administrent leur «approvisionnement» et l'effet de la monétisation d'une partie des ressources du ménage sur les comportements individuels. Pour ce faire, nous mesurerons et caractériserons l'ensemble des ressources monétaires des ménages inuit afin de déterminer la nature de ces ressources et comment elles sont employées. La réponse à ces questions constituera respectivement le premier et le second chapitre de cette partie.

CHAPITRE 6

LE REVENU

Introduction

Le revenu monétaire est de nos jours une ressource importante des ménages qui leur permet de satisfaire une partie de leurs besoins de consommation. Dans le présent chapitre, qui porte sur les revenus des Inuit du Nunavik en 1995, nous examinerons la composition du revenu personnel des Inuit.

Le revenu personnel est composé des rémunérations d'un travail salarié, des revenus d'une entreprise individuelle, du travail autonome, des revenus de placement et des transferts distribués par les administrations publiques (Fréchette et Vézina 1985). Les caractéristiques du revenu monétaire traduiraient en partie la manière dont les individus gagnent leur vie; il serait un indicateur de mode de vie. Que nous apprend le revenu personnel des Inuit sur la façon dont ils vivent aujourd'hui?

Dans une première section, nous présenterons brièvement l'évolution des revenus des familles inuit au Nunavik et résumerons quelques conclusions importantes concernant l'effet des ressources monétaires sur les activités de production domestique. L'estimation des revenus monétaires selon leur source sera décrite et discutée. Enfin, nous analyserons, plus en détail, les revenus des ménages inuit de notre échantillon afin de faire ressortir quelques traits qui les distinguent les uns des autres.

6.1 État des connaissance

Les manières de gagner sa vie se sont grandement transformées au fil des ans, depuis les premiers contacts de la population inuit avec les marchands de fourrure. Dans cette section, nous suivrons l'insertion progressive d'un revenu dans l'ensemble de ses ressources économiques. Par la suite, nous tenterons de cerner, à partir d'autres cas, les effets de l'intégration de ressources monétaires sur l'économie domestique des Inuit.

6.1.1 Évolution du revenu des Inuit

Le régime de la traite des fourrures a introduit des changements fondamentaux dans l'acquisition et l'organisation des ressources des familles inuit au Nunavik, surtout à partir du début du siècle. Dès lors, une partie des ressources économiques — biens produits, travail — des familles a, en effet, été progressivement transformée en revenu de traite et en crédit. L'estimation de ces gains se heurte toutefois à plusieurs problèmes dont le fait que le revenu s'insérait dans un système fermé. Quelques indices nous permettent toutefois de caractériser le revenu des Inuit avant la Seconde Guerre mondiale. Premièrement, la consommation d'un nombre toujours plus important de marchandises durables et non durables suggère qu'une partie croissante de l'économie des familles était constituée de ressources marchandes (Graburn 1969). Deuxièmement, cette portion de l'économie familiale aurait connu de grandes variations attribuables à plusieurs facteurs tels que le caractère imprévisible des conditions de production des fourrures, les fluctuations du marché pour ce produit, ainsi que la mortalité élevée au sein de la population qui privait périodiquement l'unité domestique d'une force de travail essentielle.

La décennie 1940-1950 marque un point tournant dans l'économie des familles inuit. D'après Jenness (1964), la dégradation du marché mondial des fourrures, à partir des années trente, a occasionné une perte

progressive des revenus du piégeage, entraînant des effets parfois dramatiques sur la population inuit. Les conséquences économiques et sociales qui ont suivi le déclin de l'industrie des fourrures révéleraient le degré d'interdépendance entre la subsistance des familles et les ressources qu'elles tiraient de ce commerce. Ces ressources permettaient d'acquérir des biens manufacturés qui facilitaient et amélioraient la production vivrière. En somme, l'autosuffisance d'antan avait déjà cédé sa place à la nécessité de pouvoir compter sur des ressources marchandes pour répondre à une partie des besoins quotidiens.

L'ampleur des difficultés économiques créées par l'effondrement de la traite des fourrures a en partie été contenue grâce à l'intégration de sources de revenu formel autres que la vente de la production pelletière. L'aide économique de l'État s'est, dans un tel contexte, imposée comme une source de revenu alternative. Au fil des ans, le gouvernement allait accroître son aide: d'abord, sous l'effet de la nécessité de soulager la misère, de plus en plus généralisée au sein de la population inuit, ensuite, en tant que conséquence à la mise en oeuvre de différents programmes ailleurs au Canada au profit des Inuit. Aussi, durant les années 1940-1950, les prestations gouvernementales représentaient-elles en moyenne entre 50 % à 60 % du revenu formel (Jenness 1964). La production commerciale de sculptures et d'artisanat au Nunavik a aussi constitué, pendant quelques décennies, une seconde source de revenu formel. Établie au début des années cinquante, la production commerciale de sculptures sur stéatite a contribué substantiellement aux revenus des familles inuit des villages où cette activité économique était pratiquée. À Salluit et à Puvirnituq par exemple, cette activité a permis de réduire l'aide versée par l'État. La vente de sculptures comptait en effet pour plus la grande partie du revenu formel des familles de ces villages, supplantant les revenus de production de fourrures (Graburn 1969, Balikci 1959). Par la même occasion, la production commerciale de sculptures, tout comme l'aide de l'État, allaient contribuer à renforcer et à répandre les échanges formels dans une économie en profonde transformation.

Les années 1960 ont été marquées par la diffusion, dans la société inuit, de trois phénomènes interreliés qui ont contribué à transformer la nature du

revenu des Inuit: le développement du salariat, l'accroissement rapide du revenu formel ainsi que de la monétisation de celui-ci. Tout d'abord, contrairement aux activités de production à des fins commerciales dont la pratique était liée à un mode de vie plus ou moins nomade, le travail salarié était plutôt associé à un mode de vie sédentaire (Balikci 1964, Willmott 1961). Durant cette période, le développement des villages, la construction d'infrastructures et la gestion des services publics, fournissaient autant de nouvelles occasions de trouver un emploi. Celui-ci ressemblait de moins en moins à un petit boulot occasionnel et croissait en nombre. En conséquence, le travail salarié représentait de plus en plus un gagne-pain substantiel comparativement aux autres sources de revenu. En 1973, les salaires comptaient en moyenne pour 41 % du revenu formel et étaient la principale source de revenu dans la plupart des villages (Simard 1982). Le développement du salariat au Nunavik est ainsi concomitant au processus de sédentarisation. La sédentarisation et le travail salarié participaient ensemble à la création de conditions favorisant une dépendance plus marquée des individus au marché: marché des biens, mais aussi marché du travail. Ensuite, les changements dans la structure du revenu se sont accompagnés d'un accroissement sans précédent du revenu monétaire, un phénomène en grande partie attribuable aux salaires. Le revenu est passé de 426 $ *per capita* en 1966 à 1 288 $ *per capita* en 1973 (Simard 1982, Simard *et al.* 1996). En 1983, le revenu *per capita* atteignait 5 596 $. De plus, le revenu monétaire des Inuit s'est multiplié par quatre grâce à l'apport des salaires (Simard *et al.* 1996). Enfin, la monétisation du revenu serait apparue comme une exigence essentielle associée à la marchandisation croissante des besoins de l'unité domestique.

Les tendances observées pour la période que nous venons d'examiner, c'est-à-dire un accroissement général du revenu monétaire et de la part des salaires, se sont confirmées durant les années qui ont suivi la signature de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, en 1975. Étudions chacune des principales sources de revenu depuis cette date.

La mise en oeuvre de la Convention impliquait le développement d'un imposant appareil gouvernemental, dont une grande partie allait être localisée au Nunavik. Cette situation a eu notamment pour conséquence

d'accroître l'offre d'emplois salariés pour les Inuit. Selon les chiffres disponibles, entre 1972 et 1983 le nombre d'emplois à temps plein occupés par des Inuit a presque doublé et la hausse s'est maintenue durant la décennie suivante (Lefebvre 1994a, Duhaime 1987, Bernard 1975). L'explosion du marché de l'emploi a eu des effets sur la structure du revenu formel des Inuit. En effet, on observe une augmentation de la part des salaires, en proportion et en chiffre absolu: entre 1973 et 1983, les salaires par personne se sont multipliés par sept (Simard *et al.* 1996). En 1983, les salaires étaient, de loin, la principale source de revenu monétaire, soit 64 % du revenu, provenant en très grande partie d'emplois dans les différents paliers de l'administration publique (Duhaime 1987). Les salaires ont crû de 143 % entre 1983 et 1991; ce faisant, le revenu personnel s'est également accru de 127 % durant la même période (Duhaime *et al.* [à paraître]b).

Les revenus provenant de la vente de fourrures ont poursuivi leur dégringolade amorcée depuis quelques décennies. Le piégeage des animaux à fourrure, qui rapportait plus de 320 000 $ aux Inuit du Nunavik en 1978, totalisait 47 000 $ en 1991 (Sénécal *et al.* 1995). En 1983, les données financières des coopératives indiquaient que celles-ci avaient versé aux particuliers 2,3 millions $ pour l'achat de produits d'art et d'artisanat, incluant la fourrure (Beaulieu 1984). L'année suivante, ce chiffre ne s'élevait plus qu'à 1,2 millions $ (Beaulieu 1987). Cette baisse radicale pourrait par ailleurs être le résultat de l'écroulement du marché des fourrures de phoque, à la suite de l'adoption, en octobre 1983, par les pays membres de la Communauté économique européenne, d'une politique visant à interdire l'exportation des peaux de phoque. La baisse de ce qui jusque-là était demeuré relativement lucratif dans certaines régions de l'Arctique canadien, aurait passablement affecté le revenu des Inuit (Wenzel 1991). Il est possible que cet événement ait eu le même effet au Nunavik, précipitant la tendance observée précédemment. Quoi qu'il en soit, en 1983, selon l'étude de Duhaime (1987), la production marchande toutes sources confondues ne comptait plus que pour 7 % des revenus monétaires des Inuit. Cette tendance vers une diminution toujours plus marquée des revenus de production semble se confirmer par l'enquête de Lamothe et Lemire (1994) au Nunavik en 1991, qui rapporte que 5 % des participants affirmaient vivre du produit de l'art, de l'artisanat et du piégeage.

Les prestations gouvernementales occupaient plus ou moins la même proportion en 1973 qu'en 1983, soit le tiers de tous les gains monétaires. Elles se seraient donc stabilisées en proportion du revenu. Cependant, en chiffres absolus, elles ont quadruplé, passant de 390 $, par personne en 1973, à 1 710 $ en 1983. Il s'agit, selon Simard *et al.* 1996, d'un accroissement qui aurait même dépassé celui des salaires. Cette situation s'expliquerait par le fait que le nombre de personnes en âge de travailler aurait augmenté plus vite que le nombre de postes à temps plein disponibles, ce qui aurait forcé plusieurs individus à combler les périodes d'inactivité sur le marché du travail par des prestations diverses, telles que l'assurance-chômage et l'aide sociale (Simard *et al.* 1996). La place de ces prestations apparaît ici comme étant une conséquence du marché du travail dominé au Nunavik par les emplois à temps partiel.

Mentionnons enfin que de nouvelles formes de revenu sont nées au fil des ans. Il s'agit des revenus provenant de l'entreprise individuelle inuit et des travailleurs autonomes. En 1983, selon Duhaime (1987), ils ne comptaient que pour une infime partie des revenus. En 1991, le pourcentage des individus tirant un revenu d'une entreprise privée a été établi à 1,5 % de la population active (Lamothe et Lemire 1991). Le travailleur indépendant demeurerait par conséquent un statut d'emploi encore peu fréquent. Signalons également l'émergence de nouveaux comportements qui consistent à placer des sommes d'argent dans des institutions financières. Il est possible que certaines personnes retirent en effet quelques revenus d'intérêt, bien que nous n'ayons pas exploré ce sujet.

6.1.2 Revenus monétaires, salaires et activités de production

Dans de nombreuses régions habitées par des populations inuit, les salaires provenant d'un emploi dans les services publiques dominent les activités économiques et constituent la principale manière qu'ont les individus de gagner leur vie (Myers et Forrest 2000, Caulfield 1993, Knapp et Morehouse 1991, Quigley et McBride 1987, Cox 1985). Dans les régions où les populations tirent une grande partie de leurs ressources des pêcheries ou de

la chasse aux mammifères marins, les salaires demeurent également une forme de revenu importante (Caulfield 1993, Langdon 1991, Wolfe 1984). Par exemple, selon une étude réalisée dans la municipalité de Qeqertarsuaq au Groenland, 42 % des ménages tiraient principalement leur revenu de la vente de nourriture du pays, cependant la plupart des ménages comptaient au moins un membre salarié (Caulfield 1997). Dans le Nord du Canada, les activités de production commerciale n'arrivent généralement pas à s'autofinancer et constituent rarement une alternative économique avantageuse pour les familles (Ames *et al.* 1989). Par exemple, une étude portant sur les activités des trappeurs des Territoires du Nord-Ouest dans les années 1980 montre que 15 % de ces individus gagnaient plus de 2 000 $ et pratiquaient le piégeage de manière intensive. Selon cette étude, une majorité de trappeurs exerçaient cette activité de manière occasionnelle simplement parce que leur milieu ne pouvait leur fournir un emploi (Stabler *et al.* 1990). Dans certaines circonstances, la production à des fins commerciales, même si elle est perçue comme pouvant s'harmoniser aux activités de production vivrière, peut ne pas apparaître comme une manière profitable de gagner sa vie comparativement à d'autres activités.

Dans quelques régions de l'Arctique où prévaut le salariat, cette forme de revenu a eu un certain nombre d'effets sur l'économie des ménages. Tout d'abord, les salaires ont contribué à faire augmenter le revenu moyen des familles (Knapp et Morehouse 1991, Kruse 1991, Kruse *et al.* 1982, Hobart 1981). L'entrée des femmes sur le marché du travail a également fait hausser le revenu des ménages dans le Nord de l'Alaska (Kruse *et al.* 1982). Un peu partout, la croissance des rémunérations salariales a également contribué à réduire passablement l'importance des revenus de production qui représentent en moyenne une part inférieure des revenus (Myers et Forrest 1998, Knapp et Morehouse 1991, Richling 1989, Quigley et McBride 1987, Cox 1985, Myers 1982). En somme, les chiffres disponibles révèlent l'importance des salaires et des revenus monétaires dans l'économie des ménages inuit un peu partout dans l'Arctique.

Il ne faudrait néanmoins pas conclure trop vite que le salariat demeure, dans ces régions, la principale ressource des ménages. En effet, la prédominance du salariat masquerait la place de la production domestique

dans l'économie des familles. De plus, les revenus, qui proviennent de rémunérations salariales ou de la vente de production à des fins commerciales, ou encore de la participation à des programmes de transferts gouvernementaux, s'insèreraient dans un ensemble de stratégies permettant aux ménages de se procurer les ressources monétaires indispensables à la vie moderne, ainsi que pour maintenir leurs activités de production vivrière. Examinons cette hypothèse.

Nous avons déjà mentionné dans un chapitre précédent que, dans certaines régions de l'Arctique, la hausse de l'offre d'emploi avait permis de maintenir et même d'accroître les activités de production vivrière (Kruse 1991, Wolfe et Walker 1987, Hobart 1981, 1982ab). D'ailleurs, selon Kruse (1986) étudiant le cas alaskien, grâce à l'utilisation d'une technologie efficace, il y a peu de différence sur le plan de la production vivrière entre ceux qui occupent un emploi et ceux qui n'en n'ont pas — c'est-à-dire ceux qui jouissent de plus de temps pour chasser. De plus, selon des études faites sur les populations inupiat du Nord de l'Alaska, une grande partie des ménages à haut revenu participent davantage aux activités de production vivrière (Kruse 1991, Kruse *et al.* 1982). À Holman, Condon *et al.* (1995) soutiennent que les chasseurs les plus actifs sont ceux qui ont un travail régulier et bien payé. Des conclusions similaires ont été avancées pour le Labrador inuit (Mackey et Orr 1987). En somme, au lieu de réduire les activités de production vivrière, l'offre d'emplois peut concourir à leur maintien ou même à leur essor.

L'occupation d'un travail salarié a cependant un effet positif sur la production des ménages à certaines conditions. Il doit être occupé de manière à ne pas trop restreindre la pratique de la chasse et de la pêche. Les emplois à temps partiel ou saisonniers peuvent répondre à cette exigence (Kruse 1991, Langdon 1991, Smith et Wright 1989, Wolfe 1984, Wenzel 1983, Hobart 1982ab). Duhaime (1991b) a observé pour l'année 1983 au Nunavik que le secteur de l'emploi chez les Inuit était caractérisé par des emplois à temps partiel (51 % des emplois) occupés de façon discontinue. Il conclut que le marché de l'emploi se serait adapté à la nécessité de gagner de l'argent et à l'exigence de pouvoir se déplacer pour suivre le mouvement des animaux. Selon certains chercheurs s'intéressant aux Inupiat de l'Alaska, une grande partie des hommes préfèrent d'ailleurs occuper un

emploi à temps partiel ou ne pas travailler toute l'année (Kruse *et al* 1982, Kleinfeld *et al.* 1983). Plusieurs entreprises ont même adopté des politiques d'embauche permettant une flexibilité dans l'horaire de travail dans cette région. En somme, la diversification des activités apparaît comme une stratégie employée par les individus pour obtenir des ressources monétaires qui permettent de soutenir la production. Par ailleurs, cette stratégie s'organise également à l'échelle du ménage. Par exemple, les gains d'un ou de plusieurs membres du ménage peuvent être investis dans les activités de production (Condon *et al.* 1995, Kleinfeld *et al.* 1983).

Les résultats d'une étude plus récente sur l'emploi réalisée en 1993 au Nunavik suggèrent une diminution de l'importance relative de l'emploi à temps partiel depuis 1983 (Lefebvre 1994a). De plus, l'étude de Lamothe et Lemire (1992), réalisée à l'automne 1991 et portant sur un échantillon très important d'Inuit âgés entre 15 et 64 ans, montre qu'il y aurait près de la moitié de ces personnes qui occupent le même emploi depuis plus de deux ans. Ces conclusions pourraient-elles suggérer une plus grande stabilité et permanence des travailleurs, par rapport aux années précédentes? En outre, selon Condon *et al.* (1995), les jeunes de Holman qu'ils ont interrogés sont de moins en moins disposés à subordonner leurs emplois aux activités de production vivrière comparativement à leurs aînés; ils obtiennent des emplois bien payés comportant davantage de responsabilités qui, toutefois, réduisent leur marge de manoeuvre pour participer aux activités de chasse et pêche.

Faut-il en déduire une diminution de l'intérêt pour les activités de chasse et de pêche? Une étude réalisée auprès des Inupiat du Nord de l'Alaska montre que, bien que les hommes travaillaient davantage en 1988 qu'en 1977, leur production vivrière s'est néanmoins accrue. Cependant, ceux dont l'emploi du temps limitait les activités de chasse et de pêche aux fins de semaine et aux vacances ont adopté des stratégies de récolte opportunistes afin de maintenir un niveau de récolte élevé malgré cette contrainte (Kruse 1991). Ainsi, il semble que les emplois ont un effet bénéfique sur la quantité de produits récoltés mais tendraient, par la même occasion, à contraindre fortement les activités de production. Ceci nous conduit à formuler une seconde hypothèse: loin de signifier la diminution de la récolte

vivrière, l'occupation d'un travail salarié imposerait un réaménagement des pratiques de chasse et de pêche.

*

* *

L'augmentation de la part des salaires dans le revenu des Inuit dénote l'existence de possibilités pour les individus, de travailler mais aussi que plusieurs d'entre eux choisissent de gagner leur vie en occupant un emploi salarié. Les bonnes raisons justifiant ce comportement sont variées. Elles permettent de maintenir la production vivrière qui, comme on le sait, exige des investissements monétaires substantiels. Les salaires permettent aussi de se procurer les marchandises nécessaires aux besoins de la vie courante. L'occupation d'un travail salarié entraîne aussi des conséquences sur le mode de vie, notamment parce qu'elle contraint la production vivrière, ce qui peut conduire à une dépendance envers le marché des biens et de l'emploi.

Les salaires constitueraient, au Nunavik, la principale ressource monétaire d'un grand nombre de personnes. L'offre de travail salarié n'a toutefois pas sonné le glas des activités de production vivrière au Nunavik comme nous l'avons vu. Les emplois, lorsqu'ils sont proposés, apparaissent comme un moyen privilégié adopté par les individus pour se procurer des ressources monétaires, comparativement, aux activités de production commerciale qui semblent peu profitables sur le plan financier, bien qu'elles se combinent mieux à la production vivrière. Le phénomène de la diffusion du salariat au sein de la population inuit dissimulerait donc le rôle de ces emplois qui, en fait, contribueraient directement au maintien de l'économie vivrière. C'est ce que nous tenterons de voir maintenant.

6.2 L'estimation du revenu monétaire

Au Nunavik en 1995, les principales sources de revenus monétaires sont: l'emploi, les prestations gouvernementales et les revenus provenant de la vente de la production domestique. Dans cette section, nous décrirons, dans un premier temps, ces sources en détail. Nous exposerons ensuite la méthode qui nous a permis de mesurer le revenu monétaire ainsi que le résultat de nos estimations. Enfin, nous discuterons les résultats et les confronterons aux données disponibles sur l'évolution de la structure du revenu monétaire.

6.2.1 Les activités économiques au Nunavik

L'emploi et marché du travail

Le tableau 6.1 présente le nombre d'emplois selon le statut des emplois, d'après l'enquête effectuée par l'Administration régionale Kativik (ARK) à l'automne 1995.

Au total au Nunavik en 1995, on compte 3 871 emplois occupés, dont 2 389 sont occupés par des Inuit, soit 62 % de tous les emplois. Parmi les emplois occupés par des Inuit, 71 % sont des emplois réguliers. La majorité des emplois occupés par les Inuit sont toutefois des emplois à temps partiel (56 %), c'est-à-dire qu'ils représentent une charge de travail de moins 30 heures par semaine.

Tableau 6.1- Nombre d'emplois selon le statut de l'emploi, Nunavik 1995 (N et %)

	Emplois			
	Emplois occupés par des Inuit*		Tous les emplois**	
Statut de l'emploi	N	%	N	%
Emplois réguliers à temps plein	1 055	44,2	1 747	45,2
Emplois réguliers à temps partiel	639	26,7	718	18,5
Emplois occasionnels et saisonniers	695	29,1	1 406	36,3
Total	2 389	100,0	3 871	100,0

*Source: D'après la banque de données sur l'emploi, ARK, 1995
**Source: Lefebvre 1996.

Selon l'enquête de Lefebvre (1996) sur l'emploi en 1995, les organismes gouvernementaux ou paragouvernementaux fournissent la grande majorité des emplois à temps plein occupés par des Inuit: 71 % des emplois à temps plein et 50 % des emplois à temps partiel. La gestion, l'entretien et la construction des services publiques des villages du Nunavik: aéroport, infrastructures municipales, logements, écoles, dispensaires, procurent aux Inuit une centaine d'emplois par village, en moyenne. La croissance démographique serait, selon l'auteur de l'étude, en partie responsable de l'augmentation du nombre d'emplois, notamment, dans les domaines de la santé et de l'éducation. L'entreprise privée accapare près du quart des emplois occupés par les Inuit, dont une grande majorité sont à temps partiel. La mise en exploitation du gisement minier du lac Raglan, dans la partie nord de la région, aurait influencé le marché de l'emploi, principalement dans les villages situés à proximité de la mine (Salluit et Kangiqsujuaq). En 1995, le chantier offre 95 emplois aux Inuit dont la presque totalité sont des emplois à temps partiel. Bien que leur nombre soit encore restreint, les entreprises privées appartenant à des intérêts locaux ou régionaux, telles que les coopératives, les petites entreprises privées ou encore la Société Makivik procurent 14 % des emplois occupés par des Inuit. Le nombre des petites entreprises individuelles ou familiales, ainsi que le

nombre de travailleurs autonomes, s'accroît depuis quelques années. Ces activités touchent des domaines aussi variés que l'hôtellerie, le tourisme, la restauration, la vente au détail, les jeux vidéo, la vente et la réparation de véhicules, l'artisanat, etc. Quant aux travailleurs autonomes, ils n'ont pas été recensés dans l'étude de Lefebvre (1996) mais tout porte à croire que leur nombre serait très réduit. En outre, l'élaboration d'un portrait du marché de l'emploi au Nunavik se heurte au fait que les chiffres disponibles ne tiennent pas compte des activités de production vivrière; les individus dont l'occupation principale est la chasse, la pêche, ainsi que l'art et l'artisanat sont généralement considérés comme inactifs et leur nombre serait difficile à établir Si nous appliquons la proportion établie par Lamothe et Lemire (1992) sur le nombre d'individus qui vivraient du produit de la chasse et de la pêche, estimé à 5 % de la population active, il y aurait 222 personnes au Nunavik en 1995 (soit une quinzaine par village en moyenne) dont la chasse et la pêche serait l'activité principale.

Examinons brièvement quelques caractéristiques du marché de l'emploi au niveau des villages. D'abord, l'emploi n'est pas réparti également dans les villages. Kuujjuaq, chef-lieu du Nunavik, est le siège de plusieurs organismes publics et privés. Ce village absorbe 31 % de tous les emplois à temps plein de la région. Puvirnituq arrive au second rang avec 14 % des emplois à temps plein, attribuables à la présence d'un hôpital (Lefebvre 1996). Un examen détaillé par village pour 1995 (cf. annexe 11) montre un taux d'emploi plus élevé dans les petits villages, cependant, il y a davantage d'emplois à temps partiel comparativement aux gros villages où le nombre des emplois à temps plein est plus élevé, et où le taux d'emploi à temps plein est également plus élevé. Les données disponibles sur l'emploi compilées à l'annexe 11 révèlent également que le taux d'activité est particulièrement élevé dans les très petits villages. Cette situation peut s'expliquer comme le suggérait Simard *et al.* (1996) par le fait qu'on trouve dans les petits villages des services communautaires équivalents à ceux des villages de plus grande taille, pour une population plus petite.

Le nombre des prestataires d'aide sociale au Nunavik a atteint 706 personnes durant les mois d'automne 1995. Le nombre total des chômeurs durant l'année 1995 a été de 635 dans la région. En 1991, mise à part

Kuujjuaq où le sous-emploi était beaucoup plus bas que la moyenne régionale, les petites communautés se tiraient mieux d'affaire avec un taux de sous-emploi plus bas que la moyenne (Lamothe et Lemire 1992). En 1995, selon les chiffres disponibles que nous avons compilés à l'annexe 11, le sous-emploi est légèrement inférieur dans les petits villages et tout particulièrement dans ceux où la population est la plus faible (moins de 300 personnes).

La perte d'un emploi ou le fait de ne pas participer au marché du travail de manière temporaire ou permanente sont compensés par des programmes d'aide et de supplément aux revenus: l'assurance-chômage, l'aide sociale et régime de pension pour personnes âgées. Plusieurs programmes qui s'adressent à l'ensemble des Canadiens ou des Québécois (programme de retour à l'emploi, allocation familiale), ou encore qui ont été conçus spécifiquement pour la population inuit ou autochtone en générale (programmes de formation), sont également offerts aux Inuit.

La production

La production commerciale comprend la vente de nourriture, dont les estimations ont été calculées et discutées au chapitre 3. À ce revenu, il faut ajouter les revenus provenant de la vente d'objets d'art et d'artisanat. Les principaux canaux de ventes au Nunavik sont: le programme de soutien aux chasseurs, la coopérative ou la compagnie de la Baie d'Hudson, et la vente directe auprès des touristes. Les produits vendus sont: sculptures, artisanat (vêtements, colifichets), outils de type traditionnel. À Nunalik, un informateur à la coopérative nous a dit qu'il y avait environ 300 personnes qui vendaient des sculptures (fiche n° 02/08-R4). Ce chiffre représente 30 % de la population du village de Nunalik qui ont utilisé ce moyen au moins une fois pour gagner de l'argent. Bien que plusieurs soient des sculpteurs relativement prolifiques qui vendent des pièces sur une base régulière, la plupart n'en vendrait qu'à l'occasion. Lorsqu'on examine la production artisanale, on observe également que plusieurs personnes, principalement des femmes, vendent des vêtements. Certaines semblent d'ailleurs en

vendre davantage, si l'on en juge d'après les noms qu'on retrouve sur les étiquettes accompagnant les articles vendus.

6.2.2 Le calcul du revenu monétaire

Dans les prochaines pages, nous décrirons la méthode utilisée pour déterminer le revenu personnel des Inuit. Les résultats seront ensuite présentés et analysés selon ces catégories de revenu. Nous avons retenu les sources de revenu monétaire suivantes:

1) les gains d'un travail salarié;
2) les revenus de transfert direct, qui comprennent:
    - les prestations d'aide sociale;
    - les prestations d'assurance-chômage;
    - les prestations dans le cadre du régime de pensions du Canada;
    - les prestations pour enfants (allocations familiales);
3) les revenus de production suivants:
    - les sommes reçues pour la vente de la production vivrière;
    - les gains provenant de la vente de produits d'art et d'artisanat.

Une partie de notre calcul des revenus repose sur les informations fournies par un informateur clé, relativement à l'occupation principale de tous les membres des ménages des deux villages échantillons. Lorsque disponibles, les renseignements provenant des entrevues réalisées auprès des membres des ménages interrogés ont été utilisés tels quels. Sinon, le calcul des revenus des ménages a été fait selon la procédure suivante.

Calcul pour les ménages des villages échantillons

Le calcul des salaires est basé sur les renseignements recueillis sur l'emploi des personnes qui détenaient un travail salarié au moment de l'enquête, c'est-à-dire: le statut (temps plein, temps partiel, etc.), le titre et le lieu de l'emploi. Nous avons joint ces informations aux données de la banque sur

l'emploi complétée par l'ARK, en 1995, pour les deux villages échantillons. Grâce aux variables de la banque de données, qui comprend: le nombre de personne selon le statut ethnique (bénéficiaire et non-bénéficaire), le titre de l'occupation, le type d'emploi (temps plein, temps partiel, occasionnel et saisonnier), ainsi que la classe salariale selon les barèmes présentés à l'annexe 9, nous avons pu retracer les employés des deux villages et estimer leur revenu d'emploi, en faisant l'hypothèse qu'ils avaient occupé cet emploi toute l'année (sauf mention contraire). Notre calcul ne comprend pas les primes et avantages salariaux qui s'ajoutent à la rémunération de nombreux employés des organismes publics. Les revenus sont à ce titre sous-estimés.

Les revenus tirés de l'aide sociale et de l'assurance-chômage ont été estimés d'après les informations recueillies sur l'occupation des individus dans les deux villages échantillons. En ce qui concerne l'aide sociale, le calcul a été effectué pour chaque individu bénéficiant d'une prestation, en faisant l'hypothèse que cette personne avait reçu de l'aide sociale pendant toute l'année. L'aide sociale a été calculée ainsi: pour Nunaliapik, nous avons utilisé la liste des prestataires d'aide sociale, en vigueur au moment de l'enquête sur le terrain, fournie par l'agent du ministère de la Sécurité du revenu. En ce qui concerne les ménages de Nunalik, nous avons estimé le montant de la prestation. Pour ce faire, nous avons utilisé les barèmes en vigueur en 1995, que nous avons ajustés de la manière suivante: 100 % du montant lorsque l'aide sociale constituait le revenu principal du ménage; 75 % du montant lorsque les revenus principaux de plusieurs membres du ménage étaient constitués de prestations d'aide sociale; 50 % du montant lorsque dans un ménage où résident un ou des prestataires d'aide sociale, on trouvait un salarié.

Pour l'assurance-chômage, nous avons utilisé les données du ministère du Développement des ressources humaines fournies par l'ARK pour 1995. Le montant des prestations, par individu, a été calculé en divisant le montant total des prestations des villages échantillons pour 1995, par le nombre de prestataires. Les montants obtenus ont été attribués à chacun sur une base annuelle. Ce faisant, les revenus d'emplois ayant été gagnés durant l'année

n'ont pas été considérés. Le revenu des chômeurs serait par conséquent sous-évalué.

Les prestations pour enfants (allocations familiales) ont été estimées à partir des barèmes de la Régie des rentes du Québec et de ceux du ministère fédéral du Revenu, relativement à ces programmes. Le calcul est basé sur le nombre et l'âge des enfants dans chaque famille des ménages des deux villages échantillons, d'après la liste de population corrigée, ainsi que sur une estimation du revenu des chefs de famille.

Enfin, les prestations provenant du régime fédéral de pensions ont été calculées pour les personnes de 65 ans et plus, d'après la liste de population corrigée du village, selon les barèmes du ministère fédéral du Revenu pour 1995. Nous n'avons pas tenu compte des chiffres provenant de la Régie des rentes du Québec parce qu'ils sont difficiles à estimer, et parce que très peu de personnes en recevraient, selon les informations recueillies auprès d'informateurs clés qui se sont penchés sur la question[1]. Les prestations provenant d'autres programmes, telles que les allocations de formation, n'ont pas été retenues.

Contrôle des données

Après avoir estimé les revenus de tous les membres de tous les ménages inuit des deux villages échantillons, la somme totale, par source de revenu et par village, a été comparée avec des données officielles et, lorsque nécessaire, corrigée. Les prestations d'aide sociale, par exemple, ont été ajustées selon les données officielles accessibles[2], et conséquemment le

---

1 Il s'agit d'employés de la Société d'habitation du Québec. Toutefois, selon un des agents d'emploi dans un des deux village visités, il y aurait plusieurs personnes qui recevraient des prestations du Régime des rentes du Québec (entrevue fiche n° 296-R7). Cependant, cette personne ne nous a fourni aucune estimation.

2 Pour les villages de la baie d'Hudson, nous avons utilisé le total des prestations par village , pour octobre 1995, et avons multiplié ce montant par 12 mois. Pour les villages de la région de la baie d'Ungava, pour lesquels nous n'avions que le nombre de prestataires en septembre 1995, nous avons utilisé le montant moyen par prestataire dans les villages de l'Hudson et l'avons multiplié par le nombre de prestataires dans les villages de l'Ungava. Pour Nunaliapik, nous avions déjà utilisé une source d'information officielle.

montant reçu par chaque bénéficiaire de l'aide sociale, calculé par la méthode décrite plus haut, a été modifié.

Calcul pour tous les ménages du Nunavik

Ensuite, nous avons calculé le revenu des ménages des autres villages du Nunavik, selon ces mêmes sources. Voici comment nous avons procédé.

Pour les salaires, nous avons utilisé des données de l'ARK tirées de l'enquête sur l'emploi qui dénombre les emplois par classe salariale et par type d'emplois pour chaque village. Nous avons appliqué le barème des salaires selon la grille de l'annexe 9.

En ce qui concerne les transferts directs, nous avons utilisé les données officielles disponibles par village pour l'assurance-chômage ainsi que pour l'aide sociale. Pour les deux autres programmes retenus, soit les allocations familiales et le régime de pension, nous avons utilisé les montants calculés pour les deux villages échantillons et les avons appliqués selon la taille des villages.

Les revenus gagnés grâce à la production vivrière (vente de nourriture, fourrures, duvet, andouiller), de même que la méthode qui nous a servi à les calculer, sont décrits à la section 4.2 du chapitre 4. Le calcul des revenus provenant de production domestique d'art et d'artisanat est en partie basé sur les données des registres du programme de soutien aux chasseurs. Une autre partie est tirée de la comptabilité des coopératives locales pour 1994-1995. Pour ces deux ensembles de données, la méthode est exposée à la section 4.2. Aucune donnée précise n'a pu être obtenue sur des revenus provenant de la vente de produits d'art et d'artisanat à des particuliers, à la compagnie de la Baie d'Hudson, ou ailleurs[3].

---

[3] Il nous est impossible de proposer un ordre de grandeur. Il est par conséquent probable que les revenus de production, principalement en ce qui concerne la vente de fourrures ou de sculptures, soient sous estimés. Nous croyons néanmoins que, étant donné l'état du marché pour ces produits, cette omission ne contredirait pas nos conclusions sur la place de la vente de produits d'art et d'artisanat.

6.2.3 Limites

Le calcul du revenu total n'inclut pas la totalité des revenus possibles. Les salaires ne tiennent pas compte des avantages sociaux (primes de vie chère, allocations pour fret aérien) liés à certains emplois. Les revenus provenant d'honoraires de travailleurs autonomes ou de l'exploitation d'une entreprise ont été laissés de côté. En outre, certains emplois à temps partiels ou saisonniers peuvent procurer des revenus supérieurs aux revenus fixés pour cette catégorie d'emploi. En ce qui a trait aux transferts directs, nous n'avons pas tenu compte de certaines prestations, telles que celles provenant du régime de pensions pour personnes âgées du Québec (Régie des rentes du Québec) ou des allocations de formation. Nous avons également exclu des revenus de production, les sommes indirectes provenant du financement de l'organisation des chasses collectives (p. ex. essence, frais de transport, coûts et amortissement des embarcations collectives, etc.). En somme, il est possible que le revenu ait été sous-évalué.

D'un autre côté, il est probable que certaines prestations imposables (allocations familiales, régime de pension du Canada, assurance-chômage) aient été estimées à la hausse. En effet, le calcul de ces prestations est basé sur le revenu imposable des familles que nous avions déterminé de manière approximative. Par ailleurs, nous avons assumé que les prestataires d'aide sociale avaient reçu des sommes du programme d'aide sociale toute l'année, ce qui n'est pas toujours le cas. Cependant, selon des données rassemblées par l'ARK pour 1993, 78 % des prestataires d'aide sociale recevaient des prestations depuis plus de 13 mois. Notre hypothèse apparaît, à la lumière ce taux, tout à fait justifiée. Enfin, les chiffres officiels sur le nombre de prestataires d'aide sociale et d'assurance-chômage comprennent les non-Inuit. Ceci devrait avoir peu d'impact sur les résultats puisque ces individus viennent au Nunavik pour travailler. Conséquemment, le nombre des bénéficiaires non inuit d'aide sociale et d'assurance-chômage est sans doute minime.

6.2.4 Résultats

Le tableau 6.2 présente la répartition des revenus des Inuit du Nunavik pour 1995. Le revenu brut moyen formel par ménage s'élève à un peu plus de 37 000 $ au Nunavik en 1995.

Tableau 6.2- Répartition moyenne des sources de revenus monétaires des Inuit, Nunavik 1995 ($ et %)

	Revenus annuels bruts			
	Total	Par ménage (n=1 691)	*Per capita* (n=7 853)	
Sources de revenus	$	$	$	%
Salaires[4]				
Total	44 443 890 $	26 283 $	5 659 $	70,5
Revenus de transfert				
Aide sociale	5 853 379 $	3 461 $	745 $	9,3
Allocations familiales	5 178 327 $	3 062 $	659 $	8,2
Assurance-chômage	3 394 024 $	2 007 $	432 $	5,4
Régime de pensions	2 429 485 $	1 437 $	309 $	3,9
Total	16 855 215 $	9 968 $	2 146 $	26,7
Art et artisanat				
Ventes au PSC*	76 570 $	45 $	10 $	0,1
Ventes aux coopératives	338 692 $	200 $	43 $	0,5
Total	415 262 $	246 $	53 $	0,7
Production vivrière**				
Total	1 340 057 $	792 $	171 $	2,1
Total	63 054 424 $	37 288 $	8 029 $	100,0

* PSC: Programme de soutien aux chasseurs
** Cf. tableau 4.2

Nos estimations pour 1995 montrent l'importance, sinon la prééminence, des salaires dans l'ensemble des revenus des Inuit en 1995. Ils comptent en effet pour 70 % des revenus. Les transferts représentent un peu plus du

4 Nos résultats sur les salaires, ainsi que ceux relatifs au programme d'aide aux chasseurs, ont été corrigés par rapport aux résultats présentés dans Duhaime *et al.* 1998a, dont une partie des travaux est à l'origine de certains résultats présentés ici.

quart. Enfin, les revenus de production ne comptent que pour une portion très secondaire dans l'ensemble des revenus (3 %).

Examinons, plus en détail, chacune des principales sources de revenus, afin de mieux comprendre comment les Inuit gagnent leur vie en 1995.

Les salaires

Les données pour 1995 montrent que les salaires fournissent la plus grande portion du budget. Les Inuit gagnent donc leur vie en travaillant.

Le tableau suivant montre qu'une partie importante de la population travaille à temps plein. Ces individus auraient de bonnes raisons de travailler à temps plein et de conserver cet emploi longtemps. En effet, leur salaire est beaucoup plus élevé que ceux qui travaillent à temps partiel. Les chiffres montrent que 44 % des travailleurs inuit se partagent 74 % des revenus de salaires. Selon le rapport de Lefebvre (1996), la rémunération de près de 83 % de ces postes en 1995 se situe entre 20 000 $ et 39 999 $. L'écart entre les salariés à temps plein et à temps partiel est par conséquent assez important: les premiers gagnent en moyenne 31 000 $, le revenu d'emploi des seconds frôle 9 000 $. En somme, près de la moitié des travailleurs auraient choisi un emploi à temps plein comme principal gagne-pain. Les revenus qu'ils en tirent leur permettent ainsi de répondre à leurs besoins. L'attrait d'un revenu élevé et stable est possiblement un incitatif amenant les gens à occuper un tel emploi.

Le marché de l'emploi est néanmoins caractérisé par une majorité d'emplois à temps partiel. Il est possible que cette situation soit un effet de la structure de l'économie régionale qui favorise ce type d'emploi. On trouve en effet 34 % des emplois à temps partiel dans les secteurs de la construction et les mines ainsi que la chasse et la pêche; il s'agit d'emplois saisonniers au Nunavik. L'importance de ces secteurs d'emploi n'explique pas tout puisqu'il y a davantage d'emplois à temps partiel dans l'administration publique, un secteur caractérisé par des emplois à temps plein. L'infrastructure économique ne fournirait qu'une explication partielle, bien

que nous ne possédions pas suffisamment d'indices pour explorer cette avenue. Une autre hypothèse consiste à y voir le résultat d'une demande pour des emplois à temps partiel; le marché de l'emploi serait ici influencé par les comportements individueis. Le fait que ce type d'emploi ait un effet moins désorganisant sur les activités vivrières que les emplois à temps plein, tout en assurant un revenu, est une interprétation possible de ce phénomène. Selon cette hypothèse, les périodes d'activité sur le marché du travail seraient combinées à des périodes d'inactivité durant lesquelles les individus se consacrent notamment à la production vivrière. Il est par conséquent possible que la structure du marché de l'emploi traduise une telle rationalité et que la situation qu'avait observée Duhaime (1991b) en 1983 soit reconduite en 1995. Les individus auraient donc de bonnes raisons d'occuper un emploi sur une base irrégulière ou à mi-temps même s'ils pourraient augmenter leurs gains en travaillant davantage. Leur comportement, pourtant basé sur la rationalité économique, n'est toutefois pas motivé par un désir d'enrichissement monétaire.

Tableau 6.3- Salaires bruts selon le statut de l'emploi, Nunavik 1995

	Emplois		**Salaires**		
	Emplois occupés par des Inuit		Total	*Per capita*	
Statut de l'emploi	N	%	$	$	%
Emplois réguliers à temps plein	1 055	44,2	32 642 500 $	30 941 $	73,5
Emplois réguliers à temps partiel, emplois occasionnels et saisonniers	1 334	55,8	11 801 390 $	8 847 $	26,5
Total	2 389	100,0	44 443 890 $	18 604 $	100,0

Source: Nombre d'emplois: banque de données de l'ARK provenant de l'enquête sur l'emploi (automne 1995); Salaires: classes salariales ajustées (annexe 9)

En somme, les données sur le salariat et les salaires révèlent deux cas de figure reposant sur une même rationalité économique: d'un côté des producteurs à temps plein pour qui le travail sert à répondre aux nécessités de la vie quotidienne mais est instrumental à la poursuite de leurs activités de production; d'un autre côté des individus pour qui le travail est la manière privilégiée de combler leurs besoins. Nous explorerons ces deux hypothèses ultérieurement.

Les revenus de transfert

Les revenus de transfert direct aux particuliers comptent pour une portion importante du revenu monétaire moyen, néanmoins ils se retrouvent loin derrière les salaires.

L'aide sociale compte pour le tiers des revenus de transfert, soit 9 % des revenus totaux. Le montant moyen des prestations des 706 personnes qui ont reçu de l'aide sociale en 1995, en supposant que ce nombre soit demeuré constant toute l'année, s'élève à 8 300 $ par personne.

Les allocations familiales représentent en moyenne une autre source de revenu assez importante, soit 8 % du revenu monétaire moyen. Dans l'ensemble, leur importance refléterait les caractéristiques démographiques au Nunavik, c'est-à-dire le nombre très élevé des jeunes. Les personnes de moins de 18 ans composent en effet la moitié de la population en 1995 au Nunavik (Duhaime *et al.* 1998b).

Les 635 prestataires d'assurance-chômage se sont partagé près de 3,4 millions $ en 1995, soit une moyenne de 5 345 $ par prestataires. Ces revenus représentent une source de revenu secondaire, soit en moyenne 5 % du revenu monétaire total.

Enfin, les revenus provenant du régime de pension pour personnes âgées s'élèvent à peine à 4 % du revenu monétaire moyen. Tout comme les allocations familiales, la place de ces revenus témoignerait du faible nombre

de personnes âgées au Nunavik, estimé à 3 % de la population totale (Duhaime *et al.* 1998b).

Les résultats concernant les paiements de transfert et le sous-emploi témoignent encore une fois de l'importance du travail salarié et renversent l'opinion courante voulant que les Inuit soient une population d'*assistés sociaux*. D'ailleurs, le taux d'activité moyen, estimé à 53 % selon les chiffres de l'annexe 11, se compare à celui que l'on retrouve en régions périphériques[5]. Néanmoins, d'après les statistiques colligées par l'Administration régionale Kativik, le nombre des prestataires d'assurance-chômage et d'aide sociale est relativement constant depuis quelques années[6], et les trois quarts des bénéficiaires d'aide sociale retirent des revenus de ce programme depuis plus d'un an. Parmi eux, on retrouvera ceux qui ont choisi de se consacrer aux activités de production et qui reçoivent des prestations diverses.

Les revenus de production

D'après les résultats présentés au tableau 6.2, les revenus de production procurent des sommes non négligeables, puisqu'ils représentent en moyenne un peu plus de 1 000 $ par ménage. Toutefois, dans l'ensemble des revenus, ils apparaissent comme étant un revenu d'appoint, avec moins de 3 % des revenus monétaires, un pourcentage de loin inférieur aux autres grandes catégories de revenus. Néanmoins, nous avons vu que la majorité des ménages retirent très peu de revenus monétaires de la production vivrière et que seulement quelques-uns empochent un montant élevé. Autrement dit, le résultat moyen obtenu refléterait une participation généralement faible de la population à la vente du produit de ces activités.

---

5 Selon Statistique Canada, la région de la Gaspésie affichait un taux d'activité de 50 % en 1999. Les deux centres administratifs, Kuujjuaq et Kuujjuarapik, ont un taux d'activité de 73 % en moyenne, selon le tableau de l'annexe 11, et se comparent aux taux dans les grands centres urbains du sud du Québec (Statistique Canada 1999).

6 En 1993-1994, le nombre des prestataires d'aide sociale se situait entre 600 et 700, selon la saison. De même, depuis 1990, le nombre des prestataires d'assurance-chômage se tient entre 450 et 650, selon la saison (ARK, différents tableaux).

La vente de produits d'art et d'artisanat auprès d'autres entreprises procure en moyenne aux ménages des revenus plutôt modestes. Dans ce secteur, les coopératives verseraient la plus grande partie des revenus d'art et d'artisanat. C'est toutefois le programme d'aide aux chasseurs qui est la principale source de revenu de vente de ces produits. Le programme accapare en effet 72 % de tous les revenus provenant de la vente de la production domestique. Bien que nous ayons sous-estimé la vente de produits auprès d'autres entreprises privées, les revenus de production demeurent largement associés au programme de soutien aux chasseurs.

La faiblesse du secteur économique de la production révélerait en partie les possibilités limitées pour l'écoulement des produits sur les marchés. Elle se traduit par des revenus plutôt modestes comparativement aux autres sources de revenus. Les difficultés reliées à la mise en marché des produits, le caractère irrégulier et plus ou moins prévisible de l'approvisionnement, les coûts de transport vers les marchés extérieurs, ainsi que la réglementation pourraient expliquer l'état de ce secteur économique. L'hypothèse du sous-développement du secteur de la production commerciale des produits locaux fournit une explication valable pour comprendre la faible proportion des revenus de production sans pour autant révéler un recul des activités de production domestique. En effet, comme nous l'avons vu, la récolte de venaison est toujours relativement importante, cependant une grande partie de celle-ci n'est pas échangée dans les canaux formels de distribution. Mais la faiblesse du marché ne justifierait pas complètement la structure du revenu des ménages au Nunavik. Dans le contexte actuel, tout porte à croire que les individus auraient de meilleurs raisons d'occuper un emploi salarié plutôt que d'augmenter leur production à des fins commerciales, puisque le marché des produits ne rapporte pas suffisamment d'argent, comparativement aux salaires qui représentent une source de revenu principale ou alternative beaucoup plus intéressante. La rationalité instrumentale des individus se dégagerait en fin de compte de la structure du revenu, et l'infrastructure économique ne serait qu'un des facteurs en jeu. Il faut comprendre cette hypothèse dans les limites décrites au chapitre 4, à savoir que la vente de nourriture est également influencée par des valeurs culturelles qui freineraient le développement de la commercialisation

de la nourriture. Cet aspect fournirait une partie de l'explication concernant la place des revenus de production dans l'ensemble des revenus des Inuit.

Mentionnons en dernier lieu que, d'après nos estimations dont les résultats sont présentées à l'annexe 12, la proportion de revenu de production est significativement plus élevée dans les villages de petite taille comparativement à ceux de plus grande taille. Tout se passe comme si les individus des gros villages avaient davantage recours aux paiements de transfert qu'à la production pour rejoindre les deux bouts. Dans les petits villages, quel que soit le montant des salaires, les revenus de production sont toujours plus élevés. En outre, nos données indiquent que la proportion d'emplois à temps partiel, occasionnel et saisonnier est plus élevé dans les petits villages (65 %) comparativement à celle qu'on trouve dans les villages de grande taille (50 %). Les stratégies employées par les individus des petits villages différeraient, selon ces chiffres, de ceux des villages plus gros dont les comportements apparaissent, en moyenne, comme étant plus rationnels en finalité. Les individus des petits villages se contenteraient d'un revenu un peu moins élevé en choisissant des emplois qui permettent de pratiquer les activités de production sur une base plus régulière. Les revenus perdus seraient alors comblés par un peu plus de revenus obtenus grâce à cette production et par des transferts; ces derniers demeurent un peu moins élevés que dans les gros villages. Les individus des petits villages sont aussi économiquement rationnels mais semblent davantage influencés par le désir de maintenir une production domestique. La taille des villages serait ainsi un facteur déterminant les pratiques individuelles en favorisant des comportements plus traditionnels.

6.2.5 L'estimation du revenu total et du revenu disponible

Dans cette section, nous tenterons de brosser un tableau plus complet du revenu des Inuit, en tenant compte des gains non monétaires ainsi que d'autres facteurs qui affectent le revenu des particuliers. Pour ce faire, dans un premier temps, nous ajouterons les gains non monétaires au revenu monétaire calculé précédemment, afin d'obtenir le *revenu total*. Nous

calculerons ensuite un *revenu disponible*, c'est-à-dire le revenu après impôt. Le résultat de ces opérations devrait nous permettre de jauger la place de la production vivrière dans l'ensemble des revenus et de comparer le niveau de vie des Inuit. Les résultats des opérations sont exposés au tableau 6.4.

Le revenu total

Le revenu total comprend le revenu monétaire dont nous avons parlé à la section précédente. Le revenu non monétaire comprend la valeur de la production vivrière à laquelle nous ajoutés des transferts indirects, qui seront spécifiés ultérieurement.

La valeur de la production vivrière estimée selon la méthode décrite à la section 5.3.3. Ce montant a été reporté au tableau 6.4.

Les recherches antérieures menées sur le revenu des particuliers au Nunavik (Simard 1982, Duhaime 1987, Simard *et al.* 1996) ont tenu compte, dans l'estimation du revenu total, des transferts indirects. Les transferts indirects comprennent la subvention indirecte au logement. De quoi s'agit-il? Au Nunavik, quel que soit le revenu familial, les Inuit habitent en très grande majorité des logements publics. Cette situation découle notamment de la Convention de la Baie James qui réaffirme la responsabilité de l'État de fournir des logements aux Inuit (article 29.0.40 de la Convention). Le gouvernement du Québec, sous la responsabilité de la Société d'Habitation du Québec (SHQ), construit des habitations, et celles-ci sont gérées en 1995 par les municipalités. Les locataires paient un loyer modique: par exemple selon les barèmes du programme, un locataire et sa famille logeant dans une maison unifamiliale de 5 chambres à coucher paie un loyer de 337 $ par mois, s'il est travailleur salarié; ce montant inclut le chauffage à l'huile ainsi que l'électricité. Son loyer est de 191 $ s'il reçoit des prestations d'aide sociale. D'après les chiffres fournis par la SHQ, le loyer moyen au Nunavik s'élève à 244 $ par logement en 1995. Or il en coûte près de 3 000 $ par mois pour une famille si elle assumait la totalité des coûts associés à un logement équivalent au Nunavik. En effet, selon le Rapport annuel de la SHQ, en 1994, le déficit d'exploitation par logement pour les Inuit atteignait

2 737 $, en moyenne par mois, soit 32 844 $ par année (SHQ 1995). Les coûts de construction, ainsi que les taxes et l'entretien des habitations dans ces régions justifieraient cette somme pour le moins exorbitante. Cela dit, le montant mensuel que doivent assumer les ménages inuit, comparativement à la moyenne nationale, est tout de même très modique. En effet, la dépense annuelle moyenne pour le logement au Canada, en 1992, est estimée à 8 102 $ (Statistique Canada 1997e).

La question qui se pose à nous est l'estimation d'une valeur. Duhaime (1987), pour le calcul des transferts indirects, a utilisé le montant annuel du déficit d'opération de la SHQ, qu'il évaluait à 6 000 $. Or depuis ce temps, le parc de logements publics au Nunavik s'est grandement transformé: en 1983, la moitié des logements avait l'eau courante, en 1995, on n'y trouvait pratiquement plus d'habitations construites avant 1976, encore moins de *matchbox,* ces minuscules habitations d'une pièce construites par le gouvernement fédéral entre 1958 et 1966 (Sénécal *et al.* 1995). Le déficit d'exploitation est passé de 6,4 millions $ à 55,5 $ millions entre 1983 et 1995. Serait-il encore justifié d'additionner 33 000 $ au revenu des Inuit? L'objectif étant ici de pouvoir neutraliser, en quelque sorte, ces revenus, dans un but de comparaison. La différence entre ce que paierait un ménage canadien et un ménage inuit, estimé à 2 933 $ en 1995, a par conséquent, été retenue pour représenter la valeur du montant de transfert indirect, soit 5 169 $.

Lorsque nous ajoutons le revenu non monétaire aux gains issus des salaires, de la production et des principales prestations, le revenu total des ménages inuit passe à près de 45 700 $. À titre de comparaison, le revenu brut moyen d'un ménage canadien atteignait 46 076 $ (Statistique Canada 1997e). Le revenu des ménages inuit apparaît ici comme étant équivalent au revenu des ménages canadiens. Ces résultats par ménage s'éclairent davantage lorsqu'on considère le revenu *per capita*. Ainsi, lorsqu'on tient compte du nombre de bouches à nourrir dans un ménage moyen — 4,6 personnes au Nunavik contre 2,6 en moyenne au Canada (Statistique canada 1997b) —, le revenu des Inuit équivaudrait *grosso modo* à la moitié de celui d'un Canadien. Il s'élèverait, selon nos estimations, à 9 839 $ *per capita* au Nunavik, contre 17 722 $, au Canada. En somme, même en

ajoutant le revenu non monétaire, le revenu des Inuit serait inférieur au revenu moyen des ménages canadiens.

Tableau 6.4- Revenu total et revenu disponible des Inuit, Nunavik 1995 ($ et %)

	Revenus annuels			
	Nunavik	Par ménage (n=1 691)	*Per capita* (n=7853)	
Sources de revenus	$	$	$	%
A- Rémunérations				
Salaires	44 443 890 $	26 283 $	5 659 $	57,5
Art et artisanat	415 262 $	246 $	53 $	0,5
Production vivrière	1 340 057 $	792 $	171 $	1,7
Total	46 199 209 $	27 321 $	5 883 $	59,8
B- Revenus de transfert				
Aide sociale	5 853 379 $	3 461 $	745 $	7,6
Allocations familiales	5 178 327 $	3 062 $	659 $	6,7
Assurance-chômage	3 394 024 $	2 007 $	432 $	4,4
Pensions de vieillesse	2 429 485 $	1 437 $	309 $	3,1
Total	16 855 215 $	9 968 $	2 146 $	21,8
C- Revenu monétaire A+B	63 054 424 $	37 288 $	8 029 $	81,6
D- Ajustement vie chère C÷ 1,818	34 683 401 $	20 511 $	4 417 $	44,9
E- Revenus non monétaires				
Valeur net de la production vivrière	5 467 027 $	3 233 $	696 $	7,1
Transferts indirects	8 740 779 $	5 169 $	1 113 $	11,3
Total	14 207 806 $	8 402 $	1 809 $	18,4
F- Revenu total C+E	77 262 230 $	45 690 $	9 839 $	100,0
G- Revenu disponible F - impôt	66 469 706 $	39 308 $	8 464 $	86,0
H- Revenu normalisé D+E	48 891 208 $	28 913 $	6 226 $	63,3
I- Revenu disponible normalisé H- impôt	38 098 684 $	22 530 $	4 851 $	49,3

Le coût de la vie

La plupart des produits de consommation courante proposés dans les commerces du Nunavik sont importés de centres urbains éloignés. Les coûts relatifs au transport de ces marchandises auraient un effet direct sur le prix de vente pour le consommateur. Par exemple, selon Lawn (1993), le prix d'un panier d'épicerie à Salluit était 1,9 fois plus cher qu'à Ottawa, en 1993.

Pour parer à cette réalité, certains organismes établis au Nunavik offrent des salaires et des avantages qui tiennent compte de cette particularité. Or ces compléments monétaires s'adresseraient le plus souvent à la main d'oeuvre importée. L'usage d'un indice des prix permettrait ainsi d'ajuster les gains individuels au coût de la vie, et d'obtenir ce qu'il est convenu d'appeler le *revenu normalisé*. Cette opération est essentielle si l'on veut pouvoir comparer les revenus des Inuit.

En 1983, Duhaime (1987) avait établi un indice de vie chère à 1,44. En l'absence d'un tel indice pour 1995, nous avons utilisé un indice plus récent, datant de mars 1990, créé par le Bureau de la Statistique du Québec (Bureau de la statistique du Québec, 1990 cité dans SHQ 1991). Nous avons modifié le revenu monétaire total par village selon l'indice de vie chère correspondant (cf. annexe 13). La moyenne régionale s'établissait à 1,818. Le revenu normalisé ainsi calculé est présenté au tableau 6.4. Le revenu total, lorsque passé au hachoir du coût de la vie, passerait de 45 700 $ à près de 29 000 $, soit à peine 6 200 $ par habitant. Si nos estimations sont exactes, un Inuk disposerait du tiers du revenu d'un Canadien.

Le revenu disponible

Une partie des rémunérations individuelles s'envole en impôt direct et en taxes diverses. Ce qui reste dans les poches des particuliers constitue le revenu disponible. Il se calcule en retranchant, du revenu total, les impôts sur le revenu des particuliers.

L'impôt des ménages inuit a été calculé selon la méthode suivante. Tout d'abord, nous avons estimé un revenu monétaire moyen pour tous les ménages regroupés en 13 types de ménages, à partir des données de nos deux villages échantillons (cf. chapitre 2). Par exemple, le revenu monétaire moyen selon les sources, estimé pour les ménages de tel type à Nunalik, a été attribué aux ménages de ce type dans chacun des villages de petite taille. Ensuite, la somme des revenus de tous les ménages de ce type, dans tous les villages, a été divisée par le nombre de ménages de ce type au Nunavik, de manière à obtenir un revenu moyen pour ce type de ménage.

Enfin, nous avons produit un rapport d'impôt fédéral et provincial, en fonction du revenu moyen, pour ce type de ménage, et avons attribué le résultat à tous les ménages de ce type.

Selon cette méthode, l'impôt moyen par ménage au Nunavik atteindrait 6 382 $. Le revenu disponible, constitué par le revenu total normalisé duquel nous avons retranché l'impôt moyen, s'élèverait à 22 500 $ par maisonnée, soit 4 850 $ par personne. En comparaison, un ménage canadien moyen disposait en 1992 de 36 698 $, soit 14 115 $ par personne. Le revenu disponible par Inuit serait, si nos estimations sont exactes, quatre fois moindre que celui d'un Canadien.

Comparons maintenant le revenu des ménages avec le seuil de faible revenu établi par Statistique Canada (1999ab) et fixé à 24 530 $ brut en 1995 et à 19 628 $ après impôt pour une famille de cinq personnes vivant en région rurale[7]. Si l'on tient compte du coût de la vie au Nunavik et du revenu informel, le revenu moyen d'une famille inuit de cinq personnes atteint 28 900 $ brut et 22 500 $ net. Ce résultat nous permet de conclure que les familles inuit vivent, en moyenne, tout juste au-dessus du seuil de faible revenu.

En somme, en dépit de l'accroissement du revenu des ménages inuit depuis près de 50 ans, leur niveau de vie moyen n'a pas encore rejoint celui atteint par les ménages canadiens. En effet, le pouvoir d'achat des Inuit serait beaucoup moins élevé que celui des ménages canadiens, en partie parce que les ménages inuit comptent un nombre plus grand de personnes, et en partie parce que le coût de la vie y est élevé. On peut attribuer à l'infrastructure économique, par exemple au potentiel limité du bassin d'emploi au Nunavik, le niveau de vie des Inuit. Or un grand nombre d'individus opteraient pour des emplois à temps partiel et pratiqueraient la chasse et la pêche non pas par dépit, c'est-à-dire par manque de travail,

---

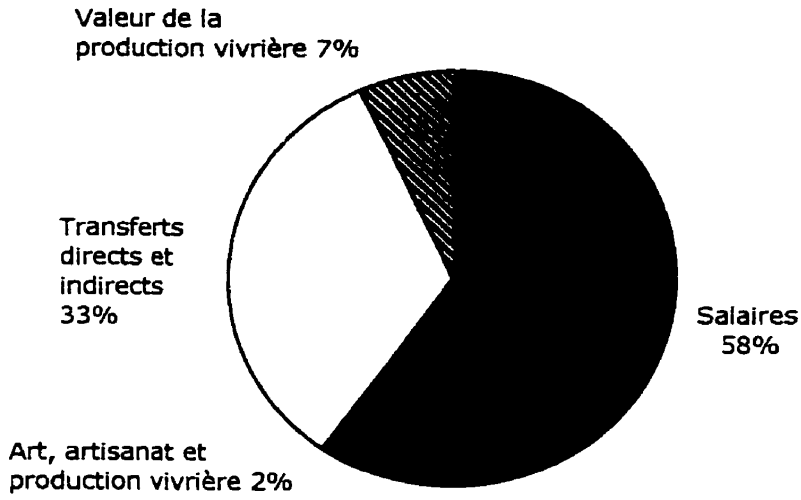
7 Les seuils de faible revenu sont établis à partir des familles qui consacrent 20 points de pourcentage de plus que le font l'ensemble des familles canadiennes pour se nourrir, s'habiller et se loger, en tenant compte de la région de résidence et de la taille du ménage. Les familles sous le seuil de pauvreté en 1992 dépensaient 54,7 % de leur revenu pour ces postes budgétaires (Statistique Canada 1999a).

mais parce que ces activités ont une fonction économique et sociale. De plus, la majorité de ces individus offrent une résistance à la commercialisation de nourriture. Ces comportements entraîneraient toutefois les individus dans une voie où ils se coupent des occasions d'obtenir des revenus plus importants. Loin d'être irrationnels, ces comportements reposent sur une autre rationalité que celle du travailleur moderne qui recherche généralement un emploi stable et qui aspire à un revenu toujours plus élevé. Le revenu, dans la société de consommation, est un marqueur de statut social; ce phénomène serait par conséquent moins répandu dans la société inuit. Ceci se refléterait dans les caractéristiques du revenu des Inuit, tout comme la valeur accordée au fait d'avoir plusieurs enfants. Pour toutes ces raisons, la réponse à la question de la *pauvreté* des Inuit devrait tenir compte de ces facteurs sociaux et culturels, plutôt que simplement le revenu monétaire, qui définissent les besoins et par conséquent nuancent la conception de la pauvreté .

La place de la production vivrière

La figure 6.1 montre le revenu total. La production vivrière et les revenus qui y sont associés comptent pour 9 % des revenus des ménages inuit en moyenne. Ce résultat majeur révèle la place relative de la production dans l'économie des ménages. La production compte pour 16 % des revenus d'emploi, un résultat qui semble concorder avec les estimations faites dans d'autres régions arctiques. Par exemple, les revenus provenant des activités associées à l'exploitation du milieu pour l'alimentation et l'artisanat, à des fins de subsistance ou de commerce s'élèvent à 10 % des revenus d'emploi dans les Territoires du Nord-Ouest (Usher et Weihs 1989, cité dans Environnement Canada 1991).

Figure 6.1- Proportion des principales sources de revenu des Inuit, Nunavik 1995



La place de la production dans les revenus révélerait deux phénomènes majeurs. Premièrement, elle signalerait le désintérêt des individus pour les activités de production qu'ils ne considèrent plus comme un moyen de répondre aux besoins de la famille. Les données sur le revenu corroborent celles que nous avons mises au jour dans la première partie de ce document sur la production vivrière, qui à toute fin utile montrent qu'un nombre réduit d'individus sont pleinement engagés dans ces activités. Deuxièmement, elle indiquerait que ceux qui y sont intensivement engagés retirent très peu de revenu de ces activités. La réduction progressive du marché pour les fourrures et autres produits implique pour les producteurs de trouver d'autres sources de revenu de manière à ne pas restreindre leurs activités de production. Cela peut avoir un certain nombre d'effets. Par exemple, un chasseur pourra accepter un revenu moindre, ou encore devoir travailler davantage. S'il choisit la seconde option, il se peut qu'il doive augmenter ses dépenses pour maintenir son efficacité ou encore accepter de voir sa production diminuer.

La production vivrière a néanmoins un poids économique non négligeable qui distinguerait le Nunavik des régions méridionales.

6.2.6 Le revenu monétaire en tendances

Le tableau 6.5 résume de manière structurée l'évolution du revenu monétaire depuis les années cinquante, selon les trois principales sources de revenu monétaire.

Tableau 6.5- Structure du revenu monétaire au Nunavik, de 1950 à 1995

Sources de revenu monétaire	Revenu annuel			
	1953	1973	1983	1995
Travail salarié (%)	16	41	65	70
Transfert directs (%)	43	30	27	27
Production/ artisanat (%)	41	29	8	3
Total (%)	100	100	100	100
Total par ménage ($)	454 $*	6 945 $	28 579 $	37 288 $
Total per capita ($)		1 288 $	5 499 $	8 029 $

Sources: pour 1953: Christensen 1953 (cité dans Duhaime 1987); pour 1973: Simard 1982; pour 1983: Duhaime 1987; 1995: tableau 6.2.
* Moyenne 1948-1951, d'après Christensen 1953, cité dans Jenness 1964.

La perte progressive de revenu à la suite de l'effondrement du marché des fourrures a d'abord été compensée par des revenus de transferts puis, avec l'établissement des villages, par des revenus d'emplois qui n'ont cessé de progresser, en proportion et en nombre absolu. Les chiffres du tableau 6.5 montrent clairement le glissement qui serait intervenu dans la structure des revenus monétaires au Nunavik depuis 40 ans. Le salariat s'est donc imposé comme une solution viable à la marchandisation des besoins. En dix ans, entre 1973 et 1983, les salaires avaient fait un bond phénoménal (576 % *per capita*) provoqué par l'augmentation du nombre d'emplois disponibles grâce à la mise en place d'un appareil administratif dans les villages du Nunavik, tel que prévu par la Convention de la baie James en 1975. Entre 1983 et 1995, l'accroissement des salaires n'a été que de 58 % *per capita*. On observe par conséquent une baisse de l'augmentation des revenus. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que la plus grande partie des nouvelles institutions politico-administratives, qui ont eu un effet important

sur le développement du marché de l'emploi, ont été mises en place surtout durant les premières années qui ont suivi la signature de la Convention. La hausse du nombre des emplois, par la suite, n'aurait suivi que l'accroissement démographique qui a atteint 40 % durant ces dix années.

Les revenus provenant de prestations statutaires et de l'aide aux revenus se seraient stabilisés, en proportion des autres sources de revenu, depuis les années 1980. Tout comme les salaires, les revenus de transfert ont augmenté de près de 287 % entre 1973 et 1983. Durant cette décennie, les prestations d'assurance-chômage ont connu une hausse très importante, attribuable au recours fréquents aux emplois temporaires (Duhaime 1987). Entre 1983 et 1995, les transferts ne se sont accrus que de 46 % *per capita*. Nous observons donc une stabilisation des revenus de transfert par rapport à la décennie précédente. Les prestations d'assurance-chômage, selon Lamothe et Lemire (1994), se sont accrues de 400 % en 1980 et 1990. Une comparaison entre les données pour 1983 et 1995 révèle toutefois un accroissement de 60 % des revenus provenant de cette source. S'agit-il d'un changement dans le marché du travail? La fin des années 1980 et le début des années 1990 ont été marqués par d'importants chantiers de construction dans les villages. Il est possible que la situation de 1995 soit similaire à celle qu'on trouvait en 1990, et que le nombre des travailleurs et des chômeurs se soit maintenu à un niveau élevé. Cette explication nous semble plus plausible que d'avancer que le nombre de chômeurs ait diminué. Deux conclusions peuvent être tirées de la situation des revenus de transfert. D'une part, la mise en place des politiques d'aide aux revenus des particuliers s'étant achevée durant les années qui ont suivi la signature de la Convention, les prestations auraient plus ou moins suivi l'accroissement démographique. D'autre part, les projets de construction auraient fourni à la population des occasions d'emploi permettant d'obtenir des prestations d'assurance chômage. L'année 1995 marque toutefois un ralentissement notable dans les projets de construction. Il est possible que les prochaines années soient marquées par un changement dans la situation du marché du travail, qui amènera les individus à recourir plus fréquemment, et pour des périodes prolongées, à des prestations d'aide au revenu pour combler les périodes d'inactivité.

Enfin, les revenus tirés de la vente de produits d'art, d'artisanat ainsi que de la venaison auraient suivi une courbe descendante. Une brève remontée entre 1960 et la signature de la Convention de la baie James serait imputable, notamment, au succès de la commercialisation des sculptures. La subvention du programme d'aide aux chasseurs aurait pris la relève comme source principale de revenu de production mais n'aurait pas contré le mouvement ascendant qu'a connu la production domestique à des fins commerciales. En conséquence, en un peu plus de 40 ans, les revenus tirés de la production d'art, d'artisanat et de nourriture sont tombés à un niveau très bas. Si auparavant ces revenus provenaient de l'entreprise privée, ils sont aujourd'hui soutenus par l'État par l'entremise du programme de soutien aux chasseurs.

Les chiffres du tableau 6.5 montrent un accroissement continu du revenu monétaire depuis 1950. En 20 ans, entre 1953 et 1973, le revenu moyen des familles inuit se serait élevé de plus de 1 430 %. Malheureusement, nous ne disposons d'aucune donnée mitoyenne pour le Nunavik, ce qui nous aurait permis de montrer la progression des revenus en fonction d'écarts d'une dizaine d'années. Néanmoins, si l'on tient pour moyenne régionale, les revenus des ménages de Kangiqsualujjuaq en 1963, estimés à 1 730 $ (d'après Arbess 1966), nous obtenons ceci. Entre 1953 et 1983, le revenu moyen *per capita* ou par ménage se serait accru de plus ou moins 300 %, par tranche de dix ans. Pour les douze années qui séparent 1983 de 1995, le revenu n'aurait augmenté que de 46 % *per capita*, rejoignant à peu près les taux de croissance nationaux. En somme, il se pourrait qu'on assiste en quelque sorte à une stabilisation du revenu monétaire des ménages inuit, après des décennies d'accroissement fulgurant de celui-ci. Il s'agit d'une seconde conclusion importante. Entre 1960 et 1980, le développement des villages et, par conséquent, de l'emploi, ainsi que la mise en place des programmes sociaux, auraient été responsables de l'accroissement phénoménal du revenu monétaire global des Inuit. À partir des années 1980, la croissance du revenu aurait été principalement attribuable à l'augmentation de la population, estimée à 50 % entre 1983 et 1995, selon les données démographiques compilées par Duhaime *et al.* (1998b). Soulignons également la perte nette de revenu résultant de l'effondrement

du commerce des fourrures à partir du début des années 1980 et qui n'a pas été remplacée par un autre type de production commerciale.

L'analyse des tendances nous permet de conclure que la situation présente révèle une stagnation ou même une détérioration moyenne de la situation par rapport aux années précédentes. Les Inuit du Nunavik comptent en grande partie sur des emplois comme source principale de revenu monétaire. Pour l'instant, il s'agit d'emplois liés à l'administration publique. Si l'expansion des services peut générer des revenus d'emploi stables, leur potentiel de développement économique demeure relativement réduit. En effet, à moins d'un changement majeur dans l'organisation de l'appareil d'État, par exemple à la suite de l'établissement d'un gouvernement autonome, ce secteur demeure peu extensible. En outre, la diminution des revenus de production a peut-être entraîné une baisse du niveau de vie des producteurs ou conduit certains d'entre eux à occuper un emploi de manière prolongée.

Ces conclusions nous amènent à poser un certain nombre de questions importantes pour l'avenir. Premièrement, en considérant le ralentissement de la croissance des revenus, la stagnation présente du marché de l'emploi et en l'absence d'autres alternatives économiques, les activités de production vivrière, telles qu'elles sont réalisées aujourd'hui, pourront-elles se perpétuer longtemps? Deuxièmement, la jeune génération qui rejoindra la population active se contentera-t-elle de ce mode de subsistance qui allie travail temporaire et production? Ou si, en l'absence d'emplois réguliers en nombre suffisant, ceux qui préfèrent se rallier au salariat viendront-ils grossir les rangs des prestataires d'aide sociale? À notre avis, la détérioration des conditions de vie matérielle n'amènera pas la disparition ou même la diminution prochaine des activités de chasse et de pêche. Au contraire, la précarité matérielle entretiendrait plutôt l'interdépendance, et l'obligation d'aider ceux qui en ont besoin demeure.

La conjugaison de deux facteurs pourrait néanmoins ébranler sérieusement l'organisation du travail actuel et les valeurs qui supportent le système actuel et maintiennent sa stabilité: la valorisation du travail salarié en lui-même et la dépréciation de la valeur symbolique du chasseur et de son

produit. Le premier est déjà un phénomène qui touche de plus en plus la jeune génération plus instruite et plus exposée aux influences extérieures. La valeur attachée au travail pénètre lentement la société inuit et affecte, dans une certaine mesure et de manière relativement diffuse, le statut du pourvoyeur. Seul un changement induit dans le rôle du pourvoyeur pourrait néanmoins amplifier et accélérer les effets du premier facteur. Il est pensable que ce changement pourrait être provoqué par la production industrielle et la commercialisation de la nourriture du pays pour le marché intérieur. Ce facteur aurait le double effet d'abaisser la valeur non seulement de la nourriture du pays, désormais transformée en marchandise comme une autre, mais aussi du prestige de chasseur, celui-ci n'étant plus qu'un simple salarié agricole. En résumé, la viabilité des conditions économiques actuelles serait donc moins un facteur potentiel de changement à court ou à moyen terme. C'est plutôt la modification de la place et du rôle économique, social et culturel que joue la production vivrière dans la communauté qui menacerait la reproduction de la société inuit telle qu'elle se présente aujourd'hui. Les promoteurs de la commercialisation du gibier et du poisson devraient tenir compte de cette hypothèse avant de mettre en oeuvre de tels projets.

6.3 Revenus monétaires et occupations des chefs de ménage

Nous avons vu qu'un grand nombre de personnes gagnent leur vie en travaillant. Plusieurs d'entre elles occuperaient le même emploi depuis assez longtemps. Nous avons également vu que plusieurs ne travaillent pas. Parmi eux, certains se consacrent principalement à la chasse et la pêche et ne travaillent pas de manière régulière. Bref, le portrait régional que nous avons établi plus tôt masquerait en réalité des différences entre les ménages. On trouverait des disparités importantes sur le plan des gains monétaires et une diversité dans les manières de gagner sa vie.

Les résultats d'une étude réalisée par la Société d'habitation du Québec en 1994 suggéraient l'existence d'écarts importants entre les ménages inuit, selon la principale source de revenu monétaire des chefs de ménage locataires d'un logement public (Jean et Desbiens 1997)[8]. D'après cette étude, le revenu monétaire moyen des ménages, dont la source principale était le travail salarié d'un des chefs de la maisonnée s'élevait à 42 350 $. Le revenu monétaire moyen des ménages dont la principale source était l'aide sociale ou les pensions pour personnes âgées était environ trois fois moindre. Ainsi, une interprétation nuancée des résultats exposés dans les pages précédentes s'impose, s'il s'agit de comparer ces résultats moyens aux résultats vécus.

À partir des données recueillies dans les deux villages échantillons, nous effectuerons une analyse plus fine des revenus selon la principale source de revenu monétaire des chefs de ménage. Dans cette section, nous examinerons le revenu de ceux qui occupent un travail salarié de manière régulière, et de ceux qui consacrent leur temps à d'autres activités. Ce que nous cherchons à savoir est l'effet de l'occupation principale des chefs de ménage sur le revenu et la structure du revenu du ménage, ainsi que sur la

---

8 L'étude a été réalisée à partir des données des rapports d'impôt d'un échantillon de 967 ménages inuit (sur un total de 1 642 ménages locataires d'un logement public). Un locataire de logement public est, par définition, un *bénéficiaire* de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, donc, «Inuit» au sens de ladite Convention (cf. le chapitre 2 du présent ouvrage).

production vivrière. Les revenus inscrits incluent les sources de revenu monétaire retenues précédemment pour tous les membres du ménage, à l'exception des revenus de production qui ne comprennent que les revenus tirés du programme de soutien aux chasseurs[9].

6.3.1 Portrait du revenu monétaire des ménages

Dans le tableau 6.6, nous avons réparti les ménages des deux villages échantillons selon cinq classes de ménage. Pour chaque classe, nous avons indiqué la moyenne des revenus par personne ainsi que le nombre de personnes par ménage.

Tableau 6.6 - Distribution des ménages selon leurs revenus, villages échantillons 1995

	Nunalik (n=228)			**Nunaliapik** (n=88)		
		Personnes par ménage	Revenu moyen *per capita*		Personnes par ménage	Revenu moyen *per capita*
Classes de revenus	%	N	$	%	N	$
Plus de 80 000 $	3	7,9	12 026 $	6	6,8	12 860 $
60 000 à 79 999 $	9	5,3	12 392 $	16	6,6	10 633 $
40 000 $ à 59 999 $	22	5,9	8 239 $	22	5,5	8 769 $
20 000 $ à 39 999 $	38	4,5	6 563 $	28	3,8	7 830 $
De 0 $ à 19 999$	28	2,7	5 199 $	28	3,1	4 338 $
Total ou Moyenne	100	4,5	7 771 $	100	4,6	8 473 $

Les chiffres disponibles sur le revenu de ces ménages montrent un écart très important entre ceux-ci. D'après les données détaillées par village, les

---

9 En l'absence de données nominales pour les revenus de production, autre que ceux du programme d'aide aux chasseurs, nous n'avons pu les inclure.

revenus des ménages passent de 6 000 $ à plus de 100 000 $, cependant une majorité gagne moins de 40 000 $. Les ménages dont le revenu est plus grand que 60 000 $ comptent au moins deux travailleurs. Résultat majeur: les écarts de revenus sont toutefois neutralisés par le nombre de personnes qui s'accroît avec le revenu.

Examinons maintenant le revenu moyen des ménages inuit en fonction de l'occupation de leurs chefs[10]. Dans le tableau 6.7, les ménages ont été classés de la manière suivante: les ménages dont un chef de ménage a un emploi régulier (à temps plein ou à temps partiel), ceux qui comptent deux chefs ayant un emploi régulier; les ménages dont la principale source de revenu monétaire des chefs de ménage est l'assurance-chômage, l'aide sociale et le régime de pension de vieillesse. Les deux premiers types de ménage forment une catégorie que nous désignerons par *ménages salariés.* Les trois autres correspondent à une catégorie appelée *ménages non salariés.* Pour chaque type, nous avons indiqué le nombre de ménages, en chiffre et en proportion, ainsi que leur revenu monétaire annuel moyen. Les résultats pour les deux villages échantillons sont présentés séparément dans le tableau.

D'après les chiffres du tableau 6.7, les ménages dont au moins un des chefs de ménage a un emploi régulier ou *ménages salariés* comptent pour au moins la moitié des ménages. Parmi eux, on compte un grand nombre de ménages à double revenu, c'est-à-dire des ménages où les deux chefs de ménage occupent un emploi régulier. Ils forment une proportion relativement importante, surtout à Nunaliapik où ils constituent le quart de tous les ménages. Soulignons que dans ce groupe, la plupart des chefs de sexe masculin ont un travail salarié; dans environ 16 % des cas de ménages biparentaux dans les deux villages, la femme seulement travaille.

---

10 Rappelons que le ou les chefs de ménage sont définis comme: le ou les personnes à la tête de la famille principale du ménage, c'est-à-dire la famille dont semble dépendre les autres familles ou personnes composant le ménage (cf. chapitre 2).

Tableau 6.7 - Revenus monétaires moyens des ménages, selon l'occupation des chefs de ménage, villages échantillons 1995

Occupation des chefs de ménage	Revenu monétaire des ménages			
	Nunalik (n=228)		Nunaliapik (n=88)	
	% des ménages	$	% des ménages	$
Ménages salariés *				
Un chef employé régulier	38	40 482 $	34	42 406 $
Les deux sont employés réguliers	12	59 925 $	24	61 681 $
Total	50	45 216 $	58	50 343 $
Ménages non salariés				
Assisté social	30	21 344 $	30	18 753 $
Chômeur[11]	9	20 641 $	7	13 190 $
Rentier	11	33 884 $	6	54 391 $
Total	50	23 994 $	42	22 693 $
Total ou moyenne	100	34 698 $	100	38 706 $

* Les chefs de ménage qui occupent un emploi occasionnel ou saisonnier ont été classés avec les chômeurs.

Un grand nombre de chefs reçoivent des prestations d'aide sociale; ils représentent 30 % de tous ménages dans les deux villages. Ils sont de taille plus réduite (4 personnes) et plusieurs ont à leur tête une femme. Ils forment, respectivement à Nunalik et à Nunaliapik, 30 % et 43 % des ménages recevant de l'aide sociale. En ce qui concerne les ménages dont les chefs reçoivent des prestations du régime de pension pour personne âgée, nos données indiquent que ces personnes résident la plupart du temps avec d'autres membres de leur famille dont les gains en argent s'ajoutent au revenu monétaire total des chefs de ménage. Cela explique en partie la raison pour laquelle le revenu monétaire de ces ménages est aussi élevé. D'ailleurs, selon nos estimations, la part des autres membres du ménage constitue plus de la moitié du revenu monétaire de ces ménages.

11 Le revenu des chômeurs est sans aucun doute sous-estimé, puisque nous n'avons pas tenu compte des revenus d'emplois qui ont forcément précédé l'obtention de prestations d'assurance-chômage.

En somme, la moitié des ménages ont à leur tête un travailleur salarié qui détient un emploi régulier, et dans un nombre comparable de ménages, les chefs ne travaillent pas sur une base régulière ou encore retirent des prestations d'aide au revenu. Ces ménages se différencient par leurs revenus monétaires moyens. Selon les chiffres du tableau 6.7, le revenu moyen des ménages salariés est au moins deux fois plus élevé que celui des ménages non salariés. L'écart entre ces derniers et les ménages à double revenu est encore plus important, quoique ces ménages soient généralement de plus grande taille (5 à 6 personnes en moyenne dans les deux villages échantillons). Ces résultats semblent révéler l'effet des salaires, et plus particulièrement de ceux des chefs de ménage, sur l'élévation du revenu des ménages. L'analyse qui suit tentera de confirmer ce résultat.

Les deux tableaux suivants présentent la répartition moyenne des sources de revenu monétaire des ménages dans chacun des deux villages, selon les deux grandes catégories: les *ménages salariés*, c'est-à-dire les ménages dont au moins un des chefs occupe un emploi régulier (tableau 6.8), et les ménages dont aucun des chefs de ménage occupe un emploi régulier, ou *ménages non salariés* (tableau 6.9).

Tableau 6.8- Répartition moyenne de certaines sources de revenus monétaires des ménages dont au moins un des chefs de ménage occupe un emploi régulier (*ménages salariés*), villages échantillons 1995

	Revenus monétaires annuels des ménages			
	Nunalik (n=115)		Nunaliapik (n=51)	
Sources de revenus monétaires	$	%	$	%
Travail salarié	39 545 $	87	45 183 $	90
Transferts	5 415 $	12	4 063 $	8
Production*	256 $	1	1 097 $	2
Total	45 216 $	100	50 343 $	100
Total per capita	9 811 $		10 566 $	

* Le revenu monétaire ne comprend que les revenus de production provenant du programme de soutien aux chasseurs.

Les revenus provenant du travail salarié dominent largement la structure du revenu monétaire des ménages salariés. Cet homme de Nunaliapik nous dit:

> Je travaille pour [telle entreprise]. Je m'occupe de [cet équipement]. Je fais 1 100$ net à chaque deux semaines. Ça fait 12 ans que je fais ce travail. Ma femme n'a pas d'emploi. Je ne fais aucun autre revenu, ni même au *Hunter Support Program*. (ménage 51)

Dans ce cas, les rémunérations provenant d'un travail salarié constituent, de loin, la principale source de revenu de ce ménage. Les revenus de transfert directs occupent chez eux une portion secondaire du revenu monétaire, dont la moitié est composée d'allocations familiales. Le programme de soutien aux chasseurs est une source de revenu peu importante, en proportion et en nombre absolu. En somme, pour près de la moitié des chefs de ménage, le fait de travailler est un comportement rationnel. Sans doute il permet de satisfaire les besoins courants. On peut penser que des raisons utilitaires favoriseraient en partie l'occupation d'un travail salarié plutôt que l'engagement intensif dans la production, qui plus est lorsque des individus n'ont pas acquis de compétences ou qu'ils n'éprouvent pas véritablement d'intérêt de s'y consacrer à temps plein. Le statut attaché à certaines fonctions ou le montant de la rétribution représentent aussi d'autres bonnes raisons d'occuper un emploi. En outre, l'argent qu'ils gagnent peut leur permettre également de remplir les exigences économiques, sociales et culturelles de leur milieu: ils peuvent en effet produire eux-mêmes une partie de leur nourriture et peuvent également en donner.

Soulignons les différences significatives entre les deux villages échantillons. À Nunaliapik, les salaires sont plus élevés. Ce résultat serait attribuable au fait qu'il y a davantage d'emplois disponibles dans ce village, notamment parce qu'un emploi à temps plein à Nunalik génère deux emplois à temps partiel à Nunaliapik. De plus, la vente de la production vivrière fournit un revenu substantiel à Nunaliapik, alors que ces sommes sont négligeables à Nunalik.

La répartition moyenne des principales sources de revenus monétaires des ménages dont aucun des chefs n'occupe un emploi régulier, présentée au tableau 6.9, diffère de celle observée pour les ménages précédents.

Tableau 6.9- Répartition moyenne de certaines sources de revenus monétaires des ménages dont aucun des chefs de ménage occupe un emploi régulier (*ménages non salariés*), villages échantillons 1995.

	Revenus monétaires des ménages			
	Nunalik (n=113)		Nunaliapik (n=37)	
Sources de revenus monétaires	$	%	$	%
Travail salarié	5 292 $	22	5 954 $	26
Transferts	18 302 $	76	15 367 $	68
Production*	399 $	2	1 346 $	6
Total	23 994 $	100	22 667 $	100
Total per capita	5 556 $		5 275 $	

* Le revenu monétaire ne comprend que les revenus de production provenant du programme de soutien aux chasseurs.

Ici, ce sont les revenus de transfert qui constituent la principale source de revenu monétaire, dont l'aide sociale qui compte pour le tiers des revenus monétaires totaux. De plus, dans certains ménages, l'aide sociale est la source de revenu monétaire la plus importante. Cette situation touche tout particulièrement les ménages qui ont à leur tête une femme n'ayant pas d'emploi régulier, ainsi que les ménages biparentaux dont les chefs de famille ont moins de 45 ans dont le revenu *per capita* totalise moins de 5 000 $ (moins de 4 000 $ à Nunaliapik). Dans ces cas, l'aide sociale et les allocations familiales composent en moyenne, à elles seules, les trois quarts des revenus monétaires. Les salaires occupent environ le quart du revenu monétaire. Il est toutefois possible que nous les ayons sous-estimés puisqu'il arrive très souvent que les individus occupent plus d'un emploi pour une durée limitée. Les revenus provenant du programme de soutien aux chasseurs comptent en moyenne, ici aussi, pour une part réduite du revenu. Ceci pourrait indiquer le fait que la production vivrière est une pratique diffusée dans toute la population. Néanmoins, ces résultats moyens pourraient voiler le fait que la production vivrière est une activité exercée par à peu près tout le monde, mais qu'un nombre limité de personnes en vivent. Le montant moyen gagné est comparable à celui que nous avons trouvé pour les ménages où au moins un des chefs a un emploi régulier.

Enfin, les enfants et les autres membres du ménage assurent 35 % et 40 % du revenu monétaire du ménage en moyenne, respectivement à Nunaliapik et à Nunalik. Il s'agit d'une proportion bien supérieure à celle trouvée chez les *ménages salariés*.

La diversification des sources de revenus est une caractéristique des *ménages non salariés*. Par exemple, dans ce ménage, comptant cinq personnes, le père est sans-emploi au moment de l'enquête. Néanmoins, les chefs de ménage semblent profiter de toutes les occasions de gagner un peu d'argent. Cet homme raconte:

> Avant, je travaillais à l'Habitation [service municipal de l'habitation]. Je reçois des prestations d'assurance-chômage. [...] j'ai aussi été représentant au sein de [ce projet], de janvier 95 à mars 95; [...] j'y allais trois fois par mois, parfois; ça variait. Je n'ai jamais gagné plus que 700 $. Cela s'ajoutait à mes prestations d'assurance-chômage [...]. Mon épouse est remplaçante à l'école. Elle ne travaille pas souvent. (ménage n° 25).

Un autre participant à la retraite nous dit:

> Lorsque je sculpte, j'ai parfois de l'argent et j'achète de l'essence. Parfois, je reçois de l'argent de la municipalité parce que je suis conseiller municipal. (ménage n° 03)

Ces deux témoignages montrent que les chefs de ménage qui n'ont pas d'emploi régulier arrivent à tirer partie de différentes sources de revenu. Cette diversification touche également les jeunes ménages. Cet homme de Nunalik, père de trois jeunes enfants nous dit comment il fait:

> J'ai travaillé la moitié de l'année à la municipalité comme chauffeur de camion à eau. J'étais à temps plein de janvier à juin. Mais comme je n'ai pas travaillé assez longtemps, je vais recevoir 800 $ de prestation d'aide sociale. [...] Mon épouse n'a pas de travail non plus. [...]

Il nous ajoute:

> Mes parents me donnent de l'argent. Nous recevons également de l'argent de la belle-famille (ménage n° 02).

Une partie de la population semble compter sur une combinaison de différentes sources de revenus monétaires tels que ceux provenant d'un emploi temporaire ou saisonnier, de rétributions diverses, de prestations statutaires ou spéciales, de revenus provenant de la vente de produits et même de dons. Les ménages à plus faible revenu arrivent à rejoindre les deux bouts en adoptant différentes stratégies. La diversification des sources

de revenus est un comportement économiquement rationnel. Qu'ils aient choisi de produire ou de s'adonner à diverses activités, les chefs de ménage doivent se livrer à des activités qui leur permettent de rassembler les ressources nécessaires à la production vivrière mais aussi aux autres besoins de la vie courante. Pour ceux qui chassent à temps plein, leur rationalité serait possiblement orientée en vue de pratiquer la chasse et la pêche sans trop contraindre ces activités. La richesse monétaire n'est certes pas une motivation.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, on observe des différences entre les deux villages échantillons concernant la structure du revenu des ménages non salariés. Tout comme dans le cas des ménages salariés, les salaires sont plus élevés à Nunaliapik, et il y a fort à parier qu'ils le seraient davantage si nous avions pu inclure les salaires de tous les prestataires d'assurance chômage et d'aide sociale gagnés durant l'année. En outre, les revenus de prestations sont plus élevés à Nunalik, révélant un marché de l'emploi plus favorable à Nunaliapik, ou encore un modèle distinct d'organisation des ressources matérielles: à Nunalik, on tendrait à compter davantage sur les prestations pour compenser une perte de revenu, alors qu'à Nunaliapik on miserait sur d'autres activités telle que la vente de produits vivriers, ou l'entraide. En fait, l'analyse des dissimilitudes selon la taille des villages révèle des comportements différents selon le lieu de résidence — petit ou gros village — et montre que les ménages se tirent mieux d'affaire à Nunaliapik. Ces résultats suggèrent une tendance à adopter des comportements moins rationnels en finalité lorsqu'on habite un petit village: on partage les emplois même lorsque ceci compromet les chances d'obtenir plus d'argent. La production vivrière profite directement aux individus plutôt qu'à quelques-uns qui chassent pour la communauté. Les ménages seraient plus atomisés dans les gros villages et s'autosuffiraient davantage. Ce faisant, les ressources monétaires y joueraient un plus grand rôle dans le budget du ménage, et on peut soupçonner que la circulation des biens et de la monnaie serait plus réduite à Nunalik. Cette atomisation, qui dénote des comportements plus rationnels en finalité entraînerait, comme le montrent les données décrites, une plus grande précarité financière à Nunalik. Les individus y seraient davantage à la merci des institutions modernes, comme le marché et l'État, plutôt que

soumis à l'influence des institutions traditionnelles, comme à Nunaliapik où les conditions économiques des ménages apparaissent meilleures. On pourrait donc avancer, à partir du cas de Nunaliapik, que les valeurs traditionnelles peuvent avoir un effet positif sur l'organisation des ressources de l'unité domestique, et cela n'est pas nécessairement synonyme de pauvreté matérielle.

Par ailleurs, les données sur l'emploi des chefs de ménage présentées ici ne distinguent pas les emplois réguliers à temps plein et partiels. La distinction est pourtant utile lorsqu'on veut mettre en relation la manière de gagner sa vie avec les activités de production vivrière puisqu'un travailleur à temps partiel est susceptible de se consacrer davantage à la chasse et à la pêche, alors qu'un emploi à temps plein réduit lourdement le temps disponible pour ces activités. De plus, si l'on se base sur le fait que ce sont surtout les hommes qui sont pourvoyeurs, il est aussi important de différencier l'emploi des hommes et des femmes chefs de ménage. En tenant compte de ces deux variables, les ménages où le père a un emploi à temps plein totalisent autour de 30 % de tous les ménages des deux villages échantillons (soit 27 % des ménages à Nunalik et 34 % à Nunaliapik). Ceci nuance grandement les résultats du tableau 6.7 qui suggèrent que la moitié des ménages (58 % dans le cas de Nunaliapik) sont des *ménages salariés*. Il est vrai que les ressources monétaires de ces ménages salariés proviennent largement de salaires, cependant l'organisation des ressources de plusieurs d'entre eux est telle qu'elle rend possible la pratique régulière des activités de production. Tout compte fait, nous pouvons avancer qu'environ 30 % des ménages au Nunavik sont des ménages pour qui la production domestique de denrées serait une activité plutôt secondaire — ce qui n'indique nullement, par ailleurs, qu'ils ne produisent pas de venaison ou de poisson grâce aux moyens techniques qu'ils peuvent acquérir grâce à leur revenu. Bref, l'analyse de la répartition des salaires suggère que les activités de production alimentaire tendent à subordonner l'organisation des ressources monétaires d'une majorité de ménage. Ce résultat majeur confirme, à notre avis, l'importance accordée à la production vivrière. Soulignons, par ailleurs, que dans la majorité des ménages où le père travaille à temps plein (soit 70 % à Nunalik et 83 % à Nunaliapik) celui-ci a moins de 45 ans. Cet indice

pourrait révéler un changement en regard de la valeur conférée au travail par rapport aux activités de production domestique.

6.3.2 Revenus et production vivrière

Nous avons vu que, bien que la plupart des individus chassent et pêchent, certains s'y consacrent davantage. Pour ce faire, ces derniers doivent pouvoir disposer à la fois d'argent et de temps. Or nous avons vu que les ménages qui détiennent les niveaux de récolte les plus élevés sont des ménages où très souvent, selon notre échantillon, le chef de ménage est sans emploi régulier. Comment alors font-ils? Dans les pages qui vont suivre, nous examinerons l'organisation des ressources monétaires ainsi que l'effet du revenu sur la pratique des activités de production vivrière.

Méthode et limites

Cette étude repose sur l'analyse des 40 ménages échantillons dont les caractéristiques sont détaillées à la section 2.3.4 du chapitre 2. Rappelons que les résultats qui seront présentés dans un instant doivent être entendus à l'intérieur des limites de l'échantillon, telles que discutées dans le chapitre présentant la méthode générale (cf. chapitre 2).

Les revenus ont été calculés selon la méthode décrite à la section 6.2.2. Les chiffres sur les revenus de production ne comprennent que les revenus provenant du programme de soutien aux chasseurs. Cette décision est motivée par le fait que les participants à nos entrevues n'ont pas été questionnés uniformément sur l'ensemble de leurs revenus de production. Certains nous ont fourni une estimation de leurs gains provenant de la vente de différents produits (fourrures, sculpture, artisanat) alors que d'autres n'ont rien mentionné à ce sujet. Le cas échéant, il est difficile de savoir s'il s'agit d'une omission ou du fait qu'ils n'ont pas vendu de produits. Pour cette raison, nous n'avons tenu compte que des données officielles tirées du programme.

Résultat

Le premier tableau (6.10) présente quelques caractéristiques des ménages échantillons selon trois classes de revenu. Pour chaque classe, nous avons indiqué le nombre moyen d'unités de consommation et de travailleurs salariés réguliers. Le revenu moyen, ainsi que la part des principales sources de revenus par classe de ménage, sont également présentés. Enfin, on trouvera la récolte moyenne des ménages, selon ce regroupement.

Tableau 6.10- Caractéristiques des ménages échantillons selon trois classes de revenu

	Quartiles (valeur des revenus)			
Variables	**1** (8 141 $ à 32 009 $)	**2** (32 009 $ à 55 877 $)	**3** (55 877 $ à 79 745$)	Moyenne
Nombre (N=40)	19	8	13	
Nb moyen d'U.C.* (N)	3,0	5,6	5,6	4,4
Nb moyen de travailleurs (N)	0,3	1,0	1,5	0,8
Revenu moyen ($)	20 336 $	45 156 $	66 883 $	40 428 $
Salaires (%)	31,2 %	65,0 %	81,7 %	65,9 %
Transferts (%)	65,6 %	33,9 %	16,0 %	31,9 %
Production (%)	3,2 %	1,1 %	2,3 %	2,2 %
Récolte moyenne (kg)	1 526	1 031	2 877	1 866

* U.C. Unité de consommation

Tout d'abord, les chiffres corroborent les caractéristiques des ménages observées et discutées précédemment. Le revenu des ménages s'élève avec leur taille (nous avons indiqué ici le nombre d'unités de consommation[12]). Sur le plan de la structure du revenu, le revenu monétaire des ménage s'accroît lorsque la part des salaires augmente, un phénomène attribuable au nombre plus élevé de salariés dans les ménages à haut revenu. Les

12 La valeur des unités de consommation est basée sur l'âge des personnes et se lit comme suit: personnes âgées de 0 à 6 ans: 0,3 unités de consommation; personnes âgées de 7 à 14 ans: 0,67 unités de consommation; personnes âgées de 15 ans et plus: 1 unité de consommation.

revenus de transfert diminuent également avec la taille du revenu et du ménage. La part provenant du programme de soutien aux chasseurs est presque négligeable dans l'ensemble des revenus moyens des ménages, cependant les ménages à revenu élevé obtiennent en chiffres absolus deux à trois fois plus d'argent, alors que le programme de soutien aux chasseurs procure des revenus médiocres aux ménages à faible revenu. Enfin, les chiffres du tableau 6.10 sur la récolte moyenne suggèrent que les ménages qui maintiennent un niveau élevé de production de nourriture ne seraient pas des ménages à faible revenu: les ménages à haut revenu produisent deux fois plus de nourriture en moyenne que les autres ménages. Notons que les ménages à faible revenu récoltent davantage que ceux à revenu moyen. Ainsi, il apparaîtrait rationnel aux ménages à faible revenu de produire davantage de nourriture pour combler une partie de leurs besoins alimentaires et de produire suffisamment pour vendre. Il se peut toutefois que ces chiffres soient l'effet de notre méthode d'échantillonnage.

Ces résultats préliminaires nous permettent d'avancer qu'une production vivrière élevée serait associée à des revenus élevés. Ce résultat appuie par ailleurs le fait que les activités de production vivrière impliquent des investissements très coûteux pour ceux qui s'y adonnent intensivement ce qui, par conséquent, serait moins à la portée des ménages qui disposent d'un revenu moindre. Qui plus est, il semble que ce soit les ménages à revenu élevé qui tirent davantage de revenus de leur production. D'après nos calculs, le programme de soutien aux chasseurs ne serait pas une source de revenu alternative pour les personnes démunies et s'adresserait plutôt aux ménages qui ont les moyens de chasser. En somme, ces résultats semblent contredire l'opinion généralement admise que les chasseurs les plus productifs sur le plan de la récolte sont généralement pauvres parce qu'ils n'ont pas d'emplois réguliers.

Le classement selon le niveau de revenu inclut néanmoins des ménages dont l'effort de production varie considérablement. Les limites de notre échantillon nous imposent donc une certaine prudence; les données moyennes pouvant produire de faux résultats. Afin de vérifier les propositions émises sur les relations entre la taille du revenu et la récolte, nous avons effectué une seconde analyse basée cette fois sur le

regroupement des ménages selon leur niveau de récolte. Ce regroupement a été établi au chapitre 3 (cf. section 3.4.2) et nous invitons le lecteur à s'y référer.

Le tableau 6.11 présente une répartition des ménages en deux groupes: d'un côté les ménages du groupe A/A' qui produisent de très grandes quantités de venaison et de poisson, de l'autre les ménages du groupe B/C/D qui produisent des quantités de nourriture inférieures à la moyenne (cf. tableau 3.7). En plus des variables sur le revenu et la récolte, nous avons inclus quelques caractéristiques sociodémographiques. Que pouvons-nous tirer de ce tableau?

Tableau 6.11- Caractéristiques des ménages échantillons selon leur récolte en poids comestible

Variables	Groupes A/A'*		Groupes B/C/D*	
Nombre de ménages (N)	12		28	
Nombre moyen d'U.C.** (N)	5,1		4,1	
Nombre moyen de travailleurs	0,8		0,8	
Récolte moyenne (kg)	4 584		701	
Revenu moyen ($ et %)	45 808 $	100,0	38 122 $	100,0
Salaires ($ et %)	27 142 $	59,3	26 436 $	69,3
Transferts ($ et %)	16 660 $	36,4	11 262 $	29,5
Production ($ et %)	2 006 $	4,4	423 $	1,1

* Regroupement des ménages d'après la section 3.4.2., chapitre 3.
** U.C. Unité de consommation

Les ménages qui produisent de grandes quantités de nourriture (groupes A/A') sont des ménages qui comprennent un plus grand nombre de personnes. Leur revenu est plus élevé que le second groupe de ménages mais compte davantage de personnes. Ces ménages tirent la plus grande partie de leurs ressources monétaires d'un salaire. Il provient par contre, dans presque tous les cas (11/12), du travail salarié d'une personne autre que le chef masculin (un seul chasseur a un emploi régulier et il s'agit d'un emploi à temps partiel; le salaire de l'épouse contribue à l'essentiel des revenus du ménage). Voici quelques témoignages qui décrivent

l'organisation des ressources monétaires de ces ménages. Un homme de 62 ans de Nunalik, sans emploi nous dit comment cela se passe:

> Je travaillais avant. Cependant, depuis quelque temps, je reçois de l'aide sociale; ça fait au moins un an que j'en reçois. On me donne 700 $ par mois. Joanassi, mon fils [24 ans], reçoit 300 $ (brut) par semaine. Il travaille comme conducteur de camion à déchets. Il partage son salaire; s'il ne le faisait pas, nous serions très pauvres. (ménage n° 26)

Le revenu du fils compte, selon nos estimations, pour 62 % du revenu du ménage. La diversification des sources de revenus et surtout la participation des membres travailleurs aux ressources du ménage apparaissent ici comme une nécessité impérieuse. Cette pratique serait très courante. Un participant de Nunalik, chasseur très réputé, nous explique comment il arrive à se débrouiller:

> J'ai acheté une motoneige et j'ai partagé le coût avec d'autres personnes. Le *ski-doo* a coûté 7 000$ et je l'ai acheté avec mon fils Markusi qui travaille pour la *FCNQ-Pétro* [pétrolière locale]. De plus, ma femme fait de belles poupées. C'est comme ça que nous avons pu acheter un *ski-doo*. Markusi a presque tout payé. (ménage n° 13)

Il dit encore:

> Je travaille dans la construction comme menuisier. Je vais travailler cet automne comme menuisier pour le nouveau dispensaire et pour [cet organisme]. L'année passée, j'ai travaillé un mois et j'ai reçu 400 $ à toutes les 2 semaines. Lorsque je n'ai pas d'emploi, je reçois de l'aide sociale: environ 1 000 $. Ce n'est pas assez. (ménage n° 13)

De son côté, la mère nous dit:

> Je travaille parfois comme remplaçante à l'école et à [cet organisme] pour enseigner la culture. Je reçois des prestations d'allocations familiales. [...] Je fais aussi de l'artisanat, mais je n'ai rien vendu l'année passée (ménage n° 13).

Les individus comptent sur l'aide des personnes vivant avec eux, comme cela semble être le cas chez ce couple de personnes âgées recevant des prestations du régime de pension et vivant avec leurs six enfants et petits-enfants. Deux de leurs filles occupent un emploi et, selon nos estimations, leurs gains comptent pour 64 % du revenu du ménage. Le père nous dit:

> Nos filles partagent certaines dépenses, sinon nous serions constamment affamés. Les filles supportent notre famille et ne peuvent pas se payer des choses luxueuses ou très chères. (ménage n° 17)

Bref, la mise en commun des ressources, ainsi que le fait de combiner plusieurs sources de revenus à différents moments de l'année permettent au ménage de répondre à ses besoins monétaires.

Le revenu inclut une part substantielle de rémunération provenant de la vente de produits et autres activités connexes telles que: la production d'art, d'artisanat et de nourriture. Par exemple, le participant du ménage n° 13 a gagné plus de 4 000 $ en vendant son travail et ses produits par l'entremise du programme d'aide aux chasseurs. Ce montant représente 21 % des revenus des chefs du ménage. Il s'agit d'une source de revenus qui est loin d'être modeste. D'ailleurs, pour certains, les activités entourant la production vivrière constituent la principale manière de gagner sa vie. En plus d'avoir gagné plus de 2 000 $ grâce aux ventes réalisées avec son fils par l'entremise du programme de soutien aux chasseurs, cet Inuk de près de 50 ans, prestataire d'aide sociale nous dit:

> J'aime mieux chasser que travailler. Alors c'est ce que je fais depuis toujours. En plus, je sculpte. (ménage n° 19)

Tous les ménages qui nous ont fourni une estimation de leurs gains provenant de produits d'art et d'artisanat font partie de ce groupe. Il est par conséquent vraisemblable que les données sur les revenus de production soient sous-estimés pour ces ménages et dépasseraient dans beaucoup de cas la seule participation au programme de soutien aux chasseurs. Par exemple, un autre chasseur reconnu de Nunalik raconte comment il fait:

> Je reçois de l'aide sociale pour moi et ma famille. [...] nous recevons 903 $. Je vends pour 400 $ de sculpture par mois. La *Coop* me donne environ 45 $ pour une sculpture [il me montre: la grosseur d'une livre de beurre]. Moi et plusieurs sculpteurs allons chercher notre pierre au sud du village. J'y vais en canot et je partage la pierre et les dépenses avec les sculpteurs qui m'accompagnent. (ménage n° 08)

Selon nos estimations, cet individu gagnerait près de 7 000 $ grâce à sa participation au programme de soutien aux chasseurs et à la vente de sculptures à la coopérative; ce revenu compte pour 27 % des revenus des chefs de ménage. Ces sommes constituent à notre avis beaucoup plus qu'un revenu d'appoint. Ce témoignage révèle également la pratique du partage des coûts associés au prélèvement de la matière brute utilisée pour la fabrication de sculptures, tout comme lorsque les producteurs partagent leurs dépenses ou encore leurs équipements.

Les revenus qu'ils tirent de la production seraient, de l'avis de certains participants, toutefois insuffisants. Le répondant du ménage n° 19 nous dit à ce sujet:

> La sculpture ne me rapporte pas autant qu'avant et je ne sais pas combien je gagne par année. Par exemple, lorsque je fais une sculpture de cette grosseur [il montre avec ses mains: environ 8 pouces par 3 pouces par 3 pouces], j'obtiens 75 $. Ça ne vaut plus la peine de sculpter car nous n'obtenons plus assez d'argent pour cette activité. (ménage n° 19)

Un autre participant à nos entrevues, un chasseur hautement respecté de Nunaliapik, nous dit aussi:

> Je me sens pauvre car je ne peux plus vendre la peau du phoque. Aujourd'hui, ce n'est pas intéressant de chasser le phoque car la peau ne vaut rien. Avant, je pouvais avoir 20 $ pour une peau. Aujourd'hui je n'obtiens plus rien. (ménage n° 60)

Bien que l'échange commercial de produits est comme une source de revenu alternative pour ces individus, elle serait peu lucrative et couvrirait difficilement les coûts considérables qu'ils doivent assumer pour produire. Si le dernier répondant a le sentiment d'être pauvre, c'est possiblement parce que ses besoins n'ont pas diminué — ils auraient même qu'augmenté — et qu'il a perdu des revenus substantiels. Les chasseurs qui veulent maintenir un niveau de récolte doivent par conséquent se tourner vers des sources de revenus plus sûres.

Malgré tout, le répondant du ménage n° 60, tout comme plusieurs de ses compatriotes, a encore de bonnes raisons de chasser; cette activité crée des ressources répondant à des besoins spécifiques et, en conférant un statut spécial dans son village, donne encore un sens à sa vie. Les comportements des individus qui se consacrent activement à la chasse sont donc parfaitement rationnels. Ceux qui agissent ainsi savent qu'ils doivent amasser des ressources monétaires, et pour ce faire ils vont tirer le maximum des possibilités du moment. Cela peut inclure un travail occasionnel, la vente de produits lorsque la possibilité en est offerte, etc. Les emplois sont occupés de manière à supporter les activités de production au lieu de les restreindre et apparaissent comme étant subordonnées aux activités de production; les emplois ne sont pas conçus comme finalité mais comme moyen.

Dans les cas observés, le fait d'être producteur professionnel n'est pas l'apanage de ceux qui n'ont pas d'emploi. On ne deviendrait pas chasseur par dépit puisque cette activité, pour ceux qui en vivent, nécessite un certain nombre de conditions. D'abord, comme le mentionne à juste titre le répondant du ménage n° 19, il faut valoriser davantage le statut de chasseur que celui de salarié, et il faut vraisemblablement être doté de compétences particulières. De plus, le mode de vie des ménages du groupe A/A' semble requérir une certaine organisation matérielle et financière dans le ménage. Les maisonnées doivent être composées de plusieurs membres adultes dont au moins un a un revenu régulier, généralement du salariat. Les ménages échantillons les plus productifs combinent le salaire de la mère ou de celui d'un fils adulte ou d'un parent masculin vivant avec la famille principale, lui-même peut être ou non producteur. Lorsque les enfants adultes sont des filles, leurs revenus ne semblent pas employés pour la production mais pour répondre aux autres besoins de la maisonnée; ces ménages sont moins productifs et on les retrouve dans le groupe des A', c'est-à-dire les ménages qui récoltent beaucoup de nourriture mais qui doivent restreindre leurs dépenses de production. L'organisation matérielle de ces ménages serait par conséquent influencée par des normes de comportement et des rôles traditionnels. Ce qui ressort est que, chez les ménages les plus productifs, on observe une division des tâches entre les individus: tout ce passe comme si l'ensemble des membres du ménage participaient à l'objectif de maintenir la production de nourriture du pays. Leur comportement peut être motivé par les bénéfices matériels et symboliques qu'ils retirent de faire partie d'une famille considérée dans le village. Il se peut aussi qu'ils agissent par obligation. Quoi qu'il en soit, leur participation révélerait le sens que cette entreprise donne toujours à leur vie.

En outre, ceux dont le réseau d'entraide est le plus étendu seraient avantagés. L'appartenance à un réseau est une autre condition essentielle car produire de grandes quantités de nourriture impliquerait d'entretenir un réseau viable de solidarité. Aussi, leurs revenus, tels qu'ils ont été estimés dans le cadre de cette étude, refléteraient en partie seulement leurs ressources; une portion, difficile à estimer, demeurerait invisible.

La chasse est un métier exigeant qui implique de pouvoir réunir des conditions particulières. La plupart des chasseurs sont âgés, bien que l'on trouve plusieurs jeunes hommes chefs de ménage ou fils, pour qui le mode de vie de chasseur a toujours une grande signification. Il reste à savoir si les plus jeunes hommes et femmes voudront se conformer aux exigences associées à l'organisation matérielle dont les normes de comportement procèdent de la rationalité traditionnelle, ou si les modalités associées à cette pratique se transformeront.

Le second groupe de ménages (B/C/D), c'est-à-dire ceux qui récoltent moins que les ménages précédents, englobe des maisonnées aux caractéristiques extrêmement variées; les chiffres du tableau ne représenteraient ni plus ni moins qu'une moyenne. Cependant, ils comptent généralement moins de personnes. Leur revenu provient principalement de salaires, et du salaire des chefs de ménage. De plus, une faible participation au programme de soutien aux chasseurs, et possiblement à la vente de la production domestique en général, caractérise les gains de ces ménages.

On y trouve des ménages dont le père est sans travail et chasse peu. Parmi ceux-ci, certains n'arriveraient pas à accumuler suffisamment de ressources monétaires pour chasser. Cette difficulté est parfois liée au fait qu'ils ne peuvent compter sur le revenu d'un membre du ménage; c'est le cas pour les jeunes ménages dont les enfants sont trop jeunes pour travailler, ou encore des ménages où les enfants adultes dépendent de leurs parents ou ne participent pas aux activités de production de ceux-ci.

Le second groupe inclut également des ménages dont les chefs occupent un emploi régulier qui ne leur permet pas d'atteindre des niveaux de récolte aussi importants que ceux du premier groupe de ménages; l'occupation d'un emploi semble davantage subordonner les activités de chasse et pêche. Ceux-là se contentent d'une production limitée de nourriture qui correspond aux besoins du ménage ou de leurs proches. Un répondant de Nunalik âgé de 32 ans et père de 5 enfants décrit le revenu familial:

> Je travaille à temps plein pour [cet organisme] et j'occupe [tel emploi]. Je gagne 450 $ par semaine. Ma femme travaille à temps partiel comme professeur à l'école. Elle gagne 600 $ à chaque deux semaines. Je ne vends pas de viande au *Hunter Support Program* et je ne vais jamais au congélateur municipal. (ménage n° 21)

Ce ménage, dont le revenu annuel a été estimé à 56 000 $ et dont les salaires totalisaient 91 % des revenus, semble pouvoir combler ces besoins alimentaires sans avoir recours aux produits offerts dans l'entrepôt frigorifique du village. Mais ce n'est pas tout. Le répondant ajoute:

> Nous recevons des allocations familiales [...]. Lydia [sa femme] paye une partie de l'essence de son père avec ce montant et des vêtements pour les enfants. (ménage n° 21)

Dans cet exemple, cette famille n'est aucunement exclue des réseaux informels de circulation de biens et d'argent. Si les salaires constituent la principale ressource de ces ménages, cette condition financière n'indique pas qu'ils soient indépendants ou qu'ils dépendent uniquement du marché, puisqu'une partie de leurs ressources monétaires est directement investie dans l'économie vivrière communautaire. En effet, les membres participent concrètement à l'économie informelle et soutiennent les producteurs par leur contribution monétaire. Le don d'argent leur apparaît comme un moyen tout indiqué de participer à la production d'un parent, même s'ils ne partagent pas le même toit. Cet acte leur permet probablement de recevoir de la nourriture en échange. Il apparaît donc rationnel à ce couple de travailler plutôt que de chasser à temps plein puisqu'ils peuvent combler leur besoin en nourriture du pays par eux-mêmes mais surtout par leur réseau. En outre, il est probable que la vente de nourriture apparaisse comme un comportement irrationnel, étant donné la faible quantité de denrées produites.

L'entraide est par ailleurs un comportement très fréquent et inclut la circulation de monnaie. Adami, travailleur salarié de Nunalik raconte: «Je donne mon argent à ma femme et j'aide toutes les personnes que je peux aider.» Il ajoute au surplus:

> c'est la seule façon de vivre. Je ne sais pas par où mon argent passe. J'en donne aussi à mon frère qui habite un autre village. (ménage n° 06).

Il s'agit d'un comportement rationnel fondé sur certaines obligations familiales dont celle d'aider ses proches. Il est probable que le don d'argent, comme nous l'avons suggéré pour le don d'aliments achetés, touche principalement des personnes proches. Mata, travailleuse tout comme son époux et vivant à Nunaliapik, nous dit à ce sujet:

> Je donne parfois de l'argent à mon frère et à mes soeurs. Je donne environ 20 $ une fois par mois. (ménage n° 55).

L'indépendance monétaire que pourrait créer le fait d'être salarié à temps plein et de disposer d'un revenu important, et ce, de façon régulière, n'entraînerait pas nécessairement une indépendance par rapport aux réseaux de solidarité communautaire et parentale. En effet, bien qu'ils soient grandement liés au marché du travail, plusieurs individus sont également rattachés à un vaste réseau de relations sociales et économiques. Ainsi, les salariés qui sont affairés sur le marché du travail participeraient, par leurs gains monétaires, à l'économie informelle dans le but d'assurer un niveau de production suffisant pour eux-mêmes et pour la communauté. Les salariés ne seraient ni plus ni moins actifs dans la sphère informelle que les non salariés ou les producteurs. Ce serait moins l'intensité de la participation à la sphère informelle ou formelle qui distingue les ménages mais plutôt leur rôle dans le système de l'économie vivrière. Un certain nombre d'entre eux obtiennent des ressources monétaires grâce au travail salarié et font circuler de l'argent: ce sont des consommateurs et ils seraient en plus grand nombre. D'autres utilisent ces ressources monétaires indispensables à la production, et mettent en circulation des biens, en l'occurrence des aliments du pays: ce sont des producteurs. L'économie de plusieurs ménages serait ainsi liée. Cette circulation révèle que beaucoup d'individus se conformeraient, selon une intensité variable que nous n'avons pu mesurer, à l'obligation de partager leurs ressources. Ceci témoignerait de la vigueur des liens sociaux en place. Outre la volonté de maintenir l'économie vivrière, cette conformité serait peut-être également suscitée par le caractère temporaire de la richesse monétaire. Selon cette hypothèse, notre estimation des revenus en 1995 ne refléterait pas la situation des mêmes ménages quelques années plus tôt. Beaucoup d'individus occuperaient en effet des emplois pour une durée limitée par choix ou à cause des conditions du marché de l'emploi. Les variations périodiques du revenu des individus renforceraient par conséquent les comportements d'entraide et de réciprocité. Il y a tout lieu de croire que ce partage se réalise entre proches parents et que ce n'est pas tous les ménages qui y participent. Certains sont un peu plus autonomes d'autres dépendent un peu plus de l'État. Néanmoins, il y a tout lieu de croire que dans les villages du Nunavik — dont la majorité comptent moins de 500 personnes — où les gens sont liés de près ou de loin par la parenté, l'individualisme serait peu favorisé.

Travail, production et rationalités

L'organisation économique des ménages inuit exige de nos jours qu'ils aient accès à des ressources monétaires; la production vivrière n'est plus pour personne l'unique manière de répondre aux conditions de la vie moderne. D'ailleurs, les ressources monétaires composent la plus grande partie des ressources du ménage.

Il y a aujourd'hui différentes façons de se procurer des ressources monétaires, cependant le salariat représente, de loin, la principale source de revenu. Le travail serait le moyen privilégié de gagner sa vie. De plus, au Nunavik, les conditions du marché du travail sont assez favorables comparativement à d'autres régions périphériques. Ceci témoigne de l'acceptation générale du travail comme moyen économiquement rationnel d'obtenir une grande partie de sa subsistance. De manière générale, nous avons relevé deux cas de figure. D'un côté, pour une partie de la population, le travail est la principale façon de gagner sa vie. Les besoins mais aussi la fonction sociale attachée à certains emplois constituent de bonnes raisons de travailler. Tel emploi peut, par exemple, être valorisé à cause du statut qu'il procure dans le village et auquel est parfois associée une rémunération élevée. Nous savons pour y avoir vécu le prestige considérable lié à la profession de pilote d'avion par exemple, tout comme il y a quarante ans le concierge du ministère des Affaires indiennes était une position sociale enviée. Pour certains, ce dernier facteur est possiblement une raison suffisante de travailler à temps plein et de conserver un emploi. Ceux qui choisissent de se soumettre aux exigences d'un emploi salarié compromettent leurs activités de production vivrière. Toutefois, les revenus monétaires gagnés accordent à plusieurs la possibilité de maintenir un niveau de production tel qu'il permet aux chefs de ménage de s'acquitter des exigences sociales et culturelles qui consistent pour les hommes à démontrer leurs habilités de chasseurs et de pêcheurs et pour les femmes à disposer de nourriture du pays pour la maisonnée et à pouvoir en distribuer.

De l'autre côté, pour une partie de la population dont le mode de vie est plutôt tourné vers la production de nourriture, les salaires, auxquels ils ajoutent d'autres sources de revenus tels que l'aide gouvernementale ou les gains provenant de la vente de la production domestique, s'inscrivent dans la stratégie budgétaire des ménages. Le travail apparaît ici accessoire aux activités auxquelles ils attachent une plus grande valeur pour des raisons sociales, mais aussi pour des raisons économiques si l'on en juge par la valeur économique de la production. Pour y arriver, ils doivent soumettre leur emploi du temps à la production tout en saisissant les occasions qui passent pour gagner de l'argent. Cette condition serait toutefois insuffisante car ceux qui y parviennent le mieux comptent sur un réseau d'entraide important et sur la contribution monétaire des membres de la famille à l'intérieur comme à l'extérieur du ménage. Si ces derniers consentent à mettre en commun une partie de leurs ressources monétaires c'est qu'ils valorisent ces activités et le respect des normes traditionnelles de comportement.

Ces deux modèles — entre lesquels on trouve une gamme variée de comportements: entre ceux qui valorisent hautement le travail salarié et les producteurs professionnels —, nous conduisent à formuler quelques conclusions importantes. D'abord, l'importance de la participation au marché du travail n'indique aucunement l'abandon de la production vivrière. Le travail salarié permet de concilier les exigences associées à la tradition et la vie moderne. Ensuite, le revenu monétaire des ménages n'est pas le seul facteur de richesse car l'étendue et la densité du réseau social ainsi que la viabilité des liens constitueraient un second déterminant économique fondamental. Enfin, les individus économiquement rationnels le sont peu en finalité: ils ne cherchent pas le profit, ni l'accumulation de richesse pécuniaire. Ce faisant, ils apparaissent parfois à cet égard comme étant irrationnels. Ainsi, la rationalité économique n'est pas le seul fondement de leurs comportements en ce qui concerne l'organisation de leurs ressources. Leurs actions sont toutefois socialement rationnelles. Elles témoignent de l'attachement aux valeurs et statuts traditionnels: à l'autorité paternelle qui exige la participation des enfants adultes à l'organisation de la vie matérielle ou au statut particulier accordé au pourvoyeur et à sa famille.

Ces caractéristiques distinguent la société inuit où les ménages apparaissent comme moins atomisés sur le plan économique. La monétisation élevée de l'économie des ménages inuit n'aurait pas conduit à anéantir le partage puisque la circulation des biens et de la monnaie est un phénomène encore généralisé. Cependant, tout porte à croire que la monétisation des ressources affecterait les échanges, à tout le moins la circulation de l'argent et de biens marchands. Ces ressources sont en effet mesurables sur le plan comptable et s'avéreraient être moins partagées. À Nunalik, il pourrait s'agir d'une tendance plus marquée comme en témoignent les caractéristiques du marché de l'emploi et la structure du revenu monétaire. Nous en concluons que la raison utilitaire expliquerait plus fréquemment les actions individuelles dans les villages de plus grande taille. La plus grande hétérogénéité des réseaux dans les gros villages et la plus grande distance sociale motiveraient davantage les individus à agir ainsi, même si la population des villages demeure généralement réduite et que les individus sont la plupart du temps liés entre eux de près ou de loin.

La monétisation qui s'est étendue au domaine du travail aurait entraîné la possibilité de calibrer la valeur monétaire de celui-ci. Le phénomène n'est pas nouveau puisque les Inuit ont été exposés à l'évaluation comptable et matérielle de leur travail avec le commerce des fourrures. Ce faisant, les individus sont à même de pouvoir estimer la valeur instrumentale du travail et par conséquent de choisir comment ils gagneront leur vie. Cette marge de manoeuvre créerait une nouvelle différenciation sociale au sein de la société: entre ceux qui consacrent leur vie à la production vivrière et les autres. La production vivrière ne rapportant que très peu d'argent, les producteurs professionnels fondent leurs bonnes raisons sur d'autres rationalités qui donnent encore un sens à ces pratiques aujourd'hui. Néanmoins, l'élévation de l'âge moyen des chefs de ménage engagés activement dans la production vivrière et la diminution du nombre de ceux qui s'y consacrent pleinement pourraient signifier qu'il apparaît de moins en moins rationnel aux jeunes de perpétuer ces activités en considérant les conditions dans lesquelles elles sont pratiquées aujourd'hui.

La monétisation influencerait donc le fondement des comportements sociaux. L'argent libère et élargit le nombre d'échanges possibles — qui ne

se limitent plus aux aliments — et d'échangistes. Pour ces raisons, celui qui possède de l'argent serait donc, selon les termes de Simmel (cité dans Peterson 1991), dans une position de supériorité. Or, chez les Inuit, cette supériorité ne semble pas s'exprimer par l'émergence d'un statut basé sur la richesse pécuniaire comme telle. Elle semble plutôt se définir, comme dans le passé, par le fait d'être généreux, ce qui implique néanmoins d'avoir accès à des ressources monétaires. Par exemple, le maintien d'un statut de pourvoyeur est implicitement lié à des avoirs monétaires importants. Parmi les ménages qui se consacrent à la production, ceux qui arrivent à maintenir un niveau de vie satisfaisant sont ceux qui tirent profit de toutes les ressources monétaires disponibles, mêmes celles provenant de la vente de leur production. Ceux qui sont réfractaires à de telles pratiques et qui ont trop peu de ressources monétaires seraient lourdement désavantagés malgré la pratique du partage et l'accès à un réseau social étendu, même si la valeur symbolique qu'ils attribuent à ces produits représente une meilleure raison de ne pas les vendre. Le fait que cette rationalité fonde toujours les comportements de plusieurs est néanmoins révélateur de la persistance de certaines valeurs dans la société inuit. En somme, celui qui ne peut produire est incapable de donner et se retrouve dans une position sociale défavorable. La nature de la supériorité associée à la richesse ne découlerait donc pas d'un affranchissement par rapport aux liens sociaux, mais plutôt d'une volonté de maintenir et d'honorer certaines obligations. Cependant, cet objectif est irréalisable sans argent et contribuerait à engendrer une nouvelle division au sein de la population. Pour les individus qui appartiennent à des réseaux plus éclatés ou encore pour ceux qui, pour diverses raisons, souhaitent se soustraire à l'emprise de la communauté ou à certaines obligations envers celle-ci, la possession d'argent est un moyen sûr permettant d'assurer sa subsistance. Ces individus seraient dans une position de supériorité par rapport à ceux qui, dans une condition similaire, n'ont pas d'argent. Le nombre d'individus vivant plus ou moins en marge de la communauté demeurerait toutefois limité dans les deux villages visités. Cette conclusion démontre la force de la rationalité traditionnelle pour orienter les comportements dans la sphère économique et par conséquent la vivacité et la stabilité relative des liens sociaux.

CHAPITRE 7

L'EMPLOI DU REVENU MONÉTAIRE

Introduction

Analyser l'emploi du revenu monétaire, c'est, d'une certaine manière, mesurer les besoins. La structure des dépenses traduirait les choix faits quotidiennement par les membres de l'unité domestique et plus particulièrement par les chefs de famille. Ces choix révéleraient à la fois les préférences et les nécessités auxquelles ces personnes doivent répondre.

Manger, s'abriter et s'habiller constituent des besoins matériels de premier ordre dans les sociétés. Ces trois besoins fondamentaux occupaient la quasi totalité du revenu monétaire au début du siècle en Europe et en Amérique du Nord. L'élévation du revenu monétaire, après la Seconde guerre mondiale, a eu deux conséquences sur la structures des dépenses. Premièrement, la part consacrée aux dépenses de première nécessité, et plus particulièrement aux dépenses alimentaires, a régressé. Deuxièmement, certains postes budgétaires sont apparus alors que d'autres ont crû aux dépends des trois postes essentiels (Tremblay et Fortin 1964). Le glissement survenu dans la structure des dépenses a en partie été supporté par l'émergence d'un revenu discrétionnaire, et en partie par les transformation du mode de vie marqué par la décroissance de la population agricole, le déclin de la production domestique, la diffusion du travail salarié et de la vie en milieu urbain, l'entrée des femmes sur le marché du travail (Chapellière et Ordioni 1996, Langlois 1988). En somme, l'accroissement

des revenus monétaires s'est accompagné d'un accroissement des dépenses monétaires ainsi que d'un réaménagement de l'emploi du revenu, traduisant les changements intervenus dans la société moderne. Les dépenses effectuées par les ménages inuit reflètent-elles leur mode de vie, caractérisé par la vie au village, la prédominance du salariat comme gagne-pain et la concentration de la production dans les mains de quelques producteurs, et de quelles manières? Quels sont les effets de ces nouvelles conditions sur les comportements et leur fondement?

Dans ce chapitre, nous mesurerons et caractériserons les dépenses des particuliers. Dans un premier temps, nous tracerons un bref portrait de l'évolution des dépenses monétaires au Nunavik, et accorderons une attention particulière à la question alimentaire. Ensuite, nous établirons une estimation des dépenses des ménages inuit en 1995. Enfin, dans une dernière section, nous examinerons les dépenses associées à l'alimentation. Deux raisons nous incitent à examiner les transactions qui y sont associées: d'abord, l'importance de ce besoin révélé par l'ampleur des dépenses budgétaires qu'elles requièrent, ensuite le fait que l'alimentation est un des domaines de l'existence des Inuit qui fait encore l'objet d'une production domestique. L'alimentation apparaît comme un champ privilégié pour observer les liens entre l'économie formelle et l'autoconsommation, de manière à faire ressortir la place de l'une et de l'autre dans l'ensemble de l'économie des ménages. En outre, la part des dépenses alimentaires, en tant que besoins essentiels, dans le budget des ménages représente un étalon de mesure du niveau de vie très souvent utilisé dans les études portant sur la consommation.

7.1 État des connaissance

La participation des Inuit au régime de traite a entraîné une transformation d'une partie des ressources des ménages en revenu de traite. Ces ressources ont permis d'accéder à une foule de marchandises, notamment à de la nourriture importée. Dans cette section nous décrirons, dans un premier temps, l'évolution des dépenses monétaires et tenterons de dégager les facteurs impliqués dans ce phénomène. Ensuite, nous examinerons l'évolution et l'état des dépenses pour l'achat de nourriture importée ainsi que quelques facteurs pouvant être associés à l'effort consacré par les ménages pour ce poste budgétaire.

7.1.1 Évolution des dépenses de consommation des familles inuit

Selon Saladin d'Anglure (1967), le patrimoine d'une famille inuit était jadis constitué par un ensemble minimal de biens matériels. Il fallait plusieurs années et un dur labeur à une famille pour se constituer un patrimoine d'outils, d'ustensiles, et d'équipements de base. En attendant, les jeunes familles partageaient les biens d'une autre famille et, tout en contribuant aux activités de leur famille hôte, elles confectionnaient ce dont elles auraient besoin. Les besoins étaient limités et aisément satisfaits la plupart du temps. L'impératif de la mobilité imposait aux membres la possession limitée d'objets, puisqu'ils devaient être transportés lors des déplacements saisonniers, et on renonçait ainsi à s'attacher aux objets. Les habilités, la chance et l'étendue des réseaux de certains chasseurs leur permettaient de posséder certains biens prestigieux. Sinon, le nombre et le type de biens possédés étaient plus ou moins semblables d'une famille à l'autre.

Les biens manufacturés ont fait leur entrée dans la vie quotidienne des Inuit bien avant le vingtième siècle (Graburn, 1969, Davies 1963, Turner 1894). Acquis d'abord par le troc auprès de voyageurs, certains biens (tabac, outils, ustensiles) ou matériaux (métal) se sont intégrés au patrimoine des

ménages. La présence des établissements de traite, dès le milieu du dix-neuvième siècle dans la région, et à plus forte raison à partir de 1910 où la localisation des comptoirs commerciaux permettait de rejoindre une partie croissante de la population inuit, constituait un attrait potentiel pour les familles en quête d'objets dont l'usage était connu. Déjà dans les années 1880, Turner (1894) note que les Inuit de la région de Kuujjuaq, où un comptoir était en opération depuis 1866, n'utilisaient presque plus les couteaux et les ustensiles de cuisine traditionnels fabriqués avec des matériaux locaux. Le tabac et le thé représentaient des denrées essentielles, le sucre, la farine, les fèves, le riz, la mélasse étaient également abondamment utilisés.

L'augmentation du nombre et de la diversité des objets marque une transformation de l'organisation matérielle des ménages. Ce changement aurait d'abord été imputable à l'exposition des individus à des produits qu'on trouvait sur les présentoirs des postes de traite. Certains offraient des avantages incontestables comparativement aux objets fabriqués avec des moyens locaux. Graburn (1969) note que jusqu'aux années 1950-1960, les biens acquis remplaçaient généralement leur équivalent fabriqué artisanalement ou encore représentaient une innovation technologique. L'effet de l'exposition et la diffusion des vertus de ces objets manufacturés auraient toutefois été nuls sans un accès aux moyens d'échange obtenu grâce à une participation des Inuit au commerce des fourrures. Dans les années 1920, les Inuit employèrent leur énergie au piégeage du renard dont la valeur était élevée. L'importance des revenus de traite permit même à plusieurs trappeurs prospères d'acheter des biens de grande valeur, tels des bateaux qui coûtaient environ 2 000 $. Les particularités de ce bien procuraient sans doute des avantages matériels incontestables malgré le fait que son acquisition requérait un nombre considérable de peaux. De plus, il s'insérait dans les activités habituelles du groupe. Par exemple, les bateaux achetés durant cette période continuaient la pratique traditionnelle des déplacement collectifs estivaux. Néanmoins, la fonction ostentatoire de ces bateaux pourrait être signalée, sachant que ceux-ci définissaient aussi le statut des chefs de groupe. Le désir d'acquérir ces objets utiles — ou prestigieux — aurait été libéré grâce aux revenus de traite.

Cependant l'acquisition de marchandises exigeait une participation à la traite des fourrures. Selon Graburn (1969), la participation des individus au commerce était telle, que durant les années 1920, le mode de vie traditionnel commença à changer sous l'influence de ces activités. Ces changements créèrent de nouveaux besoins qui se traduisirent par des achats. Par exemple, le piégeage lui-même impliquait l'achat de moyens de production, tels que pièges et armes à feu (Graburn 1969). En outre, lors des expéditions de trappeurs vers les lieux de piégeage, parfois assez éloignés des camps de base hivernaux, la farine obtenue au poste de traite, et grâce à laquelle on cuisait la *paniqtitaq* ou bannique, sorte de galette, permettait aux membres des familles, alors privées de leur pourvoyeur, de subvenir elles-mêmes à leurs besoins alimentaires. La farine ou le gruau représentaient, par ailleurs, l'assurance de pouvoir se nourrir durant les périodes où le gibier était moins abondant. En somme, il semble que la participation active des individus et des familles les entraînait toujours plus loin dans l'engrenage du mode de production marchand, tant pour la subsistance que pour la production commerciale.

La perte progressive des revenus de traite, surtout à partir des années 1940, a engendré un climat de grande insécurité (Honigmann 1951). Les revenus du piégeage furent en partie remplacés par l'aide gouvernementale, sous forme de *rations* échangeables au comptoir de la compagnie de traite. Les représentants de l'état contrôlaient toutefois les marchandises acquises et étaient forcés de choisir certains articles plutôt que d'autres. Selon Findlay (1955, cité dans Jenness 1964) pour Kuujjuaq, les secours directs étaient utilisés pour se procurer des articles servant à la production domestique à des fins de subsistance et les allocations familiales devaient notamment être employées pour l'alimentation des enfants. À Kuujjuarapik, on interdit pendant quelque temps à la fin des années 1940 l'échange de certains produits alimentaires. Ces mesures, comme bien d'autres d'ailleurs qui ont été imposées durant les années de vache maigre, révéleraient en réalité les pratiques de consommation bien ancrées des Inuit. Un fonctionnaire du gouvernement du Québec dans les années 1960 dénonce ainsi l'*irrationalité* des Autochtones:

> La vente incontrôlée d'objets de luxe ou parfaitement inutiles des Esquimaux par cette compagnie de la Baie d'Hudson constitue un autre danger extérieur grave que plusieurs missionnaires ont signalé. [...]

> L'Esquimau est pauvre et pourrait faire des économies s'il n'avait pas la tentation d'acheter à la compagnie de la Baie d'Hudson des objets de luxe (radios, jouets, bonbons, etc.), s'il n'avait la possibilité que d'acheter du matériel pour confection et non pas des vêtements faits. (Brochu 1962: 65)

Ces «tentations» étaient bien rationnelles si l'on considère que de nombreux biens manufacturés faisaient partie de la vie des Inuit depuis très longtemps, valorisés pour les avantages qu'ils représentaient par rapport aux biens fabriqués artisanalement, et que les ressources pour les obtenir existaient, malgré les contraintes imposées par les politiques gouvernementales.

L'abandon du nomadisme et l'établissement dans les *illujuaq*, les grandes maisons [ou habitations permanentes], fortement encouragés par l'État, ont entraîné l'apparition de nouvelles dépenses. Elles étaient cette fois liées au fait d'occuper un logement qui n'était plus fabriqué par l'unité domestique mais vendu ou loué par l'État. Cette situation singulière, qui s'est diffusée de manière systématique à partir de 1958 au Nunavik, nécessitait, de la part du locataire ou du propriétaire, le paiement d'un loyer ou d'une hypothèque. De plus, les maisons étaient équipées d'un système de chauffage et, parfois, d'un éclairage électrique, ce qui impliquait des dépenses supplémentaires d'opération, sans compter, l'achat de mobilier (Bigué et Pageau 1980, Graburn 1969). La multiplication des dépenses aurait été le résultat des changements dans le mode de vie, ici la sédentarisation. Or on ne peut attribuer à la seule sédentarisation les changements dans les pratiques de consommation.

Par exemple, lors de son passage à Inukjuak en 1958, Willmott (1961) notait des différences sensibles entre les comportements d'achat des familles sédentarisées comparativement à celles qui vivaient toujours de manière semi-nomade. Les principales distinctions entre les ménages, selon leur lieu de résidence, portaient sur la nature des achats plutôt que sur le volume de celles-ci. Par exemple, en ce qui concerne l'alimentation, ni les ménages établis en permanence à Inukjuak ni ceux vivant à l'extérieur du village ne dépensaient des sommes importantes pour les denrées importées. Cependant, les premiers, dont les revenus provenaient surtout

de salaires, se procuraient davantage d'aliments «de luxe», c'est-à-dire confiserie, confiture, biscuits, etc., alors que les seconds s'approvisionnaient surtout en produits de base (farine, thé, sucre, poudre à lever). Ces différences de comportements révéleraient le degré d'exposition aux biens de consommation.

La multiplication des dépenses est également concomitante à l'accroissement du revenu qui n'a cessé sa course depuis les années 1950-60, et qui s'est monétisé à partir de 1960. L'enquête de Willmott (1961) à Inukjuak, fait justement ressortir cette opposition entre la consommation des Inuit vivant au village, travailleurs salariés, qui se procuraient un grand nombre de marchandises prêtes à être utilisées, et les dépenses des Inuit vivant dans les camps qui étaient plutôt effectuées pour des moyens de production domestique. La monétisation presque générale des revenus a permis aux Inuit d'acheter des biens à l'extérieur du système des *rations* et du crédit de traite. En 1958, les Inuit d'Inukjuak avaient, selon les informations recueillies par Willmott (1961), effectué entre 5 000 $ et 10 000 $ de commandes postales pour des biens divers, ces dépenses touchant tant les Inuit établis au village que ceux des camps. Dans les années soixante à Salluit, on trouvait 25 motoneiges, sans compter une vingtaine d'embarcations à moteurs de fabrication industrielle, achetées au coût de 600 $ à 1 000 $, qui nécessitaient, au surplus, de 200 $ à 1 000 $ annuellement pour leur entretien (Graburn 1969).

En conséquence, alors qu'au début des années soixante la compagnie de la Baie d'Hudson tirait davantage de revenus de la consommation que du commerce des fourrures, la vente au détail allait constituer par la suite la principale activité des magasins locaux. Les données sur les activités des coopératives montrent qu'entre 1967-68 et 1973-74 les revenus tirés du secteur des ventes aux consommateurs avaient quadruplé pour atteindre près de 2 millions $, un accroissement qui dépassait considérablement celui de la population et celui des revenus. En 1973, la vente au détail était le secteur des coopératives le plus prospère et , de plus, en pleine expansion. Les produits d'alimentation comptaient pour 31 % des ventes totales au magasin, soit 480 000 $ — sans compter les ventes faites par les restaurants, c'est-à-dire 141 000 $. Les autres marchandises totalisaient

plus de 1 million $ et étaient principalement constituées (70 %) par des vêtements, motoneiges et pièces, articles de quincaillerie, armes et munitions. Par ailleurs, les *biens de luxe*, achetés plutôt au magasin de la compagnie de la Baie d'Hudson ou commandés par catalogue, étaient le secteur qui connaissait la plus grande croissance (Simard 1982). En 1983, les dépenses des particuliers en biens et services atteignaient plus de 9 000 $ *per capita* et plus de 11 000 $ en 1991 (Duhaime *et al.* [à paraître]b).

Aujourd'hui, l'importance des importations de biens dans la production régionale — en 1991, trois fois plus élevées qu'au Canada — révèle également la place de la consommation de biens importés (Duhaime *et al.* [à paraître]b). Il semble que ces indices témoignent à la fois de l'importance des gains monétaires, de la marge de manoeuvre des individus pour décider de l'affectation de leurs ressources monétaires ainsi que de la diminution générale de la production domestique.

En résumé, l'accroissement des dépenses pour des marchandises s'inscrirait dans un mouvement progressif d'élévation générale du revenu formel, puis de transformation de celui-ci en monnaie, et d'exposition des ménages inuit à des objets importés. Les individus rationnels ont su tirer partie des activités permettant d'obtenir un revenu qui aurait sans cesse augmenté leurs possibilités d'expression de leurs désirs. Les moyens utilisés pour gagner ces revenus ont néanmoins entraîné des conséquences sur leur mode de vie traditionnel, contribuant à créer de nouveaux besoins auxquels les individus ont répondu par davantage d'acquisition de marchandises. Tout cela a concouru à conduire la population toujours plus loin dans l'engrenage marchand. Les mêmes facteurs expliqueraient les tendances relatives à l'achat de denrées importées.

7.1.2 Les dépenses alimentaires

Les Inuit ont été exposés depuis fort longtemps à la nourriture importée, comme nous venons de le voir. Aujourd'hui, la consommation de nourriture

industrielle est un trait de la société inuit contemporaine. L'enquête de Santé Québec sur les Inuit confirme la place des aliments achetés dans les commerces dans la diète des *Nunavimiut*. L'étude rapporte que 80 % de l'énergie obtenue chez les jeunes comme chez les adultes provient des aliments industriels. La bannique serait la première source d'énergie en importance (Delisle *et al.* 1994). Les denrées industrielles représentent entre 87 % et 93 % du poids des aliments, en incluant les liquides, selon l'âge et le sexe, soit environ 1 900 grammes à 2 500 grammes par jour (Lawn et Langner 1994b). La situation est similaire dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et ailleurs dans l'Arctique (Dewailly *et al.* 1998, Lawn et Langner 1994a).

La tendance grandissante à consommer des aliments importés semble bien enracinée, surtout chez les jeunes, et peut être interprétée comme une mutation des comportements et des préférences alimentaires. Par exemple, au Nunavik, les données nutritionnelles montrent une tendance vers la consommation de viande et de fruits frais importés (Lawn et Langner 1994b, Delisle *et al.* 1994). À ce propos, Wein *et al.* (1989) rapportent que pour les Indiens Cris et Chipewyan de la région limitrophe au Parc national Wood Buffalo (Territoires du Nord-Ouest), les fruits frais importés sont devenus des aliments synonymes de santé. Ce changement de perception témoignerait de l'exposition des Autochtones à de nouvelles normes alimentaires nationales par l'école et les médias.

Parallèlement à ce changement de préférences, on observe une augmentation des coûts associées à l'achat de nourriture. L'achat d'aliments importés n'est pas un phénomène récent. Selon les chiffres dont nous disposons pour les années 1950, l'alimentation accaparait le quart des dépenses totales des ménages dans trois villages du Nunavik, une proportion équivalente aux achats liés à la production vivrière (Graburn 1969, Willmott 1961, Honigmann 1951). Il n'existe pas de données récentes pour la présente période au Nunavik, cependant, les études réalisées ailleurs dans l'Arctique canadien suggèrent que la part des dépenses alimentaires n'aurait pas chuté. Par exemple, selon l'enquête de Lawn et Langner (1994a) sur le contrôle du programme de subvention au transport dans le Nord canadien, les ménages des villages du Territoires du Nord-

Ouest et du Nunavut dépensent en moyenne à l'épicerie autour de 1 000 $ par mois.

Comment expliquer des dépenses aussi élevées? D'abord, les résultats du chapitre 4 sur la consommation de produits du terroir montrent que la nourriture importée est largement consommée. Elle ne serait pas seulement un produit de remplacement lors des pénuries de nourriture locale; elle remplirait d'autres fonctions sociales et économiques.

Les produits importés sont aussi accessibles. La présence de commerces dans les villages et l'efficacité des transports ont été identifiées comme étant responsables de la plus grande consommation d'aliments importés chez les habitants de la côte de la baie d'Ungava, comparativement à ceux de la baie d'Hudson, selon l'équipe de Santé Québec (Bégin et Parent 1995). Les apports en aliments importés sont mêmes plus importants dans les deux communautés considérées comme étant plus urbanisées et plus accessibles, soit Kuujjuaq et Kuujjuarapik (Dewailly *et al.* 1998).

De nombreux autres facteurs associés au mode de vie semblent influencer l'achat de ce type de nourriture. Selon l'enquête Santé Québec, 15 % des répondantes achètent des mets cuisinés lorsqu'elles ne peuvent se procurer de la nourriture du pays, alors qu'une majorité de répondantes (60 % en moyenne) affirment acheter ce type d'aliment de temps en temps. Les raisons qui poussent ces dernières à se procurer des mets préparés sont d'abord liées à leur commodité (Delisle *et al.* 1994). Le manque de temps serait un facteur qui peut traduire les effets du mode de vie moderne, tels que les horaires imposés par un travail salarié.

Ensuite, la nourriture importée coûte très cher dans le Nord; le prix moyen des aliments y est en effet 2,5 fois plus élevé qu'à Ottawa. Au Nunavik ce taux s'élève à près de 2 fois[1] (Lawn 1993). Selon Wenzel (1991), une famille de quatre personnes à Clyde River (Nunavut) devrait dépenser en moyenne 25 000 $ par année si elle ne se nourrissait que d'aliments

---

1 En 1993 cet indice est estimé à: Kuujjuaq 1,75; Kangiqsujuaq 1,80; Salluit 1,90; Puvirnituq 1,76 (Lawn 1993).

importés. L'étude sur le contrôle du programme de subvention au transport dans le Nord canadien montre que le coût d'un *panier de provision nutritif*, spécialement adapté au Nord, accapare au-delà de 100 % du revenu total (après loyer) pour une famille de quatre personnes bénéficiaires de l'aide sociale au Nunavut. Au Nunavik, un ménage de quatre personnes vivant d'aide sociale devrait dépenser entre 86 % et 93 % de son revenu (après loyer) en 1993 pour se nourrir à l'épicerie (Lawn 1993).

Tout compte fait, les dépenses alimentaires révèlent l'importance des ressources monétaires dont le montant a été estimé au chapitre précédent à plus de 37 000 $ par ménage. Le niveau des dépenses serait la réponse rationnelle des individus à l'accroissement de leurs ressources monétaires. De plus, si une grande partie de l'alimentation est liée à des ressources monétaires, il y a fort à parier que les pratiques de consommation alimentaires soient soumises à la gestion comptable.

Cette rationalité des individus relativement à l'administration de leurs ressources s'exprime de différentes manières. Par exemple, selon l'enquête de Lawn et Langner (1994a) sur le contrôle du programme de subvention au transport dans le Nord canadien, la baisse des prix pour les aliments périssables (fruits et légumes, viande...) qui a suivi la mise en application des dispositions du nouveau programme de subvention a fait accroître l'achat de ces aliments. En revanche, les effets de ces mesures ont été très faibles sinon nuls sur l'achat des aliments à faible valeur nutritive, dont le prix avait été augmenté lors de la mise en oeuvre du programme. Ces résultats montrent que certains facteurs comme le prix peuvent avoir une influence sur l'achat de denrées, mais que ces facteurs doivent être liés à d'autres facteurs comme l'offre, les préférences et les habitudes alimentaires. En outre, d'après la même étude, 80 % des répondantes déclarent avoir manqué d'argent pour acheter de la nourriture et celles dont le revenu annuel familial est de moins de 30 000 $ seraient particulièrement vulnérables. La principale raison invoquée pour expliquer le manque d'argent est le prix trop élevé des aliments. Cette situation qui n'a pas vraiment été explorée pour le Nunavik, révèle un degré très élevé de dépendance au marché pour l'alimentation. Elle témoigne également de la

rationalité des individus contraints à gérer des ressources monétaires limitées.

La consommation de nourriture importée serait un phénomène généralisé dans la société inuit. Elle révèle l'acceptation de ces produits utilisés comme substituts aux aliments du pays mais aussi valorisés pour eux-mêmes, pour leur goût, parce qu'ils sont pratiques, ou parce qu'ils sont bénéfiques pour la santé. L'importance du volume consommé coïncide avec l'ampleur des dépenses familiales qui y sont consacrées, et sont concomitantes à l'accroissement général des transactions marchandes. Les aliments importés étant essentiellement obtenus sur le marché, l'accès à ces aliments serait conséquemment subordonné à l'accès à des ressources monétaires. Ceci implique pour les individus de gérer leurs ressources, et que les limites de celles-ci, notamment parce que les individus doivent également répondre à d'autres besoins, influencent les comportements.

7.2 L'estimation des dépenses

Cette section porte sur les dépenses monétaires des ménages inuit du Nunavik en 1995. La section est divisée comme suit. En premier lieu, nous décrirons les conditions associées à la consommation marchande. Ensuite nous ferons état de la méthode utilisée pour produire un portrait des dépenses, puis des limites de nos résultats. Enfin, les résultats seront décrits puis discutés sous un angle comparatif. Nous nous proposons, en effet, de comparer les résultats obtenus pour le Nunavik en 1995, d'une part, avec les dépenses des Canadiens pour la période correspondante et, d'autre part, avec les dépenses des Inuit pour une période antérieure, afin d'en dégager une tendance.

7.2.1 Conditions de vie, besoins et dépenses

Dans cette sous-section nous décrirons brièvement l'infrastructure commerciale qui supporte la consommation au Nunavik. Nous porterons peu d'attention à l'achat de l'équipement pour les activités de production vivrière puisque les dépenses associées à cette catégorie de biens ont déjà été traitées et discutées dans le chapitre 3.

Logement

Tous les Inuit, sans exception, vivent aujourd'hui dans des habitations modernes. Ce phénomène s'est diffusé progressivement depuis une trentaine d'années. Ces logements sont en très grande partie fournis par le gouvernement du Québec, par l'entremise de la Société d'habitation du Québec (SHQ), qui gère, depuis 1981, un programme de logements sociaux baptisé: *Programme d'habitations à loyer modique (HLM) du secteur public pour Inuit (au nord du 55^{e} parallèle)*. Le programme est administré par Québec selon des modalités négociées avec la Société canadienne d'Hypothèques et

de Logement qui contribue au financement des logements. Les municipalités participent à la gestion des habitations. Elles ont la charge d'attribuer, de louer, d'entretenir les logements construits par la SHQ selon les normes de cette dernière. Les municipalités couvrent une partie de leurs dépenses avec les loyers qu'elles perçoivent et qui représentent, en moyenne en 1994, 8 % du budget pour la gestion des logements. De son côté, la SHQ s'engage à subventionner le déficit, soit environ 92 % du budget (SHQ 1995)[2]. Une minorité d'Inuit est logée par leur employeur et une très faible proportion de personnes sont propriétaires de leur habitation. Dans les deux cas, le loyer est très souvent ajusté aux montants payés par la clientèle des logements publics habitant un logement public.

Ce qu'il faut retenir est qu'en 1995 les Inuit habitent en très grande majorité une habitation à loyer modique. La variété des types de bâtiment peut aujourd'hui accommoder les familles de toute taille; l'étalon étant la *chambre à coucher*. En 1995, on trouve des logements d'une à six chambres à coucher. Bien que quelques logements soient intégrés à un bâtiment multifamilial de deux à six logements, la maison unifamiliale est le modèle le plus commun (56 % du parc en 1995 selon les données obtenues à la SHQ). Les logements sont généralement attribués selon la taille du ménage. Le prix des logements, au 4 avril 1995, varie de 138 $ par mois pour un logement d'une chambre à coucher à 359 $ pour une maison unifamiliale comprenant six chambres à coucher. Ce prix est modifié si le locataire est prestataire de l'aide sociale. Le cas échéant, le loyer est réduit de 30 % à 80 % selon le type d'habitation[3]. Dans tous les cas, le loyer inclut les coûts associés à l'entretien, le chauffage, l'électricité ainsi que les taxes municipales. De plus, le montant de la location inclut un poêle et un réfrigérateur.

---

2 Le lecteur intéressé au fonctionnement du programme d'habitation au Nunavik pourra consulter nos travaux antérieurs (Chabot 1995).

3 Signalons que, selon un informateur clé, cette portion subventionnée du loyer est incluse comme revenu imposable des prestataires d'aide sociale. Nous n'avons cependant pas tenu compte de cette information ni dans le calcul des prestations ni dans celui des revenus.

Les biens de consommation courante

Un consommateur inuit peut se procurer des marchandises localement et à l'extérieur de la région. Examinons chacun de ces canaux d'approvisionnement.

Une grande partie des achats locaux sont effectués dans les deux principaux magasins locaux: la coopérative et Northern. Une coopérative est établie dans chaque village, et dans huit de ceux-ci on trouve en plus un magasin Northern[4]. Les consommateurs du Nunavik y trouvent à peu près de tout: des fruits et légumes en passant par des vêtements, des cassettes vidéos, des outils, des appareils électroménagers. La variété des produits offerts dans les deux magasins semble dépendre de la taille du village, et en général celle des magasins Northern, est plus étendue. À l'exception de quelques pièces d'artisanat et de nourriture du pays, la quasi totalité des produits qui sont offerts dans ces magasins sont importés des centres urbains des régions méridionales. Une partie des denrées non périssables est transportée depuis le port de Montréal par bateau une à deux fois par année. Les denrées périssables ainsi que certains produits alimentaires populaires sont commandés régulièrement et acheminés par avion.

En plus de ces deux entreprises, on dénombre dans la plupart des villages de petits commerces de vente au détail — casse-croûte, dépanneur, commerce de couture — qui offrent différents produits de consommation.

Il est pratique courante de faire soi-même des achats à l'extérieur de la région. On peut commander des articles proposés dans des catalogues. La compagnie de la Baie d'Hudson offre de nombreux produits dans son catalogue bisannuel et les commandes sont alors effectuées par l'entremise du magasin local. Une foule d'autres entreprises sont spécialisées dans l'achat par catalogue et les articles commandés sont acheminés par envoi postal. Nous ne possédons aucune liste des entreprises qui offrent ce service mais nous savons qu'elles touchent une gamme variée de produits qui vont

---

4 Il s'agit de Kangiqsualujjuaq, Kuujjuaq, Kangirsuk, Kangiqsujuaq, Salluit, Puvirnituq, Inukjuak et Kuujjuarapik.

de l'équipement de chasse à la décoration intérieure. Deuxièmement, on peut communiquer directement avec une entreprise établie dans des centres urbains du sud et acheter un produit en particulier. Ceux-ci sont alors livrés par la poste, par le service aérien ou par bateau. Plusieurs personnes commandent ainsi des denrées alimentaires, des véhicules, des boissons alcoolisées ou des appareils électroniques. Troisièmement, un nombre de plus en plus grand d'individus font des achats lors d'une visite à l'extérieur de la région.

Les services privés et publics

De nos jours, de multiples services sont accessibles aux Inuit. Au chapitre des communications, le service de téléphone est répandu dans la plupart des foyers inuit. Il est fourni par la compagnie Bell Canada.

Les déplacements à l'intérieur et à l'extérieur de la région sont presque exclusivement assurés par un seul transporteur aérien. D'après nos observations, les individus utilisent assez fréquemment ce moyen de transport. Lorsqu'ils prennent l'avion, les dépenses sont parfois assumées par les individus parfois par leur employeur à titre de bénéfice salarial. Enfin, les services de télévision par satellite sont fournis gracieusement par la municipalité.

Les services bancaires sont en grande partie inexistants. Le magasin Northern local ainsi que la coopérative servent en quelque sorte de banque pour les achats courants. Il est possible d'y effectuer la plupart des transactions bancaires telles que: dépôt de chèque, marge de crédit, paiement de certaines factures (le téléphone et le loyer) et retrait d'argent. La personne responsable à la coopérative de Nunaliapik nous explique comme cela se passe:

> Les gens qui travaillent peuvent faire déposer leur paye à la Coop. Dans ce cas, lorsqu'ils vont à l'épicerie pour du *Qallunaat food* [nourriture importée], le prix de la commande est automatiquement déduit de leur compte. (fiche n° 31-W4)

Une femme professeure à l'école de Nunaliapik raconte comment elle utilise ces moyens:

> Pour la paye, certains professeurs se font déposer leur chèque à la CIBC de Kuujjuaq. Moi, je préfère qu'on me donne mon chèque et je le dépose chez Northern. Je fais mes transactions pour la nourriture directement dans mon compte et je paye mon compte de téléphone chez Northern. (fiche n° 28-R8)

Cette femme, comme bien d'autres participants à nos entrevues, se sert des moyens qui sont mis à leur disposition pour effectuer différentes transactions monétaires. Le crédit, par exemple, est un moyen de paiement largement utilisé pour les achats courants, et il semble que la plupart des ménages y ont accès. Selon les informations obtenues auprès des gérants des magasins locaux, les politiques varient d'un établissement à l'autre. À Nunalik par exemple, le crédit offert à la coopérative est limité à 300 $ par famille, quel que soit le revenu des individus: «il n'y a personne de spécial et la Coop essaie de traiter tout le monde de façon égale» (fiches n° 1508-Coop). Au magasin Northern, d'autres facteurs sont pris en compte:

> Avec les gens bien en vue dans la communauté et qui ont un travail à temps plein, les marges de crédit peuvent atteindre quelques milliers de dollars (fiche n° 1408-Northern).

En effet, ce participant à nos entrevues, de Nunalik, nous dit à ce sujet:

> Je ne peux plus avoir de crédit à la Coop, ni chez Northern pour l'épicerie. J'ai atteint ma limite de 3 000$ aux deux endroits. (ménage n° 15)

Cette situation serait toutefois exceptionnelle. En effet, selon le responsable au magasin de la compagnie Northern de ce village, la moyenne se situe entre 400 $ et 500 $ (fiche n° 1408-Northern). Mentionnons, qu'il n'y a pas d'intérêt ni sur la marge de crédit ni sur les montants déposés.

Plusieurs ménages ont aussi recours à un prêt pour l'achat d'un bien durable de grande valeur, tel qu'un véhicule ou un appareil électroménager (fiches n° 1508-Coop, 1508-Northern). La personne responsable à la coopérative de Nunalik nous explique la politique de remboursement des sommes empruntées:

> Le remboursement du crédit d'épicerie se fait chaque mois. Théoriquement, les gens doivent rembourser la moitié de leur crédit accumulé. Par contre, nous sommes très flexibles concernant le remboursement et beaucoup de gens ne paient pas.

Elle ajoute:

> Nous acceptons parfois que les gens dépassent leur limite de crédit. Nous recevons beaucoup d'appels téléphoniques de la part de personnes qui veulent dépasser leur marge de crédit. Généralement, nous acceptons lorsqu'il y a de jeunes enfants qui ont faim dans la famille (fiche n° 1508-Coop).

Une consommatrice de Nunalik nous dit à propos des pratiques de crédit:

> Jaani , [son fils] a acheté un véhicule à quatre roues *Honda*, il y a deux mois. Il l'a payé 8 400$ chez Northern. Il a donné la moitié comptant et doit rembourser le reste, c'est-à-dire: 400 $ pendant 11 mois. Comme le gérant est gentil, il ne nous harcèle pas si on ne paie pas un mois. À la Coop, c'est différent, on nous harcèle. (ménage n° 14)

On constate à la lumière de ces témoignages que les individus utilisent rationnellement tous les moyens qui leur sont offerts pour maintenir une consommation désirée. Ceci inclurait de tirer profit des conditions sociales en place, telle que la proximité des réseaux sociaux qui encourage une plus grande souplesse de la part des représentants d'entreprise dans l'application des contrôles de remboursement des prêts.

Il existe une seule institution bancaire comme telle et elle est située à Kuujjuaq. Il s'agit de la Canadian Imperial Bank of Commerce (CIBC). Deux répondants à nos entrevues ont mentionné qu'ils avaient un compte dans cet établissement et épargnaient un peu d'argent (ménages n° 16, 55)[5].

Une femme de Nunalik nous dit à ce propos:

> Mon mari a un compte à la banque CIBC à Kuujjuaq. Il a de l'épargne pour acheter des véhicules comme des *ski-doo* et des *Honda* [véhicules à quatre roues]. Il arrive que les gens ont des emprunts. Mais ils doivent aller à Kuujjuaq pour passer un contrat avec la banque. Ils doivent acheter leur billet d'avion et ça coûte 600 $. Si les gens ne paient pas leur terme, la banque prend nos véhicules. (ménage n° 55).

Dans cet extrait d'entrevue, la perception de cette personne laisse deviner le rapport différent qu'entretiennent les individus avec la banque de Kuujjuaq, une institution beaucoup plus éloignée de la vie économique des Inuit, sur le plan géographique mais aussi sur le plan social. Cette distance permettrait de maintenir une application plus rigoureuse des politiques des institutions financières. Il s'agit d'un facteur dont les individus tiennent

---

5 Cette question n'était pas systématiquement posée. Nous ne pouvons dire s'il s'agit d'une pratique généralisée ou exceptionnelle.

compte dans leurs comportements, si l'on en juge par le nombre peu élevé de répondants qui nous ont dit avoir un prêt auprès de cette institution.

En somme, l'usage du crédit en milieu inuit n'est pas un phénomène récent et la population y serait par conséquent accoutumée. Il s'agit d'une pratique économique répandue au Nunavik, à tout le moins en ce qui concerne les achats courants. Par ailleurs, l'usage du crédit pose un problème important pour l'étude du budget des ménages. En effet, ce moyen amène les individus à effectuer de nombreuses transactions sans manipuler d'argent, avec comme conséquence, qu'ils peuvent perdre la trace de leurs dépenses de consommation courante. Ceci rend plus difficile l'élaboration de leur budget.

Nous n'avons obtenu aucun renseignement au sujet des services d'assurance. D'après notre expérience, peu de familles possèdent une assurance couvrant leurs biens matériels ou encore une assurance-vie.

Enfin, les soins de santé et l'éducation primaire et secondaire sont offerts au Nunavik. La santé, les soins dentaires ainsi que les médicaments sont fournis gratuitement ou pour une somme modique. À notre connaissance, l'achat de lunettes est à la charge des individus. Du côté des frais liés à l'instruction publique, les Inuit ne déboursent aucune somme. Cette gratuité touche non seulement le matériel scolaire mais également les frais encourus lorsque les étudiants sont amenés à prendre des cours à l'extérieur de la région[6].

Autres dépenses

Parmi les dépenses couramment effectuées par les Inuit, mentionnons la participation hebdomadaire à des jeux de bingo radiodiffusés. En outre, plusieurs familles font des contributions monétaires, qui peuvent atteindre

---

6 Toutefois, les montants reçus à titre d'allocations de séjour (nourriture, logement) et de transport sont inscrits comme revenu pour les personnes qui ont à charge les étudiants. Nous n'avons pas tenu compte de ces montants dans nos calculs. Source: CSK- COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK, [s.d.]. *Programme d'aide financière aux étudiants*, [s.l.], Services aux élèves du postsecondaire.

des montants très élevés, à des organismes religieux. Selon un informateur clé, un don mensuel de 600 $ n'est pas rare (Filotas comm. pers.).

Les taxes

Contrairement aux membres de bandes indiennes, les Inuit du Nunavik paient des taxes (fédérales et provinciales) lors de l'achat de produits de consommation. De plus, les taxes ainsi que les cotisations habituelles sont prélevées directement sur le montant brut des rémunérations salariales. Les Inuit sont également tenus de produire une déclaration d'impôt sur le revenu.

7.2.2 Le calcul de l'emploi du revenu

Les entrevues réalisées auprès des ménages échantillons à Nunalik et à Nunaliapik ne nous ont pas permis d'établir un portrait complet des dépenses des ménages. La raison principale de cette lacune est attribuable en partie au fait que notre enquête portait principalement sur les transactions reliées à la production vivrière. Cet objectif impliquait à lui seul de longues entrevues, ce qui rendait plus difficile la cueillette d'informations sur le reste du budget. En conséquence, il a fallu produire un portrait des dépenses des ménages à partir de sources secondaires. Les données disponibles nous ont permis d'établir la liste des dépenses pour les postes budgétaires suivants:

- la production vivrière;
- l'alimentation;
- le logement;
- l'habillement;
- les biens divers;
- les commandes postales;
- l'impôt.

En l'absence de données sur les autres postes budgétaires possibles, tels que: téléphone, assurance, transport aérien, épargne, dons, boissons alcoolisées, jeux de hasard, etc., nous avons ajouté un huitième poste: dépenses résiduelles. Examinons les opérations qui ont servi au calcul des montants pour chacun des postes retenus.

La production vivrière

Le calcul et les résultats relatifs aux dépenses de production vivrière sont exposés dans le chapitre 3 portant sur la production (cf. section 3.2.2).

L'alimentation

Le poste alimentation comprend deux catégories d'aliments: les aliments industriels et les aliments du pays. Pour les aliments industriels, les participants à nos entrevues (surtout des femmes pour cette rubrique) nous ont la plupart du temps fourni un montant ou un indice de leurs dépenses pour l'épicerie dans les commerces locaux. Une fois les entrevues traitées, il s'est avéré, à toutes fins utiles, périlleux d'imputer les données des ménages échantillons aux autres ménages. En effet, nous ne pouvions appliquer une règle générale pour sélectionner les entrevues. Nous avons décidé de contourner cette situation en nous basant sur des données secondaires. Nous avons utilisé les données fournies par la FCNQ, selon la méthode basée sur les estimations des achats *per capita* faits à la coopérative d'Ivujivik et décrite à la section 3.2.2. Cette procédure nous a permis d'obtenir un montant de dépenses pour trois catégories de produits: les produits périssables, la confiserie et l'épicerie; ce dernier inclut l'achat de produits non alimentaires généralement vendus dans les magasins d'alimentation, tels que sacs, détergents, etc. Le poste alimentation ne comprend pas les dépenses pour la consommation de nourriture dans les restaurants locaux ou à l'extérieur du village, ni l'importation de produits alimentaires des centres urbains à l'extérieur de la région par les ménages.

Le calcul des achats d'aliments du pays a été fait à partir des données budgétaires des coopératives sur les ventes de nourriture du pays faites dans chacune des coopératives entre juillet 1994 et juin 1995[7]. Nous avons assumé que ces denrées ont été achetées par des Inuit.

Le logement

Le poste logement comprend, d'une part, les loyers et, d'autre part, les dépenses pour l'achat de meubles et accessoires divers. Le loyer a été estimé à partir des informations officielles obtenues à la SHQ. Selon les calculs de cet organisme, le loyer annuel moyen s'élève à 2 933 $ (SHQ 1995). Nous avons attribué cette somme à toutes les maisonnées des 14 villages d'après le nombre de ménages (n=1 691). Rappelons que le montant du loyer inclut les dépenses pour le chauffage, l'électricité et les taxes.

Mentionnons que selon les registres de la SHQ, les arriérés de loyer en 1994, s'élèvent à 10,4 % des revenus de loyer pour cette année, soit 271 $ par logement en moyenne. Dans quelques villages, cette proportion atteint toutefois plus de 20 % (SHQ 4/26/95). À Nunaliapik en 1995, sur 88 logements, le quart des locataires ont au moins une année de loyer non payée (la moitié étaient des travailleurs salariés au moment de l'enquête). Selon nos estimations, ce montant représenterait un revenu indirect de 453 969 $ (plus de 5 000 $ par loyer). Ces sommes non payées témoigneraient, comme nous l'avons souligné pour l'usage du crédit, de la rationalité économique des individus qui tirent profit de tous les moyens à leur disposition pour gérer leurs ressources monétaires, ce qui inclut la manière dont sont appliquées les règles. Nous n'avons cependant pas tenu compte de cette information pour le calcul du loyer ni du revenu.

---

7 Pour les coopératives non membres de la FCNQ ainsi qu'à Kuujjuarapik, voir la méthode de calcul décrite à la section 3.2.2

Pour l'ameublement et l'entretien, nous avons utilisé les données fournies par la FCNQ, selon l'estimation des achats *per capita* faits à la coopérative d'Ivujivik (cf. section 3.2.2).

L'habillement et les biens divers

Les dépenses de consommation pour l'habillement et l'achat de marchandises diverses ont été calculées d'après les données fournies par la FCNQ selon la méthode décrite précédemment (cf. section 3.2.2). La liste des produits dont nous avons tenu compte est présentée à l'annexe 14.

Les commandes postales

Grâce aux informations colligées sur les registres des bureaux de postes de Nunalik et Nunaliapik, il nous a été possible d'estimer le montant des achats effectués par commande postale. Pour ce faire, nous avons additionné tous les montants des marchandises qui ont été réclamées d'après les registres des *envois contre remboursement* [mieux connu sous l'appellation *C.O.D*] de juillet 1994 à juin 1995[8]. Comme il est impossible de déterminer la nature des achats, ils ont été regroupés sous la rubrique générale des *commandes postales*.

Nous avons par la suite attribué aux autres villages un montant de commandes postales au *prorata* de la population des villages.

L'impôt

Le calcul de l'impôt a été effectué selon la méthode décrite à la section 6.3.2.

---

8 À Nunalik, les registres disponibles sont datés du 21 novembre 1994 au 15 août 1995. Nous avons utilisé ces informations et avons extrapolé les données pour la période manquante.

Dépenses résiduelles

Les dépenses résiduelles ont été calculées en soustrayant, du revenu net annuel, le total des dépenses estimées pour les autres postes budgétaires d'après les opérations décrites précédemment.

7.2.3 Limites

Il y a tout lieu de croire que le portrait des dépenses de consommation des particuliers serait relativement sous-estimé et ce, pour plusieurs raisons.

Premièrement, il a été impossible d'estimer l'ensemble des dépenses de consommation des ménages. Cette situation est en partie imputable à notre méthode de cueillette d'information qui repose sur des données secondaires disponibles plutôt que sur les informations fournies par les ménages eux-mêmes. Par exemple, en ce qui concerne la consommation de boissons alcooliques, 41 % des participants à l'enquête Santé Québec chez les Inuit en 1992 prennent de l'alcool au moins une journée par mois et les deux tiers de ceux-ci consomment en moyenne plus de cinq verres durant ces journées (Kapetanakis *et al.* 1994). Ces comportement entraîneraient vraisemblablement, pour une portion importante de la population, des frais relativement élevés que nous n'avons pas comptabilisés. Cette lacune est également attribuable au fait que, selon nos informateurs, de plus en plus d'individus effectueraient des achats à l'extérieur de leur village, par l'entremise de la compagnie aérienne plutôt que par le fret postal. Les dépenses de consommation sont à ce titre sous-évaluées.

Deuxièmement, notre estimation des dépenses pour certaines catégories de biens de consommation, basée sur les achats faits à la coopérative d'Ivujivik, tendrait à produire une image très conservatrice des dépenses de consommation à l'échelle du Nunavik. En effet, Ivujivik est un petit village où l'on ne trouve qu'un seul magasin. Si on suppose que l'offre influence les comportements, il n'est pas impossible que les dépenses des habitants d'Ivujivik soient plus faibles que dans un village où l'on trouve une

coopérative et un magasin Northern. Si le problème semble moins important en ce qui concerne les achats faits pour la production vivrière, la représentativité d'Ivujivik nous apparaît discutable pour estimer la valeur des achats des autres biens de consommation. C'est particulièrement le cas des plus gros villages, et tout spécialement pour Kuujjuaq et Kuujjuarapik où il existe plusieurs petites entreprises de vente au détail, des casse-croûte ou des établissements de débit de boisson. Bien que nous ne puissions évaluer cette hypothèse, les dépenses de consommation pourraient être sous-estimées. Dans le pire des cas, les résultats présentés ne traduiraient que la situation pour un village isolé comme Ivujivik.

Enfin, notre calcul des dépenses, basé sur l'emploi du revenu, sous-évalue la somme totale des dépenses. En effet, en limitant les dépenses au revenu total, nous excluons par la même occasion le crédit dont l'usage est fort répandu, et semble dépasser les achats de biens courants dans les magasins locaux. La prise en compte du crédit ferait en quelque sorte gonfler les sommes disponibles pour se procurer des biens de consommation ainsi que des services et, par conséquent, des dépenses. Un montant moyen de 600 $ par famille (soit environ 720 $ par ménage), c'est-à-dire le montant moyen de la marge de crédit pour les achats courants dans les magasins locaux d'après les informations obtenues, aurait pu être ajouté à la somme des dépenses totales. Nous n'en avons toutefois pas tenu compte.

7.2.4 Résultats

Le tableau 7.1 présente l'emploi du revenu moyen des Inuit du Nunavik en 1995, selon les catégories de biens et services retenues.

Ce qui frappe en premier lieu est l'intensité de la consommation marchande révélée d'une part par le volume des achats effectués et d'autre part par la multiplicité des postes budgétaires. L'importance des dépenses de consommation marchande montre que les achats ont suivi l'accroissement du revenu monétaire. Les individus rationnels auraient répondu à la

disponibilité toujours plus grande des ressources monétaires et des biens en augmentant leur consommation marchande.

Les chiffres sur l'emploi du revenu révèlent que la vie économique des Inuit du Nunavik ne se limite pas aux transactions pour les activités de chasse et de pêche, loin de là. D'ailleurs, les postes budgétaires associés aux activités traditionnelles, par exemple ceux qu'on attribue à la production vivrière, à la fabrication de vêtements (couture), ainsi qu'à l'achat de nourriture du pays, comptent pour 9 % des dépenses. Même en supposant qu'une partie des commandes postales soient liées à ces activités, celles-ci ne représenteraient pas plus de 10 % du revenu brut. Nous constatons que les dépenses associées à la production domestique — production vivrière et l'autoconsommation en général — occupent une proportion relativement réduite par rapport à l'ensemble des transactions monétaires des ménages inuit. Si l'on suppose un lien entre la structure des dépenses et la hiérarchie des besoins, la production domestique est une manière secondaire de répondre aux besoins des individus. La place relative de la production domestique oblitère toutefois le poids des transactions non marchandes qui n'ont pas été comptabilisées; elles pourraient être plus importantes. Ce qui semble faire peu de doute est qu'un grand nombre de secteurs de la vie quotidienne impliquent des transactions marchandes.

La diversification des dépenses de consommation était déjà un phénomène signalé dans les années soixante comme nous l'avons mentionné. Les années qui ont suivi se caractérisent par une transformation notable du mode de vie: notamment l'augmentation du temps passé au village en raison d'un travail ou de la fréquentation d'un établissement scolaire des jeunes durant la majeure partie de l'année. Les tendances observées concernant la consommation marchande rendent compte d'un mode de vie sédentaire. Les chiffres pour 1995 relatifs aux dépenses liées au logement, et tout spécialement les dépenses faites pour la décoration ou pour l'acquisition d'appareils électroniques, traduiraient le besoin de confort associé à l'habitation. Soulignons que ce besoin touche par ailleurs l'organisation de la production vivrière. La fréquentation de camps implique des séjours dans des cabanes qui sont pourvues, d'après nos observations, de mobilier et d'équipements divers (lavabo, toilette, radio, générateur,

fournaise à l'huile, etc.), qui entraînent à leur tour des dépenses. Ainsi, les normes de la vie au village pénètrent l'organisation matérielle de la production vivrière, déjà fortement dépendante du marché.

Tableau 7.1 - Répartition des dépenses annuelles, Nunavik 1995 ($ et %)

	Dépenses annuelles			
	Nunavik*	Par ménage	*Per capita*	
Postes budgétaires*	$	$	$	%
A-Revenu total	77 262 230 $	45 690 $	9 839 $	100,0
Alimentation				
Aliments importés	27 773 475 $	16 424 $	3 537 $	35,9
Aliments du pays	54 419 $	32 $	7 $	0,1
Total	27 827 894 $	16 456 $	3 544 $	36,0
Logement				
Loyer	4 959 162 $	2 933 $	631 $	6,4
Équipement	3 503 300 $	2 072 $	446 $	4,5
Total	8 462 462 $	5 004 $	1 078 $	11,0
Production vivrière**				
Transport	5 693 234 $	3 367 $	725 $	7,4
Chasse, pêche, camping	913 059 $	540 $	116 $	1,2
Total	6 606 293 $	3 907 $	841 $	8,6
Biens divers				
Tabac	4 513 764 $	2 669 $	575 $	5,8
Loisir	883 627 $	523 $	113 $	1,1
Couture	584 122 $	345 $	74 $	0,8
Divers	276 150 $	163 $	35 $	0,4
Soins personnels	153 307 $	91 $	20 $	0,2
Total	6 410 970 $	3 791 $	816 $	8,3
Habillement				
Total	2 279 375 $	1 348 $	290 $	3,0
Commandes postales				
Total	664 052 $	393 $	85 $	0,9
B-Dépenses totales	52 251 047 $	30 899 $	6 654 $	67,6
C-Impôt	10 792 524 $	6 382 $	1 374 $	14,0
Dépenses résiduelles (A-B-C)	14 218 660 $	8 408 $	1 811 $	18,4

* Les catégories d'articles, de même que les sources des informations, sont détaillées à l'annexe 14. Les montants comprennent les taxes de vente lorsqu'elles s'appliquent.
** Cf. tableau 3.2

La place occupée par les dépenses alimentaires est un autre résultat important. L'achat de nourriture industrielle représente 36 % de toutes les dépenses de consommation. Soulignons la place dérisoire occupée par les dépenses de nourriture du pays, ce qui serait parfaitement rationnel si l'on admet que la nourriture du pays est obtenue gratuitement la plupart du temps. Lorsqu'on ajoute les dépenses associées à la production de nourriture, qui comptent pour 9% du revenu, l'alimentation des Inuit requiert presque la moitié du revenu des ménages. La consommation directe d'aliments occupe une plus grande part du budget que la production de ceux-ci; l'achat d'aliments étant quatre fois plus élevés que la production de nourriture. Or 19 % des dépenses alimentaires (production et épicerie) sont toujours consacrées à la production de nourriture d'une grande importance nutritive, ce qui représente néanmoins une part importante du budget. En somme, la place et la nature des dépenses alimentaires seraient manifestes de la diminution apparente de la production domestique pour la nourriture et du degré de dépendance au marché.

Considérons maintenant la part des dépenses consacrées aux fonctions essentielles, c'est-à-dire: l'alimentation (en incluant la production vivrière), le logement (incluant l'équipement) et l'habillement (en incluant le matériel de couture). Les fonctions essentielles sont liées aux besoins physiques de base et sont en principe universels. Cet indice est considéré comme une mesure du niveau de vie et repose sur une hypothèse avancée par Engel à partir de ses travaux sur la consommation et dont nous avons parlé dans le premier chapitre. La proposition se lit comme suit: le niveau de vie s'exprime par le rapport existant entre la proportion des dépenses pour ces fonctions de base et celles que le ménage consacre à ses autres besoins (cité dans Tremblay et Fortin 1964). Les dépenses pour les fonctions essentielles représentent 59 % de toutes les dépenses (ou 55 % si nous excluons l'équipement). Ce résultat présente des individus parfaitement rationnels quant à l'utilisation de leurs ressources monétaires. La rationalité qui se dégage de ces comportements est fondée sur la détermination à répondre aux besoins prioritaires par des transactions sur le marché. Les tendances de consommation trouvées montrent également que les comportements des individus se fondent sur un calcul monétaire. Parce que les ressources et les besoins actuels — sous forme de revenus et de

dépenses monétaires — se prêtent à l'évaluation comptable, les individus sont en mesure de répartir les sommes d'argent dont ils disposent, ou pourraient disposer, en considérant leurs besoins prioritaires ou frivoles. Un homme âgé vivant avec sa femme et fille adulte mère d'un jeune enfant explique de quelle manière les ressources monétaires des membre du ménage sont distribuées:

> Elisapi [sa fille de 36 ans] paie le compte de téléphone et une partie de l'épicerie. Avec ce que Lucy [sa femme de 66 ans] reçoit, nous payons l'autre partie de l'épicerie et je m'occupe du loyer qui est de 185 $ par mois.

Cet exemple illustre de manière pénétrante comment des individus parfaitement rationnels évaluent leurs besoins et leurs ressources. En outre, la facilité avec laquelle la majorité des participants à notre enquête ont fourni les montants précis à leurs achats démontre on ne peut mieux l'usage bien ancré du calcul monétaire et l'assimilation de la notion de valeur marchande des produits.

Par ailleurs, la proportion trouvée concernant les dépenses pour les besoins de première nécessité refléterait plus ou moins la situation qu'on trouvait avant 1960 au Québec, d'après les résultats de l'enquête de Tremblay et Fortin (1964). Si l'on suppose que ces postes budgétaires sont plus ou moins compressibles, le revenu des ménages inuit accorderait en moyenne une faible marge de manoeuvre pour satisfaire d'autres besoins. Si nous considérons cet indicateur comme mesure du niveau de vie, la situation financière des ménages inuit apparaît précaire. D'ailleurs, selon la mesure du seuil de faible revenu de Statistique Canada, on considère que les ménages qui dépensent plus que 55 % de leur revenu à ces besoins de base sont dans une situation difficile (Statistique Canada 1999a). Cependant, nul ne pourrait qualifier la situation moyenne des familles québécoises de précaire en 1960 — sauf si on doit la comparer avec celle d'autres sociétés. En fait, selon l'enquête Tremblay-Fortin, les familles québécoises étaient composées de cinq personnes, un facteur contribuant à l'augmentation des dépenses des ménages, notamment pour l'alimentation. Ainsi, les dépenses des Inuit exprimeraient les caractéristiques socio-économiques des ménages telle que la valeur attachée à une famille

nombreuse ou, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le désir d'occuper un emploi à temps partiel.

La hiérarchie des besoins établie à partir de la structure des dépenses montre qu'une grande partie de la population consacre une part considérable de ses avoirs monétaires pour satisfaire des besoins essentiels. Si l'on en croit la théorie, faut-il conclure que la marge de manoeuvre des Inuit est limitée pour répondre aux autres besoins? D'un côté, il semble que la latitude des individus n'ait cessé de croître, cependant elle aurait été neutralisée par l'expansion concomitante des dépenses monétaires résultant de la libération des désirs associés aux besoins essentiels. D'un autre côté, la structure des dépenses montre que la marge de manoeuvre des ménages inuit est en effet relativement réduite pour répondre à d'autres besoins existants ou inédits. C'est dans cette perspective qu'il apparaît utile d'appréhender l'évolution du niveau de vie des ménages inuit.

Afin de mieux saisir la situation au Nunavik, une comparaison avec les données nationales s'impose. Auparavant, nous voudrions donner quelques détails sur les achats par commandes postales.

Les commandes postales

Malgré leur place relativement négligeable dans l'ensemble des dépenses, les données sur les commandes postales constituent des informations précieuses sur les pratiques de consommation. En effet, les chiffres trouvés pour les deux villages échantillons sont tirés directement des registres nominaux et n'ont pas fait l'objet d'estimation, d'où l'importance d'y porter une attention spéciale. Qu'est-ce que l'analyse de ces chiffres peut révéler?

Tout d'abord, à Nunalik la valeur des commandes postales totalise près de 106 000 $, soit 460 $ par ménage. À Nunaliapik, 22 000 $ d'achat par la poste ont été effectués, soit 250 $ par ménage. Nous constatons que les habitants de Nunalik font près de deux fois plus d'achats par la poste. Ce qui apparaît étonnant au premier regard. En effet, d'une part le revenu des

ménages y est en moyenne plus bas, et d'autre part l'infrastructure commerciale est plus développée à Nunalik. Comment interpréter ces résultats? Plusieurs hypothèses concurrentes peuvent être avancées. Premièrement, les différences entre les villages seraient attribuables au fait qu'il s'agit d'un moyen familier de se procurer des marchandises à Nunalik et rien de plus. Deuxièmement, les résultats obtenus indiqueraient le fait que l'offre locale de marchandises à Nunalik ne répond pas totalement aux besoins. Troisièmement, les montants déboursés pour des commandes postales à Nunalik, par rapport à ceux trouvés à Nunaliapik, témoigneraient d'une plus grande exposition des Inuit de Nunalik aux biens de consommation, résultant en partie à d'une meilleure efficacité des liaisons aériennes avec les centres urbains plus au sud. Le cas échéant, la valeur des achats par la poste serait un indicateur d'une plus forte consommation dans les villages de grande taille, comparativement aux plus petits villages qui demeurent moins accessibles, et où les habitants sont peut-être moins sollicités par le marché. Si l'existence d'un tel lien était vérifié, nos estimations sur l'emploi du revenu seraient passablement sous-estimées. L'état de nos travaux ne nous permet cependant pas d'affirmer que l'ensemble des dépenses de consommation est plus élevé à Nunalik qu'à Nunaliapik.

Une analyse grossière de la nature des achats par la poste dans ces villages, à partir des noms des entreprises qui ont expédié les marchandises, montre que l'achat par la poste de matériel de chasse et de pêche (tel que défini au chapitre 3), ainsi que l'artisanat, représenterait environ le quart des commandes postales dans les deux villages échantillons. Si notre interprétation des indices à partir de l'état des informations est bonne, ce résultat laisserait sous-entendre que l'achat de matériel de chasse et de pêche se ferait surtout localement, et que l'offre locale comblerait en grande partie les besoins. Ensuite, à partir des indices que nous possédons, il semble que, dans les deux villages, une portion importante des achats postaux soit associée au loisir (matériel audio et vidéo, cartes de hockey, articles de sport) et à l'équipement domestique (objets décoratifs et colifichets divers, ustensiles de cuisine, etc.). À Nunaliapik, par exemple, la valeur de l'équipement pour le hockey occuperait 40 % des commandes. À Nunalik, les commandes faites auprès

d'une entreprise de vente au détail totalisent à elles seules 27 % des achats.

Tout compte fait, l'achat de produits par la poste est une pratique de consommation diffusée au Nunavik. Cette pratique pourrait combler les lacunes de l'offre locale pour certains produits dont l'équipement de production vivrière mais surtout pour le loisir et l'habitation. La nature des biens acquis révèle d'abord que certaines activités, autrefois pratiquées simplement avec les moyens disponibles localement, telles qu'activités sportives ou musicales, impliquent aujourd'hui l'achat de marchandises. De plus, le désir d'acquérir des objets dans le but de les collectionner ou de les exposer dans sa maison, une pratique de plus en plus courante si l'on en juge par la présence fréquente d'objets décoratifs ou de mobilier qui rejoint l'idéal du Canadien moyen, témoigne d'un certain attachement possiblement ostentatoire aux objets matériels et d'une volonté manifeste de confort intérieur. Cela indique d'une part que le rapport aux objets serait en train de changer. Les individus des groupes de chasseurs-cueilleurs refusaient toute dévotion aux objet et à l'accumulation de possessions matérielles pour des raisons de migration mais aussi, suggère Sahlins (1976), pour éviter la convoitise qui aurait mis en péril la solidarité du groupe. Même si très souvent les possessions demeurent limitées dans les ménages inuit et, mis à part certains biens en particulier, ne font pas l'objet d'une attention spéciale, nous avons observé l'émergence d'une nouvelle attitude. Celle-ci conduit des individus à accumuler les biens dans le simple but de les posséder, à apporter un soin particulier évident à certaines marchandises et à ne pas les faire circuler.

D'autre part, la reproduction des modes de vie urbain du sud par un certain nombre de ménages rend compte du degré d'exposition aux objets, par l'entremise de la publicité qui rejoint aujourd'hui toutes les couches de la population, ainsi que du niveau de vie atteint, qui permet à certains d'entre eux d'utiliser leurs revenus pour autre chose que des nécessités matérielles.

7.2.5 Comparaison avec la moyenne canadienne

La comparaison avec les ménages canadiens repose sur le revenu disponible (cf. tableau 6.4). Le tableau 7.2 résume les chiffres moyens relatifs aux principales dépenses, en proportion du revenu disponible, pour le Canada (1992) et le Nunavik (1995).

Les différences avec les données nationales sont saisissantes. Examinons-les de plus près. Premièrement, au Canada, le logement constitue le poste le plus important. Au Nunavik, les dépenses qui y sont associées sont fortement subventionnées, ce qui explique la faible proportion de ces dépenses comparativement aux résultats moyens pour les Canadiens.

Tableau 7.2- Emploi du revenu disponible des ménages: comparaison entre le Nunavik 1995 et le Canada 1992 ($ et %)

	Revenus et dépenses			
	Nunavik 1995		Canada 1992	
Postes budgétaires	$	%	$	%
Revenu total	45 690 $		46 076 $	
Impôt	6 382 $		9 378 $	
Revenu disponible	39 308 $	100,0	36 698 $	100,0
Loyer	2 933 $	7,5	8 102 $	22,1
Alimentation	20 363 $	51,8	5 686 $	15,5
*Transport**	*3 367 $*	*8,6*	5 640 $	15,4
Équipement	2 072 $	5,3	3 346 $	9,1
Habillement	1 693 $	4,3	2 222 $	6,1
Autre	12 247 $	31,2	11 702 $	31,9

Source Nunavik 1995: Tableaux 6.5 et 7.1; pour Canada 1992: Statistique Canada (1997e)
* N'est pas compris dans le total. Il s'agit de la portion des dépenses de production (incluse dans le poste *alimentation*) affectée à l'achat de véhicules.

Ensuite, les dépenses alimentaires moyennes des ménages canadiens sont quatre fois moindres que celles des Inuit, et occupent le second rang[9] après le logement. La place des dépenses alimentaires au Nunavik s'expliquerait en partie par le coût de la vie près de deux fois plus élevé et par un nombre plus grand de personnes par ménage au Nunavik. Il inclut une bonne part réservée à la *production vivrière*, une particularité qui distingue le Nunavik de la moyenne canadienne. Il aurait été intéressant de comparer les chiffres de dépenses moyennes des Canadiens pour l'autoconsommation, une pratique également populaire. Une étude sur le jardinage en France évalue le montant dépensé pour la production de légumes destinée à l'autoconsommation à 554F en moyenne en 1994, soit environ 140 $. Selon l'étude, l'autoconsommation concerne surtout quelques variétés de légumes, ainsi que de lapins pour lesquels elle fournit entre 25 % et 50 % de la consommation de ces produits (Gojard et Weber 1995). Ceci démontre assurément que les investissements faits par les Inuit pour la production vivrière sont considérables et supportent une portion beaucoup plus substantielle de la diète.

Les dépenses de transport sont en moyenne très importantes pour les ménages canadiens. Au Nunavik, ce poste budgétaire est en partie camouflé dans la rubrique *production vivrière*. Cependant, comme nous l'avons vu, l'achat, de même que l'entretien et l'opération des véhicules ne sont pas uniquement destinés à produire de la nourriture. Ainsi, bien qu'il soit difficile d'en estimer la portion, une partie de l'effort consacré à la production vivrière, et par conséquent à l'alimentation, peut être attribuée aux déplacements dans le village, par exemple. Il est néanmoins difficile de comparer le budget affecté au transport des Inuit avec celui des Canadiens. Des distinctions fondamentales marquent le mode de transport habituel d'un ménage canadien moyen et d'un ménage inuit. Bien que l'investissement nécessaire à l'acquisition des trois types de véhicules les plus populaires (i.e. une motoneige, un véhicule tout terrain à quatre roues, un canot équipé d'un moteur) puisse facilement atteindre le prix d'une voiture

---

9 Mentionnons qu'en 1992, dans la moitié des provinces canadiennes l'alimentation prend la troisième place après le poste transport. Cette tendance est confirmée dans la moyenne nationale en 1997 selon nos sources (Statistique Canada 1998).

moyenne (20 000 $), le type de véhicule ainsi que l'usage qui en est fait est difficilement comparable. Les données sur les dépenses pour le poste transport révèlent peu de chose sur cette question. En outre, l'absence de chiffres sur les dépenses des individus pour le transport des personnes par avion entre les villages et vers Montréal ou Iqaluit masquerait l'importance que nous croyons être accordée à ce poste budgétaire. Cette question mériterait toutefois une attention particulière.

Au chapitre de l'habillement, les différences illustreraient l'état des besoins en matière vestimentaire qui distinguent, de manière globale, les deux régions. Par exemple, les Inuit doivent se procurer davantage de vêtements chauds, donc plus coûteux. Cependant, la garde-robe d'un Inuk serait moins élaborée que celle d'un habitant des zones urbaines. Cette caractéristique serait, en partie, attribuable à des normes vestimentaires différentes. De plus, l'autoconsommation est encore une pratique courante, notamment pour la confection de manteaux et de bottes qui combinent des matériaux manufacturés (cuir et fourrures traitées, nylon) et des ressources du milieu (duvet de canard, fourrures et peaux).

La comparaison des résultats concernant l'équipement domestique témoignerait également de normes différentes relativement à l'aménagement intérieur des habitations.

Si nous comparons la somme des dépenses pour les fonctions essentielles, c'est-à-dire: l'alimentation, le logement (en excluant cette fois l'équipement) et l'habillement, celles-ci représentent 64 % du revenu total net pour les ménages du Nunavik, comparativement à 44 % pour le reste du Canada. De toute évidence, l'écart est attribuable à la part quasi démesurée de l'alimentation. Tout porte à croire que la différence de niveau de vie soit surtout causée par le coût de la vie et la taille plus élevée des ménages inuit par rapport aux canadiens.

En résumé, la structure moyenne des dépenses au Canada et au Nunavik semble refléter, d'une part les caractéristiques distinctes des modes de vie et, conséquemment, des besoins. Ces différences s'expriment notamment par la persistance d'une production domestique significative chez les Inuit,

par un usage dissemblable des moyens de transport individuel et par une appropriation différente de l'habitat. D'autre part, les résultats montrent un écart assez important entre le niveau de vie des ménages canadiens et celui des ménages inuit. Ces derniers, avec un revenu disponible par ménage à peu près équivalent, doivent toutefois supporter le double du nombre de bouches à nourrir et assumer, de surcroît, un coût de la vie près de deux fois plus élevé.

7.2.6 Les dépenses en tendances

Il est extrêmement difficile de comparer la structure des dépenses dans le temps au Nunavik. La raison principale est que les données n'existent pas, sont incomplètes ou peu représentatives. Nous avons tout de même tenté l'exercice. Nous avons utilisé les données recueillies par Graburn (1969) lors de ses travaux dans la région de Salluit durant l'été et l'automne 1959[10]. Elles portent sur les dépenses mensuelles moyennes de trois familles dont aucun membre n'occupe un travail salarié. Voici ce que les chiffres du tableau 7.3 sur l'évolution des dépenses dévoilent sur les changements économiques et sociaux intervenus au Nunavik depuis les 35 dernières années.

Premièrement, on observe une augmentation fulgurante des dépenses dans tous les postes budgétaires. Cet accroissement révèle deux phénomènes: l'accroissement des revenus monétaires et la marchandisation des besoins, le second étant en partie le résultat du premier.

On se souviendra que le revenu formel moyen (rarement monétaire) dans les années 1950 était très bas. Le travail salarié était encore une activité plus ou moins marginale. D'après la description faite par Graburn (1969), la

---

10 Le tableau original, d'où nous tirons les chiffres, ne porte aucune mention de l'année. Une communication personnelle avec Graburn nous a permis d'obtenir cette date. Selon des données recueillies en 1964-1965 à Kangiqsujuaq, l'été et l'automne représentent des saisons moyennes relativement à l'achat de denrées importées (Saladin d'Anglure, 1966 cité dans Morissonneau 1973).

plupart des familles vivaient de manière semi-sédentarisée: l'été, le printemps, une grande partie de la population effectuait la migration vers les territoires de chasse. Quelques-uns préféraient toutefois demeurer au village pour travailler. L'hiver beaucoup de familles étaient installées au village dans des cabanes fabriquées avec des matériaux récupérés, des tentes ou des igloos (une école était établie depuis 1957). Le mobilier des habitations était très rudimentaire et comprenait principalement une structure de bois servant de couchette, construite avec des matériaux trouvés. Les poêles au kérosène *Coleman* étaient largement utilisés, de même que les lampes à l'huile. Les vêtements étaient en grande partie achetés au magasin, à l'exception des manteaux et bottes qui étaient encore fabriqués par les femmes, en partie avec des matériaux locaux. Enfin, l'équipement de chasse et de pêche incluait des embarcations motorisées très souvent partagées entre deux famille, mais aucune motoneige et les chiens de traîneau étaient abondamment utilisés. Enfin, la nourriture était composée à 90 % d'ingrédients dits de base: farine, lard, lait en conserve considérés comme indispensables selon les termes de Graburn. Bref, les transactions marchandes étaient relativement limitées traduisant l'état des ressources formelles à cette époque ainsi que le mode de vie traditionnel plus ou moins nomade.

Tableau 7.3 - Dépenses mensuelles des ménages, Salluit 1959 et Nunavik 1995 ($ et %)

	Salluit 1959		Nunavik 1995	
Postes de dépense	$	%	$	%
Nourriture	13 $	25,9	1 371 $	44,1
Équipement de chasse	11 $	20,9	326 $	10,5
Vêtements	10 $	20,1	141 $	4,5
Tabac	9 $	17,4	222 $	7,2
Dépenses domestiques	6 $	12,2	382 $	12,3
Radio, disques	2 $	3,5	35 $	1,1
Divers	0 $	0,1	629 $	20,3
Total	52 $	100,0	3 107 $	100,0

Source: 1959: d'après Graburn 1969, p. 161;1995: tableau 7.1 (le total est basé sur le revenu monétaire).

Un tel accroissement des dépenses domestiques en 35 ans résulterait en partie de la généralisation de la vie sédentaire (loyer, achat d'équipements, meubles, électroménagers). L'extension du poste *divers* est principalement attribuable au montant relatif à l'impôt. La part occupée par l'impôt témoigne de la diffusion du travail salarié et de l'accroissement du revenu formel; les deux phénomènes étant liés, comme nous l'avons vu. D'après ces chiffres, l'augmentation des dépenses a touché de manière radicale le poste *alimentation*. Cet accroissement phénoménal des dépenses de nourriture et de la part de ce poste dans le budget est un résultat majeur. En 1959, il comptait pour 47 % en incluant l'équipement de chasse qui, doit-on le rappeler, servait également pour la production à des fins commerciales (fourrures de phoques et de renard)[11]. En 1995, 55 % des dépenses lui sont consacrées. Comment expliquer cette tendance? Selon l'une des lois de Engel, très souvent vérifiée, la part des dépenses consacrées à l'alimentation diminue avec l'accroissement du revenu. Il semble que le contraire se soit produit chez les Inuit. À notre avis, ce résultat est parfaitement plausible: il indiquerait la marchandisation croissante de l'alimentation résultant à la fois d'une baisse de la consommation vivrière et d'une diversification des aliments achetés qui dans les années 1950 et 1960, étaient surtout des produits de base liés à la consommation de bannique, alors qu'aujourd'hui on achète de la viande, des fruits, des légumes, etc.

La diminution observée de la part des dépenses de production pourrait être attribuable au déclin des activités de piégeage et de production commerciale. Les dépenses liées à la production vivrière sont demeurées substantielles et ont même connu une croissance importante depuis les quelque trente dernières années. Il se pourrait que la place des dépenses de production témoigne de l'acquisition de moyens de production modernes grâce auxquels il est possible de maintenir un niveau de production très élevé avec moins de producteurs. En outre, les dépenses de production incluent aussi les autres fonctions sociales des véhicules comme le loisir,

---

11 Selon d'autres données consultées, une proportion semblable a été trouvée à Kuujjuarapik pour l'hiver 1949-50, soit 66 % du revenu (Honigmann 1951) et environ la moitié du revenu à Inukjuak à l'été 1957-58 (Willmott 1961).

une activité non spécifiquement orientée vers la production, contribuant à faire grimper les dépenses attribuées ici au poste production vivrière. L'émergence de ces nouveaux besoins résulterait également de l'accès à ces biens, rendu possible grâce à l'augmentation de l'offre de marchandises. La vie au village aurait en effet contribué à accroître l'exposition de la population aux marchandises par l'entremise des médias et des étalages des magasins locaux.

L'exposition aux marchandises, l'accroissement du revenu monétaire, le changement du mode de vie n'éclaircissent pas les véritables bonnes raisons qui ont conduit les individus à répondre d'emblée à l'accroissement des ressources monétaires par des achats. Cette rationalité, c'est la croyance de plus en plus généralisée que les solutions techniques-marchandes représentent une réponse appropriée aux problèmes liés à la subsistance. Il est autrement difficile d'interpréter de manière satisfaisante la vitesse avec laquelle l'économie des ménages inuit s'est transformée en 35 ans.

7.3 Dépenses monétaires et alimentation

Dans cette section, nous porterons une attention spéciale aux comportements économiques entourant l'alimentation. Il s'agit d'un poste de dépenses propice à l'analyse économique pour plusieurs raisons. Premièrement, les dépenses alimentaires touchent la production vivrière et l'achat de nourriture. Deuxièmement, selon certaines théories sur la consommation comme nous l'avons vu, les dépenses alimentaires sont des indicateurs de niveau de vie. Enfin, ayant exploré cette question avec les répondants, nous possédons des informations sur les dépenses des ménages.

Nous tracerons un portrait général des dépenses pour l'achat d'aliments importés. Dans un deuxième temps, à partir de l'analyse des données pour les ménages échantillons, nous explorerons l'effet de l'accès à des ressources monétaires sur les dépenses alimentaires dans leur ensemble.

7.3.1 Portrait général des dépenses pour l'achat de denrées importées

Nous avons vu qu'en moyenne les dépenses pour l'alimentation importée s'élèvent à plus de 16 000 $ par ménage. Le tableau 7.4 reprend les résultats pour le poste aliments importés tirés du tableau 7.1, que nous avons répartis en fonction des informations disponibles obtenues à la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ). Les aliments importés comprennent trois catégories de produits: l'épicerie, les aliments périssables (denrées fraîches et congelées), ainsi que la confiserie (à laquelle nous avons ajouté les taxes de vente). Pour chacune, nous avons indiqué le montant total pour la région, le montant moyen par ménage et par personne.

Le chiffre du tableau le plus intéressant concerne les produits périssables. Les dépenses faites pour ce genre d'aliments comptent pour le tiers des

achats d'aliments. Ce résultat révèle en partie les conditions d'approvisionnement au Nunavik en 1995 qui permettent l'accès régulier à ces denrées: liaisons aériennes fréquentes et moyens de conservation appropriés. Il témoigne aussi d'une demande pour ces denrées: fruits, légumes, aliments congelés préparés, des produits par ailleurs particulièrement dispendieux.

Tableau 7.4- Dépenses pour l'achat d'aliments importés, Nunavik 1995 ($ et %)

	Dépenses			
	Nunavik	Par ménage	*Per capita*	
Catégorie de produits	$	$	$	%
Épicerie*	17 123 287 $	10 126 $	2 180 $	61,7
Aliments périssables	8 088 957 $	4 784 $	1 030 $	29,1
Confiserie**	2 561 231 $	1 515 $	326 $	9,2
Total	27 773 475 $	16 424 $	3 537 $	100,0

* Comprend certains produits non alimentaires.
** Les montants comprennent les taxes de vente.

Des entrevues faites auprès des gérants des principaux magasins locaux (Coopérative et Northern) signalent quelques tendances sur la consommation de denrées importées par les Inuit. À Nunaliapik, d'après notre informateur,

> Les aliments les plus demandés sont sans contredit ceux qui entrent dans la fabrication de la bannique: farine, poudre à pâte, *Tenderflake* [saindoux] et sel. (1407-Northern-W9)

Il ajoute au surplus,

> À part les ingrédients pour la bannique, les autres produits les plus en demande sont les aliments surgelés: poulet, boeuf, porc. *Grosso modo* les aliments qui sortent le plus sont ceux qui ne demandent pas beaucoup de préparation. (1407-Northern W13)

Nous n'avons pas pu obtenir beaucoup d'informations sur les achats faits à la coopérative. Cependant, un informateur clé nous dit que les produits surgelés sont très appréciés. De plus, certains produits, tels que beurre d'arachide, biscuits, thé, produit en conserve, sont commandés régulièrement (fiches n° 0807-Coop-W18, 19). À Nunalik, selon le gérant de la coopérative, les produits les plus populaires sont: le pain, le *Kraft dinner*, la farine, le sucre, les boissons gazeuses, le *Nutella*, le poulet frit, les cuisses de poulet, le boeuf haché et les côtelettes de porc (fiche n° 1508-Coop-W13). Au magasin Northern, les Inuit achètent du poulet congelé, du boeuf haché, des côtelettes de porc et de la pizza congelée *McCain*. Il affirme que le yogourt est grandement consommé dans ce village (fiche n° 0208-Northern-W21). Nous avons obtenu quelques chiffres sur certains produits consommés dans ce village. Par exemple, la coopérative vend autour de 84 paquets d'environ un kilogramme de cuisses de poulet par semaine, à 6 $ le kilogramme, 168 paquets de boeuf haché d'un demi-kilogramme. Au magasin Northern, une machine à cuire le poulet est installée et produit annuellement 7 500 poulets rôtis pesant 500 grammes à 26 $ le kilo. Les deux magasins vendent environ 7 300 boîtes de poulet frit surgelé par an au prix de 12 $ environ. Il est vendu plus de 7 000 boîtes de *Kraft dinner*, sans compter les 335 000 canettes de boissons gazeuses, les 30 000 litres de lait *Grand Pré,* et les 23 000 kilogrammes de farine à Nunalik. (fiches n° 1508-Coop-W1, 2, 3, 7, 10, 39, 41; 0208-Northern W16, 17, 20, 24, 25, 28).

Ces informations témoignent largement de l'écart entre les étalages modernes par rapport à ceux des photographies anciennes du magasin général local. Tant à Nunalik qu'à Nunaliapik, les produits importés traditionnels: la farine, le sucre, le thé sont éclipsés par la profusion d'autres produits, dont une grande quantité de viandes et dont la variété est comparable à celle des petits villages du Québec méridional.

Si nous nous basons sur les affirmations des gérants des magasins locaux pour évaluer les pratiques d'achat dans les deux villages, les produits achetés semblent varier dans les deux villages. À Nunaliapik, les achats semblent plus conservateurs. Nos observations suggèrent également que le nombre des produits offerts y est plus limité, comparativement à Nunalik, et

plus particulièrement en ce qui concerne les denrées périssables. Cette situation est possiblement attribuable à l'efficacité des transports. La différence pourrait révéler une exposition plus intense et plus ancienne des Inuit de Nunalik à ces produits. Nos données ne nous permettent cependant pas de confirmer cette proposition. Quoi qu'il en soit, les produits alimentaires industriels sont largement utilisés par la population des deux villages ce qui explique les montants trouvés.

Nous avons aussi obtenu des informations auprès du propriétaire du casse-croûte de Nunalik où l'on vend également des produits d'épicerie. Selon cet informateur, le chiffre d'affaires atteint 1 500 $ à 1 800 $ par jour et la majorité des achats sont faits pour la restauration rapide (fiche n° 192-W30). Cela laisse supposer que l'achat de nourriture préparée est une pratique courante dans ce village et que cette entreprise représente une autre source d'approvisionnement alimentaire.

Quelle correspondance les dépenses alimentaires ont-elles dans le régime alimentaire? Le tableau 7.5 présente le résultat de notre estimation sur le volume de nourriture importée consommée. Les données ont été produites d'après la méthode exposée à la section 5.2.2. La liste des aliments peut être consultée à l'annexe 15. Les Inuit ingèrent en moyenne plus d'un kilogramme de nourriture importée par jour. La catégorie *divers* absorbe la plus grande quantité d'aliments consommés. Elle comprend une foule de produits, dont les liquides qui comptent pour la moitié de ce poids. La bannique est largement consommée en moyenne comparativement aux autres produits, bien que les produits de base soient surpassés par d'autres produits qui se sont taillé une place dans l'alimentation. La viande importée (également sous forme de mets préparés contenant principalement de la viande) constitue également une portion non négligeable des aliments industriels consommés.

Tableau 7.5- Estimation de la consommation de nourriture importée par les Inuit, Nunavik 1995 (poids et %)

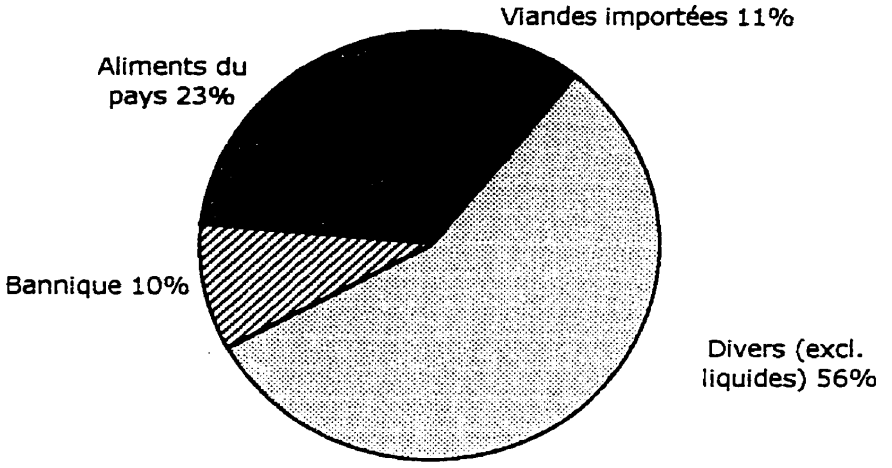
	Consommation			
	Nunavik	Par ménage	*Per capita*	
Aliments importés*	kg/an	kg/an	gr/jour	%
Divers (incl. liquides)	2 818 585	1 667	983,3	84,7
Viande	265 249	157	92,5	8,0
Bannock	243 257	144	84,9	7,3
Total	3 327 092	1 968	1 161,7	100,0

* Cf. annexe 15 pour la liste des produits

Le schéma de la figure 7.1 reprend les proportions estimées de la consommation de nourriture industrielle auxquelles nous avons ajouté celles des aliments du pays (cf. tableau 5.1). Les liquides, qui comptent pour environ la moitié du poids de la catégorie *divers* ont été enlevés.

La nourriture du pays compte pour le quart des produits solides consommés, ceci demeure une proportion très importante et démontre que cette nourriture a une place privilégiée dans l'alimentation. Et si l'on y ajoute la bannique, qui constitue un aliment ancien, on pourrait dire que le tiers du régime alimentaire des Inuit a un caractère traditionnel. On ne peut toutefois pas mettre de côté l'importance des aliments achetés, et tout particulièrement les viandes importées qui sont aussi consommées en grande quantité. Ces produits traduisent à la fois les préférences alimentaires et sont l'expression de la libération des désirs par l'usage de la monnaie.

Figure 7.1- Proportion des aliments (en excluant les liquides) consommés par les Inuit, Nunavik 1995



Sur le plan des dépenses, l'épicerie compte en outre pour 81 % de toutes les dépenses faites pour l'alimentation. Autrement dit, les sommes dépensées pour l'achat de nourriture industrielle sont plus ou moins proportionnelles à la part correspondante de nourriture consommée. Ce résultat nous permet de suggérer qu'une grande partie de l'alimentation des Inuit dépend largement de l'accès à des ressources monétaires. Le cas échéant, la consommation alimentaire des ménages est implicitement liée aux revenus des ménages. C'est ce que nous tenterons de démontrer dans les prochaines pages.

7.3.2 Caractéristiques des ménages et variation des dépenses alimentaires

Comme nous l'avons brièvement discuté dans un chapitre précédent, la consommation de nourriture importée n'est pas uniforme dans la population. Par exemple, Simiuni, un homme de 42 ans de Nunaliapik, fait état de ses habitudes de consommation:

> Je dépense en moyenne 100 $ par jour pour me procurer du *Qallunaat food*. Je vais à la Coop et chez Northern *Stores*. [...] Les produits que j'achète le plus sont: des oeufs, du pain, du bacon, du jus, de la viande surgelée, du lait 2 % et du lait *Carnation*. J'ai cinq enfants. Nous

> mangeons surtout du *Qallunaat food*. J'achète souvent de la viande surgelée (hamburger, boeuf haché et poulet). Et les enfants aiment ce qui va au micro-ondes. (ménage n° 59)

Les pratiques d'achat dépassent ici passablement la consommation des aliments de base. Ce n'est pourtant pas le cas de tout le monde. Cet homme de 56 ans, également de Nunaliapik, décrit ses achats:

> Je n'achète que les ingrédients pour faire de la bannique. Pour les enfants, j'achète du poulet et de la soupe. Ça me coûte 50 $ deux fois par semaine. Je vais chez Northern et à la Coop tous les jours. (ménage n° 64)

Ces deux ménages semblent se distinguer non seulement en ce qui a trait au type de produits achetés mais également en ce qui concerne la facture des achats. Les différences entre les ménages peuvent en effet être énormes. D'après nos entrevues, les dépenses hebdomadaires des ménages varient de 50 $ à 1 000 $. Qu'est-ce qui influence le montant de ces achats? Dans cette section, nous explorerons deux facteurs: 1) la taille des ménages et 2) leur revenu monétaire.

Méthode et limites

Notre étude repose sur l'analyse des ménages échantillons dont les caractéristiques sont détaillées à la section 2.3.4 du chapitre 2. Les données d'entrevues concernant les dépenses d'épicerie nous ont été fournies principalement sous la forme d'une évaluation des achats hebdomadaires faits par les chefs de ménage à l'épicerie. Cet indice nous a permis d'estimer les dépenses annuelles de 37 ménages pour l'achat de nourriture importée et de divers produits non alimentaires habituellement vendus dans les commerces d'alimentation (détergents, sacs, papier de toilette, etc.). Dans beaucoup de cas, on nous a mentionné que le montant se rapportait à l'ensemble des membres de la maisonnée. Dans quelques cas, nous avons obtenu des informations sur les dépenses des autres membres du ménage qui effectuaient également des dépenses d'épicerie, tout particulièrement lorsqu'il s'agissait d'un ménage multifamilial. En l'absence de renseignements précis à ce propos, nous avons supposé que le chiffre fourni

par le ou la répondante du ménage correspondait aux dépenses du ménage.

Avant de débuter notre analyse, un bref examen des limites de cette étude s'impose. Premièrement, les estimations faites à partir des montants fournis par les répondants donnent parfois des résultats étonnants au premier regard. Par exemple, il arrive que les montants calculés soient équivalents au revenu d'un ménage ou même qu'ils l'excèdent. Plusieurs facteurs d'ordre méthodologique expliqueraient ces résultats. D'abord, le revenu de ces ménages a pu être sous-estimé. Ensuite, il est possible que l'évaluation donnée par les répondants ne soit pas représentative de leurs achats hebdomadaires. Enfin, l'usage abondant du crédit, dont nous ne connaissons pas le montant, masquerait la véritable marge de manoeuvre des ménages. En outre, pour des raisons similaires, les dépenses ont pu être sous-évaluées, cependant nous ne possédons aucun indicateur nous permettant de déceler ce problème. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas cherché à modifier les informations obtenues et nous avons appliqué la méthode générale décrite au paragraphe précédent.

Deuxièmement, cette étude est basée sur l'estimation des dépenses d'épicerie d'un petit nombre de ménages. Conséquemment, les préférences, l'histoire familiale, le niveau d'instruction, etc., des informations que nous n'avons pas recueillies, peuvent avoir un effet appréciable sur les modèles de dépenses d'une catégorie de ménages dont le nombre est réduit. La faible taille de notre échantillon de ménages, tout comme le fait qu'il ne soit pas représentatif de l'ensemble de la population, nous oblige à faire preuve d'une grande prudence dans l'interprétation des résultats.

Dépenses d'épicerie et taille des ménages

L'analyse qui suit met en rapport l'influence de la taille des ménages sur les dépenses alimentaires. La taille des ménages est définie par le nombre total d'unités de consommation dans le ménage. Nous avons établi trois classes d'unités de consommation basées sur l'âge des personnes, à savoir:

- personnes âgées de 0 à 6 ans: 0,3 unités de consommation

- personnes âgées de 7 à 14 ans: 0,67 unités de consommation
- personnes âgées de 15 ans et plus: 1 unité de consommation

Le tableau 7.6 présente une distribution des ménages selon leur nombre d'unités de consommation. Nous avons indiqué leurs dépenses d'épicerie moyennes totales et par unité de consommation (U.C.), ainsi qu'une proportion moyenne de leurs dépenses affectées à l'alimentation industrielle en fonction de leurs revenus.

Examinons tout d'abord les dépenses d'épicerie. Les chiffres révèlent un lien entre le montant des dépenses d'épicerie et la taille des ménages. En effet, plus il y a de personnes dans le ménage, plus les dépenses alimentaires sont élevées. On observe toutefois une diminution des dépenses par unité de consommation chez les ménages de très grande taille. Deux pistes peuvent être avancées pour expliquer ce premier résultat. Premièrement, les ménages de très grande taille déboursent davantage pour s'alimenter, mais font des économies d'échelle. Les achats d'aliments importés ont une élasticité relativement limitée mais ces dépenses ne sont pas indéfiniment compressibles. Ce faisant, chez les ménages qui comptent plusieurs personnes, ces dépenses demeurent considérables. Deuxièmement, ces ménages restreignent volontairement leurs achats afin de pouvoir être assurés de satisfaire d'autres besoins importants.

Tableau 7.6- Distribution des ménages échantillons selon le nombre d'unités de consommation et leurs dépenses pour l'achat d'aliments importés

Variables	Quartiles (valeur de la taille)			
	1 (1 à 3,3)	**2** (3,3 à 5,7)	**3** (5,7 à 8)	Moyenne
Nombre (n=37)	11	15	11	
Nb. moyen d'U.C.	2,4	4,7	6,5	4,5
Dépenses d'épicerie ($)	11 602 $	15 753 $	16 264 $	14 671 $
Dépenses d'épicerie par U.C. ($)	4 490$	3 375 $	2 484 $	3 231 $
Proportion du revenu (%)	57,6	34,6	29,4	35,9

Ces résultats pourraient cependant découler d'un certain nombre de problèmes méthodologiques. Nous en retiendrons deux. Premièrement, les ménages dont le nombre d'unités de consommation est le plus élevé sont surtout des ménages multifamiliaux et il est possible que nous ayons sous-évalué les achats de certains membres de ces ménages en l'absence d'information. Deuxièmement, bien que notre analyse repose sur les dépenses totales du ménage en relation avec son revenu, les liens économiques entre les membres de la maisonnée ne sont pas toujours constants. Les exemples suivants illustrent la multiplicité des modèles de relations économiques qui, à notre avis, influenceraient les résultats trouvés et embrouilleraient toute tentative d'interprétation. Par exemple, une jeune femme vivant avec ses trois jeunes enfants et son neveu nous dit:

> À chaque semaine, je dépense environ 300 $ pour me procurer du *Qallunaat food*, soit à la Coop ou chez Northern. [...] J'habite avec mon neveu Alex [22 ans]. Nous partageons la moitié du prix de l'épicerie et du loyer. (Ménage n° 10)

Dans ce ménage, la répartition des dépenses entre ces deux individus apparentés semble clairement définie. Dans d'autres ménages, le partage des dépenses est moins déterminé; c'est particulièrement le cas des enfants plus âgés qui habitent avec leurs parents et qui semblent plus ou moins dépendre d'eux, même lorsqu'ils disposent d'un revenu. Cette femme de 50 ans, vivant avec ses deux jeunes enfants et la famille d'un fils plus âgé, nous raconte:

> Jaani [son fils] travaille. Il gagne 490 $ à chaque deux semaines. C'est lui qui paie le *Similac* [lait maternisé] et les couches jetables. Mais depuis qu'il a acheté un *ski-doo*, il doit rembourser son achat. Je ne lui demande pas d'argent, mais il arrive que je demande 10 $ ou 20 $ de temps en temps. Lorsqu'il fait des heures supplémentaires, il a un peu plus d'argent. Il travaille à la gérance d'habitation comme homme d'entretien. (ménage n° 14)

Cet autre exemple est très révélateur de la dépendance des enfants envers les parents:

> Ma fille Martha ne paye pas pour le loyer, mais c'est elle qui achète la nourriture pour son enfant. Parfois, je lui donne un peu d'argent parce que c'est ma fille. (ménage n° 71)

Dans ces deux exemples et dans une foule d'autres, les parents contribuent largement aux besoins de tous les membres de la maisonnée. Ce n'est cependant pas toujours le cas et il est difficile d'appliquer un modèle

général. De plus, la circulation de nourriture importée entre personnes qui vivent dans différentes maisons, tout particulièrement entre proches parents, semble une pratique courante. Par exemple, cet homme nous dit:

> Nous achetons environ pour 500 $ de nourriture au magasin par semaine. Un petit sac coûte environ 100 $. Je partage néanmoins la nourriture avec mes enfants qui n'habitent pas sous le même toit. (ménage n° 06)

Cet homme célibataire n'est pas en reste:

> Il m'en coûte 650 $ par semaine à l'épicerie. Cela inclut les cigarettes et les munitions, mais pas l'essence. [L'interprète, surprise, lui demande pourquoi ses dépenses sont si élevées]: c'est parce que je donne de la nourriture à mon frère qui est paralysé et à ma soeur qui est veuve. J'en donne beaucoup. (ménage n° 23)

Cet exemple montre que la pratique du partage de nourriture importée touche non seulement les personnes d'une même famille mais également les parents plus éloignés. En outre, le partage peut prendre plusieurs formes. Par exemple, cette personne âgée nous dit:

> J'ai un fils qui ne travaille pas. Je l'aide car il n'a aucun revenu, pas même l'aide sociale. Alors, il vient manger ici tous les jours, trois repas par jour. [...] Nous avons une autre fille qui reçoit de l'aide sociale. Nous l'aidons aussi pour payer la nourriture. (ménage n° 03)

En somme, le partage de la nourriture importée dépasse les frontières des ménages, ce qui, par ailleurs, ne daterait pas d'hier (e.g. Honigmann 1951). Il prend ici la forme de dons de nourriture ou d'argent ou de commensalité. Nous n'avons cependant pu mesurer l'intensité de cette circulation. Si la complexité des relations économiques entre les individus et entre les maisonnées, plus particulièrement lorsqu'il s'agit de mettre en relation le revenu total du ménage avec les dépenses totales, constitue une limite sous-jacente à l'interprétation des données de notre analyse, elle représente une caractéristique fondamentale de l'économie alimentaire des ménages inuit.

Tous ces exemples illustrent par ailleurs de quelle manière les individus combinent et tirent partie des ressources dont ils disposent, ressources monétaires, réseaux d'entraide ou autres, en fonction de leurs besoins. De plus, l'importance du partage et le rôle des réseaux informels montrent que les individus ne font pas uniquement appel à la rationalité instrumentale lorsqu'ils évaluent leurs ressources et la manière de les utiliser. Le partage

est donc une pratique durable qui semble jouer un très grand rôle encore aujourd'hui, et qui, par ailleurs, dépasse la frontière de l'économie vivrière.

Les ménages de notre échantillon dépensent en moyenne environ 36 % de leur revenu en épicerie. Le tableau montre que cette proportion est plus élevée chez les ménages de petite taille, un phénomène inverse de ce à quoi on aurait pu s'attendre. Il faut toutefois savoir que les ménages de petite taille de notre échantillon sont en majorité des ménages à faible revenu, celui-ci étant principalement constitué par des revenus de transfert. Une telle explication suppose déjà un lien entre les dépenses et les revenus. C'est ce que nous tenterons de voir à l'instant.

Dépenses alimentaires et revenus

Examinons l'effet du revenu sur les dépenses pour l'achat de denrées alimentaires dans les commerces. Le tableau 7.7 présente la distribution des ménages selon trois classes de revenu. Pour chaque classe de ménage, nous avons indiqué la moyenne des dépenses totales consacrées à l'épicerie par ménage, ainsi que la part du budget utilisée pour l'achat d'aliments dans les commerces.

Tableau 7.7- Distribution des ménages échantillons selon leur revenu et leurs dépenses pour l'achat d'aliments importés

Variables	**Quartiles** (valeur des revenus)			
	1 (8 141 $ à 30 388 $)	**2** (30 388 $ à 52 635 $)	**3** (52 635 $ à 74 882 $)	Moyenne
Nombre (n=37)	17	7	13	
Nb moyen d'U.C.	3,3	5,5	5,7	4,5
Dépenses d'épicerie($)	11 103 $	16 410 $	18 400 $	14 671 $
Proportion du revenu (%)	52,2	37,3	28,4	35,9

En premier lieu, l'achat de nourriture importée absorbe une très grande partie du budget des ménages, quel que soit leur revenu. On observe toutefois une élévation des dépenses moyennes des ménages en fonction du revenu. Ajoutons que plus le revenu est élevé, plus le nombre de personnes est élevé, et plus les dépenses sont également élevées, comme nous l'avons vu précédemment.

Examinons maintenant la proportion des dépenses d'épicerie par rapport au revenu. Les ménages à faible revenu consacrent en moyenne plus de la moitié de leurs avoirs à l'épicerie, et les ménages dont le revenu est plus élevé dépensent moins pour l'achat de nourriture malgré leur taille plus importante. Nous constatons que la proportion de ces dépenses diminue avec la taille du revenu des ménages. L'analyse préliminaire des dépenses d'épicerie en fonction du revenu des ménages confirme la première Loi de Engel qui stipule que les dépenses alimentaires fléchissent avec l'accroissement du revenu. Les dépenses d'épicerie ne sont pas indéfiniment extensibles et, en conséquence, elles atteignent un plafond. Ce plafonnement des dépenses d'épicerie laisserait une marge de manoeuvre pour d'autres besoins.

L'analyse nous permet donc de faire émerger un lien entre revenus et dépenses d'épicerie. Quelques témoignages illustrent la relation et les effets sur les comportements. Une femme âgée de 50 ans nous dit:

> Ma famille mange lorsque je reçois mon chèque d'aide sociale. Je n'aime pas le *Qallunaat food*. Lorsqu'il n'y a rien à manger[12], je préfère ne pas manger du tout car cela me rend malade; je crois être allergique à cette nourriture. Mes filles Linda et Tina ne veulent manger que de la nourriture achetée au magasin. Cela me rend malheureuse lorsque je n'ai pas d'argent pour en acheter. (ménage n° 14)

La dépendance au marché pour une très grande partie des besoins apparaît comme un phénomène généralisé. Elle pourrait se traduire par la vulnérabilité de certains ménages qui ont peine à garantir des rentrées d'argent pour assurer à leurs membres un niveau de vie acceptable et répondre adéquatement à leurs besoins immédiats. Plusieurs y arriveraient,

---

12 La répondante réfère vraisemblablement au fait de «manger de la nourriture du pays».

en effet, avec beaucoup de difficulté. Une femme de Nunalik explique comment d'autres personnes procèdent:

> Vous savez, il est très fréquent que des gens lancent un appel à la radio pour obtenir du *country food* ou de la nourriture achetée à l'épicerie. Cette façon de faire permet d'aider les familles qui n'arrivent pas à boucler leur budget. Ceux qui donnent ne demandent rien en retour. C'est un acte de partage, tout simplement. (fiche n° 300-A35)

Une femme de Nunalik explique son engagement auprès des familles dont la précarité financière est connue:

> Je donne parfois de la bannique aux gens les plus nécessiteux et à ceux qui reçoivent de l'aide sociale, surtout aux fins de mois. Aux fins de mois, il y a des gens qui ne mangent absolument rien parce que la nourriture est trop chère. (ménage n° 13)

Tous ces témoignages montrent, encore une fois, que le don, dans ce cas un partage sans réciprocité immédiate entre personnes non apparentées, est une pratique courante. Le don n'est pas l'unique manière d'obtenir de l'aide. Une conseillère municipale de Nunaliapik nous parle du rôle du programme de soutien aux chasseurs dans certaines circonstances:

> Pour les pauvres ou les marginaux qui ont des problèmes, nous [le conseil municipal] engageons quatre chasseurs expérimentés pour amener les adultes. On les amène où ils veulent. Nous donnons un salaire aux chasseurs. Tout le monde peut vendre au *Hunter Support Program*, surtout ceux qui sont pauvres. Les personnes plus riches peuvent vendre aussi, mais nous ne les aidons pas. (fiche n° 31-1/2-M-20)

Ainsi, certains peuvent trouver une forme de soutien auprès d'organismes formels, comme le programme d'aide aux chasseurs. Par ailleurs, bien que cette question n'ait pas été explorée ici, il est possible que les activités du programme, comme le laisse croire cette dernière citation, reflètent les valeurs et normes sociales locales, notamment en ce qui a trait à l'entraide auprès des personnes démunies.

Le partage et la circulation de biens dans les réseaux de solidarité, ou encore l'aide d'organismes formels, ne sont cependant pas les seuls moyens employés. Une femme de 50 ans, à la tête d'une famille nombreuse, prestataire d'aide sociale, nous dit comment elle s'y prend:

> Lorsque je reçois mes prestations d'aide sociale, je ne dépense pas tout, j'en garde pour le reste du mois. En une semaine, je fais une épicerie d'environ 100 $, puis j'achète un petit peu à la fois. Je crois que ça me coûte 200 $ par semaine. (ménage n° 14)

Dans ce témoignage, on constate que la répondante semble organiser délibérément son budget. Cette procédure apparaîtrait comme un autre moyen permettant de survivre avec des ressources relativement réduites et la plupart du temps peu extensibles. Un autre participant à nos entrevues, âgé de 60 ans et chasseur reconnu, explique comment il fait avec un revenu de prestations d'aide sociale:

> Ça nous coûte environ 150 $ par semaine d'épicerie. Nous mangeons du *country food* tous les jours. À l'épicerie, ce que nous achetons le plus sont les ingrédients pour faire la bannique. [...] Nous mangeons beaucoup de pâtes parce que ce n'est pas cher. Je n'achète jamais de poulet frit congelé car nous ne pouvons nous le permettre. (ménage n° 12)

Tout comme dans l'exemple précédent, cet individu semble utiliser avec parcimonie ses ressources monétaires, ce qui pourrait être interprété comme une manière de limiter ses désirs et, conséquemment, ses dépenses. En outre, il n'y a pas que les ménages pauvres qui semblent planifier les ressources dont ils disposent. Cette femme de 45 ans, dont le mari est travailleur salarié, nous dit:

> Ça me coûte environ 75 $ par semaine pour l'épicerie. Lorsque nous faisons attention le montant peut être moindre. (ménage n° 56)

Le crédit est également un moyen couramment utilisée pour joindre les deux bouts. Un autre chasseur réputé de Nunalik nous dit à ce sujet:

> Nous dépensons, en général, un peu plus que le montant d'aide sociale que nous recevons par mois. Avec ce montant, nous achetons du carburant et de l'épicerie. Évidemment, nous avons constamment une dette chez Northern. (ménage n° 08)

Tous ces exemples font ressortir un certain nombre de caractéristiques de l'économie des ménages. D'abord, les commentaires recueillis, tout comme les chiffres mis au jour, mettent en évidence la dépendance au marché pour une grande partie de l'alimentation et les conséquences pouvant affecter les individus lorsque les ressources monétaires s'épuisent. Les réseaux de solidarité ne semblent pas pouvoir répondre à l'ensemble des besoins alimentaires. À la lumière des nombreux témoignages rapportés, les individus qui ont un revenu limité semblent difficilement combler leurs besoins malgré l'entraide, l'accès libre à la nourriture du pays au congélateur du village et l'aide au revenu. Dans certaines circonstances, lorsque les individus n'ont pas accès aux produits du terroir et que leurs ressources

monétaires sont épuisées, la qualité générale de leur alimentation en serait grandement affectée.

En somme, il existe des inégalités économiques au sein de la population. Elles sont d'ailleurs consacrées dans le langage par des expressions tels que «les pauvres et les marginaux», les «nécessiteux» ou «ceux qui reçoivent de l'aide sociale». Il est toutefois possible que ces caractéristiques soient confondues avec des situations familiales problématiques (violence, toxicomanie). Cela reste à voir.

Les individus font appel à la rationalité comptable, de manière explicite ou diffuse, pour évaluer leurs avoirs et leurs besoins. La pratique généralisée du partage démontre que l'application du calcul monétaire n'influence pas tous les échanges. Les valeurs sociales associées au partage et à l'entraide sont encore fonctionnelles et entretiennent les bonnes raisons qu'ont les individus de secourir les gens. Plusieurs doivent aider les autres parce qu'ils possèdent davantage et ceux qui demandent semblent légitimés à le faire. Ce chasseur à la tête d'un ménage à revenu très élevé, nous dit de quelle manière il aide les gens:

> Les gens qui n'ont pas de chasseur dans leur famille reçoivent beaucoup de viande. Comme j'ai l'équipement nécessaire, j'en donne beaucoup plus que j'en reçois (ménage n° 11)

Néanmoins, il faudrait nuancer cette conclusion. Nous soupçonnons que le rôle joué par les réseaux d'entraide, en ce qui concerne la circulation des biens marchands et de l'argent d'ailleurs, s'applique plutôt à des personnes proches du donneur. Explorons cette proposition. Selon les données recueillies, les produits partagés à l'extérieur du réseau des proches sont constitués le plus souvent par de la nourriture du pays. De plus, la bannique, tout comme les ingrédients qui servent à la fabriquer, sont également plus souvent mentionnés dans les échanges informels comparativement aux autres aliments importés. Cet aliment intégré depuis très longtemps dans le régime alimentaire est lui aussi un aliment fabriqué à la maison et n'a aucun équivalent marchand. On donnerait d'emblée de la nourriture du pays ou de la bannique car leur valeur monétaire est indéfinie. Il serait en effet très difficile à quiconque d'en estimer le prix basé sur son coût de production ou sur le prix du marché puisque ces aliments ne sont

pas vendus. Ces aliments se partageraient plus facilement, et s'ils le sont c'est qu'il est malaisé d'appliquer la rationalité instrumentale. Ce qui n'est pas le cas des aliments achetés dont la valeur peut aisément être exprimée en argent. En somme, la rationalité en valeur influencerait d'emblée les comportements de don de marchandises entre personnes unies par des liens sociaux denses. Au-delà des liens étroits, on appliquerait plus facilement la rationalité instrumentale et le calcul monétaire. L'obligation d'aider les personnes démunies est maintenue mais serait interprétée en fonction de la distance sociale qui sépare les individus. Cela pourrait expliquer la raison pour laquelle certains croient que les Inuit partagent moins qu'auparavant. Une femme de Nunalik nous a fait part du commentaire suivant:

> Je trouve que les gens sont plus mesquins qu'auparavant car ils partagent beaucoup moins. Les Inuit ont adopté la façon de voir des Blancs qui ne partagent rien. (ménage n° 18)

L'alimentation des Inuit ne se borne pas à la nourriture industrielle car la production de nourriture est aussi une manière de répondre aux besoins alimentaires. Les coûts de production doivent par conséquent être considérés dans le calcul des dépenses alimentaires pour compléter le portrait de celles-ci. Le postulat de Engel tient-il toujours lorsque la totalité des dépenses alimentaires est prise en compte?

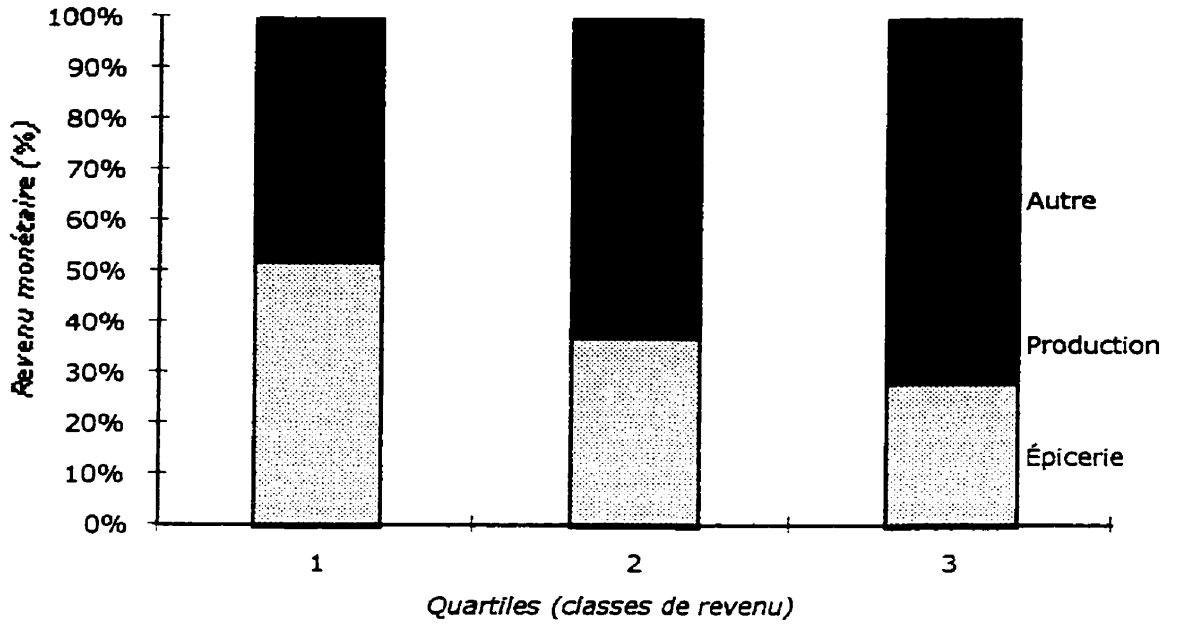
Le tableau 7.8 résume les résultats trouvés selon le regroupement des ménages du tableau 7.7. Il présente le montant moyen des dépenses alimentaires totales, en incluant, cette fois, la production vivrière. D'après ces estimations, les dépenses alimentaires totales accaparent une portion importante du revenu, tout spécialement chez les ménages à bas revenu. On observe également, pour toutes les dépenses alimentaires comptabilisées, une réduction de la part de ces dépenses à mesure que s'accroît le revenu. La loi de Engel semble par conséquent se vérifier lorsque toutes les dépenses alimentaires sont prises en compte. La baisse est toutefois beaucoup moins évidente que celle qui a été observée au tableau précédent.

Tableau 7.8- Distribution des ménages échantillons selon leur revenu et leurs dépenses alimentaires totales

Variables	Quartiles (valeur des revenus)			
	1 (8 141 $ à 30 388 $)	**2** (30 388 $ à 52 635 $)	**3** (52 635 $ à 74 882 $)	Moyenne
Nombre (n=37)	17	7	13	
Nb moyen d'U.C.	3,3	5,5	5,7	4,5
Dépenses alimentaires totales ($)	14 774 $	20 079 $	28 134 $	20 472 $
Proportion du revenu (%)	69,5	45,7	43,4	50,1

Examinons la proportion des dépenses alimentaires respectivement consacrées à l'épicerie et la production vivrière sur le revenu monétaire pour chacun des quartiles de ménage. Le graphique de la figure 7.2 montre les différentes proportions relatives aux dépenses alimentaires: production vivrière et épicerie. Que révèle ce graphique? L'examen de la structure des dépenses montre que les sommes affectées à la production vivrière sont beaucoup plus élevées chez les ménages à haut revenu, contribuant ainsi à faire grimper la facture totale des dépenses alimentaires. La part consacrée à ces activités explique donc le fait que les dépenses alimentaires ne diminue pas au même rythme que s'accroît le revenu. Autrement dit, l'effet attendu de la diminution des dépenses alimentaires serait atténué par davantage de dépenses de production dans la strate des ménages à revenu élevé. Ce résultat majeur nuance, par conséquent, les conclusions des analyses précédentes qui suggèrent un lien entre l'augmentation du revenu et la baisse tendancielle de la proportion des dépenses.

Figure 7.2- Distribution des ménages échantillons selon la part des dépenses consacrées à la production vivrière et l'épicerie



Afin de vérifier ce dernier résultat, examinons les dépenses des ménages selon leur niveau de récolte. Pour ce faire, reportons-nous au regroupement des ménages établi au chapitre sur la production vivrière et que nous avons repris pour l'analyse exposée la section 6.4.2 (cf. tableau 6.11[13]). Pour les fins de la démonstration les quatre groupes originaux ont été classés en deux catégories: d'un côté, les ménages dont la récolte est très élevée (groupes A et A'), et de l'autre, ceux dont les niveaux sont inférieurs à la moyenne ou qui ne récoltent pas (B, C et D). Le tableau 7.9 résume les résultats de notre traitement de données. Il présente pour chaque type de ménage quelques variables démographiques, la récolte moyenne en poids comestible, le revenu moyen, ainsi que quelques données concernant les dépenses alimentaires en argent et en proportion.

---

13 Les différences entre les tableaux 6.11 et 7.9 sont attribuables au fait qu'ils ne portent pas sur le même nombre de ménages.

Examinons ce qui distingue ces deux groupes de ménages mis à part leur récolte et leurs revenus dont nous avons déjà parlé. Deux résultats attirent notre attention. Premièrement, les sommes moyennes dépensées pour l'alimentation par les ménages de pourvoyeurs (A et A') sont plus élevées et accaparent une plus grande proportion de leur revenu comparativement au second groupe. Comme on pouvait s'y attendre, cette différence est principalement attribuable aux dépenses de production.

7.9- Dépenses alimentaires moyennes des ménages échantillons selon leur niveau de récolte

Variables	Groupes A/A'*		Groupes B/ C/ D*	
Nombre de ménages (N=37)	10		27	
Nombre moyen d'U.C. (N)	5,5		4,2	
Récolte moyenne (kg)	4 170		655	
Revenu moyen ($)	45 561 $		39 136 $	
Dépenses alimentaires totales ($ et % du revenu)	27 088 $	59,5 %	18 021$	45,8 %
Dépenses d'épicerie ($ et % des dépenses alim.)	16 496 $	60,9 %	13 995 $	77,7 %
Dépenses de production ($ et % des dépenses alim.)	10 593 $	39,1 %	4 026 $	22,3 %

* Regroupement des ménages d'après la section 3.4.2., chapitre 3.

Deuxièmement, même si les ménages du groupe A/A' consacrent une portion légèrement moindre de leur budget aux aliments importés comparativement aux ménages du groupe B/C/D (3 000 $ contre 3 400 $ par unité de consommation qui peut être un effet d'économie d'échelle), ce poste budgétaire demeure très important, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'ils dépensent moins ayant accès à de la nourriture du pays. Ces résultats laissent croire que ces ménages produisent surtout de la nourriture pour la collectivité. Le groupe des ménages A et A' a par conséquent un double fardeau économique: maintenir une production principalement destinée à la communauté et couvrir leurs besoins quotidiens. Ces ménages sont, à toutes fins utiles, dépendants de ressources monétaires, bien qu'ils puissent compter sur des ressources non monétaires ainsi que sur l'entraide. Durant certaines périodes, ils sont contraints de limiter leur production et

réduire leurs besoins. Ce chasseur reconnu de Nunalik, sans emploi, à la tête d'un ménage de huit personnes raconte:

> Lorsque nous avons de l'argent, nous achetons du ragoût en conserve, par exemple. Mais, nous n'allons pas faire l'épicerie à chaque jour, ni même à chaque semaine. La semaine dernière, il n'y avait plus de nourriture dans la maison, ni de *country food*, ni même de *Qallunaat food.* Nous n'avions rien avant de recevoir ce morceau de caribou [il me montre la pièce de viande sur un carton]. (ménage n°17).

Il est probable que la situation vécue par ce chasseur révèle ni plus ni moins son incapacité à accéder aux ressources du pays par manque d'argent. En effet, un informateur de Nunalik nous a dit que la période durant laquelle nous avons réalisé nos entrevues (août 1995) est une saison difficile pour la chasse. Selon lui, il s'agit d'une période de changement dans la localisation des animaux attribuable au début de la migration (fiche n° 200-F22). Cet informateur ajoute à ce propos: «Les gens qui sont dans les camps actuellement sont les familles les plus riches de Nunalik» (fiche n° 200-C23). Les chasseurs qui ne peuvent compter sur des revenus suffisants seraient particulièrement vulnérables durant ces périodes de l'année. Nous retiendrons que ceux qui produisent de grandes quantités d'aliments du pays jouent un rôle central dans la collectivité. Leur faible nombre et leur vulnérabilité économique peuvent avoir des conséquences considérables sur la population qui dépend d'eux pour une partie de leurs besoins.

Cette femme de 64 ans, sans travail salarié, à la tête de deux familles de neuf personnes, s'inquiète:

> L'automne, il n'y a parfois rien à manger. L'hiver, il arrive qu'il n'y ait pas assez de nourriture; on en manque. Cela me préoccupe beaucoup. Parfois, je demande de la nourriture à ma fille et à mon fils qui vivent dans une autre maison; ils m'en donnent. (ménage n° 07)

Cet exemple montre la gravité de certaines situations et les effets sur les personnes où le partage demeure le moyen privilégié pour résoudre les problèmes liés à la subsistance. Il révèle, par ailleurs, le lien de dépendance entre ces ménages et les producteurs de nourriture.

En résumé, l'alimentation des Inuit est constituée à la fois par des aliments importés et produits localement, autoconsommés ou obtenus grâce aux différents réseaux d'approvisionnement. Si l'on tient compte des dépenses pour l'épicerie et pour la production de denrées alimentaires, les Inuit

dépensent des sommes considérables pour s'alimenter. Il ne fait pas de doute que les ressources monétaires sont au coeur de la vie alimentaire des Inuit et représentent donc une variable économique déterminant les comportements de consommation.

Le revenu accorde une marge de manoeuvre et permet de laisser libre cours à leurs préférences dans la sélection des aliments. Cette liberté est néanmoins socialement contrôlée puisqu'une part du revenu discrétionnaire est détournée pour combler les besoins communautaires. L'analyse des dépenses alimentaires montre en effet qu'elles décroissent avec l'augmentation du revenu. Cependant, son impact est diminué par des dépenses plus importantes pour la production vivrière ainsi que par un nombre plus important de personnes dans les ménages à revenu élevé. Ceux dont les revenus sont bas doivent aussi se soumettre à cette exigence. Leur marge de manoeuvre est néanmoins très réduite. Lorsqu'ils arrivent mal à couvrir leurs besoins, ils sont en partie pris en charge par leur communauté. Les ressources monétaires ne sont donc pas les seules qui influencent l'alimentation.

Bref, les individus sont économiquement rationnels. Ils se soumettent quotidiennement à des exercices de comptabilité pour évaluer leurs ressources, disponibles ou prévues, et les distribuer en fonction de différentes priorités. Au Nunavik, l'évaluation des ressources tient compte non seulement de ses propres besoins mais aussi de ceux des membres de la collectivité. Ce fait démontre que l'application du calcul monétaire n'a pas totalement transformé les rapports sociaux.

Dépenses monétaires et marchandisation de la vie quotidienne

Les Inuit sont passés de l'autoconsommation à l'allo-satisfaction de leurs besoins matériels désormais en grande partie couverts grâce à des transactions marchandes. Ce processus de marchandisation de la vie quotidienne touche des secteurs de plus en plus nombreux de la vie des ménages inuit. Il ne se traduit toutefois pas simplement par le remplacement des objets autrefois fabriqués à la maison par des marchandises; la marchandisation se manifeste également par l'acquisition de biens qui comblent des besoins qui n'existaient pas auparavant.

Il faut comprendre les comportements de consommation des Inuit comme un phénomène complexe résultant d'un ensemble de facteurs concurrents au sein desquels l'individu apparaît comme un sujet actif. Le rôle de certains agents comme l'État; les pressions exercées par les modifications du cadre de vie notamment, par les politiques associées à la sédentarisation; l'accès à des sources de revenu telle que l'offre de travail salarié; la séduction opérée par les forces du marché, et particulièrement la multiplication des marchandises proposées, ont constamment modifié le champ des possibilités dont les individus ont tenu compte pour fonder leurs «bonnes raisons» d'acquérir toujours plus de biens.

Conjuguée à ces facteurs, la conviction est de plus en plus répandue dans la population inuit que le marché est en mesure de répondre aux problèmes liés à la subsistance. Cette conviction est décelable par la participation intense des Inuit au commerce des fourrures, alors la principale condition d'acquisition des marchandises, et par la vitesse à laquelle la technologie s'est intégrée au patrimoine domestique. Les moyens de production fabriqués industriellement permettaient aux individus de répondre à leurs besoins matériels mais aussi de s'acquitter efficacement de leurs obligations économiques, sociales et culturelles envers la communauté. Le besoin en marchandises, entretenu par cette croyance, aurait entraîné les individus à rechercher des ressources monétaires. Ceci expliquerait la tendance concomitante de la hausse des revenus monétaires supportée, à partir des

années 1960, par un contexte économique favorable au développement du salariat.

En dépit des transformations rapides des besoins matériels des ménages inuit, les chiffres sur la consommation témoignent de la persistance d'un mode de vie rural. La production vivrière est toujours un poste budgétaire important, ce qui, par ailleurs dénote, le niveau de marchandisation de cette activité. De plus, la satisfaction des besoins de base absorbe une très grande partie des ressources monétaires. Les autres besoins sont peu diversifiés ou alors ne se concrétisent pas par des transactions marchandes.

L'accroissement des revenus ne s'est pas traduit par des dépenses de consommation uniquement destinées à satisfaire les besoins individuels. Ce résultat s'explique par l'influence considérable du contrôle social des désirs. Ainsi, une partie du revenu discrétionnaire est déviée vers la satisfaction des besoins de la collectivité. La pression exercée sur les individus pour qu'ils se soumettent à cette condition sociale se traduit concrètement par des dépenses de production dont le produit est principalement distribué à l'extérieur de la maisonnée. De plus, les valeurs traditionnelles d'entraide imposent un partage, dans une certaine mesure semble-t-il, de ses avoirs financiers et ses possessions matérielles. En somme, la marge de manoeuvre créée par l'accroissement du revenu est neutralisée par la marchandisation des besoins, l'augmentation du nombre de ceux-ci, et aussi par les normes culturelles de comportement qui découragent l'enrichissement individuel.

Enfin, soulignons qu'en dépit du fait qu'une majorité de biens soient acquis par des échanges qui font appel aux mécanismes du marché, le type de rationalité propre au marché ne s'est pas imposé à l'ensemble des échanges économiques entre les individus. Qui plus est, on observe l'application des normes de comportements sociaux *non marchands* dans les entreprises locales, comme en témoigne la gestion des marges de crédit à la coopérative.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les Inuit ne vivent plus uniquement de la chasse et de la pêche. Leur mode de vie a toutes les apparences de celui des autres Canadiens vivant en région rurale ou périphérique. Il n'y a qu'à déambuler dans les villages pour s'en rendre compte: les habitations, les véhicules, les manières de se vêtir, les magasins et les casse-croûte, etc. en témoignent, malgré les représentations folkloriques qui les dépeignent comme lorsqu'ils parcouraient la banquise il y a 100 ans. Et pourtant ces images, qui véhiculent une réalité somme toute dépassée, ne sont pas tout à fait fausses. En fait, les Inuit n'appartiennent pas à la culture de consommation qui, à toutes fins utiles, ne se réduit pas à des pratiques de consommation. Telle est la conclusion de notre étude.

Rappelons les principaux éléments qui caractérisent la culture de consommation et la progression vers ce type de société. La culture de consommation est une forme particulière de la modernisation des sociétés en Occident. Si l'on suit Scardigli (1983: 49), la culture de consommation s'installe lentement mais sûrement dans les sociétés où coexistent deux secteurs économiques: d'un côté, une économie rurale et traditionnelle qui conserve sa prépondérance dans les zones rurales et même en ville; d'un autre côté, un début d'économie moderne se met à fonctionner, à distribuer des salaires et à proposer des produits qui induisent une mutation du mode de vie et entraînent une division du pays en deux univers sociaux. Ensuite, les sociétés progressent vers un type industriel caractérisé par un taux élevé de monétisation et l'allo-satisfaction des besoins pour une grande partie des besoins. Ces sociétés ont adopté globalement une hiérarchie de valeurs orientées vers le progrès par l'accroissement des ressources matérielles. Avec l'élévation du niveau de vie, les consommateurs consacrent une part croissante de leurs avoirs pour autre chose que les besoins de base. Enfin, les sociétés de consommation deviennent un fait accompli lorsque l'habitat

rural à économie traditionnelle est à peu près disparu. Le rapport au travail change et ne suscite plus les passions: les enjeux se déplacent vers d'autres centres d'intérêts tels que l'aménagement de l'espace de vie, l'accès au bonheur individuel. La monétisation est presque complète, la marchandisation est généralisée et s'étend à l'ensemble de la vie quotidienne. L'autoconsommation, qui semble persister, est infime sur le plan de la satisfaction des besoins, et le troc ne représente qu'une partie extrêmement réduite des transactions.

En somme, selon ce modèle, l'ouverture de l'espace social et économique, représenté par trois processus clés du changement social: l'urbanisation, la monétisation et marchandisation, conduisent les groupes humains vers une société caractérisée par la culture de consommation. Le premier contribue à miner les fondements de l'organisation sociale de base; la monétisation et la marchandisation vont de pair et s'inscrivent aussi dans un mouvement d'affranchissement de l'individu par rapport à l'ordre social existant et de croyance que le bien-être passe par le progrès technique.

Replaçons maintenant la société inuit telle que nous l'avons abordée par rapport au modèle d'évolution sociétale proposé par Scardigli en regard des trois processus clés de la modernisation.

Les Inuit du Nunavik n'ont pas échappé aux forces de la modernisation. Ils ont connu un décloisonnement de leur espace social. Cette population n'est plus nomade; les Inuit vivent regroupés toute l'année dans des établissements villageois depuis au moins une trentaine d'années. Qui plus est, de nos jours, grâce aux médias, ils suivent le déroulement d'événements qui ont lieu très loin de leur région et peuvent même se sentir concernés par eux. Des institutions implantées depuis plusieurs décennies, mais étrangères à la tradition: l'école, l'Église, l'appareil d'État ou l'entreprise, prennent en charge de nombreuses fonctions autrefois assumées par les individus eux-mêmes et jouent un rôle majeur dans la transmission des façons appropriées de penser et d'agir.

Il est pourtant difficile de concevoir la sédentarisation des Inuit du Nunavik comme un processus d'urbanisation ayant mené à un nouveau contrat social

entre les individus. La majorité des Inuit vivent dans des hameaux isolés, des espaces familiers qui ont vu grandir les générations précédentes, malgré le brassage démographique résultant des migrations au cours du XX^{e} siècle. Le mouvement migratoire vers les grands centres serait néanmoins limité. La population demeure encore aujourd'hui assez homogène, surtout dans les petits villages où on compte peu d'étrangers. L'isolement géographique et la colonisation assez récente de la région par les Eurocanadiens expliqueraient sans doute la situation démographique au Nunavik.

La société inuit fait aussi l'expérience d'un décloisonnement de son espace économique. L'économie des Inuit du Nunavik a connu une intensification des échanges marchands et monétaires qui atteignent aujourd'hui un niveau très élevé. Si la monétisation des ressources et la marchandisation des besoins rapprochent fortement la société inuit de la société de consommation, l'importance économique de la production vivrière la distingue particulièrement de cette dernière. De plus, la place du secteur informel dans l'économie n'est qu'un des indicateurs qui montrent que ces phénomènes ne conduisent aucunement à penser que les Inuit du Nunavik participent à la culture de consommation. Examinons dans un premier temps la place de l'économie vivrière dans ce que plusieurs nomment l'économie duelle. Ensuite nous discuterons des effets de la marchandisation et la monétisation des ressources sur les rapports sociaux.

«L'économie duelle» et la place de l'économie vivrière

L'autoconsommation est loin d'être un reliquat de la société traditionnelle. Elle n'est cependant plus synonyme d'autarcie économique ne serait-ce que parce qu'elle exige des intrants monétaires. Sur le plan des dépenses investies, comme des revenus en nature qu'elle rapporte, la part de l'autoconsommation dans le budget familial demeure importante. Il est vrai que les investissements, tout comme l'énergie consacrée à ces activités, varient d'un ménage à l'autre. Deux modèles généraux ont été identifiés. D'un côté, on trouve un certain nombre de ménages pour qui la production de denrées alimentaires est l'activité principale: ce sont les pourvoyeurs du

village. Ce choix implique une organisation des ressources des membres de la maisonnée et des stratégies financières particulières pour soutenir la production domestique qui, en fait, est largement distribuée. Il nécessite également un réseau social étendu, maintenu notamment grâce à des stratégies de distribution, qui contribue par des dons en argent ou en nature à la production de ces ménages de pourvoyeurs. De l'autre côté, on trouve des ménages qui ont en commun de participer aux activités de production, sans pour autant en faire leur occupation principale. Plusieurs, salariés ou non, arrivent à maintenir une production relativement élevée. D'autres, il est vrai, ne produisent pas ou très peu. Cependant, ils ne sont pas moins exclus du système de l'économie vivrière, car ceux-là contribuent, d'une manière ou d'une autre, à la production des autres ménages.

En somme, l'économie vivrière — plutôt qu'autoconsommation — concerne tous et chacun au Nunavik. Elle apparaît comme un vaste réseau de circulation de biens et d'argent auquel prennent part les membres de la communauté villageoise et même de l'extérieur de celle-ci. L'économie vivrière se révèle comme un fait social total dirait Mauss, parce qu'elle interpelle toutes les sphères de la société contemporaine inuit. En outre, la production est principalement générée par la sphère privée plutôt que par les institutions modernes, telles que les entreprises. Bien que ces dernières y jouent un rôle clé, la production demeure le quasi monopole de la maisonnée.

L'économie vivrière se maintient dans la vie quotidienne parce qu'elle fait sens pour les individus. Malgré le fait que l'économie vivrière est aujourd'hui presque exclusivement orientée vers la production de nourriture et que cette nourriture n'est pas la seule qui est consommée, le gibier, le poisson et les fruits sont des denrées vitales à tous les points de vue. Sur le plan économique, elles représentent un kilogramme de denrées par jour par ménage et n'ont aucune véritable alternative. Le gibier et le poisson sont la principale source de certains nutriments essentiels. Ces denrées représentent, pour ceux dont les revenus sont bas, des aliments de très grande qualité qu'il serait impossible d'obtenir sur le marché sans grever lourdement le budget. Sur le plan social, culturel, ou symbolique, l'activité est encore hautement valorisée. Le statut traditionnel d'Inutuinnaq, les vrais

Inuit, oriente encore les comportements individuels et s'étend à tous les membres du ménage. Et qui plus est, l'économie vivrière est le porte-étendard de l'idée que les Inuit se font d'eux-mêmes: elle est attachée à leur identité. Cet aspect a une portée considérable sur le plan politique.

L'importance de l'économie vivrière dans la vie quotidienne la distingue particulièrement du type d'autoconsommation pratiquée dans les ménages qui ont rejoint la société de consommation: c'est-à-dire une activité pratiquée plutôt en dilettante, en considérant la production domestique comme un loisir ou une activité économique secondaire. Bien qu'on trouve quelques Inuit qui s'adonnent à ces activités comme on pratique le jardinage dans nos sociétés, l'économie vivrière ne peut pas globalement être considérée comme un simple passe-temps.

Les deux secteurs de l'économie ne sont pas juxtaposés mais sont intimement imbriqués dans la vie des ménages et de toute la communauté. En fait, on ne retrouve pas de division spatiale sur le plan économique, c'est-à-dire d'un côté l'univers rural dont le mode de vie est dominé par l'autoconsommation et de l'autre, le monde urbain organisé par le secteur marchand. Les deux économies sont intégrées, complémentaires et s'interpénètrent et, qui plus est, n'ont pas perdu leurs caractéristiques distinctives (Dahl 1989, Lonner 1986). L'économie duelle au Nunavik n'a donc pas donné naissance à une société duelle.

Marchandisation et monétisation des ressources des ménages

Les événements liés à la sédentarisation au Nunavik — les maladies et la déportation des malades, la fixation de l'habitat, la fréquentation scolaire, la pénétration de l'administration gouvernementale, etc. —, et qui ont à leur suite entraîné des modifications du mode de vie, sont en partie responsables d'un mouvement de monétisation et de marchandisation et, par conséquent, de transformation des besoins. Mais ce ne sont pas les seuls facteurs. Bien avant que des agglomérations villageoises soient concevables au Nunavik, les marchandises offertes par les commerçants de fourrures suscitaient un désir de les acquérir de la part des Inuit. Ce désir,

qui impliquait la transformation d'une partie de la production en moyens d'échange, a provoqué une ouverture des échanges aux échanges marchands. Par la suite, l'Inuk en est venu à vendre sa force de travail contre une rémunération. De nos jours, les Inuit prennent une part active au marché du travail, il s'agit d'un fait indéniable qui accentue le mouvement de monétisation et de marchandisation des ressources du ménage. En l'espace de trois décennies, une participation croissante au salariat et à des programmes d'aide au revenu s'est traduite par une hausse des revenus et par un accroissement simultané des transactions marchandes.

Un nombre grandissant de secteurs de la vie des Inuit est touché par ce phénomène de marchandisation. La majorité des besoins est en effet comblée par des transactions sur le marché. Ceci touche même les aliments dont l'achat est une pratique généralisée; ces dépenses accaparent, avec les autres besoins de base, la très grande partie des revenus des familles. La maisonnée est aujourd'hui de plus en plus le lieu exclusif de la consommation. Bien que l'alimentation soit toujours autoconsommée, tout comme plusieurs vêtements, l'allo-satisfaction des besoins caractérise le mode de consommation des ménages inuit. La production domestique a connu, elle aussi, une marchandisation croissante, obligeant les individus à trouver des sources de revenus monétaires. Tout compte fait, le niveau de monétisation des ressources et de marchandisation des besoins est très élevé au Nunavik. Le marché est donc au coeur de la vie quotidienne des Inuit.

Si le travail est pour une majorité le moyen privilégié de gagner sa vie, le salaire obtenu n'a pas libéré les individus de leurs obligations sociales. Les faits mis au jour dans cette étude montrent qu'une partie très importante de la population tente de combiner travail salarié et production dans le but de pouvoir participer à l'économie vivrière. Cette stratégie représente un moyen économiquement rationnel à la fois pour satisfaire ses besoins courants et pour maintenir un niveau de production désiré. De plus, plusieurs ménages, à des degrés divers, ont recours à une mise en commun des ressources monétaires de leurs membres, ou des membres de leur famille résidant ailleurs, qui acceptent de se soumettre au partage de leurs avoirs. Parmi ceux qui contribuent en nature ou en argent aux activités de production des

ménages de pourvoyeurs, on compte des salariés pour qui la chasse et la pêche sont des activités secondaires. En somme, si les revenus monétaires et l'usage généralisé de la monnaie n'ont pas contribué à affranchir les individus de leurs devoirs envers leur famille et la communauté, ils permettent des aménagements. Ceux-ci constituent une réponse aux tensions créées par la conformité aux obligations économiques, sociales et culturelles à laquelle font face les Inuit aujourd'hui. Par ailleurs, la diminution du nombre de pourvoyeurs à temps plein et l'augmentation de leur âge, ainsi que la professionnalisation de la production vivrière est atténuée par une participation générale et de diverses manières à l'économie vivrière communautaire. Ces phénomènes observés au Nunavik ne signalent donc pas la disparition imminente de la production vivrière qui au contraire a été favorisée par l'accès aux ressources monétaires et aux nouvelles technologies.

L'organisation des ressources économiques des ménages est effectuée au détriment des chances individuelles d'augmenter leurs revenus ou d'atteindre un niveau de vie plus élevé. Les activités vivrières ne rapportent pas beaucoup d'argent. La production est très peu transformée en moyen d'échange même lorsque la possibilité en est offerte; la très grande partie est distribuée sans aucune rémunération pour les producteurs qui répugnent à voir cette production transformée en marchandise. La vente d'une partie de la production, réalisée à certaines conditions (soit une redistribution gratuite), représente une stratégie pour maintenir les activités vivrières et ne vise ni la rentabilité et encore moins l'enrichissement. La monétisation des ressources et la marchandisation des besoins ont entraîné des ajustements dans la pratique des activités de production. Cependant, elles n'ont pas conduit au développement de la rationalité instrumentale.

Pourtant, les Inuit appliquent quotidiennement la rationalité comptable dans leurs transactions marchandes. Ils comptent, connaissent leurs besoins et la valeur monétaire des marchandises. Cependant, l'application du calcul monétaire n'a pas été transposée aux échanges de produits vivriers et les échanges informels de marchandises ou d'argent sont courants. Une hésitation à partager son argent ou certaines denrées importées à l'extérieur du réseau des proches peut être interprétée comme un indice de

l'application du calcul dans les échanges. Des travaux en cours sur les réseaux sociaux d'échanges au Nunavik pourraient permettre de confirmer ou non ces tendances (Lévesque et De Juriew 2000). En somme, la généralisation de la monnaie n'a pas entraîné l'émergence d'un esprit calculateur et individuel au Nunavik.

Par ailleurs, le revenu monétaire n'est pas un marqueur apparent de statut social lequel demeure lié au fait d'être un pourvoyeur actif et généreux. Il permet toutefois aux individus de se conformer plus facilement aux exigences de participation à la société inuit contemporaine. Les revenus monétaires permettent aux pourvoyeurs déjà reconnus, ainsi qu'à leur conjoint et progéniture, de conserver leur statut dominant dans la communauté et à la nouvelle génération de s'y intégrer. Or plusieurs ménages parmi ceux qui arrivent à maintenir un statut reconnu de pourvoyeur dans la communauté ont des revenus élevés. Cependant, le phénomène ne doit pas être interprété comme l'émergence d'une stratification sociale basée sur la richesse monétaire car leur richesse est également déterminée par l'étendue de leur réseau d'entraide et l'accès aux ressources de leurs descendants. Si le revenu seul ne semble pas accorder de statut particulier, le fait de vivre avec peu de ressources n'est pas une condition enviable, notamment parce que sans ressources monétaires les individus ont de la difficulté à remplir les exigences relatives à une participation active à l'économie communautaire.

L'appartenance des individus à des communautés isolées et de taille réduite, constituées par des réseaux familiaux denses, expliquerait ces résultats majeurs. La marchandisation et la monétisation auraient par conséquent des effets réduits dans un contexte non urbanisé où les individus sont fortement intégrés sur le plan social. Rappelons à cet égard que nous avons noté des différences entre les deux villages étudiés. Elles touchent d'abord le rôle plus important joué par l'État à Nunalik pour assurer la production et la distribution de la nourriture, un phénomène beaucoup moins marqué à Nunaliapik. Ce constat porte à conclure qu'il y aurait davantage d'individus qui ne sont pas intégrés à Nunalik, une situation que nous attribuons au poids démographique. Une autre différence concerne cette fois le taux significativement plus élevé d'emplois à temps plein que

nous interprétons comme un indice de spécialisation économique des individus, bien que dans les deux villages, les travailleurs, dans des proportions similaires, tendent à combiner travail et chasse.

Bref, les Inuit du Nunavik sont des consommateurs parce qu'ils dépendent du marché pour une grande partie de leurs besoins. Cependant, les traits relevés plus haut distinguent les Inuit de la société de la culture de consommation puisque la reproduction de la société se définit dans la tradition et l'appartenance à la communauté, plutôt que par l'exercice d'un choix personnel dans la sphère privée selon la définition de Slater (1997), et une grande partie des rapports au marché semble détournée vers ce but. L'économie domestique s'appuie encore largement sur les fondements de l'organisation sociale de l'ordre culturel, selon les termes de Scardigli (1983), c'est-à-dire celui de la société préindustrielle. Cette dernière, imprégnée des gestes et des valeurs traditionnels, ne connaît ni l'exigence de la productivité, ni l'accumulation des biens. La rationalité économique et l'usage abondant de moyens technologiques ne sont que des apparences. À travers les gestes et les mentalités transmis de génération en génération, la société de l'ordre culturel valorise la perpétuation de la culture traditionnelle et la continuité dans les structures sociales. Bref, le cas des Inuit du Nunavik montre clairement que la culture de consommation ne naît pas nécessairement avec l'élévation du niveau de monétisation et de marchandisation des ressources.

Vers la culture de consommation?

L'industrialisation échoue là où les mentalités et les structures sociales restent traditionnelles; là où elle réussit, l'ordre culturel est en perdition. (Scardigli 1983: 30)

Le parcours sociétal proposé par Scardigli (1983) — ou Rostow (1963) — est emprunté à l'expérience européenne, à celle de l'Amérique ou même des pays en développement. L'auteur échafaude sa démonstration sur les forces puissantes et incontournables du marché et de la séduction opérée par l'accès aux biens matériels qui rendent la vie plus facile. La culture qui

émerge à la fois résulte de changements culturels, symboliques, sociaux, économiques et politiques et génère ces changements. L'auteur, il faut bien le préciser, ne nie pas l'influence des forces en place telle que la vigueur de la coutume et des croyances ancestrales; mais globalement, elles sont appelées à ne plus jouer un rôle déterminant dans l'organisation de la vie quotidienne et sont même vouées à la désuétude. Peut-on envisager la progression de la société inuit vers une société définie par la culture de consommation? Pour répondre à cette question, il faut d'abord se demander si l'ordre sociétal qui régit la société inuit est «en perdition», ensuite si ce processus d'érosion de la culture en place débouchera vers un modèle universel de société de la culture de consommation.

Il ne fait nul doute que la société inuit a connu des transformations extrêmement importantes à tous les niveaux. Sur le plan matériel, les changements sont profonds; sur le plan social les individus connaissent l'influence d'institutions étrangères à la tradition lesquelles transmettent de nouvelles valeurs et modèles de comportements. Les conclusions de la présente recherche démontrent toutefois qu'on ne peut minimiser la force et la persistance des traditions et les capacités d'une population, au niveau individuel et collectif, de s'approprier la nouveauté.

L'économie dite duelle est, selon la théorie, une brèche dans l'ordre sociétal en place. Pour l'instant, la progression des revenus monétaires au Nunavik n'a pas encore permis à une majorité de se libérer des besoins de base. Ceux-ci monopolisent une grande partie des revenus de la maisonnée selon des niveaux avoisinant ceux qu'on trouve dans de nombreux pays en développement. Les écarts entre les revenus des ménages sont pratiquement annulés par une pression démographique continue et par le partage des ressources. Tout se passe comme si la société inuit n'avait pas atteint le niveau d'abondance requis qui devrait l'entraîner dans une phase de démarrage économique selon les termes de Rostow (1963) devant mener à la société de consommation. Si l'offre d'emploi et les conditions économiques actuelles se maintiennent, il est difficile d'envisager un changement dans les tendances mises au jour dans le cadre de notre recherche. Néanmoins, l'offre d'emploi et l'accroissement des salaires ne suffisent pas à eux seuls à provoquer les conditions du démarrage. Ces

facteurs doivent être accompagnés d'un changement d'attitude. D'un côté, la conviction que les marchandises apportent des solutions efficaces à la vie quotidienne doit être bien ancrée dans la tête des gens; d'un autre côté, le désir d'accroître son revenu pour sa satisfaction personnelle doit être maintenu.

La première condition serait en voie de se réaliser si l'on en juge par l'accroissement continuel de biens marchands divers dans le patrimoine familial. Le besoin de confort physique dans les camps, l'utilisation généralisée de technologie de chasse, pour la couture, etc., manifesteraient une adhésion aux bienfaits du progrès technique. Nous ne pouvons toutefois affirmer que ce phénomène signale un mouvement de sécularisation de cette société au profit de la raison.

L'accumulation des ressources monétaires pour son propre profit va de pair avec un affranchissement du désir individuel du contrôle de la communauté. Cette condition serait réalisable dans la mesure où les Inuit quittent leur région et s'installent de manière prolongée dans des centres urbains où ils doivent apprendre de nouveaux codes au sein de cadres sociaux radicalement différents. Entourés d'étrangers, ils doivent apprendre à se suffire à eux même la majorité du temps. Bien que nous ne disposions pas de chiffres précis, nous savons qu'une minorité de Nunavimiut seulement ont fait ce choix. Même les jeunes semblent encore hésitants à quitter leur village natal pour poursuivre leurs études dans des établissements postsecondaires à Montréal ou ailleurs. Kuujjuaq pourrait, à ce titre, jouer un rôle déterminant dans l'apprentissage de nouvelles attitudes. En tant que centre régional, une partie de sa population est relativement hétérogène. Attirés par les emplois disponibles, plusieurs Inuit s'y sont établis. Même s'ils conservent des liens étroits avec leur communauté d'origine, ils doivent la plupart du temps compter sur leurs propres moyens. De plus, on trouve de plus en plus d'entrepreneurs prospères à Kuujjuaq, un phénomène moins fréquent dans les autres villages même si quelques entreprises privées voient le jour. On constate par ailleurs la formation et la consolidation d'une élite économique et politique. Ces membres sont employés dans l'appareil politico-administratif pour occuper des fonctions perçues comme étant de plus en plus prestigieuses, auxquelles sont attachés des revenus très

importants. En somme, Kuujjuaq représenterait le foyer idéal pour la diffusion de nouveaux comportements contribuant à l'émergence d'une société duelle, c'est-à-dire d'une société urbaine dans un monde encore très rural.

Soulignons le peu d'intérêt scientifique qu'a suscité, jusqu'ici, ce village. Toutefois, l'étude de l'organisation sociale de la population de ce village apporterait un éclairage crucial pour la compréhension du changement social au Nunavik. L'indifférence des chercheurs à l'égard de Kuujjuaq est sans doute liée au fait qu'il ne correspond pas à l'image romantique d'une société de chasseurs de baleine.

En attendant, le nombre des besoins s'accroît sans cesse. La professionnalisation de la chasse répond d'ailleurs à cette réalité. La jeune génération, plus instruite, ayant été exposée à des expériences variées, et moins engagée dans les activités de chasse et de pêche, se pliera-t-elle à l'exigence de combiner salaire et production vivrière? Une étude serait nécessaire pour évaluer la motivation des jeunes à poursuivre les activités de production de leur prédécesseurs. Pour l'instant, la participation à la fois au marché du travail et à la production demeure un comportement adéquat et, qui plus est, assure aux individus une intégration sociale. Par ailleurs, si l'on se rapporte au nombre et à l'âge des pourvoyeurs à temps plein dans les deux villages étudiés, les conditions actuelles de réalisation de ces activités n'encourageraient pas le renouvellement des producteurs de nourriture. Les exigences du métier impliquent qu'ils doivent trouver les sommes nécessaires pour produire et couvrir leurs autres besoins, sans nuire à la production, ce qui est impossible aujourd'hui sans la participation financière des autres membres du ménage ou du réseau des parents. Dans quelle mesure les jeunes d'aujourd'hui sont-ils prêts à se soumettre à l'autorité des parents? Les jeunes arrivés à l'âge adulte pourront-ils accéder à un réseau de circulation de biens et de monnaie? La défection des jeunes pourrait signaler leur désir d'autonomie par rapport aux normes sociales. La création d'un marché pour les produits alimentaires destinés aux commerces locaux supportés par les individus, comme on en trouve au Groenland ou en Alaska, est souvent envisagée comme une solution pouvant assurer un revenu aux producteurs. Le projet lancé par la Société Makivik dans les

années 1990 montre que ce moyen s'avère inacceptable pour le moment. La nouvelle génération, habituée aux aliments fabriqués industriellement, se résoudrait-elle plus facilement à vendre et à acheter de la nourriture du pays si cela permettait de maintenir ses activités de production? En outre, les femmes seront-elles toujours intéressées à financer les activités de leurs conjoints? Les femmes se sont rapidement taillées une place respectable dans le marché du travail et au sein des organisations politiques locales et régionales. Ce phénomène touche d'ailleurs tous les Autochtones au Canada. La violence conjugale est néanmoins endémique; pourrait-elle révéler un changement dans les rapports entre les hommes et les femmes autrefois définis par la subsistance? La réponse à toutes ces questions constitue à notre avis une clé pour comprendre le processus de changement en cours dans la société inuit.

Bref, la société inuit change. Notre étude a permis de montrer que la culture traditionnelle donne sens aux comportements mais bien souvent d'autres rationalités sont à l'oeuvre. Cette situation n'est pas sans créer des tensions pour l'individu. L'ordre culturel, malgré sa vigueur et son efficacité, oppose aujourd'hui d'autres façons de penser et d'agir auxquelles l'individu est périodiquement confronté. Le processus de changement conduira-t-il inéluctablement les Inuit vers un modèle de société de consommation telle que nous l'avons défini? Les conclusions de la présente étude ne laissent pas présager une telle éventualité pour la prochaine génération même si la société inuit semble se transformer rapidement. Plusieurs aspects la séparent des phases de démarrage et d'industrialisation même si les marchandises ont envahi la vie économique au Nunavik. Il ne faudrait donc aucunement sous-estimer la force des valeurs traditionnelles ni les capacités d'adaptation des Inuit.

Certains croient, comme Hamilton (1994), qu'une perspective telle que celle proposée par Scardigli (1983) serait le résultat d'une vision eurocentrique du changement social. De plus, elle minimiserait la puissance des particularités culturelles d'une société. La taille d'une population, la force et l'ancienneté de ses institutions, la proximité et l'intensité de l'influence extérieure sont des facteurs importants qui déterminent le degré et la vitesse de pénétration des institutions modernes et des nouvelles normes de conduite.

Ainsi, plusieurs sociétés du continent asiatique seraient en train d'engendrer leur propre version du capitalisme. Pourrait-on concevoir une évolution similaire pour la société inuit? D'ici à ce que de nouveaux modèles de comportements aient pénétré la société inuit, la culture de consommation dans la société nord-américaine aura peut-être cédé la place à d'autres modèles culturels, s'inspirant des nouvelles tendances de la consommation (éco-consommation et minimalisme par exemple), ou résultant de conditions économiques différentes. Les critiques formulées à l'endroit de la société de consommation en Occident marquent inévitablement l'évolution de la société inuit. De plus, les interactions croissantes entre les peuples de l'Arctique ou entre les groupes indigènes donneront peut-être lieu à des solutions alternatives pour faire contre-pied à la mondialisation? Il s'agit de mouvements observés ailleurs et qui se manifestent par une revalorisation des pratiques régionales (Classen et Howes 1996).

La perception idéalisée des Autochtones, encore largement véhiculée, amène à penser qu'ils sont porteurs de modèles alternatifs de société. Pour le moment, les porte-parole des *Nunavimiut* ont plutôt tendance à prôner des modèles économiques qui renforcent l'idée que le progrès de l'humanité passe par la quête de l'abondance matérielle, un vecteur fondamental de la progression vers la culture de consommation, qui influence dans le présent «les bonnes raisons» en vertu desquelles les individus agissent.

BIBLIOGRAPHIE

ARK- ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK, 1993. *Rapport annuel 1993*, Kuujjuaq.

ALLEN, Lindsay, 1992. The Mexican Food System: Traditional and Modern, *Ecology of Food and Nutrition* 27: 219-234.

AMES, Randy, D. AXFORD, P. USHER, E. WEICK, G. WENZEL, 1989. *Keeping on the Land: A study of the faisability of a Comprehensive Wildlife Support Programme in the NWT*, Ottawa, CARC.

ANDERSON, Michael F. BECHHOFER, J. GERSHUNY (eds.), 1994. *The social and political economy of the household*, New York, Oxford University Press.

ARBESS, Saul E., 1966. *Social Change and the Eskimo cooperative at George River, Quebec*, Ottawa, DNANR.

AMAP- ARCTIC MONITORING AND ASSESSMENT PROGRAMME, 1997. *Arctic Pollution Issues: A State of the Environment Report*, Oslo, Arctic Environmental Protection Strategy (AEPS).

ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DE QUÉBEC, [s.d.]. *Portrait de ma situation financière et Guide servant à compléter le portrait de votre situation financière et la grille de votre budget mensuel.*

BALANDIER, Georges, 1985 [1955]. *Sociologie des Brazzavilles noires*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

BALANDIER, Georges, 1981. *Sens et puissance*, Paris, PUF.

BALIKCI, Asen, 1959. Two Attempts at Community Organization among the Eastern Hudson Bay Eskimos, *Anthropologica* 1(1-2):122-135.

BALIKCI, Asen, 1964. *Development of basic socio-economic units in two eskimo communities*, Ottawa, National Museum of Canada.

BARRETT, Jocelyn, 1994. *Hunter Support Program. Statistical information concerning disbursements and rates of participation for the year 1993*, Kuujjuaq, ARK.

BAUDRILLARD, Jean, 1970. *La société de consommation*, Paris, Folio.

BAUDRILLARD, Jean, 1968. *Le système des objets. La consommation des signes*, Paris, Denoël/ Gonthier.

BEAULIEU, Denis, 1983. *Les Inuit du Nouveau-Québec. Leur milieu socioéconomique*, Québec, MIFC.

BEAULIEU, Denis, 1987. *Les Inuit du Nouveau-Québec. Leur milieu socioéconomique*, Québec, MICQ.

BÉGIN, France et M.-E. PARENT, 1995. Consommation alimentaire et apports nutritionnels, JETTÉ, Mireille (éd.), 1995. *Et la santé des Inuits, Ça va? Rapport de l'Enquête Santé Québec sur les Inuits du Nunavik, 1992. Tome 3. Un déterminant spécifique: l'alimentation*, Montréal, Santé Québec, pp. 49-129.

BELK, Russel, 1997. Third World Consumer Culture, N. GOODWIN, F. ACKERMAN et D. KIRON (eds). *The Consumer Society*, Washington, Island Press, pp. 311-314.

BERKES, Fikret, 1990. Native Subsistence Fisheries: A Synthesis of Harvest Studies in Canada, *Arctic* 43(1): 35-42.

BERNARD, Alain, 1975. Le contexte socio-économique du chômage et de l'assistance sociale au Nouveau-Québec inuit, *Recherches amérindiennes au Québec* 5(3): 16-25.

BERNARD, Alain, 1977. Dépendance et capitalisme marchand le cas des Inuit de la rive sud du détroit d'Hudson *(1930-1956)*, *Études Inuit Studies* 1(2): 1-29.

BETTS, Martha et R. J. WOLFE, 1991. Commercialization of Fisheries and the Subsistence Economies of the Alaska Tlingit, *Society and Natural Resources* 5: 277-295.

BIGUÉ, Lucie et S. PAGEAU, 1980. *Habitation au Nouveau-Québec Inuit*, Québec, SHQ.

BONE, Robert M., 1989. Country food consumption during the Norman Well Projects, 1982-1985, *Polar Records* 25(154):235-238.

BORRÉ, Kristen, 1994. The healing power of the seal: The meaning of Inuit health practice and belief, *Arctic Anthropology* 31(1): 1-15.

BORRÉ, Kristen, 1991. Seal Blood, Inuit Blood, and Diet: A Biocultural Model of Physiology and Cultural Identity, *Medical Anthropology Quarterly* 5(1): 48-62.

BOUDON, Raymond, 1999. La «rationalité axiologique»: une notion essentielle pour l'analyse des phénomènes normatifs, *Sociologie et sociétés* 31(1): 1-16. Document en ligne. <http://www.erudit/erudit/socsoc/boudon/boudon.htm>.

BOUDON, Raymond, 1998. The sense of values, *Séminaire Eilert Sunt seminar, October 29, 1998*, Innsatsomraadet etikk Universitetet i Oslo: 1-15. Document en ligne. <http://www.tf.uio.no/etikk/artikler/senseofvalues.htm>.

BOUDON, Raymond, 1995. *Le juste et le vrai*, Paris Fayard.

BOUDON, Raymond, 1993. *Traité de sociologie*, Paris, PUF.

BOUDON, Raymond, 1979. *La logique du social*, Paris, Hachette.

BOUDON, Raymond et F. BOURRICAUD, 1994. *Dictionnaire critique de sociologie*, Paris, PUF.

BOURDIEU, Pierre, 1979. *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.

BOURDIEU, Pierre, 1980. *Le sens pratique*, Paris, Minuit.

BRAUDEL, Fernand, 1985. *La dynamique du capitalisme*, Paris Flammarion.

BROCHU, Michel, 1962. *Le défi du Nouveau-Québec*, Montréal, Les Éditions du jour.

BROOKE, Lorraine, [s.d.]. *A Report on the 1995 Nunavik Beluga and Walrus Subsistence Harvest Study*, [s.l.], Fisheries and Oceans.

BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 1983. *Comptes économiques des revenus et des dépenses 1961-1981*, Québec.

CAULFIELD, Richard, 1997. *Greenlanders, Whales and Whaling. Sustainability and self-determination in the Arctic,* Hanover, University Press of New England.

CAULFIELD, Richard, 1993. Aboriginal Subsistence whaling in Greenland: The Case of Qeqertarsuaq Municipality in West Greenland, *Arctic* 46(2): 144-155.

CHABOT, M., 1995. *Les «Nunavimiut» et les «Quliriit» à la conquête de l'espace: participation des citoyens, logements sociaux et aménagement du territoire dans la région Kativik*, Québec, Université Laval, mémoire de maîtrise en aménagement du territoire et développement régional.

CHANCE, Norman A., 1990. *The Inupiat and Arctic Alaska: An Ethnography of Development*, Fort Worth, Holt Rinehart & Winston.

CHAPELLIÈRE, Isabelle et N. ORDIONI, 1996. *Le changement social contemporain*, Paris, Ellipses.

CHEAL, David, 1988. *The Gift Economy*, London, Routledge.

CHEYSSON, Émile et A. TOQUÉ, 1984 (1890). *Les budgets comparés des cent monographies de familles publiées d'après un cadre uniforme dans «Les ouvriers européens» et «Les ouvriers des deux mondes»*, Genève, Slatkine.

CLASSEN Constance et D. HOWES, 1996. Epilogue. The dynamics and ethics of cross-cultural consumption, HOWES, D. (éd.). *Cross-Cultural Consumption. Global Markets Local Realities*, London, Routledge, pp. 178-194.

COLLINGS, Peter, G. WENZEL, R. CONDON, 1998. Modern Food Sharing Networks and Community Integration in the Central Canadian Arctic, *Arctic* 51(4): 301-314.

CONDON Richard G., P. COLLINGS et G. WENZEL, 1995. The Best Part of Life: subsistence Hunting, Ethnicity, and Economic Adaptation among Young Adult Inuit Males, *Arctic* 48(1): 31-46.

CÔTÉ, Claude P. et J. DUFOUR, 1984. *Profil du Nord du Québec,* Québec, Les publications du Québec et OPDQ.

COX, Bruce A., 1985. Prospects for the Northern Canadian Native Economy, *Polar Records* 22(139): 393-400.

DAHL, Jens, 1989. The Integrative and Cultural Role of Hunting and Subsistence in Greenland, *Études Inuit Studies* 13(1): 23-42.

DAVIES, K. G., 1963. *Northern Quebec and Labrador Journals and Correspondence, 1819-1835*, London, The Hudson's Bay record Society.

DELISLE, Hélène., L. MONGEAU et M. GONEAU, 1994. Eating Habits, Physical Activity and Obesity, JETTÉ, Mireille (éd.). *Et la santé des Inuits, Ça va? Rapport de l'Enquête Santé Québec sur les Inuits du Nunavik, 1992. Tome 1*, Montréal, Santé Québec, pp. 141-177.

DEWAILLY, Éric, P. AYOTTE, C. BLANCHET, J. GRONDIN, S. BRUNEAU, B. HOLUB et G. CARRIER, 1996. Weighting contaminant risks and nutrient benefits of country food in Nunavik, *Arctic Medical research* 55 Suppl. 1: 13-19.

DEWAILLY, Éric, S. BRUNEAU, C. LALIBERTÉ, G. LEBEL, S. GINGRAS, J. GRONDIN et P. LEVALLOIS, 1994. Contaminants, JETTÉ, Mireille (éd.), *Et la santé des Inuits, Ça va? Rapport de l'Enquête Santé Québec sur les Inuits du Nunavik, 1992. Tome 1*, Montréal, Santé Québec, pp. 73-107.

DEWAILLY, Éric, P. CHAUMETTE, C. BLANCHET *et al.*, 1998. *Profil alimentaire international des Inuits*, Beauport, Unité de recherche en santé publique, Service Santé Environnement.

DiMAGGIO, Paul, 1994. Culture and Economy, SMELSER, Neil, J. et R. SWEDBERG (eds.). *The Handbook of Economic Sociology*, Princeton N.J., Princeton University Press, pp. 27-56.

DORAIS, Louis-Jacques, 1997. Quaqtaq. Modernity and Identity in an Inuit Community, Toronto, University of Toronto Press.

DORAIS, Louis-Jacques, 1984. *Les Tuvaalumiut. histoire sociale des Inuit de Quaqtaq (Arctique Québec)*, Montréal, Recherches amérindiennes au Québec.

DORAIS, Louis-Jacques, 1983. *Uqausigusiqtaat an analytical lexicon of modern inuktitut in Quebec-Labrador*, Québec, PUL.

DORAIS, Louis-Jacques, 1974. Qu'est-ce qu'un Inuk?, *Recherches amérindiennes au Québec* 4(4-5): 20-31.

DOUGLAS, Mary, 1984. Standard Social uses of Food: Introduction, DOUGLAS, Mary (ed.). *Food in the Social Order. Studies of Food and Festivities in the American Communities*, New York, Russel Sage Foundation, pp. 1-39.

DOUGLAS, Mary et B. ISHERWOOD, 1979. *The World of Goods. Toward an Anthropology of Consumption*, London, Allen Lane.

DRAPER, H. H., 1977. The Aboriginal Eskimo Diet in Modern Perspective, *American Anthropologist* 79(2): 309-316.

DUFOUR, Jules, *Profil du nord du Québec, 4.0 L'organisation régionale et locale, 4.2 Les localités 2° section: les localités inuit*, [s.l.], OPDQ et UQAC, 1981.

DUHAIME, Gérard, 1991a. Revenu personnel, destin collectif: La structure du revenu des Inuit de l'Arctique du québec, 1953-1983, *Canadian Ethnic Studies* 23(1): 21-39.

DUHAIME, Gérard, 1991b. Le pluriel de l'Arctique, *Sociologie et société* 23(2): 113-128.

DUHAIME, Gérard, 1990. La chasse inuit subventionnée: tradition et modernité, *Recherches sociographiques* 21(1): 45-62.

DUHAIME, Gérard, 1987. *Ni chien, ni loup. L'économie, l'État et les Inuit du Québec arctique*, Québec, Université Laval, Thèse de doctorat en sociologie, Québec.

DUHAIME, Gérard, 1985. *De l'igloo au HLM, les Inuit sédentaires et l'État-providence*, Québec, CEN, collection Nordicana n° 48.

DUHAIME G., M. CHABOT et P. FRÉCHETTE, 1998a. Portrait économique des ménages inuit du Nunavik en 1995, DUHAIME, Gérard (éd.) *Les impacts socio-économiques de la contamination de la chaîne alimentaire au Nunavik*, Québec, GÉTIC, Université Laval, pp. 17-156.

DUHAIME, Gérard, M. CHABOT, M. GAUDREAULT, [à paraître]a. Food Consumption Patterns and Socio-economic Factors among Inuit of Nunavik, *Ecology of Food and Nutrition*.

DUHAIME, Gérard, M. CHABOT, M. GAUDREAULT et S. PROULX, 1994. Métrinord, *Banque statistique du Québec isolé. Phase II. Rapport de recherche*, GÉTIC, Université Laval, Collection Travaux de recherche n° 18.

DUHAIME G., J.-P. GARNEAU et A. GODMAIRE, 1998b. *Banque de données sur les communautés isolées du Québec. Première mise à jour*, Québec, GÉTIC, Université Laval.

DUHAIME, Gérard, P. FRÉCHETTE et V. ROBICHAUD, [à paraître]b. The Economic Structure of the Nunavik Region (Canada). Changes and Stability, *Polar Records*.

DUHAIME, Gérard et C. LÉVESQUE, 1991. *Vivre du pays. Approvisionnement et consommation alimentaire par l'exploitation de la faune dans la région de Grande-Baleine*, Montréal, Hydro-Québec.

DURAND, Jean-Pierre et R. WEIL, 1999. *Sociologie contemporaine*, Paris, Vigot.

DURKHEIM, Émile, 1992 (1937). *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Quadrige, PUF.

ENVIRONNEMENT CANADA, 1996. *L'état de l'environnement au Canada*, Ottawa.

ENVIRONNEMENT CANADA, 1991. *L'état de l'environnement au Canada*, Ottawa.

EWEN, Stuart, 1983 [1977]. *Conscience sous influence. Publicité et genèse de la société de consommation*, Paris, Aubier Montaigne.

FEIT, HARVEY A, 1982. The Income Security Program for Cree Hunters in Quebec: An Experiment in Increasing the Autonomy of Hunters in a Developed Nation State, *Revue Canadienne d'Anthropologie* 3(1): 57-70.

FELDMAN, Kerry D. 1986. Subsistence Beluga whale hunting in Alaska: a view from Eschsholtz Bay, LANGDON, Steven J. *Contemporary Alaskan Native Economies*, Lanham MD, University Press of America, pp 153-171.

FICHLER, Claude, 1993 [1990]. *L'homnivore*, Paris, Seuil.

FINE, Ben, M. HEASMAN et J. WRIGHT, 1996. *Consumption in the Age of Affluence. The World of Food*, London, Routledge.

FRANK, Robert H., 1990. Rethinking Rational Choice, FRIEDLAND, R. et A.F. ROBERTSON (eds.). *Beyond the Marketplace*, New York, Aldine de Gruyter, pp.53-87.

FRÉCHETTE, Pierre, 1984. *L'économie souterraine: un examen de la littérature récente*, Québec, 24e congrès annuel de la Société canadienne de science économique.

FRÉCHETTE, Pierre et J.-P. VÉZINA, 1985. *L'économie du Québec*, Montréal, Les Éditions HRW.

FRÉCHETTE, P. V. ROBICHAUD, G. DUHAIME et M. CHABOT, 1998. L'impact économique de changements dans l'alimentation traditionnelle des Inuit du Nunavik *en 1995*, DUHAIME, G. (éd.). *Les impacts socio-économiques de la contamination de la chaîne alimentaire au Nunavik*, Québec, GÉTIC, Université Laval, pp. 155-185.

FREEMAN, Milton M. R., 1996. Identity, Health and Social Order: Inuit Dietary Traditions in a Changing World, FOLLER, M. et L. O. HANSSON (eds). *Human Ecology and Health: Adaptation to a Changing World*, Göteborg, Göteborg University, pp. 57-71.

FREEMAN, Milton M. R., 1988a. Tradition and Change: problems and persistence in the Inuit Diet, DE GARINE et G.A. HARRISON (eds). *Coping with uncertainty in Food Supply*, Oxford, Clarendon Press, pp 150-169.

FREEMAN, Milton M. R., 1988b. Environment, Society and Health, *Arctic Medical research* 47(Suppl. 1): 53-59.

FREEMAN, Milton M. R., E. WEIN et D. KEITH, 1992. *Recovering Rights. Bowhead Whales and Inuvialuit Subsistence in the Western Canadian Arctic,* Edmonton, Canadian Circumpolar Institute.

FREUCHEN, Peter, 1961. *The Book of Eskimos*, Geenwich Conn., Fawcett Crest Book.

FURGAL, Chris, L. CRAIG, J. R. KEITH, 1999. *Country Food: Benefits and Risks. A Resource Document for Nunavik and Labrador*, Waterloo, Institute for Risk Research.

GALBRAITH, John K., 1968 [1967]. *Le nouvel État industriel*, Paris, Calmann-Lévy.

GALBRAITH, John K., 1961 [1958]. *L'ère de l'opulence*, Paris, Calmann-Lévy.

GALLAGHER, Kevin, 1997. Overview Essay on Globalization and Consumer Culture, N. GOODWIN, F. ACKERMAN et D. KIRON. *The Consumer Society*, Washington, Island Press, pp. 301-308.

GHIGLIONE Rodolphe et Benjamin MATALON, 1992. *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratiques*, Paris, Armand Colin.

GIDDENS, Anthony, 1990. *The Consequences of Modernity*, Stanford, Stanford University Press.

GILMAN, A., E. DEWAILLY, M. FEELEY, V. JEROME, H. KUHNLEIN, B. KWAVNICK, S. NEVE, B. TRACY, P. USHER, J. VAN OOSTDAM, J. WALKER, B. WHEATLEY, 1997. Chapiter 4: Human Health. JENSEN, J., K. ADARE, R. SHAERER. *Canadian Arctic Contaminants assessment Report*, Ottawa, MAINC (Northern Contaminants Program).

GODBOUT, Jacques T., 1995. Les «bonnes raisons» de donner, *Anthropologie et Sociétés* 19(1-2): 45-56.

GODBOUT, Jacques T., 1992. *L'esprit du don*, Montréal, Boréal.

GODELIER, Maurice, 1974. Anthropologie et économie. Une anthropologie économique est-elle possible, GODELIER, Maurice. *Un domaine contesté: l'anthropologie économique*, Paris, Mouton, pp. 285-345.

GOJARD, Séverine et Florence WEBER, 1995. Jardins, jardinnage et autoconsommation alimentaire, *INRA sciences sociales* 8(2), avril 1995. En ligne <http://www.inra.fr/Internet/Departements/ESR/publications/iss/iss95-2.htm>.

GOLDTHORPE, J. E., 1985 [1975]. *The sociology of the third world. Disparity and development*, Cambridge, Cambridge University Press.

GOODY, Jack, 1984 [1982]. *Cuisines, cuisine et classes*, Paris, Centre Georges Pompidou.

GRABURN, Nelson, H. H., 1969. *Eskimos without igloo. Social and Economic development in Sugluk*, Boston, The Little, Brown and Company.

GRANOVETTER, Mark, 1990. The Old and the New Economic Sociology: A History and an Agenda, FRIEDLAND, R. et A.F. ROBERTSON (eds.). *Beyond the Marketplace*, New York, Aldine de Gruyter, pp. 89-112.

GRANOVETTER, Mark, 1992 [1985]. Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness, GRANOVETTER, M et R. SWEDBERG (eds.). *The Sociology of Economic Life*, Boulder, Westview Press, pp. 53-81.

GRIGNON, Claude et C. GRIGNON, 1980. Style d'alimentation et goûts populaires, *Revue française de sociologie* 21:531-569.

GUÉDON, Marie-Françoise, 1967. *Organisation des activités féminines dans la communauté esquimaude d'Ivujivik*, Montréal, Université de Montréal, Mémoire de maîtrise.

HAMILTON, Garry, 1994. Civilisation and the organization of Economies, SMELSER Neil et R. SWEDBERG, *The Handbook of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, pp. 183-205.

HAWKES, Kristen, 1993. Why Hunter-Gatherers Work. An Ancient Version of the Problem of Public Goods, *Current Anthropology* 34(4): 341-361.

HERPIN, Nicolas, 1980. Comportements alimentaires et contraintes sur les emplois du temps, *Revue française de sociologie* 21: 599-628.

HERPIN, Nicolas, 1984. Panier et budget: l'alimentation des ouvriers urbains, *Revue française de sociologie* 25:20-48.

HOBART, Charles W., 1983. Quand cessent les emplois: Étude d'une communauté inuit canadienne, *Études Inuit Studies* 7(1): 117-141.

HOBART, Charles W., 1982a. Inuit employment at the Nanisivik mine on Baffin Island, *Études Inuit Studies* 6(1): 53-74.

HOBART, Charles W., 1982b. Industrial Employment of Rural Indigenes: The Case of Canada, *Human Organization* 41(1): 54-63.

HOBART, Charles W., 1981. Impacts of industrial employment on hunting and trapping among Canadian inuit, FREEMAN, M. M. R. (ed). *Proceedings First International Symposium on Renewable Resources and the Economy of the North, Banff, Association of Canadian Universities for Northern Studies*, pp. 202-217..

HOLVELSRUD-BRODA, Grete, 1997. Arctic seal-hunting households and the anti-sealing controversy, *Research in Economic Anthropology* 18: 17-34.

HONIGMANN, John J., 1962. *Social Networks in Great Whale River*, Ottawa, DNANR.

HONIGMANN, John J., 1951. An Episode in the Administration of the Great Whale River Eskimo, *Human Organization* 10(2): 5-14.

HOWES , David (éd.), 1996. *Cross-Cultural Consumption. Global Markets Local Realities*, London, Routledge.

HYDRO-QUÉBEC, 1993a. *Complexe Grande-Baleine Rapport d'avant-projet. Partie 2. Tome 2. Volume 3. Milieu humain.*

HYDRO-QUÉBEC, 1993b. *Complexe Grande-Baleine Rapport d'avant-projet. Partie 2. Tome 2. Volume 2. Milieu naturel marin.*

HYDRO-QUÉBEC, 1993c. *Complexe Grande-Baleine Rapport d'avant-projet. Partie 2. Tome 2. Volume 1. Milieu naturel continental.*

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, 1999. Évolution du revenu moyen des familles selon le type de famille, avant et après impôt, en dollars constants de 1997, Québec, 1981-1997, *Données statistiques*, En ligne. <http://www.stat.gouv.qc.ca/ donstat/demograp/fam_enf/theme7/7-6.htm>.

JAMES BAY AND NORTHERN QUEBEC NATIVE HARVESTING RESEARCH COMMITTEE (CRRA), 1982. *The Wealth of the Land. Wildlife harvests by the James Bay Cree, 1972-73 to 1978-79. Final Report on Cree harvests of the Research to establish present levels of Native harvesting*, Co-ordinating Committee on Hunting Fishing and Trapping, 1982.

JEAN, Victorien et C. DESBIENS, 1997. *La révision de l'échelle des loyers des logements sociaux du Nunavik-Document de consultation. Projet*, Québec, SHQ.

JAMES, Allison, 1994. Cuisiner les livres. Identités globales ou locales dans les cultures alimentaires, *Anthropologie et Société* 18(3): 35-56.

JANUS, Norrene, Transnational Advertising: Some Considerations of the Impacts on Peripheral Societies, N. GOODWIN, F. ACKERMAN et D. KIRON. *The Consumer Society*, Washington, Island Press, pp. 325-327.

JENNESS, D, 1964. *Eskimo Administration: II Canada*, Montreal, Arctic Institute of North America.

JORGENSEN, Joseph G, 1990. *Oil Age Eskimos*, Berkeley, University of California Press.

JUNIPER, Ian, 1988. Utilisation contemporaine des ressources fauniques par les Inuit du Québec et co-gestion de la faune, DUHAIME, Gérard (éd.). Le *développement des peuples du Nord. Actes du premier colloque Québec-Russie*, Québec, Université Laval.

KAPETANAKIS, Costas, P. LAFONTAINE et C. LAVALLÉE, 1994. Use of Tobacco, Alcohol and Illicit Drugs, JETTÉ, Mireille (éd.). *Et la santé des Inuits, Ça va? Rapport de l'Enquête Santé Québec sur les Inuits du Nunavik, 1992. Tome 1*, Montréal, Santé Québec, pp. 108-139.

KATONA, George, 1966 [1964]. *La société de consommation de masse*, Paris, éditions Hommes et Techniques.

KEMP, William, 1977. *The Koksoak river fishery 1977: A report on the level of harvest and of harvesting efforts by the Inuit of Fort Chimo*, Montreal, Makivik.

KINLOCH, D. , H. KUHNLEIN and D. C. G. MUIR, 1992. Inuit Food and Diet: A Preliminary Assessment of Benefits and Risks, *The Science of the Total Environment* 122: 247-278.

KISHIGAMI, Nobuhiro, 2000. Contemporary Inuit Food Sharing and Hunter Support Program of Nunavik, Canada, Wenzel, G et al. *The Social Economy of Sharing: Resource Allocation and Modern Hunter-Gatherers*, Osaka, National Museum of Ethnology, Senri Ethnological Studies no. 53: 171-192.

KLEINFELD, Judith et J. KRUSE et R. TRAVIS, 1983. Inupiat Participation in the wage economy: Effects of culturally adapted jobs, *Arctic Anthropology* 20(1): 1-21.

KNAPP, Gunnar et T. A. MOREHOUSE, 1991. Alaska's North Slope Borough revisited, *Polar Records* 27(163): 303-312.

KOZATSKY Tom et C. DUMONT, 1990. Determinants of exposure to methylmercury among the James Bay Crees, 1987-89, POSTL, Brian D. et al. *Circumpolar Health 90*, Whitehorse, University of Manitoba Press and Canadian Society for Circumpolar Health, pp. 693-695.

KRUSE, John A., 1991. Alaska Inupiat Subsistence and Wage Employment Patterns: Understanding Individual Choice, *Human Organization* 50(4): 317-326.

KRUSE, John A., 1986. Subsistence and the North Slope Inupiat: The Effects of Energy Development, LANGDON, Steven J. *Contemporary Alaskan Native Economies*, Lanham MD, University Press of America, pp 121-151.

KRUSE, John A., J. KLEINFELD et R. TRAVIS, 1982. Energy Development on Alaska's North Slope: Effects on the Inupiat Population, *Human Organization* 41(2): 97-106.

KUHNLEIN, H., 1995. Benefits and Risks of Traditional Food for Indigenous Peoples: Focus on Dietary Intakes of Arctic Men, *Canadian Journal of Physiology and Pharmacology* 73: 765-771.

KUHNLEIN, Harriet V., 1990. Nutrition of the Inuit: A brief overview, POSTL, Brian D. et al. *Circumpolar Health 1990*, Whitehorse, University of Manitoba, pp. 728-730.

KUHNLEIN, Harriet V., 1989. *Nutritional and toxicological Components of Inuit Diets in Broughton Island, Northwest Territories*, Montréal, McGill University (Department of Health, Northwest Territories).

KUHNLEIN, Harriet V. et R. SOUEIDA, 1992. Use and Nutrient Composition of Traditional Baffin Inuit Foods Broughton Island 1987-1988, *Journal of Food Composition and Analysis* 5: 112-126.

KUHNLEIN, Harriet V., R. SOUEIDA et O. RECEVEUR, 1996. Dietary nutrient profiles of Canadian Baffin Island Inuit differ by source, season, and age, *Journal of the American Dietetic Association* 96(2): 155-162.

KUHNLEIN, Harriet V., R. SOUEIDA et O. RECEVEUR, 1995. Baffin Inuit Food Use by Age, Gender, and Season, *Journal of the Canadian Dietetic Association* 56(4): 175-183.

LAMOTHE , Bernard et L. LEMIRE, 1994. Scolarité, développement et activité économique chez les Inuit du Québec arctique, *Recherches sociographiques* 25(3):551-573.

LAMOTHE , Bernard et L. LEMIRE, 1992. *Scolarité, formation professionnelle et activité économique au Nunavik*, Kuujjuaq, Kativik Regional Government.

LANGDON, Stephen, J., 1991. The integration of Cash and Subsistence in Southwest Alaskan Yup'ik Eskimo Community, PETERSON N. et T. MATSUYAMA (éds). *Cash, Commoditisation and Changing Foragers*, Osaka, Senri Ethnographical Studies, 30: 269-291.

LANGDON, Steven J., (éd), 1986. *Contemporary Alaskan Native Economies*, Lanham MD, University Press of America.

LANGLOIS, Simon, [à paraître]. Traditions, *International Encyclopedia of Behavioural Sciences*, Oxford, Elsevier.

LANGLOIS, Simon, 1988. *Les comportements socio-économiques des familles salariées du Québec*, Québec, Conseil québécois de la recherche sociale.

LASCH, Christopher, 1981 [1979]. *Le complexe de Narcisse. La nouvelle sensibilité américaine*, Paris, Laffont.

LAWN, Judith, 1993. *Air Stage Subsidy Monitoring Program. Final Report. Volume 1. Food Price Survey*, Ottawa, MAINC.

LAWN, Judith et N. LANGNER, 1994a. *Air Stage Subsidy Monitoring Program. Final Report. Volume 2: Food Consumption Survey*, Ottawa, MAINC.

LAWN, Judith et N. LANGNER, 1994b. *Programme de contrôle de la subvention accordée au service aérien omnibus. Rapport final. Volume 3: Résultats pour le Québec*, Ottawa, MAINC.

LEFEBVRE, denis, 1994a. *Les emplois au Nunavik/ Jobs in Nunavik*, Kuujjuaq, ARK.

LEFEBVRE, denis, 1994b. *Nunavik Labour Market Statistics*, [s.l.], [s.d.].

LEFEBVRE, denis, 1996. *Les emplois au Nunavik/ Jobs in Nunavik*, Kuujjuaq, ARK.

LE PLAY, Frédéric, 1983 (1856). *Ouvriers des deux mondes. Études publiées par la Société d'économie sociale à partir de 1856 sous la direction de Frédéric Le Play*, Paris, À l'Enseigne de l'Arbre verdoyant Éditeur.

LÉVESQUE, Carole, 1991. *Niqi — Ce que l'on mange. Étude de la gestion des ressources alimentaires dans la région de Grande-Baleine*, Montréal, Hydro-Québec.

LÉVESQUE, Carole et D. DE JURIEW, 2000. *Dynamique et Caractérisation des réseaux sociaux. Premiers résultats d'une enquête sur l'alimentation au Nunavik*, Rapport non-publié, Montréal, INRS-Culture et Société.

LIPOVETSKY, Gilles, 1993. *L'ère du vide*, Paris Folio.

LONNER, Thomas, 1986. Subsistence as an economic System in Alaska: Theoretical Observations and Management Implications, LANGDON, Steven J., (éd). *Contemporary Alaskan Native Economies*, Lanham MD, University Press of America, pp 15-27.

LURY, Celia, 1996. *Consumer Culture*, New Brunswick NJ, Rutger University Press.

LYCK, Lise et J. TAAGHOLT, 1987. Greenland — Its Economy And Resources, *Arctic* 40(1): 50-59.

LYNGE, Finn, 1992. *Arctic Wars. Animal Rights, Endangered Peoples,* Hanover, University Press of New England.

MACKEY, Alton M.G. et R.D. ORR, 1987. An Evaluation of Household Country Food Use in Makkovik, Labrador, July 1980-June 1981, *Arctic* 40(1): 60-65.

MARACLE, Richard, 1998. Répercussions des restrictions de l'Union européenne sur l'importation des fourrures d'animaux sauvages. Règlement EU 3254/91. Répercussions du règlement sur les peuples autochtones du Canada, *Ministère des affaires indiennes.* En ligne. <http://inac.gc.ca/pubs/report_f.html>.

MARQUARDT, Ole et R. CAULFIELD, 1996. Development of West Greelandic Markets for Country foods Since the 18th century, *Arctic* 49(2): 107-119.

MAUSS, Marcel, 1924. Essai sur le don forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïque, MAUSS, Marcel. *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, pp. 145-279.

McCRACKEN, Grant, 1988. *Culture and Consumption: New approaches to the Symbolic Character of Consumer Goods an Activities*, Bloomington, Indiana University Press.

McINTOSH, Alex, 1996. *Sociologies of Food and Nutrition*, New York, Plenum Press.

MEAD, Margaret, 1997 [1970]. The Changing Significance of Food, COUNIHAN, C. et van ESTERIK, P. (éd.). *Food and Culture A Reader*, London, Routledge, pp. 11-19.

MENDRAS, Henri, 1989. *Éléments de sociologie*, Paris, Armand-Colin.

MENDRAS, Henri et M. FORSÉ, 1983. *Le changement social*, Paris, Armand-Colin.

MENNELL, Stephen, 1985. *All Manners of Food. Eating and Taste in England and France from the Middle Ages to the Present*, Oxford, Basil Blackwell.

MENNELL, Stephen, A, MURCOTT et A. H. VAN OTTERLOO, 1992. *The sociology of Food. Eating, Diet and Culture*, London, Sage.

MESHER, Dorothy, 1995. *Kuujjuaq Memories and Musings*, Duncan, Unica.

MILLER, Daniel, 1987. *Material Culture and Mass Consumption*, Oxford, Basil blackwell.

MINTZ, Sidney W, 1985. *Sweetness and Power. The Place of Sugar in Modern History*, New York, Viking.

MINTZ, Sidney W, 1993. The Changing roles of food in the study of consumption, PORTER, R et J. BREWER, *Consumption and the world of goods*, pp. 261-273.

MOFFATT, Michael E. K., J. O'NEIL et T. KUE YOUNG, 1991. *Keewatin Health Status Assessment Study*, Winnipeg, University of Manitoba (and the Keewatin Regional Health Board).

MONTANARI, Massimo, 1994 [1993]. *The culture of food*, Oxford, Blackwell.

MORRISON, N.E., O. RECEVEUR, H. V. KUHNLEIN, D.M. APPAVOO et R. SOUEIDA, 1995. Contemporary Sahtu Dene/Metis use of Traditional and Market Food, Fort Good Hope, *Ecology of Food and Nutrition* 34: 197-210.

MORRISSONNEAU, Christian, 1973. Bien-être et consommation chez les Esquimaux du Nouveau-Québec: un problème communautaire, *Cahiers de géographie du Québec* 17(4): 265-281.

MURCOTT, Anne, 1986. You are what you eat: Anthropological Factors Influencing Food Choice, RITSON, C., L. GOFTON et J. McKenzie, *The Food Consumer*, Chicester, John Wiley and sons, pp. 107-125.

MURCOTT, Anne, 1992. Cultural Perceptions of Food and Eating: Obstacles to Change, *Ecology of Food and Nutrition* 27: 283-290.

MYERS, Heather, 1982. Traditional and modern sources of income in the Lancaster Sound region, *Polar Records* 21(130): 11-22.

MYERS, Heather et S. FORREST, 2000. Making Change: Economic Development in Pond Inlet, 1987-1997, *Arctic* 53(2): 134-145.

NAGY, Murielle, 1997. *Palaeoeskimo cultural transition: a case study from Ivujivik, Eastern Arctic*, thèse de PhD, Department of Anthropology, University of Alberta.

NOWAK, Michael, 1988. Sea Mammals in a mixed Economy: A Southwestern Alaskan Case, *Arctic Anthropology* 25(1): 44-51.

NOWAK, Michael, 1975a. Subsistence Trends in a Modern Eskimo Community, *Arctic* 28(1): 21-34.

NOWAK, Michael, 1975b. The Impact Of 'Convenience' Foods On A Community In Western Alaska, *Anthropological Papers of the University of Alaska* 17(2): 55-59.

NUTRITION CANADA, 1977. *Food Consumption Patterns Report*, Ottawa, Santé et Bien-être Canada.

NUTTALL, Mark, 1992. *Arctic Homeland. Kinship, Community and development in Northwest Greenland*, Toronto, University of Toronto Press.

NUTTALL, Mark, 1991. Sharing and the ideology of subsistence in a Greelandic sealing village, *Polar Records* 27(162): 217-222.

NWT BUREAU OF STATISTICS, 1994. *1991 Aboriginal Peoples Data Northwest Territories- no. 4 Disabled Persons, Housing Characteristics*.

NWT BUREAU OF STATISTICS, 1997. Population, by Age and Sex Baffin Region Census 1996, *NWT Bureau of statistics*. En ligne. <http://www.stats.gov.nt.ca/bureau/ census96/july/baffin_age.html>.

OAKES, Jill et R. RIEWE, 1997. *Culture, Economy and Ecology*, Trent, The 1994 Trent University Northern Chair Lecture Series/ Cider Press.

PETERSEN, Nicolas, 1991. Introduction: Cash, Commoditisation and Changing Foragers, PETERSON N. et T. MATSUYAMA (éds). *Cash, Commoditisation and Changing Foragers*, Osaka, Senri Ethnographical Studies, 30: 1-16.

PELTO Gretel H. et P. J. PELTO, 1985. Diet and Delocalization: Dietary Changes since 1750, ROTBERG, Robert I. et T. K. RABB. *Hunger and History*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 309-330.

PELTO Gretel H. et L. A. VARGAS, 1992. Introduction: Dietary change and Nutrition, *Ecology of Food and Nutrition* 27: 159-161.

PELTO, Pertti J., 1987. *The Snowmobile Revolution. Technology and Social Change in the Arctic*, Prospect Heights Ill., Waveland Press inc.

POIRIER, Sylvie et L. BROOKE, 1997. *Inuit Perceptions of Contaminants, Environmental Knowledge and Land Use in Nunavik: the case of Salluit, Preleminary Research Report*, [s.l.], Avativut/ Ilusivut- Eco-Research Program.

POLANYI, Karl, 1992 [1957]. The Economy as Instituted Process, GRANOVETTER, M et R. SWEDBERG (eds.). *The Sociology of Economic Life*, Boulder, Westview Press, pp. 29-51.

POLANYI, Karl, 1981 [1944]. *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard.

PORTNOFF, Morrie, 1994. *The 1993 Nunavik Beluga Whale and Walrus Subsistence Harvest Study*, Montréal, Pêches et Océans Canada.

QUIGLEY, N. C. et N. J. McBRIDE, 1987. The Structure of an Arctic Microeconomy: The Traditional Sector in Community Economic Development, *Arctic* 40(3): 204-210.

REEVES, Randall, R., 1993. The commerce in maktaq at Arctic Bay, Northern Baffin Island, NWT, *Arctic Anthropology* 30(1): 79-93.

RICHLING, Barnett, 1989. Recent Trends in the Northern Labrador Seal Hunt, *Études Inuit Studies* 13(1): 61-74.

ROSTOW, Walt. W., 1963 [1960]. *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Seuil.

ROULAND, NORBERT, 1978. *Les Inuit du Nouveau Québec et la Convention de la Baie-James,* Québec, Association Inuksiutit Katimajiit et Centre d'Études nordiques.

ROY, Camille, 1971. *Le village esquimau d'Ivujivik et sa région. Quelques aspects géographiques - tome II*, Québec, DGNQ.

SAGMAI, 1978. *Services municipaux en territoire inuit*, Québec.

SAHLINS, Marshall, 1976. *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard.

SAHLINS, Marshall, 1974 (1968). L'économie tribale, GODELIER, Maurice. *Un domaine contesté: l'anthropologie économique*, Paris, Mouton, pp. 236-264.

SALADIN D'ANGLURE, Bernard, 1967. *L'organisation sociale traditionnelle des Esquimaux de Kangiqsujuaaq (Nouveau Québec)*, Québec, Centre d'études nordiques.

SALADIN D'ANGLURE, Bernard, 1984. Inuit of Quebec, DAMAS, D (éd.). *The Handbook of North American Indians. Vol. 5. Arctic*, Washington, Smithsonian Institution, pp. 476-507.

SALISBURY, Richard F., 1986. *A Homeland for the Cree. Regional Development in James Bay 1971-1981*, Montréal, McGill-Queen's University Press.

SATIN, Alvin et W. SHASTRY, 1983. *L'échantillonnage: un guide non mathématique,* Ottawa, Statistique Canada.

SCARDIGLI, Victor., 1983. *Consommation culture du quotidien*, Paris, PUF.

SÉNÉCAL, Pierre *et al.*, 1995. *Banque de données sur les communautés isolées du Québec,* Québec, Hydro-Québec et GÉTIC.

SIMARD, Jean-Jacques, 1994. Les dépenses de l'État chez les Cris et les Inuit du Québec depuis la Convention de 1975, *Recherches sociographiques* 35(3): 505-550.

SIMARD, Jean-Jacques, 1988. La révolution pluraliste: Une mutation du rapport de l'homme au monde, *Société* 2: 22-56.

SIMARD, Jean-Jacques, 1982. *La révolution congelée: coopération et développement au Nouveau-Québec inuit*, Québec, Université Laval, thèse de doctorat.

SIMARD, Jean-Jacques, 1979. Terre et pouvoir au Nouveau-Québec, *Études Inuit Studies* 3(1): 101-129.

SIMARD, Jean-Jacques *et al.* 1996. *Tendances nordiques. Les changements sociaux 1970-1990 chez les Cris et les Inuit du Québec,* Québec, GÉTIC.

SIMARD, Jean-Jacques avec R. ROBITAILLE *et al.* ([s.d.]). *Le revenu personnel des Autochtones touchés par le projet de la Baie James. Tendances 1970-1986,* Québec, GÉTIC.

SKLAIR, Leslie, 1997. The culture-ideology of Consumerism in the Third World, N. GOODWIN, F. ACKERMAN et D. KIRON. *The Consumer Society,* Washington, Island Press, pp. 320-324.

SLATER, Don, 1997. *Consumer Culture and Modernity,* Cambridge, Polity Press.

SMELSER, Neil J., 1976 [1963]. *The Sociology of Economic Life,* Englewood Cliffs, Prentice-Hall.

SMITH, Eric A., 1991. *Inujjuamiut foraging strategies. Evolutionary Ecology of an Arctic Hunting Economy,* New York, Aldine de Gruyter.

SMITH Thomas G. et H. WRIGHT, 1989. Economic status and role of hunters in a modern Inuit village, *Polar Records* 25(153): 93-98.

SCHNEIDER, Lucien, 1985. *Ulirnaisigutiit An inuktitut-English Dictionary of Northern Quebec, Labrador and Eastern Arctic Dialects,* Québec, PUL.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, 1991. *La tarification des loyers subventionnés en milieu inuit.*

SHQ- SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, [s.d.]. *Revenu moyen des ménages inuit selon la principale source de revenu du ménage par village - Tableaux divers.*

SHQ- SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC, 1995. *Rapport annuel 1994,* Québec, Les publications du Québec.

SOCIÉTÉ MAKIVIK, 1994. *Makivik News,* Montréal, Spring 1994.

SOCIÉTÉ MAKIVIK, 1995. *Makivik Rapport annuel 1994-1995,* Montréal.

STABLER, Jack C., 1989. Jobs, leisure and traditional pursuits: activities of native males in the Northwest Territories, *Polar Records* 25(155): 295-302.

STABLER, Jack C., G. TOLLEY et E. HOWE, 1990. Fur Trappers in the Northwest Territories: An Econometric Analysis of the Factors Influencing Participation, *Arctic* 43(1): 1-8.

STATISTIQUE CANADA, 1999a. *Seuils de faible revenu,* Ottawa.

STATISTIQUE CANADA, 1999b. *Les mesures de faible revenu, les seuils de faible revenu après impôt et les mesures de faible revenu après impôts,* Ottawa.

STATISTIQUE CANADA, 1999c. Caractéristiques de la population active (population de 15 ans et plus) selon les régions économiques. *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/français/pgdb/people/labour/labor36b_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1998. Dépenses moyennes des ménages, 1997, *Le Canada en statistiques*. En ligne.

STATISTIQUE CANADA, 1997a. Revenu moyen, impôts et paiements de transfert pour des genres de famille sélectionnées et pour les personnes seules, 1994, *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/français/pgdb/people/families/ famil22a_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1997b. Ménages, selon les caractéristiques du logement, *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/français/pgdb/people/families/famil40a_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1997c. Population selon le sexe et l'âge, 1996, Données du recensement 1996, *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/ français/pgdb/people/families/demo10a_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1997d. Nombre et taille des familles de recensement, selon le genre, *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/ français/pgdb/people/families/famil40a_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1997e. Dépenses moyennes des ménages, selon le genre de dépenses et revenu moyen, Canada et provinces, 1992, *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/français/pgdb/people/families/famil16b_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1997f. Revenu annuel moyen pour des genres de famille sélectionnées et pour les personnes seules, 1994, *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/français/pgdb/people/families/famil05_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1997g. Nombre et taille moyenne des familles de recensement, selon le genre, *Le Canada en statistiques*. En ligne. <http://www.statcan.ca/français/pgdb/people/families/famil40b_f.htm>.

STATISTIQUE CANADA, 1997h. Dépenses alimentaires hebdomadaires moyennes par ménage, Canada, régions, provinces et régions métropolitaines sélectionnées, 1996, *Le Canada en statistiques*. En ligne.

STATISTIQUE CANADA, 1992. *Dépenses des familles au Canada. 17 régions métropolitaines 1990*, Ottawa.

STERN, Pamela, 2000. Subsistence: Work and leisure, *Études Inuit Studies* 24(1): 9-24.

TANGERMANN, Stefan, 1986. Economic Factors Influencing Food Choice, RITSON, Christopher, L. GOFTON et J. McKENZIE (eds). *The Food Consumer*, Chicester, John Wiley and sons, pp. 61-83.

TOBIAS Terry N. et J. J. KAY, 1994. The Bush Harvest in Pinehouse, Saskatchewan, Canada, *Arctic* 47(3): 207-221.

TURNER, Lucien M., 1979 (1894). *Ethnology of the Ungava District, Hudson Bay Territory*, Québec, Inuksiutiit Association.

USHER, Peter J., 1992. La contamination mercurielle du poisson et ses effets socio-économiques chez les collectivités autochtones du nord, *Les contaminants dans l'environnement marin du Nunavik*, Québec, Centre d'études nordiques, Université Laval, coll. Nordicana vol 56, pp. 49-55.

USHER, Peter J., 1981. Sustenance or Recreation? The Future of Native Wildlife Harvesting in Northern Canada, FREEMAN, Milton M.R. (éd.). *Proceedings First International Symposium on Renewable Resources and the Economy of the North*, Association of Canadian Universities for Northern Studies, p. 56-71.

USHER, Peter J., 1976. Evaluating Country food in the Northern Native Economy, *Arctic* 29(2): 105-120.

USHER, Peter J., 1971. *The Bankslanders: Economy and Ecology of a Frontier Trapping Community. Vol. 2: Economy and Ecology*, Ottawa, DIAND.

USHER, Peter, J. et G. WENZEL, 1987. Native Harvest Surveys and Statistics: A Critic of their Construction and Use, *Arctic* 40(2): 145-160.

VEBLEN, Thorstein, 1970 (1899). *Théorie de la classe de loisir,* Paris, Gallimard.

VERDIER, Pamela C., R. EATON et B. COOPER, 1987. A Study of the Nutritional Status of an Inuit Population in the Canadian High Arctic Part. 2. Some Dietary Sources of vitamins A and C, *Canadian Journal of Public Health* 78: 236-239.

VÉZINET, Monique, 1980. *Les Nunamiut. Inuit au coeur des terres*, Québec, Éditeur officiel du Québec.

WALDRAM, James B., 1985. Hydroelectric Development and Dietary Delocalization in Northern Manitoba, Canada, *Human Organization* 44(1): 41-49.

WALLACE, W. S., 1932. *John Mcleans's notes of a 25 years' service in the Hudson's Bay Territory*, Toronto, The Champlain Society.

WARDE, Alan, 1997. *Consumption, Food and Taste*, London, Sage.

WEBER, Max, 1971a [1922]. *Économie et société. Vol. 1 Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon.

WEBER, Max, 1971b (1922). *Économie et société. Vol. 2 L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*, Paris, Plon.

WEIN, Eleanor E., 1995. Evaluating Food Use by Canadian Aboriginal Peoples, *Canadian Journal of Physiology and Pharmacology* 73: 759-764.

WEIN, Eleanor E., 1987. Use of Country Foods by Native Canadians in the Taiga, Abstract from the 7th International Congress on Circumpolar Health, *Arctic Medical Research* 45, [n.p.].

WEIN, Eleanor E., 1986. Nutrition of Northern Native Canadians, *Canadian Home Economics Journal* 36(1): 25-29.

WEIN, Eleanor E., M. M. R. FREEMAN, 1995. Frequency of Traditional Food Use by Three Yukon First Nations Living in Four Communities, *Arctic* 48(2): 161-171.

WEIN, Eleanor E., M. M. R. FREEMAN, 1992. Inuvialuit Food Use and Food Preferences in Aklavik, Northwest Territories, Canada, *Arctic Medical Research* 51: 159-172.

WEIN, Eleanor E., M. M. R. FREEMAN et J.C. MAKUS, 1996. Use of and Preference for traditional Foods among the Belcher Island Inuit, *Arctic* 49(3): 256-26.

WEIN, Eleanor E., J. H. SABRY et F. T. EVERS, 1991. Food Consumption Patterns and Unse of Country Foods by Native Canadians near Wood Buffalo National Park, Canada, *Arctic* 44(3): 196-205.

WEIN, Eleanor E., J. H. SABRY et F. T. EVERS, 1989. Food Health Beliefs and Preferences of Northern Native Canadian Wood Buffalo (Chepewyan), *Ecology of Food and Nutrition* 23: 177-188.

WENZEL, George, 1995. Ningiqtuq: Resource sharing and generalized reciprocity in Clyde River, Nunavut, *Arctic Anthropology* 32(2): 43-60.

WENZEL, George, 1991. *Animal Rights, Human Rights. Ecology, Economy and Ideology in the Canadian Arctic*, Toronto, University of Toronto Press.

WENZEL, George, 1989. Sealing at Clyde River , N.W.T.: A Discussion of Inuit Economy, *Études Inuit Studies* 13(1): 3-22.

WENZEL, George, 1983. The Integration of «Remote» Site Labrador into the Inuit Economy of Clyde River, *Arctic Anthropology* 20 (2): 79-92.

WHEATLEY, Margaret et B. WHEATLEY, 1981. The effects of eating habits on mercury levels among Inuit residents of Sugluk, *Études Inuit Studies* 5(1): 27-43.

WILLMOTT, 1961. *The Eskimo Community at Port Harrison*, Ottawa, DNANR.

WOLF, Eric R., 1997 [1982]. *Europe and the People Without History,* Berkeley, University of California Press.

WOLFE, Robert J. 1984. Commercial Fishing in the Hunting-Gathering Economy of a Yukon River Yup'ik Society, *Études Inuit Studies* 8: 159-183.

WOLFE Robert J. et R. J. WALKER, 1987. Subsistence Economies in Alaska: Productivity, Geography, and Development Impacts, *Arctic Anthropology* 24(2) 56-81.

ANNEXES

Annexe 1- Le guide d'entrevue

Annexe 2- Sources de données secondaires

Annexe 3- Population et nombre de ménages par village, Nunavik 1995

Annexe 4- Proportion des types de ménages, selon la typologie, pour les deux villages échantillons 1995

Annexe 5- Population par âge, villages échantillons 1995

Annexe 6- Modèle d'utilisation du territoire

Annexe 7- Principales espèces selon le poids comestible

Annexe 8- Typologie alimentaire des ménages

Annexe 9- Barèmes salariaux selon la classe et le statut de l'emploi

Annexe 10- Calcul des prestations gouvernementales

Annexe 11- Données sur l'emploi par village

Annexe 12- Répartition des sources de revenus par village, 1995

Annexe 13- Indice de vie chère (IVC), par village mars 1990

Annexe 14- Liste des produits vendus par la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec

Annexe 15- Liste des aliments retenus et sources

Annexe 16- Informations relatives à l'échantillon de ménages

ANNEXE 1

HOUSEHOLD IDENTIFICATION SHEET

•identification : 1. village 2. house number (on the map) 3. type of housing (type, number of bedroom, year) 4. name of household head (the father or the person that is renting the house) •structure of household : 5. number of census families in the household living in the house at the time of the interview and during the last 12 months For each census family : 6. number of people in the family 7. age (or birthday) 8. sex 9. relationship with the household head •Life style 10. schooling 11. occupation of each person during the last twelve months 12. origin of adults 13. location of camp	CODE ON CARD 1. initial of interviewer 2. initial of village 3. date 4 house number 5. family number (according to numerical importance of the family) on the total number of families in the household. 6. person interviewed

EXPENSES RELATED TO FOOD PRODUCTION : VEHICLES AND CAMPING EQUIPMENT (1)

	PERIOD			EXPENSES					INCOMES	
	frequency	*season*	*life duration of equipment*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail or cargo $)*	*home made*	*Who did pay* *- inside or* *- outside the household*	*method of payment* *- cash* *- loan* *- credit card*	*received* *- value* *- quantity* *- origin*	*paid by HSP* *- in-kind* *- cash*
• **TRANSPORTATION**										
vehicule										
- ski-doo										
- canoe/ boat										
- outboard engine										
- qamutik (sled)										
maintenance										
- tools										
- parts										
• **CAMPING EQUIPMENT**										
- stove/ lamps										
- propane										
- knives										
- tent/ canvas										
- building materials for the camp										
- other										

N.B. Local and outside purchasing is according to location of purchase

FOOD PRODUCTION ACTIVITIES : HUNTING (2)

	PERIOD			EXPENSES				PURPOSES				
	frequency	*season*	*life duration of equipment*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail and cargo $)*	*home made*	*Who did pay?*	*consumed by the household*	*given*	*received*	*HSP/ from freezer*	*sold to CNV (HSP) or stores*
hunting equipment: - rifle/ shotgun - ammunition (according to game) - binoculars / telescope							*- inside* *- outside the household*		*- value* *- quantity* *- to whom*	*- value* *- quantity* *- origin*	*- value* *- quantity*	*- value* *- quantity* *- to whom*
species harvested : - specie* - number - parts** - quantity(kg)												
time spent (according to specie)												
gasoline (according to type of vehicule-mileage or gas can- and specie)												

* See «List of species» that includes edible weight and value ($)
** See«List of edible parts»

FOOD PRODUCTION ACTIVITIES : FISHING (3)

	PERIOD			EXPENSES				PURPOSES				
	frequency	*season*	*life duration of equipment*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail and cargo $)*	*home made*	*Who did pay?*	*consumed by the household*	*given*	*received*	*HSP/ from freezer*	*sold to CNV (HSP) or stores*
fishing equipment : - nets/ hooks - fishing rod/ reel - ice drill - other							*- inside* *- outside the household*		*- value* *- quantity* *- to whom*	*- value* *- quantity* *- origin*	*- value* *- quantity*	*- value* *- quantity* *- to whom*
species harvested : - specie* - number - quantity(kg)												
time spent (according to specie)												
gasoline (according to type of vehicule-mileage or gas can- and specie)												

* See «List of species» that includes edible weight and value ($)

CRAFT PRODUCTION ACTIVITIES : TRAPPING (4)

	PERIOD			EXPENSES				PURPOSES				
	frequency	*season*	*life duration of equipment*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail and cargo $)*	*home made*	*Who did pay?*	*used by the household*	*given*	*received*	*sold*	*paid by HSP*
trapping equipment : - traps - other							*- inside* *- outside the household*		*- value* *- quantity* *- to whom*	*- value* *- quantity* *- origin*	*- value* *- quantity* *- to whom*	*- In-kind* *- cash*
species harvested : - specie* - number												
time spent (according to specie)												
gasoline (according to type of vehicule-mileage or gas can- and specie)												

* See «List of species» that includes value ($). This also includes caribou antlers

CRAFT PRODUCTION ACTIVITIES : ART (5)

	PERIOD			EXPENSES				PURPOSES				
	frequency	*season*	*life duration of equipment*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail and cargo $)*	*home made*	*Who did pay?*	*used by the household*	*given*	*received*	*sold*	
material : - chisels/ tools - electric tools - raw material (stone, ivory...)							*- inside* *- outside the household*		*- value* *- quantity* *- to whom*	*- value* *- quantity* *- origin*	*- value* *- quantity* *- to whom*	
workshop - building material - heating/ electrical costs												
time spent (for each project)												

CRAFT PRODUCTION ACTIVITIES : HANDICRAFT (6)

	PERIOD			EXPENSES				PURPOSES				
	frequency	*season*	*life duration of equipment*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail and cargo $)*	*home made*	*Who did pay?*	*used by the household*	*given*	*received*	*sold*	
• TOOLS, SLEDS, TRAILERS							*- inside - outside the household*		*- value - quantity - to whom*	*- value - quantity - origin*	*- value - quantity - to whom*	
equipment/ materials : - materials - tools - electrical tools												
workshop : - building materials - heating/ electrical costs												
time spent (for each project)												
• CLOTHINGS												
material : - fabric/ duffle - leather/ fur - material (thread, zippers...) - electrical equipment												
time spent (for each project)												

EXPENSES RELATED TO MANUFACTURED GOODS : FOOD (7)

	PEDIOD		EXPENSES				PURPOSES			
	frequency	*season*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail or cargo $)*	*Who did pay?*		*consumed by the household*	*given*	*received*	
• FOOD AND GROCERIES					*- inside* *- outside the household*			*- value* *- quantity* *- to whom*	*- value* *- quantity* *- origin*	
food : - fruits/ vetetables - imported meat - canned food - basic product (flour, sugar, lard, tea) - frozen and prepared food - pops - diary/ eggs - bread/ pastry - junk										

N.B. Find with a key-informator what does people eat when there is no country food available

EXPENSES RELATED TO MANUFACTURED GOODS : OTHERS (8)

	PEDIOD		EXPENSES				PURPOSES			
	frequency	*season*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail or cargo $)*	*Who did pay?* *- inside* *- outside the household*		*used by the household*	*given* *- value* *- quantity* *- to whom*	*received* *- value* *- quantity* *- origin*	
• FOOD AND GROCERIES										
groceries - detergent - soap/ personal care - toilet paper										
others - tobacco - alcohol										
restaurant										
• HOUSING										
rent										
furnishing (bedding, dishes...)										
appliances										
maintenance (wall paper, paint, carpets, decoration)										
insurances										
telephone										

EXPENSES RELATED TO MANUFACTURED GOODS : OTHERS (9)

	PEDIOD		EXPENSES				PURPOSES			
	frequency	*season*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail or cargo $)*	*Who did pay?* *- inside* *- outside the household*		*used by the household*	*given* *- value* *- quantity* *- to whom*	*received* *- value* *- quantity* *- origin*	
• **TRANSPORTATION**										
vehicles : - three and four-wheelers - motocycle - bike - other vehicles - trailers										
gasoline (at the village)										
insurances (registration/ driver licences/ insurances)										
maintenance (tools, parts)										
taxi										
holidays : (South, North) - plane tickets (where) - lodging - restaurant										

EXPENSES RELATED TO MANUFACTURED GOODS : OTHERS (10)

	PEDIOD		EXPENSES				PURPOSES			
	frequency	*season*	*local purchase*	*outside purchase (+ mail or cargo $)*	*Who did pay?*		*used by the household*	*given*	*received*	
• **VARIOUS GOODS**					- *inside* - *outside the household*			- *value* - *quantity* - *to whom*	- *value* - *quantity* - *origin*	
clothings : (for each person) - pants/ dresses - pull/ blouse - shoes/ boots - coats										
gifts to somebody (to each person/ per event) :										
personal care : - glasses - hair dressing										
bingo/ lotery										
tools										
sport equipment										
day-care										

DEBTS AND CREDITS (11)

	period	*total amount*	
credit* :			
- credit card			
- store credit card			
- coop			
debts* :			
- bank loan			
- loan from an individual			
- rent			
orthers :			
- alimony			
- money to children			
- money to individual or family			
- charity			
- tax income to be paid			

* interests

MONETARY EARNINGS (12)

	period	*total amount*	
• **WAGE WORK***			
full time job - number of weeks			
part time job (1) : - number of weeks/ hours			
part time job (2) : - number of weeks/ hours			
part time job (3) : - number of weeks/ hours			
• **BUSINESS OWNER**			
net income : - sales according to item minus - gross price for item minus - expenses related to the business (employees, building maintenance...)			
• **FEES** - number of weeks/ hours			
• **TRANSFERT PAYMENTS**			
I.U.C. : - number of weeks			
welfare : - number of weeks			

* gross, including living-costs differentials
N.B. total should equal 52 weeks

MONETARY EARNINGS (13)

	period	*total amount*	
• **OTHER TRANSFERT PAYMENTS**			
Elderly pension (federal)			
Supplément au revenu			
Régime des rentes du Québec			
family allowances (fed./ prov.)			
indemnities (CSST/ IVAC)			

MONETARY EARNINGS (14)

	period	*total amount*	
• OTHER REVENUES			
interets : - dividend - investment* - bank account*			
revenues from lodgers (school, social services)			
GST credits			
income tax return			
alimony			
gifts from individual or family			
incomes from lotery or bets			

* interests

Annexe 2- Sources des données secondaires

Catégories	Types de données	Sources
Données socio-démographiques	Liste des locataires de logements à prix modique: numéro de maison, nom de famille du locataire.	Corporation de village nordique, liste des locataires d'habitations à loyer modique, 1995.
	Nombre de maisons et de personnes habitant un logement à loyer modique.	Société d'habitation du Québec (SHQ), divers tableaux, 1995.
	Liste des bénéficiaires: Nom de famille, âge et sexe, lien avec le chef de famille.	Corporation de village nordique, 1995; Corporation foncière, 1994.
	Occupation des membres du ménage.	Agent local d'emploi de l'Administration régionale Kativik (ARK), 1995; agent du ministère de la Sécurité du revenu (MSRQ), 1995.
Revenus	Données sur le nombre d'emploi selon le type d'emploi par village.	Département d'emploi et de formation de l'ARK, divers tableaux 1995.
	Sommes des prestations d'assurance-chômage par village.	Département d'emploi et de formation de l'ARK, 1995.
	Sommes des prestations d'aide sociale.	Département d'emploi et de formation de l'ARK, 1995.
	Montants des prestations d'aide sociale selon le barème de disponibilité du programme APTE 1995	Ministère de la Sécurité du revenu (MSRQ);
	Valeur monétaire et quantité de produit de récolte vendu 1994-1995.	Corporation de village nordique (HSP), juillet 1994 à juin 1995; Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ), juillet 1994 à juin 1995.
	Sommes totales octroyées aux participants du HSP par village, 1993.	Barrett 1994.
	Les barèmes pour les allocations familiales et la prestation fiscale pour enfant 1995	Régie des rentes du Québec (RRQ), 1995; ministère fédéral du Revenu, 1995.

Annexe 2- Sources des données secondaires (suite)

Catégories	Types de données	Sources
Revenus	Barèmes du régime de pensions pour personnes âgées, 1995.	ministère fédéral du Développement des ressources humaines (DRH), 1995.
	Barèmes de l'aide sociale, 1995.	MSRQ, 1995.
Récolte	Nombre d'animaux tués pour certaines ressources, 1994-1995.	ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF), divers tableaux 1994, 1995; Brooke [s.d.].
Alimentation	Quantités de nourriture ingérée par année, 1992.	Santé Québec/ banque de données «Fréquence alimentaire», Santé Québec 1992; Lang et Langner 1994b.
Dépenses d'épicerie	Ventes et les achats effectués par les coopératives locales, 1994-1995.	Fédération des coopératives du Nouvea-Québec (FCNQ), divers tableaux, juillet 1994-juin 1995 et janvier à juin 1996.
	Comportements des consommateurs, 1994-1995.	Données d'entrevues faites auprès de responsables locaux des commerces d'alimentation, y compris des dépanneurs et des restaurants.
	Quantité de certaines denrées vendues, 1994-1995.	Données d'entrevues faites auprès de responsables locaux des commerces d'alimentation, y compris des dépanneurs et des restaurants, 1995.
Dépenses de production	Ventes et achats faits par les coopératives locales auprès de leurs fournisseurs, 1994-1995.	FCNQ, divers tableaux, juillet 1994-juin 1995 et janvier à juin 1996.
	Comportements des consommateurs, 1994-1995.	Données d'entrevues faites auprès de responsables d'entreprises locales spécialisées dans la vente de matériel, 1995.
	Quantité de certains biens vendus, 1994-1995.	Données d'entrevues faites auprès de responsables d'entreprises locales spécialisées dans la vente de matériel, 1995.

Annexe 3- Population et nombre de ménages, par village, Nunavik 1995

Villages	Population	Nombre de ménages	Nombre de personnes/ ménage
Kuujjuaq	1 253	301	4,2
Inukjuak	1 101	244	4,5
Puvirnituk	1 032	217	4,8
Salluit	903	171	5,3
Kuujjuarapik	521	124	4,9
Total villages de grande taille	4 810	1 057	4,6
Kangiqsualujjuaq	589	121	4,2
Kangiqsujuaq	458	95	4,8
Akulivik	405	89	4,6
Kangirsuk	403	86	4,7
Umiujaq	331	66	5,0
Ivujivik	272	52	5,2
Quaqtaq	272	58	4,7
Tasiujaq	167	35	4,8
Aupaluk	146	32	4,6
Total villages de petite taille	3 043	634	4,8
Total	7 853	1 691	4,6

Sources: Pour la population: tous les villages sauf Kuujjuaq: population en 1995 d'après les données de la SHQ en 1992; Kuujjuaq: estimations d'après les données des bénéficiaires en 1994 et 1996. Nombre de ménages: nombre de logement en 1995, d'après les registres de la SHQ.

Annexe 4- Proportion des types de ménages, selon la typologie, pour les deux villages échantillons 1995

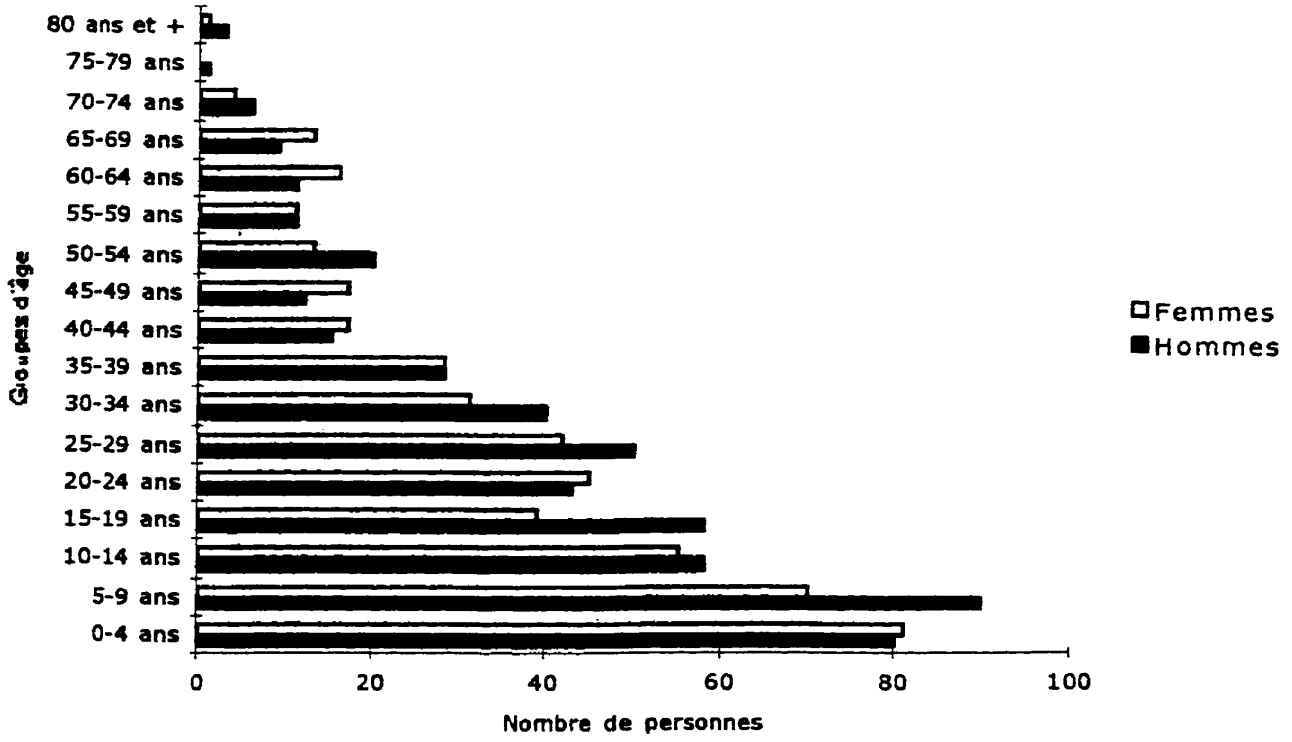
Typologie	Proportion des ménages	
	Gros village n=228	Petit village n= 88
	%	%
1 A	19,3	27,3
1 B	7,9	8,0
2 A	3,1	5,7
2 B	5,3	3,4
3 A	11,8	9,1
3 B	13,2	8,0
4	7,0	5,7
5	14,9	18,2
6	6,6	6,8
7 A	4,8	5,7
7 B	2,2	1,1
8	1,3	1,1
9	2,6	—
Total	100,0	100,0

ANNEXE 5

Population par âge, Nunalik 1995

Groupes d'âge	Population			
	Hommes N	Femmes N	Total N	%
0-4 ans	80	81	161	16
5-9 ans	90	70	160	16
10-14 ans	58	55	113	11
15-19 ans	58	39	97	10
20-24 ans	43	45	88	9
25-29 ans	50	42	92	9
30-34 ans	40	31	71	7
35-39 ans	28	28	56	6
40-44 ans	15	17	32	3
45-49 ans	12	17	29	3
50-54 ans	20	13	33	3
55-59 ans	11	11	22	2
60-64 ans	11	16	27	3
65-69 ans	9	13	22	2
70-74 ans	6	4	10	1
75-79 ans	1	0	1	0
80 ans et +	3	1	4	0
Total	535	483	1018	100

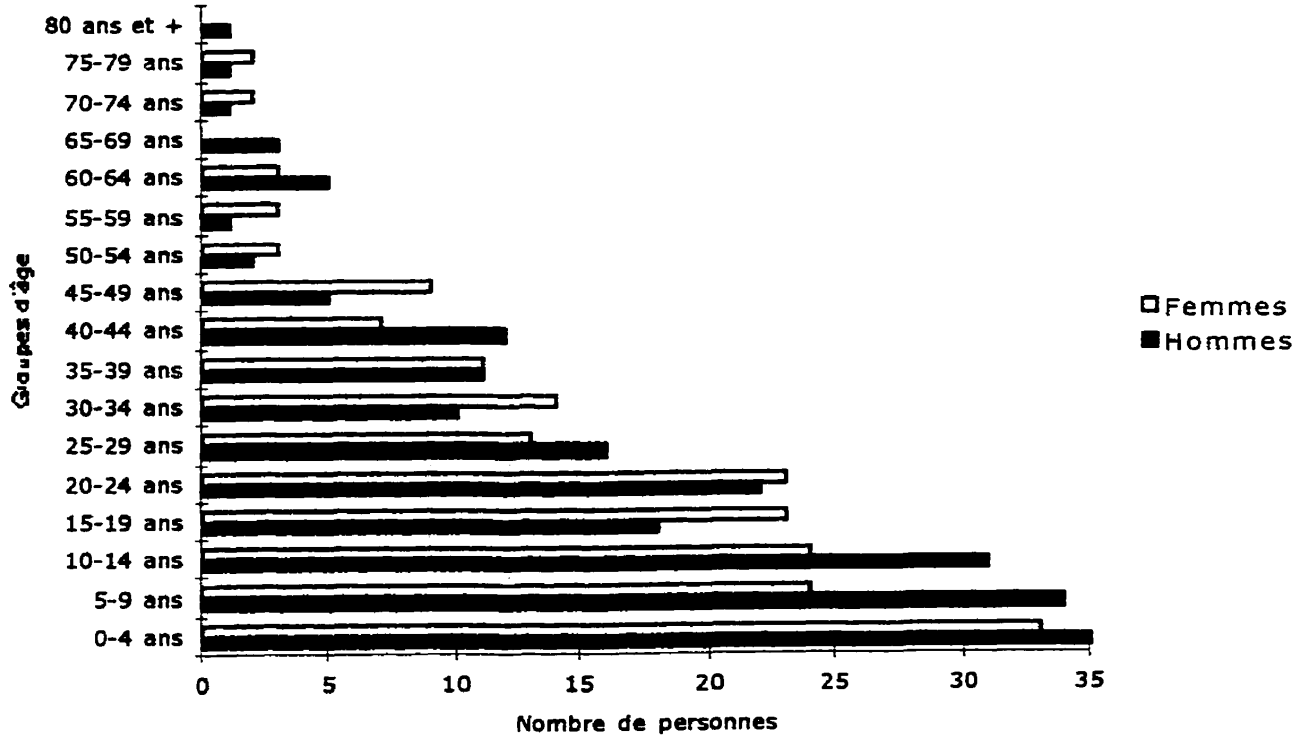
Population par âge, Nunaiik 1995



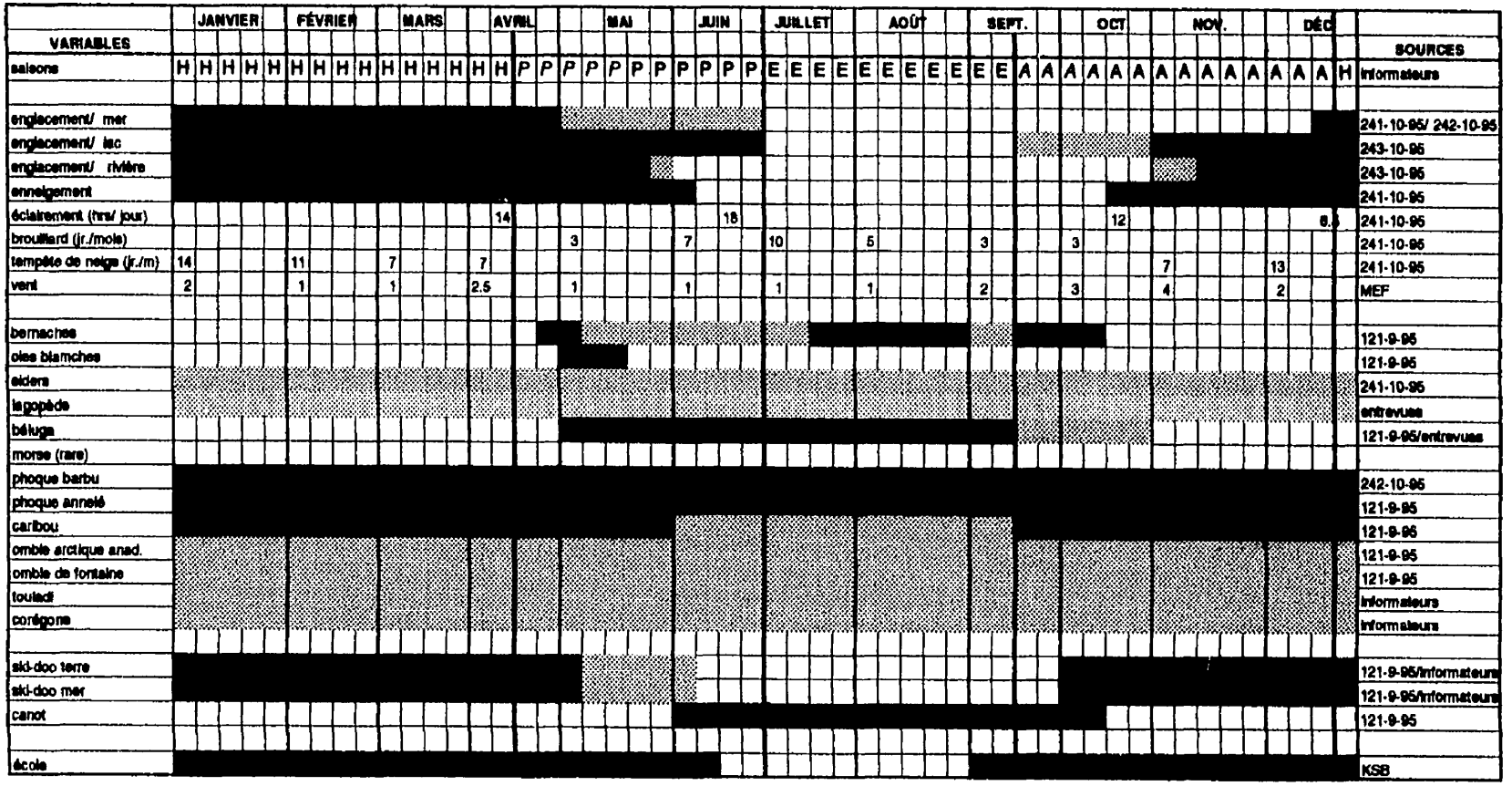
Population par âge, Nunaliapik 1995

Groupes d'âge	Nombre de personnes			
	Hommes N	Femmes N	Total N	%
0-4 ans	35	33	68	17
5-9 ans	34	24	58	14
10-14 ans	31	24	55	14
15-19 ans	18	23	41	10
20-24 ans	22	23	45	11
25-29 ans	16	13	29	7
30-34 ans	10	14	24	6
35-39 ans	11	11	22	5
40-44 ans	12	7	19	5
45-49 ans	5	9	14	3
50-54 ans	2	3	5	1
55-59 ans	1	3	4	1
60-64 ans	5	3	8	2
65-69 ans	3	0	3	1
70-74 ans	1	2	3	1
75-79 ans	1	2	3	1
80 ans et +	1	0	1	0
Total	208	194	402	100

Population par âge, Nunaliapik 1995



ANNEXE 6


JANVIER
FÉVRIER
MARS
AVRIL
MAI
JUIN
JUILLET
AOÛT
SEPT.
OCT
NOV.
DÉC
VARIABLES
SOURCES
saisons
H H H H H H H H H H H H H H H P P P P P P P P P P E E E E E E E E E E A A A A A A A A A A A A H
Informateurs
englacement/ mer
englacement/ lac
englacement/ rivière
enneigement
éclaircment (hrs/ jour)
14
18
12
6.5
brouillard (jr./mois)
3
7
10
5
3
3
tempête de neige (jr./m)
14
11
7
7
7
13
vent
2
1
1
2.5
1
1
1
1
2
3
4
2
bernaches
oies blanches
eiders
lagopède
béluga
morse (rare)
phoque barbu
phoque annelé
caribou
omble arctique anad.
omble de fontaine
touladi
corégone
ski-doo terre
ski-doo mer
canot
école
241-10-95/ 242-10-95
243-10-95
243-10-95
241-10-95
241-10-95
241-10-95
241-10-95
MEF
121-9-95
121-9-95
241-10-95
entrevues
121-9-95/entrevues
242-10-95
121-9-95
121-9-95
121-9-95
121-9-95
Informateurs
Informateurs
121-9-95/Informateurs
121-9-95/Informateurs
121-9-95
KSB

Données sur le milieu naturel et l'utilisation du territoire — Nunalik
Tableau récapitulatif (sources: tableau précédent)

Saisons	Nombre total de semaines	Nombre total de jours
Automne	14	99
Hver	16	113
Printemps	11	76
Été	11	77

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une embarcation selon la saison

Saisons	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
Été	11	77,0	16,5	—	3,0	**57,5**
Automne	4	30,5	3,0	—	2,5	**25,0**
Printemps	4	30,5	7	—	1	**22,5**

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une embarcation par mois

Mois	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
juin	4	30,0	7	—	1	**22,0**
juillet	4	31,0	10	—	1	**20,0**
août	5	31,0	5	—	1	**25,0**
septembre	4	30,0	3	—	2	**25,0**
octobre	2	15,5	1	—	1	**13,5**

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une motoneige selon la saison

Saisons	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
Automne	12	84,25	3,00	16,75	n/a	**64,5**
Hiver	16	112,75	—	38,75	n/a	**74,0**
Printemps	8	53,50	4,75	—	n/a	**49,0**

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une motoneige par mois

Mois	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
octobre	4	31	3	—	n/a	**28**
novembre	5	30	—	7	n/a	**23**
décembre	4	31	—	13	n/a	**18**
janvier	5	31	—	14	n/a	**17**
février	4	28	—	11	n/a	**17**
mars	4	31	—	7	n/a	**24**
avril	4	30	—	7	n/a	**23**
mai	5	31	3	—	n/a	**28**
juin	1	7	2	—	n/a	**5**

JANVIER
FÉVRIER
MARS
AVRIL
MAI
JUIN
JUILLET
AOÛT
SEPT.
OCT
NOV.
DÉC
VARIABLES
SOURCES
saisons
englacement/ mer
englacement/ lac
englacement/ rivière
enneigement
éclairement (hrs/ jour)
brouillard (jr./ mois)
temp. de neige (jr./mois)
oies (bernache)
eiders
lagopède
béluga
morse
phoque barbu
phoque annelé
caribou
omble arctique anad.
touladi
corégone
moule
ski-doo mer
ski-doo terre
canot
école
111-10-95
111-10-95
111-10-95
111-10-95
111-10-95
111-10-95
111-10-95
données du village A
111-10-95
111-10-95
entrevues
111-10-95
111-10-95
111-10-95
entrevues
entrevues
111-10-95
111-10-95
entrevues
111-10-95
entrevues/ informateurs
entrevues/ informateurs
entrevues/ informateurs
KSB

Données sur le milieu naturel et l'utilisation du territoire — Nunaliapik
Tableau récapitulatif (sources: tableau précédent)

Saisons	Nombre total de semaines	Nombre total de jours
Automne	8	61,0
Hiver	25	173,5
Printemps	10	68,5
Été	9	62,0

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une embarcation selon la saison

Saisons	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
été	9	62	16	—	?	**46**
automne	8	61	12	—	?	**46**

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une embarcation par mois

Mois	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
juillet	4	31	8	—	?	**23**
août	5	31	8	—	?	**23**
septembre	4	30	8	—	?	**22**
octobre	4	31	4	—	?	**27**

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une motoneige selon la saison

Saisons	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
Automne	1	7,75	1,0	—	n/a	**7,0**
Hiver	25	173,50	12,5	57,25	n/a	**104,0**
Printemps	10	69,00	4,5	—	n/a	**64,5**

Nombre de jours potentiels d'utilisation d'une motoneige par mois

Mois	Nombre de semaines	Nombre de jours	Nombre de jours de brouillard	Nombre de jours de tempête	Nombre de jours de vent	Nb total de jours pour chasser
octobre	1	7,75	1	—	—	**7**
novembre	5	30,00	4	7	—	**19**
décembre	4	31,00	4	13	—	**14**
janvier	5	31,00	1	14	—	**16**
février	4	28,00	1	11	—	**16**
mars	4	31,00	1	7	—	**23**
avril	4	30,00	2	7	—	**22**
mai	5	31,00	2	—	—	**29**
juin	4	30,00	2	—	—	**28**

Annexe 7- Principales espèces selon le poids comestible (kg)

Espèces	Poids en denrées comestibles (kg)
Mammifères marins	
Phoque annelé	14,3
Phoque barbu	98,4
Ours polaire	158,8
Morse	185,1
Béluga	284,4
Sauvagine et petits gibiers	
Lagopède	0,4
Canard	0,8
Oie des neiges	1,6
Bernache canadienne	2,1
Lièvre	2,3
Caribou	58,1
Poissons	
Corégone	0,7
Omble de fontaine	0,9
Morue	1,1
Omble de l'arctique	2,0
Touladi	3,2
Saumon	3,9

Source: Juniper (1988)

Annexe 8- Typologie alimentaire des ménages

Types	Définitions/ Âge et nombre de participantes retenues de l'enquête de fréquence alimentaire (n=178)
Type 1	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale, dont au moins le père occupe un emploi à temps plein, à temps partiel ou saisonnier (types 1A, 1B). Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis, dont le locataire principal est un célibataire de sexe masculin occupant un emploi à temps plein, à temps partiel ou saisonnier (type 6). Échantillon des femmes: 18-44 ans: n=59; 45-74 ans: n=26
Type 2	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale, dont le père n'a pas d'emploi mais dont la conjointe occupe un emploi à temps plein, à temps partiel ou saisonnier (types 2A, 2B). Échantillon des femmes: 18-44 ans: n=11; 45-74 ans: n=6
Type 3	Ménage dont la famille principale est une famille biparentale, dont ni le père et ni son épouse n'occupent un emploi (type 3A, 3B). Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis, dont le locataire principal est un célibataire de sexe masculin n'ayant pas d'emploi (types 7A, 7B). Échantillon des femmes: 18-44 ans: n=19; 45-74 ans: n=22
Type 4	Ménage dont la famille principale est une famille monoparentale, dont la mère occupe un emploi à temps plein ou à temps partiel ou saisonnier (type 4). Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis, dont le locataire principal est une célibataire de sexe féminin (type 8). Échantillon des femmes: 18-44 ans: n=15; 45-74 ans: n=4
Type 5	- Ménage dont la famille principale (souvent la mère) est une famille monoparentale, dont la mère n'a pas d'emploi (type 5). - Ménage composé d'un ou de plusieurs célibataires partageant un logis, dont le locataire principal est une célibataire de sexe féminin n'ayant pas d'emploi (type 9). Échantillon des femmes: 18-44 ans: n=7; 45-74 ans: n=9

* Les types de ménages entre parenthèses réfèrent à la typologie des ménages du tableau 3.3

Annexe 9- Barèmes salariaux selon la classe et le statut de l'emploi

Classes salariales*	Types d'emploi			
	Temps plein	Temps partiel 1/2 de temps plein	Saisonnier 1/4 de temps plein	Occasionnel 1/8 de temps plein
<20 000 $	12 500 $ **	6 250 $	3 125 $	1 563 $
20-30 000 $	25 000 $	12 500 $	6 250 $	3 125 $
30-40 000 $	35 000 $	17 500 $	8 750 $	4 350 $
40-50 000 $	45 000 $	22 500 $	11 250 $	5 625 $
>50 000 $	50 000 $	25 000 $	12 500 $	6 250 $

* Source: barème utilisé pour l'étude de l'ARK sur l'emploi en 1995. Cependant, les classes salariales originales ont été étendues pour tenir compte du statut de l'emploi.
** salaire minimum

Annexe 10- Calcul des prestations gouvernementales

Prestations	Méthodes de calcul
Aide sociale	Pour le village A, nous avons utilisé les barèmes en vigueur en 1995 que nous avons ajusté de la manière suivante: - 100 % du montant, lorsque l'aide social constituait le revenu principal du ménage; - 75 % du montant, lorsque les revenus principaux de plusieurs membres du ménage étaient constitués de prestations d'aide sociale et; - 50 % du montant, lorsque dans un ménage où résident un ou des prestataires d'aide social, on trouvait un salarié. Pour le village B, nous avons utilisé la liste des prestataires d'aide sociale, en vigueur au moment de l'enquête sur le terrain, fournie par l'agent du ministère de la Sécurité du revenu (MSRQ).
Assurance-chômage	Nous avons utilisé les données du ministère du Développement des ressources humaines (DRH), fournies par l'Administration régionale Kativik (ARK) pour 1995. Le montant des prestations a été estimé en divisant le montant total des prestations pour 1995 par le nombre de prestataires obtenu par l'informateur clé.
Prestations pour enfants (allocations familiales)	Nous avons utilisé les barèmes de la Régie des Rentes (RRQ) et du ministère fédéral du Revenu.
Régime fédéral de pensions	Selon les barèmes du ministère fédéral du Revenu pour 1995. Nous n'avons pas tenu compte des chiffres provenant du RRQ parce qu'ils sont difficiles à estimer et parce que très peu de personnes en recevraient, selon des informations recueillies auprès d'informateurs clés.

Annexe 11- Données sur l'emploi par village, Nunavik 1995

	Population 1995		Données sur l'emploi								
	Population totale (1)	Population plus de 15 ans (2)	Emplois réguliers (3)	Emplois à temps plein (11)	Emplois totaux (9)	Prestataires d'assurance chômage (4)	Prestataires d'aide sociale (5)	Taux d'activité (6)	Sous-emploi (7)	Taux d'emploi à temps plein (8)	Taux d'emploi (10)
Villages	N	N	N	**N**	N	N	N	%	%	%	%
Kuujjuaq	1 253	718	374	259	524	147	55	73	22	36	73
Inukjuak	1 101	631	176	115	209	77	142	40	26	18	33
Puvirnituk	1 032	591	212	149	259	56	87	45	19	25	44
Salluit	903	517	149	107	259	64	82	41	22	21	50
Kuujjuarapik	521	298	148	92	178	70	69	73	32	31	60
Gros villages	4 810	2 755	1 059	722	1 429	414	435	53	24	26	52
Kangiqsualujjuaq	589	324	98	61	151	44	74	44	27	19	47
Kangiqsujuaq	458	252	81	45	166	21	48	40	21	18	66
Akulivik	405	223	74	41	98	17	41	41	21	18	44
Kangirsuk	403	222	72	40	107	50	30	55	26	18	48
Umiujaq	331	182	73	33	87	25	31	54	24	18	48
Ivujivik	272	150	70	33	134	27	11	65	20	22	89
Quaqtaq	272	150	69	37	78	14	14	55	16	25	52
Tasiujaq	167	92	54	20	86	7	9	66	15	22	93
Aupaluk	146	80	45	24	54	16	13	76	27	30	68
Petits villages	3 043	1 675	636	334	961	221	271	51	23	20	57
TOTAL	7 853	4 430	1 694	1 055	2 389	635	706	53	23	24	54

(1) Annexe 3 (cette étude)
(2) Annexe 5 (cette étude)
(3) ARK, 1995 (tableau 6.1)
(4) ARK, 1995
(5) MSRQ, automne 1995
(6) (Emplois réguliers + chômeurs) ÷ Population 15 ans^{+}) x 100
(7) ((chômeurs+assistés sociaux) ÷ (Population 15 ans^{+} + assistés sociaux + chômeurs) x 100
(8) (Emplois à temps plein ÷ Population 15 ans^{+}) x 100
(9) ARK, 1995 (tableau 6.1)
(10) (Emplois totaux ÷ Population 15 ans^{+}) x 100
(11) ARK, 1995 (tableau 6.1)

Annexe 12- Répartition des sources de revenu par village, *per capita*

	Revenu par source								
	Salaires		Transferts		Production*		Total		Par ménage
Villages	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Kuujjuaq	7 577 $	78	2 081 $	21	116 $	1	9 775 $	100	40 690 $
Inukjuak	4 312 $	61	2 533 $	36	178 $	3	7 023 $	100	31 690 $
Puvirnituk	5 582 $	73	1 917 $	25	156 $	2	7 655 $	100	36 403 $
Salluit	4 898 $	69	2 050 $	29	122 $	2	7 070 $	100	37 334 $
Kuujjuarapik	7 001 $	68	3 041 $	29	273 $	3	10 316 $	100	43 342 $
Gros villages	5 836 $	71	2 248 $	27	157 $	2	8 241 $	100	37 501 $
Kangiqsualujjuaq	4 626 $	66	2 229 $	32	193 $	3	7 049 $	100	34 312 $
Kangiqsujuaq	5 065 $	70	1 880 $	26	253 $	4	7 199 $	100	34 705 $
Akulivik	4 564 $	64	2 147 $	30	388 $	5	7 098 $	100	32 302 $
Kangirsuk	4 715 $	64	2 224 $	30	390 $	5	7 330 $	100	34 346 $
Umiujaq	5 167 $	67	2 215 $	29	310 $	4	7 693 $	100	38 581 $
Ivujivik	5 746 $	77	1 377 $	18	346 $	5	7 469 $	100	39 067 $
Quaqtaq	6 655 $	78	1 668 $	19	254 $	3	8 578 $	100	40 226 $
Tasiujaq	8 252 $	79	1 820 $	17	413 $	4	10 485 $	100	50 029 $
Aupaluk	7 646 $	78	1 638 $	17	536 $	5	9 820 $	100	44 802 $
Petits villages	5 380 $	70	1 986 $	26	315 $	4	7 681 $	100	36 866 $
Total	5 659 $	70	2 146 $	27	224 $	3	8 029 $	100	37 288 $

* La vente de produits à la compagnie Les aliments arctiques du Nunavik a été ajoutée au total seulement.

Annexe 13- Indice de vie chère (IVC), par village mars 1990

Villages	IVC*
Villages de grande taille	
Kuujjuaq	178,3
Inukjuak	185,6
Puvirnituk	228,0
Salluit	202,8
Kuujjuarapik	217,6
Villages de petite taille	
Kangisualujjuaq	136,1
Kangiqsujuaq	148,2
Akulivik	217,6
Kangirsuk	126,9
Umiujaq	196,0
Ivujivik	247,3
Quaqtaq	160,4
Tasiujaq	168,6
Aupaluk	143,3
Estimation moyenne Nunavik	181,8

* L'indice de référence 100 n'est pas précisé. Nous présumons qu'il se rapporte aux régions métropolitaines du Québec (Montréal et Québec)
Source: Bureau de la statistique du Québec, 1990. Indice de vie chère des quatre-vingt-quatre localités isolées du Québec, Québec. cité dans Société d'habitation du Québec (1991).

Annexe 14- Liste des produits vendus par la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec

Nos catégories budgétaires (tableau 8.1)	Catégories de produits (FCNQ)*	Produits (FCNQ)**
Alimentation	*Confectionnary*	*- Confectionnary***
Alimentation	*Fresh Food*	*- Fresh Food***
Alimentation	*Grocery*	*- Grocery***
Biens divers/ couture	*Houseware*	*- Sewing notions* *- Material/ fabric*
Biens divers/ divers	*Giftwares*	*- Clocks/watches* *- Jewels/ Luggages*
Biens divers/ loisir	*Giftwares*	*- Cameras/film* *- Toys and Games*
Biens divers/ loisir	*Sporting Goods*	*- Bicycle* *- Sporting equipment*
Biens divers/ loisir	*Giftwares*	*- Stationery*
Biens divers/ tabac	*Tobacco*	*- Tobacco****
Habillement	*Clothings*	*- All kind*
Habillement	*Footwares*	*- All kind*
Logement/ équipement	*Houseware*	*- Appliances* *- Dinnertable* *- Linens* *- Mop/ broom/ garden* *- Plastic/ tools* *- Pots and pans*
Logement/ équipement	*Giftwares*	*- Baby care* *- Home decor* *- Xmas decor/ party*
Logement/ équipement	*Audio-Video*	*- Audio products* *- Electronics* *- Video products*
Logement/ équipement	*Hardwares*	*- Battery* *- Fasteners* *- General hardware* *- Hand tools* *- Lumber and shovels* *- Painting supply* *- Power tools*
Logement/ équipement	*Oils/ Chemical products*	*- Chemicals* *- Paint*
Logement/ équipement	*Furniture*	*- Beddroom* *- Carpet/rugs* *- Kitchen* *- Livingroom* *- Shelving* *- Tables*
Logement/ équipement	*Appliances*	*- Appliances*

Annexe 14- Liste des produits vendues par la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (suite)

Nos catégories budgétaires (tableau 8.1)	Catégories de produits (FCNQ)*	Produits (FCNQ)**
Production vivrière	*Sporting Goods*	*-Ammunitions* *-Camping* *-Fishing Supplies* *-Guns/Riffles/acc.*
Production vivrière	*Parts*	*-Guns/trucks* *-ATV parts* *-Out-Board parts* *-Snowmobile parts*
Production vivrière	*Vehicles*	*-ATV* *-Canoe* *-Out-Board Motor* *-Snowmobile*
Production vivrière	*Oils/Chemical products*	*-Camping fuel* *-Oil/lubricant*
Soins personnels	*Giftwares*	*-Personal care* *-Sunglasses*

*Source: FCNQ, *Detail Budget Report*, 1996
** Source: FCNQ, *Purchase Budget/Actual* juillet 1994 à juin 1995
*** Aucune donnée détaillée

Annexe 15- Liste des aliments retenus et sources

Catégories	Espèces	Mets	Sources
Caribou		Viande (fraîche, congelée, cuite)	Santé Québec, 1992
		séché	Santé Québec, 1992
Crustacés			cf. chapitre 4
Mammifères marins	Béluga	Viande (fraîche, congelée, cuite)	Santé Québec, 1992
		séché	Santé Québec, 1992
		foie	Santé Québec, 1992
		gras	Santé Québec, 1992
		épiderme, *mattaq*	Santé Québec, 1992
	Baleine, narval		Santé Québec, 1992
	Morse		Santé Québec, 1992
	Phoque	Viande (fraîche, congelée, cuite)	Santé Québec, 1992
		séché	Santé Québec, 1992
		foie	Santé Québec, 1992
		gras	Santé Québec, 1992
	Ours polaire		cf. chapitre 4
Fruits sauvages			Santé Québec, 1992
Poisson	Corégone		Juniper, 1988
	Morue		Juniper, 1988
	Omble chevalier	viande (fraîche, congelée, cuite)	Santé Québec, 1992
		séché	Santé Québec, 1992
	Saumon	viande (fraîche, congelée, cuite)	Santé Québec, 1992
		séché	Santé Québec, 1992
	Touladi		Juniper, 1988
	Omble de fontaine		Juniper, 1988
Sauvagine et petits gibiers	Lièvre		Santé Québec, 1992
	Lagopède		Santé Québec, 1992
	Oie et canard	viande (fraîche, congelée, cuite)	Santé Québec, 1992
		séché	Santé Québec, 1992
Viandes importées		Poulet (poitrine, cuisse, entier)	Santé Québec, 1992
		Poulet pané, frit, congelé	Santé Québec, 1992
		Côtelettes de porc	Santé Québec, 1992
		Sauce de Francfort	Santé Québec, 1992
		Viandes froides en conserve (klik, Kam, Prem)	Santé Québec, 1992
		Viandes froides tranchées	Santé Québec, 1992
		Ragoût de boeuf en conserve	Santé Québec, 1992
		Boeuf haché ou croquettes de boeuf congelé	Santé Québec, 1992
		Corned Beef	Santé Québec, 1992
		Steak, T-bone	Santé Québec, 1992
		Saumon rose en conserve	Santé Québec, 1992

Annexe 15- Liste des aliments retenus et sources (suite)

Catégories	Espèces	Mets	Sources
Viandes importées (suite)		Sardines en conserve	Santé Québec, 1992
		Bâtons de poisson congelé	Santé Québec, 1992
			Santé Québec, 1992
Bannock		Bannock	
Autres aliments importés- Divers		Beurre d'arachide	Santé Québec, 1992
		Tranches de fromage	Santé Québec, 1992
		Fromage cheddar	Santé Québec, 1992
		Oeufs	Santé Québec, 1992
		Pain de blé entier, pain blanc	Santé Québec, 1992
		Macaroni au fromage	Santé Québec, 1992
		Flocons d'avoine	Santé Québec, 1992
		Riz, macaroni et spaghetti	Santé Québec, 1992
		Gâteaux. beignets, tartes	Santé Québec, 1992
		Biscuit *Pilot*	Santé Québec, 1992
		Biscuits	Santé Québec, 1992
		Boissons gazeuses	Santé Québec, 1992
		Tang	Santé Québec, 1992
		Jus de pomme ou d'orange pur, congelé	Santé Québec, 1992
		Patates frites	Santé Québec, 1992
		Croustilles	Santé Québec, 1992
		Pommes de terre en purée (*Carnation, Sheriff*)	Santé Québec, 1992
		Pommes de terre fraîche, cuites	Santé Québec, 1992
		Carottes fraîches, cuites	Santé Québec, 1992
		Tomates en conserve	Santé Québec, 1992
		Maïs en conserve	Santé Québec, 1992
		Fruits en conserve	Santé Québec, 1992
		Fruits en conserve	Santé Québec, 1992
		Fruits frais	Santé Québec, 1992
		Saindoux	Santé Québec, 1992
		Coffeemate	Santé Québec, 1992
		Lait (sous toutes ses formes)	Santé Québec, 1992

Annexe 16- Informations relatives à l'échantillon de ménages

Village	Code d'entrevue	Typologie du ménage
Nunaliapik	01	1 A
	02	3 A
	03	3 B
	04	4 B
	05	1 A *
	06	1 B
	07	5 B
	08	3 B
	09	1 A *
	10	5 A
	11	2 A
	12	3 B
	13	3 B
	14	5 B
	15	1 A
	16	1 B *
	17	3 B
	18	*1A**
	19	3 B
	20	9
	21	1 A *
	22	7 B
	23	7 B
	24	7 B
	25	3 B
	26	3 B
	27	3 B
Nunalik	51	1 B
	52	2 B
	53	4 A
	54	3 A
	55	*1A**
	56	*1B*
	57	*2B*
	58	*1A*
	59	1 A *
	60	2 B
	61	8 A
	62	5 B
	63	3 A
	64	3 B
	65	1 A *
	66	5 B
	67	2 A
	68	*1A*
	69	*5B*
	70	*3B*
	71	3 B

* L'astérisque indique que les deux chefs de familles ont un travail régulier
Les nombres en italique signale que le budget du ménage n'a pas été complété